



Gouvernement du Canada Government of Canada

Établis par le
Receveur général du Canada

Comptes publics

1997

Volume II

Partie I

Détails des
dépenses et des
recettes

Canada 

VOLUME II (PARTIE I)

TABLE DES MATIÈRES

Section

- Introduction
- 1. Tableaux sommaires
- 2. Affaires étrangères et Commerce international
- 3. Affaires indiennes et du Nord canadien
- 4. Agriculture et Agroalimentaire
- 5. Anciens combattants
- 6. Citoyenneté et Immigration
- 7. Conseil du Trésor
- 8. Conseil privé
- 9. Défense nationale
- 10. Développement des ressources humaines
- 11. Environnement
- 12. Finances
- 13. Gouverneur général
- 14. Industrie
- 15. Justice
- 16. Parlement
- 17. Patrimoine canadien
- 18. Pêches et Océans
- 19. Ressources naturelles
- 20. Revenu national
- 21. Santé
- 22. Solliciteur général
- 23. Transports
- 24. Travaux publics et Services gouvernementaux
- 25. Index

INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS DU CANADA

Nature des Comptes publics du Canada

Les Comptes publics du Canada constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé à chaque exercice par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Le rapport couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars et est préparé à partir de données contenues dans les comptes du Canada et de registres plus détaillés tenus par les ministères et organismes. Les comptes du Canada constituent le registre centralisé des opérations financières du gouvernement, tenu par le receveur général, et qui résume les opérations de tous les ministères et organismes. Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des Comptes publics du Canada

Les Comptes publics du Canada sont publiés en deux volumes. Le **volume I** présente une analyse sommaire des opérations financières du gouvernement.

Le **volume II** est publié en deux parties. La **partie I** présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement tandis que la **partie II** présente des informations et analyses supplémentaires.

La **partie I** est conçue de façon à refléter aussi près que possible le format et le contenu de la partie II du Budget des dépenses principal. Certains des tableaux et états de la **partie I** montrent la provenance et l'utilisation des autorisations de dépenses. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués ci-dessous :

● Provenance des autorisations

● Disponibles des exercices antérieurs

Autorisations de dépenses reportées de l'exercice précédent. Comprennent seulement les autorisations pour lesquelles il existe une limite spécifique quant au montant total à être dépensé, ou sur le solde cumulé en circulation pour les crédits pour lesquels il est permis de dépenser les recettes et les rentrées. Ces crédits sont généralement soit des fonds renouvelables ou des prêts. Ces montants sont disponibles pour être dépensés sans aucune autre autorisation du Parlement.

● Budgets des dépenses principal et supplémentaires

Comprennent :

- les autorisations de dépenses demandées dans les Budgets des dépenses principal et supplémentaires;
- les montants estimatifs des dépenses compris dans les Budgets des dépenses principal et supplémentaires en vertu d'autorisations accordées par diverses autres lois y compris les lois de crédits des exercices antérieurs.

● Redressements et virements

Comprennent :

- les virements de ou à d'autres portefeuilles ministériels tels que les crédits 5,10 et 15 du Conseil du Trésor ou les modifications dans les responsabilités ministérielles;
- les virements à l'intérieur du portefeuille ministériel d'un crédit à un autre (en vertu d'une autorisation parlementaire), ou entre paiements de transfert;
- les modifications aux montants législatifs suite à des redressements aux estimés de dépenses compris dans les Budgets des dépenses principal et supplémentaires, suite à l'annulation ou la modification aux lois ou suite à des redressements des autorisations d'emprunt des sociétés d'État;
- les montants du suremploi des autorisations des exercices antérieurs versés ou réglés au cours de l'exercice.

● Total disponible pour emploi

Autorisations disponibles pour être dépensées au cours de l'exercice (après avoir déduit les montants estimatifs des recettes et rentrées disponibles pour être dépensées).

● Utilisation des autorisations

● Employées au cours de l'exercice

Montants dépensés dans l'exercice en cours (après avoir déduit les recettes et rentrées réelles disponibles pour être dépensées).

- **Annulées (écart positif)**
Autorisations de dépenses non employées qui ne peuvent être reportées à un exercice ultérieur.
- **Dépassées (écart négatif)**
Excédent des dépenses sur les autorisations accordées.
- **Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs**
Autorisations de dépenses non employées qui ne sont pas annulées et qui sont reportées à un exercice ultérieur.
- **Employées au cours de l'exercice précédent**
Montants dépensés dans l'exercice précédent (après avoir déduit les recettes et rentrées réelles disponibles pour être dépensées). Pour les crédits ou paiements de transfert qui n'existent plus dans l'exercice en cours, le total des dépenses nettes correspondant de l'exercice précédent est présenté comme un montant seul en ligne avec l'énoncé «Crédits (éléments) non requis pour l'exercice en cours».

Le contenu de la **partie I** se résume comme suit :

a) Tableaux sommaires (section 1)

La section 1 comprend les tableaux suivants lesquels présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles :

- Tableau 1 présente les recettes et les dépenses tant sur une base brute que sur une base nette
- Tableau 2 présente les dépenses par catégorie pour chaque portefeuille ministériel

- Tableau 2a concilie le tableau 2 avec le tableau 1
- Tableau 2b présente le détail par portefeuille ministériel des autres paiements de transfert
- Tableau 2c présente le détail des autres dépenses de programmes des autres portefeuilles ministériels
- Tableau 3 présente les dépenses par article courant pour chaque portefeuille ministériel
- Tableau 3a concilie le tableau 3 avec le tableau 1
- Tableau 4 présente les recettes par catégorie principale pour chaque portefeuille ministériel
- Tableau 4a concilie le tableau 4 avec le tableau 1
- Tableau 5 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel
- Tableau 6 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel
- Tableau 7 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par portefeuille ministériel et par genre d'autorisations (votées et législatives)

La section 1 comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits,

de toutes les autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs, ainsi que de toutes les autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

b) Sections ministérielles (sections 2 à 24)

Il y a une section pour chaque portefeuille ministériel. Les programmes des ministères et organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des objectifs des programmes et des descriptions des activités. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les opérations financières de chaque portefeuille ministériel. Ces états sont :

- **Sommaire du portefeuille ministériel**
Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.
- **Programmes par activité**
Cet état présente par programme le total des autorisations disponibles pour emploi et les autorisations employées au cours de l'exercice pour chaque activité sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert et non budgétaires).
- **Paiements de transfert**
Cet état présente par programme la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert.

- Détail des montants disponibles pour être dépensés

Cet état présente par programme la nature des recettes et rentrées lesquelles augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.

- Recettes

Cet état présente par programme la nature des recettes sous chaque catégorie principale de recettes.

Les états dans les sections ministérielles sont conçus pour que les totaux et sous-totaux pertinents puissent être directement retracés à un état qui précède et ensuite aux tableaux sommaires de la section 1. De cette façon :

- les données de l'état des paiements de transfert peuvent être retracées à l'état des programmes par activité, lesquelles peuvent ensuite être retracées au sommaire du portefeuille minis-

tériel (de la provenance et de l'utilisation des autorisations). Les données du sommaire du portefeuille ministériel peuvent être retracées aux tableaux sommaires (tableaux 5, 6 et 7) de la section 1.

- les données de l'état du détail des montants disponibles pour être dépensés peuvent être retracées à l'état des programmes par activité et également au tableau sommaire 3 de la section 1.
- les données de l'état des recettes peuvent être retracées au tableau sommaire 4 de la section 1.

SECTION 1

COMPTES PUBLICS DU CANADA 1996-1997

Tableaux sommaires

SOMMAIRE

	Page
Tableaux sommaires —	
Tableau 1 — État des recettes et dépenses	1.3
Tableau 2 — Dépenses ministérielles par catégorie	1.4
Tableau 2a — Récapitulation des dépenses externes par catégorie	1.10
Tableau 2b — Détail des autres paiements de transfert	1.11
Tableau 2c — Détail des autres dépenses de programmes des autres portefeuilles ministériels	1.12
Tableau 3 — Dépenses ministérielles par article courant	1.13
Tableau 3a — Récapitulation des dépenses externes par article courant	1.20
Tableau 4 — Recettes ministérielles par catégorie principale	1.21
Tableau 4a — Récapitulation des recettes externes par catégorie principale	1.27
Tableau 5 — Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel	1.29
Tableau 6 — Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel	1.35
Tableau 7 — Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)	1.38
Appendices —	
Appendice 1 — Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice	1.43
Appendice 2 — Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits	1.66
Appendice 3 — Autorisations disponibles des exercices antérieurs	1.78
Appendice 4 — Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice	1.87
Appendice 5 — Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1.89

TABLEAU 1

État des recettes et dépenses

Le tableau 1 présente les recettes et les dépenses tant sur une base brute que sur une base nette. De plus, des informations détaillées apparaissent à la section 3 du volume I.

(en milliers de dollars)

RECETTES	Brutes		Nettes		DÉPENSES	Brutes		Nettes	
Recettes fiscales—					Paiements de transfert—				
Impôt sur le revenu —					Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément				
Des particuliers	68 121 881	63 281 976			de revenu garanti et allocation au conjoint	21 207 029	21 605 866		
Des sociétés	17 019 705	17 019 705			Prestations d'assurance-emploi	12 380 151	12 380 151		
Autres recettes d'impôt sur le revenu	2 846 971	2 846 971			Transfert canadien en matière de santé et				
	87 988 557	83 148 652			de services sociaux	14 911 213	14 911 213		
Cotisations d'assurance-emploi	19 816 293	19 816 293			Accords fiscaux	9 819 735	9 819 735		
Taxes et droits d'accise —					Régime d'assistance publique du Canada	104 970	104 970		
Taxe sur les produits et services	20 950 815	18 078 734			Assurance et soins médicaux	(216 972)	(216 972)		
Taxe sur l'énergie —					Aide à l'éducation	(40 696)	(40 696)		
Taxe d'accise—Essence	4 024 868	4 024 868			Paiements de remplacement pour programmes				
Taxe d'accise—Essence d'aviation et					permanents	(2 014 608)	(2 014 608)		
combustible diesel	442 339	442 339			Prestations fiscales pour enfants	5 238 742	...		
	4 467 207	4 467 207			Autres paiements de transfert	20 332 225	17 460 144		
Droits de douane à l'importation	2 675 683	2 675 683			Total des paiements de transfert	81 721 789	74 009 803		
Autres taxes et droits d'accise —					Dépenses des sociétés d'État	4 822 390	3 577 719		
Droits d'accise	2 275 116	2 275 116			Autres dépenses de programmes—				
Diverses taxes et droits d'accise	1 600 699	1 600 699			Patrimoine canadien	894 641	793 908		
	3 875 815	3 875 815			Pêches et Océans	1 188 637	1 163 841		
	31 969 520	29 097 439			Affaires étrangères et Commerce international	1 177 735	1 127 280		
Total des recettes fiscales	139 774 370	132 062 384			Industrie	1 740 383	1 530 158		
Recettes non fiscales—					Défense nationale	8 931 291	8 540 859		
Revenus de placements	4 275 616	4 210 125			Revenu national	2 048 516	2 048 516		
Autres recettes non fiscales —					Travaux publics et Services gouvernementaux	1 899 136	1 635 334		
Privilèges, licences et permis	932 993	602 202			Solliciteur général	3 279 852	2 543 828		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	697 458	697 376			Transports	1 318 115	770 935		
Frais de services	2 014 768	436 452			Autres portefeuilles ministériels	7 373 128	7 077 338		
Produits des ventes	1 875 505	1 575 007			Total des autres dépenses de programmes	29 851 434	27 231 997		
Produits de la vente de biens					Total des dépenses de programmes	116 395 613	104 819 519		
excédentaires de l'État	34 394	34 394			Frais de la dette publique	44 973 192	44 973 192		
Pièces de monnaie canadienne	445 000	445 000			TOTAL DES DÉPENSES	161 368 805	149 792 711		
Gain net de change	41 720	41 720							
Diverses recettes non fiscales	2 379 516	790 586							
Total des recettes non fiscales	12 696 970	8 832 862			DÉFICIT	8 897 465	8 897 465		
TOTAL DES RECETTES	152 471 340	140 895 246							

TABLEAU 2**Dépenses ministérielles par catégorie**

Le tableau 2 présente les dépenses nettes par catégorie pour chaque portefeuille ministériel. La colonne «Total des dépenses» présente le total des dépenses nettes rapporté pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 2a concilie le total des dépenses ministérielles nettes avec les dépenses externes présentées tant sur une base brute que sur une base nette au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des recettes, des dépenses et du déficit accumulé à la section 1 du volume I.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert							Total des paiements de transfert ⁽³⁾	Autres dépenses de programmes ⁽⁴⁾	Total des dépenses	
		Prestations de sécurité de la vieillesse ⁽¹⁾	Prestations d'assurance-emploi ⁽²⁾	Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	Accords fiscaux	Assurance et soins médicaux	Régime d'assistance publique du Canada	Aide à l'éducation				Paiements de remplacement pour programmes permanents
2	Affaires étrangères et Commerce international											
	Ministère	...	...	...	...	...	...	...	332 945	332 945	938 468	1 271 413
	Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	10 942	10 942
	Agence canadienne de développement international	...	...	...	...	...	...	...	1 719 322	1 719 322	130 172	1 849 494
	Société pour l'expansion des exportations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	79 300	79 300
	Centre de recherches pour le développement international	...	...	...	...	...	...	...	...	...	96 100	96 100
	Commission mixte internationale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4 299	4 299
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 514	1 514
	Administration du pipe-line du Nord	...	...	...	...	...	...	...	...	...	138	138
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	...	...	2 052 267	2 052 267	1 260 933	3 313 200
3	Affaires indiennes et du Nord canadien											
	Ministère	...	...	...	...	...	...	...	3 897 437	3 897 437	374 135	4 271 572
	Commission canadienne des affaires polaires	...	...	...	...	...	...	...	18	18	1 016	1 034
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	...	...	3 897 455	3 897 455	375 151	4 272 606
4	Agriculture et Agroalimentaire											
	Ministère	...	...	...	...	...	...	...	1 839 739	1 839 739	749 283	2 589 022
	Commission canadienne du lait	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2 423	2 423
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	...	...	1 839 739	1 839 739	751 706	2 591 445
5	Anciens combattants	...	...	...	...	...	...	...	1 368 829	1 368 829	521 525	1 890 354

6	Citoyenneté et Immigration												
	Ministère	...	...	...	...	...	...	...	298 922	298 922	382 710	681 632	
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	77 351	77 351	
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	...	...	298 922	298 922	460 061	758 983	
7	Conseil du Trésor	...	...	...	...	...	...	...	648	648	978 250	978 898	
8	Conseil privé												
	Ministère	...	...	...	...	...	...	...	1 396	1 396	78 304	79 700	
	Centre canadien de gestion	...	...	...	...	...	...	...	149	149	16 452	16 601	
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3 034	3 034	
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	...	...	...	...	...	...	...	...	23 291	23 291	
	Directeur général des élections	...	...	...	...	...	...	...	74	74	43 321	43 395	
	Commissaire aux langues officielles	...	...	...	...	...	...	...	...	...	10 625	10 625	
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3 213	3 213	
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4 681	4 681	
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 314	1 314	
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	...	...	1 619	1 619	184 235	185 854	
9	Défense nationale	...	...	...	...	...	...	...	308 125	308 125	10 265 147	10 573 272	
10	Développement des ressources humaines												
	Ministère	21 610 043	...	...	...	...	148 970	(40 696)	...	2 080 183 23 798 500	541 803	24 340 303	
	Conseil canadien des relations du travail	...	...	...	...	...	...	...	...	...	8 432	8 432	
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 212	1 212	
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 968	1 968	
	Total du portefeuille ministériel	21 610 043	...	...	...	...	148 970	(40 696)	...	2 080 183 23 798 500	553 415	24 351 915	
11	Environnement												
	Ministère	...	...	...	...	...	...	...	48 402	48 402	532 689	581 091	
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	...	...	...	...	...	...	...	408	408	9 806	10 214	
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	...	...	48 810	48 810	542 495	591 305	

TABLEAU 2

Dépenses ministérielles par catégorie — Suite
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert										Total des dépenses	
		Prestations de sécurité de la vieillesse ⁽¹⁾	Prestations d'assurance-emploi ⁽²⁾	Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	Accords fiscaux	Assurance et soins médicaux	Régime d'assistance publique du Canada	Aide à l'éducation	Paiements de remplacement pour programmes permanents	Total des paiements de transfert ⁽³⁾	Autres dépenses de programmes ⁽⁴⁾		
12	Finances												
	Ministère	...	...	14 911 213	9 512 186	...	...	...	(2 014 608)	1 527 713	23 936 504	45 312 047	69 248 551
	Vérificateur général	...	...	...	...	...	...	...	...	375	375	48 964	49 339
	Tribunal canadien du commerce extérieur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	8 085	8 085
	Bureau du surintendant des institutions financières	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	274	274
	Total du portefeuille ministériel	...	...	14 911 213	9 512 186	...	...	...	(2 014 608)	1 528 088	23 936 879	45 369 370	69 306 249
13	Gouverneur général	...	...	...	...	...	...	...	...	257	257	10 422	10 679
14	Industrie												
	Ministère	...	...	...	...	...	...	...	...	524 940	524 940	522 661	1 047 601
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	...	...	...	...	...	...	...	...	263 729	263 729	48 090	311 819
	Banque de développement du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	6 948	6 948
	Agence spatiale canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	32 767	32 767	218 245	251 012
	Tribunal de la concurrence	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 034	1 034
	Commission du droit d'auteur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	876	876
	Société d'expansion du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	14 700	14 700
	Bureau fédéral de développement régional (Québec)	...	...	...	...	...	...	...	...	355 715	355 715	29 581	385 296
	Conseil national de recherches du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	129 378	129 378	330 159	459 537
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	...	...	...	...	...	...	...	...	434 737	434 737	13 478	448 215
	Conseil de recherches en science humaines	...	...	...	...	...	...	...	...	83 779	83 779	7 997	91 776
	Conseil canadien des normes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5 184	5 184
	Statistique Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	899	899	436 873	437 772
	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	...	...	...	...	...	...	...	...	267 082	267 082	36 098	303 180
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	...	...	...	2 093 026	2 093 026	1 671 924	3 764 950

15	Justice												
	Ministère	...	...	...	...	...	...	...	253 189	253 189	229 736	482 925	
	Commission canadienne des droits de la personne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	14 872	14 872	
	Commissaire à la magistrature fédérale	...	...	...	...	...	...	39 601	39 601	174 896	214 497		
	Cour fédérale du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	29 487	29 487		
	Comité du tribunal des droits de la personne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2 251	2 251	
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	6 694	6 694	
	Cour suprême du Canada	...	...	...	...	...	...	1 107	1 107	12 978	14 085		
	Cour canadienne de l'impôt	...	...	...	...	...	...	...	...	11 389	11 389		
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	...	293 897	293 897	482 303	776 200		
16	Parlement												
	Sénat	...	...	...	...	...	...	...	481	481	43 436	43 917	
	Chambre des communes	...	...	...	...	...	...	...	616	616	211 205	211 821	
	Bibliothèque du Parlement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	17 012	17 012	
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	...	1 097	1 097	271 653	272 750		
17	Patrimoine canadien												
	Ministère	...	...	...	...	...	...	...	541 189	541 189	548 285	1 089 474	
	Conseil des Arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	91 093	91 093	
	Bureau d'information du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	17 709	17 709	
	Société Radio-Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	997 133	997 133	
	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	92 445	92 445	
	Musée canadien des civilisations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	44 213	44 213	
	Musée canadien de la nature	...	...	...	...	...	...	...	...	...	27 121	27 121	
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3 937	3 937	
	Archives nationales du Canada	...	...	...	...	...	...	1 984	1 984	49 526	51 510		
	Société du Centre national des Arts	...	...	...	...	...	...	...	...	...	17 421	17 421	
	Commission des champs de bataille nationaux	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2 875	2 875	
	Commission de la capitale nationale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	76 194	76 194	
	Office national du film	...	...	...	...	...	...	...	281	281	72 413	72 694	
	Musée des beaux-arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	31 974	31 974	
	Bibliothèque nationale	...	...	...	...	...	...	...	66	66	32 499	32 565	
	Musée national des sciences et de la technologie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	19 746	19 746	
	Commission de la fonction publique	...	...	...	...	...	...	...	...	...	117 776	117 776	
	Condition féminine —Bureau de la coordonnatrice	...	...	...	...	...	...	...	8 165	8 165	8 932	17 097	
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	...	551 685	551 685	2 251 292	2 802 977		
18	Pêches et Océans	...	...	...	...	...	...	...	159 969	159 969	1 163 883	1 323 852	

TABLEAU 2

Dépenses ministérielles par catégorie —Fin
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert											
		Prestations de sécurité de la vieillesse ⁽¹⁾	Prestations d'assurance-emploi ⁽²⁾	Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	Accords fiscaux	Assurance et soins médicaux	Régime d'assistance publique du Canada	Aide à l'éducation	Paiements de remplacement permanents	Total des paiements de transfert ⁽³⁾	Autres dépenses de programmes ⁽⁴⁾	Total des dépenses	
19	Ressources naturelles												
	Ministère	...	...	...	...	...	...	...	...	79 808	79 808	469 094	548 902
	Commission de contrôle de l'énergie atomique	...	...	...	...	...	...	...	...	650	650	43 934	44 584
	Énergie atomique du Canada, Limitée	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	197 454	197 454
	Société de développement du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	43 500	43 500
	Office national de l'énergie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	26 855	26 855
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	...	...	...	80 458	80 458	780 837	861 295
20	Revenu national	...	...	...	...	...	...	...	...	136 965	136 965	2 099 251	2 236 216
21	Santé												
	Ministère	...	...	...	...	(96 000)	...	...	...	639 886	543 886	967 881	1 511 767
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 200	1 200
	Conseil de recherches médicales	...	...	...	...	...	...	...	...	233 755	233 755	8 648	242 403
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3 101	3 101
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	(96 000)	...	...	...	873 641	777 641	980 830	1 758 471
22	Solliciteur général												
	Ministère	...	...	...	...	...	...	...	...	40 246	40 246	30 959	71 205
	Service canadien du renseignement de sécurité	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	165 573	165 573
	Service correctionnel	...	...	...	...	...	...	...	...	2 712	2 712	1 104 330	1 107 042
	Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	24 359	24 359
	Bureau de l'enquêteur correctionnel	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 264	1 264
	Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	38 066	38 066	1 220 166	1 258 232
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	644	644
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3 544	3 544
	Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	...	...	...	81 024	81 024	2 550 839	2 631 863

23 Transports												
Ministère	...	...	...	...	...	...	...	...	710 245	710 245	1 203 650	1 913 895
Office des transports du Canada ⁽⁵⁾	2 918	2 918	24 895	27 813
Tribunal de l'aviation civile	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	849	849
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	...	...	...	...	...	713 163	713 163	1 229 394	1 942 557
24 Travaux publics et Services gouvernementaux												
Ministère	...	...	...	401 549	...	...	...	...	57 664	459 213	1 662 429	2 121 642
Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 967 287	1 967 287
Monnaie royale canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	14 000	14 000
Total du portefeuille ministériel	...	...	...	401 549	...	...	...	...	57 664	459 213	3 643 716	4 102 929
Total des dépenses ministérielles	21 610 043	...	14 911 213	9 913 735	(96 000)	148 970	(40 696)	(2 014 608)	18 467 531	62 900 188	78 398 632	141 298 820

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

(1) Comprend le supplément de revenu garanti et l'allocation au conjoint.

(2) Les paiements de transfert pour les prestations d'assurance-emploi et prestations fiscales pour enfants sont présentés au tableau 2a.

(3) Les montants rapportés sous cette colonne sont généralement conformes aux montants présentés comme paiements de transfert au tableau 3. Toute différence résulte de l'arrondissement des montants.

(4) Comprend les frais de la dette publique.

(5) Antérieurement Office national des transports.

TABLEAU 2a

Récapitulation des dépenses externes par catégorie

Le tableau 2a concilie le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 2) avec les dépenses externes rapportées tant sur une base brute que sur une base nette au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des recettes, des dépenses et du déficit accumulé à la section 1 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les recettes affectées aux dépenses, la provision pour évaluation, les dépenses des sociétés d'État consolidées et l'élimination des dépenses internes. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les recettes affectées aux dépenses, les crédits et remboursements fiscaux, et les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles	Comptes à fins déterminées consolidés	Recettes affectées aux dépenses	Provision pour évaluation	Sociétés d'État consolidées	Dépenses internes	DÉPENSES EXTERNES NETTES	Recettes affectées aux dépenses	Crédits et remboursements fiscaux	Sociétés d'État consolidées	DÉPENSES EXTERNES BRUTES
Paiements de transfert—											
Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	21 610 043	...	(4 177)	...	...	...	21 605 866	...	(398 837)	...	21 207 029
Prestations d'assurance-emploi	...	12 429 151	...	(49 000)	...	...	12 380 151	...	...	...	12 380 151
Autre palier de gouvernement —											
Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	14 911 213	...	...	...	...	...	14 911 213	...	...	...	14 911 213
Accords fiscaux	9 913 735	...	...	(94 000)	...	...	9 819 735	...	...	...	9 819 735
Régime d'assistance publique du Canada	148 970	...	...	(44 000)	...	...	104 970	...	...	...	104 970
Assurance et soins médicaux	(96 000)	...	(120 972)	...	...	...	(216 972)	...	...	...	(216 972)
Aide à l'éducation	(40 696)	...	...	...	...	...	(40 696)	...	...	...	(40 696)
Paiements de remplacement pour programmes permanents											
	(2 014 608)	...	...	...	...	...	(2 014 608)	...	...	...	(2 014 608)
Total autre palier de gouvernement	22 822 614	...	(120 972)	(138 000)	...	...	22 563 642	...	...	...	22 563 642
Prestations fiscales pour enfants	...	...	...	...	...	...	...	...	5 238 742	...	5 238 742
Autres paiements de transfert ⁽¹⁾	18 467 531	(98 387)	...	(909 000)	...	...	17 460 144	...	2 872 081	...	20 332 225
Total des paiements de transfert	62 900 188	12 330 764	(125 149)	(1 096 000)	...	...	74 009 803	...	7 711 986	...	81 721 789
Dépenses des sociétés d'État	...	...	...	(539 000)	4 116 719	...	3 577 719	...	...	1 244 671	4 822 390
Autres dépenses de programmes—											
Patrimoine canadien	2 251 292	705	(250)	...	(1 455 341)	(2 498)	793 908	100 733	...	...	894 641
Pêches et Océans	1 163 883	1 299	(229)	...	...	(1 112)	1 163 841	24 796	...	...	1 188 637
Affaires étrangères et Commerce international	1 260 933	...	116	...	(124 861)	(8 908)	1 127 280	50 455	...	...	1 177 735
Industrie	1 671 924	55	(105 434)	...	(26 832)	(9 555)	1 530 158	210 225	...	...	1 740 383
Défense nationale	10 265 147	(135 109)	(51 593)	(1 533 000)	...	(4 586)	8 540 859	390 432	...	...	8 931 291
Revenu national	2 099 251	...	...	...	...	(50 735)	2 048 516	...	...	...	2 048 516
Travaux publics et Services gouvernementaux	3 643 716	15 349	(15 204)	...	(1 991 787)	(16 740)	1 635 334	263 802	...	...	1 899 136
Solliciteur général	2 550 839	...	480	...	...	(7 491)	2 543 828	736 024	...	...	3 279 852
Transports	1 229 394	2 180	(770)	...	(392 784)	(67 085)	770 935	547 180	...	...	1 318 115
Autres portefeuilles ministériels ⁽²⁾	7 078 512	1 069 027	(5 564)	(799 000)	(243 377)	(22 260)	7 077 338	295 790	...	...	7 373 128
Total des autres dépenses de programmes	33 214 891	953 506	(178 448)	(2 332 000)	(4 234 982)	(190 970)	27 231 997	2 619 437	...	...	29 851 434
Total des dépenses de programmes	96 115 079	13 284 270	(303 597)	(3 967 000)	(118 263)	(190 970)	104 819 519	2 619 437	7 711 986	1 244 671	116 395 613
Frais de la dette publique	45 183 741	(127 706)	(82 843)	...	...	...	44 973 192	...	...	...	44 973 192
TOTAL DES DÉPENSES	141 298 820	13 156 564	(386 440) ⁽³⁾	(3 967 000)	(118 263)	(190 970)	149 792 711	2 619 437 ⁽⁴⁾	7 711 986	1 244 671	161 368 805

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

(1) Le détail des autres paiements de transfert est présenté au tableau 2b.

(2) Le détail des autres dépenses de programmes des autres portefeuilles ministériels est présenté au tableau 2c.

(3) Représente des recettes reportées de 111 835 \$, des frais de financement reliés à la vente de placements de 82 843 \$, des recettes constatées par régularisation de 66 613 \$ et remboursement des paiements de transfert de l'exercice précédent de 125 149 \$.

(4) Comprend 111 835 \$ de recettes reportées affectées aux dépenses.

TABLEAU 2b
Détail des autres paiements de transfert

Le tableau 2b présente le détail par portefeuille ministériel des autres paiements de transfert rapportés au tableau 2a.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles	Comptes à fins déterminées consolidés	Recettes affectées aux dépenses	Provision pour évaluation	Sociétés d'État consolidées	Dépenses internes	DÉPENSES EXTERNNES NETTES	Recettes affectées aux dépenses	Crédits et rembour- sements fiscaux	Sociétés d'État consolidées	DÉPENSES EXTERNNES BRUTES
Agriculture et Agroalimentaire	1 839 739	(98 387)	...	...	...	...	1 741 352	...	...	...	1 741 352
Patrimoine canadien	551 685	...	...	...	...	...	551 685	...	...	...	551 685
Citoyenneté et Immigration	298 922	...	...	...	...	...	298 922	...	...	...	298 922
Environnement	48 810	...	...	...	...	...	48 810	...	...	...	48 810
Finances	1 528 088	...	...	...	...	...	1 528 088	...	...	...	1 528 088
Pêches et Océans	159 969	...	...	...	...	...	159 969	...	...	...	159 969
Affaires étrangères et Commerce international	2 052 267	...	...	...	...	...	2 052 267	...	...	...	2 052 267
Gouverneur général	257	...	...	...	...	...	257	...	...	...	257
Santé	873 641	...	...	...	...	...	873 641	...	...	...	873 641
Développement des ressources humaines	2 080 183	...	...	...	...	...	2 080 183	...	...	...	2 080 183
Affaires indiennes et du Nord canadien	3 897 455	...	...	...	...	...	3 897 455	...	...	...	3 897 455
Industrie	2 093 026	...	...	...	...	...	2 093 026	...	...	...	2 093 026
Justice	293 897	...	...	...	...	...	293 897	...	...	...	293 897
Défense nationale	308 125	...	...	...	...	...	308 125	...	...	...	308 125
Revenu national	136 965	...	...	...	...	...	136 965	...	2 872 081	...	3 009 046
Ressources naturelles	80 458	...	...	...	...	...	80 458	...	...	...	80 458
Parlement	1 097	...	...	...	...	...	1 097	...	...	...	1 097
Conseil privé	1 619	...	...	...	...	...	1 619	...	...	...	1 619
Travaux publics et Services gouvernementaux	57 664	...	...	...	...	...	57 664	...	...	...	57 664
Solliciteur général	81 024	...	...	...	...	...	81 024	...	...	...	81 024
Transports	713 163	...	...	...	...	...	713 163	...	...	...	713 163
Conseil du Trésor	648	...	...	...	...	...	648	...	...	...	648
Anciens combattants	1 368 829	...	...	...	...	...	1 368 829	...	...	...	1 368 829
Total partiel	18 467 531	(98 387)	...	...	...	...	18 369 144	...	2 872 081	...	21 241 225
Provision pour évaluation	...	...	...	(909 000)	...	...	(909 000)	...	...	...	(909 000)
Total des autres dépenses de programmes	18 467 531	(98 387)	...	(909 000)	...	...	17 460 144	...	2 872 081	...	20 332 225

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

TABLEAU 2c
Détail des autres dépenses de programmes des autres portefeuilles ministériels

Le tableau 2c présente le détail des autres dépenses de programmes des autres portefeuilles ministériels rapportées au tableau 2a.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles	Comptes à fins déterminées consolidés	Recettes affectées aux dépenses	Provision pour évaluation	Sociétés d'État consolidées	Dépenses internes	DÉPENSES EXTERNES NETTES	Recettes affectées aux dépenses	Crédits et remboursements fiscaux	Sociétés d'État consolidées	DÉPENSES EXTERNES BRUTES
Agriculture et Agroalimentaire	751 706	...	1 420	...	(2 423)	(3 939)	746 764	120 168	...	...	866 932
Citoyenneté et Immigration	460 061	9	...	...	...	(1 570)	458 500	...	...	...	458 500
Environnement	542 495	608	(1 191)	...	...	(1 628)	540 284	22 302	...	...	562 586
Finances	185 629	...	(712)	...	...	(4 040)	180 877	41 022	...	...	221 899
Gouverneur général	10 422	97	...	...	...	(1)	10 518	...	...	...	10 518
Santé	980 830	2 561	(5 799)	...	...	(1 214)	976 378	41 382	...	...	1 017 760
Développement des ressources humaines	553 415	1 065 292	167	...	...	(19 059)	1 599 815	42 282	...	...	1 642 097
Affaires indiennes et du Nord canadien	375 151	13	...	...	...	(3 836)	371 328	...	...	...	371 328
Justice	482 303	...	...	...	...	22 955	505 258	...	...	...	505 258
Ressources naturelles	780 837	64	628	...	(240 954)	(2 766)	537 809	27 331	...	...	565 140
Parlement	271 653	...	203	...	...	(102)	271 754	830	...	...	272 584
Conseil privé	184 235	383	...	...	...	(6 055)	178 563	...	...	...	178 563
Conseil du Trésor	978 250	...	...	...	...	(919)	977 331	...	...	...	977 331
Anciens combattants	521 525	...	...	...	...	(86)	521 439	...	...	...	521 439
Autres	...	...	(280)	(799 000)	...	...	(799 280)	473	...	...	(798 807)
Total	7 078 512	1 069 027	(5 564)	(799 000)	(243 377)	(22 260)	7 077 338	295 790	...	...	7 373 128

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

TABLEAU 3
Dépenses ministérielles par article courant

Le tableau 3 présente les dépenses par article courant pour chaque portefeuille ministériel tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les recettes affectées aux dépenses. La présentation des dépenses par article courant est liée aux biens et services acquis, de même qu'aux paiements de transfert effectués par le gouvernement. La colonne «Total des dépenses brutes» représente le total des dépenses imputées aux articles courants 1 à 12 inclusivement. La colonne «Total des dépenses nettes» représente le résultat du total des dépenses brutes duquel est soustrait le total des recettes affectées aux dépenses. La colonne «Total des dépenses nettes» présente le total des dépenses rapporté pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 3a concilie le total des dépenses ministérielles nettes avec les dépenses externes rapportées tant sur une base brute que sur une base nette au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des recettes, des dépenses et du déficit accumulé à la section 1 du volume 1.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux ⁽¹⁾ (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Construction ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages ⁽²⁾ (8)	Construction ou acquisition de matériel et d'outillage ⁽³⁾ (9)	Paiements de transfert ⁽⁴⁾ (10)	Frais de la dette publique ⁽⁵⁾ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : recettes affectées aux dépenses			Total des dépenses nettes	
														Total des dépenses brutes (1)-(12)	Recettes externes (13)	Recettes internes (16)		Total
2	Affaires étrangères et																	
	Commerce international																	
	Ministère	462 942	111 319	9 640	108 090	114 848	50 338	48 099	30 862	48 107	332 945	...	5 205	1 322 395	50 559	423	50 982	1 271 413
	Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	10 942	10 942	...	...	...	10 942
	Agence canadienne de développement international	76 012	10 578	657	16 488	508	1 347	1 273	...	2 894	1 719 321	...	20 416	1 849 494	...	...	...	1 849 494
	Société pour l'expansion des exportations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	79 300	79 300	...	...	...	79 300
	Centre de recherches pour le développement international	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	96 100	96 100	...	...	...	96 100
	Commission mixte internationale	2 309	666	159	624	219	39	101	...	183	...	...	...	4 300	...	...	...	4 300
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	608	195	4	595	2	2	75	...	26	...	...	7	1 514	...	...	...	1 514
	Administration du pipe-line du Nord	71	2	3	53	1	...	3	...	1	...	...	3	137	...	...	...	137
	Total du portefeuille ministériel	541 942	122 760	10 463	125 850	115 578	51 726	49 551	30 862	51 211	2 052 266	...	211 973	3 364 182	50 559	423	50 982	3 313 200
3	Affaires indiennes et du Nord canadien																	
	Ministère	203 276	42 959	4 282	73 093	9 917	7 015	12 154	1 535	8 701	3 897 437	...	11 203	4 271 572	...	...	...	4 271 572
	Commission canadienne des affaires polaires	427	326	41	114	99	1	7	...	1	18	...	...	1 034	...	...	...	1 034
	Total du portefeuille ministériel	203 703	43 285	4 323	73 207	10 016	7 016	12 161	1 535	8 702	3 897 455	...	11 203	4 272 606	...	...	...	4 272 606

TABLEAU 3**Dépenses ministérielles par article courant — Suite**
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux ⁽¹⁾ (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Construction ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages ⁽²⁾ (8)	Construction ou acquisition de matériel et d'outillage ⁽³⁾ (9)	Paiements de transfert ⁽⁴⁾ (10)	Frais de la dette publique ⁽⁵⁾ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : recettes affectées aux dépenses			Total des dépenses nettes	
														Total des dépenses brutes (1)-(12)	Recettes externes (13)	Recettes internes (16)		Total
4	Agriculture et Agro-alimentaire																	
	Ministère	574 325	39 984	6 468	76 427	8 980	14 097	55 524	51 525	35 507	1 839 738	...	6 628	2 709 203	120 170	11	120 181	2 589 022
	Commission canadienne du lait	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2 423	2 423	...	...	...	2 423
	Total du portefeuille ministériel	574 325	39 984	6 468	76 427	8 980	14 097	55 524	51 525	35 507	1 839 738	...	9 051	2 711 626	120 170	11	120 181	2 591 445
5	Anciens combattants	156 805	19 280	1 163	186 959	8 535	4 538	135 967	1 786	6 109	1 368 829	...	384	1 890 355	...	...	...	1 890 355
6	Citoyenneté et Immigration																	
	Ministère	218 451	32 949	6 340	79 826	3 384	3 677	8 362	...	15 214	298 922	...	14 508	681 633	...	...	...	681 633
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	59 661	3 380	464	6 810	1 125	980	1 644	...	3 283	...	...	5	77 352	...	...	...	77 352
	Total du portefeuille ministériel	278 112	36 329	6 804	86 636	4 509	4 657	10 006	...	18 497	298 922	...	14 513	758 985	...	...	...	758 985
7	Conseil du Trésor	1 019 290	1 845	1 529	23 245	193	319	1 059	...	7 670	649	...	6 592	1 062 391	192	83 301	83 493	978 898
8	Conseil privé																	
	Ministère	46 688	5 577	4 918	13 222	1 334	869	2 571	...	2 568	1 396	...	556	79 699	...	...	...	79 699
	Centre canadien de gestion	9 154	900	201	4 997	106	85	298	...	248	149	...	463	16 601	...	...	...	16 601
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	1 695	506	43	288	221	10	80	...	192	...	...	...	3 035	...	...	...	3 035
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	16 524	1 636	323	2 276	60	428	740	90	1 202	...	...	11	23 290	...	...	...	23 290
	Directeur général des élections	13 080	3 202	7 494	11 494	1 198	457	1 710	2 004	2 672	74	...	10	43 395	...	...	...	43 395
	Commissaire aux langues officielles	8 008	580	210	1 222	94	20	317	...	172	...	...	2	10 625	...	...	...	10 625
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	1 049	483	178	1 340	38	4	78	...	42	...	...	...	3 212	...	...	...	3 212
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	3 307	343	48	595	29	31	164	...	163	...	...	...	4 680	...	...	...	4 680

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		848	140	11	198	10	3	22	...	81	...	...	1 313	...	...	...	1 313	
Total du portefeuille ministériel		100 353	13 367	13 426	35 632	3 090	1 907	5 980	2 094	7 340	1 619	...	1 042	185 850	...	...	...	185 850
9	Défense nationale	4 826 592	520 883	30 414	813 647	121 395	804 226	1 271 616	404 078	1 842 598	308 124	...	31 409	10 974 982	390 432	11 277	401 709	10 573 273
10	Développement des ressources humaines																	
	Ministère	1 196 366	125 046	24 989	335 745	127 275	18 041	29 060	...	93 592	23 798 500	...	5 563	25 754 177	38 465	1 375 407	1 413 872	24 340 305
	Conseil canadien des relations du travail	6 167	963	33	744	110	57	191	...	143	...	...	24	8 432	...	...	...	8 432
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	576	90	45	338	6	44	31	...	81	...	...	...	1 211	...	...	...	1 211
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	4 669	280	321	686	49	95	141	...	100	...	...	...	6 341	3 984	390	4 374	1 967
	Total du portefeuille ministériel	1 207 778	126 379	25 388	337 513	127 440	18 237	29 423	...	93 916	23 798 500	...	5 587	25 770 161	42 449	1 375 797	1 418 246	24 351 915
11	Environnement																	
	Ministère	315 053	44 732	8 388	108 137	18 676	16 242	35 187	4 117	33 063	48 402	...	2 041	634 038	22 108	30 840	52 948	581 090
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	5 186	1 164	396	2 712	181	14	240	...	144	408	...	30	10 475	193	67	260	10 215
	Total du portefeuille ministériel	320 239	45 896	8 784	110 849	18 857	16 256	35 427	4 117	33 207	48 810	...	2 071	644 513	22 301	30 907	53 208	591 305
12	Finances																	
	Ministère	41 001	5 193	2 812	7 845	399	914	71 706	...	2 510	23 936 504	45 183 741	1 004	69 253 629	169	4 909	5 078	69 248 551
	Vérificateur général	36 340	3 413	746	6 203	332	374	827	...	720	375	...	11	49 341	...	...	...	49 341
	Tribunal canadien du commerce extérieur	6 485	335	105	503	71	56	296	...	233	...	...	1	8 085	...	...	...	8 085
	Bureau du surintendant des institutions financières	28 594	2 034	359	5 848	2 033	375	687	...	1 165	...	...	32	41 127	40 853	...	40 853	274
	Total du portefeuille ministériel	112 420	10 975	4 022	20 399	2 835	1 719	73 516	...	4 628	23 936 879	45 183 741	1 048	69 352 182	41 022	4 909	45 931	69 306 251
13	Gouverneur général	6 611	1 145	260	1 154	112	19	1 012	...	109	257	...	...	10 679	...	...	...	10 679
14	Industrie																	
	Ministère	297 949	38 332	54 755	141 511	6 582	10 283	24 251	...	30 324	524 940	...	(1 891)	1 127 036	72 653	6 780	79 433	1 047 603
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	23 452	3 925	1 729	11 919	690	852	1 016	...	1 524	263 729	...	2 981	311 817	...	...	...	311 817
	Banque de développement du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	6 948	6 948	...	...	...	6 948
	Agence spatiale canadienne	25 320	5 587	1 592	96 397	668	2 678	3 025	1 190	85 385	32 768	...	2 468	257 078	6 066	...	6 066	251 012
	Tribunal de la concurrence	637	95	36	215	10	6	33	...	3	...	...	...	1 035	...	...	...	1 035
	Commission du droit d'auteur	716	47	42	25	9	2	28	...	6	...	...	...	875	...	...	...	875
	Société d'expansion du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	14 700	14 700	...	...	...	14 700

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant — Suite
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communi- cations (2)	Information (3)	Services profession- nels et spéciaux ⁽¹⁾ (4)	Location (5)	Achat de services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvi- sionne- ments (7)	Construction ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages ⁽²⁾ (8)	Construction ou acquisition de matériel et d'outillage ⁽³⁾ (9)	Paiements de transfert ⁽⁴⁾ (10)	Frais de la dette pu- blique ⁽⁵⁾ (11)	Autres subventions et paiements (12)	Moins : recettes affectées aux dépenses			Total des dépenses nettes	
														Total des dépenses brutes (1)-(12)	Recettes externes (13)	Recettes internes (16)		Total
	Bureau fédéral de dévelop- pement régional (Québec)	17 321	2 570	3 878	4 764	442	258	552	...	1 369	355 715	...	(1 572)	385 297	...	...	...	385 297
	Conseil national de recher- ches du Canada	179 525	16 064	5 102	25 368	4 035	13 139	41 420	10 392	39 110	129 378	...	(7 423)	456 110	...	...	...	456 110
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	9 710	2 075	621	3 041	124	276	552	...	427	434 737	...	79	451 642	...	...	...	451 642
	Conseil de recherches en sciences humaines	5 637	648	315	878	4	183	125	...	206	83 779	...	1	91 776	...	...	...	91 776
	Conseil canadien des normes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5 184	5 184	...	...	...	5 184
	Statistique Canada	277 453	25 080	7 030	119 414	10 437	3 313	21 466	...	29 050	899	...	107	494 249	20 272	36 206	56 478	437 771
	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	21 663	3 100	1 891	7 643	321	160	759	...	1 095	267 082	...	(534)	303 180	...	...	...	303 180
	Total du portefeuille ministériel	859 383	97 523	76 991	411 175	23 322	31 150	93 227	11 582	188 499	2 093 027	...	21 048	3 906 927	98 991	42 986	141 977	3 764 950
15	Justice																	
	Ministère	148 833	13 199	4 629	49 883	2 310	2 855	4 863	...	6 763	253 189	...	(3 598)	482 926	...	...	...	482 926
	Commission canadienne des droits de la personne	10 744	811	483	1 469	164	272	400	...	526	...	...	3	14 872	...	...	...	14 872
	Commissaire à la magistra- ture fédérale	157 261	12 788	54	2 189	52	15	166	...	184	39 601	...	2 320	214 630	...	134	134	214 496
	Cour fédérale du Canada	20 623	1 727	68	3 694	300	183	1 617	...	1 275	...	...	...	29 487	...	...	...	29 487
	Comité du tribunal des droits de la personne	473	442	24	1 186	58	23	25	...	19	...	...	1	2 251	...	...	...	2 251
	Commissariats à l'informa- tion et à la protection de la vie privée du Canada	5 478	237	98	718	33	19	79	...	30	...	...	2	6 694	...	...	...	6 694
	Cour suprême du Canada	8 994	612	326	1 107	109	265	1 193	...	370	1 107	...	1	14 084	...	...	...	14 084
	Cour canadienne de l'impôt	6 194	504	54	3 510	138	118	375	...	496	...	...	...	11 389	...	...	...	11 389
	Total du portefeuille ministériel	358 600	30 320	5 736	63 756	3 164	3 750	8 718	...	9 663	293 897	...	(1 271)	776 333	...	134	134	776 199
16	Parlement																	
	Sénat	28 272	5 966	47	4 380	141	583	1 498	...	2 539	481	...	10	43 917	...	...	...	43 917
	Chambre des communes	151 856	24 880	4 837	8 693	5 700	3 809	7 063	...	5 057	616	...	179	212 690	831	37	868	211 822
	Bibliothèque du Parlement	14 785	204	9	304	210	47	1 392	...	264	...	...	...	17 215	203	...	203	17 012
	Total du portefeuille ministériel	194 913	31 050	4 893	13 377	6 051	4 439	9 953	...	7 860	1 097	...	189	273 822	1 034	37	1 071	272 751

17	Patrimoine canadien																	
	Ministère	288 775	29 800	17 367	77 637	10 845	15 106	55 118	43 855	11 218	541 189	...	66 443	1 157 353	62 138	5 738	67 876	1 089 477
	Conseil des Arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	91 093	91 093	...	...	...	91 093
	Bureau d'information du Canada	1 292	471	12 505	1 564	35	26	832	110	872	...	...	3	17 710	...	...	...	17 710
	Société Radio-Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	997 133	997 133	...	...	...	997 133
	Société de développement de l'industrie cinématogra- phique canadienne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	92 445	92 445	...	...	...	92 445
	Musée canadien des civilisations	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	44 213	44 213	...	...	...	44 213
	Musée canadien de la nature	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	27 121	27 121	...	...	...	27 121
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	25 633	1 747	1 226	3 213	262	259	1 206	...	511	...	...	2	34 059	30 040	83	30 123	3 936
	Archives nationales du Canada	34 407	1 699	280	6 160	195	1 195	2 251	...	2 755	1 984	...	583	51 509	...	...	...	51 509
	Société du Centre national des Arts	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	17 421	17 421	...	...	...	17 421
	Commission des champs de bataille nationaux	1 273	34	93	352	14	195	190	699	22	...	...	1	2 873	...	...	...	2 873
	Commission de la capitale nationale	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	76 194	76 194	...	...	...	76 194
	Office national du film	40 994	4 064	14 752	4 099	7 950	1 111	4 321	...	2 028	281	...	2 386	81 986	7 725	1 567	9 292	72 694
	Musée des beaux-arts du Canada	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	31 974	31 974	...	...	...	31 974
	Bibliothèque nationale	21 935	1 153	407	4 024	476	389	2 532	...	1 569	66	...	13	32 564	...	...	...	32 564
	Musée national des sciences et de la technologie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	19 746	19 746	...	...	...	19 746
	Commission de la fonction publique	96 814	5 225	1 532	14 785	1 326	943	1 717	...	2 816	...	...	2 571	127 729	671	9 281	9 952	117 777
	Condition féminine —Bureau de la coordonnatrice	5 603	655	426	1 615	39	128	158	...	187	8 165	...	121	17 097	...	...	...	17 097
	Total du portefeuille ministériel	516 726	44 848	48 588	113 449	21 142	19 352	68 325	44 664	21 978	551 685	...	1 469 463	2 920 220	100 574	16 669	117 243	2 802 977
18	Pêches et Océans	620 233	69 253	6 503	169 995	19 460	81 635	95 804	45 648	78 055	159 969	...	6 351	1 352 906	24 777	4 278	29 055	1 323 851
19	Ressources naturelles																	
	Ministère	277 834	26 591	15 020	95 477	10 388	8 392	27 899	16 102	32 816	79 809	...	(7 944)	582 384	27 484	5 997	33 481	548 903
	Commission de contrôle de l'énergie atomique	29 215	3 700	376	7 501	332	284	858	...	1 632	650	...	35	44 583	...	...	...	44 583
	Énergie atomique du Canada, Limitée	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	197 454	197 454	...	...	...	197 454
	Société de développement du Cap-Breton	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	43 500	43 500	...	...	...	43 500
	Office national de l'énergie	18 310	1 488	117	4 864	478	221	681	...	613	...	...	84	26 856	...	...	...	26 856
	Total du portefeuille ministériel	325 359	31 779	15 513	107 842	11 198	8 897	29 438	16 102	35 061	80 459	...	233 129	894 777	27 484	5 997	33 481	861 296
20	Revenu national	1 766 749	156 712	33 464	99 863	9 808	45 523	38 721	13 218	64 927	136 965	...	(604)	2 365 346	...	129 130	129 130	2 236 216

24 Travaux publics et Services gouvernementaux																	
Ministère	793 654	297 755	28 125	879 368	1 260 227	403 079	347 503	809 315	62 389	459 213	...	672 813	6 013 441	263 801	3 627 998	3 891 799	2 121 642
Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 967 287	1 967 287	...	...	...	1 967 287
Société canadienne des postes	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	14 000	14 000	...	...	...	14 000
Total du portefeuille ministériel	793 654	297 755	28 125	879 368	1 260 227	403 079	347 503	809 315	62 389	459 213	...	2 654 100	7 994 728	263 801	3 627 998	3 891 799	4 102 929
Total des dépenses ministérielles	17 933 430	2 095 374	350 206	4 503 958	1 830 337	1 628 184	2 870 731	1 719 743	2 814 347	62 900 188	45 183 741	5 422 619	149 252 858	2 507 602	5 446 436	7 954 038	141 298 820

Notes — Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapporté e.
 Les montants présentés sont généralement conformes aux montants rapportés ailleurs dans les Comptes publics du Canada.
 Toute différence résulte de l'arrondissement des montants.

(1) Des renseignements additionnels sont fournis à la Section 5 du volume II (partie II).

(2) Des renseignements additionnels sont fournis à la Section 6 du volume II (partie II).

(3) Des renseignements additionnels sont fournis à la Section 7 du volume II (partie II).

(4) Des renseignements additionnels sont fournis à la Section 8 du volume II (partie II).

(5) Des renseignements additionnels sont fournis à la Section 9 du volume II (partie II).

TABLEAU 3a**Récapitulation des dépenses externes par article courant**

Le tableau 3a concilie le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 3) avec les dépenses externes rapportées tant sur une base brute que sur une base nette au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des recettes, des dépenses, et du déficit accumulé à la section 1 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les recettes affectées aux dépenses, la provision pour évaluation, les dépenses des sociétés d'État consolidées, les crédits et remboursements fiscaux, l'élimination des dépenses internes et recettes internes affectées aux dépenses.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles	Recettes affectées aux dépenses	Comptes à fins déterminées consolidés	Provision pour évaluation	Sociétés d'État consolidées	Crédits et remboursements fiscaux	TOTAL DES DÉPENSES	Moins :		TOTAL DES DÉPENSES EXTERNES
								Dépenses internes	Recettes internes affectées aux dépenses	
Personnel	17 933 430	...	(443 948)	(2 143 000)	...	...	15 346 482	...	(11 105)	15 357 587
Transports et communications	2 095 374	...	...	...	...	...	2 095 374	11 064	236 606	1 847 704
Information	350 206	...	...	...	...	...	350 206	4 782	102 265	243 159
Services professionnels et spéciaux	4 503 958	...	...	...	...	...	4 503 958	52 487	1 122 485	3 328 986
Location	1 830 337	...	...	...	...	...	1 830 337	37 629	804 735	987 973
Achat de services de réparation et d'entretien	1 628 184	...	...	...	...	...	1 628 184	13 240	283 159	1 331 785
Services publics, fournitures et approvisionnements	2 870 731	...	...	...	...	...	2 870 731	8 241	176 238	2 686 252
Construction ou acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	1 719 743	...	...	...	...	...	1 719 743	29 482	630 479	1 059 782
Construction ou acquisition de matériel et d'outillage	2 814 347	...	...	...	...	...	2 814 347	879	18 792	2 794 676
Paiements de transfert	62 900 188	(125 149)	12 330 764	(1 096 000)	...	7 711 986	81 721 789	...	...	81 721 789
Frais de la dette publique	45 183 741	(82 843)	(127 706)	...	...	...	44 973 192	...	...	44 973 192
Autres subventions et paiements	5 422 619	(66 613)	23 323	(728 000)	1 126 408	...	5 777 737	33 166	708 651	5 035 920
Total des dépenses brutes	149 252 858	(274 605)	11 782 433	(3 967 000)	1 126 408	7 711 986	165 632 080	190 970	4 072 305	161 368 805
Plus :										
Compte d'assurance-emploi	...	...	1 374 131	...	...	...	1 374 131	...	1 374 131	...
Dépenses internes	...	...	...	...	...	...	...	190 970	...	(190 970)
Moins :										
Recettes affectées aux dépenses —										
Recettes externes	2 507 602	(111 835)	...	...	...	...	2 619 437	...	...	2 619 437
Recettes internes	5 446 436	...	...	...	...	...	5 446 436	190 970	5 446 436	(190 970)
Recettes des sociétés d'État consolidées	...	...	...	...	1 244 671	...	1 244 671	...	...	1 244 671
Crédits et remboursements fiscaux	...	...	...	...	...	7 711 986	7 711 986	...	...	7 711 986
	(7 954 038)	111 835	1 374 131	...	(1 244 671)	(7 711 986)	(15 648 399)	...	(4 072 305)	(11 576 094)
Total des dépenses nettes	141 298 820	(386 440)	13 156 564	(3 967 000)	(118 263)	...	149 983 681	190 970	...	149 792 711

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapportée.

(1) Représente des recettes reportées de 111 835 \$, des frais de financement reliés à la vente de placements de 82 843 \$, des recettes constatées par régularisation de 66 613 \$, et recouvrement de paiements de transfert d'exercices antérieurs de 125 149 \$.

(2) Comprend un redressement de 99 millions de dollars représentant la variation nette dans les recettes suite aux débiteurs de 1996 et de 1997 (recettes affectées aux dépenses).

TABLEAU 4

Recettes ministérielles par catégorie principale

Le tableau 4 présente les recettes par catégorie principale pour chaque portefeuille ministériel tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les recettes brutes et nettes constitue les recettes affectées aux dépenses. Le tableau présente également les recettes internes.

Dans ce tableau, les recettes externes représentent les recettes ne faisant pas partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada alors que les recettes internes représentent les recettes découlant d'opérations entre les organismes faisant partie du périmètre comptable.

Les recettes affectées aux dépenses représentent les recettes qui ont été créditées aux dépenses, avec l'autorisation du Parlement, plutôt que d'être créditées aux recettes.

La colonne «Total des recettes brutes» représente les recettes provenant de toutes sources, y compris les recettes affectées aux dépenses. La colonne «Recettes internes» représente les recettes fiscales et non fiscales internes. La colonne «Total des recettes nettes» représente les recettes fiscales et non fiscales de sources externes et internes, excluant les recettes affectées aux dépenses. Cette dernière présente le total des recettes ministérielles rapporté à l'état des «Recettes» dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le tableau 4a concilie le total des recettes ministérielles nettes avec les recettes externes rapportées tant sur une base brute que sur une base nette au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des recettes, des dépenses et du déficit accumulé à la section 1 du volume 1.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Recettes non fiscales										Recettes affectées aux dépenses			Total des recettes brutes	Recettes internes	
		Recettes fiscales	Revenus de placements ⁽¹⁾	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Privilèges, licences et permis	Frais de services	Produits des ventes	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	Gain net de change et Pièces de monnaie canadienne	Diverses recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales	Total des recettes nettes	Recettes externes	Recettes internes			Total
2	Affaires étrangères et Commerce international																
	Ministère	2	691	14 133	104 380	697	18 443	2 828	...	7 917	149 089	149 091	50 559	423	50 982	200 073	5 129
	Agence canadienne de développement international	...	3 338	11 799	...	166	...	6	...	83	15 392	15 392	...	...	...	15 392	1 164
	Société pour l'expansion des exportations	...	104 635	...	...	...	...	...	...	41 551	146 186	146 186	...	...	...	146 186	...
	Commission mixte internationale	...	...	310	...	...	...	...	...	312	622	622	...	...	...	622	...
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	...	...	27	...	...	...	...	...	406	433	433	...	...	...	433	...
	Administration du pipe-line du Nord	...	...	...	...	...	...	...	...	118	118	118	...	...	...	118	...
	Total du portefeuille ministériel	2	108 664	26 269	104 380	863	18 443	2 834	...	50 387	311 840	311 842	50 559	423	50 982	362 824	6 293
3	Affaires indiennes et du Nord canadien																
	Ministère	375	119 459	14 586	24 551	2 464	643	151	...	10 503	172 357	172 732	...	...	...	172 732	1 700
	Total du portefeuille ministériel	375	119 459	14 586	24 551	2 464	643	151	...	10 503	172 357	172 732	...	...	...	172 732	1 700

TABLEAU 4**Recettes ministérielles par catégorie principale — Suite**
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Recettes non fiscales										Recettes affectées aux dépenses			Total des recettes brutes	Recettes internes	
		Recettes fiscales	Revenus de placements ⁽¹⁾	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Privilèges, licences et permis	Frais de services	Produits des ventes	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	Gain net de change et Pièces de monnaie canadienne	Diverses recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales	Total des recettes nettes	Recettes externes	Recettes internes			Total
4	Agriculture et Agroalimentaire																
	Ministère	5 280	175 168	141 809	4 014	3 077	28	5 978	...	6 484	336 558	341 838	120 170	11	120 181	462 019	3 243
	Commission canadienne du lait	...	...	5	...	...	...	...	...	3	8	8	...	...	...	8	...
	Total du portefeuille ministériel	5 280	175 168	141 814	4 014	3 077	28	5 978	...	6 487	336 566	341 846	120 170	11	120 181	462 027	3 243
5	Anciens combattants	32	563	4 329	...	34 899	2	108	...	8 975	48 876	48 908	...	...	...	48 908	...
6	Citoyenneté et Immigration																
	Ministère	3	141	2 039	181 487	207 397	...	41	...	2 265	393 370	393 373	...	...	...	393 373	1 040
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	3	...	299	...	...	44	25	...	...	368	371	...	...	...	371	84
	Total du portefeuille ministériel	6	141	2 338	181 487	207 397	44	66	...	2 265	393 738	393 744	...	...	...	393 744	1 124
7	Conseil du Trésor	597	...	870	...	...	...	...	...	8 235	9 105	9 702	192	83 301	83 493	93 195	796
8	Conseil privé																
	Ministère	15	...	291	...	...	...	44	...	23	358	373	...	...	...	373	106
	Centre canadien de gestion	5	...	66	...	1	...	1	...	6 969	7 037	7 042	...	...	...	7 042	6 811
	Secrétariat des conférences inter-gouvernementales canadiennes	...	...	28	...	...	...	1	...	920	949	949	...	...	...	949	27
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	...	...	117	...	...	...	30	...	30	177	177	...	...	...	177	134
	Directeur général des élections	2	...	59	...	...	46	3	...	8	116	118	...	...	...	118	7
	Commissaire aux langues officielles	...	...	15	...	...	...	1	...	...	16	16	...	...	...	16	10
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	...	...	7	...	...	...	...	...	11	18	18	...	...	...	18	1
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	...	...	21	...	...	...	2	...	...	23	23	...	...	...	23	12
	Total du portefeuille ministériel	22	...	604	...	1	46	82	...	7 961	8 694	8 716	...	...	...	8 716	7 108

9	Défense nationale	744	1 447	56 994	...	...	...	24 131	...	27 716	110 288	111 032	390 432	11 277	401 709	512 741	1 318
10	Développement des ressources humaines																
	Ministère	37	...	201 608	136	1 062	56	416	...	128 496	331 774	331 811	38 465	1 375 407	1 413 872	1 745 683	97 806
	Conseil canadien des relations du travail	1	...	5	...	...	13	1	...	2	21	22	...	...	...	22	1
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	79	...	...	...	...	...	2	...	...	2	81	3 984	390	4 374	4 455	2
	Total du portefeuille ministériel	117	...	201 613	136	1 062	69	419	...	128 498	331 797	331 914	42 449	1 375 797	1 418 246	1 750 160	97 809
11	Environnement																
	Ministère	1 100	...	2 330	2 849	1 052	...	255	...	832	7 318	8 418	22 108	30 840	52 948	61 366	1 098
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	2	...	19	...	...	...	1	...	...	20	22	193	67	260	282	1
	Total du portefeuille ministériel	1 102	...	2 349	2 849	1 052	...	256	...	832	7 338	8 440	22 301	30 907	53 208	61 648	1 099
12	Finances																
	Ministère	21	3 215 027	6 527	...	30	158	17	486 720	19 856	3 728 335	3 728 356	169	4 909	5 078	3 733 434	4 455
	Vérificateur général	25	...	83	...	887	...	10	...	45	1 025	1 050	...	...	...	1 050	14
	Tribunal canadien du commerce extérieur	...	...	2	...	...	...	...	...	...	2	2	...	...	...	2	3
	Bureau du surintendant des institutions financières	1 388	...	...	...	...	...	2	...	...	2	1 390	40 853	...	40 853	42 243	...
	Total du portefeuille ministériel	1 434	3 215 027	6 612	...	917	158	29	486 720	19 901	3 729 364	3 730 798	41 022	4 909	45 931	3 776 729	4 472
13	Gouverneur général	4	...	6	...	...	...	1	...	25	32	36	...	...	...	36	1
14	Industrie																
	Ministère	796	5 783	81 339	175 621	31 532	28	635	...	3 563	298 501	299 297	72 653	6 780	79 433	378 730	4 793
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	34	3 113	14 735	...	2 855	...	10	...	1 312	22 025	22 059	...	...	...	22 059	424
	Agence spatiale canadienne	98	...	1 496	...	1 350	...	10	...	19	2 875	2 973	6 066	...	6 066	9 039	64
	Bureau fédéral de développement régional (Québec)	...	5 779	16 269	...	16 444	...	10	...	18	38 520	38 520	...	...	...	38 520	7
	Conseil national de recherches du Canada	1 718	...	1 120	...	37 431	9 280	725	...	17	48 573	50 291	...	...	...	50 291	4 407
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	...	...	103	...	...	...	2	...	...	105	105	...	...	...	105	52
	Conseil de recherches en sciences humaines	...	...	556	...	...	...	1	...	...	557	557	...	...	...	557	...
	Statistique Canada	876	...	90	...	...	...	136	...	92	318	1 194	20 272	36 206	56 478	57 672	150
	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	...	65	56 985	...	11 193	...	5	...	865	69 113	69 113	...	...	...	69 113	27
	Total du portefeuille ministériel	3 522	14 740	172 693	175 621	100 805	9 308	1 534	...	5 886	480 587	484 109	98 991	42 986	141 977	626 086	9 924

TABLEAU 4

Recettes ministérielles par catégorie principale — Suite
 (en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Recettes non fiscales									Recettes affectées aux dépenses				Total des recettes brutes	Recettes internes	
		Recettes fiscales	Revenus de placements ⁽¹⁾	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Privilèges, licences et permis	Frais de services	Produits des ventes	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	Gain net de change et Pièces de monnaie canadienne	Diverses recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales	Total des recettes nettes	Recettes externes	Recettes internes			Total
15	Justice																
	Ministère	69	...	534	4 909	3 237	...	13	...	778	9 471	9 540	...	...	...	9 540	254
	Commission canadienne des droits de la personne	...	...	17	...	...	...	3	...	1	21	21	...	...	...	21	(35)
	Commissaire à la magistrature fédérale	...	...	...	...	...	...	...	...	8 577	8 577	8 577	...	134	134	8 711	...
	Cour fédérale du Canada	...	...	38	...	915	...	6	...	1 450	2 409	2 409	...	...	...	2 409	233
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	6	...	1	...	...	...	...	...	126	127	133	...	...	...	133	...
	Cour suprême du Canada	3	...	19	...	84	118	17	...	80	318	321	...	...	...	321	115
	Cour canadienne de l'impôt	...	...	21	...	456	...	47	...	3	527	527	...	...	...	527	5
	Total du portefeuille ministériel	78	...	630	4 909	4 692	165	42	...	11 012	21 450	21 528	...	134	134	21 662	572
16	Parlement																
	Sénat	...	...	26	...	4	...	16	...	...	46	46	...	...	...	46	16
	Chambre des communes	8	...	567	...	...	...	...	...	3	570	578	831	37	868	1 446	74
	Bibliothèque du Parlement	41	...	...	...	...	...	1	...	...	1	42	203	...	203	245	...
	Total du portefeuille ministériel	49	...	593	...	4	...	17	...	3	617	666	1 034	37	1 071	1 737	90
17	Patrimoine canadien																
	Ministère	3 893	...	1 931	1	...	...	765	...	51 615	54 312	58 205	62 138	5 738	67 876	126 081	992
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	...	...	95	64 703	...	...	26	...	71	64 895	64 895	30 040	83	30 123	95 018	865
	Archives nationales du Canada	5	...	11	...	119	...	211	...	3	344	349	...	...	...	349	231
	Commission des champs de bataille nationaux	4	...	...	...	...	...	...	...	362	362	366	...	...	...	366	...
	Office national du film	293	...	...	...	...	...	...	...	...	...	293	7 725	1 567	9 292	9 585	...
	Bibliothèque nationale	28	...	123	...	1 059	...	19	...	9	1 210	1 238	...	...	...	1 238	605
	Commission de la fonction publique	21	...	113	...	1 197	...	19	...	43	1 372	1 393	671	9 281	9 952	11 345	1 190
	Condition féminine — Bureau de la coordonnatrice	...	...	21	...	...	...	2	...	...	23	23	...	...	...	23	7
	Total du portefeuille ministériel	4 244	...	2 294	64 704	2 375	...	1 042	...	52 103	122 518	126 762	100 574	16 669	117 243	244 005	3 890

18	Pêches et Océans	1 854	176	4 402	49 077	2 703	2 960	1 416	...	30 530	91 264	93 118	24 777	4 278	29 055	122 173	1 761
19	Ressources naturelles																
	Ministère	1 092	2 081	9 525	16 043	2	446	1 077	...	3 814	32 988	34 080	27 484	5 997	33 481	67 561	3 296
	Commission de contrôle de l'énergie atomique	...	...	193	3	38 440	...	4	...	14	38 654	38 654	...	...	...	38 654	204
	Office national de l'énergie	...	...	89	1	...	4	11	...	24 497	24 602	24 602	...	...	...	24 602	36
	Total du portefeuille ministériel	1 092	2 081	9 807	16 047	38 442	450	1 092	...	28 325	96 244	97 336	27 484	5 997	33 481	130 817	3 536
20	Revenu national	111 280 658	441	10 946	435	35 308	444	324	...	241 248	289 146	111 569 804	...	129 130	129 130	111 698 934	32 977
21	Santé																
	Ministère	511	...	12 029	8	6 051	148	730	...	8 971	27 937	28 448	41 382	121	41 503	69 951	1 317
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	...	...	1	...	444	...	...	...	...	445	445	...	...	...	445	...
	Conseil de recherches médicales	...	...	398	...	...	...	7	...	...	405	405	...	...	...	405	7
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	...	...	3	...	...	...	...	...	...	3	3	...	...	...	3	...
	Total du portefeuille ministériel	511	...	12 431	8	6 495	148	737	...	8 971	28 790	29 301	41 382	121	41 503	70 804	1 324
22	Solliciteur général																
	Ministère	...	...	1 547	...	1	...	10	...	1	1 559	1 559	...	...	...	1 559	383
	Service canadien du renseignement de sécurité	...	...	1 341	...	...	...	107	...	104	1 552	1 552	...	...	...	1 552	248
	Service correctionnel	803	...	1 981	479	1 490	8 614	345	...	1 151	14 060	14 863	7 914	58 555	66 469	81 332	768
	Commission nationale des libérations conditionnelles	...	...	14	...	731	...	...	...	...	745	745	...	...	...	745	...
	Gendarmerie royale du Canada	222	31	3 436	6 655	4	4 078	5 934	...	194	20 332	20 554	728 110	12 925	741 035	761 589	6 132
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	...	...	1	...	...	...	...	...	...	1	1	...	...	...	1	1
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	...	...	2	...	...	...	...	...	...	2	2	...	...	...	2	...
	Total du portefeuille ministériel	1 025	31	8 322	7 134	2 226	12 692	6 396	...	1 450	38 251	39 276	736 024	71 480	807 504	846 780	7 532
23	Transports																
	Ministère	768 460	8 225	18 568	1	2	1 516 074	1 120	...	11 372	1 555 362	2 323 822	546 410	40 981	587 391	2 911 213	408
	Office des transports du Canada	1	...	3 388	...	1	18	9	...	...	3 416	3 417	...	...	...	3 417	9
	Total du portefeuille ministériel	768 461	8 225	21 956	1	3	1 516 092	1 129	...	11 372	1 558 778	2 327 239	546 410	40 981	587 391	2 914 630	417

TABLEAU 4**Recettes ministérielles par catégorie principale —Fin**
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Recettes non fiscales										Recettes affectées aux dépenses			Total des recettes brutes	Recettes internes	
		Recettes fiscales	Revenus de placements ⁽¹⁾	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Privilèges, licences et permis	Frais de services	Produits des ventes	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	Gain net de change et Pièces de monnaie canadienne	Diverses recettes non fiscales	Total des recettes non fiscales	Total des recettes nettes	Recettes externes	Recettes internes			Total
24	Travaux publics et Services gouvernementaux																
	Ministère	11 289	28 983	11 602	4 442	19	13 634	2 576	...	33 458	94 714	106 003	263 801	3 627 998	3 891 799	3 997 802	3 984
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	631 773	3 372	...	...	...	...	...	28 023	663 168	663 168	...	...	...	663 168	...
	Total du portefeuille ministériel	11 289	660 756	14 974	4 442	19	13 634	2 576	...	61 481	757 882	769 171	263 801	3 627 998	3 891 799	4 660 970	3 984
	Total des recettes ministérielles	112 082 498	4 306 919	717 432	639 795	444 804	1 575 326	50 360	486 720⁽²⁾	724 166	8 945 522	121 028 020	2 507 602	5 446 436	7 954 038	128 982 058	190 970

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune recette n'a été rapporté e.

⁽¹⁾ Des renseignements additionnels sont fournis à la section 12 du volume II (partie II).

⁽²⁾ Le gain net de change totalise 41 720 \$ et les Pièces de monnaie canadienne 445 000 \$.

TABLEAU 4a
Récapitulation des recettes externes par catégorie principale

Le tableau 4a concilie le total des recettes ministérielles nettes (tableau 4) avec les recettes externes rapportées tant sur une base brute que sur une base nette au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des recettes, des dépenses et du déficit accumulé à la section 1 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les recettes des comptes à fins déterminées consolidés, le redressement du Compte du fonds des changes afin de considérer les réserves internationales détenues dans le Compte, les recettes non fiscales courues et reportées, et l'élimination des recettes internes. La différence entre les recettes brutes et nettes constitue les recettes affectées aux dépenses, les recettes des sociétés d'État consolidées créditées aux dépenses, les postes de recettes fiscales liés aux dépenses et compris dans les recettes, et les recouvrements de recettes fiscales crédités aux dépenses.

(en milliers de dollars)

	Total des recettes ministérielles	Comptes à fins déterminées consolidés	Autres redressements	Recettes reportées	Recettes internes	RECETTES EXTERNES NETTES	Recettes affectées aux dépenses	Recettes reportées affectées aux dépenses	Crédits et remboursements fiscaux	Sociétés d'État consolidées	RECETTES EXTERNES BRUTES
RECETTES FISCALES —											
Impôt sur le revenu —											
Des particuliers	63 281 976	...	...	...	...	63 281 976	...	...	4 839 905	...	68 121 881
Des sociétés	16 854 805	...	164 900 ⁽¹⁾	17 019 705	...	...	...	...	17 019 705
Autres recettes d'impôt sur le revenu	2 846 971	...	...	...	...	2 846 971	...	...	...	...	2 846 971
	82 983 752	...	164 900	...	...	83 148 652	...	...	4 839 905	...	87 988 557
Cotisations d'assurance-emploi	...	19 816 293	...	...	...	19 816 293	...	...	...	...	19 816 293
Taxes et droits d'accise —											
Taxe sur les produits et services	18 078 734	...	...	...	...	18 078 734	...	...	2 872 081	...	20 950 815
Taxe sur l'énergie —											
Taxe d'accise—Essence	4 024 868	...	...	...	...	4 024 868	...	...	...	...	4 024 868
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel	442 339	...	...	...	...	442 339	...	...	...	...	442 339
	4 467 207	...	...	...	...	4 467 207	...	...	...	...	4 467 207
Droits de douane à l'importation	2 676 990	...	...	...	(1 307)	2 675 683	...	...	...	...	2 675 683
Autres taxes et droits d'accise —											
Droits d'accise	2 275 116	...	...	...	...	2 275 116	...	...	...	...	2 275 116
Diverses taxes et droits d'accise	1 600 699	...	...	...	...	1 600 699	...	...	...	...	1 600 699
	3 875 815	...	...	...	...	3 875 815	...	...	...	...	3 875 815
	29 098 746	...	...	...	(1 307)	29 097 439	...	...	2 872 081	...	31 969 520
TOTAL DES RECETTES FISCALES	112 082 498	19 816 293	164 900	...	(1 307)	132 062 384	...	...	7 711 986	...	139 774 370

TABLEAU 4a
Récapitulation des recettes externes par catégorie principale —Fin
(en milliers de dollars)

	Total des recettes ministérielles	Comptes à fins déterminées consolidés	Autres redressements	Recettes reportées	Recettes internes	RECETTES EXTERNES NETTES	Recettes affectées aux dépenses	Recettes reportées affectées aux dépenses	Crédits et remboursements fiscaux	Sociétés d'État consolidées	RECETTES EXTERNES BRUTES
RECETTES NON FISCALES —											
Revenus de placements	4 306 919	...	(92 376) ⁽²⁾	...	(4 418)	4 210 125	29 568	...	...	35 923	4 275 616
Autres recettes non fiscales —											
Privilèges, licences et permis	639 795	...	...	(32 945)	(4 648)	602 202	219 906	110 885	...	...	932 993
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	717 432	...	...	191	(20 247)	697 376	82	...	...	...	697 458
Frais de services	444 804	...	...	(2 784)	(5 568)	436 452	1 577 438	878	...	...	2 014 768
Produits des ventes	1 575 326	...	...	24	(343)	1 575 007	300 431	67	...	...	1 875 505
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	50 360	...	...	...	(15 966)	34 394	...	...	...	...	34 394
Pièces de monnaie canadienne	445 000	...	...	...	...	445 000	...	...	...	...	445 000
Gain net de change	41 720	...	...	...	...	41 720	...	...	...	...	41 720
Diverses recettes non fiscales	724 166	52 777	151 953 ⁽²⁾	163	(138 473)	790 586	380 177	5	...	1 208 748	2 379 516
	4 638 603	52 777	151 953	(35 351)	(185 245)	4 622 737	2 478 034	111 835	...	1 208 748	8 421 354
TOTAL DES RECETTES NON FISCALES	8 945 522	52 777	59 577	(35 351)	(189 663)	8 832 862	2 507 602	111 835	...	1 244 671	12 696 970
TOTAL DES RECETTES	121 028 020	19 869 070	224 477	(35 351)	(190 970)	140 895 246	2 507 602	111 835	7 711 986	1 244 671	152 471 340

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune recette n'a été rapportée.

⁽¹⁾ Représente la contrepassation d'une partie de la provision pour les remboursements d'impôt stipulée aux exercices antérieurs.

⁽²⁾ Comprend le redressement au Compte du fonds des changes et le couru des recettes non fiscales.

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel

Le tableau 5 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du portefeuille ministériel» dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Ministère ou organisme	Utilisation des autorisations			Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employés au cours de l'exercice précédent
	Indiquées dans	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements			Total disponible pour emploi	Employés au cours de l'exercice	Annulées			Dépassées
					2	Affaires étrangères et Commerce international					
28 137	1 376 682	...	3 544	1 408 363		Ministère	1 271 413	106 444	...	30 506	1 301 248
...	...	...	10 948	10 948		Corporation commerciale canadienne	10 942	6	...	...	11 823
18	1 830 289	20 206	15 682	1 866 195		Agence canadienne de développement international	1 849 494	16 698	...	3	1 828 893
...	135 000	13 500	(69 200)	79 300		Société pour l'expansion des exportations	79 300	...	...	...	71 701
...	96 100	...	...	96 100		Centre de recherches pour le développement international	96 100	...	...	...	96 100
...	4 459	...	...	4 459		Commission mixte internationale	4 299	160	...	...	4 412
...	2 184	...	...	2 184		Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	1 514	670	...	...	1 713
...	251	...	...	251		Administration du pipe-line du Nord	138	113	...	...	128
28 155	3 444 965	33 706	(39 026)	3 467 800		Total du portefeuille ministériel	3 313 200	124 091	...	30 509	3 316 018
					3	Affaires indiennes et du Nord canadien					
33 069	4 189 214	124 883	2 267	4 349 433		Ministère	4 271 572	44 780	...	33 081	4 026 777
...	986	46	6	1 038		Commission canadienne des affaires polaires	1 034	4	...	...	1 054
33 069	4 190 200	124 929	2 273	4 350 471		Total du portefeuille ministériel	4 272 606	44 784	...	33 081	4 027 831
					4	Agriculture et Agroalimentaire					
38 802	1 989 219	683 762	(46 269)	2 665 514		Ministère	2 589 022	58 448	...	18 044	2 561 420
...	2 426	...	...	2 426		Commission canadienne du lait	2 423	3	...	...	2 462
38 802	1 991 645	683 762	(46 269)	2 667 940		Total du portefeuille ministériel	2 591 445	58 451	...	18 044	2 563 882
4	1 939 059	...	847	1 939 910	5	Anciens combattants	1 890 354	49 531	...	25	1 937 250

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel — Suite
(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Utilisation des autorisations						
	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Section	Ministère ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements								
32	615 001	91 375	13 914	720 322	6	Citoyenneté et Immigration					
						Ministère	681 632	38 653	...	37	597 256
11	76 753	1 000	334	78 098		Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	77 351	722	...	25	75 468
43	691 754	92 375	14 248	798 420		Total du portefeuille ministériel	758 983	39 375	...	62	672 724
...	1 432 346	10 517	(1 018)	1 441 845	7	Conseil du Trésor	978 898	462 947	...	...	1 230 817
18	71 604	11 901	243	83 766	8	Conseil privé					
7 561	17 616	494	(937)	24 734		Ministère	79 699	4 042	...	25	84 586
...	3 115	147	1	3 263		Centre canadien de gestion	16 601	8 132	...	1	10 108
5	23 305	...	120	23 430		Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	3 034	229	...	...	2 868
...	23 822	20 733	(1 135)	43 420		Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	23 291	120	...	19	23 831
...	10 509	507	40	11 056		Directeur général des élections	43 395	22	...	3	25 861
...	3 270	190	5	3 465		Commissaire aux langues officielles	10 626	430	...	...	11 531
9	5 623	...	2	5 634		Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	3 213	252	...	...	2 999
...	1 403	...	...	1 403		Commission des relations de travail dans la fonction publique	4 681	951	...	2	5 550
						Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1 314	89	...	...	1 211
7 593	160 267	33 972	(1 661)	200 171		Total du portefeuille ministériel	185 854	14 267	...	50	168 545
418	10 555 000	250 714	(27 361)	10 778 771	9	Défense nationale	10 573 272	199 592	...	5 907	11 440 404
271	24 326 355	134 564	(551)	24 460 639	10	Développement des ressources humaines					
...	8 805	...	33	8 838		Ministère	24 340 302	120 114	...	223	33 714 861
...	1 705	...	...	1 705		Conseil canadien des relations du travail	8 433	405	...	...	8 791
...	1 770	264	3	2 037		Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1 212	493	...	...	1 435
271	24 338 635	134 828	(515)	24 473 219		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	1 968	67	...	2	1 926
						Total du portefeuille ministériel	24 351 915	121 079	...	225	33 727 013

115	546 356	47 176	2 201	595 848	11	Environnement							
						Ministère	581 091	14 699	...	58	660 750		
...	7 992	3 610	1	11 603		Agence canadienne d'évaluation environ- nementale	10 214	1 388	...	1	...		
115	554 348	50 786	2 202	607 451		Total du portefeuille ministériel	591 305	16 087	...	59	660 750		
424 756	71 087 694	(1 716 037)	(89 985)	69 706 428	12	Finances							
...	48 988	1 153	184	50 325		Ministère	69 248 551	77 574	...	380 303	59 183 683		
...	7 957	365	32	8 354		Vérificateur général	49 339	986	...	...	50 917		
						Tribunal canadien du commerce extérieur	8 085	269	...	...	7 851		
73 948	2 538	63	260	76 809		Bureau du surintendant des institutions financières	274	135	...	76 400	4 520		
498 704	71 147 177	(1 714 456)	(89 509)	69 841 916		Total du portefeuille ministériel	69 306 249	78 964	...	456 703	59 246 971		
...	9 830	724	133	10 687	13	Gouverneur général	10 679	7	...	1	10 412		
35 297	966 909	164 191	(21 071)	1 145 326	14	Industrie							
						Ministère	1 047 601	76 141	...	21 584	1 284 134		
12	354 951	3 730	(5 768)	352 925		Agence de promotion économique du Canada atlantique	311 819	41 106	...	...	368 338		
...	13 893	...	...	13 893		Banque de développement du Canada	6 948	6 945	...	...	14 078		
8	226 923	36 266	(3 156)	260 041		Agence spatiale canadienne	251 012	9 018	...	11	297 619		
...	1 267	...	...	1 267		Tribunal de la concurrence	1 034	233	...	...	1 100		
...	840	38	...	878		Commission du droit d'auteur	876	2	...	...	861		
...	11 200	3 500	...	14 700		Société d'expansion du Cap-Breton	14 700	...	...	...	15 038		
14	369 233	15 536	8 747	393 530		Bureau fédéral de développement régional (Québec)	385 296	8 224	...	10	376 220		
15 405	407 751	27 442	48 296	498 894		Conseil national de recherches du Canada	456 110	18 302	...	24 482	454 351		
2	449 626	2 802	51	452 481		Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	451 642	837	...	2	468 985		
...	91 245	757	27	92 029		Conseil de recherches en sciences humaines	91 776	252	...	1	99 569		
...	5 184	...	...	5 184		Conseil canadien des normes	5 184	...	...	...	5 264		
19	422 896	15 862	1 451	440 228		Statistique Canada	437 772	2 437	...	19	314 658		
...	361 928	...	(52)	361 876		Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	303 180	58 696	...	...	362 949		
50 757	3 683 846	270 124	28 525	4 033 252		Total du portefeuille ministériel	3 764 950	222 193	...	46 109	4 063 164		
18	451 632	35 809	710	488 169	15	Justice							
						Ministère	482 925	5 231	...	13	459 475		
2	15 717	...	58	15 777		Commission canadienne des droits de la personne	14 872	903	...	2	16 764		
...	215 858	1 157	(2 481)	214 534		Commissaire à la magistrature fédérale	214 497	37	...	...	208 836		
6	29 771	...	107	29 884		Cour fédérale du Canada	29 487	392	...	5	28 967		
...	...	2 274	...	2 274		Comité du tribunal des droits de la personne	2 251	23	...	...	...
...	6 262	248	120	6 630		Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	6 694	1	(65)	...	6 517		
...	14 496	482	(406)	14 572		Cour suprême du Canada	14 085	487	...	...	15 445		
1	10 992	515	32	11 540		Cour canadienne de l'impôt	11 389	148	...	3	11 434		

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel — Suite

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Section	Ministère ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements								
					16	Parlement					
...	40 713	2 861	1 084	44 658		Sénat	43 917	741	...	...	44 711
...	216 548	...	1 330	217 878		Chambre des communes	211 821	6 057	...	...	212 868
...	16 954	...	71	17 025		Bibliothèque du Parlement	17 012	13	...	...	15 464
...	274 215	2 861	2 485	279 561		Total du portefeuille ministériel	272 750	6 811	...	...	273 043
					17	Patrimoine canadien					
5 373	918 030	153 027	42 416	1 118 846		Ministère	1 089 474	17 126	...	12 246	1 025 408
...	...	...	...	...		Conseil consultatif sur la situation de la femme	...	...	...	...	1 750
...	90 801	293	...	91 094		Conseil des Arts du Canada	91 093	1	...	...	97 946
...	...	19 600	...	19 600		Bureau d'information du Canada	17 709	1 891	...	...	...
...	963 158	41 975	...	1 005 133		Société Radio-Canada	997 133	8 000	...	...	1 170 669
...	91 315	1 130	...	92 445		Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	92 445	...	...	...	108 987
...	44 100	...	113	44 213		Musée canadien des civilisations	44 213	...	...	...	46 204
...	24 145	2 857	119	27 121		Musée canadien de la nature	27 121	...	...	...	26 821
3	3 271	...	704	3 978		Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	3 937	16	...	25	22 522
2	49 827	3 153	369	53 351		Archives nationales du Canada	51 510	1 818	...	23	59 677
...	17 421	...	...	17 421		Société du Centre national des Arts	17 421	...	...	...	19 686
...	2 333	500	43	2 876		Commission des champs de bataille nationaux	2 875	1	...	...	4 803
...	76 194	...	...	76 194		Commission de la capitale nationale	76 194	...	...	...	98 614
4 272	65 184	6 594	5 733	81 783		Office national du film	72 694	1 301	...	7 788	75 409
...	31 823	...	151	31 974		Musée des beaux-arts du Canada	31 974	...	...	...	33 575
5	31 548	1 214	120	32 887		Bibliothèque nationale	32 565	319	...	3	36 886
...	19 636	...	110	19 746		Musée national des sciences et de la technologie	19 746	...	...	...	20 773
6 286	113 309	13 128	(594)	132 129		Commission de la fonction publique	117 776	9 506	...	4 847	123 112
...	16 563	690	30	17 283		Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	17 097	185	...	1	16 408
15 941	2 558 658	244 161	49 314	2 868 074		Total du portefeuille ministériel	2 802 977	40 164	...	24 933	2 989 250

876	1 323 468	42 312	4 780	1 371 436	18	Pêches et Océans	1 323 852	46 284	...	1 300	1 253 580
<hr/>											
19 Ressources naturelles											
47 810	522 970	48 996	(8 872)	610 904		Ministère	548 902	17 678	...	44 324	826 145
18	43 923	3 379	145	47 465		Commission de contrôle de l'énergie atomique	44 584	2 881	...	...	42 499
...	174 054	23 400	...	197 454		Énergie atomique du Canada, Limitée	197 454	...	...	...	174 594
...	...	43 500	...	43 500		Société de développement du Cap-Breton	43 500	...	...	...	...
14	30 117	...	142	30 273		Office national de l'énergie	26 855	3 407	...	11	25 911
47 842	771 064	119 275	(8 585)	929 596		Total du portefeuille ministériel	861 295	23 966	...	44 335	1 069 149
<hr/>											
152	2 204 221	133 096	9 855	2 347 324	20	Revenu national	2 236 216	110 956	...	152	2 221 898
<hr/>											
21 Santé											
45	1 576 848	44 548	(92 607)	1 528 834		Ministère	1 511 767	17 022	...	45	8 882 162
...	1 218	...	111	1 329		Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	1 200	129	...	...	1 388
...	242 324	295	7	242 626		Conseil de recherches médicales	242 403	216	...	7	251 249
...	2 969	178	...	3 147		Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	3 101	46	...	...	3 154
45	1 823 359	45 021	(92 489)	1 775 936		Total du portefeuille ministériel	1 758 471	17 413	...	52	9 137 953
<hr/>											
22 Solliciteur général											
...	73 742	1 210	80	75 032		Ministère	71 206	3 826	...	...	73 153
25	165 554	...	108	165 687		Service canadien du renseignement de sécurité	165 573	114	...	...	184 252
18 385	1 092 278	32 811	6 300	1 149 774		Service correctionnel	1 107 042	24 309	...	18 423	1 099 286
...	23 855	1 122	98	25 075		Commission nationale des libérations conditionnelles	24 359	716	...	...	25 836
...	1 270	10	...	1 280		Bureau de l'enquêteur correctionnel	1 264	16	...	...	1 310
2 365	1 201 040	55 767	2 988	1 262 160		Gendarmerie royale du Canada	1 258 232	2 031	...	1 897	1 271 118
...	788	37	...	825		Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	644	181	...	...	671
...	3 531	117	...	3 648		Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	3 543	105	...	...	3 548
20 775	2 562 058	91 074	9 574	2 683 481		Total du portefeuille ministériel	2 631 863	31 298	...	20 320	2 659 174
<hr/>											
23 Transports											
2 108	1 740 956	537 379	3 540	2 283 983		Ministère	1 913 895	368 968	...	1 120	2 249 230
14	32 007	(572)	(1 978)	29 471		Office des transports du Canada	27 813	1 649	...	9	297 418
...	902	...	...	902		Tribunal de l'aviation civile	849	53	...	...	839
2 122	1 773 865	536 807	1 562	2 314 356		Total du portefeuille ministériel	1 942 557	370 670	...	1 129	2 547 487
<hr/>											
24 Travaux publics et Services gouvernementaux											
907 274	2 058 438	54 872	9 794	3 030 378		Ministère	2 121 642	53 655	...	855 081	2 130 388
...	1 972 803	...	...	1 972 803		Société canadienne d'hypothèques et de logement	1 967 287	5 516	...	...	1 939 524

TABLEAU 5**Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel —Fin**

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Section	Ministère ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redresse- ments et virements								
...	14 000	...	...	14 000		Société canadienne des postes	14 000	...	...	...	14 000
...	10 948	...	(10 948)	...		Corporation commerciale canadienne	...	...	...	...	...
907 274	4 056 189	54 872	(1 154)	5 017 181		Total du portefeuille ministériel	4 102 929	59 171	...	855 081	4 083 912
1 652 985	142 230 897	1 281 945	(183 649)	144 982 178		Total du gouvernement	141 298 820	2 145 323	(65)	1 538 100	150 048 665

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucune dépense n'a été rapporté e.

TABLEAU 6

Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel

Le tableau 6 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du portefeuille ministériel» dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Section	Ministère ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements								
					2	Affaires étrangères et Commerce international					
49 469	...	...	...	49 469		Ministère	(4 545)	...	...	54 014	(1 351)
10 000	...	...	...	10 000		Corporation commerciale canadienne	...	...	...	10 000	...
8 694 035	11 202	...	168 074	8 873 311		Agence canadienne de développement international	65 178	13 010	...	8 795 123	81 375
22 527 252	309 400	...	1 242 028	24 078 680		Société pour l'expansion des exportations	4 345	...	...	24 074 335	363 180
31 280 756	320 602	...	1 410 102	33 011 460		Total du portefeuille ministériel	64 978	13 010	...	32 933 472	443 204
					3	Affaires indiennes et du Nord canadien					
78 191	38 953	4 840	(2 048)	119 936		Ministère	41 527	15	...	78 394	38 024
78 191	38 953	4 840	(2 048)	119 936		Total du portefeuille ministériel	41 527	15	...	78 394	38 024
					4	Agriculture et Agroalimentaire					
261 500	...	...	...	261 500		Commission canadienne du lait	25 918	...	...	235 582	6 760
9 391 969	...	...	(193 567)	9 198 402		Société du crédit agricole	197 091	...	...	9 001 311	(213 314)
9 653 469	...	...	(193 567)	9 459 902		Total du portefeuille ministériel	223 009	...	...	9 236 893	(206 554)
593 460	...	...	...	593 460	5	Anciens combattants	(4 432)	...	...	597 892	(5 241)
					6	Citoyenneté et Immigration					
59 256	...	(2 747)	2 747	59 256		Ministère	4 497	...	...	54 759	20
59 256	...	(2 747)	2 747	59 256		Total du portefeuille ministériel	4 497	...	...	54 759	20
82 994	...	...	...	82 994	9	Défense nationale	(5 682)	...	...	88 676	(7 539)

TABLEAU 6

Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel —Fin
(en milliers de dollars)

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Section	Ministère ou organisme	Utilisation des autorisations			Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employés au cours de l'exercice précédent
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employés au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées		
Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires										
					12	Finances					
2 155 272	283 200	...	54 231	2 492 703		Ministère	424 480	73 489	...	1 994 734	569 525
4 373 000	...	...	...	4 373 000		Société d'assurance-dépôts du Canada	(772 000)	...	...	5 145 000	(533 000)
6 528 272	283 200	...	54 231	6 865 703		Total du portefeuille ministériel	(347 520)	73 489	...	7 139 734	36 525
					14	Industrie					
1 950	800	...	...	2 750		Ministère	...	800	...	1 950	...
853 677	...	...	50 000	903 677		Banque de développement du Canada	50 000	...	...	853 677	50 000
855 627	800	...	50 000	906 427		Total du portefeuille ministériel	50 000	800	...	855 627	50 000
					17	Patrimoine canadien					
...	10	9 430	...	9 440		Ministère	9 430	10	...	...	2 480
...	10	9 430	...	9 440		Total du portefeuille ministériel	9 430	10	...	...	2 480
					18	Pêches et Océans					
150	...	...	...	150		Ministère	...	150	...	...	...
25 000	...	...	...	25 000		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	(5 000)	...	...	30 000	2 200
25 150	...	...	...	25 150		Total du portefeuille ministériel	(5 000)	150	...	30 000	2 200
					19	Ressources naturelles					
...	66 000	...	...	66 000		Ministère	66 000	...	...	...	66 000
35 000	...	...	...	35 000		Société de développement du Cap-Breton	(15 000)	...	...	50 000	10 000
35 000	66 000	...	...	101 000		Total du portefeuille ministériel	51 000	...	...	50 000	76 000
					22	Solliciteur général					
32	...	...	...	32		Service correctionnel	(1)	...	...	33	(6)
32	...	...	...	32		Total du portefeuille ministériel	(1)	...	...	33	(6)
					23	Transports					
20 000	...	...	...	20 000		Ministère	...	...	...	20 000	999 785
20 000	...	...	...	20 000		Total du portefeuille ministériel	...	...	...	20 000	999 785

					24 Travaux publics et Services gouvernementaux					
57 113	...	...	...	57 113	Ministère	6 005	...	...	51 108	(3 024)
...	(270 900)	...	270 900	...	Société canadienne d'hypothèques et de logement	...	...	...	...	...
420 000	...	...	...	420 000	Société canadienne des postes	...	...	...	420 000	...
49 826	...	...	...	49 826	Monnaie royale canadienne	(76)	...	...	49 902	(2 673)
526 939	(270 900)	...	270 900	526 939	Total du portefeuille ministériel	5 929	...	...	521 010	(5 697)
49 739 146	438 665	11 523	1 592 365	51 781 699	Total du gouvernement	87 735	87 474	...	51 606 490	1 423 201

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun prêt, placement ou avance n'a été rapporté.

TABLEAU 7**Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)**

Le tableau 7 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par portefeuille ministériel et par genre d'autorisations (votées et législatives). Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du «Sommaire du portefeuille ministériel» dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le gouvernement soumet ses propositions de dépenses au Parlement au moyen des Budgets des dépenses annuels. Au cours de l'exercice, le gouvernement peut demander des crédits additionnels. La demande initiale est intitulée le «Budget des dépenses principal», et les demandes additionnelles sont intitulées «Budget(s) des dépenses supplémentaire(s)». Dans ces Budgets des dépenses, le gouvernement demande l'autorisation pour cette portion des propositions de dépenses qui n'est pas déjà couverte par d'autres statuts. Les montants totalisant de telles propositions de dépenses sont autorisés dans les lois de crédits et sont, en général, référés comme des autorisations «annuelles» ou «votées». Le solde des dépenses prévues est effectué en vertu de l'autorisation d'autres statuts, lesquels autorisent des déboursés pour des fins spécifiques, et pour des montants et des périodes établis par ces lois. L'emploi prévu ou estimatif de presque toutes ces autorisations «législatives» pour l'exercice en cours est compris dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements seulement; cependant, il n'est pas compris dans des lois de crédits puisqu'il a déjà été autorisé par le Parlement.

Les autorisations votées, sauf pour quelques exceptions, s'annulent à la fin de l'exercice si elles ne sont pas employées. Les autorisations législatives, sauf pour quelques exceptions, sont reportées aux exercices futurs. Ces autorisations reportées aux exercices ultérieurs sont référées comme des autorisations qui «ne s'annulent pas».

Les crédits budgétaires prévoient des autorisations de dépenses pour ces opérations qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement. Les crédits non budgétaires prévoient des autorisations de dépenser pour toutes les opérations qui résultent en l'acquisition ou la disposition de prêts, placements et avances. Les soldes des crédits reportés des exercices antérieurs sont disponibles pour être dépensés, de même que les augmentations courantes à ces autorisations.

Les totaux de ces autorisations sont réduits par le montant de l'emploi de l'exercice en cours, afin de déterminer les soldes qui s'annulent, qui sont dépensés en trop ou qui sont reportés aux exercices futurs, selon le genre d'autorisation. Lorsque les remboursements de prêts sont autorisés pour être dépensés, les déboursés non budgétaires sont inscrits sur une base nette, soit en soustrayant de tels remboursements.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Section	Portefeuille ministériel	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redresse- ments et virements ⁽¹⁾								
					2	Affaires étrangères et Commerce international					
...	3 093 484	33 706	10 948	3 138 138		Budgétaires—Votées	3 014 105	124 033	...	...	3 032 048
28 155	351 481	...	(49 974)	329 662		Législatives	299 095	58	...	30 509	283 970
28 155	3 444 965	33 706	(39 026)	3 467 800			3 313 200	124 091	...	30 509	3 316 018

TABLEAU 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives) — Suite
(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Section	Portefeuille ministériel	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redresse- ments et virements ⁽¹⁾								
					10	Développement des ressources humaines					
...	1 586 414	209 435	6 459	1 802 308		Budgétaires—Votées	1 681 229	121 079	...	...	2 071 089
271	22 752 221	(74 607)	(6 974)	22 670 911		Législatives	22 670 686	...	...	225	31 655 924
271	24 338 635	134 828	(515)	24 473 219			24 351 915	121 079	...	225	33 727 013
					11	Environnement					
...	516 814	50 786	534	568 134		Budgétaires—Votées	552 047	16 087	...	...	622 713
115	37 534	...	1 668	39 317		Législatives	39 258	...	...	59	38 037
115	554 348	50 786	2 202	607 451			591 305	16 087	...	59	660 750
					12	Finances					
...	1 636 637	52 544	1 360	1 690 541		Budgétaires—Votées	1 611 592	78 949	...	...	1 635 570
498 704	69 510 540	(1 767 000)	(90 869)	68 151 375		Législatives	67 694 657	15	...	456 703	57 611 401
498 704	71 147 177	(1 714 456)	(89 509)	69 841 916			69 306 249	78 964	...	456 703	59 246 971
...	76 900	...	276 333	353 233		Non budgétaires—Votées	279 744	73 489	...	...	390 299
6 528 272	206 300	...	(222 102)	6 512 470		Législatives	(627 264)	...	...	7 139 734	(353 774)
6 528 272	283 200	...	54 231	6 865 703			(347 520)	73 489	...	7 139 734	36 525
					13	Gouverneur général					
...	8 721	724	106	9 551		Budgétaires—Votées	9 544	7	...	...	9 357
...	1 109	...	27	1 136		Législatives	1 135	...	...	1	1 055
...	9 830	724	133	10 687			10 679	7	...	1	10 412
					14	Industrie					
...	3 432 644	244 065	2 597	3 679 306		Budgétaires—Votées	3 457 448	221 858	...	...	3 841 296
50 757	251 202	26 059	25 928	353 946		Législatives	307 502	335	...	46 109	221 868
50 757	3 683 846	270 124	28 525	4 033 252			3 764 950	222 193	...	46 109	4 063 164
1 950	800	...	...	2 750		Non budgétaires—Votées	...	800	...	1 950	...
853 677	...	...	50 000	903 677		Législatives	50 000	...	...	853 677	50 000
855 627	800	...	50 000	906 427			50 000	800	...	855 627	50 000

...	505 246	40 485	92	545 823	15	Justice						
27	239 482	...	(1 952)	237 557		Budgétaires—Votées	538 667	7 221	(65)	...	516 462	
						Législatives	237 533	1	...	23	230 976	
27	744 728	40 485	(1 860)	783 380			776 200	7 222	(65)	23	747 438	
...	191 666	2 861	...	194 527	16	Parlement						
...	82 549	...	2 485	85 034		Budgétaires—Votées	187 716	6 811	...	...	190 108	
						Législatives	85 034	...	...	...	82 935	
...	274 215	2 861	2 485	279 561			272 750	6 811	...	...	273 043	
...	2 500 859	242 260	10 308	2 753 427	17	Patrimoine canadien						
15 941	57 799	1 901	39 006	114 647		Budgétaires—Votées	2 713 279	40 148	...	...	2 931 045	
						Législatives	89 698	16	...	24 933	58 205	
15 941	2 558 658	244 161	49 314	2 868 074			2 802 977	40 164	...	24 933	2 989 250	
...	10	9 430	...	9 440		Non budgétaires—Votées	9 430	10	...	...	2 480	
...	1 250 443	42 312	...	1 292 755	18	Pêches et Océans						
876	73 025	...	4 780	78 681		Budgétaires—Votées	1 246 574	46 181	...	...	1 183 022	
						Législatives	77 278	103	...	1 300	70 558	
876	1 323 468	42 312	4 780	1 371 436			1 323 852	46 284	...	1 300	1 253 580	
25 150	...	...	...	25 150		Non budgétaires—Votées	(5 000)	150	...	30 000	2 200	
...	713 623	101 134	...	814 757	19	Ressources naturelles						
47 842	57 441	18 141	(8 585)	114 839		Budgétaires—Votées	790 804	23 953	...	...	978 029	
						Législatives	70 491	13	...	44 335	91 120	
47 842	771 064	119 275	(8 585)	929 596			861 295	23 966	...	44 335	1 069 149	
35 000	66 000	...	...	101 000		Non budgétaires—Votées	51 000	...	...	50 000	76 000	
...	1 939 390	133 096	...	2 072 486	20	Revenu national						
152	264 831	...	9 855	274 838		Budgétaires—Votées	1 961 558	110 928	...	...	1 970 972	
						Législatives	274 658	28	...	152	250 926	
152	2 204 221	133 096	9 855	2 347 324			2 236 216	110 956	...	152	2 221 898	
...	1 776 374	45 021	...	1 821 395	21	Santé						
45	46 985	...	(92 489)	(45 459)		Budgétaires—Votées	1 803 982	17 413	...	...	1 853 981	
						Législatives	(45 511)	...	...	52	7 283 972	
45	1 823 359	45 021	(92 489)	1 775 936			1 758 471	17 413	...	52	9 137 953	
...	2 246 288	91 074	14 730	2 352 092	22	Solliciteur général						
20 775	315 770	...	(5 156)	331 389		Budgétaires—Votées	2 320 843	31 249	...	...	2 366 989	
						Législatives	311 020	49	...	20 320	292 185	
20 775	2 562 058	91 074	9 574	2 683 481			2 631 863	31 298	...	20 320	2 659 174	
32	...	...	...	32		Non budgétaires—Votées	(1)	...	...	33	(6)	

TABLEAU 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives) —Fin
 (en milliers de dollars)

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations						
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Section	Portefeuille ministériel	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redresse- ments et virements ⁽¹⁾								
					23	Transports					
...	1 660 627	247 449	...	1 908 076		Budgétaires—Votées	1 537 420	370 656	...	...	1 068 013
2 122	113 238	289 358	1 562	406 280		Législatives	405 137	14	...	1 129	1 479 474
2 122	1 773 865	536 807	1 562	2 314 356			1 942 557	370 670	...	1 129	2 547 487
20 000	...	...	...	20 000		Non budgétaires—Législatives	...	...	...	20 000	999 785
					24	Travaux publics et Services gouvernementaux					
...	3 605 689	54 252	(2 328)	3 657 613		Budgétaires—Votées	3 631 456	26 157	...	...	3 587 639
907 274	450 500	620	1 174	1 359 568		Législatives	471 473	33 014	...	855 081	496 273
907 274	4 056 189	54 872	(1 154)	5 017 181			4 102 929	59 171	...	855 081	4 083 912
7 807	...	...	...	7 807		Non budgétaires—Votées	4 141	...	...	3 666	(610)
519 132	(270 900)	...	270 900	519 132		Législatives	1 788	...	...	517 344	(5 087)
526 939	(270 900)	...	270 900	526 939			5 929	...	...	521 010	(5 697)
						Total du gouvernement					
...	45 322 363	2 326 137	(36 096)	47 612 404		Budgétaires—Votées	45 529 639	2 103 723	(65)	(20 893)	46 979 591
1 652 985	96 908 534	(1 044 192)	(147 553)	97 369 774		Législatives	95 769 181	41 600	...	1 558 993	103 069 074
1 652 985	142 230 897	1 281 945	(183 649)	144 982 178			141 298 820	2 145 323	(65)	1 538 100	150 048 665
280 593	185 683	14 270	346 394	826 940		Non budgétaires—Votées	432 732	87 474	...	306 734	580 872
49 458 553	252 982	(2 747)	1 245 971	50 954 759		Législatives	(344 997)	...	...	51 299 756	842 329
49 739 146	438 665	11 523	1 592 365	51 781 699			87 735	87 474	...	51 606 490	1 423 201
280 593	45 508 046	2 340 407	310 298	48 439 344		Votées	45 962 371	2 191 197	(65)	285 841	47 560 463
51 111 538	97 161 516	(1 046 939)	1 098 418	148 324 533		Législatives	95 424 184	41 600	...	52 858 749	103 911 403
51 392 131	142 669 562	1 293 468	1 408 716	196 763 877		Total du gouvernement	141 386 555	2 232 797	(65)	53 144 590	151 471 866

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 \$ ou aucun montant n'a été rapporté.

⁽¹⁾ Les redressements et virements comprennent des éléments tels que :

a) montants suremployés des exercices antérieurs payés ou réglés dans l'exercice en cours;

b) les redressements aux éléments apparaissant dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignement s afin de démontrer les dépenses réelles, de même que les redressements à certaines autorisations reportées des exercices antérieurs pour refléter les autorisations disponibles; et,

c) les redressements aux autorisations approuvées dans des lois autres que les lois de crédits.

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice

L'appendice 1 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) accordées dans les lois de crédits de l'exercice, par portefeuille ministériel.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
2		Affaires étrangères et Commerce international		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément à l'alinéa 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les recettes produites pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice et occasionnés par la prestation de services liés aux Centres canadiens des affaires et aux Centres canadiens d'éducation qui sont situés à l'étranger	811 664 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et conformément à l'alinéa 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, le pouvoir de dépenser les recettes perçues durant l'exercice par les Centres canadiens des affaires et les Centres d'éducation canadiens situés à l'étranger, ainsi que relativement aux foires commerciales et aux missions axées sur le commerce, la technologie et l'investissement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 37 097 799 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		
	5	Dépenses en capital	87 559 000	1
	5a	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 824 999 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
	10	Subventions inscrites au Budget, contributions, et autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 50 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées, et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 1995 à	417 236 000	
	10b	Subventions inscrites au Budget et contributions —Pour autoriser le virement au présent crédit de 13 504 999 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
	11b	Conformément à l'article 25 de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier des créances et des obligations envers sa Majesté du chef du Canada totalisant 52 014,02 \$, sommes dues par 14 créanciers, y compris le principal d'une dette répartie entre 8 comptes attribuables à des prêts d'affectation et 11 avances à justifier —Pour autoriser le virement au présent crédit de 52 014 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
		Agence canadienne de développement international		
	15	Dépenses de fonctionnement et autorisation : a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en voie de développement et dans les pays en transition; b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en voie de développement et des pays en transition, conformément au Règlement sur l'assistance technique, pris par le décret CP 1986-993 du 24 avril 1986, y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne : i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en voie de développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, ii) le soutien de personnes des pays en voie de développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en voie de développement et des pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en voie de développement et des pays en transition	97 879 355	
	15a	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 879 270 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997 et pour prévoir un montant supplémentaire de		3 553 200
	15b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 871 374 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
	20	Subventions et contributions inscrites au Budget et paiements aux institutions financières internationales conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières), à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins de l'aide au développement international et de l'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	1 576 566 000	
	20a	Subventions inscrites au Budget		1
	20b	Subventions		1
	21b	Conformément à l'article 24.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques, faire grâce de certaines dettes et obligations dues à sa Majesté du chef du Canada, s'élevant à 21 581 710 \$ et qui représentent des rajustements sur le résidu de principal que lui doivent six pays : Colombie, 2 800 000 \$; El Salvador, 2 700 000 \$; Honduras, 3 300 000 \$; Nicaragua, 900 000 \$; Costa Rica, 2 300 000 \$; Égypte, 9 581 710 \$ —Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 928 626 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997 et pour prévoir un montant supplémentaire de		16 653 084
	L25	Émission de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 65 000 000 \$, conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières), à titre de contributions aux fonds d'institutions financières internationales	1	
	L30	Paiement ne devant pas dépasser 2 232 954 \$ US à la Banque asiatique de développement, attendu que l'équivalent de cette somme en dollars canadiens, évalué à 3 020 070 \$ le 27 novembre 1995, peut varier à la hausse et que le capital exigible du Canada relié à ce paiement s'élève à 109 414 736 \$ US et l'émission de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 7 780 000 \$ US conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières), à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales, attendu que le capital exigible du Canada relié à l'émission de ces billets sur demande s'élève à 407 670 000 \$ US	3 020 070	

	Société pour l'expansion des exportations		
31a	Conformément à l'article 24.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques et en vertu d'un accord conclu entre le gouvernement du Canada et LIAT (1974) Ltd., renonciation à une tranche de 9 800 000 \$ US sur le principal d'une dette envers Sa Majesté du chef du Canada, à l'égard d'un prêt consenti à LIAT (1974) Ltd., bien que le montant faisant l'objet de la renonciation puisse dépasser l'équivalent de cette somme en dollars canadiens, soit environ 13 500 000 \$ CAN au 6 septembre 1996		13 500 000
	Centre de recherches pour le développement international		
35	Versements au Centre de recherches pour le développement international	96 100 000	
	Commission mixte internationale		
40	Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	4 159 000	
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne		
45	Dépenses du programme	2 085 000	
	Administration du pipe-line du Nord		
50	Dépenses du programme	235 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	3 093 483 355	33 706 291
	Non budgétaire	3 020 071	...
3	Affaires indiennes et du Nord canadien		
	Ministère		
	Programme d'administration		
1	Dépenses du programme et contributions	59 378 000	
1a	Dépenses du programme		1 471 200
1b	Dépenses du programme		9 052 622
	Programme des affaires indiennes et inuit		
5	Dépenses de fonctionnement et : <ul style="list-style-type: none"> a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) dépenses recouvrables en vertu d'accords approuvés par le gouverneur en conseil et conclus avec les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales en vue du versement de prestations sociales à des non-Indiens habitant des réserves indiennes et de l'instruction de non-Indiens fréquentant des écoles indiennes; c) autorisation au ministre de conclure des accords avec les gouvernements provinciaux, les commissions scolaires, les organismes de bienfaisance ou autres pour la prise en charge et l'entretien des enfants; d) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuit, pour assurer des services d'enseignement et d'orientation aux Indiens et aux Inuit, pour l'approvisionnement en matériels et en matériel, et pour l'achat des produits finis et la vente de ces derniers; e) autorisation de vendre le courant électrique, le mazout et les services qui s'y rattachent, de même que les services municipaux, aux consommateurs particuliers qui vivent dans les centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, et de fournir les mêmes services et biens aux ministères et organismes fédéraux installés dans le Nouveau-Québec 	167 490 000	
5a	Dépenses de fonctionnement		9 957 300
5b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 126 702 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997 et pour prévoir un montant supplémentaire de		24 495 961
6b	Conformément à l'article 25 de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier des comptes du Canada certaines créances et obligations envers sa Majesté la Reine du chef du Canada au montant de : <ul style="list-style-type: none"> a) 547 399 \$, soit le capital de 10 comptes dus par 9 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Compte de développement économique des Indiens établi par le crédit L53b (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits ; b) 42 300 \$, soit le capital de 5 comptes dus par 5 débiteurs découlant de prêts directs provenant du Fonds d'aide au logement des Indiens établi par le crédit L51a (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la Loi des subsides n° 9 de 1966; 		

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
		c) 1 500 000 \$ représentant la différence entre la valeur comptable brute et la juste valeur marchande à la suite de 60 prêts directs provenant du Compte de développement économique des Indiens liés à la vente de prêts directs à la Wi-Chi-Way-Win Capital Corporation, Manitoba		2 089 699
	7b	Pour réduire de 50 598 234 \$ à 48 550 835 \$ le solde du Compte de développement économique des Indiens établi par le crédit L53b (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits		1
	10	Dépenses en capital et :		
		a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;		
		b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumée par les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales pour des routes et ouvrages connexes, ainsi que pour l'éducation, y compris l'instruction de non-Indiens fréquentant les écoles indiennes;		
		c) autorisation de construire et d'acquérir, pour les Indiens et les Inuit, des logements qui devront être occupés par des Indiens et des Inuit contre le versement, s'il y a lieu, de montants que le ministre peut fixer, et qu'ils acheteront ou loueront aux conditions et au prix, soit coûtant, soit réduit, approuvés par le gouverneur en conseil, et d'effectuer des paiements aux Indiens et aux bandes indiennes en vue de la construction de logements et d'autres bâtiments	3 528 000	
	15	Subventions inscrites au Budget et contributions	3 661 845 000	
	15a	Subventions inscrites au Budget et contributions		8 461 989
	15b	Subventions inscrites au Budget et contributions —Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 070 652 \$ du crédit 40 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997 et pour prévoir un montant supplémentaire de		42 377 061
	L20	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherches, d'élaboration et de négociations concernant les revendications	22 763 000	
	L25	Prêts au Conseil des Indiens du Yukon afin de verser des prestations provisoires aux anciens du Yukon	790 000	
	L30	Prêts aux Premières Nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	15 400 000	
	L30a	Prêts aux Premières Nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique		4 840 000
		Programme des affaires du Nord		
	35	Dépenses de fonctionnement et autorisation de consentir des avances recouvrables pour services rendus au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest; y compris l'autorisation d'engager des dépenses et de consentir des avances recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; et l'autorisation de contribuer aux travaux de construction exécutés par des autorités locales ou de groupes privés	67 301 000	
	35a	Dépenses de fonctionnement		6 953 800
	35b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 207 551 \$ du crédit 40 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
	36b	Conformément à l'article 25 de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier des comptes du Canada certaines créances envers sa Majesté la Reine du chef du Canada au montant de 17 942 \$, soit le capital de 1 compte dû par 1 débiteur découlant de prêts directs provenant de la Caisse de prêts aux Inuit établie par le crédit 546 (Ressources et développement économique) de la Loi des subsides n° 3 de 1953—Pour autoriser le virement au présent crédit de 17 942 \$ du crédit 40 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
	40	Subventions inscrites au Budget et contributions	51 221 850	
	40a	Contributions		17 528 000

45	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord	13 105 000	
45a	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord		2 495 000
	Commission canadienne des affaires polaires		
50	Dépenses du programme et contributions	927 000	
50a	Dépenses du programme		46 158
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	4 024 795 850	124 928 793
	Non budgétaire	38 953 000	4 840 000

4

Agriculture et Agroalimentaire

Ministère

1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes de l'alinéa 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les recettes provenant des services d'inspection et de classement, ainsi que des activités de pâturage et de reproduction du programme de pâturages communautaires pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice	576 883 000	
1a	Dépenses de fonctionnement		58 787 884
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes de l'alinéa 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les recettes provenant des services d'inspection et de classement, ainsi que des activités de pâturage et de reproduction du programme de pâturages communautaires pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice et de l'administra-		

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
		Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
	10	Dépenses du programme	6 791 000	
	10a	Dépenses du programme —Pour autoriser le virement au présent crédit de 345 099 \$ du crédit 5 (Anciens combattants) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
	10b	Dépenses du programme —Pour autoriser le virement au présent crédit de 139 999 \$ du crédit 1 (Anciens combattants) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 917 851 000	3
		Non budgétaire	...	...
6		Citoyenneté et Immigration		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement	315 544 000	
	1b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 907 754 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997 et pour prévoir un montant supplémentaire de		32 764 452
	2b	Conformément au paragraphe 25(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier 2 676 dettes des comptes du Canada envers sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent 1 687 553,62 \$ concernant des prêts à l'immigration émis selon l'article 119 de la Loi sur l'immigration —Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 646 246 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997 et pour prévoir un montant supplémentaire de		41 308
	5	Dépenses en capital	14 554 000	
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	256 235 000	
	10b	Subventions inscrites au Budget		58 569 214
		Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
	15	Dépenses du programme	68 667 000	
	15b	Dépenses du programme		1 000 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	655 000 000	92 374 974
		Non budgétaire	...	...
7		Conseil du Trésor		
		Secrétariat		
		Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique		
	1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions et le pouvoir de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor	69 989 000	
	1a	Dépenses du programme		1 645 000
	1b	Dépenses du programme et contribution		5 606 019
	5	Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale		
		Éventualités du gouvernement —Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues auxquelles il n'est pas autrement pourvu, y compris les primes attribuées en vertu de la Loi sur les inventaires des fonctionnaires ; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées sur d'autres crédits et versées au présent crédit	450 000 000	

10	Reprographie—Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d’autres crédits pour les paiements, conformément au contrat de licence de reproduction par reprographie, des oeuvres publiées et protégées par le droit d’auteur	1 369 000	
10a	Reprographie—Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d’autres crédits pour les paiements, conformément aux contrats de licence de reproduction par reprographie, des oeuvres publiées et protégées par le droit d’auteur		3 086 250
10b	Reprographie—Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour ajouter des sommes à d’autres crédits pour les paiements, conformément aux contrats de licence de reproduction par reprographie, des oeuvres publiées et protégées par le droit d’auteur		180 000
15	Aide à la formation—Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter les autres crédits nécessaires au financement de l’aide à la formation des fonctionnaires qui sont ou seront déclarés excédentaires aux termes du Règlement sur l’emploi dans la fonction publique (1993)	10 000 000	
20	Programme de contributions de l’employeur aux régimes d’assurance Subventions inscrites au Budget et contributions de l’État aux paiements et primes d’assurance chirurgicale-médicale et autres assurances et taxes, calculées et versées selon les prescriptions du Conseil du Trésor, en faveur de personnes décrites au crédit 124 (Finances) de la Loi des subsides n° 6 de 1960, au crédit 85a (Finances) de la Loi des subsides n° 5 de 1963 et au crédit 20b (Finances) de la Loi des subsides n° 10 de 1964, et en faveur des personnes à leur charge; contribution de l’État à des régimes de pensions, à des régimes d’avantages sociaux et d’assurance-maladie et à d’autres régimes d’assurance et à des programmes de sécurité sociale pour les employés engagés sur place à l’étranger, et pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la Loi sur l’assurance-emploi	693 872 000	
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		1 225 230 000	10 517 269
Non budgétaire		...	...

8

Conseil privé**Ministère**

1	Dépenses du programme, y compris le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement équivalent à celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an; et subvention inscrite au Budget et contributions	66 216 000	7 792 400
1a	Dépenses du programme		4 108 900
1b	Dépenses du programme		
Centre canadien de gestion			
5	Dépenses du programme et contributions	8 418 000	
5b	Dépenses du programme		493 700
6b	Fonds renouvelable RADIAN—Autoriser le ministre a) à rajuster à la baisse les comptes du Fonds renouvelable RADIAN d’un montant de 2 480 969 \$ représentant les pertes d’exploitation subies depuis 1993-1994, et b) à abroger l’autorisation législative du crédit 6b (Conseil privé) de la Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994		1
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes			
10	Dépenses du programme	2 899 000	
10b	Dépenses du programme		146 950

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
		Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie		
	30	Dépenses du programme	3 106 000	
	30b	Dépenses du programme		189 650
		Commission des relations de travail dans la fonction publique		
	35	Dépenses du programme	5 129 000	
		Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
	40	Dépenses du programme	1 301 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	120 136 000	13 238 751
		Non budgétaire	...	...
9		Défense nationale		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 16 916 878 413 \$ aux fins des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'exercice au cours duquel tombera le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 6 704 208 000 \$ deviendra payable dans les exercices à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les recettes de l'exercice aux fins de n'importe lequel de ces crédits	7 148 221 000	
	1b	Dépenses de fonctionnement		61 013 729
	5	Dépenses en capital	2 484 197 755	
	5b	Dépenses en capital		61 300 000
	10	Subventions inscrites au Budget, contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la Loi de 1950 sur les crédits de défense, transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de la défense	172 332 658	
	10b	Subventions inscrites au Budget et contributions		128 400 317
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	9 804 751 413	250 714 046
		Non budgétaire	...	...
10		Développement des ressources humaines		
		Ministère		
		Programme des services généraux		
	1	Dépenses du programme et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi	45 578 000	
	1a	Dépenses du programme		13 788 150
	1b	Dépenses du programme —Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 222 421 \$ du crédit 5 (Développement des ressources humaines) et de 7 801 726 \$ du crédit 10 (Développement des ressources humaines) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		

5	Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance		
6b	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte d'assurance-emploi Conformément à l'article 25 de la Loi sur la gestion des finances publiques, paiement pour rembourser au Compte des rentes sur l'État 202 paiements en trop y compris les intérêts dus, totalisant 9 766,78 \$ —Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 766 \$ du crédit 10 (Développement des ressources humaines) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997	182 516 000	1
10	Subventions inscrites au Budget et contributions, et paiements aux provinces, aux municipalités, à d'autres organismes publics et communautaires, ainsi qu'à des groupes privés, sociétés, sociétés de personnes et particuliers ou autres entités, en vertu d'accords conclus avec le ministre pour : a) la réalisation par ces entités de projets destinés à procurer du travail ou de l'aide à l'emploi à des travailleurs et à contribuer au mieux-être de la collectivité; b) les paiements versés à ces travailleurs, ou les frais engagés à l'égard de ceux-ci, par ces entités	1 211 790 000	
10a	Subventions inscrites au Budget et contributions		192 045 000
	Programme du travail		
15	Dépenses de fonctionnement et frais de représentation du Canada dans le domaine des affaires internationales du travail	44 058 000	
15a	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 064 552 \$ du crédit 5 (Développement des ressources humaines) et de 800 000 \$ du crédit 20 (Développement des ressources humaines) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
15b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 791 999 \$ du crédit 20 (Développement des ressources humaines) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
20	Subventions inscrites au Budget et contributions	5 992 000	
	Programme de la sécurité du revenu		
25	Dépenses du programme et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte du Régime de pensions du Canada	85 154 000	
25a	Dépenses du programme		3 338 150
25b	Dépenses du programme et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Compte du Régime de pensions du Canada—Pour autoriser le virement au présent crédit de 13 349 998 \$ du crédit 10 (Développement des ressources humaines) et de 308 001 \$ du crédit 20 (Développement des ressources humaines) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
	Conseil canadien des relations du travail		
30	Dépenses du programme	7 976 000	
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs		
35	Dépenses du programme	1 580 000	
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
40	Dépenses du programme	1 770 000	
40b	Dépenses du programme		263 816
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 586 414 000	209 435 121
	Non budgétaire	...	...

11

Environnement

Ministère

- 1 Dépenses de fonctionnement et :
- dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;
 - autorisation au ministre d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;
 - dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;
 - autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;
 - autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
		f) en vertu de l'alinéa 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par les activités du ministère mais limitées pour l'activité Administration à la prestation de produits d'information et la prestation de services professionnels, y compris les services informatiques	439 594 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 303 486 \$ du crédit 5 (Environnement) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997 et pour prévoir un montant supplémentaire de		26 274 319
	1b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 117 632 \$ du crédit 5 (Environnement) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997 et pour prévoir un montant supplémentaire de		12 624 695
	5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	29 741 000	
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	40 085 400	
	10a	Subvention inscrite au Budget et contributions		5 043 400
	10b	Subventions inscrites au Budget et contributions —Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 2 07 553 \$ du crédit 5 (Environnement) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997 et pour prévoir un montant supplémentaire de		3 233 000
		Agence canadienne d'évaluation environnementale		
	15	Dépenses du programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, de formation et de publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale	7 394 000	
	15a	Dépenses du programme		3 610 017
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	516 814 400	50 785 431
		Non budgétaire	...	...
12		Finances		
		Ministère		
		Programme des politiques financières et économiques		
	1	Dépenses du programme et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	50 212 000	
	1b	Dépenses du programme		963 000
	5	Subventions inscrites au Budget et contributions	403 491 000	
	L10	Paiement d'une somme maximale de 7 073 000 \$ US représentant le montant intégral des souscriptions que le Canada versera en 1996-1997 à la Société financière internationale (SFI) conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, cette somme pouvant excéder le montant équivalent en dollars canadiens, estimé à 9 900 000 \$ le 31 mars 1995, et confirmation que la SFI ne dispose pas de capital exigible	9 900 000	
	L15	Conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, émission de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 276 333 333 \$ en faveur de l'Association internationale de développement		1
		Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces		
	20	Paiements fédéraux de transfert aux provinces —Paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Territoire du Yukon calculés conformément aux accords conclus par le ministre, avec l'approbation du gouverneur en conseil et le ministre des Finances du territoire concerné; et autorisation de paiements provisoires pour l'exercice en cours au gouvernement		

	des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Territoire du Yukon avant la signature d'un tel accord, le montant total payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires au gouvernement territorial concerné pour l'exercice en cours	1 129 000 000	
21a	Subvention inscrite au Budget		50 000 000
	Programme spécial		
L25	Paiements concernant la capitalisation du Canada dans le projet Hibernia	67 000 000	
	Vérificateur général		
30	Dépenses du programme et contribution	44 288 000	
30a	Dépenses du programme		1 153 000
	Tribunal canadien du commerce extérieur		
35	Dépenses du programme	7 108 000	
35a	Dépenses du programme		364 850
	Bureau du surintendant des institutions financières		
40	Dépenses du programme	2 538 000	
40b	Dépenses du programme		63 418
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 636 637 000	52 544 268
	Non budgétaire	76 900 001	...
13	Gouverneur général		
1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur ont été échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	8 721 000	
1b	Dépenses du programme		723 521
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	8 721 000	723 521
	Non budgétaire	...	...
14	Industrie		
	Ministère		
	Programme du développement de l'industrie et des sciences		
1	Dépenses de fonctionnement, et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice et provenant de la recherche en communications	309 977 000	
1a	Dépenses de fonctionnement, et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice et provenant de la recherche en communications		59 323 177
1b	Dépenses de fonctionnement, et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice et provenant de la recherche en communications—Pour autoriser le virement au présent crédit de 12 508 489 \$ du crédit 5 (Industrie) et de 1 349 935 \$ du crédit 20 (Industrie) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
2b	Aux termes de l'alinéa 6(1)d) de la Loi sur les prêts aux petites entreprises, porter de 12 000 000 000 \$ à 14 000 000 000 \$ le total principal des prêts soumis par tous les crédateurs au ministre et enregistrés comme étant des prêts garantis d'amélioration des entreprises contractés durant la période prévue par cet alinéa		1
5	Subventions inscrites au Budget et contributions	446 148 000	
5a	Contributions		87 625 000
L10	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la Loi sur le ministère de l'Industrie	300 000	
L15	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la Loi sur le ministère de l'Industrie	500 000	
	Programme des services axés sur le marché		
20	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions, et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice et provenant de la Gestion du spectre	131 594 000	
20a	Dépenses du programme, et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice et provenant de la Gestion du spectre et des faillites		6 719 700
21b	Modifier le crédit 2b (Consommation et Affaires commerciales) de la Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994 en portant de 25 000 000 \$ à 15 000 000 \$ le montant par lequel le total des dépenses peut dépasser les recettes reçues du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada		1

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
		Agence de promotion économique du Canada atlantique		
	25	Dépenses de fonctionnement	39 947 000	
	25b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 124 482 \$ du crédit 30 (Industrie) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
	26b	Conformément à l'article 25 de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier des comptes du Canada certaines créances et obligations contractées envers sa Majesté la Reine du chef du Canada au montant de 3 730 042 \$, soit le résidu de capital de 35 prêts directs effectués entre 1973 et 1984 à Terre-Neuve et au Labrador par la Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador (SDTL), constituée en vertu de la Loi sur les zones spéciales, 1972		3 730 042
	30	Subventions inscrites au Budget et contributions	297 162 000	
		Banque de développement du Canada		
	35	Paiements à la Banque de développement du Canada pour les services offerts aux termes de l'article 17 de la Loi sur la Banque de développement du Canada	13 893 000	
		Agence spatiale canadienne		
	40	Dépenses de fonctionnement	48 772 000	
	40a	Dépenses de fonctionnement		9 065 618
	40b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 814 781 \$ du crédit 50 (Industrie) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
	45	Dépenses en capital	135 392 000	
	45a	Dépenses en capital		27 200 000
	50	Subventions inscrites au Budget et contributions	39 590 000	
	50b	Subventions inscrites au Budget		1
		Tribunal de la concurrence		
	55	Dépenses du programme	1 184 000	
		Commission du droit d'auteur		
	60	Dépenses du programme	753 000	
	60a	Dépenses du programme		38 250
		Société d'expansion du Cap-Breton		
	65	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton	11 200 000	
	65a	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton		3 500 000
		Bureau fédéral de développement régional (Québec)		
	70	Dépenses de fonctionnement	25 272 000	
	70b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 120 949 \$ du crédit 75 (Industrie) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
	75	Subventions inscrites au Budget et contributions	271 728 514	
		Conseil national de recherches du Canada		
	80	Dépenses de fonctionnement	226 975 000	
	80a	Dépenses de fonctionnement		13 574 750
	85	Dépenses en capital	45 488 000	
	85a	Dépenses en capital		2 144 500

90	Subventions inscrites au Budget et contributions	112 848 000	
90a	Contribution		11 723 000
90b	Subventions inscrites au Budget et contributions —Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 8 81 684 \$ du crédit 80 (Industrie) et de 3 931 315 \$ du crédit 85 (Industrie) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			
95	Dépenses de fonctionnement	15 603 000	
95a	Dépenses de fonctionnement		802 600
100	Subventions inscrites au Budget	432 737 000	
100b	Subventions inscrites au Budget		2 000 000
Conseil de recherches en sciences humaines			
105	Dépenses de fonctionnement	7 143 000	
105a	Dépenses de fonctionnement		358 000
105b	Dépenses de fonctionnement		46 000
110	Subventions inscrites au Budget	83 426 000	
110b	Subventions inscrites au Budget		352 700
Conseil canadien des normes			
115	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la Loi sur le Conseil canadien des normes	5 184 000	
Statistique Canada			
120	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	388 542 000	
120b	Dépenses du programme		15 861 606
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien			
125	Dépenses de fonctionnement	33 548 000	
125a	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 502 899 \$ du crédit 130 (Industrie) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
130	Subventions inscrites au Budget et contributions	308 538 000	
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		3 432 644 514	244 064 952
Non budgétaire		800 000	...

15

Justice

Ministère

1	Dépenses de fonctionnement	172 261 000	
1a	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 829 000 \$ du crédit 5 (Justice) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997 et pour prévoir un montant supplémentaire de		28 767 586
1b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 120 551 \$ du crédit 5 (Justice) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997 et pour prévoir un montant supplémentaire de		7 040 883
5	Subventions inscrites au Budget et contributions	261 170 058	
5b	Subventions inscrites au Budget		1
Commission canadienne des droits de la personne			
10	Dépenses du programme	14 279 000	
Commissaire à la magistrature fédérale			
15	Dépenses de fonctionnement, rémunération, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Territoire du Yukon et de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest, non prévues dans la Loi sur les juges	3 938 000	
15a	Dépenses de fonctionnement, rémunération, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Territoire du Yukon et de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest, non prévues dans la Loi sur les juges, aux termes de l'alinéa 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire		555 550
15b	Dépenses de fonctionnement		200 000

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
	20	Conseil canadien de la magistrature —Dépenses de fonctionnement	507 000	
	20a	Conseil canadien de la magistrature —Dépenses de fonctionnement		26 200
	20b	Conseil canadien de la magistrature —Dépenses de fonctionnement		375 000
		Cour fédérale du Canada		
	25	Dépenses du programme	27 105 000	
		Comité du tribunal des droits de la personne		
	21a	Dépenses du programme		1 904 600
	21b	Dépenses du programme		370 000
		Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
	30	Dépenses du programme	5 569 000	
	30a	Dépenses du programme		247 900
		Cour suprême du Canada		
	35	Dépenses du programme	10 172 000	
	35a	Dépenses du programme		482 034
		Cour canadienne de l'impôt		
	40	Dépenses du programme	10 245 000	
	40a	Dépenses du programme		515 054
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	505 246 058	40 484 808
		Non budgétaire	...	...
16		Parlement		
		Sénat		
	1	Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président du Sénat, versements à l'égard des bureaux des sénateurs et subventions inscrites au Budget	25 961 000	
	1b	Dépenses du programme		2 861 000
		Chambre des communes		
	5	Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le Président de la Chambre des communes et d'un appartement pour le vice-président, versements à l'égard des bureaux des députés dans les diverses circonscriptions, les contributions, et le pouvoir de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes	150 598 000	
		Bibliothèque du Parlement		
	10	Dépenses du programme y compris le pouvoir de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement	15 107 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	191 666 000	2 861 000
		Non budgétaire	...	...

	Patrimoine canadien		
	Ministère		
	Programme des services de gestion ministériels		
1	Dépenses du programme	74 097 000	
1a	Dépenses du programme		1 410 377
1b	Dépenses du programme —Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 054 273 \$ du crédit 10 (Patrimoine canadien) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997 et pour prévoir un montant supplémentaire de		5 181 257
	Programme de l'identité canadienne		
5	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes produites au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens	56 266 000	
5a	Dépenses de fonctionnement		3 663 355
5b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 141 046 \$ du crédit 10 (Patrimoine canadien) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
10	Subventions inscrites au Budget et contributions	404 461 000	
10a	Subventions inscrites au Budget et contributions		119 292 000
10b	Subventions inscrites au Budget et contributions		1
15	Versements à la Société canadienne des postes pour les coûts liés aux envois de publications culturelles	58 000 000	
L20	Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux fins prévues à l'article 35 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels	10 000	
L21b	Prêts à des industries culturelles pour encourager la croissance des industries canadiennes de l'édition, du film et de la vidéo et de l'enregistrement sonore		9 430 000
	Programme Parcs Canada		
25	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget et contributions; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; dépenses relatives aux projets de nouveaux parcs nationaux, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique; aux termes de l'alinéa 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les recettes de l'exercice produites par les opérations de Parcs Canada	168 187 000	
25a	Dépenses de fonctionnement		17 344 500
25b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 951 210 \$ du crédit 30 (Patrimoine canadien) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997 et pour prévoir un montant supplémentaire de		3 861 943
30	Dépenses en capital, y compris les contributions versées aux provinces ou aux municipalités pour les entreprises qu'elles ont menées à bonne fin; dépenses à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et dépenses relatives aux projets de nouveaux parcs nationaux, aux parcours historiques et touristiques et aux régions d'intérêt naturel ou historique	121 898 000	
30a	Dépenses en capital		2 273 000
	Conseil des Arts du Canada		
35	Paiements au Conseil des Arts du Canada, en vertu de l'article 18 de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada, devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette Loi	90 801 000	
35a	Paiements au Conseil des Arts du Canada, en vertu de l'article 18 de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada, devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette Loi		292 900
	Bureau d'information du Canada		
37a	Dépenses du programme et subventions inscrites au Budget		19 600 000
	Société Radio-Canada		
40	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion	818 329 000	
40a	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion		41 975 000
40b	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion—Pour autoriser le virement au présent crédit de 36 119 999 \$ du crédit 50 (Patrimoine canadien) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
45	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	
50	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion	140 829 000	
	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne		
55	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues par la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne		91 315 000

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
	55b	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues par la Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne		1 130 000
		Musée canadien des civilisations		
	60	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	44 100 000	
		Musée canadien de la nature		
	65	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	24 145 000	
	65a	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		829 000
	65b	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		2 028 000
		Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
	70	Dépenses du programme et, en vertu de l'alinéa 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser au cours de l'exercice des recettes provenant :		
		a) de la fourniture de services de réglementation aux compagnies de télécommunications en vertu du Règlement de 1995 sur les droits de télécommunications;		
		b) des droits de radiodiffusion et des autres activités connexes jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	1	
		Archives nationales du Canada		
	75	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions	45 697 000	
	75a	Dépenses du programme		3 153 163
	75b	Dépenses du programme et subvention inscrite au Budget		1
		Société du Centre national des Arts		
	80	Paiements à la Société du Centre national des Arts	17 421 000	
		Commission des champs de bataille nationaux		
	85	Dépenses du programme	1 878 000	
	85a	Dépenses du programme		500 000
		Commission de la capitale nationale		
	90	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	45 761 000	
	95	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	16 995 000	
	100	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les subventions et contributions	13 438 000	
		Office national du film		
	105	Fonds renouvelable de l'Office national du film —Déficit de fonctionnement, dépenses en capital, subventions inscrites au Budget et contributions	64 809 000	
	105a	Fonds renouvelable de l'Office national du film —Déficit de fonctionnement		1 400 000
	105b	Fonds renouvelable de l'Office national du film —Déficit de fonctionnement		5 193 563
		Musée des beaux-arts du Canada		
	110	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	28 823 000	
	115	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	3 000 000	

	Bibliothèque nationale		
120	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions	28 913 000	
120a	Dépenses du programme		1 214 272
	Musée national des sciences et de la technologie		
125	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	19 636 000	
	Commission de la fonction publique		
130	Dépenses du programme	102 179 000	
130a	Dépenses du programme		5 548 050
130b	Dépenses du programme		5 679 426
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
135	Dépenses de fonctionnement	7 716 000	
135a	Dépenses de fonctionnement		89 808
135b	Dépenses de fonctionnement		600 000
140	Subventions inscrites au Budget	8 165 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 500 859 001	242 259 618
	Non budgétaire	10 000	9 430 000

18

Pêches et Océans

Ministère

1	Dépenses de fonctionnement et :		
	a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;		
	b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation y compris les aides à la navigation, et la navigation maritime;		
	c) autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne	970 345 000	
1a	Dépenses de fonctionnement		39 606 438
1b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 17 986 883 \$ du crédit 5 (Pêches et Océans) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
2b	Le Régime d'assurance des bateaux de pêche —Annuler le Régime d'assurance des bateaux de pêche, mis sur pied aux termes du crédit 540 de la Loi des subsides n° 5 de 1955 et modifications		1
3b	Conformément à l'article 25 de la Loi sur la gestion des finances publiques, radier des comptes du Canada certaines créances envers sa Majesté la Reine du chef du Canada au montant de 17 026 \$, soit le capital de deux comptes dus par un débiteur, A. Northcott Ltd., provenant des avances, pour venir en aide au capital d'exploitation, aux producteurs canadiens de produits de poisson de fond pour les pertes subies en raison des glaces, établies par le crédit L17b de la Loi n° 1 de 1975 portant affectation de crédits et le crédit L20 de la Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits (Environnement, Programme des pêches et de la mer)		17 026
5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	117 484 000	
5a	Dépenses en capital		2 689 200
10	Subventions inscrites au Budget et contributions	162 613 500	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 250 442 500	42 312 666
	Non budgétaire	...	...

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
19		Ressources naturelles		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant de l'activité Forêts	400 570 000	
	1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant de la vente de biens et de la prestation de services dans le cadre des opérations ministérielles		24 854 952
	5	Dépenses en capital et, en ce qui concerne l'activité Forêts, autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités limitées à titre de contributions pour les travaux de construction entrepris par ces administrations et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	19 992 000	
	10	Subventions inscrites au Budget et contributions	51 537 408	
	10b	Subvention inscrite au Budget et contributions		6 000 000
	L15	Prêts pour faciliter la réalisation du Projet de développement Hibernia, conformément à l'article 14 de la Loi sur le ministère de l'Industrie	66 000 000	
		Commission de contrôle de l'énergie atomique		
	20	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget et contributions	40 233 000	
	20a	Dépenses du programme		1 904 550
	20b	Dépenses du programme		1 474 000
		Énergie atomique du Canada, Limitée		
	25	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	174 054 000	
	25b	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		23 400 000
		Société de développement du Cap-Breton		
	27a	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton à affecter par la Société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		43 500 000
		Office national de l'énergie		
	30	Dépenses du programme	27 237 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	713 623 408	101 133 502
		Non budgétaire	66 000 000	...
20		Revenu national		
	1	Dépenses de fonctionnement et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la Loi sur l'assurance-emploi	1 834 363 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement		67 458 359
	1b	Dépenses de fonctionnement		54 328 314
	5	Dépenses en capital	12 277 000	
	5a	Dépenses en capital		464 000
	5b	Dépenses en capital		845 000

10	Contributions	92 750 000	
10b	Contributions		10 000 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 939 390 000	133 095 673
	Non budgétaire	...	...
21	Santé		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement, et en vertu de l'alinéa 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice afin de fournir des services hospitaliers, des services de radioprotection, des services liés aux médicaments et à l'équipement médical, des services de délivrance de certificats d'exemption de dératisation et de réglementation de la lutte antiparasitaire	914 763 000	
1a	Dépenses de fonctionnement, et en vertu de l'alinéa 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation d'utiliser des recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice afin de fournir aux communautés des Premières Nations des services hospitaliers, des services de radioprotection, des services de délivrance de certificats d'exemption de dératisation et de réglementation de la lutte antiparasitaire, et de vente de médicaments, de fournitures médicales et de services de santé		23 920 246
5	Dépenses en capital	31 024 000	
10	Subventions inscrites au Budget et contributions	585 030 000	
10a	Subventions inscrites au Budget et contributions —Pour autoriser le virement au présent crédit de 240 000 \$ du crédit 5 (Santé) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997 et pour prévoir un montant supplémentaire de		427 261
10b	Subventions inscrites au Budget et contributions —Pour autoriser le virement au présent crédit de 27 758 800 \$ du crédit 1 (Santé) et de 7 669 700 \$ du crédit 5 (Santé) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997 et pour prévoir un montant supplémentaire de		20 200 300
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
15	Dépenses du programme	1 091 000	
	Conseil de recherches médicales		
20	Dépenses de fonctionnement	6 318 000	
20a	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 705 235 \$ du crédit 25 (Santé) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997 et pour prévoir un montant supplémentaire de		294 765
25	Subventions inscrites au Budget	235 468 000	
25b	Subventions inscrites au Budget		1
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
30	Dépenses du programme	2 680 000	
30a	Dépenses du programme		143 950
30b	Dépenses du programme		34 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 776 374 000	45 020 523
	Non budgétaire	...	...
22	Solliciteur général		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement	19 617 000	
1a	Dépenses de fonctionnement		1 110 020
1b	Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 499 999 \$ du crédit 5 (Solliciteur général) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
5	Subventions inscrites au Budget et contributions	52 247 200	
5a	Contributions		100 000
	Service canadien du renseignement de sécurité		
10	Dépenses du programme	165 554 000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
Service correctionnel				
15		Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles —Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions et :		
		a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les recettes tirées, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette Caisse;		
		b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les recettes provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;		
		c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;		
		d) autorisation au ministre, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	843 646 000	
15a		Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles —Dépenses de fonctionnement		32 810 500
20		Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles —Dépenses en capital, y compris des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	170 447 000	
Commission nationale des libérations conditionnelles				
25		Dépenses du programme	21 295 000	
25a		Dépenses du programme		1 122 064
Bureau de l'enquêteur correctionnel				
30		Dépenses du programme	1 132 000	
30b		Dépenses du programme		9 544
Gendarmerie royale du Canada				
35		Application de la Loi —Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	839 295 000	
35b		Application de la Loi —Dépenses de fonctionnement —Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 4 31 500 \$ du crédit 40 (Solliciteur général) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997 et pour prévoir un montant supplémentaire de		55 767 083
40		Application de la Loi —Dépenses en capital	129 035 000	
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
45		Dépenses du programme	745 000	
45a		Dépenses du programme		37 650
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
50		Dépenses du programme	3 275 000	
50a		Dépenses du programme		116 830
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire			2 246 288 200	91 073 692
Non budgétaire			...	...

Transports			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement et :		
	a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;		
	b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de recettes conformément à la Loi sur l'aéronautique;		
	c) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	410 722 000	
1a	Dépenses de fonctionnement		185 922 700
5	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés	449 282 000	
5a	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés		23 131 700
10	Subventions inscrites au Budget et contributions	406 518 900	
10a	Contribution		6 288 000
10b	Subventions inscrites au Budget —Pour autoriser le virement au présent crédit de 12 999 999 \$ du crédit 5 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997		1
15	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la Société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier et Champlain à Montréal	31 918 000	
20	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement :		
	a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; services côtiers et terminus de Terre-Neuve; traversiers et terminus de l'Île-du-Prince-Édouard; traversiers entre Yarmouth (N-É) et les États de la Nouvelle-Angleterre, traversiers et terminus des États-Unis; et traversiers entre Digby (N-É) et Saint John (N-B) et terminus;		
	b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service;		
	c) à l'assistance financière à une filiale engagée dans la réparation et la maintenance des navires	87 200 000	
20b	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement :		
	a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; services côtiers et terminus de Terre-Neuve; traversiers et terminus de l'Île-du-Prince-Édouard; traversiers et terminus entre Yarmouth (N-É) et les États de la Nouvelle-Angleterre (États-Unis); et		

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice —Fin

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
			Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
			\$	\$
	33a	En vertu de l'article 29 de la Loi sur la gestion des finances publiques , autoriser le ministre des Transports, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada et conformément aux modalités approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement de montants ne dépassant pas, en totalité, la somme de 3 000 000 \$, payable en vertu d'un prêt conclu par l'Administration de pilotage des Laurentides (APL) avec une institution financière aux fins de financer certaines dépenses de restructuration engagées par APL au cours de l'année civile 1996		1
	34b	Conformément à l'article 29 de la Loi sur la gestion des finances publiques , autoriser le ministre des Transports, au nom de Sa Majesté du chef du Canada, et conformément aux modalités et conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement de montants n'excédant pas en tout temps, la somme globale de 1 000 000 \$ payable en vertu d'un prêt conclu par Administration de pilotage des Laurentides (APL) avec une institution financière aux fins de financer certaines dépenses de restructuration effectuées par APL au cours de l'année civile 1997		1
	35	Paiements à la Société canadienne des ports pour le projet d'agrandissement du quai au Port de Belle dune	1 500 000	
	35a	Modifier le crédit 35 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997 pour inclure les paiements à la Société canadienne des ports pour les pertes d'exploitation du port de Churchill		1 000 000
	37a	En vertu de l'article 24.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques , faire grâce de certaines dettes dues à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, s'élevant à 23 052 458 \$, et représentant des ajustements au solde débiteur que lui doivent deux sociétés d'État : Société du port de Saint-Jean, 18 052 458 \$; Société du port de Prince Rupert, 5 000 000 \$		23 052 458
	38b	En vertu de l'article 24.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques , radier une créance du Fonds de prêts interportuaires de la Société canadienne des ports (SCP) due à sa Majesté du chef du Canada, totalisant 6 317 538 \$, soit l'équivalent de la remise de dette par la SCP de prêts consentis à la Société du port de Québec		6 317 538
	39b	Conformément à l'article 24.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques , radier une créance de la Société du port de Prince Rupert due à sa Majesté du chef du Canada, s'élevant à 2 438 325 \$, somme qui représente des recettes cédées par l'État par suite du remboursement anticipé de prêts		1
		Office des transports du Canada⁽¹⁾		
	45	Dépenses du programme et contributions	22 150 000	
	45a	Dépenses du programme		1 737 000
		Tribunal de l'aviation civile		
	40	Dépenses du programme	832 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 660 626 900	247 449 401
		Non budgétaire	...	...
24		Travaux publics et Services gouvernementaux		
		Ministère		
		Programme des services immobiliers		
	1	Dépenses opérationnelles, y compris la fourniture, moyennant recouvrement des coûts, de locaux pour les fins du Régime de pensions du Canada et de la Loi sur l'assurance-emploi ; aide à l'Association récréative de la fonction publique d'Ottawa sous la forme de services d'entretien du Centre commémoratif W. Clifford Clark à Ottawa; contributions et autorisation de dépenser les recettes produites au cours de l'exercice, provenant de la fourniture, de l'exploitation et de l'entretien d'installations pour des fins de logement	888 883 000	
	2a	Fonds renouvelable pour l'aliénation des biens immobiliers —Annuler le crédit 2b (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996		1
	5	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre	278 647 000	

5b	Dépenses en capital		12 400 000
10	Fonds renouvelable des Services immobiliers —Activités à l'appui des objectifs généraux du gouverneme nt	2 589 000	
	Programme des approvisionnements et des services		
14b	Bureau de la traduction —Pour autoriser le ministre à rajuster à la baisse les comptes du Fonds renou velable du Bureau de la traduction d'un montant de 16 600 000 \$ représentant des pertes de fonctionnement qui se sont produites au cour s des trois années de transition vers l'autonomie		1
15	Dépenses du programme, y compris :		
	a) les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada , de la Loi sur l'assurance-emploi , de la Loi sur l'administration des biens saisis et du Fonds renouvelable des services optionnels;		
	b) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	428 319 000	
15a	Dépenses du programme		36 775 535
15b	Dépenses du programme		4 076 440
16a	Groupe Communication Canada —En vertu de l'article 12 de la Loi sur les fonds renouvelables , modifier le paragraphe 5.3(1) de cette Loi en remplaçant «au titre des postes prévus aux alinéas 6b) ou d)» par «au titre des postes prévus à l'alinéa 6d)»		1
17a	Fonds renouvelable des services optionnels —En vertu de l'article 12 de la Loi sur les fonds renouvelables :		
	a) modifier le paragraphe 5.5(1) de cette Loi en remplaçant «au titre des postes prévus à l'alinéa 6 a)» par «au titre des postes prévus aux alinéas 6a) et b)»; et b) modifier le paragraphe 5.5(3) de cette Loi pour porter de cent mil lions à deux cents millions de dollars, le montant par lequel le total des dépenses, qui sont engagées en vertu du paragraphe (1), peut excéder les recettes		1
18a	En vertu de l'article 12 de la Loi sur les fonds renouvelables , modifier l'article 5.6 de cette Loi en ajoutant «et le crédit 23d (Tra-vaux publics et Services gouvernementaux) de la Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995 », immédiatement après «les articles 5 à 5.5»		1
19a	Abroger les crédits 12c, 13c et 14c (Approvisionnement et Services) de la Loi de crédits n° 4 pour 1991-1992		1
	Programme des sociétés d'État		
20	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	3 000 000	
20b	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		800 000
25	Paiements à la Queens Quay West Land Corporation pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	6 500 000	
25a	Paiements à la Queens Quay West Land Corporation pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		200 000
	Société canadienne d'hypothèques et de logement		
30	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et dé penses engagés en vertu des dispositions de la Loi nationale sur l'habitation ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonc-tions qu'elle exécute, en vertu du pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la Loi nationale sur l'habitation , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement	1 972 803 000	
	Société canadienne des postes		
35	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	14 000 000	
36a	Conformément à l'article 28 de la Loi sur la Société canadienne des postes et à l'article 101 et au paragraphe 127(3) de la Loi sur la gestion des finances publiques , autoriser la Société canadienne des postes à emprunter de l'argent d'autres source que l'État, pour des sommes ne dépassant pas, de temps à autre, un montant principal dû de 30 0 millions de dollars et ce, en conformité avec les conditions approuvées par le ministre des Finances		1
	Corporation commerciale canadienne⁽²⁾		
40	Dépenses du programme	10 948 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	3 605 689 000	54 251 982
	Non budgétaire	...	...
	Total du gouvernement—Budgétaire	45 322 362 599	2 326 137 169
	Non budgétaire	185 683 072	14 270 000

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Antérieurement Office national des transports.

(2) Au cours de l'exercice, la Corporation commerciale canadienne a été transférée au portefeuille minis tériel des Affaires étrangères et du Commerce international.

APPENDICE 2**Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾**

L'appendice 2 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, par portefeuille ministériel.

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
		\$	\$
2	Affaires étrangères et Commerce international		
	Ministère		
	Ministre des Affaires étrangères—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Ministre du Commerce international—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Paievements en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique	250 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	57 574 000	
	Fonds renouvelable des passeports (Loi sur les fonds renouvelables)	2 302 000	
	Agence canadienne de développement international		
	Ministre de la Coopération internationale—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Paievements aux fonds d'institutions financières internationales (Loi d'aide au développement international (institutions financières))	146 200 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 595 000	
	(L) Paievements aux institutions financières internationales—Souscriptions au capital (Loi d'aide au développement international (institutions financières))	8 182 000	
	Société pour l'expansion des exportations		
	Versements à la Société pour l'expansion des exportations afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la Loi sur l'expansion des exportations	135 000 000	
	(L) Versements à la Société pour l'expansion des exportations afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la Loi sur l'expansion des exportations	309 400 000	
	Commission mixte internationale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	300 000	
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	99 000	
	Administration du pipe-line du Nord		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 000	
	Total du portefeuille ministériel —Budgétaire	351 481 935	...
	Non budgétaire	317 582 000	...
3	Affaires indiennes et du Nord canadien		
	Ministère		
	Programme d'administration		
	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 745 000	
	Programme des affaires indiennes et inuit		
	Conseil chargé d'apporter de l'aide aux membres des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure))	15 000	

Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (Loi sur les Indiens)	2 000 000	
Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités (Loi sur les Indiens)	1 400 000	
Subvention à la Société Inuvialuit régionale en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique	20 000 000	
Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales ⁽²⁾	117 942 000	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 921 000	
Programme des affaires du Nord		
Paiements d'indemnité aux bénéficiaires des revendications territoriales pour des redevances sur les ressources en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales ⁽²⁾	1 444 000	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 829 000	
Commission canadienne des affaires polaires		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	59 000	
Total du portefeuille ministériel —Budgetaire	165 403 645	...
Non budgétaire	...	...

4 Agriculture et Agroalimentaire

Ministère

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire —Traitement et allocation pour automobile	48 645	
Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole —Programme de la protection du revenu	2 000 000	
Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole —Programme d'assurance-récolte	207 000 000	(27 158 000)
Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	4 000 000	
Prêts garantis en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes	1 500 000	
Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices des produits agricoles	200 000	
Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole —Régime d'assurance-revenu brut	63 000 000	(62 546 000)
Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole —Programmes de transition pour les viandes rouges	3 100 000	
Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	25 000 000	(4 792 200)
Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole —Compte de stabilisation du revenu net	187 000 000	98 138 000
Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole —Programme complémentaire pour le secteur des cultures	104 500 000	(50 000 000)
Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole —Programme de refinancement de la dette du Nouveau-Brunswick de 1994	160 000	
Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole —Programme d'innovation en agroalimentaire	19 600 000	(10 800 000)
Paiements relatifs à la Loi sur les paiements de transition du grain de l'Ouest	400 000 000	309 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	65 635 000	
Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (Loi de crédits n° 4 pour 1994-95)	(778 000)	
Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole —Programme d'assurance-stabilisation des revenus agricoles du Québec		13 650 000
Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole —Programmes complémentaires de sécurité du revenu		174 360 000
Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole —Programme Canada/Québec Horti-plus		750 000
Total du portefeuille ministériel —Budgetaire	1 081 965 645	440 601 800
Non budgétaire	...	...

5 Anciens combattants

Ministère

Programme des anciens combattants		
Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8, et remboursements, en vertu de l'article 15 de la Loi sur les indemnités de service de guerre, de redressements de compensation effectués en conformité avec la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	12 000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
		\$	\$
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (Loi de l'assurance des soldats de retour)	10 000	
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (Loi sur l'assurance des anciens combattants)	539 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19 779 000	
	Programme du tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	868 000	
	Total du portefeuille ministériel —Budgetaire	21 208 000	...
	Non budgétaire	...	...
6	Citoyenneté et Immigration		
	Ministère		
	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration —Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28 619 000	
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 086 000	
	(L) Prêts aux termes de l'article 119 de la Loi sur l'immigration		(2 747 390)
	Total du portefeuille ministériel —Budgetaire	36 753 645	...
	Non budgétaire	...	(2 747 390)
7	Conseil du Trésor		
	Secrétariat		
	Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique		
	Président du Conseil du Trésor—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 967 000	
	Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance		
	Versements en vertu de la Loi sur la mise au point des pensions du service public	100 000	
	Versements au compte du régime compensatoire selon les Règlements n ° 2 sur le régime compensatoire, et conformément à la Loi sur les régimes de retraite particuliers	200 000 000	
	Total du portefeuille ministériel —Budgetaire	207 115 645	...
	Non budgétaire	...	...
8	Conseil privé		
	Ministère		
	Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile	71 920	
	Président du Conseil privé—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État—Allocation pour automobile	18 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 200 000	

Centre canadien de gestion		
Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques	7 633 000	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 054 000	
Fonds renouvelable RADIAN (Loi sur les fonds renouvelables)	511 000	
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	216 000	
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 356 000	
Directeur général des élections		
Traitement du directeur général des élections	155 000	
Dépenses d'élection (Loi électorale du Canada, Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest, Loi constitutionnelle de 1982 et la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales)	20 650 000	20 733 500
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	380 000	
Commissaire aux langues officielles		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 028 000	
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	164 000	
Commission des relations de travail dans la fonction publique		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	494 000	
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	102 000	
Total du portefeuille ministériel —Budgétaire	40 130 210	20 733 500
Non budgétaire	...	...
9	Défense nationale	
Ministre de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	48 685	
Pensions et rentes versées à des civils (Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits)	74 902	
Pensions militaires	605 876 000	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	144 249 000	
Total du portefeuille ministériel —Budgétaire	750 248 587	...
Non budgétaire	...	...
10	Développement des ressources humaines	
Ministère		
Programme des services généraux		
Ministre du Développement des ressources humaines —Traitement et allocation pour automobile	48 645	
Ministre du Travail—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 565 000	
Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance		
Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants	110 500 000	(32 180 000)
Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants	256 200 000	144 982 000
Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants	253 200 000	(9 302 000)
Subventions aux termes de la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants	23 400 000	(4 200 000)
Prestations de retraite supplémentaires —Pensions des agents des rentes sur l'État (Loi sur les prestations de retraite supplémentaires)	35 000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
		\$	\$
	Prestations d'adaptation pour les travailleurs (Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs)	14 000 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	90 688 000	
	Régime d'assistance publique du Canada—Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Régime d'assistance publique du Canada et de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces		155 093 000
	Paiements pour l'enseignement postsecondaire faits aux provinces et territoires aux termes de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces		1 000 000
	Programme du travail		
	Paiement d'indemnités à des agents de l'État (Loi sur l'indemnisation des agents de l'État) et à des marins marchands (Loi sur l'indemnisation des marins marchands)	58 107 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 928 000	
	Programme de la sécurité du revenu		
	Versements de sécurité de la vieillesse (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	16 743 000 000	(196 000 000)
	Versements du supplément de revenu garanti (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	4 745 000 000	(126 000 000)
	Versements d'allocations au conjoint (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	419 000 000	(8 000 000)
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 547 000	
	Conseil canadien des relations du travail		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	829 000	
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	125 000	
	Total du portefeuille ministériel —Budgétaire	22 752 221 290	(74 607 000)
	Non budgétaire	...	...
11	Environnement		
	Ministère		
	Ministre de l'Environnement—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	36 887 000	
	Agence canadienne d'évaluation environnementale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	598 000	
	Total du portefeuille ministériel —Budgétaire	37 533 645	...
	Non budgétaire	...	...
12	Finances		
	Ministère		
	Programme des politiques financières et économiques		
	Ministre des Finances—Traitement et allocation pour automobile	49 000	
	Paiements à l'Association internationale de développement (Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes)	201 880 000	
	Paiements à la facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international (Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes)	35 900 000	

	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 162 000	
	Paie ments à la facilité globale pour l'environnement de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes)	1 000 000	
	Achat de la monnaie canadienne (Loi sur la Monnaie royale canadienne)	58 000 000	
	(L) Paiements à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement)	11 000 000	
	(L) Émission d'un prêt à la facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international (Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes)	195 300 000	
	Programme du service de la dette publique		
	Frais d'intérêt et autres coûts (Loi sur la gestion des finances publiques)	47 800 000 000	(2 300 000 000)
	Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces		
	Subventions législatives (lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives)	38 000 000	(8 000 000)
	Péréquation fiscale (Partie I—Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)	8 796 000 000	(303 000 000)
	Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (Partie V —Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)	15 047 000 000	(136 000 000)
	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)	(447 000 000)	3 000 000
	Paie ments de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI —Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)	(2 031 000 000)	16 000 000
	Programme spécial		
	Aide en matière de taxe de vente (Partie VII —Loi d'exécution du budget de 1996)		961 000 000
	Vérificateur général		
	Traitement du vérificateur général (Loi sur le vérificateur général)	175 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 525 000	
	Tribunal canadien du commerce extérieur		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	849 000	
	Total du portefeuille ministériel —Budgétaire	69 510 540 000	(1 767 000 000)
	Non budgétaire	206 300 000	...
13	Gouverneur général		
	Traitement du gouverneur général (Loi sur le gouverneur général)	92 000	
	Pensions payables en vertu de la Loi sur le gouverneur général	254 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	763 000	
	Total du portefeuille ministériel —Budgétaire	1 109 000	...
	Non budgétaire	...	...
14	Industrie		
	Ministère		
	Programme du développement de l'industrie et des sciences		
	Ministre de l'Industrie—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Paie ments d'assurance en vertu du programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du programme de développement industriel et régional (Loi sur le développement industriel et régional)	10 000 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 941 000	
	Programme des services axés sur le marché		
	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (Loi sur les fonds renouvelables)	(1 073 000)	10 523 000
	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	44 000 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 273 000	
	Agence de promotion économique du Canada atlantique		
	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	5 000 000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
		\$	\$
	Obligations contractées pour assurances-prêts ou crédit, conformément à la Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique	10 000 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 842 000	
	Agence spatiale canadienne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 169 000	
	Tribunal de la concurrence		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	83 000	
	Commission du droit d'auteur		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	87 000	
	Bureau fédéral de développement régional (Québec)		
	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	70 000 000	15 536 000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 233 000	
	Conseil national de recherches du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22 440 000	
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 286 000	
	Conseil de recherches en sciences humaines		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	676 000	
	Statistique Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34 354 000	
	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien		
	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	17 000 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 842 000	
	Total du portefeuille ministériel —Budgétaire	251 201 645	26 059 000
	Non budgétaire	...	...
15	Justice		
	Ministère		
	Ministre de la Justice—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18 153 000	
	Commission canadienne des droits de la personne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 438 000	
	Commissaire à la magistrature fédérale		
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints de juges qui décèdent pendant leur mandat (Loi sur les juges)	211 117 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	296 000	

	Cour fédérale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 666 000	
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	693 000	
	Cour suprême du Canada		
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (Loi sur les juges)	3 421 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	903 000	
	Cour canadienne de l'impôt		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	747 000	
	Total du portefeuille ministériel —Budgétaire	239 482 645	...
	Non budgétaire	...	...
16	Parlement		
	Sénat		
	Dignitaires du Sénat et sénateurs—Traitements, allocations et autres paiements versés au Président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada ; contributions de l'État au Compte d'allocations de retraite des parlementaires, au Compte de prestations de retraite supplémentaires et au Compte de convention de retraite des parlementaires; allocations de retraite versées aux sénateurs à la retraite en vertu de la partie III de la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires	12 424 500	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 327 000	
	Chambre des communes		
	Députés—Traitements et indemnités des dignitaires et des députés de la Chambre des communes en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada, et contributions au Compte d'allocations de retraite des parlementaires et au Compte de convention de retraite des parlementaires	50 978 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 972 000	
	Bibliothèque du Parlement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 847 000	
	Total du portefeuille ministériel —Budgétaire	82 548 500	...
	Non budgétaire	...	...
17	Patrimoine canadien		
	Ministère		
	Programme des services de gestion ministériels		
	Ministre du Patrimoine canadien—Traitement et allocation pour automobile	49 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 674 000	
	Programme de l'identité canadienne		
	Traitements des lieutenants-gouverneurs (Loi sur les traitements)	930 000	
	Paiements en vertu de la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs	390 000	
	Prestations de retraite supplémentaires —Anciens lieutenants-gouverneurs	137 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 078 000	
	Programme Parcs Canada		
	Fonds renouvelable des Unités d'entreprise de Parcs Canada (Loi sur les fonds renouvelables)	956 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19 907 000	
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 271 000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Suite

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
		\$	\$
	Archives nationales du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 130 000	
	Commission des champs de bataille nationaux		
	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques	300 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	155 000	
	Office national du film		
	Fonds renouvelable de l'Office national du film (Loi sur les fonds renouvelables)	375 000	
	Bibliothèque nationale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 635 000	
	Commission de la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 941 000	
	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel (Loi sur les fonds renouvelables)	189 000	1 901 000
	Condition féminine —Bureau de la coordonnatrice		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	682 000	
	Total du portefeuille ministériel —Budgétaire	57 799 000	1 901 000
	Non budgétaire	...	...
18	Pêches et Océans		
	Ministère		
	Ministre des Pêches et Océans—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche	200 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	72 777 000	
	Total du portefeuille ministériel —Budgétaire	73 025 645	...
	Non budgétaire	...	...
19	Ressources naturelles		
	Ministère		
	Ministre des Ressources naturelles—Traitement et allocation pour automobile	49 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30 968 000	
	Paiements à Pipeline Interprovincial Incorporée à l'égard des déficits subis relativement au prolongement jusqu'à Montréal (crédit 5d, Loi n° 1 de 1975 portant affectation de crédits)	2 000 000	(2 000 000)
	Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse (Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières)	6 000 000	
	Fonds de développement Canada/Terre-Neuve (Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada —Terre-Neuve)	6 500 000	
	Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extra-côtiers (Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada —Terre-Neuve)	1 657 000	

	Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extra-côtiers (Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada —Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extra-côtiers)	680 000	184 000
	Paiements au compte des recettes extra-côtières de la Nouvelle-Écosse (Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada —Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extra-côtiers)	2 500 000	
	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extra-côtiers (Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada —Terre-Neuve)	5 000	110 000
	Fonds renouvelable de Géomatique Canada (Loi sur les fonds renouvelables)	512 000	
	Paiement de péréquation au Compte de recettes extra-côtières de la Nouvelle-Écosse (Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extra-côtiers)		19 847 000
	Commission de contrôle de l'énergie atomique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 690 000	
	Office national de l'énergie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 880 000	
	Total du portefeuille ministériel —Budgétaire	57 441 000	18 141 000
	Non budgétaire	...	...
20	Revenu national		
	Ministre du Revenu national—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	222 783 000	
	Versements d'allocations spéciales pour enfants (Loi sur les prestations spéciales pour enfants)	42 000 000	
	Total du portefeuille ministériel —Budgétaire	264 831 645	...
	Non budgétaire	...	...
21	Santé		
	Ministère		
	Ministre de la Santé—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	45 983 000	
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	127 000	
	Conseil de recherches médicales		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	538 000	
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	289 000	
	Total du portefeuille ministériel —Budgétaire	46 985 645	...
	Non budgétaire	...	...
22	Solliciteur général		
	Ministère		
	Solliciteur général—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 829 000	
	Service correctionnel		
	Pensions et autres avantages sociaux des employés (Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada , paragraphe 27(1))	201 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	75 157 000	
	Fonds renouvelable CORCAN (Loi sur les fonds renouvelables)	2 827 000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits ⁽¹⁾—Fin

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires
		\$	\$
	Commission nationale des libérations conditionnelles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 560 000	
	Bureau de l'enquêteur correctionnel		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	138 000	
	Gendarmerie royale du Canada		
	Pensions et autres prestations des employés —Membres de la Gendarmerie royale du Canada	217 490 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 220 000	
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	43 000	
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	256 000	
	Total du portefeuille ministériel —Budgétaire	315 769 645	...
	Non budgétaire	...	...
23	Transports		
	Ministère		
	Ministre des Transports—Traitement et allocation pour automobile	48 645	
	Abolition des péages sur le pont Victoria (crédit 107, Loi des subsides n° 5 de 1963)	6 664 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	96 598 000	
	Paiements à NAV CANADA durant la période de transition en vertu de la Loi sur la commercialisation des services de navigation aérienne civile		291 666 667
	Office des transports du Canada ⁽³⁾		
	Paiements aux compagnies de chemins de fer et de transport en vertu de la Loi sur les chemins de fer	7 309 000	(5 509 000)
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 548 000	
	Paiements aux compagnies de chemins de fer en vertu de la Loi de 1987 sur les transports nationaux		3 200 000
	Tribunal de l'aviation civile		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	70 000	
	Total du portefeuille ministériel —Budgétaire	113 237 645	289 357 667
	Non budgétaire	...	...
24	Travaux publics et Services gouvernementaux		
	Ministère		
	Programme des services immobiliers		
	Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices (Loi sur les subventions aux municipalités)	425 557 000	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 889 000	
	Fonds renouvelable des Services immobiliers (Loi sur les fonds renouvelables)	(19 737 000)	17 148 000

Programme des approvisionnements et des services		
Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux —Traitement et allocation pour automobile	48 645	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	35 978 000	
Fonds renouvelable des services optionnels (Loi sur les fonds renouvelables)	22 000	
Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada (Loi sur les fonds renouvelables)	19 000	(21 038 000)
Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada (Loi sur les fonds renouvelables)	(740 000)	100 000
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (Loi sur les fonds renouvelables)	7 463 000	2 122 000
Fonds renouvelable des services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique (Loi sur les fonds renouvelables)		2 288 630
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
(L) Avances consenties en vertu de la Loi nationale sur l'habitation	(270 900 000)	
Total du portefeuille ministériel —Budgétaire	450 499 645	620 630
Non budgétaire	(270 900 000)	...
Total du gouvernement —Budgétaire	96 908 533 907	(1 044 192 403)
Non budgétaire	252 982 000	(2 747 390)

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Le détail des autorisations législatives non présenté dans les Budgets des dépenses n'est pas inclus dans cet appendice.

(2) Comprend la Loi concernant l'accord sur les revendications territoriales du Nunavut, la Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Dénés et Métis du Sahtu, la Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon et la Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Gwich'in.

(3) Antérieurement Office national des transports.

APPENDICE 3**Autorisations disponibles des exercices antérieurs ⁽¹⁾**

L'appendice 3 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) disponibles des exercices antérieurs, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
2		Affaires étrangères et Commerce international	
		Ministère	
(S)		Fonds renouvelable du Bureau des passeports —Loi sur les fonds renouvelables , article 4 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobili sations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 4 000 000 \$ en aucun temps	27 341 276
L11		Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits Pour porter de 14 500 000 \$ à 22 500 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps au compt e d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit L12c de la Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits , le crédit L11 de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990 (Net)	11 324 365
L12		Loi des subsides n° 2 de 1954 Pour porter de 30 000 000 \$ à 50 000 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps au compt e d'avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit 630 (prêts, placements et avances) de la Loi des subsides n° 2 de 1954, le crédit L12 de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990 (Net)	38 145 141
		Corporation commerciale canadienne	
(S)	(L)	Loi sur la Corporation commerciale canadienne , article 11 Le ministre des Finances doit, à la requête du ministre, déposer de temps à autre, au crédit de la C orporation, à la Banque du Canada ou dans une banque à charte désignée par le ministre, un ou plusieurs montants n'excédant pas, dans l'ensemble, dix mil lions de dollars, versés à même les deniers non attribués du Trésor (Net)	10 000 000
		Agence canadienne de développement international	
(S)	(L)	Loi d'aide au développement international (institutions financières) —Banque de développement des Caraïbes Autorisation de souscrire pour 8 124 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-ac tions de la Banque de développement des Caraïbes conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	66 598 422
(S)	(L)	Loi d'aide au développement international (institutions financières) —Banque africaine de développement Autorisation de souscrire pour 44 100 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-a ctions de la Banque africaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	692 109 648
(S)	(L)	Loi d'aide au développement international (institutions financières) —Banque asiatique de développement Autorisation de souscrire pour 172 125 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital- actions de la Banque asiatique de développement (Brut)	2 680 762 654
(S)	(L)	Loi d'aide au développement international (institutions financières) —Banque interaméricaine de développement Autorisation de souscrire pour 320 490 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital- actions de la Banque interaméricaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	5 254 564 217
		Société pour l'expansion des exportations	
(S)	(L)	Loi sur l'expansion des exportations, article 11 Paiements représentant la souscription, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures tel qu'app rouvé par le ministre des Finances, de capital-actions à la Société en vertu de l'article 11. Le capital autorisé de la Société est de 1 500 000 000 \$ (Brut) Autorité selon les conditions prescrites aux articles 12, 13 et 14; L'article 14 prévoit que le total non remboursé des emprunts de la Société fait en application des a rticles 12 et 13 ne doit pas dépasser un montant égal à quinze fois le total obtenu en ajoutant : a) au capital payé de la Société, et	516 800 000

b) le montant, le cas échéant de ses bénéfices non répartis établi selon ses derniers états de comptes pour un exercice financier qui ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada (Net)	12 087 873 168
Autorité selon les conditions prescrites à l'article 23, les comptes administrés pour le Canada, la responsabilité au titre de prêts et d'engagements tels que limités par l'article 24 ne doit jamais dépasser 13 000 000 000 \$ (Net)	9 922 579 164
(Conformément aux articles 10, 23 et 24 de la Loi sur l'expansion des exportations, l'autorisation maximale de 13 milliards de dollars consiste en des prêts en vue d'appuyer l'expansion des exportations. Au moment où l'autorisation a été accordée, ces prêts étaient comptabilisés sur une base non budgétaire. Le gouvernement a subséquemment modifié ses politiques comptables pour comptabiliser des prêts conditionnels sur une base budgétaire. Donc, cette autorisation est valide pour les opérations budgétaires et non budgétaires. Cependant, puisque cette autorisation consiste en des prêts elle est démontrée comme étant non budgétaire pour fins de rapport).	
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	27 341 276
Non budgétaire	31 280 756 779

3	Affaires indiennes et du Nord canadien	
	Ministère	
	Programme des affaires indiennes et inuit	
(S)	Loi de crédits n° 4 de 1987-1988 (crédit 5c) Paiement du Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte de progrès économique des Indiens. L'autorisation maximale est de 60 000 000 \$ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 1995-1996 au montant de 26 977 895 \$	33 022 105
L15	Loi des subsides n° 9 de 1966 Pour autoriser, au cours du présent exercice financier et des exercices ultérieurs, des prêts afin d'aider financièrement les Indiens et les Esquimaux à construire des maisons ailleurs que dans les réserves indiennes en vertu du Compte d'aide domiciliaire aux Indiens, établi par le crédit L51a de la Loi des subsides n° 9 de 1966. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit L15 de la Loi n° 2 de 1978 portant affectation de crédits, ne doit pas dépasser 20 000 000 \$ (Net)	19 793 904
L20	Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits Prêts consentis, au cours du présent exercice financier et des exercices ultérieurs, en vue du progrès économique des Indiens, aux Indiens, à des groupes d'Indiens ou bandes indiennes ou à des particuliers, des associations ou des sociétés dont les activités contribuent ou peuvent contribuer à ce progrès; autorisation de garantir des prêts consentis à ces emprunteurs pour les mêmes motifs en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens, établi par le crédit L53b de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 7b de la Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996, ne doit pas dépasser 50 598 234 \$ (Net)	46 568 158
	Programme des affaires du Nord	
L40	Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pendant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire pour l'achat ou la construction de maisons au Yukon, aux termes de la Loi nationale sur l'habitation. Le solde non déboursé des prêts autorisés est de 320 000 \$ (Brut)	320 000
L55	Loi des subsides n° 3 de 1953 Pour autoriser et ouvrir un compte spécial permanent reconnu comme le Fonds de prêts aux Esquimaux dans lequel des prêts ou placements peuvent être consentis à ou à l'égard de particuliers ou groupes d'Esquimaux afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la Loi des subsides n° 3 de 1953. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 37b de la Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996, ne doit pas dépasser 6 633 697 \$ (Net)	6 508 082
L81a	Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits Pour autoriser, à l'égard du présent exercice financier et des exercices ultérieurs, conformément aux modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil, des prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon et pour établir un compte spécial connu sous le nom de Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon; a) auquel tous les emprunts et intérêts payables sur les emprunts contractés en vertu de la présente autorisation seront imputés, et b) auquel seront crédités les remboursements du principal des emprunts et de l'intérêt de ces emprunts. Le montant total exigible en vertu de la présente autorisation devant à aucun moment dépasser 5 000 000 \$ (Net)	5 000 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	33 022 105
	Non budgétaire	78 190 144

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs ⁽¹⁾—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
4		Agriculture et Agroalimentaire	
		Ministère	
	15	Loi n ^o 1 de 1970 portant affectation de crédits (crédit 17b) Pour étendre la portée du crédit 15 (Agriculture) de la Loi n ^o 3 de 1970 portant affectation de crédits, afin d'inclure l'autorisation de contracter des engagements et de faire des paiements aux fermiers relativement aux jachères, y compris les paiements aux membres du Sénat et de la Chambre des communes, dans les régions désignées, telles qu'elles sont définies par la Loi sur la Commission canadienne du blé, au cours de l'exercice financier 1971-1972 et des exercices ultérieurs, sur la réserve établie	20 893 095
	(S)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains —Loi de crédits n ^o 4 pour 1994-1995 Dépenser pour les besoins du fonds, toutes les recettes que ce dernier générera; l'ensemble des dépenses faites pour les besoins du fonds ne devra jamais dépasser les recettes générées par le fonds de plus de 12 000 000 \$	12 622 604
	(S)	Loi sur les offices des produits agricoles, article 28 Subventions pour permettre à chaque office de faire face à ses dépenses initiales d'exploitation et à ses frais de premier établissement. L'autorisation maximale en vertu du paragraphe 28(2) de la Loi est de 1 000 000 \$ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 1993-1994 au montant de 400 000 \$	600 000
	(S)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel —Loi sur les fonds renouvelables, article 2 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 2 000 000 \$ en aucun temps	4 618 426
		Commission canadienne du lait	
	(S)	(L) Loi sur la Commission canadienne du lait, article 16 À la demande de la Commission, le ministre des Finances peut, sur le Trésor et selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Commission en vue de l'exercice de l'un quelconque des pouvoirs de la Commission mentionnés aux alinéas 9(1)a) et b) afin de faire le commerce de tout produit laitier, des paiements aux fins de stabiliser le prix, des recherches sur toute question relative à la production, au traitement ou à la commercialisation, d'aider à encourager la consommation et l'amélioration des produits laitiers et faire tous actes nécessaires ou accessoires aux pouvoirs ou fonctions de la Commission. Le montant total des prêts consentis à quelque moment que ce soit, tel que modifié par le crédit 50a de la Loi n ^o 4 de 1975 portant affectation de crédits ne doit pas dépasser 300 000 000 \$ (Net)	261 500 000
		Société du crédit agricole	
	(S)	(L) Loi sur la Société du crédit agricole Paragraphe 11(1). Le ministre des Finances peut, à la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, verser à la Société, sur le Trésor, des montants ne dépassant pas au total 1 125 000 000 \$, et les montants ainsi versés constituent une partie de son capital (Brut) Article 12. La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, contracter des emprunts, par quelque moyen que ce soit, et le ministre des Finances peut, à la demande de la Société, consentir à celle-ci des prêts sur le Trésor, aux conditions agréées par le gouverneur en conseil. Le montant total non remboursé du principal des emprunts contractés par la Société et du principal des prêts visés aux paragraphes (1) et (2) respectivement qui lui ont été consentis ne doit jamais dépasser douze fois le capital de la Société (Net)	6 667 000 9 385 301 643
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	38 734 125
		Non budgétaire	9 653 468 643
5		Anciens combattants	
		Ministère	
		Programme des anciens combattants	
	(S)	(L) Loi sur les terres destinées aux anciens combattants Il peut être avancé, sur le Trésor, les montants nécessaires pour l'application des parties I, II et III, pour la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux	

		anciens combattants. Le montant imputable en tout temps, tel que modifié par le crédit L55 de la Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits , ne doit pas dépasser 605 000 000 \$ (Net)	593 460 175
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	...
		Non budgétaire	593 460 175
6		Citoyenneté et Immigration	
		Ministère	
(S)	(L)	Loi sur l'immigration , article 119 Le ministre des Finances peut, sur le Trésor, avancer au ministre les sommes qu'il demande pour faire des prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites, en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé, tel que modifié par CT814449 ne pourra à aucun moment dépasser 110 000 000 \$ (Net)	59 255 699
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	...
		Non budgétaire	59 255 699
8		Conseil privé	
		Centre canadien de gestion	
(S)		Fonds renouvelable RADIAN —Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 10 000 000 \$ en aucun temps	7 559 839
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	7 559 839
		Non budgétaire	...
9		Défense nationale	
	L11c	Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits , établi par le crédit L20b Pour autoriser, conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, l'exploitation d'un compte d'avance du fonds de roulement de la Défense nationale durant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, dans le but de financer des avances temporaires de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, le montant de la réserve imputable en tout temps telle que modifiée par le crédit L16c, Loi n° 4 de 1984 portant affectation de crédits , et le crédit L11c de 1991 ne devant pas dépasser 100 000 000 \$ (Net)	69 908 258
	L15	Loi spéciale des subsides, 1963 Prêts effectués lors de l'exercice financier en cours et des exercices ultérieurs à l'égard de la construction de projets de logement, conformément aux accords établis avec le ministre de la Défense nationale, pour occupation par des membres des Forces canadiennes; ces prêts sont soumis à des taux d'intérêt et aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil. Le montant total autorisé est 37 000 000 \$ (Brut)	13 086 217
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	...
		Non budgétaire	82 994 475
12		Finances	
		Ministère	
		Programme des politiques financières et économiques	
(S)		Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes , paragraphe 8.1(2) Paiements à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international. Limite de 225 000 000 DTS (Brut)	354 096 113
(S)	(L)	Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes , paragraphe 8.1(1) Émission de prêts à la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international. Limite de 500 000 000 DTS (Brut)	552 398 842
(S)	(L)	Loi sur Petro-Canada Limitée , telle que modifiée Article 22. Le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances à consentir à la Corporation des avances a) sous forme d'emprunts aux conditions que le gouverneur en conseil peut déterminer, ou, b) sous forme d'achats d'actions privilégiées. Le montant non remboursé au titre des emprunts ou des actions privilégiées ne doit jamais dépasser la somme de 1 000 000 000 \$ (Brut) Article 5. Le ministre souscrit les actions ordinaires de la Corporation. Le montant de chaque souscription est payé sur le Trésor aux dates qu'approuve le ministre des Finances à la demande de la Corporation, le montant global versé au titre de la souscription ne doit pas dépasser 4 900 000 000 \$ (Brut)	27 228 147 1 573 645 679

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs ⁽¹⁾—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
		Programme spécial	
(S)		Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières, article 16 Indemnité aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque relativement aux dépôts non assurés. Sont affectés à l'application de la présente Loi 875 000 000 \$ à prélever sur le Trésor au fur et à mesure des besoins	70 645 665
(S)	(L)	Loi sur l'aide financière à la Banque Commerciale du Canada, article 3 Sont affectés à l'application de l'article 2 (aide financière à la Banque Commerciale du Canada), de crédits de soixante-quinze millions de dollars à prélever sur le Trésor au fur et à mesure des besoins (Brut)	2 000 000
		Société d'assurance-dépôts du Canada	
(S)	(L)	Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, article 37 Le gouverneur en conseil peut, à l'occasion, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, sur les deniers non affectés du Trésor, des montants sous forme de prêts selon les modalités que peut fixer le gouverneur en conseil, mais l'ensemble de ces prêts en circulation ne doit à aucun moment excéder 6 000 000 000 \$ (Net)	4 373 000 000
		Bureau du surintendant des institutions financières	
(S)		Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières, articles 16 et 17 Le ministre peut prélever des fonds sur le Trésor pour le paiement des dépenses afférentes aux activités du Bureau. L'autorisation maximale dont le montant ne peut dépasser de plus de 40 000 000 \$, le total des cotisations et recettes reçues et autorisées de dépenser lesquelles sont assujetties à l'approbation du Conseil du Trésor	73 947 393
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	498 689 171
		Non budgétaire	6 528 272 668
14		Industrie	
		Ministère	
		Programme du développement de l'industrie et des sciences	
L97b		Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits Autorisation de consentir des avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger, y compris l'imputation au compte des avances consenties au personnel en service à l'étranger. Le solde du compte ne doit jamais dépasser 1 950 000 \$ (Net)	1 950 000
		Programme des services axés sur le marché	
(S)		Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada —Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994 (crédit 2b) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 25 000 000 \$ en aucun temps	35 061 907
		Banque de développement du Canada	
(S)	(L)	Loi sur la Banque de développement du Canada Prêts consentis à la Banque de développement du Canada provenant du Trésor en vertu de l'article 30. L'article 31 réduit la somme des montants suivants : a) le passif réel de la Corporation, y compris les titres de créances émis par la Corporation, et b) le passif éventuel de la Corporation constitué par les garanties qu'elle consent et les contrats de souscription à forfait qu'elle conclut, qui ne peut jamais dépasser le capital de la Corporation multiplié par douze (ou jusqu'à 15 avec l'approbation du gouverneur en conseil) et ne peut jamais dépasser 3,2 milliards de dollars (Net)	853 677 000
		Conseil national de recherches du Canada	
(S)		Montant non dépensé rapporté de l'exercice précédent en vertu de la Loi sur le Conseil national de recherches du Canada	15 379 885
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	50 441 892
		Non budgétaire	855 627 000

17	Patrimoine canadien		
	Ministère		
	Programme Parcs Canada		
(S)	Fonds renouvelable pour les unités d'entreprise de Parcs Canada —Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 8 000 000 \$ en aucun temps. Augmentation de l'autorisation en vertu du crédit 26b, Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996		5 097 887
	Office national du film		
(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film —Loi sur les fonds renouvelables, article 12 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, de financement temporaire des coûts d'exploitation, d'acquisition d'immobilisations et pour permettre l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorité, qui prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable ne peut excéder 25 000 000 \$ en aucun temps. Augmentation de l'autorisation en vertu du crédit 121d, Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995		4 272 183
	Commission de la fonction publique		
(S)	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel —Loi sur les fonds renouvelables, article 7 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 4 500 000 \$ en aucun temps		6 276 462
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		15 646 532
	Non budgétaire		...
18	Pêches et Océans		
	Ministère		
L38b	Loi des subsides n° 5 de 1955 Loi des subsides n° 5 de 1955 crédit 540, telle que modifiée par le crédit 527 de la Loi des subsides n° 6 de 1956 et par le crédit L38b de la Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits, prévoient la création d'un ou de plusieurs comptes spéciaux en remplacement des comptes établis en vertu du crédit 536 de la Loi des subsides n° 4 de 1954 aux fins d'un programme qui sera connu sous le nom du Régime d'assurance des bateaux de pêche et qui sera administré conformément aux règlements prescrits par le gouverneur en conseil, afin d'aider les pêcheurs à faire face à des pertes anormales d'immobilisations et d'autoriser le paiement d'indemnités. Les comptes seront crédités de toutes les sommes encaissées sous forme de primes ou de recouvrements ainsi que des avances consenties conformément à ces règlements, ces avances ne devant jamais dépasser 150 000 \$; ces crédits autorisent en outre le paiement des remboursements de primes et le règlement des réclamations de dommages-intérêts lors de collision met en cause un bâtiment assuré en vertu du Régime d'assurance des bateaux de pêche. Les frais d'administration sont imputés au crédit 1 du ministère des Pêches et Océans. Les programmes concernant le fonds d'indemnités relatif aux casiers à homard et les appareils fixes et installations portuaires ont été annulés à la fin de l'exercice 1968-1969 (Net)		150 000
	Office de commercialisation du poisson d'eau douce		
L30b	L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce a été constitué en vertu de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, 1968-1969, afin de réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce et créant l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce. Aux fins de permettre à l'Office de poursuivre ses opérations en vertu de la présente Loi, l'article 16 stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, selon les modalités à convenir entre eux : a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et b) à consentir des prêts à l'Office. Le crédit L30b, Loi n° 1 de 1974 portant affectation de crédits. L'ensemble des montants non remboursés, à tout moment, qui peuvent être empruntés à toute banque sur le crédit de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce et des montants prêtés par le ministre des Finances en vertu de l'article 16 de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce ne doit pas dépasser 30 000 000 \$ (Net)		25 000 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire		25 150 000
	Non budgétaire		...

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs ⁽¹⁾—Suite

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
19		Ressources naturelles	
		Ministère	
	(S)	Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières, paragraphe 237(1) Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse — Paiements aux fins de la Loi. Autorisation maximale de 50 000 000 \$ à chacun des exercices 1984-1985 à 1987-1988 inclusivement moins le montant éventuel imputé à une autre affectation afin de faire des paiements à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la partie V de la Loi. Toute autorisation annuelle non utilisée doit être dépensée au cours des exercices ultérieurs. Le montant total des paiements pour les quatre exercices ne doit pas excéder 200 000 000 \$	14 241 600
	(S)	Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve, paragraphe 233(1) Fonds de développement Canada/Terre-Neuve — Pour tout paiement prélevé sur le Trésor, le montant total ne doit pas excéder 225 000 000 \$	28 701 802
	(S)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada — Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 8 000 000 \$ en aucun temps	4 657 422
		Société de développement du Cap-Breton	
	L40a	Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, paragraphe 19(3) Le ministre des Finances peut, sur demande de la Société et du ministre, autoriser, à l'occasion, sur le Trésor, des avances d'argent à la Société, selon les modalités dont on peut convenir, à titre de fonds de roulement pour la division des charbonnages. Le montant total des avances non remboursées à un moment quelconque, ne doit pas excéder 50 000 000 \$ (Net)	35 000 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	47 600 824
		Non budgétaire	35 000 000
22		Solliciteur général	
		Service correctionnel	
	(S)	Fonds renouvelable CORCAN — Loi de crédits n° 4 pour 1991-1992 (crédit 11c) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 45 000 000 \$ en aucun temps	18 209 540
	L14b	Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits Pour étendre la portée du Compte des prêts aux libérés conditionnels, établi par le crédit L103b (Solliciteur général) de la Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits : a) pour autoriser des prêts à des personnes sous surveillance obligatoire; et b) pour porter de 10 000 \$ à 50 000 \$ le montant de la réserve imputable en tout temps à même ledit compte, telle que modifiée par le crédit L14b, Loi n° 3 de 1982-1983 portant affectation de crédits (Net)	32 043
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	18 209 540
		Non budgétaire	32 043
23		Transports	
		Ministère	
	(S)	(L) Loi sur la Société canadienne des ports, article 52, partie I et article 26, partie II, annexe I À la demande du ministre, le ministre des Finances peut consentir, sur le Trésor, un prêt à la Société ou à une société de port locale si celle-ci a besoin de fonds de roulement. Le montant global des prêts en cours selon les articles 52 et 26 ne doit, en aucun moment, dépasser 10 000 000 \$ (Net)	10 000 000

(L)	Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent , article 28 Le ministre des Finances, à la demande du ministre et avec l'approbation du gouverneur en conseil, peut, de temps à autre, consentir à l'Administration, sur les deniers au Trésor, des prêts temporaires. Le montant global des prêts en cours ne doit, en aucun moment, dépasser 10 000 000 \$ (Net)	10 000 000
-----	--	------------

Total du portefeuille ministériel—Budgétaire
Non budgétaire

...
20 000 000

24

Travaux publics et Services gouvernementaux

Ministère

Programme des services immobiliers

(S)	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers —Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996 (crédit 2b) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour l'aliénation des biens immobiliers, le montant total ne doit en aucun temps dépasser 5 000 000 \$	5 000 000
(S)	Fonds renouvelable des services immobiliers (antérieurement Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier) — Loi sur les fonds renouvelables , article 5 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, le montant total ne peut excéder 450 000 000 \$ en aucun temps	394 947 724
(S)	Programme des approvisionnements et des services Fonds renouvelable des services optionnels —Loi sur les fonds renouvelables, article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 200 000 000 \$ en aucun temps tel que modifié par le crédit 21d de la Loi de crédits° 4 pour 1994-1995	155 714 555
(S)	Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada —Loi sur les fonds renouvelables, article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 100 000 000 \$ en aucun temps; radier un montant de 37 045 443 \$ représentant des postes extraordinaires en raison de la restructuration, tel que modifié par le crédit 23b de la Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996	79 981 254
(S)	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada —Loi sur les fonds renouvelables, article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 30 000 000 \$ en aucun temps	6 005 657
(S)	Fonds renouvelable des services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique —Loi sur les fonds renouvelables, article 3 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des besoins de fonctionnement, le montant total ne peut excéder 64 000 000 \$ en aucun temps	87 834 379
(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction —Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995 Engager des dépenses sur le Trésor selon les modalités et conditions approuvées par le Conseil du Trésor, pour la prestation des services de traduction et de services connexes, et autoriser le ministre à dépenser aux fins du Fonds les recettes reçues à ces fins; la somme des dépenses effectuées pour les objectifs du Fonds ne doit en aucun temps dépasser de plus de 75 000 000 \$ les recettes reçues en fonction des objectifs du Fonds; radier un montant de 13 606 000 \$ représentant les pertes d'exploitation subies durant la période de transition de trois ans vers l'autosuffisance tel que modifié par le crédit 22b de la Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996	76 917 760
(S)	Fonds renouvelable de la production de défense —Loi sur la production de défense , article 15 Pour effectuer des paiements sur le Trésor dans le but de financer l'accumulation de stocks de fournitures de défense ou de matériel stratégique et permettre des paiements anticipés au titre de livraison de fournitures, le montant total ne pouvant excéder en aucun temps 100 000 000 \$ moins les prêts et avances du compte de prêts de la production de défense	100 000 000
L15b	Loi de crédits n° 3 pour 1990-1991 Élargir les fins du crédit L29g (Finances) de la Loi des subsides n° 2 de 1967 : a) remplacer les mots «des avances permanentes de voyage, des avances pour dépenses imprévues et des comptes de petite caisse ainsi que telles autres avances comptables» suivant immédiatement «ministères et organismes» par les mots suivants : «des caisses d'avances fixe, des avances à justifier et des avances recouvrables»; et b) accroître de 17 000 000 \$ à 22 000 000 \$ le montant qui peut être dû à n'importe lequel moment aux fins du présent crédit (Net)	7 807 286
(S)	(L) Loi sur l'administration des biens saisis de 1993, article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 \$ (Net)	49 305 864
(S)	Société canadienne des postes (L) Loi sur la Société canadienne des postes , articles 28, 29 et 30 Sur demande de la Société approuvée par le ministre, le ministre des Finances peut, aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Société sur le Trésor. Le principal global des prêts consentis à la Société mais non remboursés ne doit pas dépasser 500 000 000 \$ (Net)	420 000 000

APPENDICE 3**Autorisations disponibles des exercices antérieurs ⁽¹⁾—Fin**

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			\$
		Monnaie royale canadienne	
(S)	(L)	Loi sur la Monnaie royale canadienne , paragraphe 17(1) Dans l'exécution de sa mission, la Monnaie peut procéder, auprès du Trésor ou d'autres sources à des emprunts d'un montant global maximal de 50 000 000 \$ ou du montant supérieur fixé par une loi de crédits (Net)	49 825 505
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	906 401 329
		Non budgétaire	526 938 655
		Total du gouvernement—Budgétaire	1 643 646 633
		Non budgétaire	49 739 146 281

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Les autorisations budgétaires reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Se référer à l'appendice 5 pour le détail .

APPENDICE 4

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice ⁽¹⁾

L'appendice 4 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) permanentes lesquelles ont été accordées/abrogées au cours de l'exercice, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires permanentes reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant ⁽²⁾
			\$
3		Affaires indiennes et du Nord canadien	
		Ministère	
	L20	Programme des affaires indiennes et inuit Le montant des prêts et des garantis imputables en tout temps en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens a été diminué de 50 598 234 \$ à 48 550 835 \$	(2 047 399)
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	...
		Non budgétaire	(2 047 399)
4		Agriculture et Agroalimentaire	
		Ministère	
	10	Subventions et contributions L'autorisation a été annulée au cours de l'exercice	(20 893 095)
	(S)	Crédit 6d d'Agriculture et Agroalimentaire de la Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995 —Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains Augmentation de l'autorisation suite au virement du crédit 5 (Conseil du Trésor)	483 049
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	(20 410 046)
		Non budgétaire	...
8		Conseil privé	
		Centre canadien de gestion	
	(S)	Fonds renouvelable RADIAN Dissolution du Fonds renouvelable RADIAN en vertu de la Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997	(7 519 031)
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	(7 519 031)
		Non budgétaire	...
14		Industrie	
		Ministère	
	(S)	Programme des services axés sur le marché Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada Augmentation de l'autorisation suite au virement du crédit 5 (Conseil du Trésor) de 209 395 \$, et diminution de 25 000 000 \$ à 15 000 000 \$ le montant par lequel le total des dépenses peut dépasser les recettes reçues	(9 790 605)
		Conseil national de recherches du Canada	
	(S)	Dépenses des recettes en vertu de la Loi sur le Conseil national de recherches	46 711 953
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	36 921 348
		Non budgétaire	...

APPENDICE 4**Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice ⁽¹⁾—Fin**

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant ⁽²⁾
			\$
17		Patrimoine canadien	
		Ministère	
		Programme Parcs Canada	
(S)		Crédit 27b de Patrimoine canadien de la Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996 —Fonds renouvelable pour les périmètres urbains de Parcs La somme des dépenses qui peuvent être effectuées en sus des recettes perçues a été établie à 10 000 000 \$	10 000 000
		Office national du film	
(S)		Fonds renouvelable de l'Office national du film Augmentation de l'autorisation suite à la diminution de la valeur nette comptable des immobilisations	3 419 078
		Commission de la fonction publique	
(S)		Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel Augmentation de l'autorisation suite au virement du crédit 5 (Conseil du Trésor)	1 058 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	14 477 078
		Non budgétaire	...
18		Pêches et Océans	
		Ministère	
	L38	Radiation du Régime d'assurance des bateaux de pêche en vertu de la Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997 (crédit 2b)	(150 000)
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	...
		Non budgétaire	(150 000)
24		Travaux publics et Services gouvernementaux	
		Ministère	
		Programme des services immobiliers	
(S)		Fonds renouvelable pour l'aliénation des biens immobiliers Une décision du Conseil du Trésor le 19 janvier 1995, a stipulé que le surplus accumulé pour tout exercice en excès de 5 000 000 \$ soit versé au Trésor	(33 346 743)
		Programme des approvisionnements et des services	
(S)		Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada Augmentation de l'autorisation suite au virement du crédit 5 (Conseil du Trésor)	2 985 117
(S)		Fonds renouvelable du Bureau de la traduction Diminution de l'autorisation de 1 844 000 \$ suite aux immobilisations assumées par le Fonds; augmentation de l'autorisation de 10 950 054 \$ pour radier la perte de l'exercice en cours; augmentation de l'autorisation suite au virement du crédit 5 (Conseil du Trésor) de 352 000 \$; et, diminution de l'autorisation de 4 024 257 \$ suite à une modification de l'exercice précédent	5 433 797
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	(24 927 829)
		Non budgétaire	...
		Total du gouvernement—Budgétaire	(1 458 480)
		Non budgétaire	(2 197 399)

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Les autorisations budgétaires permanentes reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Se référer à l'appendice 5 pour le détail.⁽²⁾ Ne comprend pas la plupart des redressements dus aux taux de change.

APPENDICE 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État

L'appendice 5 fournit le détail, par portefeuille ministériel, de la provenance et de l'utilisation des autorisations reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

En vertu des articles 13(2) et 14 de la Loi sur les biens de surplus de la Couronne, les ministères tels que définis à l'annexe 2 de la Loi sur la gestion des finances publiques (excluant la Chambre des communes, le Sénat et la Bibliothèque du Parlement) sont autorisés d'établir une autorisation de dépenser égale aux produits reçus de la vente de biens excédentaires de l'État. Les produits reçus dans un exercice qui n'ont pas été dépensés au cours de cet exercice sont reportés à l'exercice ultérieur pour emploi dans cet exercice seulement. Le montant reporté est toutefois sujet à une limite maximale.

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
2	Affaires étrangères et Commerce international						
	Ministère	795 200	2 828 369	3 623 569	2 769 602	58 767	795 200
	Agence canadienne de développement international	18 085	5 978	24 063	21 175	...	2 888
	Total du portefeuille ministériel	813 285	2 834 347	3 647 632	2 790 777	58 767	798 088
3	Affaires indiennes et du Nord canadien	46 876	150 872	197 748	139 143	...	58 605
4	Agriculture et Agroalimentaire	67 467	5 977 925	6 045 392	6 004 907	...	40 485
5	Anciens combattants	3 606	108 528	112 134	87 174	...	24 960
6	Citoyenneté et Immigration						
	Ministère	31 858	41 104	72 962	35 867	...	37 095
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	11 408	25 073	36 481	...	11 481	25 000
	Total du portefeuille ministériel	43 266	66 177	109 443	35 867	11 481	62 095
8	Conseil privé						
	Ministère	18 268	44 183	62 451	36 962	489	25 000
	Centre canadien de gestion	1 069	1 136	2 205	...	1 069	1 136
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	...	1 125	1 125	1 125	...	...
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	5 007	29 702	34 709	15 670	...	19 039
	Directeur général des élections	68	2 893	2 961	150	...	2 811
	Commissaire aux langues officielles	...	431	431	431	...	...
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	...	145	145	145	...	...
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	9 076	2 143	11 219	...	9 076	2 143
	Total du portefeuille ministériel	33 488	81 758	115 246	54 483	10 634	50 129

APPENDICE 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État — Suite

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
9	Défense nationale⁽¹⁾	418 741	24 130 586	24 549 327	18 230 585	411 542	5 907 200
10	Développement des ressources humaines						
	Ministère	270 600	415 810	686 410	463 856	...	222 554
	Conseil canadien des relations du travail	164	1 047	1 211	1 131	...	80
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	...	2 313	2 313	140	...	2 173
	Total du portefeuille ministériel	270 764	419 170	689 934	465 127	...	224 807
11	Environnement						
	Ministère	115 172	255 337	370 509	311 930	...	58 579
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	...	670	670	...	...	670
	Total du portefeuille ministériel	115 172	256 007	371 179	311 930	...	59 249
12	Finances						
	Ministère	14 906	16 823	31 729	...	14 906	16 823
	Vérificateur général	...	10 554	10 554	10 554	...	...
	Bureau du surintendant des institutions financières	...	1 275	1 275	153	...	1 122
	Total du portefeuille ministériel	14 906	28 652	43 558	10 707	14 906	17 945
13	Gouverneur général	309	929	1 238	...	309	929
14	Industrie						
	Ministère	235 481	634 506	869 987	343 606	284 781	241 600
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	11 889	10 285	22 174	21 530	...	644
	Agence spatiale canadienne	7 662	10 479	18 141	...	7 662	10 479
	Bureau fédéral de développement régional (Québec)	14 365	9 913	24 278	7 570	6 795	9 913
	Conseil national de recherches du Canada	25 000	724 802	749 802	690 377	34 425	25 000
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 241	1 540	2 781	660	581	1 540
	Conseil de recherches en sciences humaines	45	1 237	1 282	...	45	1 237
	Statistique Canada	18 914	136 059	154 973	136 056	...	18 917
	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	317	4 790	5 107	5 075	...	32
	Total du portefeuille ministériel	314 914	1 533 611	1 848 525	1 204 874	334 289	309 362

15	Justice						
	Ministère	17 617	13 036	30 653	16 792	825	13 036
	Commission canadienne des droits de la personne	2 183	2 717	4 900	3 173	...	1 727
	Cour fédérale du Canada	6 026	5 519	11 545	6 026	...	5 519
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	643	342	985	316	327	342
	Cour suprême du Canada	...	17 125	17 125	17 125	...	...
	Cour canadienne de l'impôt	822	2 978	3 800	1 250	...	2 550
	Total du portefeuille ministériel	27 291	41 717	69 008	44 682	1 152	23 174
17	Patrimoine canadien						
	Ministère	275 000	764 641	1 039 641	749 476	15 165	275 000
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	2 687	26 245	28 932	3 753	179	25 000
	Archives nationales du Canada	1 349	211 354	212 703	189 768	...	22 935
	Commission des champs de bataille nationaux	153	52	205	52	101	52
	Bibliothèque nationale	5 123	18 815	23 938	20 373	...	3 565
	Commission de la fonction publique	9 493	18 524	28 017	28 017	...	...
	Condition féminine — Bureau de la coordonnatrice	343	2 516	2 859	2 515	...	344
	Total du portefeuille ministériel	294 148	1 042 147	1 336 295	993 954	15 445	326 896
18	Pêches et Océans	875 281	1 415 949	2 291 230	887 996	103 234	1 300 000
19	Ressources naturelles						
	Ministère	209 000	1 076 592	1 285 592	1 137 192	...	148 400
	Commission de contrôle de l'énergie atomique	18 199	4 133	22 332	22 332	...	...
	Office national de l'énergie	14 168	11 337	25 505	1 195	12 973	11 337
	Total du portefeuille ministériel	241 367	1 092 062	1 333 429	1 160 719	12 973	159 737
20	Revenu national	152 200	323 597	475 797	295 175	28 422	152 200
21	Santé						
	Ministère	44 448	730 592	775 040	729 419	...	45 621
	Conseil de recherches médicales	391	6 867	7 258	...	391	6 867
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	44	111	155	111	...	44
	Total du portefeuille ministériel	44 883	737 570	782 453	729 530	391	52 532
22	Solliciteur général						
	Ministère	...	9 719	9 719	9 719	...	...
	Service canadien du renseignement de sécurité	25 000	107 800	132 800	132 800	...	...
	Service correctionnel	175 278	344 677	519 955	425 094	...	94 861
	Gendarmerie royale du Canada	2 365 401	5 933 959	8 299 360	6 353 880	48 676	1 896 804
	Total du portefeuille ministériel	2 565 679	6 396 155	8 961 834	6 921 493	48 676	1 991 665

APPENDICE 5**Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État —Fin**

Section	Ministère ou organisme	Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
		Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
23	Transports						
	Ministère	2 108 000	1 119 851	3 227 851	2 108 000	...	1 119 851
	Office des transports du Canada	14 290	9 116	23 406	...	14 290	9 116
	Total du portefeuille ministériel	2 122 290	1 128 967	3 251 257	2 108 000	14 290	1 128 967
24	Travaux publics et Services gouvernementaux	872 720	2 576 242	3 448 962	2 413 257	111 705	924 000
	Total du gouvernement	9 338 653	50 342 968	59 681 621	44 890 380	1 178 216	13 613 025

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, Protection civile Canada a été fusionnée au portefeuille ministériel de Défense nationale. Le montant de 133 \$ qui est une autorisation disponible de l'exercice précédent est rapporté sous le portefeuille ministériel de Défense nationale.

SECTION 2

COMPTES PUBLICS DU CANADA

1996-1997

Affaires étrangères et Commerce international

Ministère

Corporation commerciale canadienne

Agence canadienne de développement
international

Société pour l'expansion des
exportations

Centre de recherches pour le
développement international

Commission mixte internationale

Secrétariat de l'ALÉNA, section
canadienne

Administration du pipe-line du Nord

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités. . .	2.2
Sommaire du portefeuille ministériel	2.5
Programmes par activité	2.12
Paievements de transfert	2.14
Détail des montants disponibles pour être dépensés. . . .	2.22
Recettes	2.22

Ministère**Objectif**

Mener à bien la politique étrangère du Canada et, plus précisément, promouvoir au plan international les objectifs nationaux de croissance économique, l'expansion du commerce, la paix et la sécurité, la souveraineté canadienne, l'identité nationale et la justice sociale, et protéger les intérêts des Canadiens voyageant ou vivant à l'étranger.

Description des activités

Politique étrangère, priorités et coordination

Formulation et coordination des recommandations et des initiatives en matière de politique étrangère et prestation des services de protocole pour l'ensemble du gouvernement du Canada.

Expansion du commerce international

Maintien et expansion des débouchés pour les biens et services canadiens sur les marchés extérieurs; formulation, élaboration et coordination des politiques et initiatives de commercialisation à l'échelle internationale, stimulation des investissements et d'acquisition de technologie à l'étranger; et coordination à l'étranger du programme de promotion du tourisme.

Politiques économiques et commerciales et d'aide au développement

Gestion des relations économiques internationales, y compris la participation du Canada à l'Organisation de coopération et de développement économiques, à l'Organisation mondiale du commerce, au système économique et social de l'Organisation des Nations Unies et aux relations économiques avec les pays en développement; politique sur les investissements et la coopération industrielle; et

administration de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation.

Affaires politiques et de sécurité internationale

Élaboration, coordination et mise en oeuvre de la politique étrangère du Canada en ce qui concerne la sécurité internationale, le contrôle des armes et le désarmement, les Nations Unies, le Commonwealth, la francophonie, les droits de la personne et les autres secteurs connexes.

Affaires juridiques et consulaires

Gestion des aspects juridiques des relations extérieures du Canada; formulation de la politique et gestion du programme des affaires consulaires; et coordination de la participation des provinces aux relations internationales.

Communications et culture

Gestion des communications du ministère au Canada et à l'étranger concernant le commerce international et la politique étrangère; développement et coordination des relations et des activités culturelles internationales; et prestation des services liés aux activités de communications.

Relations et activités bilatérales

Gestion des relations bilatérales du Canada avec des pays et régions déterminés; gestion de l'ensemble complexe des questions et des intérêts en jeu en ce qui concerne les relations politiques, commerciales, la promotion du commerce, la coopération industrielle et les investissements; mise en oeuvre à l'étranger des programmes canadiens de développement industriel, d'aide au développement, d'affaires culturelles, d'affaires publiques et de tourisme; appui aux programmes des ministères et organismes représentés à l'étranger; prestation de services consulaires dans les missions à l'étranger;

analyse et évaluation des développements à l'étranger en fonction de leur incidence sur les intérêts canadiens; formulation de recommandations sur les politiques touchant les intérêts du Canada dans des pays déterminés ou groupes de pays; gestion et fourniture des installations, systèmes d'information et du matériel nécessaires aux missions à l'étranger.

Passeports

Délivrance de titres de voyage et prestation d'instructions et de directives aux missions à ce sujet.

Soutien opérationnel, planification des ressources humaines et administration

Prestation de services de soutien administratif au ministère à l'administration centrale et aux missions à l'étranger, notamment en ce qui concerne les finances, et les services administratifs; les services informatiques et la gestion de l'information documentaire; élaboration et mise en oeuvre de politiques et de programmes visant à répondre aux besoins en matière de personnel du ministère et de ses employés tant à l'administration centrale qu'à l'étranger; planification et gestion des ressources; vérification et évaluation.

Corporation commerciale canadienne**Objectif**

Offrir en matière de contrats d'exportation un service intergouvernemental qui répond efficacement aux besoins des secteurs privé et public au Canada au moindre coût possible pour le contribuable canadien; et offrir aux clients gouvernementaux étrangers un service efficace en matière de gestion des contrats.

Agence canadienne de développement international

Objectif

Encourager les efforts des peuples des pays en développement et des pays en transition en vue d'un développement économique et social autonome compatible avec leurs besoins et leur environnement, en collaborant avec eux à la réalisation d'activités de développement et accorder une assistance humanitaire pour favoriser les intérêts politiques et économiques du Canada à l'étranger grâce à la promotion de la justice sociale, de la stabilité internationale et des relations économiques à long terme, au profit de la communauté mondiale.

Description des activités

Programme de partenariat

Le programme de partenariat englobe l'aide au développement que l'ACDI fournit par l'entremise de partenaires canadiens et internationaux et comprend le soutien institutionnel (organisations et institutions non gouvernementales nationales et internationales), la coopération industrielle (entreprises privées, canadiennes et internationales), la coopération technique multilatérale, les institutions financières internationales et l'aide alimentaire multilatérale.

Initiatives nationales

Les initiatives nationales englobent l'aide au développement que l'ACDI fournit directement à des pays admissibles à l'aide canadienne et à des institutions régionales. Elles comprennent également

l'aide alimentaire bilatérale, l'assistance humanitaire internationale, l'information sur le développement et les bourses d'études.

Pays en transition

L'activité Pays en transition englobe l'aide bilatérale et multilatérale (technique, humanitaire et autre) aux pays de l'Europe centrale et de l'Est et de l'ancienne Union soviétique. Elle encourage et appuie la transition vers l'économie de marché et la démocratisation, et facilite les liens commerciaux et les investissements entre le Canada et la région.

Services généraux

Cette activité englobe les fonctions de conseils et de services suivantes :

- la haute direction de l'Agence, y compris le cabinet du ministre, le bureau de la présidente et le secrétariat général;
- les services de formulation des politiques;
- les services de la gestion centrale;
- les services au personnel et les services administratifs;
- les services d'information au public.

Société pour l'expansion des exportations

Objectif

Soutenir et développer le commerce d'exportation du Canada et la capacité du pays de s'engager dans ce commerce.

Centre de recherches pour le développement international

Objectif

Entreprendre, encourager, soutenir et poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions, et dans la poursuite de ces objets :

- s'assurer les services de scientifiques et techniciens des sciences naturelles et sociales au Canada et à l'étranger;
- aider les régions en développement à se constituer le potentiel et les institutions de recherche de même que les capacités d'innovation dont elles ont besoin pour résoudre leurs problèmes;
- encourager la coordination de la recherche en développement international;
- promouvoir la coopération en matière de recherche portant sur les problèmes de développement entre les régions développées et les régions en développement, à leur avantage réciproque.

Commission mixte internationale

Objectif

Mise en application des responsabilités, fonctions et pouvoirs confiés à la Commission à la suite de traités et d'ententes internationales; à la demande des gouvernements canadien et américain, étudier

les questions ou les différends liés à la frontière commune, et formuler les recommandations appropriées. Étudier et, s'il y a lieu, approuver aux termes du Traité des eaux limitrophes de 1909, toute utilisation, dérivation ou obstruction des eaux limitrophes, d'un côté ou de l'autre de la frontière, susceptible de changer le niveau ou le cours naturel des eaux dans l'autre pays.

Description des activités

Opération et administration du bureau de la section canadienne

Commissaires et personnel; dépenses connexes de fonctionnement; part des dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés conjoints assumée par le Canada en vertu des demandes d'approbation et des renvois soumis aux termes du Traité relatif aux eaux limitrophes de 1909, y compris la coordination des travaux des comités d'enquête internationaux; surveillance du travail de comités de contrôle internationaux établis par la Commission; paiement des dépenses résiduelles des enquêtes et des relevés.

Opération et administration du bureau régional des Grands Lacs

Surveillance, contrôle, coordination et aide aux gouvernements pour l'application de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs; personnel et fonctionnement du bureau régional selon les arrangements à frais partagés conclus avec les États-Unis; aide requise par le Conseil de la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, le Conseil consultatif scientifique des Grands Lacs, le Conseil des gestionnaires de la recherche des Grands Lacs et les groupes de travail traitant des questions liées à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.

Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne

Objectif

Appliquer les dispositions de Règlement des différends de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) en fournissant un appui aux groupes spéciaux établis par l'ALÉNA et en maintenant un système de greffe en rapport avec les examens des groupes spéciaux, des comités et les procédures judiciaires des chapitres 11, 14, 19 et 20.

Description de l'activité

Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne

Afin de régler les différends résultant de décisions finales sur le dumping, la compensation et le préjudice, on peut substituer à l'examen judiciaire la procédure de révision par groupe spécial prévue au chapitre 19 de l'ALÉNA. Les différends sur l'interprétation et l'application de l'ALÉNA (chapitre 20) peuvent être renvoyés à un groupe spécial de cinq membres. Les différends concernant les dispositions de l'ALÉNA sur l'investissement (chapitre 11) et sur les services financiers (chapitre 14) peuvent être soumis au mécanisme de règlement prévu par l'Accord. Pour l'administration des dispositions sur le Règlement des différends, le Secrétariat de l'ALÉNA fournit des services juridiques, professionnels et consultatifs aux groupes spéciaux et aux comités, administre un greffe et coordonne tous les aspects financiers du processus.

Le Secrétariat fournit aussi au besoin une aide à la Commission et appuie les comités et groupes de travail non liés au Règlement des différends.

Administration du pipe-line du Nord

Objectif

Faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel au mieux des intérêts du Canada, tel que décrit dans la Loi sur le pipe-line du Nord.

Description de l'activité

Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel

Donner effet à l'Accord entre le Canada et les États-Unis en date du 20 septembre 1977; faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line, en tenant compte des intérêts locaux, régionaux et nationaux, y compris ceux des peuples Autochtones, et satisfaire aux obligations du gouvernement fédéral à l'égard du pipe-line; faciliter les consultations avec les gouvernements des provinces et des territoires et assurer avec eux une meilleure coordination des activités; maximiser les avantages sociaux et économiques tout en minimisant toutes répercussions fâcheuses sur le milieu social et sur l'environnement; promouvoir les intérêts économiques et énergétiques nationaux et assurer la plus grande participation possible des Canadiens à tous les aspects de la planification du pipe-line, de sa construction et des fournitures nécessaires à cette fin tout en veillant à ce que la fourniture des biens et services se fasse sur une base généralement concurrentielle.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
...	811 664 000	...	...	811 664 000	1					
...	...	1	...	1	1a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	37 097 799	37 097 799		Virement de 37 097 799 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	(13 504 999)	(13 504 999)		Virement du crédit 10				
...	...	...	(52 014)	(52 014)		Virement au : crédit 10				
...	811 664 000	1	23 540 786	835 204 787		crédit 11b				
...	87 559 000	...	...	87 559 000		Total—Crédit 1	785 354 074	49 850 713	...	787 744 629
...	...	1	...	1	5	Dépenses en capital				
...	...	...	9 824 999	9 824 999	5a	Virement de 9 824 999 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	87 559 000	1	9 824 999	97 384 000		Virement du crédit 10				
...	417 236 000	...	...	417 236 000		Total—Crédit 5	92 022 482	5 361 518	...	88 754 941
...	...	1	...	1	10	Subventions et contributions				
...	...	...	13 504 999	13 504 999	10b	Virement de 13 504 999 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	...	(37 097 799)	(37 097 799)		Virement du crédit 1				
...	...	...	(9 824 999)	(9 824 999)		Virement au : crédit 1				
...	417 236 000	1	(33 417 799)	383 818 202		crédit 5				
...	...	1	...	1		Total—Crédit 10	332 645 390	51 172 812	...	374 678 050
...	...	...	52 014	52 014	11b	Radier des créances et des obligations envers Sa Majesté du chef du Canada totalisant 52 014 \$, sommes dues par 14 créanciers—Virement de 52 014 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
...	...	1	52 014	52 015		Virement du crédit 1				
...	48 645	...	...	48 645		Total—Crédit 11b	52 014	1	...	...
...	48 645	...	...	48 645	(S)	Ministre des Affaires étrangères —Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...	48 645
...	250 000	...	49 923	299 923	(S)	Ministre du Commerce international —Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...	48 645
...	57 574 000	...	2 203 000	59 777 000	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique	299 923	...	...	254 805
27 341 276	2 302 000	...	(2 302 000)	27 341 276	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	59 777 000	...	...	53 192 000
...	...	...	718 258	718 258	(S)	Fonds renouvelable du Bureau des passeports	(2 369 076)	...	29 710 352	(6 590 887)
					(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	718 258	...	...	790 047

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	...	...	46 389	46 389	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	46 389	...	...	1 104
795 200	...	...	2 828 369	3 623 569	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 769 602	58 767	795 200	2 325 686
28 136 476	1 376 682 290	4	3 543 939	1 408 362 709		Total budgétaire	1 271 413 346	106 443 811	30 505 552	1 301 247 665
11 324 365	...	...	...	11 324 365	L11	Avances de fonds de roulement relativement aux prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger selon le crédit L12c de la Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits. Limite 22 500 000 \$ (Net)	(89 147)	...	11 413 512	(1 265 853)
38 145 140	...	...	...	38 145 140	L12	Avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger selon le crédit 630 de la Loi des subsides n° 2 de 1954, modifié par le crédit L12 de la Loi de crédits n° 3 de 1989-1990. Limite 50 000 000 \$ (Net)	(4 456 329)	...	42 601 469	(85 468)
49 469 505	...	...	...	49 469 505		Total non budgétaire	(4 545 476)	...	54 014 981	(1 351 321)
28 136 476	1 376 682 290	4	3 543 939	1 408 362 709		Total du ministère—	1 271 413 346	106 443 811	30 505 552	1 301 247 665
49 469 505	...	...	...	49 469 505		Budgétaire	(4 545 476)	...	54 014 981	(1 351 321)
...	...	...	10 948 000	10 948 000	40	Corporation commerciale canadienne⁽¹⁾	10 941 656	6 344	...	11 823 363
10 000 000	...	...	...	10 000 000	(S)	(L) Versements à la Corporation en vertu de la Loi sur la Corporation commerciale canadienne, article 11. Limite 10 000 000 \$ (Net)	...	...	10 000 000	...
10 000 000	...	...	10 948 000	10 948 000		Total du programme—	10 941 656	6 344	...	11 823 363
...	97 879 355	...	...	97 879 355	15	Agence canadienne de développement international	...	...	...	...
...	...	3 553 200	...	3 553 200	15a	Dépenses de fonctionnement	...	...	...	...
...	...	1	...	1	15b	Virement de 2 879 270 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international)	...	...	...	...
...	...	...	3 750 644	3 750 644		Virement de 871 374 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international)	...	...	...	...
...	97 879 355	3 553 201	3 750 644	105 183 200		Virement du crédit 20	100 093 380	5 089 820	...	101 692 358
						Total—Crédit 15				

...	1 576 566 000	...	...	1 576 566 000
...	...	1	...	1
...	...	1	...	1
...	...	...	(3 750 644)	(3 750 644)
...	...	...	(4 928 626)	(4 928 626)
...	1 576 566 000	2	(8 679 270)	1 567 886 732
...	...	16 653 084	...	16 653 084
...	...	...	4 928 626	4 928 626
...	...	16 653 084	4 928 626	21 581 710
...	48 645	...	(392)	48 253
...	146 200 000	...	15 403 859	161 603 859
...	9 595 000	...	271 144	9 866 144
...	...	...	730	730
18 085	...	...	5 978	24 063
18 085	1 830 289 000	20 206 287	15 681 319	1 866 194 691

20	Subventions et contributions			
20a	Subventions			
20b	Subventions			
	Virement au : crédit 15			
	crédit 21b			
	Total—Crédit 20	1 557 717 523	10 169 209	... 1 553 493 088
21b	Faire grâce de certaines dettes et obligations dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant à 21 581 710 \$ et qui représentent des rajustements sur le résidu de principal que lui doivent six pays —Virement de 4 928 626 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international)			
	Virement du crédit 20			
	Total—Crédit 21b	20 143 100	1 438 610	... 11 910 000
(S)	Ministre de la Coopération internationale —Traitement et allocation pour automobile	48 253	...	... 9 023
(S)	Paiements (encaissement de billets) aux Fonds d'institutions financières internationales (Loi d'aide au développement international (institutions financières) et lois de crédits des exercices antérieurs)	161 603 859	...	... 152 702 453
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 866 144	...	... 9 085 717
(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	730	...	...
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	21 175	...	2 888 ...
	Total budgétaire	1 849 494 164	16 697 639	2 888 1 828 892 639
	Fonds d'institutions financières internationales			
L25	Délivrance de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 65 000 000 \$ conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières) pour des contributions au Fonds d'institutions financières internationales (Brut)	51 989 544	13 010 456	... 69 408 119
	Comptes d'investissements d'institutions financières internationales			
L30	Paiement ne devant pas dépasser 2 232 954 \$ US à la Banque asiatique de développement même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens évalué à 3 020 070 \$ au 27 novembre 1995, et pour confirmer que le capital remboursable canadien relié à ce paiement est de 109 414 736 \$ US et la délivrance de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 7 780 000 \$ US conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières) pour souscriptions au capital des institutions financières internationales et pour confirmer que le capital remboursable canadien relié à la délivrance de ces billets est de 407 670 000 \$ US (Brut)	...	...	... ..
	...	3 020 070	...	(3 020 070) ...

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	8 182 000	...	(8 182 000)	...	(S) (L) Paiements (encaissement de billets) aux institutions financières internationales —Souscription au capital (Brut)	...	...	...	...
					Banque de développement des Caraïbes				
66 598 422	...	...	...	66 598 422	(S) (L) Autorisation de souscrire pour 8 124 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :				
...	...	...	1 239 747	1 239 747	Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
66 598 422	...	...	1 239 747	67 838 169	Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
					Total ⁽²⁾	67 838 169	...
					Banque africaine de développement				
692 109 648	...	...	(41 244 103) ⁽³⁾	650 865 545	(S) (L) Autorisation de souscrire pour 44 100 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque africaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :				
...	...	...	4 486 511	4 486 511	Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
692 109 648	...	...	(36 757 592)	655 352 056	Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
					Total ⁽²⁾	655 352 056	...
					Banque asiatique de développement				
...	...	...	3 059 817 ⁽⁴⁾	3 059 817	L30 Paiement ne devant pas dépasser 2 232 954 \$ US à la Banque asiatique de développement même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens évalué à 3 020 070 \$ au 27 novembre 1995, et pour confirmer que le capital remboursable canadien relié à ce paiement est de 109 414 736 \$ US (Brut)	3 059 817	...	...	...
...	...	...	4 584 366	4 584 366	L30 Délivrance de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables d'un montant ne devant pas dépasser 3 723 068 \$ US conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières) pour souscriptions au capital de la Banque asiatique de développement et pour confirmer que le capital remboursable canadien relié à la délivrance de ces billets est de 183 060 997 \$ US (Brut)	4 584 366	...	...	4 616 520

2 680 762 654	...	...	...	2 680 762 654	(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 172 125 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque asiatique de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :				
...	...	...	38 790 226	38 790 226		Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
2 680 762 654	...	...	38 790 226	2 719 552 880		Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
<hr/>						Total ⁽²⁾	2 719 552 880	...
<hr/>						Banque interaméricaine de développement				
...	...	...	5 544 122	5 544 122	L30	Délivrance de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables d'un montant ne devant pas dépasser 4 056 932 \$ US conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières) pour souscriptions au capital de la Banque interaméricaine de développement et pour confirmer que le capital remboursable canadien relié à la délivrance de ces billets est de 224 609 003 \$ US (Brut)	5 544 122	...	...	5 494 152
5 254 564 217	...	...	...	5 254 564 217	(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 320 490 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :				
...	...	...	97 815 080	97 815 080		Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en \$ CAN à cette date)				
5 254 564 217	...	...	97 815 080	5 352 379 297		Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
<hr/>						Total ⁽²⁾	5 352 379 297	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 856 184
8 694 034 941	11 202 071	...	168 073 695	8 873 310 707		Total non budgétaire	65 177 849	13 010 456	8 795 122 402	81 374 975
<hr/>						Total du programme—				
18 085 1 830 289 000	20 206 287	15 681 319	1 866 194 691			Budgétaire	1 849 494 164	16 697 639	2 888 1 828 892 639	
8 694 034 941	11 202 071	...	168 073 695	8 873 310 707		Non budgétaire	65 177 849	13 010 456	8 795 122 402	81 374 975
<hr/>						Société pour l'expansion des exportations				
...	...	13 500 000	...	13 500 000	31a	Conformément à l'article 24.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques et en vertu d'un accord conclu entre le gouvernement du Canada et LIAT (1974) Ltd., renonciation à une tranche de 9 800 000 \$ US sur le principal d'une dette envers Sa Majesté du chef du Canada, à l'égard d'un prêt consenti à LIAT (1974) Ltd., bien que le montant faisant l'objet de la renonciation puisse dépasser l'équivalent de cette somme en dollars canadiens, soit environ 13 500 000 \$ CAN au 6 septembre 1996	13 500 000	...	...	...
...	...	...	17 819 729	17 819 729	(S)	Dépenses d'administration	17 819 729	...	...	16 679 983

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	(S)	\$	\$	\$	\$
...	135 000 000	...	(135 000 000)	...	(S) Une partie de l'autorisation budgétaire autorisée en vertu de l'article 24 de la Loi sur l'expansion des exportations (voir ci-dessous) ⁽⁵⁾				
...	...	...	47 980 739	47 980 739	Virement de l'autorisation non budgétaire ⁽⁵⁾				
...	135 000 000	...	(87 019 261)	47 980 739	Total de l'autorisation budgétaire reliée à l'article 24 ⁽⁵⁾	47 980 739	...	...	55 021 278
...	135 000 000	13 500 000	(69 199 532)	79 300 468	Total budgétaire	79 300 468	...	...	71 701 261
516 800 000	...	...	...	516 800 000	(S) (L) Paiements pour souscription de capital-actions de la Société en vertu de la Loi sur l'expansion des exportations, article 11. Limite 1 500 000 000 \$ (Brut)	...	...	516 800 000	132 000 000
12 087 873 168	...	...	1 363 529 961	13 451 403 129	(L) Emprunt de la Société en vertu des articles 12, 13 et 14 de la Loi, limité par du capital payé et des bénéfices non répartis (Net)	...	...	13 451 403 129	...
9 922 579 164	309 400 000	...	(73 521 469)	10 158 457 695	(S) L'autorisation maximale de 13 000 000 000 \$ en vertu de l'article 24 de la Loi sur l'expansion des exportations relatif aux prêts effectués conformément à l'article 23 ⁽⁵⁾				
...	...	...	(47 980 739)	(47 980 739)	Moins : partie budgétaire de l'autorisation (voir ci-dessus) ⁽⁵⁾				
9 922 579 164	309 400 000	...	(121 502 208)	10 110 476 956	Total de l'autorisation non budgétaire reliée à l'article 24 (Net) ⁽⁵⁾	4 345 236	...	10 106 131 720	231 179 769
22 527 252 332	309 400 000	...	1 242 027 753	24 078 680 085	Total non budgétaire	4 345 236	...	24 074 334 849	363 179 769
...	135 000 000	13 500 000	(69 199 532)	79 300 468	Total du programme—Budgétaire	79 300 468	...	...	71 701 261
22 527 252 332	309 400 000	...	1 242 027 753	24 078 680 085	Non budgétaire	4 345 236	...	24 074 334 849	363 179 769
Centre de recherches pour le développement international									
...	96 100 000	...	...	96 100 000	35 Versements au Centre de recherches pour le développement international	96 100 000	...	...	96 100 000
...	96 100 000	...	...	96 100 000	Total du programme—Budgétaire	96 100 000	...	...	96 100 000
Commission mixte internationale									
...	4 159 000	...	...	4 159 000	40 Dépenses du programme	3 999 381	159 619	...	4 113 829
...	300 000	...	...	300 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	300 000	...	...	298 000
...	4 459 000	...	...	4 459 000	Total du programme—Budgétaire	4 299 381	159 619	...	4 411 829

...	2 085 000	...	...	2 085 000	45	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne				
					(S)	Dépenses du programme	1 414 566	670 434	...	1 624 635
...	99 000	...	...	99 000		Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	99 000	...	...	89 000
...	2 184 000	...	...	2 184 000		Total du programme—Budgétaire	1 513 566	670 434	...	1 713 635
						Administration du pipe-line du Nord				
...	235 000	...	...	235 000	50	Dépenses du programme	121 587	113 413	...	112 981
...	16 000	...	...	16 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 000	...	...	15 000
...	251 000	...	...	251 000		Total du programme—Budgétaire	137 587	113 413	...	127 981
						Total du portefeuille ministériel—				
28 154 561	3 444 965 290	33 706 291	(39 026 274)	3 467 799 868						

Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Politique étrangère, priorités et coordination	17 347 071	16 388 151	88 045	83 617	2 095 000	2 056 687	...	...	...	...	19 530 116	18 528 455
Expansion du commerce international	50 114 928	47 813 277	810 329	779 993	18 062 920	18 062 920	...	...	...	...	68 988 177	66 656 190
Politiques économiques et commerciales et d'aide au développement	19 353 677	18 237 749	404 647	388 013	35 547 866	32 354 667	...	...	...	...	55 306 190	50 980 429
Affaires politiques et de sécurité internationale	59 513 985	56 743 029	2 166 967	2 047 366	253 089 636	207 877 104	...	...	...	...	314 770 588	266 667 499
Affaires juridiques et consulaires	6 966 104	6 476 011	460 241	435 505	7 044 187	7 043 417	...	...	...	...	14 470 532	13 954 933
Communications et culture	16 297 456	15 117 858	66 331	62 020	25 835 000	25 833 352	...	...	...	...	42 198 787	41 013 230
Relations et activités bilatérales —												
Budgétaire	673 045 239	633 789 439	82 973 865	78 390 639	42 128 593	39 402 243	2 921 000	2 106 898	...	...	795 226 697	749 475 423
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	49 469 505	(4 545 476)	49 469 505	(4 545 476)
Passports	74 905 731	43 651 761	2 854 545	2 854 545	...	...	50 419 000	48 875 382	...	...	27 341 276	(2 369 076)
Soutien opérationnel, planification des ressources humaines et administration	59 801 848	56 356 011	10 413 575	9 835 329	314 923	314 923	...	...	...	...	70 530 346	66 506 263
Sous-total—												
Budgétaire	977 346 039	894 573 286	100 238 545	94 877 027	384 118 125	332 945 313	53 340 000	50 982 280	...	...	1 408 362 709	1 271 413 346
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	49 469 505	(4 545 476)	49 469 505	(4 545 476)
Recettes affectées aux dépenses	(53 340 000)	(50 982 280)	...	...	...	...	(53 340 000)	(50 982 280)	...	...	...	...
Total du ministère—												
Budgétaire	924 006 039	843 591 006	100 238 545	94 877 027	384 118 125	332 945 313	...	...	...	...	1 408 362 709	1 271 413 346
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	49 469 505	(4 545 476)	49 469 505	(4 545 476)
Corporation commerciale canadienne—												
Budgétaire	10 948 000	10 941 656	...	...	...	...	...	...	...	...	10 948 000	10 941 656
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	10 000 000	...	10 000 000	...
Agence canadienne de développement international												
Programme de partenariat —												
Budgétaire	15 139 801	14 151 914	...	...	731 444 486	731 437 975	...	...	...	...	746 584 287	745 589 889
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	8 873 310 707	65 177 849	8 873 310 707	65 177 849
Initiatives nationales	63 183 928	61 510 881	...	...	900 566 472	890 522 223	...	...	...	...	963 750 400	952 033 104

Pays en transition	7 124 789	6 611 115	...	...	97 479 633	97 361 184	...	...	...	...	104 604 422	103 972 299
Services généraux	51 255 582	47 898 872	...	...	...	...	...	...	...	...	51 255 582	47 898 872
Total du programme—												
Budgétaire	136 704 100	130 172 782	...	...	1 729 490 591	1 719 321 382	...	...	...	...	1 866 194 691	1 849 494 164
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	8 873 310 707	65 177 849	8 873 310 707	65 177 849
Société pour l'expansion des exportations—												
Budgétaire	79 300 468	79 300 468	...	...	...	...	...	...	...	...	79 300 468	79 300 468
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	24 078 680 085	4 345 236	24 078 680 085	4 345 236
Centre de recherches pour le développement international—												
Budgétaire	96 100 000	96 100 000	...	...	...	...	...	...	...	...	96 100 000	96 100 000
Commission mixte internationale												
Opération et administration du bureau de la section canadienne	2 142 700	2 118 986	148 300	148 277	...	...	...	...	...	...	2 291 000	2 267 263
Opération et administration du bureau régional des Grands Lacs	2 128 000	1 997 473	40 000	34 645	...	...	...	...	...	...	2 168 000	2 032 118
Total du programme—Budgétaire	4 270 700	4 116 459	188 300	182 922	...	...	...	...	...	...	4 459 000	4 299 381
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne—												
Budgétaire	2 184 000	1 513 566	...	...	...	...	...	...	...	...	2 184 000	1 513 566
Administration du pipe-line du Nord												
Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel	251 000	137 587	...	...	...	...	...	...	...	...	251 000	137 587
Total du programme—Budgétaire	251 000	137 587	...	...	...	...	...	...	...	...	251 000	137 587
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	1 253 764 307	1 165 873 524	100 426 845	95 059 949	2 113 608 716	2 052 266 695	...	...	...	...	3 467 799 868	3 313 200 168
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	33 011 460 297	64 977 609	33 011 460 297	64 977 609

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Subventions									
Expansion du commerce international									
...	2 000 000	...	(350 075)	1 649 925	Subventions en vertu du programme de développement des marchés d'exportation	1 649 925	...	...	1 100 000
...	...	1	2 999 999	3 000 000	Subvention à la Fondation Canada-Israël pour la recherche et le développement industriels	3 000 000	...	...	...
...	2 000 000	1	2 649 924	4 649 925		4 649 925	...	...	1 100 000
Affaires politiques et de sécurité internationale									
...	25 000	...	...	25 000	Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	25 000	...	...	24 300
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	26 778
...	25 000	...	...	25 000		25 000	...	...	51 078
Affaires juridiques et consulaires									
...	4 842 000	...	2 090 987	6 932 987	Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	6 932 987	...	...	5 609 991
...	16 000	...	(16 000)	...	Subventions en vue du paiement des taxes foncières et des coûts d'amélioration locale afférents aux propriétés diplomatiques secondaires au Canada	...	...	...	...
...	4 858 000	...	2 074 987	6 932 987		6 932 987	...	...	5 609 991
Communications et culture									
...	13 612 000	...	1 600 000	15 212 000	Subventions dans le domaine des relations avec les universités	15 210 799	1 201	...	14 037 032
...	4 694 000	...	(75 000)	4 619 000	Subventions dans le domaine des relations culturelles	4 618 553	447	...	4 682 141
...	4 000	...	...	4 000	Office du baccalauréat international	4 000	...	...	4 000
...	18 310 000	...	1 525 000	19 835 000		19 833 352	1 648	...	18 723 173
Relations et activités bilatérales									
...	273 500	...	...	273 500	Subventions pour l'expansion du commerce international en Asie-Pacifique	273 500	...	...	372 300
...	1 033 000	...	...	1 033 000	Subventions pour les mesures visant l'Asie-Pacifique	1 033 000	...	...	1 215 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	600 000
...	1 306 500	...	...	1 306 500		1 306 500	...	...	2 187 300
Soutien opérationnel, planification des ressources humaines et administration									
...	15 000	...	...	15 000	Association de la communauté du service extérieur	15 000	...	...	15 000

...	250 000	...	49 923	299 923	(S) Paiements en vertu de la Loi sur la pension spéciale du service diplomatique	299 923	...	...	254 805
...	265 000	...	49 923	314 923		314 923	...	...	269 805
...	26 764 500	1	6 299 834	33 064 335	Total—Subventions	33 062 687	1 648	...	27 941 347
Contributions									
...	200 000	...	299 000	499 000	Politique étrangère, priorités et coordination				
...	1 853 000	...	(257 000)	1 596 000	Contributions au soutien des intérêts du Canada à l'étranger	487 509	11 491	...	486 799
...	2 053 000	...	42 000	2 095 000	Contributions à l'appui de la consultation, de la recherche et de l'information sur la politique étrangère	1 569 178	26 822	...	1 045 274
						2 056 687	38 313	...	1 532 073
...	9 520 000	...	3 892 995	13 412 995	Expansion du commerce international				
					Contributions en vertu du programme de développement des marchés d'exportation	13 412 995	...	...	13 144 284
...	442 000	...	...	442 000	Politiques économiques et commerciales et d'aide au développement				
...	475 000	...	...	475 000	Contributions aux organisations internationales de produits de base (9 749 427 francs belges)	411 506	30 494	...	457 377
...	11 397 000	...	...	11 397 000	Organisation mondiale des douanes (10 470 250 francs belges)	459 864	15 136	...	487 181
...	1 218 000	...	...	1 218 000	Agence internationale de l'énergie atomique (1 243 814 \$ US) (73 980 130 ATS)	10 677 719	719 281	...	11 180 276
...	5 519 000	...	...	5 519 000	Agence internationale de l'énergie (4 546 093 francs français)	1 076 716	141 284	...	1 165 654
...	584 000	...	...	584 000	Organisation mondiale du commerce (4 922 800 francs suisses)	4 427 561	1 091 439	...	5 128 753
...	9 766 000	...	...	9 766 000	Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (2 180 965 francs français)	480 269	103 731	...	551 189
...	210 000	...	...	210 000	Organisation de coopération et de développement économiques (36 455 000 francs français)	8 768 083	997 917	...	9 577 457
...	925 000	...	...	925 000	Organisation de coopération et de développement économiques—Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (781 853 francs français)	176 880	33 120	...	204 738
...	632 000	...	...	632 000	Fonds volontaire des Nations Unies pour l'environnement	925 000	...	...	925 000
...	1 302 000	...	2 018 000	3 320 000	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (563 917 francs suisses)	571 204	60 796	...	667 967
...	1 178 000	...	(178 939)	999 061	Contributions pour promouvoir des intérêts canadiens en matière d'environnement en ce qui concerne les océans et les forêts et les autres priorités	3 320 000	...	...	2 733 636
...	400 000	...	(339 195)	60 805	Contributions à l'appui des recherches et initiatives multilatérales touchant à l'environnement	999 060	1	...	1 646 007
...	...	...	...	...	Contributions pour promouvoir le groupe bilatéral et le transfert de technologies touchant à l'environnement	60 805	...	...	90 000
...	34 048 000	...	1 499 866	35 547 866	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	184 013
						32 354 667	3 193 199	...	34 999 248
...	12 316 000	...	...	12 316 000	Affaires politiques et de sécurité internationale				
...	1 047 000	...	103 271	1 150 271	Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones (45 973 778 francs français)	10 853 015	1 462 985	...	11 464 580
...	307 000	...	...	307 000	Fondation du Commonwealth (540 000 livres sterling)	1 150 271	...	...	1 059 082
...	3 931 000	...	157 225	4 088 225	Conseil des sciences du Commonwealth (148 586 livres sterling)	299 740	7 260	...	294 847
...	1 307 000	...	...	1 307 000	Secrétariat du Commonwealth (1 901 121 livres sterling)	4 088 224	1	...	3 824 094
...	16 266 000	...	...	16 266 000	Programme du Commonwealth pour la jeunesse (632 259 livres sterling)	1 268 558	38 442	...	1 277 617
					Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (11 760 000 \$ US)	14 149 475	2 116 525	...	14 744 535

Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
...	1 945 000	...	...	1 945 000	Organisation de l'aviation civile internationale (1 405 950 \$ US)	1 807 063	137 937	...	1 865 083
...	11 606 000	...	...	11 606 000	Organisation internationale du travail (10 352 188 FS)	10 050 498	1 555 502	...	12 094 335
...	367 000	...	...	367 000	Organisation maritime internationale (177 451 livres sterling)	356 204	10 796	...	303 673
...	12 182 000	...	1 672 288	13 854 288	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord —Administration civile (268 699 139 francs belges)	13 854 287	1	...	10 798 121
...	2 859 000	...	...	2 859 000	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord —Programmes scientifiques (63 070 141 francs belges)	2 562 242	296 758	...	2 694 307
...	542 000	...	50 700	592 700	Contributions aux fins de participation aux activités de la francophonie internationale	592 700	...	...	541 308
...	50 000	...	11 000	61 000	Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (18 947 994 CFA)	55 231	5 769	...	55 521
...	30 000	...	...	30 000	Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones	30 000	...	...	15 000
...	16 500 000	...	...	16 500 000	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (39 207 268 francs français) (4 335 167 \$ US)	15 767 685	732 315	...	16 791 623
...	50 976 000	...	(1 953 784)	49 022 216	Organisation des Nations Unies (36 853 000 \$ US)	44 928 474	4 093 742	...	47 599 773
...	17 836 000	...	...	17 836 000	Organisation mondiale de la santé (12 894 840 \$ US)	16 977 298	858 702	...	17 112 804
...	6 023 000	...	...	6 023 000	Force intérimaire des Nations Unies au Liban (4 354 000 \$ US)	5 738 517	284 483	...	4 065 054
...	1 377 000	...	...	1 377 000	Force des Nations Unies au Moyen-Orient chargée d'observer le désengagement (995 200 \$ US)	1 293 729	83 271	...	1 287 776
...	16 347 000	...	...	16 347 000	Mission de vérification des Nations Unies en Angola (11 818 000 \$ US)	10 910 088	5 436 912	...	14 672 529
...	990 000	...	...	990 000	Mission d'observation des Nations Unies en Irak et au Koweït (715 300 \$ US)	392 778	597 222	...	875 580
...	430 000	...	322 600	752 600	Mission des Nations Unies pour le référendum au Sahara occidental (311 000 \$ US)	750 719	1 881	...	3 560 764
...	86 035 000	...	(56 871 598)	29 163 402	Force de protection des Nations Unies (Yougoslavie) (62 200 000 \$ US)	27 082 866	2 080 536	...	51 136 136
...	9 679 000	...	...	9 679 000	Opération des Nations Unies au Rwanda (6 997 500 \$ US)	1 408 045	8 270 955	...	9 057 657
...	968 000	...	...	968 000	Force des Nations Unies à Chypre (699 750 \$ US)	944 073	23 927	...	912 808
...	10 754 000	...	...	10 754 000	Mission des Nations Unies à Haïti (7 775 000 \$ US)	2 523 087	8 230 913	...	6 432 061
...	731 000	...	...	731 000	Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (528 700 \$ US)	...	731 000	...	1 377 449
...	688 000	...	...	688 000	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (497 600 \$ US)	593 854	94 146	...	543 408
...	430 000	...	...	430 000	Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (311 000 \$ US)	205 490	224 510	...	391 400
...	7 500 000	...	1 800 000	9 300 000	Contributions aux projets et activités de développement découlant des sommets de la francophonie	9 300 000	...	...	6 649 207
...	8 092 000	...	...	8 092 000	Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (5 850 000 \$ US)	1 041 406	7 050 594	...	563 951
...	4 658 000	...	...	4 658 000	Contributions pour la participation canadienne aux activités et organismes de l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (35 610 000 ATS)	4 007 575	650 425	...	3 834 196

...	565 000	...	...	565 000	Contributions aux organismes de non-prolifération des armes nucléaires, de contrôle des armements et de désarmement (408 474 \$ US)	430 247	134 753	...	338 498
...	500 000	...	...	500 000	Centre canadien d'entraînement au maintien de la paix internationale	500 000	...	...	500 000
...	...	...	1 938 934	1 938 934	Secrétariat permanent de la Convention sur la diversité biologique des Nations Unies	1 938 665	269	...	474 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 308 644
...	305 834 000	...	(52 769 364)	253 064 636		207 852 104	45 212 532	...	251 517 421
...	30 000	...	...	30 000	Affaires juridiques et consulaires				
...	...	...	21 200	21 200	Cour permanente d'arbitrage (36 795 FL)	29 848	152	...	31 697
...	...	...	60 000	60 000	Commission internationale d'enquête factuelle (CIEF)	20 582	618	...	37 018
...	...	...	...	...	Service social international du Canada	60 000	...	...	...
...	30 000	...	81 200	111 200		110 430	770	...	68 715
...	...	...	5 000 000	5 000 000	Communications et culture				
...	...	...	1 000 000	1 000 000	Paiements à la Société Radio-Canada pour l'exploitation de Radio-Canada International	5 000 000	...	...	8 350 800
...	...	...	6 000 000	6 000 000	Contribution à TV 5	1 000 000	...	...	...
...	...	...	6 000 000	6 000 000		6 000 000	...	...	8 350 800
...	4 648 000	...	...	4 648 000	Relations et activités bilatérales				
...	899 000	...	...	899 000	Institut interaméricain pour la coopération en agriculture (3 360 586 \$ US)	4 592 451	55 549	...	4 690 112
...	90 000	...	139 205	229 205	Commission du parc international Roosevelt de Campobello (650 000 \$ US)	888 014	10 986	...	888 977
...	1 612 500	...	(529 612)	1 082 888	Contributions au développement de la technologie avec l'Europe	229 205	...	...	175 818
...	2 810 000	...	(3 880)	2 806 120	Contributions pour l'expansion du commerce international en Asie-Pacifique	1 082 887	1	...	1 424 675
...	14 526 000	...	...	14 526 000	Contributions pour les mesures visant l'Asie-Pacifique	2 805 915	205	...	1 516 269
...	13 720 000	...	...	13 720 000	Organisation des états américains (10 501 798 \$ US)	12 258 651	2 267 349	...	12 332 933
...	415 000	...	3 880	418 880	Organisation panaméricaine de la santé (9 919 273 \$ US)	13 343 174	376 826	...	13 094 542
...	516 000	...	266 000	782 000	Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique	418 880	...	...	417 520
...	...	...	200 000	200 000	Conseil de mise en oeuvre de l'accord de paix (373 200 \$ US)	769 461	12 539	...	195 483
...	...	...	1 250 000	1 250 000	Contribution à la Fondation canadienne pour les Amériques	200 000	...	...	...
...	...	...	260 000	260 000	Korean Peninsula Energy Development Organization	1 250 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Institut panaméricain de géographie et d'histoire	257 105	2 895	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 642 638
...	39 236 500	...	1 585 593	40 822 093		38 095 743	2 726 350	...	37 378 967
...	390 721 500	...	(39 667 710)	351 053 790	Total—Contributions	299 882 626	51 171 164	...	346 991 508
...	2 053 000	...	42 000	2 095 000	Sommaire du ministère par activité				
...	11 520 000	1	6 542 919	18 062 920	Politique étrangère, priorités et coordination	2 056 687	38 313	...	1 532 073
...	34 048 000	...	1 499 866	35 547 866	Expansion du commerce international	18 062 920	...	...	14 244 284
...	305 859 000	...	(52 769 364)	253 089 636	Politiques économiques et commerciales et d'aide au développement	32 354 667	3 193 199	...	34 999 248
...	...	...	...	...	Affaires politiques et de sécurité internationale	207 877 104	45 212 532	...	251 568 499

Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	4 888 000	...	2 156 187	7 044 187	Affaires juridiques et consulaires	7 043 417	770	...	5 678 706
...	18 310 000	...	7 525 000	25 835 000	Communications et culture	25 833 352	1 648	...	27 073 973
...	40 543 000	...	1 585 593	42 128 593	Relations et activités bilatérales	39 402 243	2 726 350	...	39 566 267
...	265 000	...	49 923	314 923	Soutien opérationnel, planification des ressources humaines et administration	314 923	...	...	269 805
...	417 486 000	1	(33 367 876)	384 118 125	Total du ministère	332 945 313	51 172 812	...	374 932 855
Agence canadienne de développement international									
Subventions									
Programme de partenariat									
...	1 000 000	...	...	1 000 000	Subvention à l'Institut Nord-Sud	1 000 000	...	...	1 000 000
...	5 000 000	...	...	5 000 000	Subvention au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	5 000 000	...	...	5 000 000
...	122 087 000	2	2 517 697	124 604 699	Aide au développement à l'appui des activités, des programmes généraux et des programmes et projets particuliers d'institutions et d'organisations de développement international, et des institutions financières internationales et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	124 604 697	2	...	128 574 137
...	107 593 000	...	(9 034 940)	98 558 060	Mise en oeuvre de programmes de lutte contre la faim et la malnutrition par le biais des institutions internationales de développement et d'alimentation, des organisations non gouvernementales internationales ou du Centre de recherches pour le développement international, au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	98 557 734	326	...	99 722 074
...	123 952 000	...	(56 715 295)	67 236 705	Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs organisations et organismes à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités de dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets	67 236 615	90	...	51 019 389
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	7 175 800
...	359 632 000	2	(63 232 538)	296 399 464		296 399 046	418	...	292 491 400

					Initiatives nationales				
					Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'activités et de programmes généraux de même que de programmes, projets, activités et appels particuliers, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets				
...	73 658 000	...	(156 619)	73 501 381	73 501 381	...	...	73 355 850
					Aide au développement pour l'éducation et la formation des individus et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets				
...	8 900 000	...	(294 609)	8 605 391	8 605 391	...	...	7 639 676
...	82 558 000	...	(451 228)	82 106 772	82 106 772	...	...	80 995 526
					Pays en transition				
					Subventions pour la coopération avec les pays en transition de l'Europe centrale et orientale et de l'ancienne Union soviétique				
...	250 000	...	(250 000)	...	...	...	...	250 000
...	442 440 000	2	(63 933 766)	378 506 236	378 505 818	418	...	373 736 926	
					Contributions				
					Programme de partenariat				
					Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs organisations et organismes à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets				
...	83 301 000	...	60 663 898	143 964 898	143 959 312	5 586	...	138 512 341	
					Encouragements à des investisseurs, institutions et organismes canadiens, internationaux et de pays en développement, ainsi qu'à des gouvernements, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération industrielle, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets				
...	64 956 000	...	(4 807 662)	60 148 338	60 148 330	8	...	67 456 658	
					Aide au développement à l'appui des activités, des programmes généraux et des programmes et projets particuliers d'institutions et d'organisations de développement international, et des institutions financières internationales et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets				
...	100 000	...	605 918	705 918	705 419	499	...	165 000	
					Mise en oeuvre de programmes de lutte contre la faim et la malnutrition par le biais des institutions internationales de développement, des organisations non gouvernementales internationales ou du Centre de recherches pour le développement international, au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets				
...	100 000	...	66 179 116	66 279 116	66 279 116	...	...	26 617 651
...	2 600 000	...	(257 107)	2 342 893	2 342 893	...	...	2 391 924
...	...	...	...	...	...	...	...	118 762
...	151 057 000	...	122 384 163	273 441 163	273 435 070	6 093	...	235 262 336	

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Initiatives nationales									
...	734 718 000	...	(4 539 672)	730 178 328	Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à des pays en développement et à des organismes et institutions de ces pays, ainsi que des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux et régionaux, à des gouvernements provinciaux, à leurs organisations et organismes, et à des sociétés canadiennes du secteur privé, à l'appui de projets, de programmes et d'activités visant des pays ou des régions donnés, et à l'égard de dépenses spéciales liées aux programmes et aux projets qui s'y rattachent directement				
					720 241 972	9 936 356	...	719 024 949	
...	143 597 000	...	(58 850 063)	84 746 937	Mise en oeuvre de programmes de lutte contre la faim et la malnutrition par le biais des pays en développement, des organismes et des personnes de ces pays, des organisations non gouvernementales canadiennes ou des institutions de développement, au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets				
					84 741 073	5 864	...	134 047 799	
...	100 000	...	315 100	415 100	Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'activités et de programmes généraux de même que de programmes, projets, activités et appels particuliers, et dépenses spéciales qui se rattachent directement à des programmes et à des projets				
					415 100	...	...	100 000
...	3 879 000	...	(759 665)	3 119 335	Contributions à l'appui du programme d'information sur le développement versées aux organisations canadiennes ou internationales de communications, à d'autres ministères fédéraux, ou des gouvernements provinciaux ou municipaux, à des radiodiffuseurs, des producteurs et d'autres institutions et gouvernements donateurs concernant la production et la diffusion d'information sur le développement, de matériel éducatif et d'activités connexes				
					3 017 306	102 029	...	2 310 409	
...	882 294 000	...	(63 834 300)	818 459 700	808 415 451	10 044 249	...	855 483 157	
Pays en transition									
...	100 775 000	...	(3 295 367)	97 479 633	Contributions pour la coopération avec les pays en transition de l'Europe centrale et de l'Est et de l'ancienne Union soviétique				
					97 361 184	118 449	...	89 010 669	
...	1 134 126 000	...	55 254 496	1 189 380 496	1 179 211 705	10 168 791	...	1 179 756 162	

Autres paiements de transfert

Programme de partenariat

(S) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la Loi d'aide au développement international (institutions financières)

...	146 200 000	...	15 403 859	161 603 859		161 603 859	...	...	152 702 453
Sommaire du programme par activité									
...	656 889 000	2	74 555 484	731 444 486	Programme de partenariat	731 437 975	6 511	...	680 456 189
...	964 852 000	...	(64 285 528)	900 566 472	Initiatives nationales	890 522 223	10 044 249	...	936 478 683
...	101 025 000	...	(3 545 367)	97 479 633	Pays en transition	97 361 184	118 449	...	89 260 669
...	1 722 766 000	2	6 724 589	1 729 490 591	Total du programme	1 719 321 382	10 169 209	...	1 706 195 541
...	2 140 252 000	3	(26 643 287)	2 113 608 716	Total du portefeuille ministériel	2 052 266 695	61 342 021	...	2 081 128 396

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Expansion du commerce international			
Foirs commerciales et missions axées sur le commerce, la technologie et l'investissement	...	64 824	...
Relations et activités bilatérales			
Centres canadiens des affaires	1 153 000	2 042 074	1 615 442
Passeports			
Frais de passeports	50 419 000	48 858 740	53 336 400
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	...	16 642	29 501
Total budgétaire	51 572 000⁽¹⁾	50 982 280	54 981 343
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Prêts et avances pour les employés affectés à l'étranger	...	9 474 723	9 943 321
Avances au financement des missions à l'étranger	...	656 457 804	702 600 382
Total non budgétaire	...	665 932 527	712 543 703
Total du ministère—			
Budgétaire	51 572 000⁽¹⁾	50 982 280	54 981 343
Non budgétaire	...	665 932 527	712 543 703
Société pour l'expansion des exportations			
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Remboursements de prêts	140 600 000	104 208 851	163 560 323
Total du programme—Non budgétaire	140 600 000	104 208 851	163 560 323
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	51 572 000⁽¹⁾	50 982 280	54 981 343
Non budgétaire	140 600 000	770 141 378	876 104 026

⁽¹⁾ Ce montant a été augmenté à 53 340 000 \$ au cours de l'exercice.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	1 732	1 913
Total des recettes fiscales	1 732	1 913
Recettes non fiscales—		
Revenus de placements — ⁽¹⁾		
Prêts, placements et avances —		
Employés affectés à l'étranger	524 146	554 932
Autres comptes —		
Intérêt sur les comptes de banque des délégations	166 496	55 091
	690 642	610 023
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Avances comptables	327 885	318 016
Quote-part du Canada des soldes non utilisés des contributions d'organismes internationaux évaluées au cours de l'exercice précédent	...	24 190
Programme pour l'expansion et la commercialisation des exportations—Contributions	3 561 585	3 853 813
Autres subventions et contributions	231 888	80 734
Divers	6 563 932	6 578 685
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	3 448 114	1 614 654
	14 133 404	12 470 092
Privilèges, licences et permis —		
Permis d'importation/exportation	13 933 898	9 253 994
Location de locaux à l'usage du personnel	14 625 288	16 608 850
Location d'automobiles de l'État et transport inter-changeant	47 957	50 334
Loyers perçus du programme de location	...	30 000
Recettes sur le transport fourni par l'État	56 453	69 249
Recouvrement des coûts de visas	...	242 529 448
Locaux et services mis à la disposition des gouvernements provinciaux	618 672	863 158
Recettes provenant du programme de services récréatifs dans les missions difficiles	37 183	62 423
Frais de bois d'oeuvre	40 825 310	...
Droits consulaires—Achat de passeports	34 235 413	15 013 387
	104 380 174	284 480 843
Frais de services —		
Frais de services consulaires	693 813	611 373
Divers	3 099	3 047
	696 912	614 420

Recettes—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Produits des ventes —			Société pour l'expansion des exportations		
Vente de propriétés	16 864 759	15 660 375	Recettes non fiscales—		
Divers	1 578 510	1 661 922	Revenus de placements — ⁽¹⁾		
	18 443 269	17 322 297	Prêts, placements et avances —		
			Expansion du commerce d'exportation	104 634 917	74 545 853
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 828 369	2 335 486	Diverses recettes non fiscales —		
			Divers	41 550 883	87 439 142
Diverses recettes non fiscales —			Total du programme	146 185 800	161 984 995
Intérêt sur banque et investissement	88 073	119 380			
Services rendus au nom du Bureau des passeports	4 447 460	4 448 406	Commission mixte internationale		
Organisation de l'aviation internationale	2 466 060	2 264 128	Recettes non fiscales—		
Sommet du G-7	...	3 282 237	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Divers	914 881	1 253 717	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	310 234	394 545
	7 916 474	11 367 868	Redressements des créanciers de l'exercice précédent	...	324
Total des recettes non fiscales	149 089 244	329 201 029		310 234	394 869
Total du ministère	149 090 976	329 202 942	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	865
			Diverses recettes non fiscales —		
Agence canadienne de développement international			Quote-part des États-Unis aux dépenses du bureau régional de Windsor	312 188	197 322
Recettes non fiscales—			Total du programme	622 422	593 056
Revenus de placements — ⁽¹⁾					
Prêts, placements et avances —			Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne		
Aide au développement international — Prêts aux pays en développement	3 338 565	3 652 916	Recettes fiscales—		
			Taxe sur les produits et services	165	225
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			Total des recettes fiscales	165	225
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	9 936 656	11 233 848			
Remboursement de prêts aux pays en développement	1 800 385	1 693 305	Recettes non fiscales—		
Redressements des créanciers de l'exercice précédent	61 647	702 670	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	26 318	...
	11 798 688	13 629 823	Diverses recettes non fiscales	406 160	323 290
			Total des recettes non fiscales	432 478	323 290
Frais de services —			Total du programme	432 643	323 515
Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en développement	166 033	230 948			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 978	18 085			
Diverses recettes non fiscales	83 157	238 128			
Total du programme	15 392 421	17 769 900			

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Administration du pipe-line du Nord		
Recettes non fiscales—		
Diverses recettes non fiscales —		
Recouvrements des coûts de la Foothills Pipe Lines (Yukon) Ltd	87 502	245 237
Droits de servitudes (pour le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien)	30 400	30 400
Total du programme	117 902	275 637
Sommaire du portefeuille ministériel		
Recettes fiscales —		
Taxe sur les produits et services	1 897	2 138
Total des recettes fiscales	1 897	2 138
Recettes non fiscales —		
Revenus de placements	108 664 124	78 808 792
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	26 268 644	26 494 784
Privilèges, licences et permis	104 380 174	284 480 843
Frais de services	862 945	845 368
Produits des ventes	18 443 269	17 322 297
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 834 347	2 354 436
Diverses recettes non fiscales	50 386 764	99 841 387
Total des recettes non fiscales	311 840 267	510 147 907
Total du portefeuille ministériel	311 842 164	510 150 045

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS DU CANADA
1996-1997

Affaires indiennes et du Nord canadien

Ministère

Commission canadienne des affaires
polaires

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités. . .	3.2
Sommaire du portefeuille ministériel	3.4
Programmes par activité	3.9
Paievements de transfert	3.10
Déetail des montants disponibles pour être dépensés	3.15
Recettes	3.15

Ministère

Programme d'administration

Objectif

Donner une orientation générale et une saine gestion au Programme des affaires indiennes et inuit et au Programme des affaires du Nord ainsi qu'à l'efficacité et à l'efficience de la planification, de la comptabilité, du personnel, des communications et d'autres services de soutien administratif.

Description de l'activité

Soutien ministériel

Fournit des directives en matière de politiques et assure le soutien administratif au Programme des affaires indiennes et inuit et au Programme des affaires du Nord grâce à la haute direction, les politiques et l'orientation stratégique, et les services ministériels.

Programme des affaires indiennes et inuit

Objectif

Aider les Indiens et les Inuit à répondre à leurs aspirations de même qu'à leurs besoins en ce qui a trait à l'autonomie gouvernementale, à l'économie, à la culture, à l'éducation, aux affaires sociales et au développement communautaire; régler les revendications indiennes acceptées au moyen de la négociation; et assurer le respect des obligations et des responsabilités constitutionnelles et législatives du Canada à l'égard des Indiens et des Inuit.

Description des activités

Revendications

Régler les revendications globales acceptées; faire en sorte que le gouvernement respecte, en réglant des revendications données, les obligations exposées dans la Loi sur les Indiens et les traités et surveiller les ententes de mise en oeuvre; financer la recherche pour le compte des bandes indiennes revendicatrices; et soutenir le ministère de la Justice au sujet des litiges liés aux Premières Nations.

Services aux Indiens et Inuit

Aider les Indiens et les Inuit à répondre à leurs aspirations de même qu'à leurs besoins en ce qui a trait à l'autonomie gouvernementale, à l'économie, à l'éducation, à la culture, aux affaires sociales et au développement communautaire; et assurer le respect des obligations et des responsabilités constitutionnelles et législatives du Canada à l'égard des Indiens et des Inuit.

Programme des affaires du Nord

Objectif

Promouvoir le développement politique, économique, scientifique et social du Nord du Canada; aider les résidents du Nord, y compris les groupes autochtones, à mettre sur pied les institutions politiques et économiques qui leur permettront d'assumer des responsabilités croissantes au sein de la fédération canadienne; gérer efficacement le développement durable des ressources naturelles du Nord en préparation du transfert des respon-

sabilités; préserver, maintenir, protéger et restaurer l'environnement nordique et les ressources extractives et gérer les intérêts fédéraux, y compris la politique sur le Nord, le développement économique régional, les relations fédérales-territoriales, les paiements de transfert aux gouvernements territoriaux, le processus de mise en oeuvre des ententes relatives aux revendications territoriales et les activités circumpolaires.

Description de l'activité

Affaires du Nord

Cette activité élabore et met en application les politiques et les programmes relatifs au développement politique, économique, social et durable du Nord canadien; gère les volets constitutionnels des relations entre le ministère et les gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest; négocie et met en oeuvre les ententes de transfert de ressources aux gouvernements nordiques; assure la coordination et l'orientation continue de la gestion des intérêts fédéraux dans le Nord; gère les ressources naturelles du Nord et favorise la protection et l'assainissement de l'environnement arctique à l'échelle nationale et internationale; coordonne la mise en oeuvre des ententes relatives aux revendications territoriales dans le Nord et met en valeur les intérêts des Autochtones dans le développement du Nord et dans l'industrie de la fourrure partout au Canada; fait la promotion de l'élaboration et de la mise en oeuvre de programmes à caractère scientifique et technologique à l'échelle nationale et internationale.

Commission canadienne des affaires polaires

Objectif

Favoriser le développement et la diffusion des connaissances relatives aux régions polaires.

Description de l'activité

Commission canadienne des affaires polaires

Pour s'acquitter de son mandat, la Commission organisera, parrainera et financera des conférences, des ateliers et des réunions; mettra en place le Réseau canadien d'informations polaires qui sera le principal outil pour diffuser des informations concernant les régions polaires; appuiera et effectuera des études spéciales relatives aux questions polaires; décernera des distinctions pour des contributions dans les domaines liés à son mandat; et déposera un rapport annuel au Parlement.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employés au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employés au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Programme d'administration									
...	59 378 000	...	...	59 378 000	1	Dépenses du programme			
...	...	1 471 200	...	1 471 200	1a	Dépenses du programme			
...	...	9 052 622	...	9 052 622	1b	Dépenses du programme			
...	59 378 000	10 523 822	...	69 901 822		Total—Crédit 1	67 432 488	2 469 334	...
...	48 645	...	...	48 645	(S)	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien — Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...
930	...	...	14 174	15 104	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	15 104	...	...
...	4 745 000	...	182 000	4 927 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 927 000	...	...
930	64 171 645	10 523 822	196 174	74 892 571		Total du programme—Budgétaire	72 423 237	2 469 334	...
Programme des affaires indiennes et inuit									
...	167 490 000	...	...	167 490 000	5	Dépenses de fonctionnement			
...	...	9 957 300	...	9 957 300	5a	Dépenses de fonctionnement			
...	...	24 495 961	...	24 495 961	5b	Virement de 2 126 702 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)			
...	...	...	2 126 702	2 126 702		Virement du crédit 10			
...	167 490 000	34 453 261	2 126 702	204 069 963		Total—Crédit 5	191 416 638	12 653 325	...
...	...	2 089 699	...	2 089 699	6b	Radier des comptes du Canada, certaines créances et obligations envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada au montant de : a) 547 399 \$, soit le capital de 10 comptes dus par 9 débiteurs; b) 42 300 \$, soit le capital de 5 comptes dus par 5 débiteurs; c) 1 500 000 \$ représentant la différence entre la valeur comptable brute et la juste valeur marchande à la suite de 60 prêts directs	2 077 386	12 313	...
...	...	1	...	1	7b	Réduire de 50 598 234 \$ à 48 550 835 \$ le solde du Compte de développement économique des Indiens	...	1	...
...	3 528 000	...	...	3 528 000	10	Dépenses en capital			
...	...	...	(2 126 702)	(2 126 702)		Virement au crédit 5			
...	3 528 000	...	(2 126 702)	1 401 298		Total—Crédit 10	1 365 064	36 234	...

...	3 661 845 000	...	...	3 661 845 000
...	...	8 461 989	...	8 461 989
...	...	42 377 061	...	42 377 061
...	...	...	1 070 652	1 070 652
...	3 661 845 000	50 839 050	1 070 652	3 713 754 702

...	15 000	...	(15 000)	...
...	2 000 000	...	...	2 000 000
...	1 400 000	...	370 393	1 770 393
...	20 000 000	...	...	20 000 000
...	117 942 000	...	(17 808 069)	100 133 931
33 022 105	...	...	...	33 022 105
...	...	...	7 707 881	7 707 881
...	...	...	10 434 305	10 434 305
...	...	...	9 600	9 600
...	12 921 000	...	494 000	13 415 000
...	...	...	103 013	103 013
...	...	...	(3 725)	(3 725)
32 074	...	...	92 379	124 453
33 054 179	3 987 141 000	87 382 011	2 455 429	4 110 032 619

15	Subventions et contributions			
15a	Subventions et contributions			
15b	Virement de 1 070 652 \$ du crédit 40 (Affaires indiennes et du Nord canadien)			
	Virement du crédit 40			
	Total—Crédit 15	3 692 826 534	20 928 168	... 3 478 319 397
(S)	Conseil chargé d'apporter de l'aide aux membres des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure) )	...	...	...
(S)	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (Loi sur les Indiens)	2 000 000	...	50 704
(S)	Rentes versées aux Indiens (Loi sur les Indiens)	1 770 393	...	1 600 368
(S)	Subvention à la Société Inuvialuit régionale en vertu de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique	20 000 000	...	20 000 000
(S)	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	100 133 931	...	80 107 146
(S)	Paiement sur le Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte d'expansion économique des Indiens (limite autorisée 60 000 000 \$)	92	...	33 022 013 28 935
(S)	Paiement de la revendication territoriale des Dénés et Métis du Sahtu (Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Dénés et Métis du Sahtu)	7 707 881	...	5 780 911
(S)	Paiement des revendications territoriales des Premières Nations du Yukon (Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon)	10 434 305	...	10 016 006
(S)	Remise de prêts consentis sur le Compte d'aide domiciliaire aux Indiens	9 600	...	50 993
(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 415 000	...	13 698 000
(S)	Montants adjugés par une cour	103 013	...	103 013
(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	(3 725)	...	70
(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	97 652	...	26 801 127 319
	Total budgétaire	4 043 353 764	33 630 041	33 048 814 3 819 350 484

19 793 904	...	...	...	19 793 904
46 568 157	...	...	(2 047 399)	44 520 758
...	22 763 000	...	...	22 763 000
...	790 000	...	...	790 000

L15	Prêts pour la construction de maisons en vertu du Compte d'aide domiciliaire aux Indiens. Tel que modifié par le crédit L15 de la Loi n° 2 de 1978 portant affectation de crédits . Limite 20 000 000 \$ (Net)	(51 899)	...	19 845 803 (110 040)
L20	Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 7b de la Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997. Limite 48 550 835 \$ (Net)	(2 176 760)	...	46 697 518 (2 851 999)
L20	Prêts à des revendicateurs autochtones (Brut)	22 763 000	...	24 596 935
L25	Prêts aux anciens du Yukon (Brut)	775 410	14 590	790 171

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employés au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employés au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	15 400 000	...	...	15 400 000	L30	Prêts aux Premières Nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique (Brut)			
...	...	4 840 000	...	4 840 000	L30a	Prêts aux Premières Nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique (Brut)			
...	15 400 000	4 840 000	...	20 240 000		Total—Crédit L30	20 240 000	...	16 393 731
66 362 061	38 953 000	4 840 000	(2 047 399)	108 107 662		Total non budgétaire	41 549 751	14 590	66 543 321
33 054 179	3 987 141 000	87 382 011	2 455 429	4 110 032 619		Total du programme—	4 043 353 764	33 630 041	33 048 814
66 362 061	38 953 000	4 840 000	(2 047 399)	108 107 662		Budgétaire	41 549 751	14 590	3 819 350 484
						Non budgétaire		66 543 321	38 818 798
...	67 301 000	...	...	67 301 000		Programme des affaires du Nord			
...	...	6 953 800	...	6 953 800	35	Dépenses de fonctionnement			
...	...	1	...	1	35a	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	3 207 551	3 207 551	35b	Virement de 3 207 551 \$ du crédit 40 (Affaires indiennes et du Nord canadien)			
...	67 301 000	6 953 801	3 207 551	77 462 352		Virement du crédit 40			
						Total—Crédit 35	69 677 395	7 784 957	69 151 653
...	...	1	...	1	36b	Radier des comptes du Canada, certaines créances envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada au montant de 17 942 \$, soit le capital de 1 compte dû par 1 débiteur—Virement de 17 942 \$ du crédit 40 (Affaires indiennes et du Nord canadien)			
...	...	...	17 942	17 942		Virement du crédit 40			
...	...	1	17 942	17 943		Total—Crédit 36b	17 942	1	538 369
...	51 221 850	...	...	51 221 850	40	Subventions et contributions			
...	...	17 528 000	...	17 528 000	40a	Contributions			
...	...	...	(1 070 652)	(1 070 652)		Virement au : crédit 15			
...	...	...	(3 207 551)	(3 207 551)		crédit 35			
...	...	...	(17 942)	(17 942)		crédit 36b			
...	51 221 850	17 528 000	(4 296 145)	64 453 705		Total—Crédit 40	64 106 049	347 656	66 719 155

...	13 105 000	...	...	13 105 000	45	Paiements à la Société canadienne des postes				
...	...	2 495 000	...	2 495 000	45a	Paiements à la Société canadienne des postes				
...	13 105 000	2 495 000	...	15 600 000		Total—Crédit 45	15 051 463	548 537	...	17 371 082
...	1 444 000	...	185 923	1 629 923	(S)	Paiements d'indemnité aux bénéficiaires des revendications territoriales pour des redevances sur les ressources	1 629 923	...	...	1 744 581
...	4 829 000	...	185 000	5 014 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 014 000	...	...	4 495 000
...	...	...	271 673	271 673	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	271 673	...	...	410 025
13 872	...	...	44 319	58 191	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	26 387	...	31 804	29 722
13 872	137 900 850	26 976 802	(383 737)	164 507 787		Total budgétaire	155 794 832	8 681 151	31 804	160 459 587
320 000	...	...	...	320 000	L40	Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire aux termes de la Loi nationale sur l'habitation et de la Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits. Limite 320 000 \$ (Brut)	...	...	320 000	...
6 508 080	...	...	...	6 508 080	L55	Provision à la Caisse de prêts aux Inuit pour les prêts consentis aux Inuit afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la Loi des subsides n° 3 de 1953 et telle que modifiée par le crédit 37b de la Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996. Limite 6 633 697 \$ (Net)	(23 275)	...	6 531 355	(794 412)
5 000 000	...	...	...	5 000 000	L81a	Prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon en vertu du Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon. Limite 5 000 000 \$ (Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits) (Net)	...	...	5 000 000	...
11 828 080	...	...	...	11 828 080		Total non budgétaire	(23 275)	...	11 851 355	(794 412)
13 872	137 900 850	26 976 802	(383 737)	164 507 787		Total du programme—				
11 828 080	...	...	...	11 828 080		Budgétaire	155 794 832	8 681 151	31 804	160 459 587
						Non budgétaire	(23 275)	...	11 851 355	(794 412)
33 068 981	4 189 213 495	124 882 635	2 267 866	4 349 432 977		Total du ministère—	4 271 571 833	44 780 526	33 080 618	4 026 777 785 ⁽²⁾
78 190 141	38 953 000	4 840 000	(2 047 399)	119 935 742		Budgétaire	41 526 476	14 590	78 394 676	38 024 386
						Non budgétaire				
...	927 000	...	...	927 000	50	Dépenses du programme				
...	...	46 158	...	46 158	50a	Dépenses du programme				
...	...	...	5 368	5 368		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	927 000	46 158	5 368	978 526		Total—Crédit 50	974 793	3 733	...	1 005 854

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	59 000	...	...	59 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	59 000	...	...	48 000
...	986 000	46 158	5 368	1 037 526	Total du programme—Budgétaire	1 033 793	3 733	...	1 053 854
33 068 981	4 190 199 495	124 928 793	2 273 234	4 350 470 503	Total du portefeuille ministériel—	4 272 605 626	44 784 259	33 080 618	4 027 831 639⁽²⁾
78 190 141	38 953 000	4 840 000	(2 047 399)	119 935 742	Budgétaire	41 526 476	14 590	78 394 676	38 024 386
					Non budgétaire				

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section I de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, le Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux a été transféré au portefeuille ministériel de Finances. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de 1 195 689 398 \$.

Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Programme d'administration												
Soutien ministériel	72 009 281	69 539 948	2 425 290	2 425 289	458 000	458 000	...	...	...	...	74 892 571	72 423 237
Total du programme—Budgétaire	72 009 281	69 539 948	2 425 290	2 425 289	458 000	458 000	...	...	...	...	74 892 571	72 423 237
Programme des affaires indiennes et inuit												
Revendications —												
Budgétaire	49 263 492	47 488 367	466 421	466 421	289 855 143	289 855 143	...	...	...	...	339 585 056	337 809 931
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	108 107 662	41 549 751	108 107 662	41 549 751
Services aux Indiens et Inuit	202 401 494	158 488 810	4 100 000	4 037 122	3 563 946 069	3 543 017 901	...	...	...	...	3 770 447 563	3 705 543 833
Total du programme— Budgétaire	251 664 986	205 977 177	4 566 421	4 503 543	3 853 801 212	3 832 873 044	...	...	...	...	4 110 032 619	4 043 353 764
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	108 107 662	41 549 751	108 107 662	41 549 751
Programme des affaires du Nord—												
Budgétaire	99 805 722	91 440 424	248 359	248 359	64 453 706	64 106 049	...	...	...	...	164 507 787	155 794 832
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	11 828 080	(23 275)	11 828 080	(23 275)
Total du ministère— Budgétaire	423 479 989	366 957 549	7 240 070	7 177 191	3 918 712 918	3 897 437 093	...	...	...	...	4 349 432 977	4 271 571 833
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	119 935 742	41 526 476	119 935 742	41 526 476
Commission canadienne des affaires polaires—												
Budgétaire	1 019 526	1 015 793	...	...	18 000	18 000	...	...	...	...	1 037 526	1 033 793
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	424 499 515	367 973 342	7 240 070	7 177 191	3 918 730 918	3 897 455 093	...	...	...	...	4 350 470 503	4 272 605 626
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	119 935 742	41 526 476	119 935 742	41 526 476

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Ministère				
					Programme d'administration				
					Contributions				
					Soutien ministériel				
					Contributions à la Fondation de l'art inuit pour aider les artistes et les artisans inuits des Territoires du Nord-Ouest, du Nouveau-Québec et du Labrador à perfectionner leurs capacités professionnelles et à commercialiser leur art				
...	458 000	...	...	458 000		458 000	...	...	458 000
...	458 000	...	...	458 000	Total du programme	458 000	...	...	458 000
					Programme des affaires indiennes et inuit				
					Subventions				
					Revendications				
					Subventions aux Cries de la Baie James, aux Cries Oujé-Bougoumou et aux Naskapiés du Québec				
...	36 949 000	774 250	...	37 723 250	(S) Subvention à la Société régionale inuvialuit relativement à l'indemnité prévue par la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique	37 723 250	...	...	9 290 424
...	20 000 000	...	...	20 000 000	Subventions en capital aux bandes cries et naskapiés du Québec	20 000 000	...	...	20 000 000
...	14 985 000	...	(308 307)	14 676 693	Subvention à la Société Makivik dans le cadre de la mise en oeuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	14 676 693	...	...	13 949 884
...	267 000	...	...	267 000	Subventions à des particuliers indiens ou à des bandes indiennes pour le règlement de revendications particulières	267 000	...	...	265 000
...	37 508 000	...	(362 987)	37 145 013	Subventions aux bénéficiaires de règlements de revendications territoriales globales ou aux organismes chargés de leur mise en oeuvre	37 145 013	...	...	60 776 947
...	3 095 000	...	(48 029)	3 046 971	(S) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	3 046 971	...	...	3 186 558
...	117 942 000	...	334 118	118 276 118	Subventions aux bandes visées par le règlement de revendications territoriales portant sur des droits fonciers issus des traités dans la province de la Saskatchewan	118 276 118	...	...	95 904 062
...	21 982 000	...	(319)	21 981 681	Subvention à l'Association des municipalités rurales de la Saskatchewan pour le paiement aux municipalités rurales d'une indemnité ayant trait à la perte de leur assiette fiscale par suite du règlement de revendications relatives à des droits fonciers issus des traités en Saskatchewan	21 981 681	...	...	22 588 717
...	13 594 000	...	(12 845 243)	748 757		748 757	...	...	157 362

...	13 574 000	...	(12 672 359)	901 641	Subvention à la province de la Saskatchewan pour le paiement aux districts scolaires d'une indemnité ayant trait à la perte de leur assiette fiscale par suite du règlement de revendications relatives à des droits fonciers issus des traités en Saskatchewan	901 641	...	...	177 732
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	59 843 227
...	279 896 000	774 250	(25 903 126)	254 767 124		254 767 124	...	...	286 139 913
...	1 400 000	...	370 393	1 770 393	Services aux Indiens et Inuit				
...	300 000	...	...	300 000	(S) Versement de rentes en vertu des traités	1 770 393	...	...	1 600 368
...	400 000	...	(303 288)	96 712	Subventions aux bandes de la Colombie-Britannique tenant lieu d'une rente par habitant	300 000	...	...	300 000
...	5 000 000	1 150 000	(1 813 854)	4 336 146	Subventions à des particuliers indiens et inuit et à des organismes pour favoriser l'essor de l'enseignement primaire et secondaire et l'essor de leur culture	96 712	...	...	241 171
...	45 000	...	(20)	44 980	Subventions à des particuliers indiens et inuit et à des organismes pour favoriser l'essor de leur régime d'éducation postsecondaire	4 336 146	...	...	4 467 030
...	13 000 000	...	(5 651 140)	7 348 860	Subventions à des particuliers et à des organismes pour soutenir l'avancement de la culture indienne et inuit	44 980	...	...	44 625
...	8 274 000	...	(3 175 108)	5 098 892	Paiements d'aide sociale à des particuliers, Indiens, Inuit et non-Indiens qui habitent dans des réserves	7 348 860	...	...	9 784 034
...	136 000	...	(82 900)	53 100	Subventions à des particuliers pour protéger les enfants, les familles et les particuliers indiens et inuit qui habitent dans des réserves	5 098 892	...	...	6 801 551
...	125 087 000	...	(12 553 290)	112 533 710	Subventions aux étudiants et à leurs chaperons pour promouvoir la sensibilisation à la protection contre les incendies dans les écoles dont les bandes ou le gouvernement fédéral assurent le fonctionnement	53 100	...	...	5 350
...	8 836 000	...	(158 767)	8 677 233	Subventions aux bandes indiennes, à leurs conseils de district et aux collectivités inuit pour soutenir leur administration	112 533 710	...	...	109 206 079
...	2 797 000	402 969	...	3 199 969	Paiements aux Premières Nations du Yukon en vertu des ententes individuelles d'autonomie gouvernementale	8 677 233	...	...	8 390 458
...	6 921 000	...	(6 921 000)	...	Subventions à la bande indienne Sechelte en vertu de la Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne sechelte	3 199 969	...	...	2 797 000
...	5 608 000	...	(503 328)	5 104 672	Subvention à la bande indienne Miawpukek pour appuyer des programmes désignés	...	...	...	6 577 000
...	177 804 000	1 552 969	(30 792 302)	148 564 667	Subventions à des organismes indiens représentatifs pour appuyer leur administration	5 104 672	...	...	5 142 400
...	457 700 000	2 327 219	(56 695 428)	403 331 791	Total—Subventions	403 331 791	...	...	441 496 979
...	4 529 000	...	1 936 646	6 465 646	Contributions				
...	395 000	...	85 000	480 000	Revendications				
...	33 526 000	...	(13 938 302)	19 587 698	Contributions aux requérants autochtones pour la préparation et la présentation de leurs revendications	6 465 646	...	...	9 832 913
					Contribution à la Commission des Cris et des Naskapis pour la surveillance de la mise en oeuvre de la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec	480 000	...	...	655 000
					Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en oeuvre des règlements de revendications territoriales globales	19 587 698	...	...	16 830 810

Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employés au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employés au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	3 700 000	...	(517 627)	3 182 373	Contributions aux Indiens, Inuit, bandes indiennes, conseils tribaux, conseils de district et autres associations autochtones pour la recherche, la consultation et la présentation de revendications autochtones	3 182 373	...	...	2 638 413
...	300 000	...	365 958	665 958	Contributions à des particuliers, des bandes et des associations indiennes pour le financement de causes types	665 958	...	...	766 226
...	200 000	...	(129 316)	70 684	Contributions à des particuliers (y compris des non-Indiens) ou à des groupes de particuliers, des organisations et des bandes au titre de causes types concernant le projet de loi C-31	70 684	...	...	44 940
...	2 100 000	...	(920 000)	1 180 000	Contribution fédérale à la Commission des traités de la Colombie-Britannique pour les coûts de fonctionnement	1 180 000	...	...	1 020 000
...	4 170 000	...	(1 134 000)	3 036 000	Contribution aux commissaires de la Commission des traités de la Colombie-Britannique dans le but de favoriser la participation des Premières Nations au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	3 036 000	...	...	3 209 060
...	...	...	419 660	419 660	Contributions aux bandes détentrices de droits fonciers issus des traités en Saskatchewan pour les dépenses de ratification des ententes particulières à leur bande	419 660	...	...	1 090 235
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	961 274
...	48 920 000	...	(13 831 981)	35 088 019		35 088 019	...	...	37 048 871
...	505 000	...	(322 520)	182 480	Services aux Indiens et Inuit	182 480	...	...	225 600
...	4 056 000	...	(276 248)	3 779 752	Contributions aux bandes indiennes pour la sélection des terres	3 779 752	...	...	3 958 450
...	3 839 000	...	(801 050)	3 037 950	Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions	3 037 950	...	...	2 543 373
...	5 919 000	...	(790 241)	5 128 759	Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription	5 128 759	...	...	8 310 711
...	14 600 000	...	(4 978 578)	9 621 422	Contributions aux provinces, à des sociétés, à des administrations locales, à des Indiens, aux bandes indiennes et à d'autres organismes pour assurer des services de lutte contre les incendies de forêt sur les terres des réserves	9 621 422	...	...	11 763 170
...	2 879 000	...	6 245 311	9 124 311	Financement du programme des partenariats indiens pour l'environnement	9 124 311	...	...	8 100 052
...	10 613 000	...	...	10 613 000	Contributions destinées à la mise en valeur des ressources	10 613 000	...	...	10 101 000
...	35 503 000	6 000 000	2 320 255	43 823 255	Contributions à la province de Terre-Neuve pour la prestation de programmes et de services aux Autochtones de Terre-Neuve et du Labrador	43 823 255	...	...	44 229 779
...	770 362 000	1 284 770	(143 356 633)	628 290 137	Contributions aux Indiens, Inuit et Innu devant servir à fournir des services publics dans les domaines du développement économique, de l'éducation, des services sociaux, des immobilisations et de l'entretien, et du soutien des administrations indiennes	628 290 137	...	...	621 629 868

...	819 579 000	...	(175 966 858)	643 612 142	Développement social	642 683 974	928 168	...	637 762 303
...	730 209 000	...	20 223 338	750 432 338	Immobilisations et entretien	730 432 338	20 000 000	...	689 533 784
...	67 197 000	...	(4 231 447)	62 965 553	Soutien des gouvernements indiens	62 965 553	...	...	61 607 312
...	1 200 000	...	(860 100)	339 900	Contributions aux bandes indiennes et aux collectivités inuit, aux conseils tribaux, conseils de district et autres organismes indiens et inuit, destinées à aider les collectivités à planifier l'autonomie gouvernementale, à se préparer aux négociations de fond en élaborant un mandat en vue des négociations et en élaborant des accords d'autonomie gouvernementale	339 900	...	...	749 917
...	3 000 000	...	(1 701 286)	1 298 714	Contributions aux bandes indiennes et inuit, aux collectivités, aux conseils tribaux, aux conseils de district et autres organismes indiens et inuit destinées à aider les collectivités à préparer leurs négociations sur l'autonomie gouvernementale	1 298 714	...	...	5 599 011
...	14 700 000	...	(6 191 109)	8 508 891	Contributions aux collectivités des Premières Nations et des Inuit pour faciliter leur participation aux négociations sur le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale	8 508 891	...	...	...
...	384 000	...	374 910	758 910	Contribution à la Commission indienne de l'Ontario	758 910	...	...	384 000
...	47 607 000	41 227 061	82 098 842	170 932 903	Contribution à la province de Québec, en matière d'éducation crie et inuit, selon les dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	170 932 903	...	...	44 701 000
...	749 894 000	...	281 903 540	1 031 797 540	Paielements aux administrations indiennes pour soutenir les services publics aux collectivités	1 031 797 540	...	...	946 752 156
...	12 521 000	...	18 612 445	31 133 445	Contributions aux titres des consultations et de l'élaboration des politiques	31 133 445	...	...	19 326 492
...	3 294 567 000	48 511 831	72 302 571	3 415 381 402		3 394 453 234	20 928 168	...	3 117 277 978
...	3 343 487 000	48 511 831	58 470 590	3 450 469 421	Total—Contributions	3 429 541 253	20 928 168	...	3 154 326 849
Sommaire du programme par activité									
...	328 816 000	774 250	(39 735 107)	289 855 143	Revendications	289 855 143	...	...	323 188 784
...	3 472 371 000	50 064 800	41 510 269	3 563 946 069	Services aux Indiens et Inuit	3 543 017 901	20 928 168	...	3 272 635 044
...	3 801 187 000	50 839 050	1 775 162	3 853 801 212	Total du programme	3 832 873 044	20 928 168	...	3 595 823 828
Programme des affaires du Nord									
Subventions									
...	673 000	...	...	673 000	Subventions aux universités et instituts canadiens pour la formation en matière de recherche scientifique sur le Nord	673 000	...	...	711 000
...	81 000	...	...	81 000	Subvention à l'Association universitaire canadienne d'études nordiques aux fins de coordination des activités scientifiques sur le Nord entreprises par les universités canadiennes	81 000	...	...	85 000
...	5 000	...	(5 000)	...	Subventions aux particuliers et aux organisations au titre de la promotion du développement, de l'utilisation et de la conservation sécuritaires des ressources naturelles du Nord	...	...	...	...
...	4 500	...	...	4 500	Subvention sous forme de prix accordé à une personne considérée comme ayant apporté une contribution remarquable au domaine des sciences nordiques	4 500	...	...	4 500
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 744 581
...	763 500	...	(5 000)	758 500	Total—Subventions	758 500	...	...	2 545 081
Contributions									
...	36 586 000	...	...	36 586 000	Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour les services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuit	36 586 000	...	...	33 509 000

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	4 275 000	...	(336 475)	3 938 525	Contributions aux gouvernements territoriaux et aux organisations autochtones aux fins de la mise en application de la Convention finale des Inuvialuit	3 938 525	...	...	3 816 699
...	2 500 000	...	254 500	2 754 500	Contributions à la Commission de mise en oeuvre du Nunavut en vue de fournir des conseils sur la création du Nunavut	2 754 500	...	...	2 800 000
...	307 800	...	792 173	1 099 973	Contributions aux particuliers, aux organisations et autres niveaux de gouvernement au titre des initiatives de consultation, de recherche, de formation, de création d'emplois et autres, liées à la promotion des intérêts dans le développement politique, social, économique et culturel du Nord	1 099 973	...	...	5 008 204
...	80 000	...	111 928	191 928	Contributions au titre des services de consultation fournis aux Inuit dans le Sud	191 928	...	...	80 000
...	2 774 000	...	(1 754 021)	1 019 979	Contributions aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest au titre des ententes de développement économique Canada-Yukon et Canada-Territoires du Nord-Ouest sur le développement économique	1 019 979	...	...	7 492 823
...	3 900 000	...	7 417 959	11 317 959	Contributions aux gouvernements des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon et à d'autres bénéficiaires en rapport avec la stratégie de l'environnement arctique	10 970 302	347 657	...	11 194 380
...	35 550	...	1 363 769	1 399 319	Contributions aux particuliers, organisations et autres niveaux de gouvernement au titre de la promotion du développement, de l'utilisation, de la conservation et de la protection sécuritaires des ressources naturelles du Nord	1 399 319	...	...	2 017 549
...	...	17 528 000	(12 140 977)	5 387 023	Contributions pour les organismes de mise en oeuvre du Nunavut aux fins de l'établissement du gouvernement du Nunavut	5 387 023	...	...	...
...	50 458 350	17 528 000	(4 291 144)	63 695 206	Total—Contributions	63 347 549	347 657	...	65 918 655
...	51 221 850	17 528 000	(4 296 144)	64 453 706	Total du programme	64 106 049	347 657	...	68 463 736
...	3 852 866 850	68 367 050	(2 520 982)	3 918 712 918	Total du ministère	3 897 437 093	21 275 825	...	3 664 745 564⁽¹⁾
Commission canadienne des affaires polaires									
Contributions									
...	18 000	...	...	18 000	Contributions aux particuliers, aux organisations, aux associations et aux institutions pour soutenir la recherche et des activités qui ont trait aux régions polaires	18 000	...	...	20 000
...	18 000	...	...	18 000	Total du programme	18 000	...	...	20 000
...	3 852 884 850	68 367 050	(2 520 982)	3 918 730 918	Total du portefeuille ministériel	3 897 455 093	21 275 825	...	3 664 765 564⁽¹⁾

(S) Paiement de transfert législatif.

(1) Au cours de l'exercice, le Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux a été transféré au portefeuille ministériel de Finances. Donc, les paiements de transfert de l'exercice précédent ont été redressés par un montant de 1 195 689 398 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Ministère			
Programme des affaires indiennes et inuit			
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Revendications			
Développement économique des Indiens	...	2 176 760	3 001 999
Fonds des habitations hors réserve des Indiens	...	51 899	110 040
Total du programme—Non budgétaire	...	2 228 659	3 112 039
Programme des affaires du Nord			
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Caisse de prêts aux Inuit	...	23 275	794 412
Total du programme—Non budgétaire	...	23 275	794 412
Total du portefeuille ministériel—Non budgétaire	...	2 251 934	3 906 451

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Programme d'administration		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	90 447	55 249
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent —		
Fonctionnement et entretien	...	89 417
	90 447	144 666
Privilèges, licences et permis —		
Logement et services	30 178	17 176
Frais de services	3 590	2 710
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 174	4 330
Diverses recettes non fiscales	...	481
Total des recettes non fiscales	138 389	169 363
Total du programme	138 389	169 363
Programme des affaires indiennes et inuit		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	299 336	260 064
Total des recettes fiscales	299 336	260 064
Recettes non fiscales—		
Revenus de placements — ⁽¹⁾		
Prêts, placements et avances —		
Fonds du développement économique des Indiens	954 888	905 143
Revendicateurs autochtones	5 836 738	6 756 111
Conseil des anciens Indiens du Yukon	1 197 110	384 213
Autres comptes —		
Fonds d'aide domiciliaire aux Indiens —		
Logement sur réserve —Intérêt sur prêts garantis	561 485	292 684
Société du crédit agricole	65 247	23 429
Stoney Band	23 377	23 377
Premières Nations de la Colombie-Britannique	16 949	20 952
	8 655 794	8 405 909

Recettes—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			Recettes non fiscales—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	3 437 948	384 475	Revenus de placements — ⁽¹⁾		
Frais de capital	2 739	103 272	Prêts, placements et avances —		
Divers	6 978 506	4 539 392	Gouvernement du Territoire du Yukon	78 536	116 501
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent —			Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest	...	1 499
Fonctionnement et entretien	525 154	349 162	Caisse de prêts aux Inuit	26 210	75 703
Frais de capital	25 129	124 411	Yukon Energy Corporation	2 838 368	3 484 472
Subventions et contributions	804 248	5 519 249	Autres comptes —		
	11 773 724	11 019 961	Curragh Ressources	...	92 126
			Esso Ltd—Surplus—Projet Norman Wells	107 860 437	99 765 623
				110 803 551	103 535 924
Privilèges, licences et permis —			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Logement et services	189 475	222 746	Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	76 652	1 688 332
Divers	31 007	17 345	Divers	250 504	291 843
	220 482	240 091	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent —		
			Fonctionnement et entretien	2 394 241	75 050
Frais de services	3 308	22 388	Subventions et contributions	...	25 151
				2 721 397	2 080 376
Produits des ventes —			Privilèges, licences et permis —		
Services publics	308 051	504 387	Exploitation minière du Canada —		
Autres	...	93	Frais	...	16
	308 051	504 480	Baux	1 116 393	810 606
			Permis	28 973	33 741
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	92 379	88 859	Redevances	2 276 031	6 290 971
			Charbon—Baux	20 156	4 410
Diverses recettes non fiscales —			Forêts	2 550 456	1 845 818
Diverses recettes non fiscales	534	557 700	Locations de terres, bâtiments et machine	610 786	353 310
Droits fonciers issus de traités en Saskatchewan	9 464 974	9 464 974	Frais d'usage de terre	349 186	53 003
	9 465 508	10 022 674	Logements et services	478 355	574 649
			Métallique et non-métallique	53 364	64 220
Total des recettes non fiscales	30 519 246	30 304 362	Redevances pétrolières et gazières	15 194 127	7 660 106
Total du programme	30 818 582	30 564 426	Redevances—Carrières	379 829	151 597
			Location de prises d'eau	12 012	4 337
Programme des affaires du Nord			Exploitation minière du quartz au Yukon —		
Recettes fiscales—			Droits et concessions	1 230 618	1 048 341
Taxe sur les produits et services	75 588	43 407	Divers	311	2 784
			Redevances	...	2 359 032
Total des recettes fiscales	75 588	43 407		24 300 597	21 256 941
			Frais de services —		
			Droits d'exploitation de placers	220 882	237 338
			Droits d'exploitation minière au Canada	2 004 184	2 551 470
			Frais d'usage de terres	73 044	48 224
			Loyer de terrain inoccupé	146 191	133 858
			Autres frais	13 246	12 992
				2 457 547	2 983 882

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Produits des ventes —		
Produits des ventes	202 625	...
Publications	65 325	66 828
Divers	66 618	90 109
	<hr/>	<hr/>
	334 568	156 937
	<hr/>	<hr/>
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	44 319	32 400
	<hr/>	<hr/>
Diverses recettes non fiscales —		
Diverses recettes non fiscales	92 234	6 688
Rétrocessions pétrolières et gazières	945 112	10 848 776
	<hr/>	<hr/>
	1 037 346	10 855 464
	<hr/>	<hr/>
Total des recettes non fiscales	141 699 325	140 901 924
	<hr/>	<hr/>
Total du programme	141 774 913	140 945 331
	<hr/>	<hr/>
Total du ministère	172 731 884	171 679 120

Sommaire du portefeuille ministériel

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Recettes fiscales —		
Taxe sur les produits et services	374 924	303 471
	<hr/>	<hr/>
Total des recettes fiscales	374 924	303 471
	<hr/>	<hr/>
Recettes non fiscales —		
Revenus de placements	119 459 345	111 941 833
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	14 585 568	13 245 003
Privilèges, licences et permis	24 551 257	21 514 208
Frais de services	2 464 445	3 008 980
Produits des ventes	642 619	661 417
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	150 872	125 589
Diverses recettes non fiscales	10 502 854	20 878 619
	<hr/>	<hr/>
Total des recettes non fiscales	172 356 960	171 375 649
	<hr/>	<hr/>
Total du portefeuille ministériel	172 731 884	171 679 120

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS DU CANADA
1996-1997

Agriculture et Agroalimentaire

Ministère

Commission canadienne du lait

Société du crédit agricole

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités. . .	4.2
Sommaire du portefeuille ministériel	4.4
Programmes par activité	4.7
Paievements de transfert	4.8
Détail des montants disponibles pour être dépensés	4.13
Recettes	4.13

Ministère

Objectif

Promouvoir le développement, l'adaptation et la compétitivité du secteur agroalimentaire afin d'assurer un rendement équitable aux producteurs et transformateurs et de maximiser la contribution du secteur à la réalisation des objectifs nationaux en matière d'économie et d'environnement.

Description des activités

Recherche et développement agricoles

La recherche, le développement et le transfert technologique ont pour objet d'aider le secteur agroalimentaire canadien à maintenir et à améliorer sa situation économique; l'activité soutient l'amélioration de la compétitivité à long terme et des qualités marchandes des produits agricoles canadiens en axant la recherche et le développement sur la réduction des coûts de production et de transformation des aliments, en améliorant la qualité et la salubrité des produits ainsi que les pratiques environnementales visant à assurer une agriculture durable, et en procédant au transfert technologique; la recherche et le développement agricoles sont menés aussi bien à l'interne, par l'intermédiaire du réseau national des centres de recherches, qu'à l'externe, cette fois en vertu d'ententes de coopération avec le secteur privé, les universités et les gouvernements provinciaux.

Inspection et réglementation

Empêche l'introduction au Canada d'agents pathogènes, d'insectes, de mauvaises herbes et autres dangers exotiques d'origine végétale ou animale; combat ou supprime les agents pathogènes, insectes, mauvaises herbes et autres dangers exotiques d'origine végétale ou animale qui réussissent à entrer au Canada; empêche que

des dangers chimiques, bactériens, physiques ou l'étiquetage trompeur associés à des produits alimentaires et agricoles menacent la santé et la sécurité des gens; protège le consommateur et l'industrie contre les déclarations inexactes et les fraudes commerciales dans l'étiquetage, l'emballage et la publicité dans le secteur agroalimentaire; prévient, combat et élimine les maladies des plantes et des animaux domestiques d'importance économique ou dangereuses pour la santé humaine; réalise l'inspection et la certification des produits agroalimentaires nécessaires à l'exportation ou au commerce interprovincial; vérifie la certification des produits agricoles et alimentaires selon des facteurs de qualité (de classement) d'importance économique; protège le public parieur en assurant l'intégrité du pari mutuel des courses à chevaux.

Politiques et programmes d'économie agricole

Faire la synthèse des points de vue des intervenants privés et publics du secteur agroalimentaire dans le contexte de l'ensemble des politiques économiques, environnementales et sociales du fédéral ainsi que des programmes d'adaptation et de stabilisation du revenu agricole; élaborer et gérer les programmes qui favorisent la compétitivité du secteur et le rendent réceptif aux besoins du marché; produire de l'information sur le secteur agroalimentaire en vue de faciliter la compréhension des dossiers de l'heure, l'élaboration d'options politiques et l'évaluation des progrès réalisés dans la poursuite des objectifs; favoriser la diversité régionale et le sens des responsabilités environnementales dans le secteur; gérer le rôle de partenaire qu'assume le fédéral dans la prestation des programmes de stabilisation du revenu agricole qui forment un système national intégré de programmes dont les principes directeurs sont l'absence d'incidence

sur les marchés, l'équité entre les secteurs et la prise en compte de la diversité régionale; contribuer à la viabilité sociale et économique à long terme des familles agricoles en accord avec nos obligations internationales; favoriser la protection à long terme de l'environnement; être le centre de coordination des activités liées aux coopératives.

Services à l'industrie et aux marchés

Offrir des programmes et des services qui aident le secteur agroalimentaire canadien à élargir sa part des marchés intérieurs et extérieurs. À cette fin, négocier des ententes internationales et interprovinciales sur le commerce des produits agroalimentaires qui permettent au secteur d'accéder aux marchés et de s'y maintenir, et contribuer à éliminer les sujets de discussion et de division et à régler les différends qui nuisent au commerce; aider le secteur à prospecter des débouchés et à en tirer profit, et le conseiller en la matière; aider les clients à élaborer des stratégies de développement des marchés; renseigner sur les marchés intérieurs et extérieurs et effectuer des analyses à leur sujet; voir à ce que l'on tienne compte des besoins et du point de vue du secteur dans l'élaboration des politiques et des règlements; encourager le secteur à adopter des technologies nouvelles et à perfectionner ses ressources humaines.

Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales

Toute une gamme de programmes sont mis en oeuvre en collaboration avec les gouvernements provinciaux, les municipalités et les producteurs agricoles, en vertu de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies, qui portent sur la réhabilitation des régions dans les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta qui sont touchées par la sécheresse et l'érosion éolienne; ainsi que sur l'élaboration et la promotion de méthodes agricoles, de l'arboriculture, de l'utilisation des

terres et de la colonisation agricole; ces programmes qui sont mis en oeuvre en vertu de la Loi sur le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire visent à répondre aux questions générales de stabilité économique touchant le secteur agroalimentaire.

Gestion et services intégrés

Assure la direction, la consultation et le soutien administratif aux gestionnaires du ministère pour la gestion efficace et efficiente des ressources humaines, financières et physiques lors de la réalisation des objectifs ministériels par l'intermédiaire des cabinets du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ainsi que des bureaux du sous-ministre et du secrétariat ministériel; voit à l'application des politiques ministérielles pour ce qui a trait à la vérification interne et à l'évaluation de programme; fournit des services de gestion des ressources humaines au ministère, y compris la dotation en personnel, la classification, les relations de travail, la formation, les langues officielles et les services connexes au personnel; offre au ministère des services de consultation et un soutien financier et administratif intégré dans les domaines de la planification et du contrôle financiers et opérationnels, de la gestion des biens, des bibliothèques, de l'information et de la gestion des crises; fournit des services de consultation, d'analyse environnementale publique et des services opérationnels dans le domaine des communications ministérielles.

Commission canadienne des grains

En vertu de la Loi sur les grains du Canada, la Commission réglemente la manutention des grains et fixe et maintient des normes de qualité pour les grains canadiens en vue de promouvoir leur valeur marchande; elle consulte l'industrie céréalière canadienne pour l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques; fournit des services réglementés d'assurance de la qualité aux points d'exportation et aux points stratégiques intérieurs où on prépare le grain aux fins d'exportation; et gère les activités d'un laboratoire de recherches d'envergure sur les grains qui étudie la qualité de la récolte courante et des exportations de grains et mène également des recherches pour déterminer si les grains canadiens conviennent bien à la transformation en produits finis des pays cibles.

Commission canadienne du lait

Objectif

Offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité.

Société du crédit agricole

Objectif

Fournir un crédit hypothécaire à long terme aux agriculteurs, prêter à des syndicats composés d'agriculteurs et remplir des fonctions opérationnelles et administratives qui ont trait à l'aménagement de l'agriculture canadienne en unités agricoles rentables sous la direction d'exploitants compétents.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	576 883 000	...	...	576 883 000	1				
...	...	58 787 884	...	58 787 884	1a				
...	...	1	...	1	1b				
...	...	...	(4 305 002)	(4 305 002)					
...	576 883 000	58 787 885	(4 305 002)	631 365 883					
...	...	1	...	1	3b				
...	51 660 000	...	...	51 660 000	5				
...	...	3 288 000	...	3 288 000	5a				
...	...	...	(4 695 000)	(4 695 000)					
...	51 660 000	3 288 000	(4 695 000)	50 253 000					
20 893 095	278 710 000	...	...	299 603 095	10				
...	...	117 721 000	...	117 721 000	10a				
...	...	63 363 998	...	63 363 998	10b				
...	...	...	4 305 002	4 305 002					
...	...	...	4 695 000	4 695 000					
20 893 095	278 710 000	181 084 998	9 000 002	489 688 095					
...	48 645	...	...	48 645	(S)				
...	2 000 000	...	(208 687)	1 791 313	(S)				
...	207 000 000	(27 158 000)	(4 061 806)	175 780 194	(S)				
...	4 000 000	...	(1 668 192)	2 331 808	(S)				
...	1 500 000	...	(1 133 482)	366 518	(S)				
600 000	200 000	...	(200 000)	600 000	(S)			600 000	...
...	63 000 000	(62 546 000)	128 536	582 536	(S)			...	99 865 730

...	3 100 000	...	(3 100 000)	...	(S) Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole—Programmes de transition pour les viandes rouges	...	...	...	...
...	25 000 000	(4 792 200)	(9 999 570)	10 208 230	(S) Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	10 208 230	...	...	325 055
...	187 000 000	98 138 000	2 955 299	288 093 299	(S) Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole—Compte de stabilisation du revenu net	288 093 299	...	...	126 018 320
...	104 500 000	(50 000 000)	...	54 500 000	(S) Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole—Programme complémentaire pour le secteur des cultures	54 500 000	...	...	54 500 000
...	160 000	...	20 505	180 505	(S) Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole—Programme de refinancement de la dette du Nouveau-Brunswick de 1994	180 505	...	...	113 580
...	19 600 000	(10 800 000)	(78 000)	8 722 000	(S) Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole—Programme d'innovation en agroalimentaire	8 722 000	...	...	150 000
...	...	13 650 000	574 559	14 224 559	(S) Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole—Programme d'assurance-stabilisation des revenus agricoles du Québec	14 224 559	...	...	...
...	...	174 360 000	(37 849 979)	136 510 021	(S) Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole—Programmes complémentaires de sécurité du revenu	136 510 021	...	...	...
...	400 000 000	309 000 000	(1 451 783)	707 548 217	(S) Paiements relatifs à la Loi sur les paiements de transition du grain de l'Ouest	707 548 217	...	...	889 046 875
...	...	750 000	(57 215)	692 785	(S) Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole—Programme Canada/Québec horti-plus	692 785	...	...	...
...	65 635 000	...	2 512 000	68 147 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	68 147 000	...	...	63 946 000
12 622 604	(778 000)	...	778 000	12 622 604	(S) Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains				
...	...	...	483 049	483 049	Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
12 622 604	(778 000)	...	1 261 049	13 105 653	Total—Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	(246 742)	...	13 352 395	(622 604)
4 618 426	...	...	...	4 618 426	(S) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel	567 597	...	4 050 829	(745 219)
...	...	...	44 494	44 494	(S) Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	44 494	...	...	3 966
...	...	...	49 441	49 441	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	49 441	...	...	75 921
67 467	...	...	5 977 925	6 045 392	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 004 907	...	40 485	4 693 898
...	...	...	15 525	15 525	(S) Prêts garantis en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles	15 525	...	...	...
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	4 459 328
38 801 592	1 989 218 645	683 762 684	(46 269 381)	2 665 513 540	Total du ministère—Budgétaire	2 589 021 576	58 448 255	18 043 709	2 561 420 166
					Commission canadienne du lait				
...	2 426 000	...	...	2 426 000	15 Dépenses du programme	2 423 105	2 895	...	2 461 315

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations					
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
					(S)	(L) Prêts en vertu de la Loi sur la Commission canadienne du lait, article 16 tel que modifié par le crédit 50a de la Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits. Limite 300 000 000 \$ (Net)				
261 500 000	...	...	...	261 500 000			25 918 000	...	235 582 000	6 760 000
...	2 426 000	...	...	2 426 000		Total du programme—	2 423 105	2 895	...	2 461 315
261 500 000	...	...	...	261 500 000		Budgétaire	25 918 000	...	235 582 000	6 760 000
						Non budgétaire				
						Société du crédit agricole				
					(S)	Loi sur la Société du crédit agricole				
					(L)	Paiements de capital en vertu de la Loi sur la Société du crédit agricole, paragraphe 11(1). Limite 1 125 000 000 \$ (Brut)	...	...	6 667 000	...
6 667 000	...	...	...	6 667 000	(L)	Prêts à la Société en vertu de la Loi sur la Société du crédit agricole, paragraphe 12(3). Le total ne doit pas dépasser douze fois le capital de la Société (Net)	197 091 221	...	8 994 643 423	(213 314 631)
9 385 301 643	...	...	(193 566 999)	9 191 734 644		Total du programme—Non budgétaire	197 091 221	...	9 001 310 423	(213 314 631)
9 391 968 643	...	...	(193 566 999)	9 198 401 644		Total du portefeuille ministériel—	2 591 444 681	58 451 150	18 043 709	2 563 881 481
38 801 592 1 991 644 645	683 762 684	(46 269 381)	2 667 939 540			Budgétaire	223 009 221	...	9 236 892 423	(206 554 631)
9 653 468 643	...	...	(193 566 999)	9 459 901 644		Non budgétaire				

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Recherche et développement agricoles	260 460 180	261 345 212	34 305 000	34 339 324	1 872 920	1 871 530	...	...	...	...	296 638 100	297 556 066
Inspection et réglementation	301 126 229	270 891 511	13 705 000	13 700 787	2 451 983	2 451 983	70 487 000	47 937 396	...	...	246 796 212	239 106 885
Politiques et programmes d'économie agricole	62 843 198	59 864 657	...	...	971 043 544	953 746 674	7 100 000	9 335 412	...	...	1 026 786 742	1 004 275 919
Services à l'industrie et aux marchés	44 012 435	44 080 720	...	...	106 597 192	71 801 465	...	...	...	...	150 609 627	115 882 185
Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales	57 472 999	60 504 763	1 127 500	1 127 489	809 855 965	809 852 868	9 905 000	12 758 895	...	...	858 551 464	858 726 225
Gestion et services intégrés	71 896 242	72 658 464	1 115 500	1 048 574	14 000	14 000	...	...	...	...	73 025 742	73 721 038
Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	13 105 653	49 902 076	...	...	...	...	...	50 148 818	...	...	13 105 653	(246 742)
Sous-total	810 916 936	819 247 403	50 253 000	50 216 174	1 891 835 604	1 839 738 520	87 492 000 ⁽¹⁾	120 180 521	...	...	2 665 513 540	2 589 021 576
Recettes affectées aux dépenses	(87 492 000)	(120 180 521)	...	...	...	...	(87 492 000)	(120 180 521)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	723 424 936	699 066 882	50 253 000	50 216 174	1 891 835 604	1 839 738 520	...	...	...	...	2 665 513 540	2 589 021 576
Commission canadienne du lait—												
Budgétaire	2 426 000	2 423 105	...	...	...	...	...	...	...	...	2 426 000	2 423 105
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	261 500 000	25 918 000	261 500 000	25 918 000
Société du crédit agricole—												
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	9 198 401 644	197 091 221	9 198 401 644	197 091 221
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	725 850 936	701 489 987	50 253 000	50 216 174	1 891 835 604	1 839 738 520	...	...	...	...	2 667 939 540	2 591 444 681
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	9 459 901 644	223 009 221	9 459 901 644	223 009 221

(1) Ce montant a été réduit de 133 485 000 \$ à 87 492 000 \$ au cours de l'exercice.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Subventions									
Recherche et développement agricoles									
...	999 000	...	(137 780)	861 220	Subventions aux fins de recherches agricoles dans les universités et dans d'autres organisations scientifiques au Canada	861 220	...	...	995 850

Politiques et programmes d'économie agricole									
...	228 000	...	...	228 000	Subventions dans le cadre du programme canadien de réorientation des agriculteurs	172 684	55 316	...	750 465
...	...	26 850 000	...	26 850 000	Subventions aux organisations pour le développement et l'adaptation rurale au sein du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire	26 850 000	...	...	...
...	...	4 556 000	...	4 556 000	Subventions aux organisations dans le cadre des programmes complémentaires de sécurité du revenu	4 556 000	...	...	...
...	...	100 000	(88 000)	12 000	Subventions aux personnes, sociétés, entreprises et associations coopératives en vertu du programme de subvention à l'aide en orientation spécialisé	8 431	3 569	...	...
...	...	150 000	...	150 000	Subvention au Manitoba Pork Establish	150 000	...	...	...
...	...	102 997 998	(44 097 998)	58 900 000	Subventions aux particuliers et aux organisations à l'appui de la réforme du transport du grain	58 872 919	27 081	...	...
...	...	7 266 000	...	7 266 000	Subvention à la British Columbia Investment Agriculture Foundation	7 266 000	...	...	...
...	...	1 450 000	...	1 450 000	Subventions aux pomiculteurs en vertu du Fonds national de transition	1 363 776	86 224	...	...
...	...	1 000 000	...	1 000 000	Subvention au Conseil de l'adaptation agricole pour le programme du fonds de recherche et de développement	1 000 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	102 422 265
...	228 000	144 369 998	(44 185 998)	100 412 000		100 239 810	172 190	...	103 172 730

Services à l'industrie et aux marchés									
600 000	200 000	...	(200 000)	600 000	(S) Subventions aux offices établis conformément à la Loi sur les offices des produits agricoles	...	...	600 000	...

Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales									
...	400 000 000	309 000 000	(1 451 783)	707 548 217	(S) Paiements relatifs à la Loi sur les paiements de transition du grain de l'Ouest	707 548 217	...	...	889 046 875
...	38 000	...	...	38 000	Subventions aux organisations dont les activités appuient l'aménagement et la conservation des sols et de l'eau	38 000	...	...	34 601
...	...	...	49 000 000	49 000 000	Subventions aux particuliers et aux organisations à l'appui de la réforme du transport du grain	49 000 000	...	...	...

...	...	...	10 000 000	10 000 000	Subventions en vertu du programme canadien d'agro- infrastructure	10 000 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	4 500 000
...	400 038 000	309 000 000	57 548 217	766 586 217		766 586 217	...	...	893 581 476
<hr/>									
Gestion et services intégrés									
...	3 000	...	...	3 000	Subventions à des particuliers pour leur participation à la diffusion nationale de l'information agricole fédérale	3 000	...	...	2 000
600 000	401 468 000	453 369 998	13 024 439	868 462 437	Total—Subventions	867 690 247	172 190	600 000	997 752 056
<hr/>									
Contributions									
Recherche et développement agricoles									
...	791 000	...	66 900	857 900	Contributions à l'appui des organisations participant à la recherche et au développement agricoles	857 510	390	...	887 857
...	40 000	...	113 800	153 800	Contributions pour des initiatives agricoles menées dans le cadre du Plan vert	152 800	1 000	...	358 000
...	831 000	...	180 700	1 011 700		1 010 310	1 390	...	1 245 857
<hr/>									
Inspection et réglementation									
...	385 000	...	1 220 635	1 605 635	Indemnités pour animaux abattus aux termes de la Loi sur la santé des animaux	1 605 635	...	...	314 082
...	112 000	...	(102 112)	9 888	Contributions aux provinces, conformément aux règlements sur l'indemnisation des propriétaires d'animaux qui meurent de la rage édictés par le gouverneur en conseil, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants versés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts des suites de la rage	9 888	...	...	23 578
...	7 000	...	(5 500)	1 500	Indemnités, selon les conditions approuvées par le gouver- neur en conseil, aux propriétaires d'animaux morts des suites de la fièvre charbonneuse	1 500	...	...	...
...	329 000	...	505 960	834 960	Contributions pour venir en aide aux organismes qui s'occu- pent de promouvoir les objectifs liés à la santé des végétaux et des animaux	834 960	...	...	519 248
...	833 000	...	1 618 983	2 451 983		2 451 983	...	...	856 908
<hr/>									
Politiques et programmes d'économie agricole									
...	9 915 000	...	2 500 067	12 415 067	Contributions pour initiatives agricoles menées dans le cadre du Plan vert	12 415 067	...	...	11 610 387
...	173 300 000	...	...	173 300 000	Paiements versés aux agriculteurs pour des produits agrico- les par le gouverneur en conseil en vertu de la Loi sur la protection du revenu agricole	156 500 000	16 800 000	...	207 499 144
...	2 600 000	...	...	2 600 000	Contribution à la Société de l'usine-pilote de protéines, d'huile et d'amidon (PHA)	2 600 000	...	...	2 500 000
...	11 056 000	...	(11 048 902)	7 098	Aide au transport des céréales fourragères, y compris l'aide pour les frais d'entreposage des céréales, selon les condi- tions prescrites par le gouverneur en conseil	7 098	...	...	13 976 614
...	1 535 000	...	(118 000)	1 417 000	Contribution au programme des 4-H et au programme national de sécurité à la ferme	1 416 800	200	...	779 856
...	3 100 000	...	(3 100 000)	...	(S) Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agri- cole—Programmes de transition pour les viandes rouges	...	...	...	...
...	2 000 000	...	(1 355 519)	644 481	(S) Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole—Programme de la protection du revenu	644 481	...	...	2 365 586

Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
...	207 000 000	(27 158 000)	(4 061 806)	175 780 194	(S) Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole—Programme d'assurance-récolte	175 780 194	...	...	163 557 107
...	104 500 000	(50 000 000)	...	54 500 000	(S) Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole—Programme complémentaire pour le secteur des cultures	54 500 000	...	...	54 500 000
...	160 000	...	20 505	180 505	(S) Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole—Programme de refinancement de la dette du Nouveau-Brunswick de 1994	180 505	...	...	113 580
...	63 000 000	(62 546 000)	128 536	582 536	(S) Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole—Régime d'assurance-revenu brut	582 536	...	...	99 865 730
...	187 000 000	98 138 000	2 955 299	288 093 299	(S) Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole—Compte de stabilisation du revenu net (CSRN)	288 093 299	...	...	126 018 320
...	836 000	...	(242 000)	594 000	Contributions en vertu du programme de réorientation des agriculteurs	321 145	272 855	...	759 456
...	...	13 650 000	574 559	14 224 559	(S) Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole—Programme d'assurance-stabilisation des revenus agricoles du Québec	14 224 559	...	...	...
...	...	10 000 000	(2 870 001)	7 129 999	Contributions en vertu du programme canadien de gestion d'entreprise agricole	7 078 374	51 625	...	8 370 406
...	...	4 215 000	(4 215 000)	...	Contributions en vertu du programme canadien d'agro-infrastructure	...	...	...	...
...	...	...	1 000 000	1 000 000	Contribution à la Corporation du port d'Halifax	1 000 000	...	...	...
...	...	750 000	(57 215)	692 785	(S) Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole—Programme Canada/Québec horti-plus	692 785	...	...	...
...	...	174 360 000	(37 849 979)	136 510 021	(S) Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole—Programmes complémentaires de sécurité du revenu	136 510 021	...	...	...
...	...	...	146 000	146 000	Contribution en vertu du Programme d'aide agro-alimentaire	146 000	...	...	...
...	...	...	100 000	100 000	Contribution aux organisations participant à la recherche et au développement agricoles	100 000	...	...	...
...	...	...	714 000	714 000	Contribution aux fermiers et aux opérateurs d'entreprise agricole en vertu du Programme de planification d'entreprise agricole	714 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	229 417
...	766 002 000	161 409 000	(56 779 456)	870 631 544		853 506 864	17 124 680	...	692 145 603
...	20 000 000	...	1 404 400	21 404 400	Services à l'industrie et aux marchés				
...	2 280 000	...	273 000	2 553 000	Contribution à l'égard du programme de prêts basés sur le prix des produits agricoles	2 140 400	...	...	9 950 700
...	1 500 000	...	(1 133 482)	366 518	Contribution à l'égard du processus d'examen de l'endettement agricole	2 556 200	(3 200)	...	7 752 600
...	...	...	...	...	(S) Prêts garantis en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes	366 518	...	...	370 221

...	4 000 000	...	(1 668 192)	2 331 808	(S) Prêts garantis en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	2 331 808	...	...	1 536 972
...	25 000 000	(4 792 200)	(9 999 570)	10 208 230	(S) Paiements relatifs à la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	10 208 230	...	...	325 055
...	...	...	15 525	15 525	(S) Prêts garantis en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles	15 525	...	...	...
...	7 124 000	...	(255 000)	6 869 000	Initiatives en vertu des ententes sur le développement économique et régional	6 379 300	489 700	...	10 915 700
...	13 600 000	...	(4 204 216)	9 395 784	Contributions au titre de programme d'accroissement des liquidités pour les récoltes de 1994	6 403 500	2 992 284	...	20 893 600
...	989 000	...	620 700	1 609 700	Aide en vue de l'ajustement à long terme de l'industrie de l'horticulture (Mesures de soutien et d'adaptation en agriculture I et II)	1 594 400	15 300	...	2 124 700
...	13 124 000	...	(4 819 700)	8 304 300	Contributions en vertu du programme de commerce agroalimentaire 2000	7 120 000	1 184 300	...	8 191 171
...	...	22 500 000	(1 974 000)	20 526 000	Contributions au titre du programme d'accroissement des liquidités pour les récoltes de 1996	11 901 752	8 624 248	...	...
...	...	...	373 000	373 000	Contribution pour la privatisation des fonctions d'amélioration et d'évaluation génétiques des animaux d'élevage	373 000	...	...	684 000
20 893 095	...	...	...	20 893 095	Programme de développement des petites fermes	...	20 893 095	...	...
...	...	...	1 146 832	1 146 832	(S) Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole—Programmes de transition pour les viandes rouges	1 146 832	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	6 963 146
20 893 095	87 617 000	17 707 800	(20 220 703)	105 997 192		71 801 465	34 195 727	...	69 707 865
...	1 910 000	...	2 802 834	4 712 834	Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales				
...	5 158 000	...	644 088	5 802 088	Entente de partenariat Canada-Manitoba sur l'infrastructure hydraulique des municipalités pour la diversification de l'économie rurale	4 712 834	...	...	8 379 918
...	903 000	...	969 953	1 872 953	Contributions aux agriculteurs et éleveurs véritables, aux groupements d'agriculteurs et aux petites communautés du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la région de la Rivière-de-la-Paix en Colombie-Britannique pour la mise en place de sources d'approvisionnement fiables en eau	5 802 088	...	...	5 239 263
...	...	...	6 640 000	6 640 000	Contributions en vertu de l'entente de partenariat Canada-Saskatchewan sur l'expansion économique fondée sur la gestion des ressources hydrauliques	1 872 953	...	...	3 436 607
...	19 600 000	(10 800 000)	(78 000)	8 722 000	Contributions en vertu du programme canadien d'agro-infrastructure	6 637 544	2 456	...	...
...	11 437 000	...	(662 079)	10 774 921	(S) Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole—Programme d'innovation en agroalimentaire	8 722 000	...	...	150 000
...	...	...	490 360	490 360	Contributions pour les initiatives agricoles menées dans le cadre du Plan vert	10 774 921	...	...	9 884 205
...	...	...	4 232 592	4 232 592	Contributions en vertu de l'entente de partenariat Canada-Saskatchewan sur le développement rural	490 360	...	...	758 752
...	...	...	22 000	22 000	Contributions à la ville de Portage la Prairie pour faciliter l'expansion du système de traitement des eaux usées	4 232 592	...	...	...
...	39 008 000	(10 800 000)	15 061 748	43 269 748	Contributions aux organisations pour faciliter le développement rural et l'adaptation dans le secteur de l'agriculture et de l'agro-alimentaire	21 359	641	...	...
...	...	...	...	...		43 266 651	3 097	...	27 848 745

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	5 000	...	...	5 000	Gestion et services intégrés				
...	6 000	...	...	6 000	Contribution au Conseil canadien de la sécurité à l'appui de la Semaine nationale de la sécurité à la ferme	5 000	...	...	5 000
...	11 000	...	...	11 000	Frais d'adhésion à l'Association internationale de chimie céréalière	6 000	...	...	...
20 893 095	894 302 000	168 316 800	(60 138 728)	1 023 373 167	Total—Contributions	972 048 273	51 324 894	...	791 809 978
Sommaire du portefeuille ministériel par activité									
...	1 830 000	...	42 920	1 872 920	Recherche et développement agricoles	1 871 530	1 390	...	2 241 707
...	833 000	...	1 618 983	2 451 983	Inspection et réglementation	2 451 983	...	...	856 908
21 493 095	766 230 000	305 778 998	(100 965 454)	971 043 544	Politiques et programmes d'économie agricole	953 746 674	17 296 870	...	795 318 333
...	87 817 000	17 707 800	(20 420 703)	106 597 192	Services à l'industrie et aux marchés	71 801 465	34 195 727	600 000	69 707 865
...	439 046 000	298 200 000	72 609 965	809 855 965	Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales	809 852 868	3 097	...	921 430 221
...	14 000	...	...	14 000	Gestion et services intégrés	14 000	...	...	7 000
21 493 095	1 295 770 000	621 686 798	(47 114 289)	1 891 835 604	Total du portefeuille ministériel	1 839 738 520	51 497 084	600 000	1 789 562 034

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Inspection et réglementation			
Surveillance du pari-mutuel	14 499 000	13 810 129	14 663 118
Autre	55 988 000	34 127 267	27 268 686
Politiques et programmes d'économie agricole	7 100 000	9 335 412	...
Rétablissement, viabilité et développement des prairies rurales	9 905 000	12 758 895	12 520 708
Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	...	50 148 818	47 983 312
Total du ministère—Budgétaire	87 492 000⁽¹⁾	120 180 521	102 435 824
Commission canadienne du lait			
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Commission canadienne du lait			
Remboursement de prêts	...	213 949 000	312 992 000
Total du programme—Non budgétaire	...	213 949 000	312 992 000
Société du crédit agricole			
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Société du crédit agricole			
Remboursement de prêts — Article 12	...	478 908 779	1 053 308 331
Total du programme—Non budgétaire	...	478 908 779	1 053 308 331
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	87 492 000⁽¹⁾	120 180 521	102 435 824
Non budgétaire	...	692 857 779	1 366 300 331

⁽¹⁾ Ce montant a été réduit de 133 485 000 \$ à 87 492 000 \$ au cours de l'exercice.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	5 279 956	5 114 863
Total des recettes fiscales	5 279 956	5 114 863
Recettes non fiscales—		
Revenus de placements — ⁽¹⁾		
Prêts, placements et avances —		
Centres de services agricoles	206 408	262 513
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	1 085 849	1 164 576
Commission canadienne du lait	2 442 908	2 994 428
Société du crédit agricole	171 011 398	207 751 516
Fonds d'aide aux groupements agricoles	402 865	671 609
Autres comptes —		
Intérêt sur vente de terrain irrigué — Autres	...	4 332
Régime d'assurance-revenu brut — Intérêt sur prêts	18 792	2 554 224
	175 168 220	215 403 198
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	24 992 407	29 244 247
Autres	116 816 588	316 640 103
	141 808 995	345 884 350
Privilèges, licences et permis —		
Locations	867 974	980 163
Licences	8 984	5 889
Permis	18 577	16 006
Divers	3 118 533	2 527 624
	4 014 068	3 529 682
Frais de services —		
Grains—Frais	...	3 911 863
Services de vérification	342 548	229 040
Divers	2 734 040	2 242 477
	3 076 588	6 383 380
Produits des ventes —		
Plantes et produits végétaux	3 660	...
Divers services	3 996	...
Divers	19 996	66 388
	27 652	66 388

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État —		
Bétail et substances animales	1 330 072	1 009 123
Plantes et produits végétaux	1 697 603	1 491 436
Divers	2 950 250	2 218 557
	5 977 925	4 719 116
Diverses recettes non fiscales —		
Compte de stabilisation du revenu net	1 192	4 281 316
Recouvrement de paiements des provinces et municipalités	4 396 987	14 773 626
Divers	2 086 586	7 090 973
	6 484 765	26 145 915
Total des recettes non fiscales	336 558 213	602 132 029
Total du ministère	341 838 169	607 246 892
Commission canadienne du lait		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	5 225	16 214
Diverses recettes non fiscales —		
Divers	2 465	720
Total du programme	7 690	16 934
Sommaire du portefeuille ministériel		
Recettes fiscales —		
Taxe sur les produits et services	5 279 956	5 114 863
Total des recettes fiscales	5 279 956	5 114 863
Recettes non fiscales —		
Revenus de placements	175 168 220	215 403 198
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	141 814 220	345 900 564
Privilèges, licences et permis	4 014 068	3 529 682
Frais de services	3 076 588	6 383 380
Produits des ventes	27 652	66 388
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 977 925	4 719 116
Diverses recettes non fiscales	6 487 230	26 146 635
Total des recettes non fiscales	336 565 903	602 148 963
Total du portefeuille ministériel	341 845 859	607 263 826

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 5

COMPTES PUBLICS DU CANADA
1996-1997

Anciens combattants

Ministère

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités . . .	5.2
Sommaire du portefeuille ministériel	5.3
Programmes par activité	5.5
Paievements de transfert	5.6
Déetail des montants disponibles pour être dépensés	5.8
Recettes	5.8

Ministère

Programme des anciens combattants

Objectif

Fournir l'appui nécessaire au bien-être physique, mental, social et financier des anciens combattants, des personnes à leur charge ainsi que des autres personnes admissibles.

Description des activités**Soins de santé**

Fournir aux anciens combattants admissibles les soins hospitaliers, médicaux et d'hébergement; les services médicaux et dentaires dans les cliniques externes du ministère; les examens pour les soins de santé; la consultation en matière de bien-être social; les services de prothèses ainsi que la formation, les allocations et les prestations connexes.

Pensions

Administration et paiement des pensions et prestations d'invalidité ou de décès, fourniture d'une aide juridique aux personnes qui veulent présenter des demandes conformément à la Loi sur les pensions, à la Loi sur les avantages destinés aux anciens combattants, à la Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils, au Règlement sur l'indemnisation en cas d'accident d'aviation, et aux lois et ordonnances connexes.

Soutien financier

Administration des questions relatives au soutien financier et aux autres programmes spéciaux pour les anciens combattants, les personnes à leur charge et certaines autres personnes désignées. Ces prestations comprennent les allocations mensuelles versées en vertu de la Loi sur les allocations aux anciens combattants conformément à la partie IX de la Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils et une aide financière supplémentaire fondée sur le besoin; l'aide à l'éducation pour les anciens combattants et les orphelins pensionnés d'anciens combattants; des services spécialisés de bien-être pour les anciens combattants aveugles, sourds ou paraplégiques; des mesures spéciales d'aide au logement pour les anciens combattants.

Administration du ministère

Fonctionnement du cabinet du secrétaire d'État (Anciens combattants), des bureaux du sous-ministre et de deux sous-ministres adjoints, et soutien administratif à l'appui des finances, du personnel, des services de gestion, des services organisationnels, des communications, de la vérification, des services de sécurité ainsi que la coordination de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels et les fonctions de gestion des biens immobiliers.

Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Objectif

Offrir un mécanisme de révision et d'appel aux anciens combattants, à certains civils et à leurs personnes à charge pour leur assurer les pleines prestations auxquelles ils ont droit en vertu de la Loi sur les pensions, de la Loi sur les allocations aux anciens combattants, de la Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils et des autres lois pertinentes.

Description de l'activité**Pensions**

Entend toutes les demandes de révision des anciens combattants et autres ayants droit qui sont mécontents des jugements rendus par le ministère des Anciens combattants, relatifs à leur pension d'invalidité, entend les appels des personnes qui sont mécontentes des décisions du Tribunal de révision, et entend les appels en dernière instance relatifs à l'allocation d'ancien combattant des personnes qui sont mécontentes des décisions rendues par le ministère. Le Tribunal, en plus, interprète la Loi sur les pensions, la Loi sur les avantages liés à la guerre pour les anciens combattants de la marine marchande et les civils, et la Loi sur les allocations aux anciens combattants, ainsi que d'autres lois connexes.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Programme des anciens combattants									
...	492 264 000	...	...	492 264 000	1	Dépenses de fonctionnement			
...	...	1	...	1	1a	Virement de 8 678 116 \$ du crédit 5 (Anciens combattants)			
...	...	...	8 678 116	8 678 116		Virement du : crédit 5			
...	...	...	(139 999)	(139 999)		Virement au crédit 10			
...	492 264 000	1	8 538 117	500 802 118		Total—Crédit 1	492 583 555	8 218 563	... 518 791 769
...	1 418 796 000	...	...	1 418 796 000	5	Subventions et contributions			
...	...	...	(8 678 116)	(8 678 116)		Virement au : crédit 1			
...	...	...	(345 099)	(345 099)		crédit 10			
...	1 418 796 000	...	(9 023 215)	1 409 772 785		Total—Crédit 5	1 368 480 159	41 292 626	... 1 391 320 196
...	12 000	...	(12 000)	...	(S)	Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8, et remboursements, en vertu de l'article 15 de la Loi sur les indemnités de service de guerre, de redressements de compensation effectués en conformité avec la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	...	...	... ..
...	10 000	...	(10 000)	...	(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (Loi sur l'assurance des soldats de retour)	...	...	... ..
...	539 000	...	(190 477)	348 523	(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (Loi sur l'assurance des anciens combattants)	348 523	...	... 175 271
...	19 779 000	...	757 000	20 536 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20 536 000	...	... 18 739 000
3 606	...	...	108 528	112 134	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	87 174	...	24 960 135 728
...	...	...	11 563	11 563	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	11 563	...	... 88 271
3 606	1 931 400 000	1	179 516	1 931 583 123		Total budgétaire	1 882 046 974	49 511 189	24 960 1 929 250 235

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
593 460 175	...	...	...	593 460 175	(S) (L) Prêts à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, parties I, II et III telle que modifiée par le crédit L55 de la Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits. Limite 605 000 000 \$ (Net)	(4 432 049)	...	597 892 224	(5 240 879)
3 606	1 931 400 000	1	179 516	1 931 583 123	Total du programme—	1 882 046 974	49 511 189	24 960	1 929 250 235
593 460 175	...	...	...	593 460 175	Budgétaire	(4 432 049)	...	597 892 224	(5 240 879)
					Non budgétaire				
...	6 791 000	...	...	6 791 000	Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)				
...	...	1	...	1	10 Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	10a Virement de 345 099 \$ du crédit 5 (Anciens combattants)				
...	...	...	139 999	139 999	10b Virement de 139 999 \$ du crédit 1 (Anciens combattants)				
...	...	...	345 099	345 099	Virement du : crédit 1				
...	...	...	150 000	150 000	crédit 5				
...	6 791 000	2	635 098	7 426 100	CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	868 000	...	33 000	901 000	Total—Crédit 10	7 406 423	19 677	...	7 220 693
...	7 659 000	2	668 098	8 327 100	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	901 000	...	...	779 000
					Total du programme—Budgétaire	8 307 423	19 677	...	7 999 693
3 606	1 939 059 000	3	847 614	1 939 910 223	Total du portefeuille ministériel—	1 890 354 397	49 530 866	24 960	1 937 249 928
593 460 175	...	...	...	593 460 175	Budgétaire	(4 432 049)	...	597 892 224	(5 240 879)
					Non budgétaire				

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Programme des anciens combattants												
Soins de santé	432 022 002	415 666 156	2 765 000	2 764 656	170 123 000	154 115 047	...	...	...	...	604 910 002	572 545 859
Pensions	25 322 000	27 572 734	543 000	542 295	1 150 787 785	1 135 385 397	...	...	...	...	1 176 652 785	1 163 500 426
Soutien financier	25 142 000	20 649 862	1 676 000	1 675 916	89 210 523	79 328 238	...	...	...	...	116 028 523	101 654 016
Administration du ministère —												
Budgétaire	31 367 813	41 722 833	2 624 000	2 623 840	...	...	...	...	...	...	33 991 813	44 346 673
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	593 460 175	(4 432 049)	593 460 175	(4 432 049)
Total du programme—												
Budgétaire	513 853 815	505 611 585	7 608 000	7 606 707	1 410 121 308	1 368 828 682	...	...	...	...	1 931 583 123	1 882 046 974
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	593 460 175	(4 432 049)	593 460 175	(4 432 049)
Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)												
Pensions	8 204 100	8 019 291	123 000	288 132	...	...	...	...	...	...	8 327 100	8 307 423
Total du programme—Budgétaire	8 204 100	8 019 291	123 000	288 132	...	...	...	...	...	...	8 327 100	8 307 423
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	522 057 915	513 630 876	7 731 000	7 894 839	1 410 121 308	1 368 828 682	...	...	...	...	1 939 910 223	1 890 354 397
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	593 460 175	(4 432 049)	593 460 175	(4 432 049)

Paielements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Programme des anciens combattants									
Subventions									
Soins de santé									
...	200 000	200 000					
...	1 500 000	...	...	1 500 000	44 454	155 546	...	44 454
					1 078 585	421 415	...	958 445	
...	1 700 000	...	...	1 700 000	1 123 039	576 961	...	1 002 899
Pensions									
...	1 158 990 000	...	(9 023 215)	1 149 966 785	1 134 795 665	15 171 120	...	1 113 348 601	
...	750 000	...	...	750 000	577 483	172 517	...	606 759
...	71 000	...	...	71 000	12 249	58 751	...	15 604
...	1 159 811 000	...	(9 023 215)	1 150 787 785	1 135 385 397	15 402 388	...	1 113 970 964	
Soutien financier									
...	62 679 000	...	...	62 679 000	61 360 057	1 318 943	...	79 924 818
...	2 000 000	...	...	2 000 000	1 170 586	829 414	...	1 353 611
...	18 000	...	...	18 000	18 000	...	...	18 000
...	1 000	...	...	1 000	1 000	...	...	1 000
Autres prestations :									
...	354 000	...	...	354 000	89 721	264 279	...	181 227
...	484 000	...	...	484 000	249 103	234 897	...	478 123
...	390 000	...	...	390 000	339 126	50 874	...	356 677
...	2 000	...	...	2 000	...	2 000	...	...
...	16 226 000	...	...	16 226 000	9 232 654	6 993 346	...	16 180 791
...	6 648 000	...	...	6 648 000	6 460 479	187 521	...	6 094 075
...	60 000	...	...	60 000	58 989	1 011	...	53 237

...	10 000	...	(10 000)	...	(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	...	...	...	...
...	539 000	...	(190 477)	348 523	(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	348 523	...	...	175 271
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	600 000
...	89 411 000	...	(200 477)	89 210 523		79 328 238	9 882 285	...	105 416 830
Administration du ministère									
Paiements en vertu de la Loi sur les indemnités de service de guerre :									
...	2 000	...	(2 000)	...	(S) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8	...	...	...	...
...	10 000	...	(10 000)	...	(S) Remboursements, en vertu de l'article 15, de redressements de compensation effectués en conformité avec la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants	...	...	...	...
...	12 000	...	(12 000)	...		...	...	...	...
...	1 250 934 000	...	(9 235 692)	1 241 698 308	Total—Subventions	1 215 836 674	25 861 634	...	1 220 390 693
Contributions									
Soins de santé									
...	161 466 000	...	...	161 466 000	Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des soins médicaux non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	152 089 300	9 376 700	...	154 928 549
...	6 957 000	...	...	6 957 000	Contributions aux provinces respectives, conformément aux accords relatifs à la cession des hôpitaux du ministère	902 708	6 054 292	...	16 166 035
...	168 423 000	...	...	168 423 000		152 992 008	15 430 992	...	171 094 584
Pensions									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10 190
...	168 423 000	...	...	168 423 000	Total—Contributions	152 992 008	15 430 992	...	171 104 774
Sommaire du programme par activité									
...	170 123 000	...	...	170 123 000	Soins de santé	154 115 047	16 007 953	...	172 097 483
...	1 159 811 000	...	(9 023 215)	1 150 787 785	Pensions	1 135 385 397	15 402 388	...	1 113 981 154
...	89 411 000	...	(200 477)	89 210 523	Soutien financier	79 328 238	9 882 285	...	105 416 830
...	12 000	...	(12 000)	...	Administration du ministère	...	...	...	...
...	1 419 357 000	...	(9 235 692)	1 410 121 308	Total du programme	1 368 828 682	41 292 626	...	1 391 495 467
...	1 419 357 000	...	(9 235 692)	1 410 121 308	Total du portefeuille ministériel	1 368 828 682	41 292 626	...	1 391 495 467

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Ministère			
Programme des anciens combattants			
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Avances			
Remboursement de prêts	...	5 124 414	6 340 400
Total du portefeuille ministériel—Non budgétaire	...	5 124 414	6 340 400

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Programme des anciens combattants		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	31 833	34 096
Total des recettes fiscales	31 833	34 096
Recettes non fiscales—		
Revenus de placements —		
Prêts, placements et avances —		
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Avances	562 428	916 282
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements —		
Allocations aux anciens combattants	977 953	871 869
Pensions	1 548 250	2 404 109
Autres subventions et contributions	278 073	859 936
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	959 948	...
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	501 995	301 035
Recouvrement de pertes de deniers	62 765	40 991
	4 328 984	4 477 940
Frais de services —		
Régimes provinciaux d'assurance-hospitalisation pour services aux malades hospitalisés	23 457 063	23 364 846
Autres services aux malades hospitalisés	11 113 383	13 062 763
Services médicaux	24 189	132 111
Repas	304 538	337 057
	34 899 173	36 896 777
Produits des ventes —		
Confection des coquelicots du Jour du Souvenir (Vetcraft)	...	414 842
Divers	1 773	2 114
	1 773	416 956
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	108 528	114 893

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Diverses recettes non fiscales —		
Recouvrement de pensions des gouvernements étrangers	8 243 249	1 074 089
Location d'espace dans les hôpitaux	38 041	9 452
Recouvrement de services rendus à des vétérans étrangers	571 106	816 387
Divers	122 944	551 881
	<hr/>	<hr/>
	8 975 340	2 451 809
	<hr/>	<hr/>
Total des recettes non fiscales	48 876 226	45 274 657
	<hr/>	<hr/>
Total du programme	48 908 059	45 308 753
	<hr/>	<hr/>
Programme du Tribunal des anciens combattants (révision et appel)		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	...	31
	<hr/>	<hr/>
Total du programme	...	31
	<hr/>	<hr/>
Total du ministère	48 908 059	45 308 784

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Sommaire du portefeuille ministériel		
Recettes fiscales —		
Taxe sur les produits et services	31 833	34 096
	<hr/>	<hr/>
Total des recettes fiscales	31 833	34 096
	<hr/>	<hr/>
Recettes non fiscales —		
Revenus de placements	562 428	916 282
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 328 984	4 477 971
Frais de services	34 899 173	36 896 777
Produits des ventes	1 773	416 956
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	108 528	114 893
Diverses recettes non fiscales	8 975 340	2 451 809
	<hr/>	<hr/>
Total des recettes non fiscales	48 876 226	45 274 688
	<hr/>	<hr/>
Total du portefeuille ministériel	48 908 059	45 308 784

SECTION 6

COMPTES PUBLICS DU CANADA
1996-1997

Citoyenneté et Immigration

Ministère

Commission de l'immigration et du
statut de réfugié du Canada

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités. . .	6.2
Sommaire du portefeuille ministériel	6.4
Programmes par activité	6.6
Paievements de transfert	6.7
Détail des montants disponibles pour être dépensés	6.8
Recettes	6.8

Ministère

Objectif

L'objectif du programme est de faire en sorte que la santé et la sécurité des Canadiens et leurs intérêts sociaux et économiques soient pris en compte dans les processus d'admission au Canada et d'attribution de la citoyenneté et que les politiques et programmes concernant la citoyenneté, l'immigration, les réfugiés et les visiteurs soient gérés en tenant compte des besoins et des moyens du Canada ainsi que de ses responsabilités et engagements sur le plan international.

Description des activités

Enregistrement et promotion de la citoyenneté

L'activité Enregistrement et promotion de la citoyenneté donne des directives opérationnelles et une orientation générale sur toutes les questions relatives à la citoyenneté. Le personnel chargé de cette activité applique et interprète la législation sur la citoyenneté et offre des services à la collectivité afin de renseigner la clientèle et le public en la matière. Les bureaux locaux desservant les grands centres urbains et les régions périphériques sont responsables de la prestation de la majorité des services. Ces bureaux évaluent les demandes d'attribution, de preuve et de recherche de la citoyenneté et attribuent la citoyenneté aux immigrants admis au Canada, organisent les cérémonies d'assermentation des nouveaux Canadiens, présentent les certificats de citoyenneté et répondent aux demandes de renseignements du public.

Service national

Le service national procède au deuxième interrogatoire détaillé des personnes cherchant à entrer au pays, offre des services aux immigrants et aux

visiteurs, s'occupe de questions relatives à la présentation des cas et aux litiges ainsi qu'aux gens d'affaires immigrants, en plus d'exploiter les Centres de traitement des demandes à Vegreville (Alberta) et à Mississauga (Ontario). Le service national joue un rôle majeur dans l'exécution de la Loi et l'interception, le contrôle de l'immigration illégale (par la tenue d'investigations, la détention et le renvoi), et la gestion des cas délicats.

Établissement

Dans le cadre de cette activité, sont offerts aux résidents permanents récemment arrivés (immigrants et réfugiés) des services d'adaptation, d'installation et d'intégration afin de favoriser leur participation rapide à la société canadienne.

Service international

Le service international a pour but d'exécuter les programmes d'immigration du Canada aux missions canadiennes à l'étranger. Cela comprend la sélection des immigrants, le traitement des demandes des visiteurs, la prestation des services de santé aux immigrants, l'établissement de rapports et la liaison ainsi que le contrôle et l'interception. Le service international joue un rôle prépondérant pour ce qui est de surveiller et de signaler les questions touchant l'immigration et les réfugiés au niveau international et de coordonner les activités internationales du ministère qui ont trait particulièrement aux relations avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, les autres pays et les organismes multilatéraux.

Politique

Les responsables de cette activité élaborent le programme d'action pour Citoyenneté et Immigration Canada; évaluent les contextes national et international; prévoient les nouveaux enjeux et offrent des conseils judicieux en plus de jouer un rôle de pre-

mier plan en matière de politiques; ils élaborent des énoncés de politique relativement aux grands enjeux et aux cadres juridiques et institutionnels, au Canada et à l'étranger; ils donnent au ministre, au sous-ministre et aux cadres supérieurs du ministère de précieux conseils en temps utile; ils aident l'équipe de gestion du ministère à établir un plan stratégique.

Services ministériels

Les services ministériels dispensent des services de gestion, d'orientation, de coordination et d'administration centralisée pour que le ministère s'acquitte de son mandat.

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Objectif

Satisfaire aux obligations légales dont le Canada doit s'acquitter en matière d'immigration et de détermination du statut de réfugié à titre de signataire de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés et du Protocole de 1967 s'y rapportant en statuant sur les demandes de statut de réfugié présentées par des personnes au Canada; en procédant à des enquêtes sur des personnes dont on présume qu'elles ne peuvent être admises au Canada, ou qu'elles doivent en être renvoyées; en révisant les motifs de garde de personnes retenues pour des raisons liées à l'immigration; et en entendant les appels de personnes qui se sont vu refuser l'admission au Canada ou dont on a ordonné le renvoi, de citoyens canadiens et de résidents permanents dont des parents se sont vu refuser le droit d'établissement au Canada, et, les appels du ministre contre des décisions des arbitres d'accorder l'admission au Canada ou de ne pas ordonner le renvoi.

Description des activités

Appels de l'immigration

Entendre les appels des rejets de demandes permanentes de résidence permanente, les appels de mesures de renvoi prises contre des résidents permanents, des personnes reconnues comme étant des réfugiés au sens de la Convention ou des personnes détenant des visas valides et les appels par le ministre d'une décision d'un arbitre d'accorder l'admission ou de ne pas ordonner le renvoi.

Détermination du statut de réfugié

Entendre les revendications du statut de réfugié présentées au Canada et statuer sur celles-ci.

Enquêtes et examens des motifs de garde (arbitrage)

Procéder à des enquêtes sur les personnes demandant l'admission à un point d'entrée au Canada et que l'on présume ne pas être admissibles ou sur des personnes se trouvant au Canada quand on croit qu'elles devraient être renvoyées; et procéder à des examens des motifs de garde pour les personnes qui ont été détenues pendant les processus d'interrogatoire, d'enquête ou de renvoi.

Gestion et services généraux

Fournir à la Commission une gamme complète de processus de gestion et de services administratifs.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
...	315 544 000	...	...	315 544 000					
...	...	32 764 452	...	32 764 452					
...	...	...	2 907 754	2 907 754					
...	315 544 000	32 764 452	2 907 754	351 216 206					
Ministère									
...	...	...	...	...	1	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	...	...	1b	Virement de 2 907 754 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration)			
...	...	...	2 907 754	2 907 754		Virement du crédit 5			
...	315 544 000	32 764 452	2 907 754	351 216 206		Total—Crédit 1	329 111 134	22 105 072	... 301 746 512
...	...	41 308	...	41 308	2b	Radier 2 676 dettes des comptes du Canada envers Sa Majesté du chef du Canada, lesquelles totalisent 1 687 554 \$—Virement de 1 646 246 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration)			
...	...	...	1 646 246	1 646 246		Virement du crédit 5			
...	...	41 308	1 646 246	1 687 554		Total—Crédit 2b	1 660 437	27 117	... ..
...	14 554 000	...	...	14 554 000	5	Dépenses en capital			
...	...	...	(2 907 754)	(2 907 754)		Virement au : crédit 1			
...	...	...	(1 646 246)	(1 646 246)		crédit 2b			
...	14 554 000	...	(4 554 000)	10 000 000		Total—Crédit 5	9 361 961	638 039	... 22 848 256
...	256 235 000	...	...	256 235 000	10	Subventions et contributions			
...	...	58 569 214	...	58 569 214	10b	Subventions			
...	256 235 000	58 569 214	...	314 804 214		Total—Crédit 10	298 921 970	15 882 244	... 245 465 865
...	48 645	...	...	48 645	(S)	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration — Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	... 48 645
...	28 619 000	...	1 095 000	29 714 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29 714 000	...	... 26 530 000
...	...	...	12 604 689	12 604 689	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	12 604 689	...	... 297 323
...	...	...	132 747	132 747	(S)	Paiements aux agences de recouvrement privées, selon l'article 17.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques	132 747	...	... 270 061
...	...	...	40 688	40 688	(S)	Montants adjugés par une cour	40 688	...	... ..
31 858	...	...	41 104	72 962	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	35 867	...	37 095 49 633
31 858	615 000 645	91 374 974	13 914 228	720 321 705		Total budgétaire	681 632 138	38 652 472	37 095 597 256 295

59 255 699	...	(2 747 390)	2 747 390	59 255 699	(S) (L) Prêts aux termes de l'article 119 de la Loi sur l'immigration, tel que modifié par le CT 14449. Limite 110 000 000 \$ (Net)	4 497 610	...	54 758 089	20 394
31 858	615 000 645	91 374 974	13 914 228	720 321 705	Total du ministère—	681 632 138	38 652 472	37 095	597 256 295
59 255 699	...	(2 747 390)	2 747 390	59 255 699	Budgétaire	4 497 610	...	54 758 089	20 394
					Non budgétaire				
					Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
...	68 667 000	...	...	68 667 000	15 Dépenses du programme				
...	...	1 000 000	...	1 000 000	15b Dépenses du programme				
...	68 667 000	1 000 000	...	69 667 000	Total—Crédit 15	68 956 393	710 607	...	67 712 736
...	8 086 000	...	309 000	8 395 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 395 000	...	...	7 755 000
11 408	...	...	25 073	36 481	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	11 481	25 000	...
11 408	76 753 000	1 000 000	334 073	78 098 481	Total du programme—Budgétaire	77 351 393	722 088	25 000	75 467 736
43 266	691 753 645	92 374 974	14 248 301	798 420 186	Total du portefeuille ministériel—	758 983 531	39 374 560	62 095	672 724 031
59 255 699	...	(2 747 390)	2 747 390	59 255 699	Budgétaire	4 497 610	...	54 758 089	20 394
					Non budgétaire				

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Enregistrement et promotion de la citoyenneté	30 771 944	28 026 496	...	...	...	...	...	...	...	...	30 771 944	28 026 496
Service national	167 680 040	163 765 838	...	...	...	...	...	...	...	...	167 680 040	163 765 838
Établissement—												
Budgétaire	8 102 503	9 124 917	...	...	314 804 214	298 921 970	...	...	...	...	322 906 717	308 046 887
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	59 255 699	4 497 610	59 255 699	4 497 610
Service international	60 648 498	54 560 246	...	...	...	...	...	...	...	...	60 648 498	54 560 246
Politique	9 345 549	8 146 307	...	...	...	...	...	...	...	...	9 345 549	8 146 307
Services ministériels	118 968 957	109 724 403	10 000 000	9 361 961	...	...	...	...	...	...	128 968 957	119 086 364
Total du ministère—												
Budgétaire	395 517 491	373 348 207	10 000 000	9 361 961	314 804 214	298 921 970	...	...	...	...	720 321 705	681 632 138
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	59 255 699	4 497 610	59 255 699	4 497 610
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada												
Appels de l'immigration	4 323 540	4 397 120	...	...	...	...	...	...	...	...	4 323 540	4 397 120
Détermination du statut de réfugié	41 513 490	41 277 070	...	...	...	...	...	...	...	...	41 513 490	41 277 070
Enquêtes et examens des motifs de garde (arbitrage)	6 333 720	4 917 950	...	...	...	...	...	...	...	...	6 333 720	4 917 950
Gestion et services généraux	25 416 731	26 248 253	511 000	511 000	...	...	...	...	...	...	25 927 731	26 759 253
Total du programme—Budgétaire	77 587 481	76 840 393	511 000	511 000	...	...	...	...	...	...	78 098 481	77 351 393
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	473 104 972	450 188 600	10 511 000	9 872 961	314 804 214	298 921 970	...	...	...	...	798 420 186	758 983 531
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	59 255 699	4 497 610	59 255 699	4 497 610

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
Établissement									
...	90 000 000	...	...	90 000 000	Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	90 000 000	...	...	90 000 000
...	...	58 569 214	4 705 786	63 275 000	Subventions aux provinces pour satisfaire aux besoins croissants des immigrants qui veulent s'intégrer à la société canadienne	63 275 000	...	...	...
...	90 000 000	58 569 214	4 705 786	153 275 000	Total—Subventions	153 275 000	...	...	90 000 000
Contributions									
Établissement									
...	45 792 000	...	(407 770)	45 384 230	Aide à l'adaptation	33 961 982	11 422 248	...	43 084 168
...	14 300 000	...	505 111	14 805 111	Établissement et adaptation des immigrants	14 619 850	185 261	...	14 060 136
...	2 200 000	...	22 654	2 222 654	Programme d'accueil	2 208 596	14 058	...	2 028 813
...	2 000 000	...	(600 000)	1 400 000	Organisation internationale pour les migrations	1 373 155	26 845	...	1 707 934
...	101 943 000	...	(4 225 781)	97 717 219	Cours de langue pour les immigrants au Canada	93 483 387	4 233 832	...	94 584 814
...	166 235 000	...	(4 705 786)	161 529 214	Total—Contributions	145 646 970	15 882 244	...	155 465 865
...	256 235 000	58 569 214	...	314 804 214	Total du portefeuille ministériel	298 921 970	15 882 244	...	245 465 865

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Ministère			
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Établissement			
Remboursements de prêts — Article 119	...	11 854 837	12 116 454
Total du portefeuille ministériel—Non budgétaire	...	11 854 837	12 116 454

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	2 575	3 537
Total des recettes fiscales	2 575	3 537
Recettes non fiscales—		
Revenus de placements —		
Prêts, placements et avances —		
Intérêt sur les prêts d'aide et de transport	140 737	147 429
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrement de mauvaises créances	17 053	32 343
Palements en trop de salaire	960	6 329
Prêts pour l'aide à l'adaptation recouvrable	896	1 248
Palements en trop pour l'aide à l'adaptation — Immigration	7 764	36 850
Divers	284 939	598 225
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	186 265	639 712
Redressements des créanciers de l'exercice précédent	1 541 213	3 218 162
	2 039 090	4 532 869
Privilèges, licences et permis —		
Droits d'établissement	167 345 022	57 793 993
Droit exigible pour l'octroi à la citoyenneté	14 142 464	10 522 914
	181 487 486	68 316 907
Frais de services —		
Changement au statut de citoyen	17 839 093	17 895 378
Documents relatifs au statut de citoyen	3 100 005	3 365 671
Frais d'application —		
Résidence permanente	87 822 858	35 719 791
Requérant de la catégorie des gens d'affaires	7 114 427	825
Personne à charge de moins de 19 ans	7 465 619	2 418 257
Permis de travail	12 226 811	9 458 217
Permis de travail—Groupe d'artistes	2 397 962	1 743 342
Documents relatifs au statut d'immigrant	29 993 032	2 934 819
Visa de visiteur—Tarif multiples	15 941 403	...
Visa de visiteur—Tarif familial	1 170 768	...
Mode d'interrogatoire différent	131 648	128 049
Remplacement ou attestation d'un document	866 078	516 068
Taux de change différentiel	41 306	36 460
Permis d'étudiant	10 440 442	4 298 290
Infraction mineure à la Loi sur l'immigration	3 502 901	2 966 584
Réadaptation - L19(1)(c.1)	118 396	17 010
Autorisation de retour du Ministre	221 207	41 171
Évaluation d'un projet d'entreprise ou de financement admissible	12 000	6 000
Modification d'un projet d'entreprise ou de financement admissible	33 000	132 000

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Annulation de surtemps	2 580	1 780	Recettes non fiscales—		
Décret en conseil	36 028	29 225	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Affaires familiales	152 396	140 775	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	20 864	43 505
Services généraux	404 299	58 969	Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	277 919	124 919
Remboursement des frais d'expulsion	60 203	4 710			
Autres services	6 994	728 793		298 783	168 424
Frais d'administration de l'immigration —Compagnies de transport	6 295 312	4 220 650	Produits des ventes	44 583	49 950
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	25 073	11 408
	207 396 768	86 862 834	Total des recettes non fiscales	368 439	229 782
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	41 104	31 951	Total du programme	371 547	233 269
Diverses recettes non fiscales —			Sommaire du portefeuille ministériel		
Gains sur dépôt bancaire de monnaie étrangère	929	10	Recettes fiscales—		
Locations de l'État	6 877	15 034	Taxe sur les produits et services	5 683	7 024
Loi sur l'immigration —Amendes—Compagnies de transport	900	2 600			
Loi sur l'immigration —Amendes	101 048	86 216	Total des recettes fiscales	5 683	7 024
Confiscations	1 908 528	1 188 480			
Frais d'expulsion et de détention	201 872	557 888	Recettes non fiscales —		
Divers	44 897	17 140	Revenus de placements	140 737	147 429
	2 265 051	1 867 368	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 337 873	4 701 293
Total des recettes non fiscales	393 370 236	161 759 358	Privilèges, licences et permis	181 487 486	68 316 907
Total du ministère	393 372 811	161 762 895	Frais de services	207 396 768	86 862 834
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada			Produits des ventes	44 583	49 950
Recettes fiscales—			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	66 177	43 359
Taxe sur les produits et services	3 108	3 487	Diverses recettes non fiscales	2 265 051	1 867 368
Total des recettes fiscales	3 108	3 487	Total des recettes non fiscales	393 738 675	161 989 140
			Total du portefeuille ministériel	393 744 358	161 996 164

SECTION 7

COMPTES PUBLICS DU CANADA
1996-1997

Conseil du Trésor

Secrétariat

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités...	7.2
Sommaire du portefeuille ministériel	7.3
Programmes par activité	7.5
Paievements de transfert	7.6
Détail des montants disponibles pour être dépensés...	7.8
Recettes	7.8

Secrétariat

Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique

Objectif

Aider le Conseil du Trésor dans l'exécution de ses responsabilités légales en ce qui touche la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'État.

Description des activités

Gestion des dépenses

Fournir du leadership, une orientation et des conseils aux ministères ainsi qu'aux organismes sur la gestion des dépenses, les affaires réglementaires, la gestion des biens et du matériel grâce à l'élaboration de politiques et de procédures appropriées pour appuyer l'exécution efficiente et efficace du programme. La gestion des dépenses examine aussi les plans et les programmes ministériels et fournit des conseils et des recommandations au gouvernement sur des propositions qui :

- tiennent compte des priorités que le gouvernement attribue aux objectifs;
- accroissent l'efficacité des programmes actuels et des programmes proposés;
- accroissent l'efficience de l'utilisation des ressources financières, des installations, de l'équipement, du matériel et des approvisionnements destinés à l'exploitation des programmes;
- établissent le Budget des dépenses aux fins d'approbation par le Parlement.

Gestion du personnel

Élaborer, diffuser et évaluer les politiques, et les instruments concernant les ressources humaines, les langues officielles et l'équité en matière d'em-

ploi permettant aux ministères de gérer les ressources humaines nécessaires et favorisant des rapports efficaces entre employeur et employés au sein de la fonction publique.

Gestion des finances et de l'information

Fournir une orientation aux ministères - par le biais de politiques, de normes, de cadres de responsabilisation, et la promotion de pratiques exemplaires - en ce qui a trait à l'utilisation de la technologie ainsi qu'à la gestion de l'information, le renouvellement des processus administratifs, l'examen efficace, les techniques financières sûres et la question des marchés afin que les ministères puissent dispenser des services novateurs et abordables à leurs clients.

Administration

Comprend les services de haute direction au Secrétariat et les services de l'information, des finances, du personnel et de l'administration.

Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale

Objectif

Fournir des fonds pour les dépenses imprévues qui surviennent après le dépôt du Budget des dépenses principal et pour les programmes gérés par l'administration centrale.

Description des activités

Éventualités du gouvernement

Fournir des fonds pour l'augmentation des dépenses du personnel résultant des ententes négociées et non négociées, pour les autres besoins de la liste de paye qui ne figurent pas au budget du ministère et pour d'autres dépenses diverses imprévisibles lors du dépôt du Budget des dépenses.

Reprographie

Fournir des fonds pour les coûts attribués aux contrats de licences négociés qui autorisent la reproduction d'oeuvres publiées, protégées par le droit d'auteur, et ce, à l'échelle du gouvernement.

Aide à la formation

Fournir des fonds pour augmenter les autres crédits nécessaires au financement de l'aide à la formation des fonctionnaires qui sont ou seront déclarés excédentaires aux termes du Règlement sur l'emploi dans la fonction publique.

Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance

Objectif

Fournir la contribution du gouvernement à titre d'employeur aux régimes d'assurance et d'avantages sociaux des employés et pour les paiements effectués en vertu de certains régimes de pensions résiduels.

Description des activités

Assurances de la fonction publique

Fournir les contributions de l'employeur aux primes d'assurance-maladie, d'assurance-salaire et d'assurance-vie, aux paiements des régimes d'assurance-maladie provinciaux, aux impôts provinciaux sur la liste de paye et à la réduction de la part des primes d'assurance-emploi versée par les employés.

Pensions de la fonction publique

Fournir les paiements en vertu de la Loi sur la mise au point des pensions du service public de 1959 et la Loi sur les régimes de retraite particuliers et les frais des régimes de pensions, des régimes d'avantages sociaux et de sécurité sociale des employés engagés sur place à l'étranger.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
Secrétariat										
Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique										
...	69 989 000	...	...	...	69 989 000	1	Dépenses du programme			
...	...	1 645 000	...	...	1 645 000	1a	Dépenses du programme			
...	...	5 606 019	...	...	5 606 019	1b	Dépenses du programme			
...	...	...	4 467 000	...	4 467 000		Virement du : crédit 5			
...	...	...	4 635 250	...	4 635 250		crédit 10			
...	69 989 000	7 251 019	9 102 250	...	86 342 269		Total—Crédit 1	85 605 484	736 785	...
...	48 645	...	...	...	48 645	(S)	Président du Conseil du Trésor —Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...
...	6 967 000	...	267 000	...	7 234 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 234 000	...	...
...	...	...	21 471	...	21 471	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	21 471	...	...
...	77 004 645	7 251 019	9 390 721	...	93 646 385		Total du programme—Budgétaire	92 909 600	736 785	...
Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale										
...	450 000 000	...	...	...	450 000 000	5	Éventualités du gouvernement			
...	...	...	(57 467 023)	...	(57 467 023)		Virements à ce portefeuille ministériel et aux autres portefeuilles ministériels			
...	450 000 000	...	(57 467 023)	...	392 532 977		Total—Crédit 5	...	392 532 977	...
...	1 369 000	...	...	...	1 369 000	10	Reprographie			
...	...	3 086 250	...	...	3 086 250	10a	Reprographie			
...	...	180 000	...	...	180 000	10b	Reprographie			
...	...	...	(4 635 250)	...	(4 635 250)		Virements à ce portefeuille ministériel			
...	1 369 000	3 266 250	(4 635 250)	...	...		Total—Crédit 10	...	...	...
...	10 000 000	...	...	...	10 000 000	15	Aide à la formation			
...	...	...	(534 000)	...	(534 000)		Virements à un autre portefeuille ministériel			
...	10 000 000	...	(534 000)	...	9 466 000		Total—Crédit 15	...	9 466 000	...
...	461 369 000	3 266 250	(62 636 273)	...	401 998 977		Total du programme—Budgétaire	...	401 998 977	...

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations					Crédit	Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
						Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance				
...	693 872 000	...	...	693 872 000	20	Assurances de la fonction publique	633 661 255	60 210 745	...	640 007 907
...	100 000	...	(12 953)	87 047	(S)	Loi sur la mise au point des pensions du service public	87 047	...	...	101 372
...	...	...	1 773 545	1 773 545	(S)	Contributions de l'employeur non réparties en vertu de la Loi sur la pension de retraite de la fonction publique et d'autres lois sur la pension de retraite et de la Loi sur l'assurance-emploi	1 773 545	...	...	(4 813 105)
...	200 000 000	...	50 466 676	250 466 676	(S)	Loi sur les régimes de retraite particuliers	250 466 676	...	...	507 008 265
...	893 972 000	...	52 227 268	946 199 268		Total du programme—Budgétaire	885 988 523	60 210 745	...	1 142 304 439
...	1 432 345 645	10 517 269	(1 018 284)	1 441 844 630		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	978 898 123	462 946 507	...	1 230 817 309

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Secrétariat												
Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique												
Gestion des dépenses	18 729 133	17 862 958	...	324 873	...	...	314 721	314 721	...	...	18 414 412	17 873 110
Gestion du personnel	21 470 558	22 157 949	...	336 738	...	...	896 262	896 262	...	...	20 574 296	21 598 425
Gestion des finances et de l'information	44 037 004	36 360 061	...	6 623 697	225 000	225 000	11 686 112	11 686 112	...	...	32 575 892	31 522 646
Administration	22 183 647	21 632 307	...	384 974	108 000	108 000	209 862	209 862	...	...	22 081 785	21 915 419
Sous-total	106 420 342	98 013 275	...	7 670 282	333 000	333 000	13 106 957	13 106 957	...	...	93 646 385	92 909 600
Recettes affectées aux dépenses	(13 106 957)	(13 106 957)	...	...	...	...	(13 106 957)	(13 106 957)	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire	93 313 385	84 906 318	...	7 670 282	333 000	333 000	...	...	...	...	93 646 385	92 909 600
Programme des éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale												
Éventualités du gouvernement	392 532 977	...	...	...	...	...	...	...	...	...	392 532 977	...
Aide à la formation	9 466 000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	9 466 000	...
Total du programme—Budgétaire	401 998 977	...	...	...	...	...	...	...	...	...	401 998 977	...
Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance												
Assurances de la fonction publique	732 697 511	685 661 596	...	...	228 489	228 489	67 438 000	70 386 074	...	...	665 488 000	615 504 011
Pensions de la fonction publique	280 624 221	270 397 465	...	...	87 047	87 047	...	...	...	...	280 711 268	270 484 512
Sous-total	1 013 321 732	956 059 061	...	...	315 536	315 536	67 438 000	70 386 074	...	...	946 199 268	885 988 523
Recettes affectées aux dépenses	(67 438 000)	(70 386 074)	...	...	...	...	(67 438 000)	(70 386 074)	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire	945 883 732	885 672 987	...	...	315 536	315 536	...	...	...	...	946 199 268	885 988 523
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 441 196 094	970 579 305	...	7 670 282	648 536	648 536	...	...	...	...	1 441 844 630	978 898 123

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Secrétariat									
Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique									
Subventions									
Administration									
...	108 000	...	...	108 000	108 000	...	...	124 000	

Contributions									
Gestion des finances et de l'information									
...	6 000	...	4 000	10 000	10 000	...	...	8 000	
...	...	...	115 000	115 000	115 000	...	...	...
...	...	...	100 000	100 000	100 000	...	...	...
...	...	...	...	...	...	...	...	126 160	
...	6 000	...	219 000	225 000	225 000	...	...	134 160	

Administration									
...	...	65 000	(65 000)	...	...	...	...	...
...	6 000	65 000	154 000	225 000	225 000	...	...	134 160	

Sommaire du programme par activité									
...	6 000	...	219 000	225 000	225 000	...	...	134 160	
...	108 000	65 000	(65 000)	108 000	108 000	...	...	124 000	
...	114 000	65 000	154 000	333 000	333 000	...	...	258 160	

Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance									
Subventions									
Assurances de la fonction publique									
...	224 000	...	2 490	226 490	226 490	...	...	225 185	
...	2 000	...	(1)	1 999	1 999	...	...	1 965	
...	226 000	...	2 489	228 489	228 489	...	...	227 150	

...	100 000	...	(12 953)	87 047	Pensions de la fonction publique (S) Loi sur la mise au point des pensions du service public	87 047	...	...	101 372
Sommaire du programme par activité									
...	226 000	...	2 489	228 489	Assurances de la fonction publique	228 489	...	...	227 150
...	100 000	...	(12 953)	87 047	Pensions de la fonction publique	87 047	...	...	101 372
...	326 000	...	(10 464)	315 536	Total du programme	315 536	...	...	328 522
...	440 000	65 000	143 536	648 536	Total du portefeuille ministériel	648 536	...	...	586 682

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Secrétariat			
Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Gestion des dépenses	100 000	314 721	...
Gestion du personnel	100 000	896 262	...
Gestion des finances et de l'information	...	11 686 112	...
Administration	350 000	209 862	...
Total du programme—Budgétaire	550 000⁽¹⁾	13 106 957	...
Programme de contributions de l'employeur aux régimes d'assurance			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Assurances de la fonction publique			
Recettes des fonds renouvelables	67 438 000	70 386 074	74 827 123
Total du programme—Budgétaire	67 438 000	70 386 074	74 827 123
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	67 988 000	83 493 031	74 827 123

⁽¹⁾ Ce montant a été augmenté à 13 106 957 \$ au cours de l'exercice.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Secrétariat		
Programme relatif à l'administration centrale de la fonction publique		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	597 276	576 220
Total des recettes fiscales	597 276	576 220
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de traitements, biens et services	554 649	205 456
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	315 148	190 240
	869 797	395 696
Frais de services—		
Demandes—Accès à l'information	370	1 212
Produits des ventes	...	5
Diverses recettes non fiscales —		
Frais de stationnement	7 839 636	7 717 939
Remboursements d'avantages sociaux des employés	36 449	39 556
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Autres ministères de l'État et organismes	...	1 317
Pénalités disciplinaires	20 846	26 640
Recouvrement de dépenses	...	6 737
Divers	338 078	121 345
	8 235 009	7 913 534
Total des recettes non fiscales	9 105 176	8 310 447
Total du portefeuille ministériel	9 702 452	8 886 667

SECTION 8

COMPTES PUBLICS DU CANADA

1996-1997

Conseil privé

Ministère

Centre canadien de gestion

Secrétariat des conférences inter-gouvernementales canadiennes

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Directeur général des élections

Commissaire aux langues officielles

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Commission des relations de travail dans la fonction publique

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités . . .	8.2
Sommaire du portefeuille ministériel	8.6
Programmes par activité	8.9
Paiements de transfert	8.11
Détail des montants disponibles pour être dépensés	8.12
Recettes	8.12

Ministère**Objectif**

Assurer le fonctionnement et le soutien du mécanisme central de prise de décisions du gouvernement.

Description des activités

Cabinet du Premier ministre

Fonctionnement du cabinet du Premier ministre et de sa résidence.

Cabinets de ministres

Administration des cabinets qui s'acquittent des fonctions assignées par le Premier ministre.

Bureau du Conseil privé

Préparation et diffusion de documents et de rapports destinés au Cabinet et aux comités du Cabinet.

Commissions d'enquête et groupes de travail

Fonds pour les commissions d'enquête, les groupes de travail et les autres personnes ou groupes de personnes nommés en vue de formuler des recommandations sur des questions précises.

Administration

Services financiers, services du personnel et services de soutien administratif.

Centre canadien de gestion**Objectif**

Aider les gestionnaires à parfaire leurs capacités de concevoir, d'analyser, de décider, de résoudre et de mettre en oeuvre, qui sont cruciales pour relever

les défis actuels et futurs de gestion au sein de l'administration fédérale, y compris l'adaptation aux changements qui touchent le caractère social, culturel, racial et linguistique de la société canadienne; les aider à comprendre les politiques, le fonctionnement, l'organisation, la dynamique et les traditions de l'administration fédérale, et à gérer de façon efficace et efficiente les programmes et services de l'État ainsi que son personnel, dans un contexte d'équité en matière d'emploi; accroître l'ensemble des connaissances sur la théorie et la pratique de la gestion dans le secteur public; et encourager les échanges entre hauts fonctionnaires, cadres supérieurs du secteur privé et universitaires en matière de gestion.

Description des activités

Perfectionnement des cadres de direction

Consiste notamment à donner des cours obligatoires de leadership pour les cadres de direction; à dispenser la partie enseignement du programme cours et affectations de perfectionnement et du programme de stagiaires en gestion; à offrir des cours facultatifs de perfectionnement aux cadres de direction ainsi qu'un programme avancé en gestion; à offrir un programme de négociation, consultation et gestion des conflits; tenir des discussions informelles, tours de table ainsi que des conférences; à organiser des cours et des séminaires portant sur des questions précises; à mettre sur pied un programme volontaire d'évaluation, à mettre à la disposition de tous les cadres de direction des services internes d'orientation et de lutte contre le stress; à assurer la liaison et la consultation avec le secteur privé, les universités et des organismes externes participant au perfectionnement en gestion; à coordonner les activités internationales; à veiller au fonctionnement d'un centre d'aide à la décision; et, à offrir des services opérationnels à l'appui du corps professoral pour

les activités de conception et de prestation de cours.

Recherche

Comprend la réalisation de programmes et projets de recherche et la publication des rapports qui en résultent; la conception et la publication d'études de cas sur la gestion du secteur public; l'administration d'un programme de chargés d'études à l'intention des cadres supérieurs des secteurs public et privé ainsi que des universitaires; la gestion des contributions à divers organismes et associations de gestion; la gestion des renseignements documentaires du Centre et la prestation de services de recherche d'information en gestion.

Gestion du programme et services

Consiste à établir l'orientation globale et la planification stratégique du Centre canadien de gestion; à effectuer des activités de marketing; à fournir des services en communication, ressources humaines, finances, administration, technologie de l'information, services corporatifs, évaluation et vérification; à réaliser des activités de nature résidentielle; et, à gérer le plan d'acquisition des biens en capital.

Formation à distance et communication d'affaires

En partenariat avec Formation et Perfectionnement Canada et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, fournit au secteur public, à titre facultatif, des produits et des services de formation à distance et de communication d'affaires, selon la méthode de recouvrement intégral des coûts : évaluation des besoins; élaboration, prestation et évaluation des produits et services de formation à distance et de communication d'affaires à l'aide de technologies améliorées; gestion de projets; coordination et intégration des produits et services qui sont offerts par des fournisseurs tant des secteurs public que privé.

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Objectif

Fournir des services administratifs et des services de soutien pour les réunions des Premiers ministres ainsi que pour des réunions fédérales-provinciales et interprovinciales de ministres et de sous-ministres.

Description de l'activité

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Le Secrétariat fait fonction de secrétariat permanent de la Conférence des Premiers ministres, et dessert d'autres conférences réunissant des Premiers ministres ainsi que des réunions intergouvernementales de ministres et de sous-ministres. Cela inclut l'aménagement des locaux de la conférence; l'affectation d'une personne en qualité de secrétaire; l'interprétation; la traduction, l'impression, la distribution et le contrôle des documents; la rédaction d'un compte rendu des délibérations; les relations avec les médias; la sécurité; et la mise en place de matériel technique et de services de secrétariat. Outre ces services qui sont offerts partout au Canada, le Secrétariat conserve des archives pour le compte des gouvernements.

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Objectif

Promouvoir la sécurité des transports.

Description de l'activité

Promouvoir la sécurité des transports

Exécution d'enquêtes indépendantes, d'analyses, d'études et de rapports publics portant sur des accidents de transport, des incidents ou des conditions et situations dangereuses liés au fonctionnement d'un aéronef, d'un navire, de matériel ferroviaire ou de productoducs dans le but d'en déterminer les causes et les facteurs contributifs, d'identifier les manquements à la sécurité et de formuler des recommandations visant à éliminer ou à réduire ces manquements à la sécurité des transports.

Directeur général des élections

Objectif

Assurer à l'électorat canadien l'exercice de son droit de suffrage aux élections des membres de la Chambre des communes, en conformité avec la Loi électorale du Canada; assurer le respect et l'application de toutes les dispositions de la Loi électorale du Canada; calculer le nombre de membres de la Chambre des communes à attribuer à chacune des provinces, aux termes de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales et conformément aux dispositions des lois constitutionnelles, pour chaque exercice de révision des limites des circonscriptions électorales; et fournir l'aide technique, administrative et financière aux 11 commissions de délimitation des circonscriptions électorales (dix commissions provinciales et une territoriale) établies en conformité avec la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales.

Description des activités

Élections

- Loi électorale du Canada—Direction et surveillance générales de la conduite administrative des élections, y compris la formation des directeurs du scrutin des circonscriptions tant fédérales que territoriales, la révision des limites des sections de vote et l'approvisionnement en matériel d'élection à transmettre aux directeurs du scrutin lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux candidats et aux partis politiques, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux officiers d'élection, aux vérificateurs, aux partis politiques et aux candidats dans les cas précisés par la Loi.
- Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales—Assigner par province le nombre de membres à la Chambre des communes et transmettre ces renseignements aux 11 commissions de délimitation des circonscriptions électorales. Fournir aux 11 commissions des données statistiques, des cartes géographiques et de la documentation. Fournir la compétence financière et taxer tout compte relatif aux salaires ou à d'autres dépenses soumis par les 11 commissions afin d'être payés à même le Trésor.
- Loi référendaire—Direction et surveillance générales de la conduite administrative au référendum, y compris la formation des directeurs du scrutin des circonscriptions fédérales, la révision des limites des sections de vote et l'approvisionnement en matériel de référendum à transmettre aux directeurs du scrutin. Lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de

lignes directrices aux comités référendaires, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux officiers référendaires, dans les cas précisés par la Loi.

Administration

La gestion des opérations de l'administration centrale et des fonctions légales assignées au Directeur général des élections en dehors d'une période électorale. Ceux-ci incluent l'examen et l'étude des mécanismes électoraux et des dispositions de la Loi relatives aux dépenses d'élection, la compilation et la préparation de rapports réglementaires et statistiques et de manuels d'instructions à l'intention du personnel électoral, des candidats et des partis politiques et le paiement des dépenses administratives et réglementaires.

Commissaire aux langues officielles

Objectif

Assurer la reconnaissance de chacune des langues officielles et faire respecter l'esprit de la Loi sur les langues officielles.

Description de l'activité

Commissaire aux langues officielles

Instruit les plaintes reçues et formule des recommandations pour corriger les infractions et prévenir toute autre atteinte à la Loi sur les langues officielles de 1988. Présente des rapports au gouverneur en conseil ou forme un recours auprès de la Cour fédérale concernant certaines infractions à la Loi lorsque le Commissaire aux langues officielles a épuisé tous les autres recours à sa disposition. Entreprind des vérifications et des

études afin d'évaluer le rendement linguistique des institutions fédérales et leur recommander les mesures correctives qui s'imposent. Voit à l'exécution de l'engagement pris par le gouvernement afin de promouvoir le français et l'anglais dans la société canadienne et l'épanouissement des minorités linguistiques. Fait rapport régulièrement au Parlement à propos de l'application de la Loi. Compare régulièrement devant le Comité permanent sur les langues officielles et formule sur demande des observations sur les politiques et les programmes des langues officielles et sur le rendement des ministères, organismes et sociétés d'État. Conçoit et met sur pied des programmes d'information publique.

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Objectif

Tenir le rôle de catalyseur pour déterminer, expliquer et promouvoir les principes et les pratiques du développement durable dans tous les secteurs de la société canadienne et dans toutes les régions du Canada.

Description de l'activité

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Mener des études, organiser des rencontres multilatérales sur des enjeux précis et les secteurs économiques, mettre sur pied des activités d'éducation et de communication et fournir des conseils au gouvernement fédéral ainsi qu'à tous les secteurs de la société canadienne, sur l'intégration des préoccupations environnementales et économiques à la prise de décisions.

Commission des relations de travail dans la fonction publique

Objectif

Fixer les cadres à l'intérieur desquels doivent s'exercer les divers droits et être assumées les diverses responsabilités des parties à la négociation collective dans la fonction publique.

Description de l'activité

Administration des relations de travail

La Commission des relations de travail dans la fonction publique est un tribunal quasi judiciaire créé par la Loi et chargé d'appliquer les régimes de négociation collective et d'arbitrage des griefs établis en exécution de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique et de la Loi sur les relations de travail au Parlement. En outre, elle est responsable de l'application de certaines dispositions de la partie II du Code canadien du travail (loi) qui portent sur la sécurité et la santé des fonctionnaires fédéraux. Les affaires dont la Commission est saisie comprennent les demandes d'accréditation et de révocation d'accréditation, les plaintes de pratique déloyale de travail, la désignation de fonctionnaires qui exercent des fonctions jugées nécessaires pour la sécurité du public, le renvoi de décisions d'agents de sécurité, ainsi que les plaintes déposées en vertu des dispositions «Sécurité et santé au travail» de la partie II du Code canadien du travail (loi). De plus, la Commission assure des services de médiation et de conciliation afin d'aider les parties à résoudre leurs différends. Ces services permettent que de nombreuses affaires soient résolues sans que la Commission n'ait à tenir d'audience officielle.

La Commission fournit également des locaux et assure des services administratifs au Conseil national mixte, organisme consultatif composé de représentants d'employeurs et d'employés dont le rôle consiste à négocier les conditions de travail qui ne se prêtent pas à la négociation par groupe.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Objectif

Assurer une surveillance externe de la façon dont le Service canadien du renseignement de sécurité exerce ses fonctions; et examiner les plaintes déposées par des particuliers ou les rapports présentés par des ministres relativement à des habilitations de sécurité ou à la sécurité nationale du Canada.

Description de l'activité

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Le Comité de surveillance effectue des recherches, entreprend des études, procède à des vérifications de conformité et, une fois l'an, présente au Parlement un rapport sur les activités du Service canadien du renseignement de sécurité. En outre, il fait enquête sur des dossiers pertinents, tient des audiences, assigne des témoins et présente des rapports aux administrateurs généraux et aux ministres concernés, ou au gouverneur général en conseil.

...	66 216 000	...	...	66 216 000
...	...	7 792 400	...	7 792 400
...	...	4 108 900	...	4 108 900
...	66 216 000	11 901 300	...	78 117 300
...	71 920	...	...	71 920
...	48 645	...	...	48 645
...	48 645	...	...	48 645

Ministère

1	Dépenses du programme				
1a	Dépenses du programme				
1b	Dépenses du programme				
	Total—Crédit 1	74 076 373	4 040 927	...	79 671 853
(S)	Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile	71 920	...	...	71 920
(S)	Président du Conseil privé—Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...	48 645
(S)	Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...	48 645
(S)	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État				

**Secrétariat des conférences intergouvernementales
canadiennes**

...	2 899 000	...	...	2 899 000	10	Dépenses du programme				
...	...	146 950	...	146 950	10b	Dépenses du programme				
...	2 899 000	146 950	...	3 045 950		Total—Crédit 10	2 816 999	228 951	...	2 673 472
...	216 000	...	...	216 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	216 000	...	...	194 000
...	...	...	1 125	1 125	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 125	...	...	240
...	3 115 000	146 950	1 125	3 263 075		Total du programme—Budgétaire	3 034 124	228 951	...	2 867 712
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports										
...	20 949 000	...	...	20 949 000	15	Dépenses du programme	20 829 299	119 701	...	21 468 719
...	2 356 000	...	90 000	2 446 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 446 000	...	...	2 354 000
5 007	...	...	29 702	34 709	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	15 670	...	19 039	7 995
5 007	23 305 000	...	119 702	23 429 709		Total du programme—Budgétaire	23 290 969	119 701	19 039	23 830 714
Directeur général des élections										
...	2 637 000	...	...	2 637 000	20	Dépenses du programme	2 614 567	22 433	...	2 647 225
...	155 000	...	872	155 872	(S)	Traitement du directeur général des élections	155 872	...	...	155 274
...	20 650 000	20 733 500	(1 138 724)	40 244 776	(S)	Dépenses d'élection (Loi électorale du Canada, Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest, et la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales)	40 244 776	...	...	22 721 521
...	380 000	...	...	380 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	380 000	...	...	327 000
68	...	...	2 893	2 961	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	150	...	2 811	9 982
68	23 822 000	20 733 500	(1 134 959)	43 420 609		Total du programme—Budgétaire	43 395 365	22 433	2 811	25 861 002
Commissaire aux langues officielles										
...	9 481 000	...	...	9 481 000	25	Dépenses du programme				
...	...	507 150	...	507 150	25a	Dépenses du programme				
...	9 481 000	507 150	...	9 988 150		Total—Crédit 25	9 558 157	429 993	...	10 487 171
...	1 028 000	...	39 000	1 067 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 067 000	...	...	1 036 000
...	...	...	431	431	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	431	...	...	8 235
...	10 509 000	507 150	39 431	11 055 581		Total du programme—Budgétaire	10 625 588	429 993	...	11 531 406
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie										
...	3 106 000	...	...	3 106 000	30	Dépenses du programme				
...	...	189 650	...	189 650	30b	Dépenses du programme				
...	3 106 000	189 650	...	3 295 650		Total—Crédit 30	3 043 893	251 757	...	2 853 136

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Disponibles des exercices antérieurs	Provenance des autorisations				Crédit		Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi			Employés au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employés au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$	(S)		\$	\$	\$	\$
...	164 000	...	...	164 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	164 000	...	...	146 000
...	...	...	145	145	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	145	...	...	51
...	...	...	5 000	5 000	(S)	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques	5 000	...	...	...
...	3 270 000	189 650	5 145	3 464 795		Total du programme—Budgétaire	3 213 038	251 757	...	2 999 187
Commission des relations de travail dans la fonction publique										
...	5 129 000	...	...	5 129 000	35	Dépenses du programme	4 186 551	942 449	...	5 069 462
...	494 000	...	...	494 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	494 000	...	...	480 000
9 076	...	...	2 143	11 219	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	9 076	2 143	...
9 076	5 623 000	...	2 143	5 634 219		Total du programme—Budgétaire	4 680 551	951 525	2 143	5 549 462
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité										
...	1 301 000	...	...	1 301 000	40	Dépenses du programme	1 211 795	89 205	...	1 119 097
...	102 000	...	...	102 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	102 000	...	...	92 000
...	1 403 000	...	...	1 403 000		Total du programme—Budgétaire	1 313 795	89 205	...	1 211 097
7 593 327	160 266 210	33 972 251	(1 660 984)	200 170 804		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	185 853 791	14 266 884	50 129	168 544 981

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total		
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère													
Cabinet du Premier ministre	5 563 891	5 832 808	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5 563 891	5 832 808
Cabinets de ministres	4 651 704	3 754 966	...	33 586	...	...	...	...	...	...	...	4 651 704	3 788 552
Bureau du Conseil privé	30 521 383	27 873 046	...	328 725	2 126 000	1 396 000	...	...	...	...	...	32 647 383	29 597 771
Commissions d'enquête et groupes de travail	18 307 015	17 082 240	...	105 826	...	...	...	...	...	...	...	18 307 015	17 188 066
Administration	20 595 968	21 192 754	2 000 000	2 099 594	...	...	...	...	...	...	...	22 595 968	23 292 348
Total du ministère—Budgétaire	79 639 961	75 735 814	2 000 000	2 567 731	2 126 000	1 396 000	...	...	...	...	...	83 765 961	79 699 545
Centre canadien de gestion													
Perfectionnement des cadres de direction	10 203 170	8 829 156	...	...	...	...	...	...	...	...	...	10 203 170	8 829 156
Recherche	1 688 167	1 887 168	...	...	175 000	149 000	...	...	...	...	...	1 863 167	2 036 168
Gestion du programme et services	5 107 678	5 694 684	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5 107 678	5 694 684
Formation à distance et communi- cation d'affaires	16 104 840	40 808	...	...	...	...	8 545 000	...	...	...	...	7 559 840	40 808
Sous-total	33 103 855	16 451 816	...	...	175 000	149 000	8 545 000	...	...	...	...	24 733 855	16 600 816
Recettes affectées aux dépenses	(8 545 000)	...	...	...	...	...	(8 545 000)	...	...	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire	24 558 855	16 451 816	...	...	175 000	149 000	...	...	...	...	...	24 733 855	16 600 816
Secrétariat des conférences inter- gouvernementales canadiennes— Budgétaire													
	3 248 075	2 842 185	15 000	191 939	...	...	...	...	...	...	...	3 263 075	3 034 124
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécu- rité des transports													
Promouvoir la sécurité des transports	22 729 709	22 011 472	700 000	1 279 497	...	...	...	...	...	...	...	23 429 709	23 290 969
Total du programme—Budgétaire	22 729 709	22 011 472	700 000	1 279 497	...	...	...	...	...	...	...	23 429 709	23 290 969
Directeur général des élections													
Élections	35 498 039	35 495 228	4 675 398	4 675 398	74 300	74 300	...	...	...	...	...	40 247 737	40 244 926
Administration	3 172 872	3 150 439	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3 172 872	3 150 439
Total du programme—Budgétaire	38 670 911	38 645 667	4 675 398	4 675 398	74 300	74 300	...	...	...	...	...	43 420 609	43 395 365

Programmes par activité—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Commissaire aux langues officielles— Budgétaire	10 943 581	10 453 269	112 000	172 319	...	...	...	...	...	...	11 055 581	10 625 588
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie— Budgétaire	3 464 795	3 213 038	...	...	...	...	...	...	...	...	3 464 795	3 213 038
Commission des relations de travail dans la fonction publique												
Administration des relations de travail	5 634 219	4 680 551	...	...	...	...	...	...	...	...	5 634 219	4 680 551
Total du programme—Budgétaire	5 634 219	4 680 551	...	...	...	...	...	...	...	...	5 634 219	4 680 551
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité— Budgétaire	1 394 000	1 232 471	9 000	81 324	...	...	...	...	...	...	1 403 000	1 313 795
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	190 284 106	175 266 283	7 511 398	8 968 208	2 375 300	1 619 300	...	...	...	...	200 170 804	185 853 791

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Ministère				
					Subventions				
...	48 000	...	...	48 000	Bureau du Conseil privé				
					Institut des relations intergouvernementales, Queen's University	48 000	...	...	52 000
					Contributions				
...	2 078 000	...	...	2 078 000	Bureau du Conseil privé				
					Négociations sur l'autonomie gouvernementale des Autochtones	1 348 000	730 000	...	1 723 700
...	2 126 000	...	...	2 126 000	Total du ministère	1 396 000	730 000	...	1 775 700
					Centre canadien de gestion				
					Contributions				
...	175 000	...	...	175 000	Recherche				
					Recherche	149 000	26 000	...	149 000
...	175 000	...	...	175 000	Total du programme	149 000	26 000	...	149 000
					Directeur général des élections				
					Contributions				
...	...	...	74 300	74 300	Élections				
					(S) Remboursement des dépenses d'élection des candidats	74 300	...	...	104 240
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5 261
...	...	...	74 300	74 300	Total du programme	74 300	...	...	109 501
...	2 301 000	...	74 300	2 375 300	Total du portefeuille ministériel	1 619 300	756 000	...	2 034 201

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Centre canadien de gestion			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Formation à distance et communication d'affaires	8 545 000	...	1 267 667
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	8 545 000	...	1 267 667

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	15 001	31 870
Total des recettes fiscales	15 001	31 870
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	124 546	843 485
Divers	166 615	205 569
	291 161	1 049 054
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	44 183	19 052
Diverses recettes non fiscales —		
Vente de textes réglementaires en vertu de la Loi sur les textes réglementaires	2 541	1 741
Recettes provenant de la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels	1 419	915
Divers	18 251	30 179
	22 211	32 835
Total des recettes non fiscales	357 555	1 100 941
Total du ministère	372 556	1 132 811
Centre canadien de gestion		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	4 797	5 600
Total des recettes fiscales	4 797	5 600
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	5 018	...
Recouvrements des achats de biens ou de services pour fonctionnement	10 893	41 497
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	49 735	44 406
	65 646	85 903
Frais de services	1 381	1 287

Recettes—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 136	1 069			
Diverses recettes non fiscales —			Recettes non fiscales—		
Article 29.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques —			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Frais de cours et autres recettes relatives à ces cours	6 968 570	...	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 456	54 481
Divers	26	...	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	52 603	...
	6 968 596	...	Divers	...	6 649
Total des recettes non fiscales	7 036 759	88 259		59 059	61 130
Total du programme	7 041 556	93 859	Produits des ventes	45 688	19 490
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 893	5 568
Recettes non fiscales—			Diverses recettes non fiscales —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			Recettes provenant d'autres ministères	...	2 625
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 146	1 849	Confiscation—Provision pour élection	7 500	10 500
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	25 827	...	Gain de transactions en devises étrangères	18	1
	27 973	1 849	Dons anonymes aux candidats et partis politiques	...	35
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 125	240	Divers	240	328
Diverses recettes non fiscales —				7 758	13 489
Contributions au gouvernement provincial	920 361	926 800	Total des recettes non fiscales	115 398	99 677
Total du programme	949 459	928 889	Total du programme	117 712	100 409
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports			Commissaire aux langues officielles		
Recettes non fiscales—			Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	29 380	37 837	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 006	446
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	87 623	25 523	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	9 366	3 602
	117 003	63 360		15 372	4 048
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	29 702	5 297	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	431	8 235
Diverses recettes non fiscales	30 820	2 214	Total du programme	15 803	12 283
Total du programme	177 525	70 871	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie		
Directeur général des élections			Recettes non fiscales—		
Recettes fiscales—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Taxe sur les produits et services	2 314	732	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	7 497	...
Total des recettes fiscales	2 314	732	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	145	51
			Diverses recettes non fiscales —		
			Article 29.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques —		
			Produits de la vente de publications	10 778	...
			Total du programme	18 420	51

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Commission des relations de travail dans la fonction publique		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	163	196
Total des recettes fiscales	163	196
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de traitements	20 430	15 704
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 143	9 076
Diverses recettes non fiscales —		
Accès à l'information	62	10
Total des recettes non fiscales	22 635	24 790
Total du programme	22 798	24 986
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Divers	125	...
Diverses recettes non fiscales —		
Recettes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels	65	...
Autre	...	30
	65	30
Total du programme	190	30

Sommaire du portefeuille ministériel

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	22 275	38 398
Total des recettes fiscales	22 275	38 398
Recettes non fiscales —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	604 266	1 281 048
Frais de services	1 381	1 287
Produits des ventes	45 688	19 490
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	81 758	48 588
Diverses recettes non fiscales	7 960 651	975 378
Total des recettes non fiscales	8 693 744	2 325 791
Total du portefeuille ministériel	8 716 019	2 364 189

SECTION 9

COMPTES PUBLICS DU CANADA 1996-1997

Défense nationale

SOMMAIRE

	Page
Objectif du programme et description des activités ...	9.2
Sommaire du portefeuille ministériel	9.4
Programme par activité	9.5
Paievements de transfert	9.6
Détail des montants disponibles pour être dépensés ...	9.8
Recettes	9.9

Objectif

Protéger le Canada, contribuer à la paix dans le monde et promouvoir les intérêts canadiens à l'étranger.

Description des activités**Forces maritimes**

Cette activité englobe le maintien de forces maritimes prêtes au combat, flexibles et polyvalentes qui doivent protéger la souveraineté maritime du Canada et les intérêts de juridiction maritime; assurer la défense de voies d'accès maritimes du Canada, y compris les mers adjacentes, les eaux territoriales et les autres secteurs de juridiction maritime; participer, de concert avec les forces américaines, à la défense collective de l'Amérique du Nord; fournir des forces maritimes prêtes au combat à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord; soutenir les intérêts du Canada à l'étranger, y compris les Forces qui participent à des opérations d'urgence, de maintien de la paix et d'aide humanitaire; seconder les autres ministères et organismes de l'État dans l'application des lois et des règlements maritimes du Canada; aider les autorités civiles en cas d'urgence ou de désastre.

Forces terrestres

Cette activité englobe le maintien de forces terrestres prêtes au combat, flexibles et polyvalentes qui doivent défendre le territoire et la souveraineté du Canada; faire régner l'ordre public en secondant les autorités civiles dans l'application des lois canadiennes; participer, de concert avec les forces américaines, à la défense collective de l'Amérique du Nord; fournir des forces terrestres prêtes au combat à l'Organisation du traité de l'Atlantique

Nord; soutenir les intérêts du Canada à l'étranger, y compris les forces qui participent à des opérations d'urgence, de maintien de la paix et d'aide humanitaire et militaire; seconder les autres ministères et organismes de l'État en cas d'urgence ou de catastrophe.

Forces aériennes

Cette activité englobe le maintien de forces aériennes prêtes au combat, flexibles et polyvalentes, y compris des éléments aériens maritimes et d'aviation tactique à l'appui des forces maritimes et terrestres qui doivent protéger la souveraineté du Canada et les juridictions aéronautiques; seconder les autres ministères et organismes de l'État en cas d'urgence ou de catastrophe; participer, de concert avec les forces américaines, à la défense collective de l'Amérique du Nord; fournir des forces aériennes prêtes au combat à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord; soutenir les intérêts du Canada à l'étranger, y compris les forces qui participent à des opérations d'urgence, de maintien de la paix et d'aide humanitaire et aérienne; seconder les autres ministères et organismes de l'État dans l'application des lois canadiennes.

Opérations interarmées et protection civile

Cette activité englobe le maintien d'éléments d'état-major qui, au nom du chef d'état-major de la Défense, doivent assurer, au besoin, le contrôle des opérations militaires au plan national; planifier, commander et diriger les opérations interarmées; fournir des ressources de planification d'état-major pour soutenir les opérations militaires; fournir des installations de planification et d'état-major aux unités des Forces canadiennes qui sont contrôlées par le quartier général de la Défense nationale;

favoriser et coordonner la protection civile en cas de situations d'urgence au Canada.

Gestion des communications et de l'information

Cette activité englobe le maintien de forces qui doivent fournir des installations de communications stratégiques nationales aux Forces canadiennes; fournir des services de gestion de l'information au ministère et aux Forces canadiennes à l'appui des fonctions de commandement et de contrôle, de soutien décisionnel, de gestion des ressources, d'administration et de renseignements; fournir des services de gestion des communications et de l'information pour appuyer les intérêts du Canada à l'étranger, y compris les services à l'appui des opérations d'urgence mixtes, ainsi que des missions de maintien de la paix et d'aide humanitaire et militaire.

Appui à la fonction du personnel

Cette activité englobe le maintien d'état-major et de forces qui doivent fournir des services de recrutement, d'instruction individuelle, de gestion du personnel ainsi que des services du personnel à tout le personnel des Forces canadiennes; fournir l'instruction spécialisée et les institutions d'éducation nécessaires au soutien des Forces canadiennes; fournir les services de gestion du personnel et les services du personnel civil du ministère de la Défense nationale (MDN); fournir les services médicaux et dentaires aux membres des Forces canadiennes et aux personnes à charge du personnel militaire et des employés civils du MDN désignés en poste à l'extérieur du Canada; surveiller les affectations du personnel nécessaires au soutien de l'instruction militaire et de la gestion des grands projets d'immobilisations.

Soutien du matériel

Cette activité englobe la prestation d'état-major et de forces qui doivent fournir des services d'approvisionnement, de génie et maintenance, de transport et d'assurance de la qualité aux Forces canadiennes; fournir des services de gestion des biens immobiliers et de gestion environnementale pour l'infrastructure du ministère; fournir du soutien logistique à l'ensemble des éléments des Forces canadiennes déployés à l'étranger; fournir du soutien en matière de recherches et de développement aux Forces canadiennes et aux activités du ministère.

Orientation de la politique et services de gestion

Cette activité englobe l'état-major et les installations qui doivent contrôler et diriger les Forces canadiennes et assumer la gestion globale du ministère; gérer le programme des services de défense; énoncer, gérer et divulguer la politique de défense; fournir des services ministériels spécialisés, y compris la vérification interne et l'évaluation du programme; fournir des installations et des services financiers et comptables au ministère; fournir des installations et des services de planification et de gestion centralisés au ministère, y compris des services juridiques et des postes de soutien au sous-ministre et au chef d'état-major de la Défense.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations					
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
...	7 148 221 000	...	...	7 148 221 000	1	Dépenses de fonctionnement				
...	...	61 013 729	...	61 013 729	1b	Dépenses de fonctionnement				
...	7 148 221 000	61 013 729	...	7 209 234 729		Total—Crédit 1	7 109 149 730	100 084 999	...	7 733 267 886
...	2 484 197 755	...	...	2 484 197 755	5	Dépenses en capital				
...	...	61 300 000	...	61 300 000	5b	Dépenses en capital				
...	...	...	(27 721 324)	(27 721 324)		Redressements selon l'article 37.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques				
...	2 484 197 755	61 300 000	(27 721 324)	2 517 776 431		Total—Crédit 5	2 429 142 107	88 634 324	...	2 686 297 377
...	172 332 658	...	...	172 332 658	10	Subventions et contributions				
...	...	128 400 317	...	128 400 317	10b	Subventions et contributions				
...	172 332 658	128 400 317	...	300 732 975		Total—Crédit 10	290 271 830	10 461 145	...	251 050 091
...	48 685	...	352	49 037	(S)	Ministre de la Défense nationale —Traitement et allocation pour automobile	49 037	...	...	48 645
...	74 902	...	15 037	89 939	(S)	Pensions et rentes versées à des civils	89 939	...	...	167 191
...	605 876 000	...	(29 610 266)	576 265 734	(S)	Pensions militaires	576 265 734	...	...	597 923 111
...	144 249 000	...	5 520 000	149 769 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	149 769 000	...	...	152 137 000
...	...	...	30 496	30 496	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	30 496	...	...	24 554
418 741	...	...	24 130 586	24 549 327	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	18 230 585	411 542	5 907 200	19 303 682
...	...	...	274 127	274 127	(S)	Montants adjugés par une cour	274 127	...	...	184 453
418 741	10 555 000 000	250 714 046	(27 360 992)	10 778 771 795		Total budgétaire	10 573 272 585	199 592 010	5 907 200	11 440 403 990
69 908 258	...	...	...	69 908 258	L11c	Autorisation d'un compte d'avance de fonds de roulement prescrite par le crédit L20b, Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits. Limite 100 000 000 \$ (Net)	(5 681 920)	...	75 590 178	(7 538 430)
13 086 217	...	...	...	13 086 217	L15	Prêts à l'égard de projets de logement. Loi spéciale des subsides, 1963. Limite 37 000 000 \$ (Net)	...	...	13 086 217	...
82 994 475	...	...	...	82 994 475		Total non budgétaire	(5 681 920)	...	88 676 395	(7 538 430)
418 741	10 555 000 000	250 714 046	(27 360 992)	10 778 771 795		Total du portefeuille ministériel—				
82 994 475	...	...	...	82 994 475		Budgétaire	10 573 272 585	199 592 010	5 907 200	11 440 403 990⁽¹⁾
						Non budgétaire	(5 681 920)	...	88 676 395	(7 538 430)

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, Protection civile Canada a été dissoute. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été fusionnées avec le ministère de la Défense nationale.

Programme par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Forces maritimes	1 540 640 671	1 575 129 917	645 007 807	519 859 108	...	...	24 436 000	23 671 025	...	...	2 161 212 478	2 071 318 000
Forces terrestres	2 345 399 958	2 277 357 585	880 262 766	882 560 000	...	...	155 664 000	164 992 000	...	...	3 069 998 724	2 994 925 585
Forces aériennes	2 264 917 895	2 137 319 000	492 779 067	556 194 000	...	...	176 040 000	162 973 000	...	...	2 581 656 962	2 530 540 000
Opérations interarmées et protection civile	302 138 360	266 172 548	38 751 986	22 535 000	...	...	4 125 000	3 485 000	...	...	336 765 346	285 222 548
Gestion des communications et de l'information	282 646 542	306 270 000	97 028 756	63 785 000	...	...	3 278 000	3 015 000	...	...	376 397 298	367 040 000
Appui à la fonction du personnel	603 160 349	764 041 000	66 015 509	118 151 000	17 852 622	17 852 622	20 924 000	19 007 000	...	...	666 104 480	881 037 622
Soutien du matériel	680 657 411	613 670 922	303 860 381	255 359 000	...	...	5 086 000	4 889 000	...	...	979 431 792	864 140 922
Orientation de la politique et services de gestion —												
Budgétaire	303 047 012	297 754 078	21 790 728	10 699 000	300 732 975	290 271 830	18 366 000	19 677 000	...	...	607 204 715	579 047 908
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	82 994 475	(5 681 920)	82 994 475	(5 681 920)
Sous-total—												
Budgétaire	8 322 608 198	8 237 715 050	2 545 497 000	2 429 142 108	318 585 597	308 124 452	407 919 000	401 709 025	...	...	10 778 771 795	10 573 272 585
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	82 994 475	(5 681 920)	82 994 475	(5 681 920)
Recettes affectées aux dépenses	(407 919 000)	(401 709 025)	...	...	...	...	(407 919 000)	(401 709 025)	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	7 914 689 198	7 836 006 025	2 545 497 000	2 429 142 108	318 585 597	308 124 452	...	...	...	...	10 778 771 795	10 573 272 585
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	82 994 475	(5 681 920)	82 994 475	(5 681 920)

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Subventions									
Appui à la fonction du personnel									
(S) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique									
...	74 902	...	15 037	89 939	89 939	...	...	167 191	
Orientation de la politique et services de gestion									
Pensions et rentes versées à des civils :									
...	200	...	...	200	Mme Mary Whittington	200	...	...	200
...	1 048	...	...	1 048	Mme Eleanor F Nixon	...	1 048	...	803
...	12 483	...	...	12 483	M R P Thompson	12 492	(9)	...	12 280
...	100 000	...	44 000	144 000	Conférence des associations de défense	144 000	...	...	200 000
...	...	...	382 000	382 000	Association de développement de Shelburne Park	382 000	...	...	...
...	...	...	5 500 000	5 500 000	Province du Nouveau-Brunswick	5 500 000	...	...	...
...	...	...	215 403	215 403	Association de développement du Parc de Mill Cove	215 403	...	...	...
...	...	...	400 000	400 000	Institut pour la surveillance et la recherche environnementale	400 000	...	...	...
...	205 000	...	...	205 000	Ligue des cadets de l'armée du Canada	205 000	...	...	205 000
...	205 000	...	...	205 000	Ligue des cadets de l'air du Canada	205 000	...	...	205 000
...	205 000	...	...	205 000	Ligue navale du Canada	205 000	...	...	205 000
...	3 415	...	...	3 415	Association de la Marine royale du Canada	3 415	...	...	6 830
...	9 250	...	...	9 250	Association des officiers de marine	9 250	...	...	18 500
...	12 335	...	...	12 335	Association de l'Aviation royale du Canada	12 335	...	...	24 670
...	10 285	...	...	10 285	Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada	...	10 285	...	10 285
...	24 056	...	...	24 056	Instituts militaires et des services unis	24 056	...	...	25 560
...	1 700 000	...	...	1 700 000	Forum sur la sécurité et la défense	1 621 278	78 722	...	1 658 138
...	89 250	...	...	89 250	Institut canadien d'études stratégiques	89 250	...	...	86 500
...	60 000	...	...	60 000	Centre d'étude sur les conflits	60 000	...	...	63 750
...	40 000	...	...	40 000	Institut canadien des affaires internationales	40 000	...	...	42 500
...	2 120 000	...	...	2 120 000	Ville de Calgary	1 343 466	776 534	...	1 622 064
...	54 000	...	...	54 000	Bourses de recherches—Planification d'urgence	54 000	...	...	20 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	6 075 000
...	4 851 322	...	6 541 403	11 392 725		10 526 145	866 580	...	10 482 080
...	4 926 224	...	6 556 440	11 482 664	Total—Subventions	10 616 084	866 580	...	10 649 271

					Contributions				
					Appui à la fonction du personnel				
...	5 298 000	...	(1 612 660)	3 685 340	(S) Versements en vertu des parties I à IV de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense	3 685 340	...	...	3 973 608
...	11 921 000	...	2 156 343	14 077 343	(S) Versements en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires	14 077 343	...	...	14 996 733
...	17 219 000	...	543 683	17 762 683		17 762 683	...	...	18 970 341
					Orientation de la politique et services de gestion				
...	95 185 000	...	(20 012 680)	75 172 320	Budgets militaires et organismes de l'OTAN	75 049 039	123 281	...	105 476 405
...	54 000 000	...	(12 029 962)	41 970 038	Infrastructure de l'OTAN—Dépenses en capital	39 412 671	2 557 367	...	65 132 404
...	1 593 000	...	...	1 593 000	Aide mutuelle	1 260 181	332 819	...	2 797 095
...	158 000	...	...	158 000	Commandement allié de l'OTAN, Quartier général du corps d'intervention rapide	139 466	18 534	...	...
...	5 072 800	...	...	5 072 800	Contributions aux provinces et aux municipalités pour des projets d'aide économique	2 602 501	2 470 299	...	6 691 390
...	210 000	...	...	210 000	Contribution à l'Organisation internationale de surveillance maritime par satellite	187 687	22 313	...	200 094
...	1 011 426	...	...	1 011 426	Contribution à l'Association civile de recherches et de sauvetage aériens	1 003 840	7 586	...	1 017 832
...	3 400 000	...	...	3 400 000	Programme d'aide à l'entraînement militaire	1 473 825	1 926 175	...	1 173 537
...	2 000 000	...	...	2 000 000	Centre canadien d'entraînement au maintien de la paix internationale	1 999 156	844	...	2 015 101
...	4 776 110	...	...	4 776 110	Contributions aux provinces et aux municipalités en vertu de la Loi sur la protection civile	4 776 110	...	...	5 579 848
...	30 000	...	...	30 000	Contribution au Comité de coordination des accidents industriels majeurs	30 000	...	...	30 000
...	45 000	...	...	45 000	Contribution à la Société royale du Canada	45 000	...	...	45 000
...	...	128 400 317	17 846 939	146 247 256	Contributions aux provinces pour aide financière en cas de catastrophe	144 163 429	2 083 827	...	50 409 305
...	...	...	7 526 300	7 526 300	Mission des Nations Unies en Haïti	7 520 190	6 110	...	...
...	...	...	128 000	128 000	Association des Collèges communautaires canadiens	82 590	45 410	...	...
...	167 481 336	128 400 317	(6 541 403)	289 340 250		279 745 685	9 594 565	...	240 568 011
...	184 700 336	128 400 317	(5 997 720)	307 102 933	Total—Contributions	297 508 368	9 594 565	...	259 538 352
					Sommaire du portefeuille ministériel par activité				
...	17 293 902	...	558 720	17 852 622	Appui à la fonction du personnel	17 852 622	...	...	19 137 532
...	172 332 658	128 400 317	...	300 732 975	Orientation de la politique et services de gestion	290 271 830	10 461 145	...	251 050 091
...	189 626 560	128 400 317	558 720	318 585 597	Total du portefeuille ministériel	308 124 452	10 461 145	...	270 187 623⁽¹⁾

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, Protection civile Canada a été dissoute. Donc, les paiements de transfert de l'exercice précédent ont été fusionnés avec le ministère de la Défense nationale.

Détail des montants disponibles pour être dépensés —Fin

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Avance de fonds de roulement	...	705 012 675	563 014 691
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	407 919 000	401 709 025	367 754 517
Non budgétaire	...	705 012 675	563 014 691

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	744 352	664 646
Total des recettes fiscales	744 352	664 646
Recettes non fiscales—		
Revenus de placements —		
Prêts, placements et avances —		
Ensembles d'habitation des Forces canadiennes —Intérêt	481 873	416 790
Autres comptes —		
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger	772 779	816 575
Intérêt gagné sur les fonds en dépôts avec les fournisseurs	191 838	31 860
	1 446 490	1 265 225
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Remboursements reçus après vérification comptable ou ajustement de contrats et remboursements des paiements anticipés sur les contrats	56 994 014	29 816 953
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	...	320 567
	56 994 014	30 137 520
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	24 130 586	16 217 531
Diverses recettes non fiscales —		
Comprend les paiements reçus des Nations Unies en ce qui concerne le maintien de la paix et des administrations provinciales pour l'aide humanitaire fournie	26 763 469	50 817 386
Vente de biens non excédentaires	953 070	337 637
	27 716 539	51 155 023
Total des recettes non fiscales	110 287 629	98 775 299
Total du portefeuille ministériel	111 031 981	99 439 945⁽¹⁾

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, Protection civile Canada a été dissoute. Donc, les recettes de l'exercice précédent ont été fusionnées avec le ministère de la Défense nationale.

SECTION 10

COMPTES PUBLICS DU CANADA
1996-1997

Développement des ressources humaines

Ministère

Conseil canadien des relations du travail

**Tribunal canadien des relations
professionnelles artistes-producteurs**

**Centre canadien d'hygiène et de sécurité
au travail**

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités..	10.2
Sommaire du portefeuille ministériel	10.5
Programmes par activité	10.9
Paiements de transfert	10.11
Détail des montants disponibles pour être dépensés...	10.16
Recettes	10.17

Ministère

Programme des services généraux

Objectif

Fournir au ministère des services de direction administrative, d'élaboration de politiques et de soutien de la gestion.

Description des activités

Gestion générale et services

Fournir des services administratifs et financiers, des services de ressources humaines et des services de soutien aux clients du ministère ainsi que des directives en matière de gestion pour permettre au Développement des ressources humaines Canada de remplir sa mission.

Systèmes

Concevoir, mettre en oeuvre et garder à jour une gamme variée de systèmes automatisés pour appuyer la prestation des services au public et contribuer à l'administration interne de Développement des ressources humaines Canada.

Politique et communications

Responsable de concevoir et de mettre en oeuvre des politiques et des programmes efficaces, et de fournir les services de communication et de soutien dont le ministère a besoin pour s'acquitter de son mandat et de ses initiatives.

Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance

Objectif

Le Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance vise à favoriser et à appuyer l'utilisation productive de la main-

d'oeuvre canadienne, sans imposer un fardeau indu aux particuliers, aux groupes et aux régions, et à contribuer au bien-être des Canadiens et des Canadiennes en collaboration avec les autres ministères de l'État, les provinces, les territoires, le secteur privé et les partenaires locaux. Ce programme favorise également le fonctionnement efficace et efficient du marché du travail canadien, tout en assurant la sécurité des deniers publics.

Description des activités

Investissement dans les ressources humaines

L'activité IRH contribuera à la réalisation du mandat global de DRHC en mettant en oeuvre une combinaison de mesures actives d'emploi visant à aider les chômeurs à retourner rapidement au travail ainsi que toute une gamme d'initiatives en matière de développement social et d'acquisition du savoir visant à favoriser le développement personnel et le bien-être des membres de la société canadienne.

L'IRH est subdivisé en quatre sous-activités principales, toutes issues des anciens programmes d'emploi et de développement social et éducation de DRHC. Les activités sont les suivantes : emploi, partenariats stratégiques, acquisition du savoir et gestion du programme.

Assurance-emploi

La Loi sur l'assurance-emploi et le règlement qui s'y rattache, la Loi relative aux rentes sur l'État et la Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs régissent le paiement des prestations aux travailleurs qualifiés qui subissent une interruption de rémunération ou qui répondent aux exigences législatives de la Loi applicable.

La Loi sur l'assurance-emploi et son règlement d'application établissent également des paramètres

rigides pour le programme en stipulant notamment ce qui constitue un emploi assurable, le nombre de semaines assurables nécessaires pour établir l'admissibilité, le taux des prestations, la durée de la période de prestations de même que les modalités initiales et continues relatives à l'admissibilité aux prestations. De plus, la Loi stipule que Revenu Canada détermine ce qui constitue un emploi assurable et est responsable de la perception des cotisations relatives à l'emploi.

Gestion des Centres des ressources humaines du Canada (CRHC) et services conjoints

Cette activité regroupe un certain nombre d'activités liées à la gestion et à la prestation de services conjoints du programme qui n'entrent pas directement dans les sous-activités faisant partie des programmes particuliers ou des services particuliers. Presque toutes les ressources en équivalents temps plein au titre de cette activité se trouvent dans les régions, où cette activité englobe les directeurs régionaux d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance, les directeurs de district et les directeurs de CRHC, ainsi que le personnel de soutien administratif rattaché à ces postes.

Programme du travail

Objectif

Le Programme du travail a pour objectif de favoriser l'établissement et le maintien de relations de travail stables ainsi que de promouvoir la sécurité, la santé, l'équité et la productivité dans les milieux de travail de compétence fédérale; de façon générale, il a pour objectif de colliger et diffuser des statistiques ainsi que des données sur le monde du travail et sur l'équité en matière d'emploi, et d'encourager des relations syndicales-patronales constructives.

Description des activités

Relations industrielles

Offrir des services de conciliation, de médiation et d'arbitrage en vue de régler des conflits dans des entreprises oeuvrant dans un secteur de compétence fédérale; adopter des mesures préventives en vue de maintenir des relations patronales-syndicales stables; fournir des services de spécialistes en relations industrielles pour l'élaboration et la formulation des politiques ainsi que pour l'élaboration de dispositions législatives; enfin, appuyer des initiatives visant à favoriser la productivité et l'innovation en milieu de travail de même que de meilleures relations patronales-syndicales.

Opérations du travail

Élaborer et exécuter les programmes légiférés en vue d'assurer la santé et la sécurité en milieu de travail et des conditions d'emploi équitables; élaborer et administrer des programmes obligatoires d'équité en matière d'emploi; établir et diffuser des données et de l'information sur l'équité en matière d'emploi; offrir des services de protection contre les incendies aux ministères fédéraux, aux sociétés d'État et aux Premières Nations; promouvoir et mettre en oeuvre des activités non régies par la Loi visant l'établissement de relations d'emploi constructives en milieu de travail et une plus grande sensibilisation de la population active aux affaires syndicales et socio-économiques.

Indemnisation fédérale des accidentés

Versées des indemnités aux employés fédéraux ou aux personnes à leur charge pour les accidents subis en cours d'emploi, et effectuer les paiements aux commissions provinciales des accidents du travail en remboursement des frais inhérents au traitement des demandes d'indemnité présentées

par les employés fédéraux aux termes de la Loi sur l'indemnisation des agents de l'État; verser les indemnités supplémentaires à certaines veuves de marins marchands; s'occuper de l'arbitrage des demandes d'indemnité présentées par les détenus victimes d'accidents dans les pénitenciers fédéraux; enfin, administrer le Régime de prestations du revenu versées aux survivants des employés de la fonction publique tués dans l'exercice de leurs fonctions.

Législation, recherche et gestion

Assurer la gestion générale et donner une orientation au Programme du travail; élaborer et analyser, du point de vue du travail, des lois et politiques sur des questions économiques et sociales; entretenir des relations de travail efficaces avec d'autres ministères fédéraux, des organisations d'employeurs et d'employés, les provinces et les territoires, les gouvernements étrangers et les organismes internationaux oeuvrant dans le domaine du travail; faciliter les consultations et les initiatives connexes visant à inciter les entreprises et les syndicats à participer davantage au processus d'élaboration des politiques; enfin, fournir des renseignements sur les conditions de travail, les tendances et les meilleures pratiques dans le domaine afin de faciliter la négociation collective et la collaboration syndicale-patronale pour favoriser la sécurité, l'équité et la productivité dans les lieux de travail.

Programme de la sécurité du revenu

Objectif

Promouvoir et renforcer la sécurité du revenu des groupes cibles de Canadiens en élaborant, en administrant et en mettant en oeuvre des programmes pour les personnes âgées, les personnes handicapées, les survivants et les immigrants.

Description de l'activité

Sécurité du revenu

Cette activité comprend deux programmes importants de sécurité du revenu. La gestion et l'exécution de ces programmes sont complètement intégrées.

Le programme de la sécurité de la vieillesse (SV) comporte trois genres d'aide différents. La pension de base de la Sécurité de la vieillesse permet aux Canadiens âgés de plus de 65 ans de bénéficier d'un revenu de base suffisant au moment de leur retraite. Les prestations sont versées à quiconque répond aux critères de résidence. Le supplément de revenu garanti (SRG) est une prestation fondée sur l'examen du revenu et destinée aux bénéficiaires de la SV dont le revenu est limité et modeste. L'allocation au conjoint est une prestation fondée sur le revenu et destinée aux couples retraités, mariés et à faible revenu, vivant de la prestation de la SV et du SRG, ainsi qu'aux veufs et veuves de 60 à 64 ans, qui répondent aux critères de résidence de la SV.

Le Régime de pensions du Canada (RPC) (loi) est un programme d'assurance sociale à cotisation obligatoire dont l'objectif est d'assurer la protection du revenu des travailleurs canadiens et leurs familles contre la perte de gains résultant du décès, de l'invalidité ou de la retraite. Les prestations entrent dans trois catégories : la pension de retraite, les prestations de survivant et les prestations d'invalidité. Le Régime est en vigueur dans tous les territoires et les provinces. Le Québec dispose également du Régime de rentes du Québec. En vertu des dispositions législatives régissant le RPC, les personnes chargées du Programme de la sécurité du revenu administrent les prestations, Revenu Canada recueille les cotisations et le ministère des Finances gère le fonds de placement.

Dans le cadre de cette activité, on négocie et administre également les accords internationaux de sécurité sociale qui visent à assurer que les immigrants sont capables d'exercer dans toute la mesure du possible les droits à la sécurité sociale qu'ils ont acquis dans leur pays d'origine.

Conseil canadien des relations du travail

Objectif

Contribuer au développement de relations industrielles efficaces et les promouvoir dans toute entreprise, toute affaire ou tout travail relevant du Parlement du Canada.

Description de l'activité

Conseil canadien des relations du travail

Exercer des pouvoirs légaux au chapitre des droits de négociation et de leur structuration; faire des enquêtes et régler, par voie de médiation et d'arbitrage, les plaintes alléguant qu'il y a eu violation des dispositions du Code canadien du travail (loi); interpréter les dispositions portant sur les changements technologiques qui influent sur les conditions de travail et la sécurité des employés et ordonner les mesures de redressement qui s'imposent; exercer le pouvoir de rendre des ordonnances de ne pas faire de grèves ou de lock-out illégaux; réviser, lorsqu'il en est saisi, les décisions qui portent sur la sécurité; régler les modalités d'une première convention collective; donner des conseils et faire des recommandations en ce qui concerne les pouvoirs légaux du Conseil; et se pourvoir des services administratifs nécessaires à ces activités.

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs

Objectif

Contribuer au mieux-être de la communauté culturelle canadienne en favorisant de bonnes relations professionnelles entre les artistes, comme entrepreneurs indépendants, et les producteurs relevant de la compétence fédérale.

Description de l'activité

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs

Mise en oeuvre des dispositions de la Loi sur le statut de l'artiste afférentes aux relations professionnelles entre les entrepreneurs indépendants dans le milieu culturel et les producteurs relevant de la compétence fédérale. Ceci consiste notamment à définir les secteurs appropriés aux fins de la négociation d'accords-cadres dans le milieu culturel; accréditer les associations d'artistes pour représenter ces secteurs; enquêter et statuer sur les plaintes alléguant une violation des dispositions de la Loi sur le statut de l'artiste, et exercer des pouvoirs de redressement accessoires; aviser et faire des recommandations ayant trait à la compétence législative et aux pouvoirs du Tribunal; et dispenser les services administratifs nécessaires.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Objectif

Fournir aux Canadiens des renseignements sur les questions d'hygiène et de sécurité au travail. Cette information doit être complète, intelligible et fiable. L'information facilite les prises de décisions, favorise les changements sur les lieux de travail, sensibilise le public à la nécessité de jouir d'un environnement de travail sain et sécuritaire et soutient l'éducation et la formation.

Description des activités

Conseil des gouverneurs et bureau exécutif

Représentant les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, les travailleurs et les employeurs, le Conseil définit les objectifs d'hygiène et de sécurité au travail, et les politiques, et il établit les priorités et la direction d'ensemble pour le Centre.

Président et personnel du Centre

Mettre en oeuvre les politiques et programmes d'hygiène et de sécurité au travail établis par le Conseil des gouverneurs.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements						
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Programme des services généraux									
...	45 578 000	...	...	45 578 000	1	Dépenses du programme			
...	...	13 788 150	...	13 788 150	1a	Dépenses du programme			
...	...	1	...	1	1b	Virement de 1 222 421 \$ du crédit 5 (Développement des ressources humaines) et 7 801 726 \$ du crédit 10 (Développement des ressources humaines)			
...	...	...	1 222 421	1 222 421		Virement du : crédit 5			
...	...	...	7 801 726	7 801 726		crédit 10			
...	...	...	980 000	980 000		CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
...	45 578 000	13 788 151	10 004 147	69 370 298		Total—Crédit 1	64 386 805	4 983 493	...
...	48 645	...	...	48 645	(S)	Ministre du Développement des ressources humaines — Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...
...	48 645	...	...	48 645	(S)	Ministre du Travail—Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...
...	16 565 000	...	593 223	17 158 223	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17 158 223	...	...
270 600	...	...	415 810	686 410	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	463 856	...	222 554
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...
270 600	62 240 290	13 788 151	11 013 180	87 312 221		Total du programme—Budgétaire	82 106 174	4 983 493	222 554
Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance									
...	182 516 000	...	...	182 516 000	5	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	3 500 000	3 500 000		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
...	...	...	(1 222 421)	(1 222 421)		Virement au : crédit 1			
...	...	...	(2 064 552)	(2 064 552)		crédit 15			
...	182 516 000	...	213 027	182 729 027		Total—Crédit 5	143 659 550	39 069 477	...
...	...	1	...	1	6b	Paiement pour rembourser au Compte des rentes sur l'État, 202 paiements en trop y compris les intérêts dus, totalisant 9 767 \$—Virement de 9 766 \$ du crédit 10 (Développement des ressources humaines)			
...	...	...	9 766	9 766		Virement du crédit 10			
...	...	1	9 766	9 767		Total—Crédit 6b	9 767	...	...

...	1 211 790 000	...	...	1 211 790 000	10	Subventions et contributions				
...	...	192 045 000	...	192 045 000	10a	Subventions et contributions				
...	...	...	(7 801 726)	(7 801 726)		Virement au : crédit 1				
...	...	...	(9 766)	(9 766)		crédit 6b				
...	...	...	(13 349 998)	(13 349 998)		crédit 25				
...	1 211 790 000	192 045 000	(21 161 490)	1 382 673 510		Total—Crédit 10	1 319 099 957	63 573 553	...	1 646 145 631
...	110 500 000	(32 180 000)	(46 924 286)	31 395 714	(S)	Paiements d'intérêts aux termes de la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	31 395 714	...	...	142 834 000 ⁽²⁾
...	256 200 000	144 982 000	8 963 559	410 145 559	(S)	Obligations aux termes de la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	410 145 559	...	...	625 838 000 ⁽²⁾
...	253 200 000	(9 302 000)	45 141 633	289 039 633	(S)	Paiements d'intérêts et autres obligations aux termes de la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants	289 039 633	...	...	68 000 614 ⁽²⁾
...	23 400 000	(4 200 000)	(6 767 068)	12 432 932	(S)	Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants — Subventions pour initiatives spéciales	12 432 932	...	...	7 781 482 ⁽²⁾
...	35 000	...	(2 110)	32 890	(S)	Prestations de retraite supplémentaires —Pensions des agents des rentes sur l'État	32 890	...	...	35 882
...	14 000 000	...	1 531 126	15 531 126	(S)	Prestations d'adaptation pour les travailleurs (Loi sur les prestations d'adaptation pour les travailleurs)	15 531 126	...	...	25 110 356
...	90 688 000	...	3 434 629	94 122 629	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	94 122 629	...	...	100 142 843
					(S)	Versements en vertu du Régime d'assistance publique du Canada (Régime d'assistance publique du Canada (loi) et				

...	...	...	2 064 552	2 064 552		Virement du : crédit 5				
...	...	...	1 591 999	1 591 999		crédit 20				
...	...	...	800 000	800 000		CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	44 058 000	2	4 456 551	48 514 553		Total—Crédit 15	46 445 186	2 069 367	...	47 536 798
...	5 992 000	...	...	5 992 000	20	Subventions et contributions				
...	...	...	(1 591 999)	(1 591 999)		Virement au : crédit 15				
...	...	...	(308 001)	(308 001)		crédit 25				
...	5 992 000	...	(1 900 000)	4 092 000		Total—Crédit 20	2 531 389	1 560 611	...	5 566 730
...	58 107 000	...	50 224	58 157 224	(S)	Paiement d'indemnités à des agents de l'État (Loi sur l'indemnisation des agents de l'État) et à des marins marchands (Loi sur l'indemnisation des marins marchands)	58 157 224	...	...	62 005 345
...	4 928 000	...	174 486	5 102 486	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 102 486	...	...	4 756 437
...	...	...	473 948	473 948	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	473 948	...	...	814
...	113 085 000	2	3 255 209	116 340 211		Total du programme—Budgétaire	112 710 233	3 629 978	...	119 866 124
Programme de la sécurité du revenu										
...	85 154 000	...	...	85 154 000	25	Dépenses du programme				
...	...	3 338 150	...	3 338 150	25a	Dépenses du programme				
...	...	1	...	1	25b	Virement de 13 349 998 \$ du crédit 10 (Développement des ressources humaines) et 308 001 \$ du crédit 20 (Développement des ressources humaines)				
...	...	...	13 349 998	13 349 998		Virement du : crédit 10				
...	...	...	308 001	308 001		crédit 20				
...	...	...	1 179 000	1 179 000		CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	85 154 000	3 338 151	14 836 999	103 329 150		Total—Crédit 25	94 472 249	8 856 901	...	102 809 095
...	16 743 000 000	(196 000 000)	28 800 253	16 575 800 253	(S)	Versements de sécurité de la vieillesse (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	16 575 800 253 ⁽⁶⁾	15 998 567 300 ⁽⁶⁾
...	4 745 000 000	(126 000 000)	19 762 606	4 638 762 606	(S)	Versements du supplément de revenu garanti (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	4 638 762 606 ⁽⁶⁾	4 627 764 474 ⁽⁶⁾
...	419 000 000	(8 000 000)	(15 520 156)	395 479 844	(S)	Versements d'allocations au conjoint (Loi sur la sécurité de la vieillesse)	395 479 844 ⁽⁶⁾	407 515 393 ⁽⁶⁾
...	16 547 000	...	633 000	17 180 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17 180 000	...	...	16 557 000
...	22 008 701 000	(326 661 849)	48 512 702	21 730 551 853		Total du programme—Budgétaire	21 721 694 952	8 856 901	...	21 153 213 262
270 600	24 326 355 290	134 564 305	(551 777)	24 460 638 418		Total du ministère—Budgétaire	24 340 302 462	120 113 402	222 554	33 714 860 595
Conseil canadien des relations du travail										
...	7 976 000	...	...	7 976 000	30	Dépenses du programme	7 570 384	405 616	...	7 988 958
...	829 000	...	32 000	861 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	861 000	...	...	802 000
164	...	...	1 047	1 211	(S)	Dépenses des produits de la vente des biens excédentaires de l'État	1 131	...	80	395
164	8 805 000	...	33 047	8 838 211		Total du programme—Budgétaire	8 432 515	405 616	80	8 791 353

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs										
...	1 580 000	...	...	1 580 000	35	Dépenses du programme	1 086 849	493 151	...	1 323 337
...	125 000	...	...	125 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	125 000	...	...	112 000
...	1 705 000	...	...	1 705 000		Total du programme—Budgétaire	1 211 849	493 151	...	1 435 337
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail										
...	1 770 000	...	...	1 770 000	40	Dépenses du programme				
...	...	263 816	...	263 816	40b	Dépenses du programme				
...	1 770 000	263 816	...	2 033 816		Total—Crédit 40	1 967 126	66 690	...	1 925 176
...	...	...	680	680	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	680	...	...	...
...	...	...	2 313	2 313	(S)	Dépenses des produits de la vente des biens excédentaires de l'État	140	...	2 173	973
...	1 770 000	263 816	2 993	2 036 809		Total du programme—Budgétaire	1 967 946	66 690	2 173	1 926 149
270 764	24 338 635 290	134 828 121	(515 737)	24 473 218 438		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	24 351 914 772	121 078 859	224 807	33 727 013 434

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Conseil du Trésor, crédit 5 —Éventualités du gouvernement.

(2) Pour fin de comparaison, les données de 1995-1996 ont été évaluées approximativement selon la nouvelle description des autorisations législatives pour 1996-1997. Avant l'exercice 1996-1997, ces éléments ont été autorisés sous différentes descriptions.

(3) Ce montant représente un ajustement aux paiements des exercices antérieurs.

(4) Les paiements du Régime d'assistance publique du Canada et les paiements pour l'enseignement post-secondaire pour 1996-1997 sont rapportés sous une nouvelle autorisation législative sous le portefeuille ministériel des Finances.

(5) Ce montant représente des récupérations d'abattement de points d'impôt fédéraux dans le cadre d'accords de non-participation.

(6) La répartition des prestations versées en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocations au conjoint sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Programme des services généraux												
Gestion générale et services	277 600 221	272 684 062	9 325 000	9 314 574	...	...	227 177 000	227 177 000	...	...	59 748 221	54 821 636
Systèmes	42 500 000	42 357 618	16 110 000	16 105 505	...	...	43 495 996	43 495 996	...	...	15 114 004	14 967 127
Politique et communications	34 000 000	33 868 483	1 810 000	1 808 932	...	...	23 360 004	23 360 004	...	...	12 449 996	12 317 411
Sous-total	354 100 221	348 910 163	27 245 000	27 229 011	...	...	294 033 000 ⁽¹⁾	294 033 000	...	...	87 312 221	82 106 174
Recettes affectées aux dépenses	(271 688 000)	(271 688 000)	(22 345 000)	(22 345 000)	...	...	(294 033 000)	(294 033 000)	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire	82 412 221	77 222 163	4 900 000	4 884 011	...	...	...	...	...	...	87 312 221	82 106 174
Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance												
Investissement dans les ressources humaines	386 885 931	373 503 640	7 450 000	7 437 056	4 049 377 480	3 705 244 266	238 777 000	238 777 000	...	...	4 204 936 411	3 847 407 962
Assurance-emploi	546 000 000	545 769 180	32 030 000	32 026 702	...	...	530 440 000	530 440 000	...	...	47 590 000	47 355 882
Gestion des Centres des ressources humaines du Canada (CRHC) et services conjoints	242 948 722	217 551 295	21 700 000	21 657 303	...	...	190 856 000	190 856 000	...	...	73 792 722	48 352 598
Prestations payées en vertu des articles suivants de la Loi sur l'assurance-emploi : articles 24, 25, 26 et 26.1 relatifs à l'activité Investissement dans les ressources humaines	...	...	...	...	(1 799 885 000)	(1 519 325 339)	...	...	...	...	(1 799 885 000)	(1 519 325 339)
Sous-total	1 175 834 653	1 136 824 115	61 180 000	61 121 061	2 249 492 480	2 185 918 927	960 073 000 ⁽²⁾	960 073 000	...	...	2 526 434 133	2 423 791 103
Recettes affectées aux dépenses	(903 373 000)	(903 373 000)	(56 700 000)	(56 700 000)	...	...	(960 073 000)	(960 073 000)	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire	272 461 653	233 451 115	4 480 000	4 421 061	2 249 492 480	2 185 918 927	...	...	...	...	2 526 434 133	2 423 791 103
Programme du travail												
Relations industrielles	6 400 000	5 651 149	100 000	94 017	1 839 000	1 307 149	...	...	...	...	8 339 000	7 052 315
Opérations du travail	33 000 000	32 561 150	1 200 000	1 144 156	26 000	26 000	...	...	...	...	34 226 000	33 731 306
Indemnisation fédérale des accidentés	103 200 000	102 936 872	25 000	23 982	6 900	6 900	42 943 246	42 943 246	...	...	60 288 654	60 024 508
Législation, recherche et gestion	10 959 557	10 423 005	300 000	280 859	2 227 000	1 198 240	...	...	...	...	13 486 557	11 902 104
Sous-total	153 559 557	151 572 176	1 625 000	1 543 014	4 098 900	2 538 289	42 943 246 ⁽³⁾	42 943 246	...	...	116 340 211	112 710 233
Recettes affectées aux dépenses	(42 943 246)	(42 943 246)	...	...	...	...	(42 943 246)	(42 943 246)	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire	110 616 311	108 628 930	1 625 000	1 543 014	4 098 900	2 538 289	...	...	...	...	116 340 211	112 710 233

Programmes par activité—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Programme de la sécurité du revenu												
Sécurité du revenu	244 812 793	224 775 744	3 725 000	3 699 244	21 610 042 703	21 610 042 703	128 028 643 ⁽⁴⁾	116 822 739	...	...	21 730 551 853	21 721 694 952
Recettes affectées aux dépenses	(125 968 718)	(114 777 057)	(2 059 925)	(2 045 682)	...	...	(128 028 643)	(116 822 739)	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire	118 844 075	109 998 687	1 665 075	1 653 562	21 610 042 703	21 610 042 703	...	...	...	...	21 730 551 853	21 721 694 952
Total du ministère—Budgétaire	584 334 260	529 300 895	12 670 075	12 501 648	23 863 634 083	23 798 499 919	...	...	...	...	24 460 638 418	24 340 302 462
Conseil canadien des relations du travail—												
Budgétaire	8 832 211	8 289 787	6 000	142 728	...	...	...	...	...	...	8 838 211	8 432 515
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes- producteurs—												
Budgétaire	1 705 000	1 211 849	...	...	...	...	...	...	...	...	1 705 000	1 211 849
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail												
Conseil des gouverneurs et bureau exécutif												
	23 000	14 054	...	...	...	...	...	...	...	...	23 000	14 054
Président et personnel du Centre												
	7 054 809	6 327 847	...	...	...	...	5 041 000	4 373 955	...	...	2 013 809	1 953 892
Sous-total												
	7 077 809	6 341 901	...	...	...	...	5 041 000	4 373 955	...	...	2 036 809	1 967 946
Recettes affectées aux dépenses												
	(5 041 000)	(4 373 955)	...	...	...	...	(5 041 000)	(4 373 955)	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire	2 036 809	1 967 946	...	...	...	...	...	...	...	...	2 036 809	1 967 946
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	596 908 280	540 770 477	12 676 075	12 644 376	23 863 634 083	23 798 499 919	...	...	...	...	24 473 218 438	24 351 914 772

(1) Ce montant a été augmenté de 225 519 000 \$ à 294 033 000 \$ au cours de l'exercice.

(2) Ce montant a été augmenté de 803 206 000 \$ à 960 073 000 \$ au cours de l'exercice.

(3) Ce montant a été augmenté de 37 500 000 \$ à 42 943 246 \$ au cours de l'exercice.

(4) Ce montant a été augmenté de 104 093 000 \$ à 128 028 643 \$ au cours de l'exercice.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance									
Subventions									
Investissement dans les ressources humaines									
(S) Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie, de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région									
...	14 000 000	...	1 531 126	15 531 126	15 531 126	...	...	25 110 356	
(S) Subventions pour initiatives spéciales aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes du règlement de la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants									
...	23 400 000	(4 200 000)	(6 767 068)	12 432 932	12 432 932	...	...	7 781 482 ⁽¹⁾	
Subventions aux particuliers, aux organisations et aux sociétés en vue d'aider les particuliers à améliorer leur aptitude au travail et de promouvoir les possibilités d'emploi en favorisant la création d'entreprises à l'échelle locale									
...	55 368 000	...	(50 068 000)	5 300 000	5 233 235	66 765	...	3 999 468	
Subventions aux particuliers dans le cadre de la stratégie du poisson de fond de l'Atlantique afin d'aider les particuliers touchés par l'effondrement de la pêche du poisson de fond sur la côte Est à participer aux programmes d'adaptation au marché du travail									
...	197 872 000	...	(123 822 000)	74 050 000	74 050 000	...	...	357 977 726	
Subventions aux organismes nationaux bénévoles de services sociaux en vue de partager les coûts de fonctionnement des bureaux nationaux									
...	1 982 000	...	(1 435 025)	546 975	546 975	...	...	1 678 650	
Subventions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions postsecondaires ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'alphabétisation									
...	24 300 000	...	(2 185 423)	22 114 577	22 099 576	15 001	...	20 049 940	
Subventions aux organismes bénévoles, gouvernements municipaux ou régionaux, organisations professionnelles et centres d'excellence dans le but d'appuyer la mise en oeuvre de projets novateurs pour faciliter l'intégration des personnes handicapées									
...	3 170 000	...	(2 304 975)	865 025	751 236	113 789	...	6 012 192	
Subvention pour assurer la sécurité du revenu et toute autre aide financière aux pêcheurs et aux travailleurs d'usine touchés par la crise dans la pêche du poisson de fond de l'Atlantique									
...	...	131 957 000	123 822 000	255 779 000	249 212 360	6 566 640	...	...

Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
...	177 000	88 000	...	265 000	Droits d'affiliation à des organismes internationaux	224 930	40 070	...	177 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 000 000
...	320 269 000	127 845 000	(61 229 365)	386 884 635	Total—Subventions	380 082 370	6 802 265	...	424 786 814
Contributions									
Investissement dans les ressources humaines									
Paievements aux provinces, territoires, municipalités, autres corps publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation et/ou à l'expérience de travail, la mobilisation des ressources communautaires et les mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien									
...	586 208 000	60 000 000	(61 441 590)	584 766 410		532 499 661	52 266 749	...	877 355 408
Paievements aux provinces, aux sociétés et aux particuliers en vertu d'accords conclus entre le ministre du Développement des ressources humaines et les provinces, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, ainsi qu'avec des sociétés ou des particuliers agissant en qualité de directeurs des bureaux du service d'emploi agricole pour l'organisation et l'utilisation de la main-d'oeuvre dans les fermes et les industries connexes, y compris les engagements non remplis aux termes d'accords antérieurs									
...	1 400 000	...	200 000	1 600 000		1 552 602	47 398	...	7 154 801
Contributions aux gouvernements provinciaux, à des employeurs, des employés, des organisations patronales ou syndicales, des institutions financières ou toute personne ou collectivité, aux fins du versement périodique d'une allocation de complément de ressources à certains travailleurs âgés, conformément à l'article 5 de la Loi sur le ministère du Travail :									
...	27 500 000	...	12 500 000	40 000 000	Programme d'adaptation des travailleurs âgés	39 981 546	18 454	...	41 080 059
Réadaptation professionnelle des invalides — Versements aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'application de la Loi sur la réadaptation professionnelle des personnes handicapées et des accords conclus en vertu de cette Loi									
...	155 000 000	...	100 000 000	255 000 000		255 000 000	...	...	188 800 000
Traitement et réadaptation en matière d'alcoolisme et de toxicomanie—Paievements aux provinces et aux territoires conformément à des accords conclus en vertu de la Loi sur le ministère de la Santé et approuvés par le gouverneur en conseil									
...	15 500 000	...	...	15 500 000		14 429 831	1 070 169	...	15 500 000

...	4 675 000	...	(1 875 000)	2 800 000	Nouveau-Brunswick au travail — Paiements (couvrant une période de six années de 1992-1993 à 1997-1998) à la province du Nouveau-Brunswick conformément à l'entente de partage de certains éléments de ce projet-pilote visant à améliorer l'employabilité des bénéficiaires de l'aide sociale	2 800 000	...	...	6 000 000
...	1 025 000	...	1 621 000	2 646 000	Contributions aux organisations, aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux institutions postsecondaires et aux particuliers afin d'encourager et d'appuyer les initiatives qui contribueront à l'élaboration d'un système d'apprentissage plus axé sur les résultats, accessible, pertinent et responsable	2 144 240	501 760	...	1 555 654
...	3 333 000	...	4 240 000	7 573 000	Contributions aux provinces, à des organismes de bien-être social, y compris les écoles de service social et à des particuliers, en vue d'appuyer des activités d'intérêt national visant l'amélioration des services de bien-être social; et les projets qui augmentent l'accès au marché du travail et les possibilités de formation qui favorisent la pleine intégration communautaire des personnes handicapées	7 340 787	232 213	...	5 123 701
...	103 180 000	...	(22 006 000)	81 174 000	Contributions aux ministères et aux organismes gouvernementaux provinciaux et territoriaux, aux administrations municipales, aux entreprises, aux organismes, aux établissements de santé publique et d'enseignement, aux organismes autochtones, y compris aux bandes indiennes et aux conseils tribaux, ainsi qu'aux particuliers pour appuyer les nouvelles orientations politiques découlant de la réforme de la sécurité sociale, et dans le cadre duquel on fera l'essai de méthodes innovatrices pour rendre les programmes sociaux plus efficaces et les adapter à nos moyens financiers	78 900 801	2 273 199	...	85 416 426
...	110 500 000	(32 180 000)	(46 924 286)	31 395 714	(S) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	31 395 714	...	...	142 834 000 ⁽¹⁾
...	256 200 000	144 982 000	8 963 559	410 145 559	(S) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la Loi fédérale sur les prêts aux étudiants	410 145 559	...	...	625 838 000 ⁽¹⁾
...	253 200 000	(9 302 000)	45 141 633	289 039 633	(S) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants	289 039 633	...	...	68 000 614 ⁽¹⁾
...	31 100 000	...	(1 500 000)	29 600 000	Contributions à des organismes sans but lucratif, aux groupes communautaires, aux établissements d'enseignement, aux associations professionnelles, aux gouvernements provinciaux/territoriaux ainsi qu'aux organisations inuit et des Premières nations sans but lucratif oeuvrant à l'échelle locale, régionale ou nationale à l'appui des initiatives de garde d'enfants	29 238 654	361 346	...	5 935 221
...	...	155 093 000	(6 123 194)	148 969 806	(S) Régime d'assistance publique du Canada (loi)— Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Régime d'assistance publique du Canada (loi) et de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	148 969 806 ⁽²⁾⁽³⁾	7 184 538 963
...	...	1 000 000	(41 695 800)	(40 695 800)	(S) Paiements de transfert versés aux provinces et territoires à l'égard de l'enseignement postsecondaire et aux termes de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	(40 695 800) ⁽⁴⁾	2 365 270 000

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	...	...	3 093 523	3 093 523	Contributions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions post-secondaires ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'alphabétisation	3 093 523	...	...	3 989 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	16 340 385
...	1 548 821 000	319 593 000	(5 806 155)	1 862 607 845	Total—Contributions	1 805 836 557	56 771 288	...	11 640 732 232
...	1 869 090 000	447 438 000	(67 035 520)	2 249 492 480	Total du programme	2 185 918 927	63 573 553	...	12 065 519 046
Programme du travail									
Subventions									
Opérations du travail									
...	7 000	...	...	7 000	Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies	7 000	...	...	8 000
...	19 000	...	...	19 000	Prévention des feux Canada	19 000	...	...	20 000
...	26 000	...	...	26 000		26 000	...	...	28 000
Indemnisation fédérale des accidentés									
...	7 000	...	(100)	6 900	(S) Indemnisation des marins marchands — Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins marchands	6 900	...	...	6 900
Législation, recherche et gestion									
...	15 000	...	...	15 000	Appui aux activités qui contribuent aux objectifs du programme de sécurité et de santé au travail	7 880	7 120	...	16 000
...	12 000	...	...	12 000	Appui aux organismes responsables de l'élaboration des normes	7 200	4 800	...	7 200
...	27 000	...	...	27 000		15 080	11 920	...	23 200
...	60 000	...	(100)	59 900	Total—Subventions	47 980	11 920	...	58 100
Contributions									
Relations industrielles									
...	2 939 000	...	(1 100 000)	1 839 000	Programme de partenariat syndical-patronal	1 307 149	531 851	...	1 043 260
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	3 483 500
...	2 939 000	...	(1 100 000)	1 839 000		1 307 149	531 851	...	4 526 760
Législation, recherche et gestion									
...	3 000 000	...	(800 000)	2 200 000	Commission du travail	1 183 160	1 016 840	...	988 770
...	5 939 000	...	(1 900 000)	4 039 000	Total—Contributions	2 490 309	1 548 691	...	5 515 530

					Sommaire du programme par activité				
...	2 939 000	...	(1 100 000)	1 839 000	Relations industrielles	1 307 149	531 851	...	4 526 760
...	26 000	...	...	26 000	Opérations du travail	26 000	...	...	28 000
...	7 000	...	(100)	6 900	Indemnisation fédérale des accidentés	6 900	...	...	6 900
...	3 027 000	...	(800 000)	2 227 000	Législation, recherche et gestion	1 198 240	1 028 760	...	1 011 970
...	5 999 000	...	(1 900 100)	4 098 900	Total du programme	2 538 289	1 560 611	...	5 573 630
					Programme de la sécurité du revenu				
					Subventions				
...	16 743 000 000	(196 000 000)	28 800 253	16 575 800 253	(S) Versements de sécurité de la vieillesse	16 575 800 253 ⁽⁵⁾	15 998 567 300 ⁽⁵⁾
...	4 745 000 000	(126 000 000)	19 762 606	4 638 762 606	(S) Versements du supplément de revenu garanti	4 638 762 606 ⁽⁵⁾	4 627 764 474 ⁽⁵⁾
...	419 000 000	(8 000 000)	(15 520 156)	395 479 844	(S) Versements d'allocations au conjoint	395 479 844 ⁽⁵⁾	407 515 393 ⁽⁵⁾
...	21 907 000 000	(330 000 000)	33 042 703	21 610 042 703	Total du programme	21 610 042 703	...	...	21 033 847 167
...	23 782 089 000	117 438 000	(35 892 917)	23 863 634 083	Total du ministère	23 798 499 919	65 134 164	...	33 104 939 843
...	23 782 089 000	117 438 000	(35 892 917)	23 863 634 083	Total du portefeuille ministériel	23 798 499 919	65 134 164	...	33 104 939 843

(S) Paiement de transfert législatif.

(1) Pour fin de comparaison, les données de 1995-1996 ont été évaluées approximativement selon la nouvelle description des autorisations législatives pour 1996-1997. Avant l'exercice 1996-1997, ces éléments ont été autorisés sous différentes descriptions.

(2) Ce montant représente un ajustement aux paiements des exercices précédents.

(3) Les paiements du Régime d'assistance publique du Canada et les paiements pour l'enseignement post-secondaire pour 1996-1997 sont rapportés sous une nouvelle autorisation législative sous le portefeuille ministériel des Finances.

(4) Ce montant représente des récupérations d'abattement de points d'impôt fédéraux dans le cadre d'accords de non-participation.

(5) La répartition des prestations versées en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocations au conjoint sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours			Exercice précédent		
	Budgets des dépenses	Réels	Réels	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère						
Programme des services généraux						
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)						
Gestion générale et services						
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	222 299 000	222 299 000	212 010 000			
Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	4 878 000	4 878 000	7 029 889			
	227 177 000	227 177 000	219 039 889			
Systèmes						
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	39 383 000	39 383 000	33 324 000			
Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	4 112 996	4 112 996	1 929 240			
	43 495 996	43 495 996	35 253 240			
Politique et communications						
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	23 228 000	23 228 000	22 587 000			
Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	132 004	132 004	306 871			
	23 360 004	23 360 004	22 893 871			
Total du programme—Budgétaire	294 033 000⁽¹⁾	294 033 000	277 187 000			
Programme d'investissement dans les ressources humaines et d'assurance						
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)						
Investissement dans les ressources humaines						
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	238 777 000	238 777 000	245 085 000			
Assurance-emploi						
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	530 440 000	530 440 000	510 711 000			
Gestion des Centres des ressources humaines du Canada (CRHC) et services conjoints						
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	190 856 000	190 856 000	198 862 000			
Total du programme—Budgétaire	960 073 000⁽²⁾	960 073 000	954 658 000			
Programme du travail						
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)						
Indemnisation fédérale des accidentés						
Sommes à recouvrer des organismes de l'État pour le paiement des indemnités aux accidenté(e)s du travail	42 943 246	42 943 246	36 849 738			
Total du programme—Budgétaire	42 943 246⁽³⁾	42 943 246	36 849 738			
Programme de la sécurité du revenu						
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)						
Sécurité du revenu						
Dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada	128 028 643	116 822 739	111 832 218			
Total du programme—Budgétaire	128 028 643⁽⁴⁾	116 822 739	111 832 218			
Total du ministère—Budgétaire	1 425 077 889	1 413 871 985	1 380 526 956			
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail						
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)						
Président et personnel du Centre						
DisqueCCINFO	2 878 000	2 215 453	2 226 206			
Frais de branchement à la ligneCCINFO	80 000	45 261	45 707			
Publications, en nombre ou sur demande particulière	30 000	88 485	55 064			
Abonnement—Disques spéciaux	428 000	631 657	418 472			
Abonnements	...	13 592	14 670			
Projets	1 000 000	719 231	917 658			
BandesCCINFO	...	31 451	25 488			
Frais de déplacement	...	102 072	121 102			
Recettes diverses	15 000	...	3 664			
Renseignements—Dons	610 000	483 400	740 000			
Informations stockées sur disquette	...	41 086	81 486			
Revenus de placements	...	2 267	...			
Total du programme—Budgétaire	5 041 000	4 373 955	4 649 517⁽⁵⁾			
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 430 118 889	1 418 245 940	1 385 176 473			

(1) Ce montant a été augmenté de 225 519 000 \$ à 294 033 000 \$ au cours de l'exercice.

(2) Ce montant a été augmenté de 803 206 000 \$ à 960 073 000 \$ au cours de l'exercice.

(3) Ce montant a été augmenté de 37 500 000 \$ à 42 943 246 \$ au cours de l'exercice.

(4) Ce montant a été augmenté de 104 093 000 \$ à 128 028 643 \$ au cours de l'exercice.

(5) Les montants de la colonne "réel" de l'exercice précédent ont été redressés, le total demeure le même.

Ministère

Programme des services généraux

Recettes fiscales—

Taxe sur les produits et services	15 416	6 906
Total des recettes fiscales	15 416	6 906

Recettes non fiscales—

Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrement de mauvaises créances	236	80
Traitement—Paiements en trop	4 593	477
Divers	1 982 115	79 657
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent		

Recettes—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Amendes d'assurance-emploi	1 024 889	1 167 406	Recettes non fiscales—		
Prêts aux étudiants du Canada —Intérêt	22 729 568	29 946 620	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Divers	400 421	3 305	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 137 635	460 615
Bénéfices—Transactions en devises étrangères	...	116	Traitement—Paiement en trop	5 644	2 375
	118 267 901	127 492 886	Allocation familiale—Paiement en trop	75 590	216 273
Total des recettes non fiscales	315 663 075	240 872 332	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	201 278	351 268
Total du programme	315 678 586	240 885 867		1 420 147	1 030 531
Programme du travail			Frais de services	22 180	...
Recettes fiscales—			Diverses recettes non fiscales	10 044 295	8 687 699
Taxe sur les produits et services	4 477	8 701	Total des recettes non fiscales	11 486 622	9 718 230
Total des recettes fiscales	4 477	8 701	Total du programme	11 488 227	9 718 446
Recettes non fiscales—			Total du ministère	331 810 347	254 018 517
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			Conseil canadien des relations du travail		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	187 308	57 322	Recettes fiscales—		
Traitement—Paiement en trop	62	300	Taxe sur les produits et services	759	691
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	11 114	82 248	Total des recettes fiscales	759	691
	198 484	139 870	Recettes non fiscales—		
Frais de services	1 000 843	1 066 831	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 917	3 711
Produits des ventes	55 912	63 483	Produits des ventes	12 740	11 600
Diverses recettes non fiscales —			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 047	456
Amendes et pénalités remises par la cour suite à des poursuites en vertu du Code canadien du travail	26 007	156 375	Diverses recettes non fiscales	2 613	2 048
Divers	29 689	11 396	Total des recettes non fiscales	21 317	17 815
	55 696	167 771	Total du programme	22 076	18 506
Total des recettes non fiscales	1 310 935	1 437 955	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs		
Total du programme	1 315 412	1 446 656	Recettes non fiscales—		
Programme de la sécurité du revenu			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recettes fiscales—			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	270	...
Taxe sur les produits et services	1 605	216	Total du programme	270	...
Total des recettes fiscales	1 605	216			

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	78 802	75 729
Total des recettes fiscales	78 802	75 729
Recettes non fiscales—		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 313	949
Total des recettes non fiscales	2 313	949
Total du programme	81 115	76 678
Sommaire du portefeuille ministériel		
Recettes fiscales —		
Taxe sur les produits et services	116 570	105 778
Total des recettes fiscales	116 570	105 778
Recettes non fiscales —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	201 613 444	115 587 155
Privilèges, licences et permis	136 438	132 280
Frais de services	1 061 546	1 306 806
Produits des ventes	68 652	75 083
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	419 170	413 285
Diverses recettes non fiscales	128 497 988	136 493 314
Total des recettes non fiscales	331 797 238	254 007 923
Total du portefeuille ministériel	331 913 808	254 113 701

SECTION 11

COMPTES PUBLICS DU CANADA
1996-1997

Environnement

Ministère

Agence canadienne d'évaluation
environnementale

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités..	11.2
Sommaire du portefeuille ministériel	11.3
Programmes par activité	11.5
Paielements de transfert	11.6
Détail des montants disponibles pour être dépensés...	11.10
Recettes	11.11

Ministère

Objectif

Le programme de l'environnement a pour but de concrétiser l'idée du développement durable au Canada, en aidant les générations actuelles et futures de Canadiens à vivre et à prospérer dans un environnement qu'il y a lieu de respecter, de protéger et de conserver.

Description des activités

Un environnement sain

Les Canadiens sont préoccupés par les risques que l'activité humaine représente pour l'environnement et par le danger qui en résulte pour leur propre santé et pour la durabilité de l'environnement des générations futures. Ils s'attendent à ce que les risques écologiques soient connus, surveillés et contrôlés ou anticipés. Environnement Canada, grâce à sa compétence scientifique, donne suite à ces préoccupations de nature environnementale en transmettant ses connaissances scientifiques et son expertise sur la santé de l'environnement et sur les agresseurs de l'environnement. À cette fin, il élabore des stratégies et des normes nationales, veille à ce que ces stratégies et ces normes soient rigoureusement appliquées et joue un rôle de chef de file dans la communauté internationale pour y représenter les intérêts du Canada et y faire valoir les questions nationales.

La sécurité face aux dangers de l'environnement

La vie et les biens des Canadiens sont mis en péril par les dangers d'origine naturelle et humaine que présente l'environnement : il peut s'agir de graves intempéries, de cendres volcaniques aéroportées, de déversements d'hydrocarbures ou d'incendies de

pneus. Pour réduire au minimum ces risques, Environnement Canada fournit, par ses recherches et ses activités scientifiques, des services qui permettent aux Canadiens de se protéger contre les dangers. À cette fin, il transmet en temps opportun des prévisions et des avertissements météorologiques et il offre des services propres à réduire la fréquence et la gravité des urgences environnementales.

Une société plus verte

Le développement durable est devenu l'un des buts les plus importants de la gestion des affaires publiques, tant au Canada qu'à l'étranger. Le ministère fournit aux Canadiens des renseignements utiles et accessibles, des technologies et des instruments facilement applicables, des politiques qui intègrent les considérations sociales, économiques et environnementales afin de donner à la population les moyens de préserver l'environnement.

Administration

Les Canadiens veulent que le gouvernement soit efficace, qu'il élimine les dépenses superflues et qu'il rende dûment compte de son action. Pour répondre à ce vœu, l'administration fait en sorte que la gestion du ministère soit rigoureuse et intégrée. Elle fournit aussi des instruments, des technologies et des conseils efficaces et efficaces pour soutenir les opérations et la haute direction.

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Objectif

Fournir des moyens efficaces d'intégrer les éléments environnementaux dans la planification et la prise de décision du fédéral grâce à la mise en

oeuvre, à la gestion et à la promotion efficaces du processus fédéral d'évaluation environnementale, tout en tenant compte des valeurs du public et de l'objectif du développement durable.

Description de l'activité

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Assure un leadership national et international comme centre reconnu de connaissances en évaluation environnementale; appuie la constante amélioration du cadre réglementaire et élabore des règles claires et uniformément appliquées à tous les stades du processus d'évaluation environnementale; facilite l'harmonisation des activités d'évaluation environnementale à l'échelle du gouvernement fédéral et avec les autres instances; dispense des services professionnels de haute qualité qui aident les ministères et les promoteurs de projets à satisfaire aux exigences de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale et de la directive du Cabinet en ce qui concerne l'évaluation des politiques et des programmes; gère des consultations publiques justes, impartiales et dignes de foi qui mènent à une meilleure prise de décision et favorisent la réalisation de l'objectif de développement durable; donne des conseils opportuns au gouvernement sur l'application efficace tant de la Loi que des valeurs qui la sous-tendent; continue à accroître l'efficacité du processus fédéral d'évaluation environnementale par des mesures comme le recouvrement des coûts et, ce faisant, appuie les initiatives de réforme de la gestion à l'échelle de l'administration fédérale.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements						
...	439 594 000	...	...	439 594 000	1				
...	...	26 274 319	...	26 274 319	1a				
...	...	12 624 695	...	12 624 695	1b				
...	...	...	421 118	421 118					
...	...	...	534 000	534 000					
...	439 594 000	38 899 014	955 118	479 448 132		466 142 789	13 305 343	...	518 415 552
...	29 741 000	...	...	29 741 000	5				
...	...	...	(421 118)	(421 118)					
...	...	...	(1 207 553)	(1 207 553)					
...	29 741 000	...	(1 628 671)	28 112 329		27 886 138	226 191	...	49 814 478
...	40 085 400	...	...	40 085 400	10				
...	...	5 043 400	...	5 043 400	10a				
...	...	3 233 000	...	3 233 000	10b				
...	...	...	1 207 553	1 207 553					
...	40 085 400	8 276 400	1 207 553	49 569 353		48 402 326	1 167 027	...	54 482 716
...	48 645	...	...	48 645	(S)	48 645	...	...	48 645
115 172	...	...	255 337	370 509	(S)	311 930	...	58 579	316 555
...	36 887 000	...	1 412 000	38 299 000	(S)	38 299 000	...	...	37 672 000
115 172	546 356 045	47 175 414	2 201 337	595 847 968		581 090 828	14 698 561	58 579	660 749 946
Ministère									
Dépenses de fonctionnement									
Virement de 303 486 \$ du crédit 5 (Environnement)									
Virement de 117 632 \$ du crédit 5 (Environnement)									
Virement du : crédit 5									
CT, crédit 15 ⁽¹⁾									
Total—Crédit 1									
Dépenses en capital									
Virement au : crédit 1									
crédit 10									
Total—Crédit 5									
Subventions et contributions									
Subvention et contributions									
Virement de 1 207 553 \$ du crédit 5 (Environnement)									
Virement du crédit 5									
Total—Crédit 10									
Ministre de l'Environnement — Traitement et allocation pour automobile									
Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État									
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés									
Total du ministère—Budgétaire									
Agence canadienne d'évaluation environnementale									
Dépenses du programme									
Dépenses du programme									
Total—Crédit 15									
Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État									

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	598 000	...	...	598 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	598 000	...	...	...
...	7 992 000	3 610 017	670	11 602 687	Total du programme—Budgétaire	10 213 859	1 388 158	670	...
115 172	554 348 045	50 785 431	2 202 007	607 450 655	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	591 304 687	16 086 719	59 249	660 749 946

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Conseil du Trésor—Aide à la formation.

Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Un environnement sain	210 783 560	206 011 329	5 992 362	5 983 986	30 262 297	29 133 473	6 259 000	5 936 508	...	...	240 779 219	235 192 280
La sécurité face aux dangers de l'environnement	168 820 652	165 073 872	11 464 861	11 262 045	3 010 994	3 010 993	24 646 000	25 964 781	...	...	158 650 507	153 382 129
Une société plus verte	122 080 176	115 839 301	9 446 282	9 432 609	16 296 062	16 257 860	24 614 000	21 033 466	...	...	123 208 520	120 496 304
Administration	72 004 898	70 826 001	1 208 824	1 207 498	...	...	4 000	13 384	...	...	73 209 722	72 020 115
Sous-total	573 689 286	557 750 503	28 112 329	27 886 138	49 569 353	48 402 326	55 523 000	52 948 139	...	...	595 847 968	581 090 828
Recettes affectées aux dépenses	(55 523 000)	(52 948 139)	...	...	...	...	(55 523 000)	(52 948 139)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	518 166 286	504 802 364	28 112 329	27 886 138	49 569 353	48 402 326	...	...	...	...	595 847 968	581 090 828
Agence canadienne d'évaluation environnementale												
Agence canadienne d'évaluation environnementale	11 165 987	9 922 104	167 500	144 247	1 087 600	407 920	818 400 ⁽¹⁾	260 412	...	...	11 602 687	10 213 859
Recettes affectées aux dépenses	(818 400)	(260 412)	...	...	...	...	(818 400)	(260 412)	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire	10 347 587	9 661 692	167 500	144 247	1 087 600	407 920	...	...	...	...	11 602 687	10 213 859
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	528 513 873	514 464 056	28 279 829	28 030 385	50 656 953	48 810 246	...	...	...	...	607 450 655	591 304 687

⁽¹⁾ Ce montant a été augmenté de 263 000 \$ à 818 400 \$ au cours de l'exercice.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Subventions									
Un environnement sain									
...	1 849 000	...	(514 788)	1 334 212	Subventions pour la mise en oeuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	1 334 212	...	...	1 849 000
...	17 000	...	...	17 000	Institut de la fourrure du Canada	17 000	...	...	17 000
...	3 907 000	...	...	3 907 000	Programme des conseils de la recherche universitaire	3 907 000	...	...	6 330 000
...	...	2 800 000	...	2 800 000	Subvention à la Fondation habitat faunique Canada	1 673 514	1 126 486	...	2 347 505
...	5 773 000	2 800 000	(514 788)	8 058 212		6 931 726	1 126 486	...	10 543 505
La sécurité face aux dangers de l'environnement									
...	875 000	...	(1 200)	873 800	Recherches en météorologie	873 800	...	...	1 080 000
...	17 000	...	...	17 000	Société canadienne de météorologie et d'océanographie	17 000	...	...	17 000
...	892 000	...	(1 200)	890 800		890 800	...	...	1 097 000
Une société plus verte									
...	534 000	...	(120 000)	414 000	Subvention à la Fondation des villes durables	410 476	3 524	...	685 000
...	1 700 000	...	...	1 700 000	Subvention à l'Institut international pour un développement durable afin d'assurer l'exploitation de l'Institut et pour entreprendre des initiatives de développement durable	1 700 000	...	...	2 175 000
...	2 234 000	...	(120 000)	2 114 000		2 110 476	3 524	...	2 860 000
...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	34 000
...	8 899 000	2 800 000	(635 988)	11 063 012	Total—Subventions	9 933 002	1 130 010	...	14 534 505
Contributions									
Un environnement sain									
...	125 000	...	(125 000)	...	Contribution à l'Organisation pour la coopération et le développement économiques —Programme de contrôle des produits chimiques	...	...	...	156 588
...	1 100 000	...	50 000	1 150 000	Pogramme de développement et de démonstration technologique (PDDT) — Fleuve Saint-Laurent	1 149 927	73	...	1 035 017
...	2 500 000	...	...	2 500 000	Contribution à la province de Québec pour l'équipe d'intervention du Plan d'action Saint-Laurent	2 500 000	...	...	2 500 000
...	870 000	...	(792 999)	77 001	Contributions aux provinces pour certains projets fédéraux-provinciaux concernant les ressources en eau	77 001	...	...	1 030 117
...	144 000	...	70 599	214 599	Contribution aux Nations Unies pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CCIEE)	214 598	1	...	200 496
...	29 000	...	10 798	39 798	Contribution à la convention relative aux zones humides d'importance internationale (RAMSAR)	39 797	1	...	88 146

...	13 000	...	500	13 500	Contribution au Conseil intergouvernemental de gestion du caribou	13 500	...	...	13 500
...	8 000	...	(8 000)	...	Contribution au Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine	...	...	...	...
...	205 000	...	...	205 000	Contribution à l'Institut de la fourrure du Canada	205 000	...	...	205 000
...	2 982 300	...	57 000	3 039 300	Contributions en vertu du Plan nord-américain de gestion de la sauvagine	3 039 146	154	...	3 208 658
...	180 000	...	(300)	179 700	Contribution au Fonds mondial de la nature —Fonds de rétablissement des espèces en péril	179 700	...	...	200 000
...	1 330 000	...	104 310	1 434 310	Programme exhaustif de gestion durable pour le bassin hydrographique du fleuve Fraser	1 433 144	1 166	...	1 634 000
...	200 000	...	...	200 000	Contribution à l'Université de la Saskatchewan pour établir un Centre canadien conjoint de pathologie faunique	200 000	...	...	250 000
...	325 000	...	...	325 000	Contribution à la province de la Colombie-Britannique et aux organismes environnementaux non gouvernementaux (OENG)—Stratégie nationale de la faune, Plan conjoint de la Côte du Pacifique	325 000	...	...	340 000
...	...	...	37 500	37 500	Contribution au soutien du Groupe d'action commun sur le nettoyage environnemental—Étang de goudron de Sydney	37 500	...	...	...
...	...	...	1 199 771	1 199 771	Contribution—Fonds multilatéral du Protocole de Montréal	1 199 770	1	...	...
...	...	...	54 960	54 960	Contribution à la Fédération des municipalités canadiennes pour l'établissement d'un secrétariat avec 20% d'association des municipalités canadiennes	54 960	...	...	...
...	...	...	125 000	125 000	Contribution à l'Institut canadien des produits pétroliers	125 000	...	...	...
...	...	...	155 000	155 000	Contribution à la Conservation de la nature au Canada	155 000	...	...	...
...	...	...	173 000	173 000	Contribution au Forum intergouvernemental sur la sécurité des produits chimiques	173 000	...	...	...
...	...	...	489 646	489 646	Contribution pour l'établissement de partenariats internationaux	489 645	1	...	...
...	...	...	581 300	581 300	Contributions aux provinces pour les études de réduction des dommages dus aux inondations et la cartographie des risques d'inondations	580 593	707	...	...
...	763 000	...	...	763 000	Contribution à la Société royale du Canada à l'appui du secrétariat du programme des changements à l'échelle du globe	763 000	...	...	778 000
...	335 000	...	65 000	400 000	Contribution afin d'établir un réseau de recherches coopératives en matière d'écologie faunique	400 000	...	...	400 000
...	1 797 000	...	...	1 797 000	Contribution à l'Université de Guelph pour le réseau canadien des centres de toxicologie	1 797 000	...	...	...
...	1 303 000	...	42 700	1 345 700	Contributions en vertu de Saint-Laurent Vision 2000 :	1 345 670	30	...	1 299 059
...	54 000	...	...	54 000	Programme d'interactions communautaires	54 000	...	...	759 088
...	500 000	...	...	500 000	Programme de mise en valeur des habitats	499 796	204	...	...
...	2 250 000	...	...	2 250 000	Programme de protection des habitats	2 250 000	...	...	2 250 000
...	2 900 000	...	...	2 900 000	Contributions en vertu du programme de compensation des habitats fauniques—Fleuve Fraser	2 900 000	...	...	2 700 000
...	19 913 300	...	2 290 785	22 204 085	Contribution à l'Université de Victoria pour diriger et exploiter le réseau canadien de recherche climatologique	2 900 000	...	...	2 700 000
...	1 693 000	...	227 194	1 920 194	La sécurité face aux dangers de l'environnement	1 920 193	1	...	2 163 440
...	200 000	...	...	200 000	Droits d'affiliation à l'Organisation météorologique mondiale	200 000	...	...	270 000
...	1 893 000	...	227 194	2 120 194	Contribution au Conseil canadien des accidents industriels majeurs (CCAİM)	2 120 193	1	...	2 433 440

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	200 000	...	...	200 000	Une société plus verte				
...	850 000	...	(149 999)	700 001	Contribution à la province de Québec — Accord sur les relevés hydrométriques	200 000	...	...	624 740
...	509 100	...	(139 100)	370 000	Contribution au Centre de prévention de la pollution des Grands Lacs—Initiative de prévention de la pollution des Grands Lacs et du Saint-Laurent	700 001	...	...	850 000
...	752 000	...	(270 850)	481 150	Contribution à la Fondation Asie-Pacifique pour les conférences GLOBE	370 000	...	...	600 000
...	...	...	268 250	268 250	Contribution au Conseil canadien des ministres de l'Environnement, équivalente au tiers de son budget de fonctionnement	481 015	135	...	751 090
...	...	...	100 000	100 000	Contributions aux organisations canadiennes, Programme de la citoyenneté environnementale canadienne	268 196	54	...	...
...	...	...	10 000	10 000	Contribution à la Société des réseaux pour la recherche des politiques canadiennes	100 000	...	...	...
...	...	...	190 000	190 000	Contribution à la Foire sur la carrière des jeunes autochtones pour les arts autochtones canadiens	10 000	...	...	...
...	...	...	80 000	80 000	Contribution à Northern Telecom Ltée pour le projet pilote des produits durables	190 000	...	...	...
...	...	...	25 000	25 000	Contribution à la biosphère de la Fondation des partenaires de Montréal	80 000	...	...	...
...	...	...	1 500	1 500	Contribution à la Conférence environnementale de l'Assemblée des Premières nations	25 000	...	...	...
...	...	...	11 300	11 300	Contribution à la Fondation Science Jeunesse du Canada	1 500	...	...	...
...	...	...	2 000	2 000	Contribution —Prime au mérite national pour les autochtones	11 300	...	...	...
...	...	...	100 000	100 000	Contribution à l'Association canadienne de la presse	2 000	...	...	...
...	30 000	...	500	30 500	Contribution au Corps international environnemental pour les jeunes	100 000	...	...	...
...	600 000	...	...	600 000	Contributions en vertu de l'initiative concernant les instruments économiques	30 500	...	...	179 547
...	...	4 200 000	(111 604)	4 088 396	Contributions aux réseaux d'organismes environnementaux — Initiative d'assistance à la collectivité	600 000	...	...	600 000
...	...	1 083 000	(743 000)	340 000	Contribution à la Commission de coopération environnementale pour assumer la part du Canada des frais de fonctionnement du secrétariat de la Commission	4 088 395	1	...	4 093 267
...	5 194 000	160 400	(157 072)	5 197 328	Contribution à l'Université des Nations Unies en vue de l'établissement du réseau international de l'eau, de l'environnement et de la santé	340 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Contributions en vertu du programme Action 21 pour aider les Canadiens à agir individuellement ou collectivement dans leurs communautés pour soutenir une société plus verte	5 162 840	34 488	...	...

...	1 245 000	...	92 250	1 337 250	Contribution à Terrachoice Environmental Services Inc., pour assurer la gestion et l'exploitation du programme choix environnemental	1 337 250	...	...	1 123 000
...	...	33 000	16 387	49 387	Contribution au Centre de transport durable	49 387	...	...	...
...	9 380 100	5 476 400	(674 438)	14 182 062		14 147 384	34 678	...	8 821 644
...	...	...	...	...	Administration				
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	236 750
...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	8 844 070
...	31 186 400	5 476 400	1 843 541	38 506 341	Total—Contributions	38 469 324	37 017	...	39 383 573
Sommaire du ministère									
...	25 686 300	2 800 000	1 775 997	30 262 297	Un environnement sain	29 133 473	1 128 824	...	29 591 174
...	2 785 000	...	225 994	3 010 994	La sécurité face aux dangers de l'environnement	3 010 993	1	...	3 530 440
...	11 614 100	5 476 400	(794 438)	16 296 062	Une société plus verte	16 257 860	38 202	...	11 681 644
...	...	...	...	...	Administration	...	...	...	236 750
...	...	...	...	...	Activités non requises pour l'exercice en cours	...	...	...	8 878 070
...	40 085 400	8 276 400	1 207 553	49 569 353	Total du ministère	48 402 326	1 167 027	...	53 918 078
Agence canadienne d'évaluation environnementale									
Contributions									
...	1 227 000	...	(234 400)	992 600	Contributions pour aider la participation du public aux examens des évaluations environnementales	312 920	679 680	...	469 638
...	95 000	...	...	95 000	Contribution à la province de Québec —Convention de la Baie James et du Nord québécois	95 000	...	...	95 000
...	1 322 000	...	(234 400)	1 087 600	Total du programme	407 920	679 680	...	564 638
...	41 407 400	8 276 400	973 153	50 656 953	Total du portefeuille ministériel	48 810 246	1 846 707	...	54 482 716

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent		Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses		Réels		Budgets des dépenses		Réels
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Ministère							
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)							
Un environnement sain							
Recettes provenant d'autres ministères de l'État :							
Affaires indiennes et du Nord canadien							
Stratégie environnementale de l'arctique	350 000	355 500	521 230				
Autres services	35 000	129 284	1 950				
Défense nationale							
Divers services	155 000	203 500	165 000				
Autres ministères							
Frais d'application—Immersion en mer	200 000	75 000	57 500				
Sols contaminés et déchets	140 000	86 117	184 568				
Divers services	466 000	451 485	271 746				
Recettes externes :							
Produits d'informations							
Publications	320 000	71 864	110 000				
Formation	21 900	154 770	50 000				
Autre	48 100	39 113	...				
Services professionnels et scientifiques :							
Laboratoire (Hydraulique)	150 000	55 272	46 100				
Interaction air-eau	200 000	30 391	136 784				
Programme d'assurance de la qualité	300 000	247 876	240 102				
Projets scientifiques et analytiques - INRE	187 000	683 993	101 000				
Entente des services de laboratoire C-B	2 090 000	1 579 256	428 413				
Analyse des émissions d'échappement	125 000	335 942	405 000				
Étude du bassin des rivières du nord	...	...	76 950				
Lac des Bois/lac Seul	140 000	190 861	...				
Études et aperçus sur la faune	251 000	106 288	157 000				
Autre	206 000	320 237	76 057				
Services de réglementation							
Frais d'application—Immersion en mer	225 000	122 500	147 500				
Droit d'entrée—Cap Tourmente	166 000	111 391	98 641				
Zone de surveillance des crustacés	110 000	139 488	...				
Autre	31 000	68 443	45 947				
Recettes immobilières	275 000	123 779	234 401				
Divers	67 000	254 158	46 500				
	6 259 000	5 936 508	3 602 389				
La sécurité face aux dangers de l'environnement							
Recettes provenant d'autres ministères de l'État :							
Transports Canada							
Services météorologiques à l'aéronautique	9 990 000	7 442 069	9 858 166				
Stations automatisées d'observations météorologiques	125 000	178 133	830 993				
Autres services	208 000	705 103	1 346 440				
				Défense nationale			
				Services météorologiques aux Forces armées canadiennes	6 320 000	5 790 958	6 104 743
				Services associés aux télécommunications	350 000	119 333	240 000
				Projet de recherche et sauvetage	100 000	153 025	130 000
				Autres services	40 000	226 315	264 909
				Autres ministères			
				Divers services	292 000	579 816	717 170
				Recettes externes :			
				Produits d'information			
				Extraction et consultation de données	366 000	546 822	72 000
				Formation	...	45 476	117 453
				Autre	38 000	129 981	5 000
				Services scientifiques et professionnels :			
				Services NAVCAN	360 000	5 334 494	...
				Babillards	118 100	122 915	253 000
				Services d'information météorologique 1-900	215 000	532 582	305 000
				Prévisions météorologiques adaptées	450 000	910 584	654 000
				Support météorologiques des feux - Services forestiers	300 000	411 817	279 000
				Services au secteur privé d'aviation	138 000	162 198	190 085
				Services météorologiques communautaires	170 000	156 852	119 385
				Modèle communautaire à échelle moyenne	65 000	15 031	...
				Services de données climatologiques	195 000	251 833	422 000
				Services de données climatologiques - Bureau météorologique du Royaume-Uni	500 000	75 000	...
				Services au secteur média	278 000	320 438	187 397
				Produits hors série	...	...	117 000
				Protection civile Canada	114 000	...	...
				Autre	1 375 900	667 405	678 596
				Vente de commandites/publicité	340 000	240 191	152 425
				Recettes immobilières	344 000	448 385	316 000
				Divers	1 854 000	398 025	758 188
					24 646 000	25 964 781	24 118 950
				Une société plus verte			
				Recettes provenant d'autres ministères de l'État :			
				Transports Canada			
				Autres services	5 000	51 083	88 670
				Affaires indiennes et du Nord canadien			
				Stations de jaugeage hydrométrique—			
				Yukon	179 000	62 950	179 000
				Territoires du Nord-Ouest	906 000	459 578	500 000
				Autres services	121 000	146 853	139 420
				Pêches et Océans			
				Services des glaces	13 795 000	12 960 100	11 868 228
				Autres services	15 000	56 949	1 710

Détail des montants disponibles pour être dépensés —Fin

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Patrimoine canadien			
Services hydrométriques	152 000	86 040	91 430
Autres ministères :			
Divers services	195 000	364 777	175 580
Recettes externes :			
Produits d'information			
Extraction et consultation de données	739 000	737 822	332 030
Publications	1 263 000	289 071	92 000
Produits et activités de formation	120 000	132 123	...
Autre	25 000	3 122	33 000
Services scientifiques et professionnels			
Services météorologiques	296 000	161 003	...
Recherches et analyses		3 325	91 000
Services des glaces			146 000
Services hydrométriques	6 304 000	4 627 899	4 988 580
Autre	56 000	548 726	133 000
Recettes immobilières			
Droits d'entrée-Biosphère de Montréal	325 000	198 234	251 169
Autre	91 000	125 637	94 000
Divers	27 000	18 174	65 500
	24 614 000	21 033 466	19 270 317
Administration			
Recettes provenant d'autres ministères de l'État	...	8 966	...
Recettes externes	4 000	4 418	...
	4 000	13 384	...
Total du ministère—Budgétaire	55 523 000	52 948 139	46 991 656
Agence canadienne d'évaluation environnementale			
Coûts récupérés d'autres ministères de l'État pour :			
Formation, information et publications	122 000	66 963	63 487
Recettes externes pour :			
Formation, information et publications	141 000	48 276	87 694
Recouvrements fédéraux-provinciaux	555 400	145 173	105 273
Total du programme—Budgétaire	818 400⁽¹⁾	260 412	256 454
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	56 341 400	53 208 551	47 248 110

(1) Ce montant a été augmenté de 263 000 \$ à 818 400 \$ au cours de l'exercice.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	1 100 047	609 325
Total des recettes fiscales	1 100 047	609 325
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de paiements de transfert	9 752	40 309
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	1 106 543	1 710 566
Remboursement de dépenses en capital	...	720
Divers	123 925	4 988
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 089 824	3 113 413
	2 330 044	4 869 996
Privilèges, licences et permis —		
Licences—Taxidermiste et aviculture	28 660	45 311
Permis de chasse d'oiseaux	2 539 139	2 937 710
Autres services	281 023	163 256
	2 848 822	3 146 277
Frais de services —		
Recouvrements—Relevés hydrométriques	368 149	607 815
Autres recouvrements relatifs à l'eau	684 105	786 619
	1 052 254	1 394 434
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	255 337	309 510
Diverses recettes non fiscales	831 910	894 511
Total des recettes non fiscales	7 318 367	10 614 728
Total du ministère	8 418 414	11 224 053
Agence canadienne d'évaluation environnementale		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	2 478	...
Total des recettes fiscales	2 478	...

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	18 689	...
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	670	...
Diverses recettes non fiscales	20	...
Total des recettes non fiscales	19 379	...
Total du programme	21 857	...
Sommaire du portefeuille ministériel		
Recettes fiscales —		
Taxe sur les produits et services	1 102 525	609 325
Total des recettes fiscales	1 102 525	609 325
Recettes non fiscales —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 348 733	4 869 996
Privilèges, licences et permis	2 848 822	3 146 277
Frais de services	1 052 254	1 394 434
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	256 007	309 510
Diverses recettes non fiscales	831 930	894 511
Total des recettes non fiscales	7 337 746	10 614 728
Total du portefeuille ministériel	8 440 271	11 224 053

SECTION 12

COMPTES PUBLICS DU CANADA
1996-1997

Finances

Ministère

Vérificateur général

Société d'assurance-dépôts du Canada

Tribunal canadien du commerce
extérieur

Bureau du surintendant des institutions
financières

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités . . .	12.2
Sommaire du portefeuille ministériel	12.5
Programmes par activité	12.10
Paiements de transfert	12.12
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	12.14
Recettes	12.15

Ministère

Programme des politiques financières et économiques

Objectif

Aider le gouvernement à arrêter et à appliquer des politiques et des programmes financiers et économiques.

Description des activités

Politiques financières et économiques

L'élaboration de politiques et la prestation de conseils concernant les points suivants :

- la conjoncture et les perspectives économiques et financières nationales et internationales;
- le cadre financier global du gouvernement, le plan de dépenses et l'affectation des ressources;
- les emprunts du gouvernement et la gestion de la dette;
- la Loi régissant les institutions financières sous réglementation fédérale;
- le régime fiscal canadien;
- les répercussions économiques et financières de tous les programmes microéconomiques (y compris les prêts, les placements et les garanties de l'État);
- les relations financières et économiques entre le gouvernement fédéral et les provinces;
- les politiques sociales canadiennes et leurs programmes;

- les tarifs, le commerce international, l'aide au développement et les relations financières internationales;
- les questions liées aux finances et aux emprunts qui s'appliquent aux sociétés d'État;
- la privatisation de sociétés d'État et d'autres sociétés en coparticipation de l'État ainsi que la commercialisation ou la privatisation des services gouvernementaux.

Monnaie canadienne

La prestation de fonds pour la production de pièces de monnaie canadiennes.

Organismes financiers internationaux

La prestation de fonds pour le paiement des souscriptions du Canada à divers organismes internationaux et pour permettre au Canada de s'acquitter de ses obligations envers ces organismes.

Administration

Comprend la direction du ministère, les services de consultation et de communications, et les services financiers, administratifs et du personnel.

Programme du service de la dette publique

Objectif

Fournir des fonds concernant les frais d'intérêt et de service de la dette publique et les frais d'émission de nouveaux emprunts.

Description des activités

Frais d'intérêt

La prestation de fonds concernant les frais d'intérêt sur la dette non échue payable en monnaie cana-

dienne et étrangère, y compris l'escompte sur les bons du Trésor, les comptes de pension des employés et les autres comptes de pension, les comptes de rentes sur l'État et divers comptes de dépôt et de fiducie.

Frais de service et d'émission

La prestation de fonds concernant les frais du service de la dette publique et les frais d'émission de nouveaux emprunts, y compris les escomptes, les primes et les commissions sur les obligations.

Agence canadienne de placement de titres au détail

Cette activité pourvoit aux opérations de l'ACPTD, chargée du programme de placement de titres au détail du gouvernement.

Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces

Objectif

Fournir des fonds concernant les paiements aux gouvernements provinciaux et territoriaux en vertu de diverses autorisations législatives.

Description de l'activité

Paiements fédéraux de transfert aux provinces

La prestation de fonds concernant les paiements aux gouvernements provinciaux et territoriaux en vertu des lois constitutionnelles, de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et autres autorisations législatives et accords.

Programme spécial

Objectif

Fournir un paiement non budgétaire concernant la capitalisation du Canada dans le projet Hibernia.

Vérificateur général

Objectif

Transmettre des données de vérification appropriées à la Chambre des communes qui s'en servira lors de son examen minutieux visant les programmes et les activités financières du gouvernement.

Description de l'activité

Vérification législative

La vérification des comptes du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités, de façon à faire rapport selon les exigences de la Loi. Cette tâche consiste notamment à émettre des opinions de vérification sur les états financiers récapitulatifs du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités ainsi qu'à signaler à la Chambre des communes tout sujet qui, de l'avis du vérificateur général, est important.

Société d'assurance-dépôts du Canada

Objectif

Fournir, au profit des personnes qui possèdent des dépôts avec des institutions membres, de l'assurance sur les dépôts en prévision des pertes de la

Bureau du surintendant des institutions financières

relativement aux programmes en cours ou en élaboration.

Objectif

Maintenir la confiance du public dans le système des services financiers canadiens, grâce à l'élaboration et à l'application d'un cadre de réglementation qui vise à assurer que les institutions financières et les régimes de pension réglementés aux termes de lois fédérales puissent faire face à leurs engagements au fur et à mesure qu'ils deviennent échus; et fournir au gouvernement des services et des avis de nature actuarielle

Description de l'activité

Surveillance des institutions financières et services actuariels

La réglementation des institutions financières et des régimes de pension d'employeurs qui relèvent de la compétence fédérale ainsi que la prestation de services actuariels aux autres ministères de l'État.

1 573 645 679	...	...	...	1 573 645 679	(S) (L) Souscriptions d'actions ordinaires de Petro-Canada Limitée en vertu de la Loi sur Petro-Canada Limitée, article 5. Limite 4 900 000 000 \$ (Brut)	...	...	1 573 645 679	...
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	16 274 468
2 153 272 668	216 200 001	...	54 230 950	2 423 703 619	Total non budgétaire	370 646 404	60 322 629	1 992 734 586	465 336 648
354 111 019	755 694 000	963 000	(35 872 903)	1 074 895 116	Total du programme—				
2 153 272 668	216 200 001	...	54 230 950	2 423 703 619	Budgétaire	694 381 729	70 218 313	310 295 074	812 872 637
					Non budgétaire	370 646 404	60 322 629	1 992 734 586	465 336 648
					Programme du service de la dette publique				
...	47 800 000 000	(2 300 000 000)	(316 259 404)	45 183 740 596	(S) Frais d'intérêt et autres coûts (Loi sur la gestion des finances publiques)	45 183 740 596	...	...	46 876 582 900
...	47 800 000 000	(2 300 000 000)	(316 259 404)	45 183 740 596	Total du programme—Budgétaire	45 183 740 596	...	...	46 876 582 900
					Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces				
...	1 129 000 000	...	...	1 129 000 000	20 Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux	1 121 644 714	7 355 286	...	1 195 689 398 ⁽²⁾
...	...	50 000 000	...	50 000 000	21a Subvention inscrite au Budget	50 000 000	...	...	...
...	38 000 000	(8 000 000)	130 870	30 130 870	(S) Subventions législatives (lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives)	30 130 870	...	...	38 130 870
...	8 796 000 000	(303 000 000)	235 180 000	8 728 180 000	(S) Péréquation fiscale (Partie I—Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)	8 728 180 000	...	...	8 800 587 000
...	15 047 000 000	(136 000 000)	213 000	14 911 213 000	(S) Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (Partie V—Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)	14 911 213 000	...	...	...
...	(447 000 000)	3 000 000	(539 307)	(444 539 307)	(S) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (Loi de 1964 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)	(444 539 307)	...	...	(417 054 357)
...	(2 031 000 000)	16 000 000	392 000	(2 014 608 000)	(S) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI—Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)	(2 014 608 000)	...	...	...
...	...	...	5 979 000	5 979 000	(S) Stabilisation fiscale (Partie II—Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)	5 979 000	...	...	312 452 000
...	...	...	20 790 931	20 790 931	(S) Transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique (Loi sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique)	20 790 931	...	...	81 635 204
...	22 532 000 000	(378 000 000)	262 146 494	22 416 146 494	Total du programme—Budgétaire	22 408 791 208	7 355 286	...	10 011 440 115⁽²⁾
					Programme spécial				
...	...	961 000 000	...	961 000 000	(S) Aide en matière de taxe de vente (Partie VII — Loi d'exécution du budget de 1996)	961 000 000	...	...	...
70 645 665	...	...	...	70 645 665	(S) Paiements aux déposants de la Banque commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque conformément à la Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières	637 567	...	70 008 098	506 271
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 482 280 852
70 645 665	...	961 000 000	...	1 031 645 665	Total budgétaire	961 637 567	...	70 008 098	1 482 787 123

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi ans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	67 000 000	...	...	...	67 000 000	L25 Paiements concernant la capitalisation du Canada dans le projet Hibernia (Brut)	53 833 197	13 166 803	...	104 187 722
2 000 000	...	...	...	...	2 000 000	(S) (L) Paiement à la Banque commerciale du Canada conformément à la Loi sur l'aide financière à la Banque commerciale du Canada . Limite 75 000 000 \$ (Brut)	...	...	2 000 000	...
2 000 000	67 000 000	...	...	...	69 000 000	Total non budgétaire	53 833 197	13 166 803	2 000 000	104 187 722
70 645 665	...	961 000 000	...	...	1 031 645 665	Total du programme—	961 637 567	...	70 008 098	1 482 787 123
2 000 000	67 000 000	...	...	...	69 000 000	Budgétaire	53 833 197	13 166 803	2 000 000	104 187 722
						Non budgétaire				
424 756 684	71 087 694 000	(1 716 037 000)	(89 985 813)	69 706 427 871		Total du ministère—	69 248 551 100	77 573 599	380 303 172	59 183 682 775⁽²⁾
2 155 272 668	283 200 001	...	54 230 950	2 492 703 619		Budgétaire	424 479 601	73 489 432	1 994 734 586	569 524 370
						Non budgétaire				
...	44 288 000	...	...	...	44 288 000	Vérificateur général				
...	...	1 153 000	...	...	1 153 000	30 Dépenses du programme				
...	44 288 000	1 153 000	...	...	45 441 000	30a Dépenses du programme				
...	175 000	...	680	...	175 680	Total—Crédit 30	44 454 777	986 223	...	46 154 967
...	4 525 000	...	173 000	...	4 698 000	(S) Traitement du vérificateur général	175 680	...	...	175 008
...	...	...	10 554	...	10 554	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 698 000	...	...	4 582 000
...	48 988 000	1 153 000	184 234	...	50 325 234	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	10 554	...	...	5 554
						Total du programme—Budgétaire	49 339 011	986 223	...	50 917 529
						Société d'assurance-dépôts du Canada				
4 373 000 000	...	...	...	...	4 373 000 000	(S) (L) Prêts en vertu de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada , article 37.	(772 000 000)	...	5 145 000 000	(533 000 000)
4 373 000 000	...	...	...	...	4 373 000 000	Limite 6 000 000 000 \$ (Net)	(772 000 000)	...	5 145 000 000	(533 000 000)
						Total du programme—Non budgétaire				
...	7 108 000	...	...	...	7 108 000	Tribunal canadien du commerce extérieur				
...	...	364 850	...	...	364 850	35 Dépenses du programme				
...	7 108 000	364 850	...	...	7 472 850	35a Dépenses du programme				
...	849 000	...	32 000	...	881 000	Total—Crédit 35	7 203 965	268 885	...	7 023 688
...	7 957 000	364 850	32 000	...	8 353 850	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	881 000	...	...	827 000
						Total du programme—Budgétaire	8 084 965	268 885	...	7 850 688

Bureau du surintendant des institutions financières

...	2 538 000	...	...	2 538 000	40	Dépenses du programme				
...	...	63 418	...	63 418	40b	Dépenses du programme				
...	2 538 000	63 418	...	2 601 418		Total—Crédit 40	2 466 418	135 000	...	2 604 832
...	...	...	258 646	258 646	(S)	Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	258 646	...	...	313 266
73 947 393	...	...	...	73 947 393	(S)	Paiements des dépenses afférentes aux activités du Bureau en vertu des articles 16 et 17 de la Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières				
...	...	...	1 275	1 275	(S)	Autorisation maximale dont le montant ne peut, sans l'approbation du Conseil du Trésor, dépasser de plus de 40 000 000 \$ le total des cotisations et recettes reçues et autorisées de dépenser par la Loi	(2 451 640)	...	76 399 033	1 601 554
...	...	...	1 275	1 275	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	153	...	1 122	129
73 947 393	2 538 000	63 418	259 921	76 808 732		Total du programme—Budgétaire	273 577	135 000	76 400 155	4 519 781
498 704 077	71 147 177 000	(1 714 455 732)	(89 509 658)	69 841 915 687		Total du portefeuille ministériel—				
6 528 272 668	283 200 001	...	54 230 950	6 865 703 619		Budgétaire	69 306 248 653	78 963 707	456 703 327	59 246 970 773⁽²⁾
						Non budgétaire	(347 520 399)	73 489 432	7 139 734 586	36 524 370

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice, le Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux a été transféré du portefeuille ministériel d'Affaires indiennes et du Nord canadien. Donc, les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées par un montant de 1 195 689 398 \$.

⁽³⁾ En 1995-1996, les paiements de 7 240 526 000 \$ du Financement des programmes établis étaient reportés sous le portefeuille ministériel de la Santé. De plus, les paiements de 7 184 538 963 \$ du Régime d'assistance publique du Canada et les paiements de 2 365 270 000 \$ de l'enseignement post-secondaire étaient reportés sous le portefeuille ministériel du Développement des ressources humaines.

Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Programme des politiques financières et économiques												
Politiques financières et économiques	37 224 015	31 970 133	...	251 269	...	...	...	21 527	...	...	37 224 015	32 199 875
Pièces de monnaie canadienne	69 822 930	69 822 930	...	...	...	...	...	...	...	...	69 822 930	69 822 930
Organismes financiers internationaux—												
Budgétaire	...	...	...	...	946 863 657	566 713 135	...	...	...	...	946 863 657	566 713 135
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 423 703 619	370 646 404	2 423 703 619	370 646 404
Administration	24 726 514	28 443 544	...	2 258 972	...	...	3 742 000	5 056 727	...	...	20 984 514	25 645 789
Sous-total—												
Budgétaire	131 773 459	130 236 607	...	2 510 241	946 863 657	566 713 135	3 742 000	5 078 254	...	...	1 074 895 116	694 381 729
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 423 703 619	370 646 404	2 423 703 619	370 646 404
Recettes affectées aux dépenses	(3 742 000)	(5 078 254)	...	...	...	...	(3 742 000)	(5 078 254)	...	...	...	...
Total du programme—												
Budgétaire	128 031 459	125 158 353	...	2 510 241	946 863 657	566 713 135	...	...	...	...	1 074 895 116	694 381 729
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 423 703 619	370 646 404	2 423 703 619	370 646 404
Programme du service de la dette publique												
Frais d'intérêt	44 791 969 325	44 791 969 325	...	...	...	...	...	...	...	...	44 791 969 325	44 791 969 325
Frais de service et d'émission	365 001 102	365 001 102	...	...	...	...	...	...	...	...	365 001 102	365 001 102
Agence canadienne de placement de titres au détail	26 770 169	26 770 169	...	...	...	...	...	...	...	...	26 770 169	26 770 169
Total du programme—Budgétaire	45 183 740 596	45 183 740 596	...	...	...	...	...	...	...	...	45 183 740 596	45 183 740 596
Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces—												
Budgétaire	...	...	...	...	22 416 146 494	22 408 791 208	...	...	...	...	22 416 146 494	22 408 791 208
Programme spécial—												
Budgétaire	70 645 665	637 567	...	...	961 000 000	961 000 000	...	...	...	...	1 031 645 665	961 637 567
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	69 000 000	53 833 197	69 000 000	53 833 197
Total du ministère—												
Budgétaire	45 382 417 720	45 309 536 516	...	2 510 241	24 324 010 151	23 936 504 343	...	...	...	...	69 706 427 871	69 248 551 100
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 492 703 619	424 479 601	2 492 703 619	424 479 601

Vérificateur général

Vérification législative	49 945 234	48 964 493	...	...	380 000	374 518	...	...	...	...	50 325 234	49 339 011
Total du programme—Budgétaire	49 945 234	48 964 493	...	...	380 000	374 518	...	...	...	...	50 325 234	49 339 011

Société d'assurance-dépôts du Canada—

Non budgétaire	4 373 000 000 (772 000 000)	4 373 000 000	(772 000 000)
----------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----------------------------	---------------	---------------

Tribunal canadien du commerce extérieur—

Budgétaire	8 331 850	7 851 994	22 000	232 971	8 353 850	8 084 965
------------	-----------	-----------	--------	---------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----------	-----------

Bureau du surintendant des institutions financières

Surveillance des institutions financières et services actuariels	116 245 086	39 703 474	459 000	1 164 811	...	...	40 154 000	40 853 354	...	...	76 550 086	14 931
Redressement du passif actuariel de l'Assurance de la fonction publique	258 646	258 646	...	...	...	...	...	...	...	...	258 646	258 646
Sous-total	116 503 732	39 962 120	459 000	1 164 811	...	...	40 154 000	40 853 354	...	...	76 808 732	273 577
Recettes affectées aux dépenses	(40 154 000)	(40 853 354)	...	...	...	...	(40 154 000)	(40 853 354)	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire	76 349 732	(891 234)	459 000	1 164 811	...	...	...	...	...	...	76 808 732	273 577

Total du portefeuille ministériel—

Budgétaire	45 517 044 536	45 365 461 769	481 000	3 908 023	24 324 390	151 23 936 878 861	...	...	...	...	69 841 915 687	69 306 248 653
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	6 865 703 619 (347 520 399)	6 865 703 619	(347 520 399)

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Programme des politiques financières et économiques									
Subventions									
Organismes financiers internationaux									
...	229 000 000	...	174 491 000	403 491 000	333 618 729	69 872 271	...	325 774 689	
Respecter les engagements que le Canada a pris en vertu des ententes multilatérales de réduction de la dette									
Contributions									
Organismes financiers internationaux									
...	174 491 000	...	(174 491 000)	...	...	...	...	...
Respecter les engagements que le Canada a pris en vertu des ententes multilatérales de réduction du service de la dette									
Autres paiements de transfert									
Organismes financiers internationaux									
...	201 880 000	...	(2 880 000)	199 000 000	199 000 000	...	...	217 978 700	
354 096 113	35 900 000	...	(46 623 456)	343 372 657	33 094 406	...	310 278 251	29 558 943	
...	1 000 000	...	...	1 000 000	1 000 000	...	...	2 100 000	
354 096 113	238 780 000	...	(49 503 456)	543 372 657	233 094 406	...	310 278 251	249 637 643	
354 096 113	642 271 000	...	(49 503 456)	946 863 657	566 713 135	69 872 271	310 278 251	575 412 332	
Programme fédéral de paiements de transfert aux provinces									
Subventions									
...	...	50 000 000	...	50 000 000	50 000 000	...	...	...
Subvention à la province de Terre-Neuve à titre de dédommagement pour l'interruption des paiements versés aux termes de la Loi relative au supplément d'aide financière à Terre-Neuve (1966)									
Autres paiements de transfert									
...	1 129 000 000	...	...	1 129 000 000	1 121 644 714	7 355 286	...	1 195 689 398	
...	38 000 000	(8 000 000)	130 870	30 130 870	30 130 870	...	...	38 130 870	
...	8 796 000 000	(303 000 000)	235 180 000	8 728 180 000	8 728 180 000	...	...	8 800 587 000	
...	15 047 000 000	(136 000 000)	213 000	14 911 213 000	14 911 213 000	...	...	...
...	(447 000 000)	3 000 000	(539 307)	(444 539 307)	(444 539 307)	...	...	(417 054 357)	
...	(2 031 000 000)	16 000 000	392 000	(2 014 608 000)	(2 014 608 000)	...	...	...
Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux									
(S) Subventions législatives									
(S) Péréquation fiscale									
(S) Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux									
(S) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes									
(S) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents									

...	...	...	5 979 000	5 979 000	(S) Stabilisation fiscale	5 979 000	...	...	312 452 000
...	...	...	20 790 931	20 790 931	(S) Transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique	20 790 931	...	...	81 635 204
...	22 532 000 000	(428 000 000)	262 146 494	22 366 146 494	Total—Autres paiements de transfert	22 358 791 208	7 355 286	...	10 011 440 115
...	22 532 000 000	(378 000 000)	262 146 494	22 416 146 494	Total du programme	22 408 791 208	7 355 286	...	10 011 440 115⁽¹⁾
Programme spécial									
Autres paiements de transfert									
...	...	961 000 000	...	961 000 000	(S) Aide en matière de taxe de vente	961 000 000	...	...	...
...	...	961 000 000	...	961 000 000	Total du programme	961 000 000	...	...	...
354 096 113	23 174 271 000	583 000 000	212 643 038	24 324 010 151	Total du ministère	23 936 504 343	77 227 557	310 278 251	10 586 852 447⁽¹⁾
Vérificateur général									
Contributions									
Vérification législative									
...	380 000	...	...	380 000	Fondation canadienne pour la vérification intégrée	374 518	5 482	...	398 000
...	380 000	...	...	380 000	Total du programme	374 518	5 482	...	398 000
354 096 113	23 174 651 000	583 000 000	212 643 038	24 324 390 151	Total du portefeuille ministériel	23 936 878 861	77 233 039	310 278 251	10 587 250 447⁽¹⁾

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice, le Programme de paiements de transfert aux gouvernements territoriaux a été transféré du portefeuille ministériel d'Affaires indiennes et du Nord canadien. Donc, les paiements de transfert de l'exercice précédent ont été redressés par un montant de 1 195 689 398 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère						
Programme des politiques financières et économiques						
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)						
Administration						
Frais relatifs aux biens et services récupérés du Conseil du Trésor et du Bureau du Contrôleur général	3 742 000	5 078 254	5 267 704			
Total du ministère—Budgétaire	3 742 000	5 078 254	5 267 704			
Société d'assurance-dépôts du Canada						
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)						
Remboursement d'avances de la Société	...	872 000 000	933 000 000			
Total du programme—Non budgétaire	...	872 000 000	933 000 000			
Bureau du surintendant des institutions financières						
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)						
Surveillance des institutions financières et services actuariels	40 154 000					
Évaluations de :						
Association canadienne des paiements	...	12 771	16 803			
Banques, sociétés de prêt et de fiducie	...	14 010 042	15 150 606			
Compagnies d'assurance	...	21 672 584	16 640 764			
Compagnies d'investissement	...	45 077	...			
Sociétés coopératives de crédit	...	342 352	374 372			
	40 154 000	36 082 826	32 182 545			
Services offerts à la Société d'assurance-dépôts du Canada	...	151 788	153 405			
Services offerts au Régime de pensions du Canada	...	1 375 197	1 311 203			
Frais recouverts en vertu de la Loi sur les normes des prestations de pension	...	3 178 204	2 774 457			
Autres recettes affectées aux dépenses	...	47 186	55 471			
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	(2 126)	3 976			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	...	20 279	...			
Total du programme—Budgétaire	40 154 000⁽¹⁾	40 853 354	36 481 057			
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	43 896 000	45 931 608	41 748 761			
Non budgétaire	...	872 000 000	933 000 000			

⁽¹⁾ Ventilation des montants apparaissant au Budget des dépenses principal non disponible.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ministère			Conseil privé—Centre canadien de gestion—		
Programme des politiques financières et économiques			Fonds renouvelable RADIAN	...	176 798
Recettes fiscales—			Travaux publics et Services gouvernementaux —		
Taxe sur les produits et services	20 641	21 111	Fonds renouvelable du Groupe Communication Canada	...	7 972 304
Total des recettes fiscales	20 641	21 111	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	...	24 414
Recettes non fiscales—			Fonds renouvelables de Travaux publics et Services gouvernementaux	1 323 116	...
Revenus de placements — ⁽¹⁾			Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique	1 314 409	28 422
Prêts, placements et avances —			Fonds renouvelable des services optionnels	...	32 054
Société d'assurance-dépôts du Canada	87 928 815	123 199 316	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	...	24 596
Banque du Canada—Virement des bénéficiaires	1 310 053 569	1 841 162 874	Solliciteur général—Service correctionnel—		
Corporation de développement des investissements du Canada—Dividendes	29 936 187	10 000 000	Fonds renouvelable CORCAN	1 324 905	3 570 948
Petro-Canada Limitée—Dividendes	9 878 021	28 463 021		3 215 027 103	4 073 599 618
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58 944	58 944	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	1 530 039	1 810 764	Recouvrement de rémunérations, biens et services	218 343	62 041 450
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver	1 836 506	2 263 747	Recouvrement de paiements de transfert des provinces et territoires	5 584 366	1 925
Jamaïque	5 419 518	2 607 463	Redressements des créanciers de l'exercice précédent	723 737	576 117
Royaume-Uni—Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni (1946)	3 555 296	4 225 001		6 526 446	62 619 492
Intérêt différé	4 215 862	4 215 862	Frais de services —		
Fonds monétaire international—Facilité d'ajustement structurel renforcée	27 675 758	22 229 917	Amendes, peines et confiscation	24 900	70 257
Association récréative de la fonction publique d'Ottawa	7 414	2 680	Frais—Accès à l'information	5 486	3 279
Comptes d'opérations de change —				30 386	73 536
Réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes—Virement des bénéficiaires	1 466 736 362	1 383 292 160	Pièces de monnaie canadienne	445 000 411	228 094 579
Fonds monétaire international—Souscriptions—Virement des bénéficiaires	33 124 055	40 328 319	Produits des ventes —		
Actif à court terme—Caisse—			Vente d'autres publications	158 048	148 286
Intérêts—Banques à charte	22 866 727	39 379 101	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	16 823	14 906
Intérêts—Dépôts à court terme	205 803 459	330 571 287	Gain net de change	41 719 812	...
Comptes consolidés —			Diverses recettes non fiscales —		
Compte d'assurance-emploi	...	227 859 339	Soldes non réclamés —Banque du Canada	2 228 578	2 174 937
Autres comptes —			Virement des comptes suivants, de montants non réclamés ou impayés depuis dix ans ou plus —Compte d'avance fixe en circulation —		
Agriculture et Agroalimentaire —			Chèques	1 140 613	844 982
Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel	...	50 040	Chèques non réclamés	11 572 214	9 207 562
Patrimoine canadien —			Recouvrements des retenues de rémunérations des employés	10	9 805
Fonds renouvelables de Patrimoine canadien	146 141	50 247	Recouvrement des prestations des employés	...	(41)
Ressources naturelles —					
Fonds renouvelables de Ressources naturelles	292 000	...			

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Diverses autres recettes	2 709 538	3 074 122
Bénéfices—Intérêts sur hypothèques	338 013	363 012
Bénéfice de change	128	2
	17 989 094	15 674 381
Total des recettes non fiscales	3 726 468 123	4 380 224 798
Total du programme	3 726 488 764	4 380 245 909
Programme du service de la dette publique		
Recettes non fiscales—		
Diverses recettes non fiscales —		
Virement de dette échue en circulation	1 866 933	2 347 391
Total du programme	1 866 933	2 347 391
Total du ministère	3 728 355 697	4 382 593 300
Vérificateur général		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	25 049	33 822
Total des recettes fiscales	25 049	33 822
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	65 503	63 647
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	16 926	23 764
	82 429	87 411
Frais de services —		
Services de vérification fournis à des organismes	886 644	816 113
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	10 554	3 668
Diverses recettes non fiscales	45 149	40 769
Total des recettes non fiscales	1 024 776	947 961
Total du programme	1 049 825	981 783
Tribunal canadien du commerce extérieur		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	2 445	...
Diverses recettes non fiscales —		
Divers	5	5

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Total du programme	2 450	5
Bureau du surintendant des institutions financières		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	14 576	15 562
Taxe sur les primes d'assurance : ⁽²⁾		
Sur les assurances placées dans des compagnies non autorisées	1 179 338	855 755
Sur les assurances placées dans des compagnies autorisées par l'entremise de courtiers ou d'agents étrangers	194 620	125 892
	1 373 958	981 647
Total des recettes fiscales	1 388 534	997 209
Recettes non fiscales—		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 275	...
Total des recettes non fiscales	1 275	...
Total du programme	1 389 809	997 209
Sommaire du portefeuille ministériel		
Recettes fiscales —		
Taxe sur les primes d'assurance	1 373 958	981 647
Taxe sur les produits et services	60 266	70 495
Total des recettes fiscales	1 434 224	1 052 142
Recettes non fiscales —		
Revenus de placements	3 215 027 103	4 073 599 618
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 611 320	62 706 903
Frais de services	917 030	889 649
Pièces de monnaie canadienne	445 000 411	228 094 579
Produits des ventes	158 048	148 286
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	28 652	18 574
Gain net de change	41 719 812	...
Diverses recettes non fiscales	19 901 181	18 062 546
Total des recettes non fiscales	3 729 363 557	4 383 520 155

⁽¹⁾ Intérêt sauf indication contraire.⁽²⁾ La partie 1 de la Loi sur la taxe d'accise établit une taxe de 10 pour cent sur le montant net des primes d'assurance payées par tout résident du Canada pour l'assurance de ses biens auprès de compagnies non autorisées par des lois du Canada ou d'une province canadienne à faire des opérations d'assurances. Une taxe de 10 pour cent sur les primes est également perçue sur les assurances placées auprès de compagnies autorisées par l'entremise de courtiers ou d'agents étrangers.

SECTION 13

COMPTES PUBLICS DU CANADA
1996-1997

Gouverneur général

SOMMAIRE

	Page
Objectif du programme et description des activités ...	13.2
Sommaire du portefeuille ministériel	13.3
Programme par activité	13.4
Paievements de transfert	13.4
Recettes	13.5

Objectif

Permettre au gouverneur général du Canada d'exercer ses fonctions constitutionnelles et traditionnelles, et assurer la remise des distinctions honorifiques.

Description des activités

Gouverneur général

Traitement du gouverneur général et dépenses de fonctionnement du cabinet et des résidences du gouverneur général, y compris les frais de déplacement au Canada ainsi que les frais de représentation à l'étranger.

Distinctions honorifiques

Administre le régime national de distinctions honorifiques, notamment l'Ordre du Canada, l'Ordre du Mérite militaire, les décorations canadiennes pour actes de bravoure, les médailles pour services distingués, la Croix du Service méritoire, les médailles du Service spécial et les autres médailles; assure le financement des médailles académiques. Administre également l'autorité héraldique du Canada.

Anciens gouverneurs généraux

Dépenses à l'égard des activités accomplies par les anciens gouverneurs généraux, lesquelles leurs incombent en raison de leurs anciennes fonctions de gouverneur général et les pensions aux anciens gouverneurs généraux ou à leurs conjoints.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements						
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	8 721 000	...	...	8 721 000	1	Dépenses du programme			
...	...	723 521	...	723 521	1b	Dépenses du programme			
...	...	...	106 566	106 566		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
...	8 721 000	723 521	106 566	9 551 087		Total—Crédit 1	9 544 328	6 759	...
...	92 000	...	5 775	97 775	(S)	Traitement du gouverneur général (Loi sur le gouverneur général)	97 775	...	...
...	254 000	...	(8 629)	245 371	(S)	Pensions payables en vertu de la Loi sur le gouverneur général	245 371	...	...
...	763 000	...	29 000	792 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	792 000	...	...
309	...	...	929	1 238	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	309	929
309	9 830 000	723 521	133 641	10 687 471		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	10 679 474	7 068	929
									10 411 820

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Programme par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Gouverneur général	8 438 162	8 430 165	...	...	...	...	...	...	...	...	8 438 162	8 430 165
Distinctions honorifiques	1 657 525	1 657 525	...	...	...	...	...	...	...	...	1 657 525	1 657 525
Anciens gouverneurs généraux	334 413	334 413	...	...	257 371	257 371	...	...	...	...	591 784	591 784
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	10 430 100	10 422 103	...	...	257 371	257 371	...	...	...	...	10 687 471	10 679 474

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
					Subventions				
					Anciens gouverneurs généraux				
...	12 000	...	...	12 000	12 000	...	...	12 000
...	254 000	...	(8 629)	245 371	245 371	...	...	241 498
...	266 000	...	(8 629)	257 371	257 371	...	...	253 498
					Total du portefeuille ministériel				

(S) Paiement de transfert législatif.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	3 920	4 116
Total des recettes fiscales	3 920	4 116
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 000	...
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	929	309
Diverses recettes non fiscales	24 795	28 710
Total des recettes non fiscales	31 724	29 019
Total du portefeuille ministériel	35 644	33 135

SECTION 14

COMPTES PUBLICS DU CANADA

1996-1997

Industrie

Ministère

Agence de promotion économique du
Canada atlantique

Banque de développement du Canada

Agence spatiale canadienne

Tribunal de la concurrence

Commission du droit d'auteur

Société d'expansion du Cap-Breton

Bureau fédéral de développement
régional (Québec)

Conseil national de recherches du Canada

Conseil de recherches en sciences
naturelles et en génie

Conseil de recherches en sciences
humaines

Conseil canadien des normes

Statistique Canada

Diversification de l'économie de l'Ouest
canadien

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités..	14.2
Sommaire du portefeuille ministériel	14.7
Programmes par activité	14.14
Paiements de transfert	14.18
Détail des montants disponibles pour être dépensés...	14.27
Recettes	14.28

Ministère

Programme du développement de l'industrie et des sciences

Objectif

Encourager la compétitivité internationale et l'excellence dans l'industrie, les sciences et la technologie dans toutes les régions du Canada, favoriser le développement économique régional en Ontario, et faciliter l'essor des entreprises autochtones.

Description des activités

Politique microéconomique

Jouer le rôle de chef de file à l'échelle nationale, élaborer une politique et des programmes pour accroître les capacités scientifiques et industrielles ainsi qu'accentuer les efforts de développement du commerce au Canada en favorisant notamment les liens entre les sciences, la technologie, l'industrie et les consommateurs.

Développement de l'industrie

Accélérer la croissance durable et la création d'emplois grâce à l'augmentation de la productivité et de la compétitivité des entreprises canadiennes.

Tourisme

Soutenir, par l'intermédiaire de la Commission canadienne du tourisme (CCT), une industrie canadienne du tourisme rentable grâce à la commercialisation du Canada en tant que destination touristique intéressante et à la fourniture de renseignements opportuns et précis à l'industrie du tourisme en vue d'aider celle-ci à prendre des décisions.

Autres activités

Aider les Autochtones de toutes les régions du pays, promouvoir le développement économique des collectivités du nord de l'Ontario, et renouveler et améliorer les infrastructures matérielles des collectivités de l'Ontario.

Services de gestion et services généraux

Appuyer les composantes d'Industrie Canada en assurant des services financiers, administratifs et consultatifs ainsi que remplir les fonctions du registraire général du Canada.

Programme des services axés sur le marché

Objectif

Veiller au fonctionnement équitable et efficace du marché au Canada, établir des règles du marché et faire en sorte qu'elles soient efficacement mises en application.

Description des activités

Consommation

Formuler des règles puis les mettre à exécution et établir des politiques en vue d'informer, d'aider et de représenter les consommateurs, ainsi que de maintenir l'équité dans les transactions du marché qui sont fondées sur la mesure.

Droit et politique de concurrence

Maintenir et favoriser la concurrence au sein de l'économie canadienne.

Faillite et corporations

Réaffecter les ressources provenant des faillites à des activités plus productives. Établir un cadre de réglementation légal régissant la formation et le fonctionnement de sociétés créées en vertu de lois fédérales afin de maintenir l'ordre et l'équité.

Gestion du spectre

Veiller à ce que des services de radiocommunications fiables et efficaces soient offerts au plus grand nombre d'utilisateurs et causent le moins de brouillage possible.

Programme et services consultatifs

Offrir des services de soutien au Programme des services axés sur le marché, remplir les fonctions du conseiller en éthique et aider les petites entreprises à obtenir du financement dans le cadre du programme d'administration des prêts aux petites entreprises.

Propriété intellectuelle

Favoriser la productivité, l'innovation et la compétitivité de l'industrie canadienne aux niveaux national et international et, pour ce faire, administrer les régimes de propriété intellectuelle (PI) au Canada de telle manière qu'il existe une forte présomption de validité concernant les droits de PI accordés et que les renseignements relatifs à ces droits soient accessibles partout au Canada.

Agence de promotion économique du Canada atlantique**Objectif**

Soutenir et favoriser de nouvelles possibilités de développement économique dans la région de l'atlantique, en mettant particulièrement l'accent sur les petites et moyennes entreprises, par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques, de programmes et de projets et par la défense des intérêts de la région de l'atlantique au moment de l'élaboration et de la mise en oeuvre de politiques, de programmes et de projets économiques d'envergure nationale.

Description des activités

Développement

La présente activité vise les éléments d'orientation, de planification et d'exécution des programmes de l'Agence qui sont liés directement au mandat de l'organisme. Elle se divise en six sous-activités, soit action/développement des entreprises, COOPÉRATION, défense des intérêts et coordination, programmes spéciaux, développement panatlantique et administration des programmes. Ces sous-activités reflètent clairement la nature des activités de l'Agence.

Administration générale

Cette activité comprend le cabinet du ministre et le bureau du Président; les services du personnel, des finances et des systèmes et les autres services de soutien administratif dispensés au siège social et dans les bureaux régionaux; les activités de vérification interne; les services juridiques; les activités de communications du siège social qui ne sont pas rattachées à des programmes particuliers.

Banque de développement du Canada

Objectif

Soutenir l'esprit d'entreprises au Canada en offrant des services financiers et de gestion, en attachant une importance particulière aux besoins des petites et des moyennes entreprises.

Agence spatiale canadienne

Objectif

Assurer le développement et la mise en application de la technologie et des sciences spatiales axées sur

la satisfaction des besoins des Canadiens et l'établissement au Canada d'une industrie spatiale concurrentielle à l'échelle internationale.

Description des activités

Observation de la Terre

Affermir la prépondérance du Canada sur les nouveaux marchés internationaux d'observation de la Terre et répondre aux besoins des Canadiens en matière de surveillance de l'environnement et de gestion des ressources.

Télécommunications par satellites

Assurer aux Canadiens l'accès aux nouveaux services multimédias et aux communications personnelles et mobiles, tout en préservant ou en accroissant la part détenue par l'industrie canadienne sur le marché international de ces nouveaux services, qui connaît une croissance rapide.

Programme canadien de la station spatiale

Renforcer la capacité du Canada à agir dans l'espace et à exploiter le potentiel des technologies spatiales, notamment de l'automatisation et de la robotique, et remplir nos engagements dans le cadre du Programme de la station spatiale internationale.

Programme des astronautes canadiens

Entraîner les astronautes canadiens en vue de leur participation à des missions spatiales internationales habitées, participer aux expériences technologiques et scientifiques canadiennes qui sont réalisées dans l'espace et inciter les jeunes Canadiens à entreprendre une carrière en science et technologie.

Sciences spatiales

Préserver l'expertise et la réputation d'excellence du Canada dans le milieu scientifique international de l'exploration spatiale et obtenir de l'industrie canadienne l'instrumentation requise pour recueillir les données scientifiques pertinentes.

Technologie spatiale

Faire en sorte que le Canada demeure à la fine pointe du développement technologique dans le domaine spatial, en vue d'appuyer ses programmes spatiaux à venir, et améliorer la compétitivité de l'industrie canadienne à l'échelle internationale grâce à une meilleure diffusion de la technologie et à la multiplication des transferts technologiques.

Direction et coordination horizontale

Fournir des services de soutien administratifs et de direction à l'ensemble de l'Agence spatiale canadienne et assurer la cohésion nécessaire entre toutes les activités du programme spatial canadien.

Tribunal de la concurrence

Objectif

Maintenir et favoriser la concurrence au sein de l'économie canadienne en établissant une cour d'archives chargée d'entendre toutes les demandes qui lui sont présentées en vertu de la partie VIII de la Loi sur la concurrence à l'égard de pratiques déloyales de certains particuliers et sociétés.

Description de l'activité

Tribunal de la concurrence

Le Tribunal de la concurrence est une cour d'archives qui entend toutes les demandes qui lui sont présentées à l'égard de questions visées par la par-

tie VIII de la Loi sur la concurrence. Le greffe du Tribunal de la concurrence assure des services d'enregistrement, de recherche et d'administration au Tribunal afin de lui permettre de tenir ses audiences de façon opportune et expéditive n'importe où au Canada, selon ce que le Tribunal juge nécessaire ou souhaitable pour la bonne conduite de ses affaires.

Commission du droit d'auteur

Objectif

Fixer des droits qui soient justes et raisonnables tant pour les titulaires de droits que les utilisateurs des oeuvres protégées par le droit d'auteur; et permettre l'utilisation d'oeuvres pour lesquelles le titulaire du droit d'auteur est introuvable.

Description de l'activité

Commission du droit d'auteur

Créée le 1^{er} février 1989, et succédant à la Commission d'appel du droit d'auteur, la Commission du droit d'auteur a cinq champs de compétence distincts. Ils sont énoncés dans la Loi sur le droit d'auteur. Le mandat de la Commission se résume ainsi :

- établir des tarifs pour la retransmission de signaux éloignés de télévision et de radio (articles 70.61 à 70.67);
- établir des tarifs pour l'exécution publique de la musique (articles 67 à 69);
- fixer, à défaut d'entente entre les intéressés, les droits et modalités afférentes payables par un utilisateur à une société de gestion collective du droit d'auteur administrant un système d'octroi de licences (articles 70.2 à 70.4);

- se prononcer sur des demandes de licences non exclusives pour utiliser des oeuvres publiées dont le titulaire du droit d'auteur est introuvable (article 70.7);
- fixer l'indemnité à verser, dans certaines circonstances, à l'égard d'actes protégés suite à l'adhésion d'un pays à la Convention de Berne, la Convention universelle ou à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (l'OMC), mais qui ne l'étaient pas au moment où ils ont été accomplis (article 70.8).

Par ailleurs, le ministre de l'Industrie peut enjoindre la Commission d'entreprendre toute étude touchant ses attributions (article 66.8).

Enfin, toute partie à une entente sur les droits d'auteur à verser à une société de gestion peut la déposer auprès de la Commission dans les 15 jours de sa conclusion, échappant ainsi à certaines dispositions de la Loi sur la concurrence (article 70.5).

Société d'expansion du Cap-Breton

Objectif

Promouvoir et encourager le financement et le développement industriel de l'Île du Cap-Breton et élargir la base économique de l'île.

Bureau fédéral de développement régional (Québec)

Objectif

Promouvoir le développement économique des régions du Québec à faibles revenus et croissance économique lente ou n'ayant pas suffisamment de

possibilités d'emplois productifs, en mettant l'accent sur le développement économique à long terme et sur la création d'emplois et de revenus durables, tout en concentrant les efforts sur les petites et moyennes entreprises et sur la valorisation de l'entrepreneuriat.

Description de l'activité

Promotion du développement économique des régions du Québec

Coordonner, appuyer et promouvoir le développement économique dans les régions du Québec, surtout par le biais d'ententes fédérales-provinciales avec la province de Québec pour les régions centrales et les régions-ressources, mais aussi par des programmes fédéraux conçus pour répondre à des besoins spécifiques.

Conseil national de recherches du Canada

Objectif

Accentuer les compétences nationales et promouvoir l'investissement dans la recherche et le développement, dans l'intérêt économique et social du Canada, par :

- le soutien de l'infrastructure scientifique et technologique canadienne;
- l'exécution d'activités de recherche et de développement entreprises dans l'intérêt national;
- l'exécution d'activités de recherche et de développement entreprises en collaboration avec l'industrie;
- une alimentation soutenue du réservoir national de main-d'oeuvre hautement qualifiée.

Description des activités

Recherche et développement dans l'intérêt national

Entreprendre et promouvoir la recherche et le développement en vue d'accroître la capacité et les investissements scientifiques et techniques nationaux.

Soutien de l'infrastructure scientifique et technologique nationale

Appuyer et promouvoir l'utilisation de la technologie et des connaissances par l'industrie et par la communauté scientifique canadienne pour favoriser la compétitivité industrielle et l'application des connaissances scientifiques.

Administration du programme

Assurer la gestion efficace du programme et des ressources du Conseil national de recherches.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Objectif

Promouvoir et soutenir la recherche ainsi que l'appui d'une main-d'oeuvre hautement qualifiée dans le domaine des sciences naturelles et du génie.

Description des activités

Subventions et bourses

Subventions et bourses accordées à des personnes et à des groupes choisis pour appuyer des travaux de recherche, la formation de personnel hautement qualifié et des activités connexes.

Administration

Administration des programmes de subventions et bourses.

Conseil de recherches en sciences humaines

Objectif

Au sein de la communauté canadienne de chercheurs, promouvoir et soutenir la recherche et l'érudition dans le domaine des sciences humaines et encourager l'excellence à cet égard.

Description des activités

Subventions et bourses

Subventions et bourses octroyées à des personnes, groupes et organismes sélectionnés pour le soutien à la recherche axée sur les disciplines et domaines prioritaires, le perfectionnement des ressources humaines, et les activités liées à la diffusion des résultats de la recherche; ainsi que des subventions de soutien aux associations savantes nationales.

Administration

Activités à l'appui des programmes de subventions.

Conseil canadien des normes

Objectif

Encourager et promouvoir la normalisation volontaire dans les domaines de la construction, de la fabrication, de la production, de la qualité, du rendement et de la sécurité en ce qui concerne les

bâtiments, les ouvrages, les articles ouverts ainsi que les produits et autres biens; favoriser en outre la collaboration internationale en matière de normalisation.

Statistique Canada

Objectif

Produire des renseignements et des analyses statistiques sur la structure économique et sociale et sur le fonctionnement de la société canadienne comme base pour l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques et programmes publics et pour la prise de décisions dans les secteurs public et privé, de même que dans l'intérêt général de tous les Canadiens; et promouvoir la qualité, la cohérence et la comparabilité sur le plan international du système statistique canadien en collaborant avec d'autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et territoires et en se conformant aux normes et pratiques scientifiques reconnues.

Description des activités

Statistique économique internationale et nationale

Activité dont les principaux objectifs sont de produire des données et des analyses statistiques ayant trait à la mesure des composantes nationales et internationales de la performance économique du Canada, et de coordonner les activités de collecte et de regroupement des données avec d'autres ministères fédéraux et avec les provinces et les territoires afin de réduire au minimum le fardeau de réponse imposé au monde des affaires.

Statistique socio-économique

Activité dont les principaux objectifs sont de produire des données et des analyses statistiques relatives aux phénomènes économiques considérés comme ayant une grande incidence sur la situation des familles et des particuliers, et de coordonner les activités statistiques relatives aux questions socio-économiques avec les autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et les territoires.

Recensement et statistique sociale

Activité dont les principaux objectifs sont de produire des données et des analyses statistiques sur la population canadienne, ses caractéristiques démographiques et sa situation, produire les données du recensement de la population et coordonner les activités statistiques relatives aux questions sociales avec les autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et les territoires.

Statistique des institutions

Activité dont les principaux objectifs sont de produire des renseignements et des analyses sur la nature et le fonctionnement du secteur public et du secteur des institutions, élaborer des notions, des définitions et des systèmes de classification communs et en promouvoir l'utilisation, et coordonner les activités de collecte et de données relatives aux questions sociales avec les provinces, les territoires et les autres ministères fédéraux.

Infrastructure technique

Activité dont le principal objectif est de fournir une infrastructure de services centralisés et spécialisés, dans des domaines comme la recherche et l'analyse, la commercialisation et l'information, les systèmes de classification, les méthodes statistiques, les opérations et les services régionaux et l'informatique, afin d'étayer les différents programmes statistiques du Bureau et de les mener à bien.

Services de gestion centrale

Activité dont le principal objectif est de fournir des services de direction et de gestion centraux dans des domaines comme les pratiques de gestion, les finances, le personnel et les services administratifs, en vue d'aider à atteindre les objectifs du programme du Bureau.

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**Objectif**

Promouvoir la diversification économique de l'Ouest du Canada de manière à permettre à cette région d'exercer une plus grande influence sur la politique nationale et la prise de décisions, d'améliorer les services à la clientèle dans l'Ouest et de favoriser la coordination fédérale-provinciale.

Description de l'activité**Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**

Orienter plus efficacement, en collaboration étroite avec les parties intéressées de l'Ouest, les politiques, les règlements et les ressources du gouvernement fédéral afin d'en faire des mécanismes plus constructifs de croissance et de diversification de l'économie de l'Ouest.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements						
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Programme du développement de l'industrie et des sciences									
...	309 977 000	...	...	309 977 000	1				
...	...	59 323 177	...	59 323 177	1a				
...	...	1	...	1	1b				
...	...	...	12 508 489	12 508 489	Virement de 12 508 489 \$ du crédit 5 (Industrie) et de 1 349 935 \$ du crédit 20 (Industrie)				
...	...	...	1 349 935	1 349 935	Virement du : crédit 5				
...	...	...	4 254 112	4 254 112	crédit 20				
...	...	...	...	...	CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	309 977 000	59 323 178	18 112 536	387 412 714	Total—Crédit 1	369 698 598	17 714 116	...	377 504 100
...	...	1	...	1	2b				
...	446 148 000	...	...	446 148 000	Augmenter de 12 000 000 000 \$ à 14 000 000 000 \$ le total principal des prêts soumis par tous les créditeurs				
...	...	87 625 000	...	87 625 000	5				
...	...	...	(12 508 489)	(12 508 489)	5a				
...	446 148 000	87 625 000	(12 508 489)	521 264 511	Virement au crédit 1				
...	...	...	...	...	Total—Crédit 5	479 979 458	41 285 053	...	664 207 391
...	48 645	...	...	48 645	(S)				
...	10 000 000	...	(10 000 000)	...	(S)				
...	14 941 000	...	572 000	15 513 000	(S)				
135 127	...	...	449 925	585 052	(S)				
...	...	...	2 273	2 273	(S)				
...	...	...	53 482	53 482	(S)				
...	...	...	...	...	(S)				
135 127	781 114 645	146 948 179	(3 318 273)	924 879 678	Total budgétaire				
...	300 000	...	...	300 000	L10				
...	500 000	...	...	500 000	L15				

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
1 950 000	...	...	...	1 950 000	L97b Avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger. Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits. Limite 1 950 000 \$ (Net)	...	...	1 950 000	...
1 950 000	800 000	...	...	2 750 000	Total non budgétaire	...	800 000	1 950 000	...
135 127	781 114 645	146 948 179	(3 318 273)	924 879 678	Total du programme—	865 515 387	59 122 691	241 600	1 126 407 539
1 950 000	800 000	...	...	2 750 000	Budgétaire	...	800 000	1 950 000	...
					Non budgétaire				
...	131 594 000	...	...	131 594 000	Programme des services axés sur le marché				
...	...	6 719 700	...	6 719 700	20 Dépenses du programme				
...	...	...	1 629 966	1 629 966	20a Dépenses du programme				
...	...	...	(1 349 935)	(1 349 935)	Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	131 594 000	6 719 700	280 031	138 593 731	Virement au crédit 1				
					Total—Crédit 20	121 737 311	16 856 420	...	124 282 394
...	...	1	...	1	21b Réduire de 25 000 000 \$ à 15 000 000 \$ le montant par lequel le total des dépenses peut dépasser les recettes reçues du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	...	1	...	...
...	11 273 000	...	431 000	11 704 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 704 000	...	...	9 668 000
...	44 000 000	...	(84 295)	43 915 705	(S) Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	43 915 705	...	...	24 133 952
35 061 907	(1 073 000)	10 523 000	(9 450 000)	35 061 907	(S) Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada				
...	...	...	(10 000 000)	(10 000 000)	Diminution du prélèvement en vertu de la Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997				
...	...	...	209 395	209 395	Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
35 061 907	(1 073 000)	10 523 000	(19 240 605)	25 271 302	Total—Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	3 928 609	...	21 342 693	(538 904)
100 354	...	...	184 581	284 935	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	123 675	161 260	...	181 444
...	...	...	676 612	676 612	(S) Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	676 612	...	...	...
35 162 261	185 794 000	17 242 701	(17 752 676)	220 446 286	Total du programme—Budgétaire	182 085 912	17 017 681	21 342 693	157 726 886
35 297 388	966 908 645	164 190 880	(21 070 949)	1 145 325 964	Total du ministère—	1 047 601 299	76 140 372	21 584 293	1 284 134 425
1 950 000	800 000	...	...	2 750 000	Budgétaire	...	800 000	1 950 000	...
					Non budgétaire				

...	39 947 000	...	...	39 947 000	25	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	25b	Virement de 3 124 482 \$ du crédit 30 (Industrie)				
...	...	...	3 124 482	3 124 482		Virement du crédit 30				
...	39 947 000	1	3 124 482	43 071 483		Total—Crédit 25	41 380 126	1 691 357	...	41 936 927
...	...	3 730 042	...	3 730 042	26b	Radier des comptes du Canada, certaines créances et obligations contractées envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada au montant de 3 730 042 \$, soit le résidu de capital de 35 prêts directs effectués entre 1973 et 1984	3 730 042	...	...	...
...	297 162 000	...	...	297 162 000	30	Subventions et contributions				
...	...	...	(3 124 482)	(3 124 482)		Virement au crédit 25				
...	297 162 000	...	(3 124 482)	294 037 518		Total—Crédit 30	254 622 889	39 414 629	...	302 045 903
...	5 000 000	...	1 070 823	6 070 823	(S)	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	6 070 823	...	...	2 605 034
...	10 000 000	...	(6 964 372)	3 035 628	(S)	Obligations contractées pour assurances-prêts ou crédit, conformément à la Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique	3 035 628	...	...	19 116 808
...	2 842 000	...	109 000	2 951 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 951 000	...	...	2 619 000
11 889	...	...	10 285	22 174	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	21 530	...	644	7 151
...	...	...	6 334	6 334	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	6 334	...	...	7 065
11 889	354 951 000	3 730 043	(5 767 930)	352 925 002		Total du programme—Budgétaire	311 818 372	41 105 986	644	368 337 888
...	13 893 000	...	...	13 893 000	35	Paiements à la Banque de développement du Canada	6 948 000	6 945 000	...	14 078 439
853 677 000	...	...	...	853 677 000	(S)	(L) Le montant global des prêts, passif réel et passif éventuel de la Banque de développement du Canada ne peut jamais dépasser le capital de la Corporation multiplié par douze (quinze fois avec l'approbation du gouverneur en conseil), et ne peut jamais excéder 3,2 milliards de dollars (Net)	...	...	853 677 000	...
...	...	...	50 000 000	50 000 000	(S)	(L) Souscription d'actions privilégiées de la Banque de développement du Canada en vertu du paragraphe 23(4) de la Loi sur la Banque de développement du Canada (Brut)	50 000 000	...	...	50 000 000
853 677 000	...	...	50 000 000	903 677 000		Total non budgétaire	50 000 000	...	853 677 000	50 000 000
...	13 893 000	...	...	13 893 000		Total du programme—	6 948 000	6 945 000	...	14 078 439
853 677 000	...	...	50 000 000	903 677 000		Budgétaire	50 000 000	...	853 677 000	50 000 000
						Non budgétaire				
...	48 772 000	...	...	48 772 000	40	Dépenses de fonctionnement				
...	...	9 065 618	...	9 065 618	40a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	40b	Virement de 814 781 \$ du crédit 50 (Industrie)				

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
...	...	...	814 781	814 781					
...	48 772 000	9 065 619	814 781	58 652 400					
...	135 392 000	...	...	135 392 000	45				
...	...	27 200 000	...	27 200 000	45a				
...	...	...	(3 287 439)	(3 287 439)					
...	135 392 000	27 200 000	(3 287 439)	159 304 561					
...	39 590 000	...	...	39 590 000	50				
...	...	1	...	1	50b				
...	...	...	(814 781)	(814 781)					
...	39 590 000	1	(814 781)	38 775 220					
...	3 169 000	...	121 000	3 290 000	(S)				
7 662	...	...	10 479	18 141	(S)				
7 662	226 923 000	36 265 620	(3 155 960)	260 040 322		251 012 306	9 017 537	10 479	297 619 363
Tribunal de la concurrence									
...	1 184 000	...	...	1 184 000	55	951 231	232 769	...	1 024 488
...	83 000	...	...	83 000	(S)	83 000	...	...	75 000
...	1 267 000	...	...	1 267 000		1 034 231	232 769	...	1 099 488
Commission du droit d'auteur									
...	753 000	...	...	753 000	60				
...	...	38 250	...	38 250	60a				
...	753 000	38 250	...	791 250		788 892	2 358	...	782 886
...	87 000	...	...	87 000	(S)	87 000	...	...	78 000
...	840 000	38 250	...	878 250		875 892	2 358	...	860 886
Société d'expansion du Cap-Breton									
...	11 200 000	...	...	11 200 000	65				

...	...	3 500 000	...	3 500 000	65a	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton				
...	11 200 000	3 500 000	...	14 700 000		Total—Crédit 65	14 700 000	...	...	15 038 000
...	11 200 000	3 500 000	...	14 700 000		Total du programme—Budgétaire	14 700 000	...	...	15 038 000
Bureau fédéral de développement régional (Québec)										
...	25 272 000	...	...	25 272 000	70	Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	70b	Virement de 3 120 949 \$ du crédit 75 (Industrie)				
...	...	...	3 120 949	3 120 949		Virement du crédit 75				
...	25 272 000	1	3 120 949	28 392 950		Total—Crédit 70	27 212 357	1 180 593	...	25 522 370
...	271 728 514	...	...	271 728 514	75	Subventions et contributions				
...	...	...	(3 120 949)	(3 120 949)		Virement au crédit 70				
...	271 728 514	...	(3 120 949)	268 607 565		Total—Crédit 75	261 570 091	7 037 474	...	304 398 086
...	70 000 000	15 536 000	8 293 598	93 829 598	(S)	Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	93 829 598	...	...	43 977 963
...	2 233 000	...	85 000	2 318 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 318 000	...	...	2 068 000
...	...	...	42 569	42 569	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	42 569	...	...	51 270
14 365	...	...	9 913	24 278	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 570	6 795	9 913	...
...	...	...	315 175	315 175	(S)	Paiements d'assurance —Programme des entreprises Atlantique	315 175	...	...	201 874
14 365	369 233 514	15 536 001	8 746 255	393 530 135		Total du programme—Budgétaire	385 295 360	8 224 862	9 913	376 219 563
Conseil national de recherches du Canada										
...	226 975 000	...	...	226 975 000	80	Dépenses de fonctionnement				
...	...	13 574 750	...	13 574 750	80a	Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	(1 881 684)	(1 881 684)		Virement au crédit 90				
...	226 975 000	13 574 750	(1 881 684)	238 668 066		Total—Crédit 80	221 876 138	16 791 928	...	237 150 217
...	45 488 000	...	...	45 488 000	85	Dépenses en capital				
...	...	2 144 500	...	2 144 500	85a	Dépenses en capital				
...	...	...	(3 931 315)	(3 931 315)		Virement au crédit 90				
...	45 488 000	2 144 500	(3 931 315)	43 701 185		Total—Crédit 85	43 232 013	469 172	...	36 889 339
...	112 848 000	...	...	112 848 000	90	Subventions et contributions				
...	...	11 723 000	...	11 723 000	90a	Contribution				
...	...	1	...	1	90b	Virement de 1 881 684 \$ du crédit 80 (Industrie) et 3 931 315 \$ du crédit 85 (Industrie)				
...	...	...	1 881 684	1 881 684		Virement du : crédit 80				
...	...	...	3 931 315	3 931 315		crédit 85				
...	112 848 000	11 723 001	5 812 999	130 384 000		Total—Crédit 90	129 377 652	1 006 348	...	128 046 671
...	22 440 000	...	859 000	23 299 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	23 299 000	...	...	22 149 000
15 379 985	...	...	...	15 379 985	(S)	Dépenses des recettes en vertu de la Loi sur le Conseil national de recherches : Montant non dépensé au début de l'exercice				

45	...	...	1 237	1 282	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	45	1 237	610
45	91 245 000	756 700	27 281	92 029 026	Total du programme—Budgétaire	91 775 559	252 230	1 237	99 568 551
Conseil canadien des normes									
...	5 184 000	...	...	5 184 000	115 Paiements au Conseil canadien des normes	5 184 000	...	...	5 264 000
...	5 184 000	...	...	5 184 000	Total du programme—Budgétaire	5 184 000	...	...	5 264 000
Statistique Canada									
...	388 542 000	...	...	388 542 000	120 Dépenses du programme				
...	...	15 861 606	...	15 861 606	120b Dépenses du programme				
...	388 542 000	15 861 606	...	404 403 606	Total—Crédit 120	401 967 276	2 436 330	...	283 214 110
...	34 354 000	...	1 315 000	35 669 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	35 669 000	...	...	31 419 000
18 914	...	...	136 059	154 973	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	136 056	...	18 917	25 143
18 914	422 896 000	15 861 606	1 451 059	440 227 579	Total du programme—Budgétaire	437 772 332	2 436 330	18 917	314 658 253
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien									
...	33 548 000	...	...	33 548 000	125 Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	125a Virement de 1 502 899 \$ du crédit 130 (Industrie)				
...	...	...	1 502 899	1 502 899	Virement du crédit 130				
...	33 548 000	1	1 502 899	35 050 900	Total—Crédit 125	33 122 616	1 928 284	...	30 281 120
...	308 538 000	...	...	308 538 000	130 Subventions et contributions				
...	...	...	(1 502 899)	(1 502 899)	Virement au crédit 125				
...	308 538 000	...	(1 502 899)	307 035 101	Total—Crédit 130	250 267 356	56 767 745	...	321 264 565
...	17 000 000	...	(185 688)	16 814 312	(S) Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	16 814 312	...	...	9 041 122
...	2 842 000	...	109 000	2 951 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 951 000	...	...	2 309 000
317	...	...	4 790	5 107	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 075	...	32	6 732
...	...	...	19 930	19 930	(S) Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	19 930	...	...	43 065
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	3 219
317	361 928 000	1	(51 968)	361 876 350	Total du programme—Budgétaire	303 180 289	58 696 029	32	362 948 823
Total du portefeuille ministériel—									
50 756 806	3 683 846 159	270 123 952	28 524 566	4 033 251 483	Budgétaire	3 764 949 842	222 192 657	46 108 984	4 063 164 146⁽²⁾
855 627 000	800 000	...	50 000 000	906 427 000	Non budgétaire	50 000 000	800 000	855 627 000	50 000 000

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section I de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

⁽²⁾ Les dépenses de l'exercice précédent ont été redressées pour refléter des transferts de responsabilités du ministère de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique d'un montant de 368 337 888 \$, de la Société d'expansion du Cap-Breton d'un montant de 15 038 000 \$ et du portefeuille ministériel de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien d'un montant de 362 948 823 \$.

Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Programme du développement de l'industrie et des sciences												
Politique microéconomique	62 829 000	60 851 766	...	...	17 574 560	17 573 772	...	...	...	...	80 403 560	78 425 538
Développement de l'industrie —												
Budgétaire	181 181 499	169 546 095	...	...	291 530 147	270 683 096	8 412 198	8 412 198	...	...	464 299 448	431 816 993
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 750 000	...	2 750 000	...
Tourisme	59 032 800	55 596 798	...	...	...	...	...	...	...	...	59 032 800	55 596 798
Autres activités	15 605 000	15 397 308	...	...	212 159 804	191 722 590	...	...	...	...	227 764 804	207 119 898
Services de gestion et services généraux												
	93 379 066	92 556 160	...	...	...	...	...	...	...	...	93 379 066	92 556 160
Sous-total—												
Budgétaire	412 027 365	393 948 127	...	...	521 264 511	479 979 458	8 412 198	8 412 198	...	...	924 879 678	865 515 387
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 750 000	...	2 750 000	...
Recettes affectées aux dépenses	(8 412 198)	(8 412 198)	...	...	...	...	(8 412 198)	(8 412 198)	...	...	...	...
Total du programme—												
Budgétaire	403 615 167	385 535 929	...	...	521 264 511	479 979 458	...	...	...	...	924 879 678	865 515 387
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 750 000	...	2 750 000	...
Programme des services axés sur le marché												
Consommation	40 421 900	39 814 029	...	...	1 000 000	1 000 000	...	...	...	...	41 421 900	40 814 029
Droit et politique de concurrence	23 661 700	22 672 329	...	...	...	...	...	...	...	...	23 661 700	22 672 329
Faillite et corporations	34 795 816	23 315 504	...	...	...	...	16 090 716	16 090 716	...	...	18 705 100	7 224 788
Gestion du spectre	62 069 600	58 687 337	...	...	45 000	45 000	214 000	214 000	...	...	61 900 600	58 518 337
Programme et services consultatifs	5 569 979	5 012 159	...	...	43 915 705	43 915 705	...	...	...	...	49 485 684	48 927 864
Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada												
	77 486 302	58 644 426	...	...	...	...	52 215 000	54 715 861	...	...	25 271 302	3 928 565
Sous-total												
	244 005 297	208 145 784	...	...	44 960 705	44 960 705	68 519 716	71 020 577	...	...	220 446 286	182 085 912
Recettes affectées aux dépenses	(68 519 716)	(71 020 577)	...	...	...	...	(68 519 716)	(71 020 577)	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire												
	175 485 581	137 125 207	...	...	44 960 705	44 960 705	...	...	...	...	220 446 286	182 085 912
Total du ministère—												
Budgétaire	579 100 748	522 661 136	...	...	566 225 216	524 940 163	...	...	...	...	1 145 325 964	1 047 601 299
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	2 750 000	...	2 750 000	...

**Agence de promotion économique
du Canada atlantique**

Développement	38 110 675	36 278 554	1 035 000	786 153	303 143 969	263 729 340	...	...	...	...	342 289 644	300 794 047
Administration générale	10 185 358	10 577 057	450 000	447 268	...	...	...	...	...	...	10 635 358	11 024 325
Total du programme—Budgétaire	48 296 033	46 855 611	1 485 000	1 233 421	303 143 969	263 729 340	...	...	...	...	352 925 002	311 818 372

**Banque de développement du
Canada—**

Budgétaire	13 893 000	6 948 000	...	...	...	...	...	...	...	...	13 893 000	6 948 000
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	903 677 000	50 000 000	903 677 000

Agence spatiale canadienne

Observation de la Terre	1 870 880	1 810 797	36 094 211	33 130 338	17 162 757	17 123 562	8 600 000	6 065 628	...	...	46 527 848	45 999 069
Télécommunications par satellites	11 420 330	11 308 109	911 750	891 912	11 469 354	6 213 038	...	...	...	...	23 801 434	18 413 059
Programme canadien de la station spatiale	1 211 760	1 201 088	93 493 383	93 483 712	...	...	...	...	...	...	94 705 143	94 684 800
Programme des astronautes canadiens	10 013 000	9 590 815	...	...	...	...	...	...	...	...	10 013 000	9 590 815
Sciences spatiales	2 362 000	2 143 753	35 758 000	35 684 749	150 001	150 000	...	...	...	...	38 270 001	37 978 502
Technologie spatiale	11 987 724	11 717 640	525 500	516 437	9 447 112	8 887 911	...	...	...	...	21 960 336	21 121 988
Direction et coordination horizontale	23 094 847	21 724 522	1 121 717	1 106 358	545 996	393 193	...	...	...	...	24 762 560	23 224 073
Sous-total	61 960 541	59 496 724	167 904 561	164 813 506	38 775 220	32 767 704	8 600 000	6 065 628	...	...	260 040 322	251 012 306
Recettes affectées aux dépenses	...	...	(8 600 000)	(6 065 628)	...	...	(8 600 000)	(6 065 628)	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire	61 960 541	59 496 724	159 304 561	158 747 878	38 775 220	32 767 704	...	...	...	...	260 040 322	251 012 306

**Tribunal de la concurrence—
Budgétaire**

	1 267 000	1 034 231	1 267 000	1 034 231
--	------------------	------------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	------------------	------------------

**Commission du droit d'auteur—
Budgétaire**

	878 250	875 892	878 250	875 892
--	----------------	----------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----------------	----------------

**Société d'expansion du
Cap-Breton—
Budgétaire**

	14 700 000	14 700 000	14 700 000	14 700 000
--	-------------------	-------------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-------------------	-------------------

**Bureau fédéral de développement
régional (Québec)**

Promotion du développement économique des régions du Québec	30 777 797	29 580 496	...	...	362 752 338	355 714 864	...	...	...	...	393 530 135	385 295 360
Total du programme—Budgétaire	30 777 797	29 580 496	...	...	362 752 338	355 714 864	...	...	...	...	393 530 135	385 295 360

Programmes par activité—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Conseil national de recherches du Canada												
Recherche et développement dans l'intérêt national	247 197 071	179 572 712	40 947 475	34 149 839	41 377 000	41 440 440	22 766 000	...	...	...	306 755 546	255 162 991
Soutien de l'infrastructure scientifi- que et technologique nationale	62 090 034	49 008 673	...	1 144 768	83 776 000	82 805 117	12 831 000	...	...	...	133 035 034	132 958 558
Administration du programme	49 384 854	53 039 291	6 724 557	9 817 254	5 231 000	5 132 095	2 237 000	...	...	...	59 103 411	67 988 640
Sous-total	358 671 959	281 620 676	47 672 032	45 111 861	130 384 000	129 377 652	37 834 000	...	...	...	498 893 991	456 110 189
Recettes affectées aux dépenses	(35 743 000)	...	(2 091 000)	...	...	...	(37 834 000)	...	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire	322 928 959	281 620 676	45 581 032	45 111 861	130 384 000	129 377 652	...	...	...	...	498 893 991	456 110 189
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie												
Subventions et bourses	...	...	...	...	434 737 000	434 736 999	...	...	...	...	434 737 000	434 736 999
Administration	17 743 864	16 905 014	...	...	...	...	...	...	...	...	17 743 864	16 905 014
Total du programme—Budgétaire	17 743 864	16 905 014	...	...	434 737 000	434 736 999	...	...	...	...	452 480 864	451 642 013
Conseil de recherches en sciences humaines												
Subventions et bourses	...	...	...	...	83 778 700	83 778 700	...	...	...	...	83 778 700	83 778 700
Administration	8 250 326	7 996 859	...	...	...	...	...	...	...	...	8 250 326	7 996 859
Total du programme—Budgétaire	8 250 326	7 996 859	...	...	83 778 700	83 778 700	...	...	...	...	92 029 026	91 775 559
Conseil canadien des normes— Budgétaire	5 184 000	5 184 000	...	...	...	...	...	...	...	...	5 184 000	5 184 000
Statistique Canada												
Statistique économique interna- tionale et nationale	97 322 839	98 169 406	...	...	...	...	...	...	...	...	97 322 839	98 169 406
Statistique socio-économique	38 893 406	38 327 802	...	...	...	...	...	...	...	...	38 893 406	38 327 802
Recensement et statistique sociale	188 955 750	186 604 779	...	...	...	...	12 134 000	8 026 334	...	...	176 821 750	178 578 445
Statistique des institutions	28 876 887	28 464 496	...	...	...	...	...	...	...	...	28 876 887	28 464 496
Infrastructure technique	110 772 814	111 091 455	...	...	...	...	44 343 517	48 451 183	...	...	66 429 297	62 640 272
Services de gestion centrale	30 984 362	30 693 213	...	...	899 038	898 698	...	...	...	...	31 883 400	31 591 911
Sous-total	495 806 058	493 351 151	...	...	899 038	898 698	56 477 517	56 477 517	...	...	440 227 579	437 772 332
Recettes affectées aux dépenses	(56 477 517)	(56 477 517)	...	...	...	...	(56 477 517)	(56 477 517)	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire	439 328 541	436 873 634	...	...	899 038	898 698	...	...	...	...	440 227 579	437 772 332

Diversification de l'économie de
l'Ouest canadien—

Budgétaire	36 931 924	35 003 608	1 095 013	1 095 013	323 849 413	267 081 668	...	...	...	...	361 876 350	303 180 289
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	1 581 240 983	1 465 735 881	207 465 606	206 188 173	2 244 544 894	2 093 025 788	...	...	...	...	4 033 251 483	3 764 949 842
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	906 427 000	50 000 000	906 427 000	50 000 000

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Programme du développement de l'industrie et des sciences									
Subventions									
Politique microéconomique									
Subventions versées dans le cadre du programme bourses									
...	7 440 000	...	(325 000)	7 115 000	7 115 000	...	...	13 012 500
...	4 350 000	...	(2 322 000)	2 028 000	2 027 393	607	...	988 416	
...	540 000	...	(314 000)	226 000	226 000	...	...	252 000
...	...	...	...	...	...	...	...	1 722 000
...	12 330 000	...	(2 961 000)	9 369 000	9 368 393	607	...	15 974 916	
Total—Subventions									
Contributions									
Politique microéconomique									
Contributions à des organismes, à des associations et à des particuliers pour des projets visant à éduquer le grand public et le sensibiliser à la science et à la technologie									
...	1 971 000	...	20 000	1 991 000	1 991 000	...	...	2 118 000
...	3 500 000	...	...	3 500 000	3 500 000	...	...	3 361 342
...	500 000	...	(21 356)	478 644	478 464	180	...	183 627	
...	1 050 000	...	132 861	1 182 861	1 182 861	...	...	974 499
...	...	750 000	...	750 000	750 000	...	...	3 320 000
...	...	...	203 055	203 055	203 054	1	...	953 839
...	...	...	100 000	100 000	100 000	...	...	200 000
...	7 021 000	750 000	434 560	8 205 560	8 205 379	181	...	11 111 307	
Développement de l'industrie									
...	605 000	...	(44 000)	561 000	560 500	500	...	641 230	
...	669 000	...	(420 427)	248 573	248 573	...	...	1 366 983
...	65 700 000	...	(14 936 698)	50 763 302	50 763 302	...	...	85 893 431
...	22 446 000	2 000 000	6 522 822	30 968 822	30 968 800	22	...	7 124 441	
...	8 754 000	...	(1 801 407)	6 952 593	6 951 688	905	...	18 594 120	
...	13 222 000	...	(3 634 730)	9 587 270	9 584 334	2 936	...	15 360 683	
...	23 425 000	...	(3 428 697)	19 996 303	19 996 303	...	...	19 351 013

...	2 825 000	...	(2 210 043)	614 957	Contributions en vertu de la Stratégie pour l'industrie canadienne de l'environnement	614 957	...	...	...
...	11 010 000	...	2 608 106	13 618 106	Contributions en vertu du programme de développement des collectivités	13 618 106	...	...	5 000 944
...	50 000	...	(50 000)	...	Contribution à l'Association des manufacturiers de chaussures du Canada	...	...	...	17 547
...	6 808 000	...	(643 535)	6 164 465	Contribution à l'Union internationale des télécommunications, Genève, Suisse	6 164 464	1	...	7 057 357
...	10 000 000	...	(10 000 000)	...	(S) Paiements d'assurance en vertu du programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du programme de développement industriel et régional	...	...	...	...
...	10 557 000	...	(1 716 770)	8 840 230	Contributions en vertu du programme de mise en valeur de la technologie	8 840 183	47	...	12 610 716
...	3 200 000	...	(885 400)	2 314 600	Contributions en vertu du programme d'adaptation aux fermetures de bases de l'Ontario	2 312 242	2 358	...	317 926
...	65 921 000	...	(64 612 559)	1 308 441	Contributions aux termes des ententes auxiliaires conclues en vertu des ententes pour le développement économique et régional et des ententes cadres de développement avec les provinces	1 307 336	1 105	...	6 904 621
...	...	...	37 567 400	37 567 400	Ententes auxiliaires Canada/Québec sur le développement industriel	37 567 400	...	...	58 517 600
...	1 500 000	...	(432 208)	1 067 792	Contributions en vertu du programme entreprise Atlantique	1 067 792	...	...	1 427 993
...	1 020 000	...	504 634	1 524 634	Contributions aux centres culturels et aux centres des congrès de l'Ontario	1 524 634	...	...	317 712
...	1 546 000	...	(458 048)	1 087 952	Contributions en vertu d'ententes auxiliaires avec les provinces de l'Ouest pour le développement des technologies de communications	1 087 951	1	...	3 141 337
...	1 062 000	...	(83 067)	978 933	Contribution au programme d'incitation à la recherche et développement en technologie des communications	978 931	2	...	2 905 935
...	1 200 000	...	(891 351)	308 649	Contributions en vertu du Plan d'investissement communautaire du Canada	308 648	1	...	...
...	...	73 000 000	20 988 125	93 988 125	Contributions aux termes du Partenariat technologique Canada	73 148 952	20 839 173	...	...
...	...	2 800 000	200 000	3 000 000	Contribution à la Société de recherches de l'Institut de cardiologie d'Ottawa	3 000 000	...	...	...
...	...	...	68 000	68 000	Contribution au Bureau de promotion des industries du bois (BPIB)	68 000	...	...	290 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	25 511 680
...	251 520 000	77 800 000	(37 789 853)	291 530 147		270 683 096	20 847 051	...	272 353 269

Autres activités									
...	35 180 000	...	(10 237 711)	24 942 289	Contributions en vertu du programme d'entreprise Autochtones Canada	24 505 075	437 214	...	40 140 588
...	305 000	...	31 743	336 743	Contributions en vue de la réalisation d'une initiative collective de commercialisation du tourisme dans le nord de l'Ontario	336 743	...	...	952 017
...	436 000	...	1 505 787	1 941 787	Contributions dans le cadre du Fonds spécial pour le développement du nord de l'Ontario	1 941 787	...	...	4 550 210
...	149 356 000	...	30 000 000	179 356 000	Contributions à la province d'Ontario aux termes de l'Entente travaux d'infrastructure Canada	159 356 000	20 000 000	...	341 500 000
...	...	9 075 000	(3 492 015)	5 582 985	Contributions en vertu de l'initiative fédérale de développement économique dans le nord de l'Ontario	5 582 985	...	...	...

Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 758 897
...	185 277 000	9 075 000	17 807 804	212 159 804		191 722 590	20 437 214	...	388 901 712
...	443 818 000	87 625 000	(19 547 489)	511 895 511	Total—Contributions	470 611 065	41 284 446	...	672 366 288
Sommaire du programme par activité									
...	19 351 000	750 000	(2 526 440)	17 574 560	Politique microéconomique	17 573 772	788	...	27 086 223
...	251 520 000	77 800 000	(37 789 853)	291 530 147	Développement de l'industrie	270 683 096	20 847 051	...	272 353 269
...	185 277 000	9 075 000	17 807 804	212 159 804	Autres activités	191 722 590	20 437 214	...	388 901 712
...	456 148 000	87 625 000	(22 508 489)	521 264 511	Total du programme	479 979 458	41 285 053	...	688 341 204
Programme des services axés sur le marché									
Subventions									
Consommation									
...	286 000	...	(136 000)	150 000	Subventions à divers organismes oeuvrant dans l'intérêt du consommateur	150 000	...	...	196 000
...	45 000	...	...	45 000	Gestion du spectre	45 000	...	...	47 000
...	331 000	...	(136 000)	195 000	Total—Subventions	195 000	...	...	243 000
Contributions									
Consommation									
...	681 000	...	169 000	850 000	Contributions à divers organismes oeuvrant dans l'intérêt du consommateur	850 000	...	...	804 000
Programme et services consultatifs									
...	44 000 000	...	(84 295)	43 915 705	(S) Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	43 915 705	...	...	...
...	44 681 000	...	84 705	44 765 705	Total—Contributions	44 765 705	...	...	804 000
Sommaire du programme par activité									
...	967 000	...	33 000	1 000 000	Consommation	1 000 000	...	...	1 000 000
...	45 000	...	...	45 000	Gestion du spectre	45 000	...	...	47 000
...	44 000 000	...	(84 295)	43 915 705	Programme et services consultatifs	43 915 705	...	...	...
...	45 012 000	...	(51 295)	44 960 705	Total du programme	44 960 705	...	...	1 047 000
...	501 160 000	87 625 000	(22 559 784)	566 225 216	Total du ministère	524 940 163	41 285 053	...	689 388 204

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Subventions

Développement

Subventions à des organismes sans but lucratif pour promouvoir la collaboration et le développement économiques

...	2 000 000	2 000 000	440 689	1 559 311	...	1 359 749
-----	------------------	-----	-----	------------------	----------------	------------------	-----	------------------

Contributions

Développement

Contributions en vertu de programmes visant à stimuler le développement économique régional de l'Atlantique en ce qui a trait aux petites et moyennes industries et entreprises, et autres programmes et activités de développement régional

...	250 662 000	...	(3 124 482)	247 537 518	216 439 515	31 098 003	...	230 527 011
-----	-------------	-----	-------------	-------------	-------------	------------	-----	-------------

Contributions aux provinces de l'Atlantique aux termes des Ententes travaux d'infrastructure Canada

...	44 500 000	44 500 000	37 742 685	6 757 315	...	70 159 143
-----	------------	-----	-----	------------	------------	-----------	-----	------------

(S) Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises

...	5 000 000	...	1 070 823	6 070 823	6 070 823	2 605 034
-----	-----------	-----	-----------	-----------	-----------	-----	-----	-----------

(S) Obligations contractées pour assurances-prêts ou crédit, conformément à la Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique

...	10 000 000	...	(6 964 372)	3 035 628	3 035 628	19 116 808
-----	------------	-----	-------------	-----------	-----------	-----	-----	------------

Total—Contributions

...	310 162 000	...	(9 018 031)	301 143 969	263 288 651	37 855 318	...	322 407 996
-----	--------------------	-----	--------------------	--------------------	--------------------	-------------------	-----	--------------------

Total du programme

...	312 162 000	...	(9 018 031)	303 143 969	263 729 340	39 414 629	...	323 767 745
-----	--------------------	-----	--------------------	--------------------	--------------------	-------------------	-----	--------------------

Agence spatiale canadienne

Subventions

Sciences spatiales

Subvention à l'Université polytechnique Ryerson

...	150 000	1	...	150 001	150 000	1	...	150 000
-----	---------	---	-----	---------	---------	---	-----	---------

Technologie spatiale

Subventions pour les partenariats en recherche spatiale

...	600 000	...	29 000	629 000	266 700	362 300	...	218 700
-----	---------	-----	--------	---------	---------	---------	-----	---------

Subventions pour les bourses d'études en recherches spatiales

...	125 000	...	27 000	152 000	126 200	25 800	...	98 400
-----	---------	-----	--------	---------	---------	--------	-----	--------

Subventions pour les bourses d'études postdoctorales

...	150 000	150 000	...	150 000
-----	---------	-----	-----	---------	-----	---------	-----	-----

...	875 000	...	56 000	931 000	392 900	538 100	...	317 100
-----	---------	-----	--------	---------	---------	---------	-----	---------

Direction et coordination horizontale

Université internationale de l'espace

...	175 000	175 000	175 000	189 850
-----	---------	-----	-----	---------	---------	-----	-----	---------

Subventions pour la promotion du programme spatial canadien et de l'exploitation commerciale de la technologie spatiale

...	55 000	...	36 000	91 000	44 197	46 803	...	77 231
-----	--------	-----	--------	--------	--------	--------	-----	--------

Subventions dans le cadre du programme de sensibilisation des jeunes à l'espace

...	35 000	...	71 000	106 000	...	106 000	...	4 138
-----	--------	-----	--------	---------	-----	---------	-----	-------

Programme d'activités de reconnaissance et attribution de prix

...	100 000	...	(100 000)
-----	---------	-----	-----------	-----	-----	-----	-----	-----

...	365 000	...	7 000	372 000	219 197	152 803	...	271 219
-----	---------	-----	-------	---------	---------	---------	-----	---------

Total—Subventions

...	1 390 000	1	63 000	1 453 001	762 097	690 904	...	738 319
-----	------------------	----------	---------------	------------------	----------------	----------------	-----	----------------

Contributions

Observation de la Terre

Contribution au programme préparatoire d'observation de la Terre de l'ASE (EOPP)

...	1 181 000	...	(124 440)	1 056 560	1 056 560	1 379 307
-----	-----------	-----	-----------	-----------	-----------	-----	-----	-----------

Contribution au programme européen du satellite de télé-détection I de l'ASE (ERS-01) de l'ASE

...	2 480 000	...	(1 149 644)	1 330 356	1 330 356	3 207 464
-----	-----------	-----	-------------	-----------	-----------	-----	-----	-----------

Contribution au programme européen du satellite de télé-détection II de l'ASE (ERS-02)

...	4 193 000	...	(1 771 918)	2 421 082	2 421 082	3 353 058
-----	-----------	-----	-------------	-----------	-----------	-----	-----	-----------

Bureau fédéral de développement régional (Québec)

Subventions

Promotion du développement économique des régions du
Québec

Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
...	...	...	15 802	15 802	Contributions au programme spécial d'aide aux fins du parc technologique du Québec métropolitain	15 802	...	...	284 198
...	1 000 560	...	337 825	1 338 385	Contributions à l'appui des équipements régionaux majeurs	1 338 385	...	...	1 787 540
...	4 354 042	...	(720 632)	3 633 410	Programme de développement régional pour le Québec	3 633 410	...	...	3 019 119
...	70 000 000	15 536 000	8 293 598	93 829 598	(S) Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	93 829 598	...	...	43 977 963
...	2 000 000	...	(1 100 000)	900 000	Entente Canada/Québec portant sur le désenclavement du territoire du sud-ouest de Montréal	900 000	...	...	3 738 056
...	4 130 558	...	(253 847)	3 876 711	Contributions à l'élaboration de l'infrastructure culturelle	3 876 711	...	...	6 133 697
...	21 905 944	...	15 550 192	37 456 136	Contributions au programme innovation, développement de l'entrepreneuriat et exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises	33 039 501	4 416 635	...	11 714 698
...	12 669 511	...	...	12 669 511	Contributions au programme de développement des collectivités	12 454 361	215 150	...	15 713 824
...	2 970 000	...	...	2 970 000	Fonds spécial de développement et d'adaptation économique des communautés de pêche du Québec	866 490	2 103 510	...	...
...	...	...	374 658	374 658	Contributions au Centre international des congrès de Montréal	374 658	...	...	616 182
...	...	...	315 175	315 175	(S) Paiements d'assurance—Programme des entreprises Atlantique	315 175	...	...	201 874
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 043 329
...	340 009 709	15 536 000	5 487 824	361 033 533	Total—Contributions	354 298 238	6 735 295	...	347 385 204
...	341 728 514	15 536 000	5 487 824	362 752 338	Total du programme	355 714 864	7 037 474	...	348 577 924
Conseil national de recherches du Canada									
Subventions									
...	956 000	1	34 999	991 000	Administration du programme	932 736	58 264	...	965 281
...	4 240 000	...	...	4 240 000	Affiliations internationales	4 199 359	40 641	...	4 239 998
...	5 196 000	1	34 999	5 231 000	Subventions aux municipalités prévues par la Loi sur les subventions aux municipalités	5 132 095	98 905	...	5 205 279
Contributions									
Recherche et développement dans l'intérêt national									
...	615 000	...	...	615 000	Contributions à des exécutants extra-muros dans le cadre du programme de recherche en biotechnologie	594 699	20 301	...	1 900 466
...	...	...	3 375 000	3 375 000	National Science Foundation des États-Unis dans le cadre du projet de construction et d'exploitation des télescopes Gemini	3 467 048	(92 048)	...	...
...	3 253 000	...	490 000	3 743 000	Quote-part canadienne des frais de la Corporation du télescope Canada-France-Hawaï	3 734 266	8 734	...	5 813 638

...	19 277 000	11 723 000	...	31 000 000	Contribution à l'Université de l'Alberta, à l'Université de la Colombie-Britannique, à l'Université Simon Fraser et à l'Université de Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF Particle Physics and Astronomy Research Council du Royaume-Uni pour la réalisation du télescope James Clerk Maxwell	31 000 000	...	...	33 318 000
...	2 644 000	...	...	2 644 000		2 644 427	(427)	...	2 566 206
...	25 789 000	11 723 000	3 865 000	41 377 000		41 440 440	(63 440)	...	43 598 310
Soutien de l'infrastructure scientifique et technologique nationale									
...	61 978 000	...	1 913 000	63 891 000	Contributions à des entreprises canadiennes pour développer, adapter et exploiter des innovations technologiques	61 923 369	1 967 631	...	60 268 410
...	19 885 000	...	...	19 885 000	Contributions à des organismes pour fournir à l'industrie canadienne une aide à la recherche et la technologie	20 881 748	(996 748)	...	18 974 672
...	81 863 000	...	1 913 000	83 776 000		82 805 117	970 883	...	79 243 082
...	107 652 000	11 723 000	5 778 000	125 153 000	Total—Contributions	124 245 557	907 443	...	122 841 392
Sommaire du programme par activité									
...	25 789 000	11 723 000	3 865 000	41 377 000	Recherche et développement dans l'intérêt national	41 440 440	(63 440)	...	43 598 310
...	81 863 000	...	1 913 000	83 776 000	Soutien de l'infrastructure scientifique et technologique nationale	82 805 117	970 883	...	79 243 082
...	5 196 000	1	34 999	5 231 000	Administration du programme	5 132 095	98 905	...	5 205 279
...	112 848 000	11 723 001	5 812 999	130 384 000	Total du programme	129 377 652	1 006 348	...	128 046 671
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie									
Subventions									
...	432 737 000	2 000 000	...	434 737 000	Subventions et bourses	434 736 999	1	...	427 131 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	24 725 000
...	432 737 000	2 000 000	...	434 737 000	Total du programme	434 736 999	1	...	451 856 000
Conseil de recherches en sciences humaines									
Subventions									
...	83 426 000	352 700	...	83 778 700	Subventions et bourses	83 778 700	...	...	89 188 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 391 000
...	83 426 000	352 700	...	83 778 700	Total du programme	83 778 700	...	...	91 579 000
Statistique Canada									
Subventions									
...	8 280	...	220	8 500	Services de gestion centrale				
					Droits d'affiliation du Canada à l'Institut interaméricain de statistique (6 000 \$ US)	8 160	340	...	14 248

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	5 500	...	...	5 500	Conférence des statisticiens du Commonwealth (2 500 GBP)	5 500	...	...	4 028
...	...	...	885 038	885 038	Institut canadien d'information en matière de santé	885 038	...	...	378 119
...	13 780	...	885 258	899 038	Total du programme	898 698	340	...	396 395
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien									
Subventions									
...	5 000 000	...	...	5 000 000	Subventions pour le programme de la diversification de l'Ouest	...	5 000 000	...	...
Contributions									
...	160 973 000	...	(1 502 899)	159 470 101	Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	131 832 810	27 637 291	...	111 230 835
...	16 000 000	...	...	16 000 000	Contributions aux petites et moyennes entreprises de l'Ouest oeuvrant dans des industries stratégiques en établissant des fonds d'emprunt et d'investissement spécialisés, selon une formule commerciale, de concert avec des fournisseurs de prêt et de capital-risque des secteurs privé et public	7 486 000	8 514 000	...	5 064 286
...	126 565 000	...	...	126 565 000	Contributions aux provinces de l'Ouest du Canada aux termes des Ententes travaux d'infrastructure Canada	110 948 546	15 616 454	...	204 969 443
...	17 000 000	...	(185 688)	16 814 312	(S) Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises	16 814 312	...	...	9 041 122
...	320 538 000	...	(1 688 587)	318 849 413	Total—Contributions	267 081 668	51 767 745	...	330 305 686
...	325 538 000	...	(1 688 587)	323 849 413	Total du programme	267 081 668	56 767 745	...	330 305 686
...	2 149 203 294	117 236 702	(21 895 102)	2 244 544 894	Total du portefeuille ministériel	2 093 025 788	151 519 106	...	2 396 560 880⁽¹⁾

(S) Paiement de transfert législatif.

⁽¹⁾ Les paiements de transfert de l'exercice précédent ont été redressés pour refléter des transferts de responsabilités du ministère de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et d'un montant de 323 767 745 \$ et du portefeuille ministériel de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien d'un montant de 330 305 686 \$.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Ministère			
Programme du développement de l'industrie et des sciences			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Développement de l'industrie	8 169 000	8 412 198	6 918 715
Total du programme—Budgétaire	8 169 000⁽¹⁾	8 412 198	6 918 715
Programme des services axés sur le marché			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Faillite et corporations	...	16 090 716	...
Gestion du spectre	214 000	214 000	713 999
Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	52 215 000	54 715 861	50 106 038
Total du programme—Budgétaire	52 429 000⁽²⁾	71 020 577	50 820 037
Total du ministère—Budgétaire	60 598 000	79 432 775	57 738 752
Agence spatiale canadienne			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Observation de la Terre			
RADARSAT			
Recouvrement d'un autre gouvernement selon l'accord des frais partagés	8 600 000	6 065 628	...
Total du programme—Budgétaire	8 600 000	6 065 628	...

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Conseil national de recherches du Canada			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Recherche et développement dans l'intérêt national	22 766 000	...	...
Soutien de l'infrastructure scientifique et technologique nationale	12 831 000	...	...
Administration du programme	2 237 000	...	...
Total du programme—Budgétaire	37 834 000	...⁽³⁾	...⁽³⁾
Statistique Canada			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Recensement et statistique sociale	12 134 000	8 026 334	7 635 510
Infrastructure technique	44 305 000	48 451 183	43 817 777
Total du programme—Budgétaire	56 439 000⁽⁴⁾	56 477 517	51 453 287
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	163 471 000	141 975 920	109 192 039

(1) Ce montant a été augmenté à 8 412 198 \$ au cours de l'exercice.

(2) Ce montant a été augmenté à 68 519 716 \$ au cours de l'exercice.

(3) Débutant en 1995-1996, les montants reçus sont crédités aux recettes non fiscales plutôt que d'être affectés aux dépenses comme par le passé.

(4) Ce montant a été augmenté à 56 477 517 \$ au cours de l'exercice.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ministère			Diverses recettes non fiscales —		
Programme du développement de l'industrie et des sciences			Copies conformes	...	13 660
Recettes fiscales—			Accords sur les hypothèques de chemins de fer et de vente	...	46 457
Taxe sur les produits et services	795 796	914 799	Remises de biens en vertu de la Loi sur les biens en déshérence et remises de biens confisqués	...	1 897 910
Total des recettes fiscales	795 796	914 799	Faillites : transcriptions	...	1 410
			Divers	1 753 807	1 822 606
Recettes non fiscales—				1 753 807	3 782 043
Revenus de placements — ⁽¹⁾			Total des recettes non fiscales	91 819 548	142 229 965
Prêts, placements et avances —			Total du programme	92 615 344	143 144 764
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	191 136	223 659	Programme des services axés sur le marché		
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	5 413 584	9 530 306	Recettes non fiscales—		
Autres comptes —			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Hyundai Auto Canada Inc.	...	1 897 211	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	433 088	29 798
Bombardier Inc., groupe Canadair	7 668	28 058	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	373 524	223 023
Intérêt sur une entente générale d'expansion —				806 612	252 821
Province de la Colombie-Britannique	171 312	229 242			
	5 783 700	11 908 476	Privilèges, licences et permis —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			Opérations du bureau des sociétés	11 928 222	...
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 393 456	75 280 322	Faillites : licences de syndicats	410 500	...
Contributions remboursables	69 060 802	...	Enregistrement des étiquettes des produits textiles	137 602	155 159
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	8 078 482	2 739 633	Frais de laboratoire, d'électricité et de gaz, et de poids et mesures	325 247	501 289
	80 532 740	78 019 955	Droits d'inspection du gaz et de l'électricité	4 590 127	5 551 696
Privilèges, licences et permis —			Droits d'inspection des poids et des mesures	3 210 884	3 510 721
Opérations du bureau des sociétés	...	11 561 927	Opérations d'enregistrement des lobbyistes	40 863	32 048
Faillites : licences de syndicats	...	397 315	Service non général de radio	149 289 428	140 177 296
Redevances de Nuans Software	580 954	829 221	Lois sur les amendes, sur l'électricité et le gaz, et sur les poids et mesures	188 417	87 061
Saisies en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité	...	9 314 603	Amendes, produits pour consommateur (diverses lois)	92 226	49 840
Faillites : frais d'enregistrement	...	4 837 567	Amendes —		
Amendes—Loi sur la faillite et l'insolvabilité	...	50 092	Loi sur la concurrence	4 727 364	5 923 180
Faillites : recherche	...	719 246	Loi sur la radiocommunication	5 648	18 646
Divers	400	1 000	Divers	93 428	128 530
	581 354	27 710 971		175 039 956	156 135 466
Frais de services	2 698 899	20 587 450	Frais de services —		
Produits des ventes	19 123	...	Authentification, analyse et étiquetage	5 345 471	4 880 900
			Divers	23 487 783	...
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	449 925	221 070		28 833 254	4 880 900

Recettes—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Produits des ventes	8 706	8 948			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	184 581	191 701			
Diverses recettes non fiscales —					
Remises de biens en vertu de la Loi sur les biens en déshérence et remises de biens confisqués	1 652 387	...			
Amendes —					
Loi sur la faillite et l'insolvabilité	79 013	...			
Copies conformes	11 776	...			
Accords sur les hypothèques de chemins de fer et de vente	42 621	...			
Divers	22 895	55 808			
	1 808 692	55 808			
Total des recettes non fiscales	206 681 801	161 525 644			
Total du programme	206 681 801	161 525 644			
Total du ministère	299 297 145	304 670 408			
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Recettes fiscales—					
Taxe sur les produits et services	34 412	39 691			
Total des recettes fiscales	34 412	39 691			
Recettes non fiscales—					
Revenus de placements — ⁽¹⁾					
Prêts, placements et avances —					
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	2 571 048	3 453 837			
Entente-cadre sur le plan de développement	541 887	585 061			
Prêts aux entreprises de Terre-Neuve et du Labrador	...	20 755			
	3 112 935	4 059 653			
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 623 398	3 115 779			
Recouvrements de contributions	10 943 821	6 262 671			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 168 061	661 200			
	14 735 280	10 039 650			
Frais de services	2 854 873	4 459 210			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	10 285	11 889			
Diverses recettes non fiscales					
	1 311 783	752 298			
Total des recettes non fiscales	22 025 156	19 322 700			
Total du programme	22 059 568	19 362 391			
Agence spatiale canadienne					
Recettes fiscales—					
Taxe sur les produits et services	97 350	199 943			
Total des recettes fiscales	97 350	199 943			
Recettes non fiscales—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —					
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 408 473	793 891			
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	87 362	105 392			
	1 495 835	899 283			
Frais de services	1 350 173	2 828 690			
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	10 479	7 662			
Diverses recettes non fiscales	18 752	20 471			
Total des recettes non fiscales	2 875 239	3 756 106			
Total du programme	2 972 589	3 956 049			
Tribunal de la concurrence					
Recettes non fiscales—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	35	...			
Total du programme	35	...			
Bureau fédéral de développement régional (Québec)					
Recettes non fiscales—					
Revenus de placements — ⁽¹⁾					
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	5 778 993	2 680 325			
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	12 478 418	7 118 926			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	3 790 265	86 529			
	16 268 683	7 205 455			
Frais de services —					
Frais de services—Garantie de prêts	16 443 616	17 554 062			

Recettes—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	9 913	14 365	Diverses recettes non fiscales	65	112 539
Diverses recettes non fiscales —			Total des recettes non fiscales	104 631	395 474
Autres remboursements	18 436	19 495	Total du programme	104 631	397 589
Total du programme	38 519 641	27 473 702	Conseil de recherches en sciences humaines		
Conseil national de recherches du Canada			Recettes non fiscales—		
Recettes fiscales—			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Taxe sur les produits et services	1 717 877	1 417 600	Recouvrements—Paiements de transfert	545 130	811 118
Total des recettes fiscales	1 717 877	1 417 600	Recouvrements—Produits et services	313	3
Recettes non fiscales—			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	10 493	7 420
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —				555 936	818 541
Remboursement pour marchandises et services non fournis	347 133	651 972	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 237	655
et divers autres remboursements	772 513	...	Total du programme	557 173	819 196
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 119 646	651 972	Statistique Canada		
Frais de services —			Recettes fiscales—		
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la Loi sur le Conseil national de recherches	37 431 316	33 575 888	Taxe sur les produits et services	876 495	703 471
Produits des ventes —			Total des recettes fiscales	876 495	703 471
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la Loi sur le Conseil national de recherches	9 280 637	11 603 642	Recettes non fiscales—		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	724 802	324 487	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	90 209	17 111
Diverses recettes non fiscales	17 176	6 917	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	136 059	24 184
Total des recettes non fiscales	48 573 577	46 162 906	Diverses recettes non fiscales	91 603	40 030
Total du programme	50 291 454	47 580 506	Total des recettes non fiscales	317 871	81 325
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			Total du programme	1 194 366	784 796
Recettes fiscales—			Diversification de l'économie de l'Ouest canadien		
Taxe sur les produits et services	...	2 115	Recettes non fiscales—		
Total des recettes fiscales	...	2 115	Revenus de placements —		
Recettes non fiscales—			Prêts, placements et avances —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			Accord sur les zones spéciales et les autoroutes —Intérêt	64 905	250 435
Remboursement de subventions et de bourses d'études	91 874	199 247	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	11 152	82 447	Recouvrements—Paiements de transfert —		
	103 026	281 694	Aide en capital	54 307 887	49 077 496
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 540	1 241	Autre	307 350	350 488
			Recouvrements—Fonctionnement	38 984	45 369
			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	2 330 631	176 515
				56 984 852	49 649 868

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Frais de services— Loi sur les prêts aux petites entreprises —Frais de garantie de prêts	11 193 035	13 348 955
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 790	6 621
Diverses recettes non fiscales	865 362	940 998
Total du programme	69 112 944	64 196 877
Sommaire du portefeuille ministériel		
Recettes fiscales— Taxe sur les produits et services	3 521 930	3 277 619
Total des recettes fiscales	3 521 930	3 277 619
Recettes non fiscales— Revenus de placements	14 740 533	18 898 889
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	172 692 854	147 836 350
Privilèges, licences et permis	175 621 310	183 846 437
Frais de services	100 805 166	97 235 155
Produits des ventes	9 308 466	11 612 590
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 533 611	803 875
Diverses recettes non fiscales	5 885 676	5 730 599
Total des recettes non fiscales	480 587 616	465 963 895
Total du portefeuille ministériel	484 109 546	469 241 514⁽²⁾

(1) Intérêt sauf indication contraire.

(2) Les recettes de l'exercice précédent ont été redressées pour refléter des transferts de responsabilités du ministère de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique d'un montant de 19 362 391 \$ et du portefeuille ministériel de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien d'un montant de 64 196 877 \$.

SECTION 15

COMPTES PUBLICS DU CANADA

1996-1997

Justice

Ministère

**Commission canadienne des droits de la
personne**

Commissaire à la magistrature fédérale

Cour fédérale du Canada

**Comité du tribunal des droits de la
personne**

**Commissariats à l'information et à la
protection de la vie privée du Canada**

Cour suprême du Canada

Cour canadienne de l'impôt

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités..	15.2
Sommaire du portefeuille ministériel	15.5
Programmes par activité	15.8
Paiements de transfert	15.10
Détail des montants disponibles pour être dépensés...	15.12
Recettes	15.12

Ministère

Objectif

Fournir au gouvernement du Canada ainsi qu'aux ministères et organismes fédéraux d'excellents services juridiques, superviser toutes les affaires liées à l'administration de la justice au Canada qui ne sont pas de compétence provinciale ou territoriale et proposer, dans ce contexte, des initiatives de politique et de programme afin de veiller à ce que le Canada soit une société juste et respectueuse de la Loi dotée d'un système de justice accessible, efficace et équitable.

Description des activités

Services gouvernementaux au client

Répondre aux besoins du gouvernement du Canada, de ses ministères et de ses organismes en matière de services juridiques ou législatifs de qualité, de la manière la plus efficace et la plus rentable possible et en conformité avec la Loi et la politique gouvernementale.

Droit et orientation

Garantir un système national de justice souple, équitable, efficient et accessible en gérant l'élaboration, la mise à l'essai, la promotion et la mise en oeuvre de la politique de justice touchant le droit pénal et le droit de la famille et des jeunes, d'une part, et assurer une administration publique équitable, efficace et responsable en gérant le cadre juridique du gouvernement de manière à respecter le droit administratif, le droit constitutionnel, le droit international, le droit des Autochtones, les droits de la personne et le droit d'accès à l'information, d'autre part.

Administration

Veiller à la gestion stratégique efficace du programme de l'administration de la justice en établissant des cadres et des services administratifs et de gestion intégrée qui permettent la gestion interne optimale du ministère et de ses ressources.

Commission canadienne des droits de la personne

Objectif

Promouvoir le principe selon lequel chacun doit avoir une chance égale de participer à toutes les sphères de la vie canadienne dans la mesure compatible avec ses devoirs et obligations au sein de la société.

Description de l'activité

Commission canadienne des droits de la personne
Statuer judicieusement sur toutes les plaintes de discrimination fondées sur les motifs prohibés spécifiés dans la Loi canadienne sur les droits de la personne qui sont déposées à l'égard des ministères et organismes fédéraux et dans la partie du secteur privé qui est réglementée par le pouvoir fédéral; dans le domaine des droits de la personne, instituer des programmes d'information, donner des avis et conseils, émettre des lignes directrices, effectuer des recherches, réviser les règlements et autres textes, entretenir des relations étroites avec les provinces et promouvoir l'abandon et la réduction des pratiques discriminatoires.

Commissaire à la magistrature fédérale

Objectif

Fournir des services administratifs centraux à l'intention du Conseil canadien de la magistrature et des juges de la Cour fédérale du Canada, de la Cour canadienne de l'impôt et des juges des cours supérieures des provinces et des territoires qui sont nommés par le gouvernement fédéral.

Description des activités

Administration

Bureau du Commissaire et prestation de services de personnel, de services financiers et d'autres services administratifs centraux.

Conseil canadien de la magistrature

Administration du Conseil canadien de la magistrature sous le régime de la Loi sur les juges.

Traitements, indemnités et pensions des juges; montants forfaitaires versés aux conjoints; et pensions aux conjoints et enfants des juges

Paiement, en vertu de la Loi sur les juges, des traitements, indemnités et pensions aux juges de la Cour fédérale du Canada, de la Cour canadienne de l'impôt et aux autres juges des cours supérieures des provinces et des territoires, qui sont nommés par le gouvernement fédéral; paiement de pensions aux conjoints et enfants des juges. Montants forfaitaires versés aux conjoints de juges qui décèdent pendant leur mandat.

Cour fédérale du Canada

Objectif

Fournir un tribunal de common law, d'équité et d'amirauté pour la bonne application du droit du Canada.

Description de l'activité

Le greffe de la Cour fédérale du Canada

Cette activité fournit les services administratifs à la Cour fédérale du Canada.

Comité du tribunal des droits de la personne

Objectif

Pour protéger et maintenir les droits de la personne pour tous les Canadiens, selon la Loi canadienne sur les droits de la personne.

Description de l'activité

Comité du tribunal des droits de la personne

Pour garantir l'exécution et l'application de la Loi canadienne sur les droits de la personne grâce à la conduite d'audiences justes et efficaces et pour garantir le soutien administratif nécessaire afin que la conduite des audiences et des opérations des tribunaux à travers le Canada soit convenablement assurée.

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Objectif

Commissaire à l'information :

- faire en sorte que les droits que la Loi sur l'accès à l'information accorde aux plaignants soient respectés; et que les plaignants, les responsables des institutions fédérales ainsi que les tiers touchés par les plaintes aient des possibilités raisonnables de faire valoir leurs points de vue auprès du Commissaire à l'information et que les enquêtes soient menées en profondeur et avec diligence;
- convaincre les institutions fédérales d'adopter, en matière d'information, des méthodes conformes à la Loi sur l'accès à l'information;
- soumettre à la Cour fédérale les problèmes d'interprétation de la Loi sur l'accès à l'information qui demandent son attention.

Commissaire à la protection de la vie privée :

- faire en sorte que les droits que la Loi sur la protection des renseignements personnels confère aux plaignants soient respectés et que les renseignements sur les particuliers que détiennent les institutions fédérales soient bien protégés;
- inciter les institutions fédérales à pratiquer de plus en plus les méthodes de traitement équitable de l'information.

Description des activités

Commissaire à l'information

Mène des enquêtes, rédige des rapports et formule des recommandations à l'intention des responsables des institutions fédérales, sur la foi de plaintes déposées par des particuliers qui soutiennent que des infractions à la Loi sur l'accès à l'information ont été commises. Le Commissaire peut aussi prendre l'initiative d'une plainte. Le Commissaire peut comparaître au nom des plaignants, avec leur consentement ou en tant que partie, lors des recours en révision déposés devant la Cour fédérale à propos des institutions fédérales qui refusent la communication de certains renseignements en vertu de la Loi. Il rend compte de ses activités au Parlement chaque année et peut présenter des rapports spéciaux.

Commissaire à la protection de la vie privée

Mène des enquêtes, rédige des rapports et formule des recommandations à l'intention des responsables des institutions fédérales et, dans le cas de plaintes, fait part de ses conclusions aux plaignants. Le Commissaire examine les renseignements personnels conservés dans les fichiers de renseignements du gouvernement et enquête sur les méthodes de collecte, d'utilisation, de conservation et d'élimination des renseignements personnels. Il peut comparaître devant la Cour fédérale au nom d'un plaignant, moyennant consentement de celui-ci, pour faire réviser une décision de refuser l'accès prise par une institution fédérale. Le Commissaire fait rapport au Parlement tous les ans et il peut présenter des rapports spéciaux lorsqu'il le juge utile. Il peut également effectuer des enquêtes spéciales à la demande du ministre de la Justice.

Administration

Fournir des services de soutien administratif au bureau du Commissaire à l'information et au bureau du Commissaire à la protection de la vie privée.

Cour suprême du Canada

Objectif

Fournir une cour générale d'appel pour le Canada.

Description des activités

Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges, et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat

Paiement, en vertu de la Loi sur les juges, des traitements, indemnités et pensions aux juges de la Cour suprême du Canada; paiement de pensions aux conjoints et enfants des juges. Montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat.

Administration

Comprend le bureau du registraire et les directeurs de la bibliothèque, du recueil des arrêts, des services administratifs et de l'informatique.

Cour canadienne de l'impôt

Objectif

Fournir un tribunal indépendant et d'accès facile en vue d'assurer le règlement rapide des différends entre les justiciables et le gouvernement du Canada sur des questions soulevées par la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt ou toute autre disposition législative en vertu de laquelle la Cour a compétence exclusive.

Description de l'activité

Le greffe de la Cour canadienne de l'impôt

Cette activité fournit les services administratifs à la Cour canadienne de l'impôt.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements						
...	172 261 000	...	...	172 261 000	Ministère				
...	...	28 767 586	...	28 767 586	1 Dépenses de fonctionnement				
...	...	7 040 883	...	7 040 883	1a Virement de 829 000 \$ du crédit 5 (Justice)				
...	...	...	7 949 551	7 949 551	1b Virement de 7 120 551 \$ du crédit 5 (Justice)				
...	172 261 000	35 808 469	7 949 551	216 019 020	Virement du crédit 5				
...	261 170 058	...	...	261 170 058	Total—Crédit 1	210 820 796	5 198 224	...	173 097 250
...	...	1	...	1	5 Subventions et contributions				
...	...	...	(7 949 551)	(7 949 551)	5b Subventions				
...	261 170 058	1	(7 949 551)	253 220 508	Virement au crédit 1				
...	48 645	...	...	48 645	Total—Crédit 5	253 188 951	31 557	...	261 389 453
...	18 153 000	...	695 000	18 848 000	(S) Ministre de la Justice — Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...	48 645
17 617	...	...	13 036	30 653	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18 848 000	...	...	17 629 000
...	...	...	1 828	1 828	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	16 792	825	13 036	8 480
...	...	...	236	236	(S) Honoraires — Agence de recouvrement	1 828	...	...	...
...	...	...	...	...	(S) Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	236	...	...	...
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	7 301 966
17 617	451 632 703	35 808 470	710 100	488 168 890	Total du ministère—Budgétaire	482 925 248	5 230 606	13 036	459 474 794
...	14 279 000	...	...	14 279 000	Commission canadienne des droits de la personne				
...	1 438 000	...	55 000	1 493 000	10 Dépenses du programme	13 375 844	903 156	...	15 335 172
2 183	...	...	2 717	4 900	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 493 000	...	...	1 422 000
...	...	...	...	...	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 173	...	1 727	7 145
2 183	15 717 000	...	57 717	15 776 900	Total du programme—Budgétaire	14 872 017	903 156	1 727	16 764 317
...	3 938 000	...	...	3 938 000	Commissaire à la magistrature fédérale				
...	...	555 550	...	555 550	15 Dépenses de fonctionnement				
...	...	200 000	...	200 000	15a Dépenses de fonctionnement				
...	3 938 000	755 550	...	4 693 550	15b Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	...	...	Total—Crédit 15	4 657 292	36 258	...	4 382 608

...	507 000	...	...	507 000	20	Conseil canadien de la magistrature —Dépenses de fonctionnement				
...	...	26 200	...	26 200	20a	Conseil canadien de la magistrature —Dépenses de fonctionnement				
...	...	375 000	...	375 000	20b	Conseil canadien de la magistrature —Dépenses de fonctionnement				
...	507 000	401 200	...	908 200		Total—Crédit 20	907 701	499	...	566 204
...	211 117 000	...	(2 481 110)	208 635 890	(S)	Paiements conformément à la Loi sur les juges	208 635 890	...	...	203 608 258
...					(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des				

Cour suprême du Canada

...	10 172 000	...	...	10 172 000	35	Dépenses du programme				
...	...	482 034	...	482 034	35a	Dépenses du programme				
...	10 172 000	482 034	...	10 654 034		Total—Crédit 35	10 166 631	487 403	...	11 554 828
...	3 421 000	...	(458 641)	2 962 359	(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat	2 962 359	...	...	3 023 799
...	903 000	...	35 000	938 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	938 000	...	...	855 000
...	...	...	17 125	17 125	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	17 125	...	...	10 957
...	...	...	555	555	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	555	...	...	...
...	14 496 000	482 034	(405 961)	14 572 073		Total du programme—Budgétaire	14 084 670	487 403	...	15 444 584
Cour canadienne de l'impôt										
...	10 245 000	...	...	10 245 000	40	Dépenses du programme				
...	...	515 054	...	515 054	40a	Dépenses du programme				
...	10 245 000	515 054	...	10 760 054		Total—Crédit 40	10 611 564	148 490	...	10 676 956
...	747 000	...	29 000	776 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	776 000	...	...	756 000
822	...	...	2 978	3 800	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 250	...	2 550	1 428
822	10 992 000	515 054	31 978	11 539 854		Total du programme—Budgétaire	11 388 814	148 490	2 550	11 434 384
27 291	744 728 703	40 484 808	(1 860 193)	783 380 609		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	776 200 214	7 157 221	23 174	747 437 815

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section I de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Conseil du Trésor, crédit 5 — Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Services gouvernementaux au client	156 149 251	141 604 019	3 951 548	2 113 172	...	...	...	...	...	...	160 100 799	143 717 191
Droit et orientation	39 853 936	36 746 629	2 066 687	1 803 397	253 220 508	253 188 951	...	...	...	...	295 141 131	291 738 977
Administration	31 973 358	44 622 703	953 602	2 846 377	...	...	...	...	...	...	32 926 960	47 469 080
Total du ministère—Budgétaire	227 976 545	222 973 351	6 971 837	6 762 946	253 220 508	253 188 951	...	...	...	...	488 168 890	482 925 248
Commission canadienne des droits de la personne—												
Budgétaire	15 576 900	14 346 220	200 000	525 797	...	...	...	...	...	...	15 776 900	14 872 017
Commissaire à la magistrature fédérale												
Administration	5 229 550	5 051 992	...	...	...	...	275 000	133 700	...	...	4 954 550	4 918 292
Conseil canadien de la magistrature	943 200	942 701	...	...	...	...	...	...	...	...	943 200	942 701
Traitements, indemnités et pensions des juges; montants forfaitaires versés aux conjoints; et pensions aux conjoints et enfants des juges	169 035 064	169 035 064	...	...	39 600 826	39 600 826	...	...	...	...	208 635 890	208 635 890
Sous-total	175 207 814	175 029 757	...	...	39 600 826	39 600 826	275 000	133 700	...	...	214 533 640	214 496 883
Recettes affectées aux dépenses	(275 000)	(133 700)	...	...	...	...	(275 000)	(133 700)	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire	174 932 814	174 896 057	...	...	39 600 826	39 600 826	...	...	...	...	214 533 640	214 496 883
Cour fédérale du Canada												
Le greffe de la Cour fédérale du Canada	28 812 495	28 212 210	1 072 050	1 274 530	...	...	...	...	...	...	29 884 545	29 486 740
Total du programme—Budgétaire	28 812 495	28 212 210	1 072 050	1 274 530	...	...	...	...	...	...	29 884 545	29 486 740
Comité du tribunal des droits de la personne—												
Budgétaire	2 274 600	2 251 231	...	...	...	...	...	...	...	...	2 274 600	2 251 231

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Commissaire à l'information	2 634 497	2 662 431	27 300	15 105	...	...	...	...	...	...	2 661 797	2 677 536
Commissaire à la protection de la vie privée	2 992 915	3 082 832	10 000	5 694	...	...	...	...	...	...	3 002 915	3 088 526
Administration	945 695	919 214	19 700	9 335	...	...	...	...	...	...	965 395	928 549
Total du programme—Budgétaire	6 573 107	6 664 477	57 000	30 134	...	...	...	...	...	...	6 630 107	6 694 611

Cour suprême du Canada

Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges, et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat	1 855 638	1 855 638	...	...	1 106 721	1 106 721	...	...	...	...	2 962 359	2 962 359
Administration	11 609 714	11 122 311	...	...	...	...	...	...	...	...	11 609 714	11 122 311
Total du programme—Budgétaire	13 465 352	12 977 949	...	...	1 106 721	1 106 721	...	...	...	...	14 572 073	14 084 670

Cour canadienne de l'impôt

Le greffe de la Cour canadienne de l'impôt	11 214 854	10 893 123	325 000	495 691	...	...	...	...	...	...	11 539 854	11 388 814
Total du programme—Budgétaire	11 214 854	10 893 123	325 000	495 691	...	...	...	...	...	...	11 539 854	11 388 814

Total du portefeuille ministériel—Budgétaire

	480 826 667	473 214 618	8 625 887	9 089 098	293 928 055	293 896 498	783 380 609	776 200 214
--	--------------------	--------------------	------------------	------------------	--------------------	--------------------	-----	-----	-----	-----	--------------------	--------------------

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Subventions									
Droit et orientation									
...	18 170	...	...	18 170	Conférence sur l'uniformisation des lois du Canada —				
...	1 500	...	...	1 500	Subvention d'administration	18 170	...	...	4 830
...	225 676	...	(65 750)	159 926	Institut international de droit d'expression française (IDEF)	1 500	...	...	1 500
					Programme d'accès aux études de droit pour les Autochtones	157 996	1 930	...	270 137
					Association canadienne des chefs de police destinée au				
...	12 320	...	...	12 320	Comité sur les modifications de la Loi	12 320	...	...	13 028
...	13 000	...	...	13 000	British Institute of International and Comparative Law	13 000	...	...	13 000
...	8 620	...	...	8 620	Académie de droit international de la Haye	8 620	...	...	9 190
...	26 600	...	...	26 600	Fondation canadienne des droits de la personne	26 600	...	...	28 250
...	140 000	...	140 000	280 000	Institut national de la magistrature	280 000	...	...	268 750
...	40 000	...	...	40 000	Société canadienne des sciences judiciaires	40 000	...	...	...
...	50 540	...	...	50 540	Association canadienne des juges des cours provinciales	50 540	...	...	...
					Subventions aux particuliers, organismes canadiens ou				
					internationaux sans but lucratif, provinces, territoires,				
					régions ou municipalités, universités, bandes ou con-				
...	300 000	...	(135 565)	164 435	seils tribaux, pour l'élaboration ou la mise en oeuvre	164 435	...	...	...
...	...	...	...	...	de politiques ou de programmes	...	...	...	...
					Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	14 543
...	836 426	...	(61 315)	775 111	Total—Subventions	773 181	1 930	...	623 228
Contributions									
Droit et orientation									
...	85 000 000	...	...	85 000 000	Contribution aux provinces et aux territoires afin de contribuer	85 000 000	...	...	88 310 215
					aux services d'aide juridique				
...	152 000 000	...	(2 000 000)	150 000 000	Contributions aux provinces et aux territoires relativement à	150 000 000	...	...	156 016 135
					des accords approuvés par le gouverneur en conseil concer-				
...	4 500 000	...	542 572	5 042 572	nant le partage des coûts des services juridiques offerts en	5 042 572	...	...	4 769 048
					vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants				
...	13 990 330	...	(6 100 000)	7 890 330	Fonds pour le programme des conseillers parajudiciaires au-	7 890 330	...	...	6 110 330
					tochtones et autres projets connexes				
...	4 843 302	1	(1 268 184)	3 575 119	Contributions aux provinces et aux territoires pour le program-	3 545 492	29 627	...	...
					me du contrôle des armes à feu				
					Contributions aux particuliers, organismes canadiens ou				
					internationaux sans but lucratif, provinces, territoires,				
					régions ou municipalités, universités, bandes ou con-				
					seils tribaux, pour l'élaboration ou la mise en oeuvre				
					de politiques ou de programmes				

...	...	...	937 376	937 376	Fonds pour la stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones	937 376	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	5 560 497
...	260 333 632	1	(7 888 236)	252 445 397	Total—Contributions	252 415 770	29 627	...	260 766 225
...	261 170 058	1	(7 949 551)	253 220 508	Total du ministère	253 188 951	31 557	...	261 389 453
Commissaire à la magistrature fédérale									
Subventions									
Traitements, indemnités et pensions des juges; montants forfaitaires versés aux conjoints; et pensions aux conjoints et enfants des juges									
(S) Montants forfaitaires versés au conjoint survivant d'un juge qui décède pendant son mandat, d'une somme équivalent au sixième du traitement du juge au moment de son décès									
...	146 000	...	12 267	158 267		158 267	...	...	181 767
...	40 894 000	...	(1 451 441)	39 442 559	(S) Pensions aux termes de la Loi sur les juges	39 442 559	...	...	36 368 793
...	41 040 000	...	(1 439 174)	39 600 826	Total—Subventions	39 600 826	...	...	36 550 560
...	41 040 000	...	(1 439 174)	39 600 826	Total du programme	39 600 826	...	...	36 550 560
Cour suprême du Canada									
Subventions									
Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges, et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat									
...	1 349 000	...	(242 279)	1 106 721	(S) Pensions aux termes de la Loi sur les juges	1 106 721	...	...	1 172 520
...	1 349 000	...	(242 279)	1 106 721	Total du programme	1 106 721	...	...	1 172 520
...	303 559 058	1	(9 631 004)	293 928 055	Total du portefeuille ministériel	293 896 498	31 557	...	299 112 533

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Commissaire à la magistrature fédérale			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Administration			
Frais de service du Bureau du juge-arbitre	96 000	96 000	...
Frais de service du Tribunal des droits de la personne	50 000	12 500	...
Entente administrative avec l'Agence canadienne de développement international	129 000	25 200	...
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	275 000	133 700	...

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	69 550	52 756
Total des recettes fiscales	69 550	52 756
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrement de paiements de transfert aux provinces	...	135 741
Recouvrement de paiements de transfert —Autres	7 704	3 286
Autres ministères de l'État	65 300	127 236
Redressements des crédettes de l'exercice précédent	173 960	484 653
Divers	286 879	418 589
	533 843	1 169 505
Privilèges, licences et permis	4 909 012	2 752 651
Frais de services —		
Enregistrement de divorces	575 370	717 831
Services d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales	2 590 057	2 396 876
Autres	71 247	72 281
	3 236 674	3 186 988
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	13 036	17 617
Diverses recettes non fiscales —		
Amendes—		
Territoires du Nord-Ouest	86 613	104 986
Yukon	...	550
Amendes et confiscations	408 234	278 657
Location de résidences et services publics	72 606	110 046
Divers	7 115	47 261
Société d'État facturé	86 886	55 940
Brevets et redevances	116 423	...
	777 877	597 440
Total des recettes non fiscales	9 470 442	7 724 201
Total du ministère	9 539 992	7 776 957

Recettes—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Commission canadienne des droits de la personne			Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
Recettes non fiscales—			Recettes fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			Taxe sur les produits et services	5 636	...
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	17 410	...	Total des recettes fiscales	5 636	...
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	...	3 727			
	17 410	3 727	Recettes non fiscales—		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 717	8 226	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —	1 283	25
Diverses recettes non fiscales	703	...	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	510
Total du programme	20 830	11 953	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 283	535
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	342	643
			Diverses recettes non fiscales	125 802	...
			Total des recettes non fiscales	127 427	1 178
Commissaire à la magistrature fédérale			Total du programme	133 063	1 178
Recettes non fiscales—					
Diverses recettes non fiscales —			Cour suprême du Canada		
Retenues au Compte de pension de retraite de la fonction publique—Juges	8 576 995	8 343 649	Recettes fiscales—		
Total du programme	8 576 995	8 343 649	Taxe sur les produits et services	3 338	3 144
			Total des recettes fiscales	3 338	3 144
Cour fédérale du Canada					
Recettes non fiscales—			Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —	18 730	10 670
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	21 281	45 810	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	19 300
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	16 824	(10 923)	Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	18 730	29 970
	38 105	34 887			
Frais de services —			Frais de services —	18 853	16 291
Frais de la Cour fédérale	882 082	834 057	Photocopies	64 875	51 485
Dépenses de la Cour	33 817	24 917	Frais d'enregistrement	...	1 200
	915 899	858 974	Bulletin	...	15
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 519	6 026	Ventes de vidéos	83 728	68 991
Diverses recettes non fiscales —					
Amendes de la Cour	1 450 000	103 750	Produits des ventes —	26 331	23 899
Divers	50	59	Vente de communiqués de la Cour suprême	80 757	126 952
	1 450 050	103 809	Ventes de raisons d'arrêt	10 299	4 302
Total du programme	2 409 573	1 003 696	Divers	117 387	155 153

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	17 125	10 957
Diverses recettes non fiscales —		
Contributions des juges envers des rentes	69 806	74 609
Divers	10 667	6 221
	80 473	80 830
Total des recettes non fiscales	317 443	345 901
Total du programme	320 781	349 045
Cour canadienne de l'impôt		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	11 737	167
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	8 679	6 864
	20 416	7 031
Frais de services	456 092	461 020
Produits des ventes	47 320	32 147
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 978	1 717
Total du programme	526 806	501 915

Sommaire du portefeuille ministériel

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	78 524	55 900
Total des recettes fiscales	78 524	55 900
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	629 787	1 245 655
Privilèges, licences et permis	4 909 012	2 752 651
Frais de services	4 692 393	4 575 973
Produits des ventes	164 707	187 300
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	41 717	45 186
Diverses recettes non fiscales	11 011 900	9 125 728
Total des recettes non fiscales	21 449 516	17 932 493
Total du portefeuille ministériel	21 528 040	17 988 393

SECTION 16

COMPTES PUBLICS DU CANADA
1996-1997

Parlement

Sénat

Chambre des communes

Bibliothèque du Parlement

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités..	16.2
Sommaire du portefeuille ministériel	16.4
Programmes par activité	16.6
Paiements de transfert	16.7
Détail des montants disponibles pour être dépensés...	16.8
Recettes	16.8

Sénat

Objectif

Permettre au Sénat d'exercer son rôle constitutionnel et de gérer le fonctionnement du Sénat.

Description des activités

Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs

Prestation de services législatifs aux dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs, notamment l'administration de leurs traitements et indemnités, des frais relatifs à leurs déplacements et communications et de leur pension de retraite, comme l'autorise la Loi sur le Parlement du Canada et la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires.

Hauts fonctionnaires au service du Sénat

Traitements et autres dépenses relatifs au greffier du Sénat, au conseiller parlementaire, à la direction des services d'information, au programme de guides, et au personnel de soutien.

Administration

Les secteurs suivants assurent les fonctions administratives nécessaires au rendement efficace et efficient du Sénat :

- **Finances**—L'administration des fonctions de gestion financière et de gestion matérielle du Sénat, y compris la rémunération et les avantages sociaux des sénateurs, les services professionnels, la vérification interne ainsi que les services, les rapports et le contrôle financiers; l'achat du matériel, l'aide aux sénateurs en matière de recherche ainsi que la participation du Sénat aux activités des associations parlementaires et aux échanges interparlementaires officiels.

- **Ressources humaines**—L'administration des fonctions du personnel du Sénat, y compris la dotation en personnel, les relations de travail, la rémunération et les avantages sociaux, la classification et le bilinguisme officiel.
- **Services**—L'administration des services de télécommunications et d'informatique; la prestation des services de messagers et des services postaux; la prestation de services d'imprimerie internes, l'entretien des locaux; la réparation de meubles, l'encadrement et la prestation des services auxiliaires.

Services législatifs et comités

Compte rendu, transcription, révision, mise au point et publication des délibérations du Sénat et de ses comités dans les deux langues officielles. Administration et fourniture de services de secrétariat et autres services à tous les comités permanents et spéciaux du Sénat. Examen, entrepris par les comités, de textes législatifs et d'études spéciales.

Gentilhomme huissier de la Verge noire

Le Gentilhomme huissier de la Verge noire est le serviteur personnel du représentant de Sa Majesté au Sénat. Il administre les questions de protocole; les services de protection et de sécurité des sénateurs, le personnel et les locaux; ainsi que les services de pages dans la Chambre du Sénat.

Chambre des communes

Objectif

L'administration de la Chambre offre des services de soutien aux députés, individuellement et collectivement, pour les aider à remplir leurs fonctions

de législateur et de représentant des intérêts de leurs électeurs, ainsi que pour un large éventail d'autres fonctions.

Description des activités

Députés et agents supérieurs de la Chambre

Cette activité comprend les sommes versées annuellement aux députés à titre de traitements et d'indemnités, la contribution de la Chambre à leur régime de pensions et les dépenses de fonctionnement des députés. Il y a six sous-activités :

- traitements et indemnités des députés;
- budgets de bureau des députés;
- communications avec les commettants;
- déménagement et réorientation;
- biens et services fournis par la Chambre;
- budgets des agents supérieurs de la Chambre.

Services de la procédure

Sous la direction du greffier et du greffier adjoint, cette activité assure la prestation d'information, de conseils, de recherches et de services de soutien en matière de procédure et de législation au Président et aux députés, aux greffiers du bureau, aux comités et à d'autres assemblées législatives. Elle prépare l'ordre du jour officiel et les procès-verbaux de la Chambre des communes et des comités; elle assure le maintien des documents officiels de la Chambre, y compris la révision et la publication des journaux. Cette activité offre un service de secrétariat aux comités et elle organise la participation du Parlement canadien aux activités des associations parlementaires internationales et aux échanges officiels.

Services de l'administration

Sous la direction du sous-greffier, services de l'administration, cette activité assure la prestation des services suivants :

- gestion financière et du matériel;
- gestion des ressources humaines;
- systèmes de l'information;
- publications parlementaires;
- services de restauration;
- imprimerie;
- services juridiques;
- évaluation et revue des programmes.

Services de la cité parlementaire

Sous la direction du Sergent d'armes, cette activité assure la protection et la sécurité des députés, des employés, des visiteurs ainsi que des biens de la Chambre des communes; maintient la paix et l'ordre; fait la promotion de la sécurité et de la prévention des incendies dans tous les édifices de la Chambre; contrôle la circulation sur la Colline ainsi que l'application du règlement sur le stationnement; et veille à la protection du Premier ministre et des dignitaires en visite dans l'enceinte du Parlement. Le service des immeubles fournit tous les locaux de bureau, les services aux locaux, les services de conservation, les services d'entretien et de nettoyage, les services des métiers, des transports ainsi que les services postaux, de distribution et de messagers. Cette activité fournit également les services de télécommunications et un service de soutien à la Tribune de la presse canadienne.

Restructuration

Cette activité comprend les fonds nécessaires pour assurer le financement des programmes de départ et de retraite anticipés qui visent à réduire le nombre total d'employés de la Chambre. Elle couvre également les salaires des employés dont les postes sont devenus excédentaires, ainsi que les coûts de recyclage des employés redéployés dans le cadre du processus de restructuration. Elle comprend également un fonds pour les études.

Bibliothèque du Parlement

Objectif

Fournir des services de recherche, de documentation et d'autres services de bibliothèque aux parlementaires dans les deux langues officielles.

Description des activités

Documentation imprimée et autre

Prévoir les besoins d'information et répondre aux demandes des parlementaires et de leur personnel, en mettant en place des outils de recherche documentaire et de consultation. Acquérir, conserver, maintenir, accroître et rendre accessibles les collections de la bibliothèque, tant celles de la bibliothèque principale et de la salle de lecture parlementaire que celles des succursales et des salles de lecture. Signaler aux clients les ouvrages nouveaux ou récemment acquis, notamment les livres, les périodiques, les rapports, les mémoires, les documents parlementaires, les publications officielles, les banques de données, les coupures de journaux, les agences de presse, les microformes, les bandes magnétoscopiques et audio, les cartes, etc.

Travaux de recherches et personnel

Fournir du personnel professionnel pour venir en aide aux membres des deux chambres du Parlement, aux comités, aux associations et aux délégations parlementaires; rédiger des documents de recherche et fournir des explications techniques sur demande; entreprendre et rédiger des études générales et des bulletins d'actualité. Les services assurés aux comités parlementaires comprennent l'affectation de spécialistes, la présentation de recommandations concernant la sélection de témoins, la préparation de documents explicatifs, d'études analytiques et d'exposés oraux ainsi que le collationnement et l'analyse de témoignages; enfin, une aide est aussi apportée à la rédaction des rapports.

Administration

Le bibliothécaire parlementaire, le bibliothécaire parlementaire associé et le personnel administratif.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
Sénat										
...	25 961 000	...	...	25 961 000	1	Dépenses du programme				
...	...	2 861 000	...	2 861 000	1b	Dépenses du programme				
...	25 961 000	2 861 000	...	28 822 000	(S)	Total—Crédit 1	28 081 827	740 173	...	29 447 655
...	12 424 500	...	994 984	13 419 484	(S)	Dignitaires du Sénat et sénateurs —Traitements, allocations et autres paiements versés au Président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada ; contributions de l'État au compte d'allocations de retraite des parlementaires, au compte de prestations de retraite supplémentaires; et au compte de convention de retraite des parlementaires; allocations de retraite versées aux sénateurs à la retraite en vertu de la partie III de la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires	13 419 484	...	...	12 848 467
...	2 327 000	...	89 000	2 416 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 416 000	...	...	2 415 000
...	40 712 500	2 861 000	1 083 984	44 657 484		Total du programme—Budgétaire	43 917 311	740 173	...	44 711 122
Chambre des communes										
...	150 598 000	...	...	150 598 000	5	Dépenses du programme	144 541 186	6 056 814	...	146 791 338
...	50 978 000	...	770 344	51 748 344	(S)	Députés—Traitements et indemnités des dignitaires et des députés de la Chambre des communes en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada , et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	51 748 344	...	...	51 607 370
...	...	...	10 734	10 734	(S)	Prestations de décès versées aux conjoints ou aux successions de députés décédés	10 734	...	...	...
...	14 972 000	...	549 232	15 521 232	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 521 232	...	...	14 469 757
...	216 548 000	...	1 330 310	217 878 310		Total du programme—Budgétaire	211 821 496	6 056 814	...	212 868 465

Bibliothèque du Parlement

...	15 107 000	...	...	15 107 000	10	Dépenses du programme	15 093 686	13 314	...	13 869 389
...	1 847 000	...	71 000	1 918 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 918 000	...	...	1 594 000
...	16 954 000	...	71 000	17 025 000		Total du programme—Budgétaire	17 011 686	13 314	...	15 463 389
...	274 214 500	2 861 000	2 485 294	279 560 794		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	272 750 493	6 810 301	...	273 042 976

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Sénat												
Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs	13 201 193	13 201 193	...	...	218 291	218 291	...	...	...	...	13 419 484	13 419 484
Hauts fonctionnaires au service du Sénat	1 793 945	1 637 275	6 000	6 000	...	...	...	...	...	...	1 799 945	1 643 275
Administration	13 054 174	13 053 247	385 748	385 748	289 574	262 558	...	...	...	...	13 729 496	13 701 553
Services législatifs et comités	4 462 548	4 286 202	...	...	...	...	...	...	...	...	4 462 548	4 286 202
Gentilhomme huissier de la Verge noire	9 098 431	8 719 217	2 147 580	2 147 580	...	...	...	...	...	...	11 246 011	10 866 797
Total du programme—Budgétaire	41 610 291	40 897 134	2 539 328	2 539 328	507 865	480 849	...	...	...	...	44 657 484	43 917 311
Chambre des communes												
Députés et agents supérieurs de la Chambre	122 241 131	120 745 260	2 496 100	1 286 596	...	...	...	...	...	...	124 737 231	122 031 856
Services de la procédure	23 113 208	21 478 673	475 300	592 097	513 965	616 189	14 000	12 895	...	...	24 088 473	22 674 064
Services de l'administration	32 775 608	31 491 034	2 654 700	2 042 617	...	...	1 046 000	733 292	...	...	34 384 308	32 800 359
Services de la cité parlementaire	29 211 667	29 392 522	1 078 100	1 103 052	...	...	47 000	121 915	...	...	30 242 767	30 373 659
Restructuration	4 425 531	3 908 914	...	32 644	...	...	...	...	...	...	4 425 531	3 941 558
Sous-total	211 767 145	207 016 403	6 704 200	5 057 006	513 965	616 189	1 107 000	868 102	...	...	217 878 310	211 821 496
Recettes affectées aux dépenses	(1 107 000)	(833 361)	...	(34 741)	...	...	(1 107 000)	(868 102)	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire	210 660 145	206 183 042	6 704 200	5 022 265	513 965	616 189	...	...	...	...	217 878 310	211 821 496
Bibliothèque du Parlement												
Documentation imprimée et autre	9 369 000	8 042 335	...	...	...	...	...	...	...	...	9 369 000	8 042 335
Travaux de recherches et personnel	5 364 000	4 842 512	...	...	...	...	...	...	...	...	5 364 000	4 842 512
Administration	2 393 000	4 065 643	102 000	263 785	...	...	203 000	202 589	...	...	2 292 000	4 126 839
Sous-total	17 126 000	16 950 490	102 000	263 785	...	...	203 000	202 589	...	...	17 025 000	17 011 686
Recettes affectées aux dépenses	(203 000)	(202 589)	...	...	...	...	(203 000)	(202 589)	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire	16 923 000	16 747 901	102 000	263 785	...	...	...	...	...	...	17 025 000	17 011 686
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	269 193 436	263 828 077	9 345 528	7 825 378	1 021 830	1 097 038	...	...	...	...	279 560 794	272 750 493

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
					Sénat				
					Subventions				
					Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs				
...	257 000	...	(38 709)	218 291	(S) Pensions aux sénateurs à la retraite	218 291	...	...	241 215
					Contributions				
					Administration				
...	289 574	...	...	289 574	Contributions aux associations parlementaires	262 558	27 016	...	303 336
					Sommaire du programme par activité				
...	257 000	...	(38 709)	218 291	Dignitaires politiques du Sénat et autres sénateurs	218 291	...	...	241 215
...	289 574	...	...	289 574	Administration	262 558	27 016	...	303 336
...	546 574	...	(38 709)	507 865	Total du programme	480 849	27 016	...	544 551
					Chambre des communes				
					Subventions				
					Services de la procédure				
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	634 061
					Contributions				
					Services de la procédure				
...	513 965	...	...	513 965	Contributions aux associations parlementaires et de procédure	616 189	(102 224)	...	...
...	513 965	...	...	513 965	Total du programme	616 189	(102 224)	...	634 061
...	1 060 539	...	(38 709)	1 021 830	Total du portefeuille ministériel	1 097 038	(75 208)	...	1 178 612

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Chambre des communes			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Députés et agents supérieurs de la Chambre			
Autres recouvrements	...	...	333
Services de la procédure			
Droits d'affiliation à des associations parlementaires	14 000	9 570	9 740
Autres recouvrements	...	3 325	409
	14 000	12 895	10 149
Services de l'administration			
Frais pour la location de divers locaux pour des fonctions non parlementaires	...	4 043	2 705
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	24 852	31 027
Virements provenant du restaurant parlementaire	1 044 000	671 562	991 831
Dons reçus volontairement lors de tours guidés	...	...	10 633
Autres recouvrements	2 000	32 835	4 285
	1 046 000	733 292	1 040 481
Services de la cité parlementaire			
Frais pour la location de divers locaux pour des fonctions non parlementaires	20 000	80 120	50 548
Revenus provenant du salon de coiffure et barbier	10 000	7 451	9 797
Droits d'affiliation au Gymnasium	5 000	7 400	8 900
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	9 889	...
Produits provenant de papier recyclé	10 000	13 036	49 422
Autres recouvrements	2 000	4 019	2 003
	47 000	121 915	120 670
Total du programme—Budgétaire	1 107 000	868 102	1 171 633
Bibliothèque du Parlement			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Administration	203 000	202 589	...
Total du programme—Budgétaire	203 000	202 589	...
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 310 000	1 070 691	1 171 633

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Sénat		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	...	16
Total des recettes fiscales	...	16
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	10 215	24 558
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	15 199	22 224
	25 414	46 782
Frais de services—		
Textes législatifs authentiques du Parlement	3 417	4 101
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	16 205	12 692
Diverses recettes non fiscales —		
Cotisation des sénateurs au Trésor en vertu de l'article 25 de la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires	270	38 200
Total des recettes non fiscales	45 306	101 775
Total du programme	45 306	101 791
Chambre des communes		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	8 156	12 144
Total des recettes fiscales	8 156	12 144
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	100 063	90 554
Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	467 760	558 497
	567 823	649 051
Diverses recettes non fiscales —		
Autre	2 360	7 035
Total des recettes non fiscales	570 183	656 086
Total du programme	578 339	668 230

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Bibliothèque du Parlement		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	41 087	...
Total des recettes fiscales	41 087	...
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	24	502
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	625	...
Diverses recettes non fiscales	190	436
Total des recettes non fiscales	839	938
Total du programme	41 926	938
Sommaire du portefeuille ministériel		
Recettes fiscales —		
Taxe sur les produits et services	49 243	12 160
Total des recettes fiscales	49 243	12 160
Recettes non fiscales —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	593 261	696 335
Frais de services	3 417	4 101
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	16 830	12 692
Diverses recettes non fiscales	2 820	45 671
Total des recettes non fiscales	616 328	758 799
Total du portefeuille ministériel	665 571	770 959

SECTION 17

COMPTES PUBLICS DU CANADA

1996-1997

Patrimoine canadien

Ministère

Conseil des Arts du Canada

Bureau d'information du Canada

Société Radio-Canada

Société de développement de l'industrie
cinématographique canadienne

Musée canadien des civilisations

Musée canadien de la nature

Conseil de la radiodiffusion et des
télécommunications canadiennes

Archives nationales du Canada

Société du Centre national des Arts

Commission des champs de bataille nationaux

Commission de la capitale nationale

Office national du film

Musée des beaux-arts du Canada

Bibliothèque nationale

Musée national des sciences et de la technologie

Commission de la fonction publique

Condition féminine —Bureau de la coordonnatrice

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités.....	17.2
Sommaire du portefeuille ministériel	17.8
Programmes par activité	17.15
Paievements de transfert	17.18
Détail des montants disponibles pour être dépensés.....	17.24
Recettes	17.25

Ministère

Programme des services de gestion ministériels

Objectif

Assurer le leadership et un appui aux activités ministérielles dans la mise en oeuvre des programmes pour permettre au ministère de réaliser son mandat et son imputabilité.

Description des activités

Coordination

Orientation stratégique, coordination des politiques, recherche et communication, services dans le domaine des ressources humaines, de l'administration, des finances, de la gestion de l'information; services juridiques, évaluation de programmes et vérification interne offerts au siège social.

Soutien dans les régions

Prestation de services dans les domaines des ressources humaines, de l'administration, des finances, des communications, de la gestion de l'information; services juridiques, évaluation de programmes et vérification interne, au niveau régional, nécessaires à la mise en oeuvre des programmes.

Programme de l'identité canadienne

Objectif

Favoriser l'épanouissement d'un sens profond de l'identité canadienne, axé sur des valeurs et des buts communs, en vue de renforcer les fondations sur lesquelles le Canada peut grandir et prospérer.

Description des activités

Participation

L'activité est responsable de la mise en oeuvre des programmes de participation des citoyens, du multiculturalisme et de Sport Canada.

Appui aux langues officielles

Cette activité consiste en l'exécution du programme des langues officielles dans l'enseignement et du programme de promotion des langues officielles en trois volets d'activités : collaboration intergouvernementale, appui aux communautés linguistiques, et promotion et dialogue.

Développement culturel et patrimoine

L'activité comprend la conception de politiques et de programmes liés à la radiodiffusion, au film, à la vidéo et à l'enregistrement sonore, à l'édition et au droit d'auteur, au patrimoine culturel, aux arts de la scène, aux arts visuels et à la littérature. Les programmes ministériels regroupés sous cette activité appuient les industries culturelles et les organismes du patrimoine ayant un rayonnement international, national et interprovincial. Font également partie de cette activité les responsabilités en matière de politique pour les organismes culturels inclus dans le portefeuille du ministre.

Programme Parcs Canada

Objectif

Commémorer, protéger et présenter les hauts lieux du patrimoine naturel et culturel du Canada, afin de permettre aux Canadiens de les comprendre, d'en jouir et d'en profiter, de façon à assurer l'intégrité écologique et à préserver la valeur commémorative de ce patrimoine pour les générations actuelles et à venir.

Description des activités

Exploitation

Protection et gestion des ressources naturelles et culturelles à l'intérieur des parcs nationaux, des parcs et lieux historiques, des canaux et autres aires du patrimoine; présentation au public de programmes d'éducation et d'interprétation pour lui donner la chance de comprendre et d'apprécier ces ressources; prestation de l'information aux visiteurs et de services permettant au public d'apprécier les ressources; exploitation et entretien des installations qui soutiennent ces activités.

Aménagement

Établissement et aménagement de nouveaux lieux et ressources du patrimoine protégés, parachèvement ou mise en valeur des lieux et ressources du patrimoine existants; élaboration et mise en place de la législation, de politiques, de la recherche et de la planification qui permettent la mise en oeuvre de ces activités.

Gestion du programme et services techniques

Orientation et administration du Programme Parcs Canada et prestation de divers services spécialisés et techniques en matière d'architecture et de génie, d'immobilisations, de mise en marché et d'analyses socio-économiques et de gestion.

Conseil des Arts du Canada**Objectif**

Encourager et promouvoir l'étude et la production d'oeuvres d'art et leur appréciation et coordonner les activités de l'UNESCO au Canada et la participation du Canada aux programmes de l'UNESCO à l'étranger, sauf en ce qui concerne les questions

politiques et les programmes d'aide aux pays en développement.

Bureau d'information du Canada

Objectif

Le Bureau d'information du Canada renforcera chez les Canadiennes et les Canadiens le sentiment d'appartenance à un pays moderne et dynamique, et il mettra en lumière le rôle que joue le gouvernement du Canada ainsi que le renouvellement de la fédération.

Description de l'activité

Bureau d'information du Canada

Met à la disposition des Canadiennes et des Canadiens une information exacte au sujet du Canada, de ses citoyens et de ses réalisations, et fait en sorte que les Canadiennes et Canadiens soient conscients du rôle que joue le gouvernement du Canada, par ses activités, ses programmes et ses services, dans la réalisation des objectifs nationaux et la satisfaction des besoins de la population.

Appuie les Canadiens et les Canadiennes qui souhaitent contribuer à la promotion de l'identité canadienne et à l'édification d'un Canada meilleur en établissant des liens et des initiatives de partenariats avec des groupes et des particuliers.

Société Radio-Canada

Objectif

Mettre au point et offrir à tous les Canadiens un service national de radiodiffusion, dans les deux langues officielles, de teneur et de nature essentiellement canadiennes.

Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

Objectif

Favoriser et encourager le développement des industries du long métrage et de la télévision au Canada.

Musée canadien des civilisations

Objectif

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt, le respect et la compréhension critique de même que la connaissance et le degré d'appréciation par tous à l'égard des réalisations culturelles et des comportements de l'humanité, par la constitution, l'entretien et le développement aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets à valeur historique ou culturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de ces réalisations et comportements, et des enseignements et de la compréhension qu'ils génèrent.

Musée canadien de la nature

Objectif

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de la nature, des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Objectif

Réglementer et surveiller tous les aspects du système canadien de la radiodiffusion en vue de mettre en oeuvre la politique en matière de radiodiffusion établie dans la Loi sur la radiodiffusion; et régler les tarifs et les autres aspects des services offerts par les entreprises de télécommunications qui relèvent de la compétence fédérale.

Description des activités

Radiodiffusion

Donner des conseils et faire des recommandations au Conseil sur l'élaboration des politiques, de la réglementation et des questions opérationnelles; analyser et évaluer les propositions et les demandes soumises au Conseil en tenant compte des objectifs des politiques de radiodiffusion pour le Canada et des politiques et règlements du Conseil; surveiller le système de radiodiffusion national afin d'évaluer la qualité des services dispensés et les besoins futurs, et afin d'assurer le respect des lois, des conditions de licences et des règlements.

Télécommunications

Conseiller le CRTC en ce qui a trait à la réglementation des entreprises de télécommunications en vertu de la Loi sur les télécommunications et d'autres lois, et ce faisant, analyser et évaluer les données connexes et tenir compte de la portée socio-économique, politique et technologique des innovations dans le domaine des télécommunications.

Haute direction

Comprend les membres du Conseil, les bureaux de la direction, le contentieux, les services d'information et d'administration pour soutenir le Conseil et les activités de quatre bureaux régionaux.

Soutien de l'organisation

Offrir des services consultatifs et de soutien, y compris les finances, les ressources humaines, la vérification et l'évaluation, l'informatique, la planification, l'administration et la bibliothèque.

Archives nationales du Canada**Objectif**

Préserver la mémoire collective de la nation et du gouvernement canadiens et contribuer à la protection des droits et à l'enrichissement du sentiment d'identité nationale :

- en acquérant et en conservant les documents privés et publics d'importance nationale, en favorisant l'accès à ceux-ci et en étant le dépositaire permanent des documents des institutions fédérales et des documents ministériels;
- en facilitant la gestion des documents des institutions fédérales et des documents ministériels;
- en appuyant les activités et la communauté archivistiques et les milieux des archives.

Description des activités

Développement et gestion des fonds d'archives

Englobe l'acquisition, le contrôle et la conservation des documents fédéraux et des documents

ministériels ayant une valeur historique à long terme, et des documents privés qui illustrent le développement du Canada et ont une valeur nationale durable.

Gestion de l'information gouvernementale

Englobe le contrôle de l'élimination des documents des institutions fédérales et des documents ministériels, les services relatifs à la gestion de l'information consignée offerts à ces institutions et les opérations des centres fédéraux de documents.

Services, sensibilisation et appui

Comprend les services de références offerts aux utilisateurs des fonds des Archives nationales, l'appui apporté à la communauté archivistique et à celle de la gestion des documents et la sensibilisation du public aux services et aux fonds des Archives nationales.

Administration

Appuie la gestion et l'administration efficaces des ressources matérielles, financières et humaines des Archives nationales ainsi que la gestion de l'information. Cette activité appuie aussi la Bibliothèque nationale du Canada au niveau de la gestion des ressources humaines, financières, matérielles et des locaux.

Société du Centre national des Arts**Objectif**

Promouvoir le développement des arts d'interprétation.

Commission des champs de bataille nationaux**Objectif**

Conserver et mettre en valeur les parcs historiques et urbains que constituent les champs de bataille nationaux de Québec et ses environs.

Description de l'activité

Conservation et mise en valeur

Les actions de la Commission sont regroupées en une seule activité désignée «conservation et mise en valeur» qui se subdivise en trois sous-activités :

- l'administration;
- la conservation : préservation, entretien et surveillance pour assurer un environnement sûr et stable, atténuer l'usure et la détérioration et retarder ou prévenir les dommages;
- la mise en valeur (des ressources historiques, culturelles, récréatives et naturelles du territoire) : l'accueil des visiteurs, les installations et services, l'interprétation, la sensibilisation du public, la diffusion d'information, les expositions, l'offre d'activités et moyens de participation du public et l'aménagement paysager.

Commission de la capitale nationale**Objectif**

Promouvoir la fierté et l'unité canadiennes par le biais de la capitale nationale. Cet objectif est atteint en utilisant la capitale pour faire connaître le Canada aux Canadiens; en faisant de la capitale un lieu de rencontre unique au Canada; et en sauvegardant et préservant la capitale pour les générations à venir.

Office national du film

Objectif

Produire et distribuer des films pour les auditoires canadiens et les marchés étrangers afin d'accroître la connaissance des réalités sociales et culturelles canadiennes et ce faisant, contribuer au développement d'une industrie du film florissante.

Description de l'activité

Opérations de l'Office national du film

L'activité principale par laquelle l'Office veut atteindre son objectif se divise en cinq secteurs de base :

- La programmation qui comprend la création, la production et la mise en marché de films et d'autre matériel visuel à l'intention des auditoires canadiens et étrangers.
- La distribution, dont le rôle est de favoriser l'accès aux films de l'ONF, à un choix de films réalisés par d'autres organismes canadiens et aux films commandités par les ministères de l'État. Cette diffusion est réalisée par l'intermédiaire du réseau national de cinémathèques de l'ONF et d'ententes conclues avec des institutions publiques.
- La recherche technique qui comprend l'instauration et la réalisation de projets visant à faire progresser l'art et la technique cinématographiques.
- La formation qui s'applique à des projets de formation et de perfectionnement dans les métiers du cinéma à l'intention de cinéastes et de techniciens de l'extérieur de l'Office national du film; elle comporte des périodes de formation ou

un appui à des programmes ou à des organisations de formation cinématographiques.

- L'administration, dont la haute direction et les services liés au personnel, aux finances et à l'administration générale.

Musée des beaux-arts du Canada

Objectif

Constituer, entretenir et faire connaître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, une collection d'oeuvres d'art anciennes, modernes et contemporaines principalement axée sur le Canada, et amener tous les Canadiens à mieux connaître, comprendre et apprécier l'art en général.

Bibliothèque nationale

Objectif

Faciliter l'utilisation des ressources des bibliothèques du pays par le public et le gouvernement fédéral.

Description de l'activité

Bibliothèque nationale

La Bibliothèque est divisée en quatre secteurs fonctionnels pour faciliter la réalisation de son objectif :

- Acquisitions et services bibliographiques comprend toutes les activités relatives au développement des collections de la Bibliothèque, au catalogage de ces collections, à la normalisation et à la diffusion des données bibliographiques,

ainsi qu'à la création et la mise à jour d'une base de données nationale.

- Services de recherche et d'information sont chargés de gérer les collections de la Bibliothèque, de les sauvegarder et d'y donner accès, ainsi que de fournir des services complets de recherche et de référence aux Canadiens et aux bibliothèques canadiennes.
- Services de technologie de l'information ont la responsabilité d'élaborer, d'entretenir et d'exploiter les systèmes informatiques qui sont fournis à la Bibliothèque nationale et aux bibliothèques canadiennes et à la communauté de l'information.
- Le secteur politique, planification et liaison comprend les activités se rapportant à la gestion, l'élaboration des politiques et la planification pour l'ensemble de la Bibliothèque, la coordination de la gestion des ressources d'information ministérielles, les activités nationales et internationales liées aux principales activités de programme de la Bibliothèque, et la gestion de la fonction des communications, y compris les programmes publics, le marketing et l'édition. Ces activités sont la responsabilité du personnel des secteurs de la politique et la planification, la gestion des ressources en information, les programmes nationaux et internationaux, les communications et le bureau de l'administrateur général de la Bibliothèque nationale.

Musée national des sciences et de la technologie

Objectif

Promouvoir la culture scientifique et technique des Canadiens par la conservation et la mise en valeur du patrimoine scientifique et technique du Canada.

Commission de la fonction publique

Objectif

Aider au maintien d'une fonction publique compétente en s'assurant que les personnes les mieux qualifiées sont recrutées à la fonction publique ou y obtiennent des promotions, que des employés qualifiés sont déployés pour satisfaire aux besoins du service et que certains services de formation sont fournis au nom du Conseil du Trésor.

Description des activités

Programmes de dotation

L'activité, Programmes de dotation, englobe les activités de soutien à la dotation par délégation et sans délégation, y compris l'élaboration de politiques et de programmes, la surveillance, la prestation de conseils et les consultations, l'administration de la délégation des pouvoirs de dotation, la création de tests et la détermination de normes de sélection, l'administration des priorités en dotation, la prestation de services de soutien au recrutement et aux promotions et la coordination de certaines parties du programme des langues officielles dont la responsabilité incombe à la CFP. Cette activité comprend aussi l'exécution du programme des initiatives de mesures spéciales, ainsi que l'élaboration de politiques, de programmes spéciaux et de techniques d'évaluation pour appuyer les programmes des cadres de direction.

Programmes des cadres de direction

L'activité, Programmes des cadres de direction, comprend le recrutement, la sélection, l'évaluation et l'orientation de carrière des membres du groupe de la direction; l'élaboration et la mise en oeuvre

de politiques, plans et programmes de perfectionnement professionnel pour les cadres de direction et les employés des groupes de relève; l'administration de programmes de perfectionnement des cadres au nom du Conseil du Trésor; la gestion d'affectations et d'échanges nationaux et internationaux; ainsi que la mise en oeuvre d'initiatives visant à accroître la représentation des groupes visés par l'équité en matière d'emploi dans le groupe de la direction. Elle administre aussi un programme qui vise au placement de Canadiens et Canadiennes dans des organisations internationales.

Vérification et revue

L'activité, Vérification et revue, comprend l'évaluation des pratiques et des procédures de dotation dans les ministères et à la CFP de façon à déterminer si les nominations sont conformes à la Loi sur l'emploi dans la fonction publique et au Règlement ainsi qu'aux politiques de la Commission. Elle comprend aussi l'examen des méthodes d'administration des ministères pour certains aspects de leurs services de personnel dont le Conseil du Trésor est responsable en matière de politiques. Cette dernière activité est régie par un accord entre le Secrétariat du Conseil du Trésor et la Commission de la fonction publique. Elle comprend aussi les fonctions de la vérification interne et de l'évaluation des programmes, servant à la fois à répondre aux besoins opérationnels ministériels envers le Cabinet et le Parlement et à satisfaire aux obligations.

Appels et enquêtes

L'activité, Appels et enquêtes, par l'entremise de comités et d'enquêteurs indépendants, veille à ce que les appels qui sont interjetés au sujet de nomi-

nations internes et les plaintes formulées par les fonctionnaires relativement aux mutations soient entendus au regard des présumées infractions à la Loi sur l'emploi dans la fonction publique et au Règlement. Cette activité assure également la tenue d'enquêtes suite à des plaintes d'irrégularités en matière de dotation et de certaines autres mesures de personnel, et il en va de même pour les plaintes de présumé harcèlement personnel en milieu de travail. En outre l'activité, Appels et enquêtes, offre une formation, des conseils et de l'aide aux ministères, aux fonctionnaires, aux syndicats et aux autres organisations et aux personnes intéressées.

Programmes de formation

L'activité, Programmes de formation comprend deux sous-activités :

- Formation linguistique : cette sous-activité évalue les possibilités de réussite des employés admissibles à la formation linguistique; assure la formation linguistique obligatoire et facultative dans les deux langues officielles ainsi que des services connexes de formation linguistique et d'orientation, conformément à la politique gouvernementale, pour répondre aux besoins des ministères et organismes fédéraux. Elle assure la prestation de cours de langue seconde qui sont conçus en fonction des besoins linguistiques liés au travail des ministères, ainsi qu'un éventail de services de consultation, d'information et de coordination relatifs à la formation linguistique.
- Formation et perfectionnement du personnel : cette sous-activité assure la formation professionnelle et technique, la formation en matière de politiques, la formation en gestion intermédiaire et en supervision, la formation connexe

spécialisée ainsi que des services de formation dans les deux langues officielles à l'ensemble des fonctionnaires fédéraux du pays et ce, conformément aux politiques du Conseil du Trésor et aux besoins des ministères. Elle offre des cours adaptés aux besoins professionnels et de perfectionnement des ministères ainsi qu'une gamme de services ayant trait à la formation, notamment les services de consultation, d'information et de coordination.

Administration

L'activité, administration, englobe les activités du président et des commissaires, la planification politique et stratégique de l'organisme, les systèmes et politique de gestion, ainsi que les services financiers, la gestion des ressources humaines, les communications et les autres services administratifs et services de soutien de la Commission.

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice

Objectif

Favoriser l'égalité des femmes dans toutes les sphères d'activité de la vie canadienne.

Description de l'activité

Bureau de la coordonnatrice

Veiller à ce que l'objectif que constitue l'égalité des femmes soit intégré à l'ensemble des lois, des politiques, des programmes et des initiatives du gouvernement fédéral; promouvoir la condition féminine en collaboration avec les ministères et les organismes fédéraux, les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi qu'avec les administrations municipales, les organisations non

gouvernementales, l'industrie et les responsables de l'éducation et de la santé; fournir des subventions pour appuyer des projets et les principales activités des organisations féminines et d'autres organisations bénévoles qui oeuvrent pour l'égalité des femmes; fournir des renseignements et un appui technique au grand public, aux groupes clients et aux organisations pour accroître la sensibilisation à des questions liées à l'égalité des femmes, et faciliter des mesures collectives à l'échelle locale, régionale et nationale pour promouvoir l'égalité des femmes; et financer la recherche autonome sur des politiques gouvernementales qui influent sur les femmes et leurs progrès vers l'égalité.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Programme des services de gestion ministériels									
...	74 097 000	...	...	74 097 000	1	Dépenses du programme			
...	...	1 410 377	...	1 410 377	1a	Dépenses du programme			
...	...	5 181 257	...	5 181 257	1b	Virement de 4 054 273 \$ du crédit 10 (Patrimoine canadien)			
...	...	...	4 054 273	4 054 273		Virement du : crédit 10			
...	...	...	2 184 843	2 184 843		CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
...	74 097 000	6 591 634	6 239 116	86 927 750		Total—Crédit 1	84 705 380	2 222 370	...
...	49 000	...	(8 391)	40 609	(S)	Ministre du Patrimoine canadien — Traitement et allocation pour automobile	40 609	...	...
...	7 674 000	...	294 000	7 968 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 968 000	...	...
275 000	...	...	764 641	1 039 641	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	749 476	15 165	275 000
...	...	...	722 344	722 344	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	722 344	...	...
275 000	81 820 000	6 591 634	8 011 710	96 698 344		Total du programme—Budgétaire	94 185 809	2 237 535	275 000
Programme de l'identité canadienne									
...	56 266 000	...	...	56 266 000	5	Dépenses de fonctionnement			
...	...	3 663 355	...	3 663 355	5a	Dépenses de fonctionnement			
...	...	1	...	1	5b	Virement de 15 141 046 \$ du crédit 10 (Patrimoine canadien)			
...	...	...	15 141 046	15 141 046		Virement du : crédit 10			
...	...	...	631 017	631 017		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾			
...	56 266 000	3 663 356	15 772 063	75 701 419		Total—Crédit 5	72 950 378	2 751 041	...
...	404 461 000	...	...	404 461 000	10	Subventions et contributions			
...	...	119 292 000	...	119 292 000	10a	Subventions et contributions			
...	...	1	...	1	10b	Subventions et contributions			
...	...	...	(4 054 273)	(4 054 273)		Virement au : crédit 1			
...	...	...	(15 141 046)	(15 141 046)		crédit 5			
...	404 461 000	119 292 001	(19 195 319)	504 557 682		Total—Crédit 10	504 531 838	25 844	...
...	58 000 000	...	...	58 000 000	15	Versements à la Société canadienne des postes	58 000 000	...	...
...	930 000	...	1 839	931 839	(S)	Traitements des lieutenants-gouverneurs (Loi sur les traitements)	931 839	...	...
...	390 000	...	71 533	461 533	(S)	Paiements en vertu de la Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs	461 533	...	...
...	137 000	...	(2 279)	134 721	(S)	Prestations de retraite supplémentaires — Anciens lieutenants-gouverneurs	134 721	...	...

...	5 078 000	...	194 000	5 272 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 272 000	...	...	4 933 000
...	...	...	24 000 000	24 000 000	(S) Paiements à la Fondation canadienne des relations raciales en vertu de la Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales	24 000 000	...	...	...
...	525 262 000	122 955 357	20 841 837	669 059 194	Total budgétaire	666 282 309	2 776 885	...	590 435 320
...	10 000	...	...	10 000	L20 Prêts à des établissements et à des administrations en vertu de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels, article 35 (Brut)	...	10 000	...	450
...	...	9 430 000	...	9 430 000	L21b Prêts à des industries culturelles pour encourager la croissance des industries canadiennes de l'édition, du film et de la vidéo et de l'enregistrement sonore (Brut)	9 430 000	...	...	2 480 000
...	10 000	9 430 000	...	9 440 000	Total non budgétaire	9 430 000	10 000	...	2 480 450
...	525 262 000	122 955 357	20 841 837	669 059 194	Total du programme—				
...	10 000	9 430 000	...	9 440 000	Budgétaire	666 282 309	2 776 885	...	590 435 320
					Non budgétaire	9 430 000	10 000	...	2 480 450
...	168 187 000	...	...	168 187 000	Programme Parcs Canada				
...	...	17 344 500	...	17 344 500	25 Dépenses de fonctionnement				
...	...	3 861 943	...	3 861 943	25a Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	3 951 210	3 951 210	25b Virement de 3 951 210 \$ du crédit 30 (Patrimoine canadien)				
...	...	...	3 757 036	3 757 036	Virement du : crédit 30				
...	168 187 000	21 206 443	7 708 246	197 101 689	CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	121 898 000	...	...	121 898 000	Total—Crédit 25	185 871 464	11 230 225	...	197 664 895
...	...	2 273 000	...	2 273 000	30 Dépenses en capital				
...	...	...	(3 951 210)	(3 951 210)	30a Dépenses en capital				
...	121 898 000	2 273 000	(3 951 210)	120 219 790	Virement au crédit 25				
5 097 887	956 000	...	(956 000)	5 097 887	Total—Crédit 30	119 339 063	880 727	...	122 459 730
...	19 907 000	...	762 000	20 669 000	(S) Fonds renouvelable pour les unités d'entreprise de Parcs Canada	2 725 581	...	2 372 306	2 703 863
...	...	...	...	...	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20 669 000	...	...	20 200 000
...	...	...	10 000 000	10 000 000	(S) Fonds renouvelable pour les périmètres urbains de Parcs				
5 097 887	310 948 000	23 479 443	13 563 036	353 088 366	Limite autorisée en vertu du crédit 27b, 'Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996	401 273	...	9 598 727	...
					Total du programme—Budgétaire	329 006 381	12 110 952	11 971 033	343 028 488
5 372 887	918 030 000	153 026 434	42 416 583	1 118 845 904	Total du ministère—				
...	10 000	9 430 000	...	9 440 000	Budgétaire	1 089 474 499	17 125 372	12 246 033	1 025 408 165
					Non budgétaire	9 430 000	10 000	...	2 480 450
...	...	...	...	...	Conseil consultatif sur la situation de la femme				
...	...	...	...	...	Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 750 341
...	...	...	...	...	Total du programme—Budgétaire	...	...	...	1 750 341

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
Conseil des Arts du Canada										
...	90 801 000	...	...	90 801 000	35				
...	...	292 900	...	292 900	35a					
...	90 801 000	292 900	...	91 093 900						
...	90 801 000	292 900	...	91 093 900						
						Total—Crédit 35	91 093 000	900	...	97 946 000
						Total du programme—Budgétaire	91 093 000	900	...	97 946 000
Bureau d'information du Canada										
...	...	19 600 000	...	19 600 000	37a					
...	...	19 600 000	...	19 600 000						
						Total du programme—Budgétaire	17 709 016	1 890 984
Société Radio-Canada										
...	818 329 000	...	...	818 329 000	40				
...	...	41 975 000	...	41 975 000	40a					
...	...	1	...	1	40b					
...	...	...	36 119 999	36 119 999					
...	818 329 000	41 975 001	36 119 999	896 424 000						
						Total—Crédit 40	896 424 000	1 069 254 000
...	4 000 000	...	...	4 000 000	45				
...	140 829 000	...	...	140 829 000	50				
...	...	...	(36 119 999)	(36 119 999)					
...	140 829 000	...	(36 119 999)	104 709 001						
...	963 158 000	41 975 001	...	1 005 133 001						
						Total du programme—Budgétaire	997 133 000	8 000 001	...	1 170 669 000
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne										
...	91 315 000	...	...	91 315 000	55				
...	...	1 130 000	...	1 130 000	55b					
...	91 315 000	1 130 000	...	92 445 000						
...	91 315 000	1 130 000	...	92 445 000						
						Total—Crédit 55	92 445 000	108 986 777
						Total du programme—Budgétaire	92 445 000	108 986 777

					Musée canadien des civilisations				
				60	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	44 100 000	...	...		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	...	...	113 198						
...	44 100 000	...	113 198		Total—Crédit 60	44 213 198	...	...	46 204 000
...	44 100 000	...	113 198		Total du programme—Budgétaire	44 213 198	...	...	46 204 000
					Musée canadien de la nature				
				65	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	24 145 000	...	...				
...	...	829 000	...	65a	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	2 028 000	...	65b	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	...	118 600		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	24 145 000	2 857 000	118 600		Total—Crédit 65	27 120 600	...	...	26 821 000
...	24 145 000	2 857 000	118 600		Total du programme—Budgétaire	27 120 600	...	...	26 821 000
					Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
				70	Dépenses du programme				
...	1	...	...		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	...	...	553 361						
...	1	...	553 361		Total—Crédit 70	536 961	16 401	...	19 236 972
...	3 271 000	...	125 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 396 000	...	...	3 222 000
2 687	...	...	26 245	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 753	179	25 000	...
...	...	...	25	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	25	...	...	62 804
2 687	3 271 001	...	704 631		Total du programme—Budgétaire	3 936 739	16 580	25 000	22 521 776
					Archives nationales du Canada				
				75	Dépenses du programme				
...	45 697 000	...	...	75a	Dépenses du programme				
...	...	3 153 163	...	75b	Dépenses du programme et subvention inscrite au budget				
...	...	1	...						
...	45 697 000	3 153 164	...		Total—Crédit 75	47 032 610	1 817 554	...	55 220 124
...	4 130 000	...	158 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 288 000	...	...	4 227 000
1 349	...	...	211 354	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	189 768	...	22 935	230 255
1 349	49 827 000	3 153 164	369 354		Total du programme—Budgétaire	51 510 378	1 817 554	22 935	59 677 379

Sommaire du portefeuille ministériel—Suite

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	17 421 000	...	...	17 421 000	80	Société du Centre national des Arts				
...	17 421 000	...	...	17 421 000		Paiements à la Société du Centre national des Arts	17 421 000	...	...	19 685 600
...	17 421 000	...	...	17 421 000		Total du programme—Budgétaire	17 421 000	...	...	19 685 600
...	1 878 000	...	...	1 878 000	85	Commission des champs de bataille nationaux				
...	...	500 000	...	500 000	85a	Dépenses du programme				
...	1 878 000	500 000	...	2 378 000		Total—Crédit 85	2 376 520	1 480	...	4 411 775
...	300 000	...	42 906	342 906	(S)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques	342 906	...	...	249 998
...	155 000	...	...	155 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	155 000	...	...	139 000
153	...	...	52	205	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	52	101	52	1 821
153	2 333 000	500 000	42 958	2 876 111		Total du programme—Budgétaire	2 874 478	1 581	52	4 802 594
...	45 761 000	...	...	45 761 000	90	Commission de la Capitale nationale				
...	16 995 000	...	...	16 995 000	95	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	45 761 000	...	...	58 536 000
...	13 438 000	...	...	13 438 000	100	Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les dépenses en capital	16 995 000	...	...	16 827 000
...	...	...	...	...		Paiement à la Commission de la Capitale nationale pour les subventions et contributions	13 438 000	...	...	15 231 000
...	76 194 000	...	...	76 194 000		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	8 020 000
...	76 194 000	...	...	76 194 000		Total du programme—Budgétaire	76 194 000	...	...	98 614 000
...	64 809 000	...	...	64 809 000	105	Office national du film				
...	...	1 400 000	...	1 400 000	105a	Fonds renouvelable de l'Office national du film — Déficit de fonctionnement				
...	...	5 193 563	...	5 193 563	105b	Fonds renouvelable de l'Office national du film — Déficit de fonctionnement				
...	...	...	2 688 681	2 688 681		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	64 809 000	6 593 563	2 688 681	74 091 244		Total—Crédit 105	72 790 837	1 300 407	...	77 257 388

4 272 183	375 000	...	(375 000)	4 272 183	(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film				
...	...	...	3 419 078	3 419 078		Diminution de la valeur nette comptable des immobilisations				
4 272 183	375 000	...	3 044 078	7 691 261		Total—Fonds renouvelable de l'Office national du film	(96 565)	...	7 787 826	(1 847 804)
4 272 183	65 184 000	6 593 563	5 732 759	81 782 505		Total du programme—Budgétaire	72 694 272	1 300 407	7 787 826	75 409 584
Musée des beaux-arts du Canada										
...	28 823 000	...	...	28 823 000	110	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	...	151 395	151 395		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	28 823 000	...	151 395	28 974 395		Total—Crédit 110	28 974 395	...	...	30 574 596
...	3 000 000	...	...	3 000 000	115	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	3 000 000	...	...	3 000 000
...	31 823 000	...	151 395	31 974 395		Total du programme—Budgétaire	31 974 395	...	...	33 574 596
Bibliothèque nationale										
...	28 913 000	...	...	28 913 000	120	Dépenses du programme				
...	...	1 214 272	...	1 214 272	120a	Dépenses du programme				
...	28 913 000	1 214 272	...	30 127 272		Total—Crédit 120	29 808 257	319 015	...	34 298 974
...	2 635 000	...	101 000	2 736 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 736 000	...	...	2 587 000
5 123	...	...	18 815	23 938	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	20 373	...	3 565	...
5 123	31 548 000	1 214 272	119 815	32 887 210		Total du programme—Budgétaire	32 564 630	319 015	3 565	36 885 974
Musée national des sciences et de la technologie										
...	19 636 000	...	...	19 636 000	125	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
...	...	...	110 286	110 286		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	19 636 000	...	110 286	19 746 286		Total—Crédit 125	19 746 286	...	...	20 773 208
...	19 636 000	...	110 286	19 746 286		Total du programme—Budgétaire	19 746 286	...	...	20 773 208
Commission de la fonction publique										
...	102 179 000	...	...	102 179 000	130	Dépenses du programme				
...	...	5 548 050	...	5 548 050	130a	Dépenses du programme				
...	...	5 679 426	...	5 679 426	130b	Dépenses du programme				
...	102 179 000	11 227 476	...	113 406 476		Total—Crédit 130	103 900 354	9 506 122	...	111 968 480
...	10 941 000	...	419 000	11 360 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 360 000	...	...	11 383 000
6 276 462	189 000	1 901 000	(2 090 000)	6 276 462	(S)	Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel				
...	...	...	1 058 000	1 058 000		Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
6 276 462	189 000	1 901 000	(1 032 000)	7 334 462		Total—Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	2 487 400	...	4 847 062	(255 684)

9 493	...	...	18 524	28 017	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	28 017	...	...	16 589
6 285 955	113 309 000	13 128 476	(594 476)	132 128 955		Total du programme—Budgétaire	117 775 771	9 506 122	4 847 062	123 112 385

Condition féminine—

Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Programme des services de gestion ministériels												
Coordination	63 474 771	63 402 700	...	...	...	...	...	...	...	...	...	63 474 771 63 402 700
Soutien dans les régions	33 223 573	30 783 109	...	...	...	...	...	...	...	...	...	33 223 573 30 783 109
Total du programme—Budgétaire	96 698 344	94 185 809	...	...	...	...	...	...	...	...	...	96 698 344 94 185 809
Programme de l'identité canadienne												
Participation	46 696 603	45 205 748	...	...	138 975 243	138 968 183	...	...	...	...	...	185 671 846 184 173 931
Appui aux langues officielles	6 649 667	6 627 356	...	...	237 837 297	237 837 296	...	...	...	...	...	244 486 964 244 464 652
Développement culturel et patrimoine —												
Budgétaire	88 117 988	87 048 705	...	...	152 341 396	152 322 613	1 559 000	1 727 592	...	...	...	238 900 384 237 643 726
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	9 440 000	9 430 000	...	9 440 000 9 430 000
Sous-total—												
Budgétaire	141 464 258	138 881 809	...	...	529 153 936	529 128 092	1 559 000	1 727 592	...	...	...	669 059 194 666 282 309
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	9 440 000	9 430 000	...	9 440 000 9 430 000
Recettes affectées aux dépenses	(1 559 000)	(1 727 592)	...	...	...	...	(1 559 000)	(1 727 592)	...	...	...	...
Total du programme— Budgétaire	139 905 258	137 154 217	...	...	529 153 936	529 128 092	...	...	...	...	...	669 059 194 666 282 309
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	9 440 000	9 430 000	...	9 440 000 9 430 000
Programme Parcs Canada												
Exploitation	238 307 676	227 942 515	89 940 790	89 277 553	732 656	732 648	55 535 000	55 394 994	...	...	...	273 446 122 262 557 722
Aménagement	15 336 656	14 781 036	19 557 000	19 416 466	11 328 344	11 328 271	...	...	...	...	...	46 222 000 45 525 773
Gestion du programme et services techniques	7 600 357	7 150 988	10 722 000	10 645 044	...	...	...	...	...	...	...	18 322 357 17 796 032
Fonds renouvelable pour les unités d'entreprise de Parcs Canada	6 795 887	3 187 345	3 282 000	3 104 703	...	...	4 980 000	3 566 467	...	...	...	5 097 887 2 725 581
Fonds renouvelable pour les périmètres urbains de Parcs Canada	14 253 000	4 859 037	5 903 000	2 729 065	...	...	10 156 000	7 186 829	...	...	...	10 000 000 401 273
Sous-total	282 293 576	257 920 921	129 404 790	125 172 831	12 061 000	12 060 919	70 671 000	66 148 290	...	...	...	353 088 366 329 006 381
Recettes affectées aux dépenses	(70 671 000)	(66 148 290)	...	...	...	...	(70 671 000)	(66 148 290)	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire	211 622 576	191 772 631	129 404 790	125 172 831	12 061 000	12 060 919	...	...	...	...	...	353 088 366 329 006 381
Total du ministère—												
Budgétaire	448 226 178	423 112 657	129 404 790	125 172 831	541 214 936	541 189 011	...	...	...	...	...	1 118 845 904 1 089 474 499
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	9 440 000	9 430 000	...	9 440 000 9 430 000

Conseil des Arts du Canada—
Budgétaire

91 093 900

91 093 000

...

...

...

...

...

...

...

...

91 093 900



Société du Centre national des Arts— Budgétaire	17 421 000	17 421 000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	17 421 000	17 421 000
Commission des champs de bataille nationaux													
Conservation et mise en valeur	2 771 111	2 257 735	105 000	616 743	...	...	...	...	...	...	...	2 876 111	2 874 478
Total du programme—Budgétaire	2 771 111	2 257 735	105 000	616 743	...	...	...	...	...	...	...	2 876 111	2 874 478
Commission de la Capitale nationale— Budgétaire													
76 194 000	76 194 000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	76 194 000	76 194 000
Office national du film													
Opérations de l'Office national du film	90 313 505	81 705 090	...	...	319 000	281 158	8 850 000	9 291 976	...	...	...	81 782 505	72 694 272
Recettes affectées aux dépenses	(8 850 000)	(9 291 976)	...	...	...	...	(8 850 000)	(9 291 976)	...	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire	81 463 505	72 413 114	...	...	319 000	281 158	...	...	...	...	...	81 782 505	72 694 272
Musée des beaux-arts du Canada— Budgétaire													
31 974 395	31 974 395	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	31 974 395	31 974 395
Bibliothèque nationale— Budgétaire													
32 815 210	32 498 554	...	...	72 000	66 076	...	...	...	...	...	...	32 887 210	32 564 630
Musée national des sciences et de la technologie— Budgétaire													
19 746 286	19 746 286	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	19 746 286	19 746 286
Commission de la fonction publique													
Programmes de dotation	57 161 494	48 710 325	...	...	...	...	...	...	...	...	...	57 161 494	48 710 325
Programmes des cadres de direction	6 183 647	5 568 535	...	...	...	...	...	...	...	...	...	6 183 647	5 568 535
Vérification et revue	4 316 157	3 356 052	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4 316 157	3 356 052
Appels et enquêtes	5 042 311	5 275 660	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5 042 311	5 275 660
Programmes de formation	51 959 243	40 741 165	...	...	...	...	15 298 000	9 952 253	...	...	...	36 661 243	30 788 912
Administration	22 764 103	24 076 287	...	...	...	...	...	...	...	...	...	22 764 103	24 076 287
Sous-total	147 426 955	127 728 024	...	...	...	...	15 298 000	9 952 253	...	...	...	132 128 955	117 775 771
Recettes affectées aux dépenses	(15 298 000)	(9 952 253)	...	...	...	...	(15 298 000)	(9 952 253)	...	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire	132 128 955	117 775 771	...	...	...	...	...	...	...	...	...	132 128 955	117 775 771
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice													
Bureau de la coordonnatrice	9 117 467	8 931 806	...	...	8 165 000	8 165 000	...	...	...	...	...	17 282 467	17 096 806
Total du programme—Budgétaire	9 117 467	8 931 806	...	...	8 165 000	8 165 000	...	...	...	...	...	17 282 467	17 096 806
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire													
2 184 497 992	2 123 191 367	131 820 790	128 100 456	551 754 936	551 685 245	...	...	...	...	...	...	2 868 073 718	2 802 977 068
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	...	9 440 000	9 430 000	9 440 000	9 430 000

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Programme de l'identité canadienne									
Subventions									
Participation									
...	4 682 800	9 000 000	(10 418 007)	3 264 793	3 264 470	323	...	3 790 392	
...	18 507 820	1	(1 487 662)	17 020 159	17 020 103	56	...	18 064 061	
...	22 800	...	...	22 800	22 800	...	...	24 200
...	13 680	...	...	13 680	13 680	...	...	14 550
...	15 200	...	...	15 200	15 200	...	...	16 100
...	15 200	...	...	15 200	15 200	...	...	16 100
...	22 800	...	...	22 800	22 800	...	...	24 200
...	22 800	...	...	22 800	22 800	...	...	24 200
...	19 000	...	...	19 000	19 000	...	...	20 150
...	19 000	...	...	19 000	19 000	...	...	20 150
...	19 000	...	...	19 000	19 000	...	...	20 150
...	22 800	...	...	22 800	22 800	...	...	24 200
...	20 548 840	...	(17 816 306)	2 732 534	2 732 534	...	...	17 962 126
...	390 000	...	71 533	461 533	461 533	...	...	406 760
...	137 000	...	(2 279)	134 721	134 721	...	...	133 723
...	...	...	24 000 000	24 000 000	24 000 000	...	...	...
...	44 458 740	9 000 001	(5 652 721)	47 806 020	47 805 641	379	...	40 561 062	
Appui aux langues officielles									
...	29 779 080	...	944 233	30 723 313	30 723 313	...	...	38 024 422

Développement culturel et patrimoine									
					Subventions aux institutions muséales à but non lucratif, aux associations muséales nationales et internationales et aux institutions du patrimoine dans le but de favoriser l'accès au patrimoine canadien :				
...	663 680	...	(367 527)	296 153	Subventions à des établissements et à des administrations sis au Canada conformément à l'article 35 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels	296 153	...	...	652 898
...	5 662 250	...	(641 070)	5 021 180	Subventions aux musées et autres organisations du Canada aux fins de leur fonctionnement, de projets spéciaux, de la formation, d'enregistrement, de l'achat de matériel et de la construction d'installations	5 021 180	...	...	5 148 320
...	1 200 000	...	...	1 200 000	Subvention au Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (Î-P-É)	1 200 000	...	...	1 400 000
...	7 525 930	...	(1 008 597)	6 517 333		6 517 333	...	...	7 201 218
...	81 763 750	9 000 001	(5 717 085)	85 046 666	Total--Subventions	85 046 287	379	...	85 786 702
Contributions									
Participation									
...	4 177 500	1 200 000	(320 061)	5 057 439	Contributions aux organismes à but non lucratif, aux institutions canadiennes, aux particuliers, aux secteurs privé et public et aux autres niveaux de gouvernement dans le but de favoriser la participation à la société canadienne et célébrer la fête du Canada	5 057 439	...	...	4 644 000
...	186 740	...	1 853 104	2 039 844	Contributions aux organismes à but non lucratif, aux universités, aux institutions et aux particuliers afin de promouvoir le multiculturalisme	2 039 104	740	...	1 762 926
...	12 762 406	2 192 000	17 984 156	32 938 562	Contributions à des associations autochtones, à des groupes de femmes autochtones, à des groupes autochtones oeuvrant à l'échelon local, à des sociétés de communications autochtones, à des centres d'amitié autochtones et à des associations représentant expressément les centres d'amitié autochtones	32 938 562	...	...	19 791 291
...	28 674 114	...	783 113	29 457 227	Contributions aux organismes nationaux de sport amateur	29 451 782	5 445	...	31 130 905
...	1 500 000	...	...	1 500 000	Contributions au Centre canadien du sport et de la condition physique	1 500 000	...	...	2 500 000
...	7 250 000	...	(484 007)	6 765 993	Contributions aux athlètes amateurs d'élite	6 765 497	496	...	6 838 185
...	11 400 000	500 000	1 510 158	13 410 158	Contributions aux organismes commanditaires de jeux omni-sports régionaux, nationaux et internationaux	13 410 158	...	...	7 282 962
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	230 500
...	65 950 760	3 892 000	21 326 463	91 169 223		91 162 542	6 681	...	74 180 769
Appui aux langues officielles									
...	199 936 480	...	(8 495 926)	191 440 554	Contributions à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence provinciale et territoriale, y compris les programmes de bourses pour les cours d'été de langue seconde et les programmes d'aide aux écoles indépendantes et aux associations d'écoles indépendantes	191 440 554	...	...	215 421 844
...	6 566 000	3 400 000	5 707 430	15 673 430	Contributions aux organismes représentant les communautés minoritaires de langue officielle, aux administrations publiques non fédérales et d'autres organismes pour favoriser l'usage, l'acquisition et la promotion des langues officielles	15 673 429	1	...	14 577 814
...	206 502 480	3 400 000	(2 788 496)	207 113 984		207 113 983	1	...	229 999 658

Paiements de transfert—Suite

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							\$
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
					Développement culturel et patrimoine				
					Contributions à des musées à but non lucratif ainsi qu'à des associations muséales nationales et internationales de même qu'à des institutions du patrimoine pour améliorer l'accès au patrimoine du Canada :				
...	2 259 750	...	(24 975)	2 234 775	Contributions aux musées canadiens pour appuyer leurs activités destinées au public				
...	314 250	...	...	314 250	2 234 775	...	...	3 427 165
					Contribution à l'Association des musées canadiens				
...	200 000	...	(200 000)	...	314 250	...	...	314 250
					Contribution en vertu des modalités de l'entente Canada-France dans le domaine des musées				
...	...	3 000 000	27 185	3 027 185	...	...	...	300 000
					Contributions aux organismes canadiens qui oeuvrent dans les domaines des musées, archives, bibliothèques et des musées, et dans d'autres établissements apparentés voués au patrimoine culturel afin de les aider à créer des emplois				
...	6 742 250	...	906 687	7 648 937	3 027 185	...	...	...
...	4 020 000	...	(711 592)	3 308 408	Contributions à des organismes culturels à but non lucratif et à des institutions dans le but d'améliorer les infrastructures culturelles et appuyer le développement culturel :				
...	800 000	...	3 669 350	4 469 350	Contributions aux institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour les arts et la technologie, l'amélioration de la gestion, l'achat de matériel technologique de communications				
					7 648 937	...	...	9 028 526
					Contribution à la salle de concert d'Edmonton				
...	13 158 000	...	5 942 123	19 100 123	3 308 408	...	...	6 021 544
...	4 366 000	...	(1 068 299)	3 297 701	Contributions à des projets d'infrastructure culturelle				
...	4 200 000	...	...	4 200 000	4 469 350	...	...	3 351 650
...	5 600 000	...	...	5 600 000	Contributions à des organismes de publication et d'enregistrement sonore pour améliorer leur développement et leur distribution :			
...	1 000 000	...	(168 000)	832 000	Contributions au Programme d'aide au développement industriel de l'édition canadienne				
...	769 290	...	945 104	1 714 394	19 100 123	...	...	15 280 003
					Contributions au Programme d'aide à la distribution des publications (livres)				
...	390 000	...	185 000	575 000	3 297 701	...	...	4 982 376
...	475 000	...	...	475 000	Contributions au Programme d'aide au développement de l'enregistrement sonore			
...	6 477 000	...	(1 606 792)	4 870 208	4 200 000	...	...	4 200 000
					5 600 000	...	...	5 499 100
					Contributions à l'appui de la distribution de la radiodiffusion				
...	...	...	...	...	832 000	...	...	...
					Contributions à l'appui d'initiatives de formation dans le domaine du film et de la vidéo				
...	...	...	...	...	1 714 393	1	...	3 057 894
					Contributions aux termes d'ententes fédérales-provinciales pour appuyer le développement culturel régional				
...	...	...	...	...	Contributions aux organismes de service nationaux dans les domaines des arts, de la culture, du film, de la vidéo et de l'enregistrement sonore en vue d'appuyer leurs services et des projets spéciaux			
...	...	...	...	...	575 000	...	...	1 015 875
...	...	...	...	...	475 000	...	...	475 000
					Contribution à la Fondation canadienne des arts autochtones				
...	...	...	...	...	Contributions à l'École nationale de ballet, à l'École nationale de théâtre et à l'École nationale de cirque			
...	...	...	...	...	4 870 208	...	...	5 200 000

...	...	100 000 000	(17 999 800)	82 000 200	Contributions au fonds de télévision et de câblodistribution pour la production d'émissions canadiennes	82 000 000	200	...	...
...	...	...	302 500	302 500	Contribution pour le régime d'accroissement des pouvoirs et des responsabilités ministériels	302 500	...	...	986 684
...	...	...	1 854 032	1 854 032	Contributions faites sous autorité spéciale	1 835 450	18 582	...	1 244 500
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	582 945
...	50 771 540	103 000 000	(7 947 477)	145 824 063		145 805 280	18 783	...	64 967 512
...	323 224 780	110 292 000	10 590 490	444 107 270	Total—Contributions	444 081 805	25 465	...	369 147 939
Sommaire du programme par activité									
...	110 409 500	12 892 001	15 673 742	138 975 243	Participation	138 968 183	7 060	...	114 741 831
...	236 281 560	3 400 000	(1 844 263)	237 837 297	Appui aux langues officielles	237 837 296	1	...	268 024 080
...	58 297 470	103 000 000	(8 956 074)	152 341 396	Développement culturel et patrimoine	152 322 613	18 783	...	72 168 730
...	404 988 530	119 292 001	4 873 405	529 153 936	Total du programme	529 128 092	25 844	...	454 934 641
Programme Parcs Canada									
Subventions									
Aménagement									
...	37 845	...	(15 138)	22 707	Subventions à l'appui d'activités ou projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	22 707	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	6 840 138
...	37 845	...	(15 138)	22 707	Total—Subventions	22 707	...	...	6 840 138
Contributions									
Exploitation									
...	282 272	...	450 384	732 656	Contributions à l'appui d'activités ou projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	732 648	8	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 317 872
...	282 272	...	450 384	732 656		732 648	8	...	2 317 872
Aménagement									
...	2 439 613	62 000	8 804 024	11 305 637	Contributions à l'appui d'activités ou projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	11 305 564	73	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	11 828 668
...	2 439 613	62 000	8 804 024	11 305 637		11 305 564	73	...	11 828 668
...	2 721 885	62 000	9 254 408	12 038 293	Total—Contributions	12 038 212	81	...	14 146 540
Sommaire du programme par activité									
...	282 272	...	450 384	732 656	Exploitation	732 648	8	...	2 317 872
...	2 477 458	62 000	8 788 886	11 328 344	Aménagement	11 328 271	73	...	18 668 806
...	2 759 730	62 000	9 239 270	12 061 000	Total du programme	12 060 919	81	...	20 986 678
...	407 748 260	119 354 001	14 112 675	541 214 936	Total du ministère	541 189 011	25 925	...	475 921 319

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Bureau d'information du Canada									
Subventions									
Subventions à l'appui d'activités et de projets visant à favoriser la compréhension et l'appréciation de l'identité canadienne et la prise de conscience sociale									
...	...	4 900 000	(4 900 000)	...	...	...	...	...	...
...	...	4 900 000	(4 900 000)	...	...	...	...	...	...
Archives nationales du Canada									
Subventions									
Services, sensibilisation et appui									
...	600 000	...	...	600 000	600 000	...	...	600 000	...
...	...	1	74 999	75 000	75 000	...	...	...	...
...	600 000	1	74 999	675 000	675 000	...	...	600 000	...
Contributions									
Services, sensibilisation et appui									
La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives, d'activités et de services									
...	734 000	...	...	734 000	761 436	(27 436)	...	862 848	...
La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets relatifs à la conservation des documents d'archives, à la recherche en conservation et à la formation et l'information en matière de conservation									
...	575 000	...	...	575 000	547 564	27 436	...	685 093	...
...	1 309 000	...	...	1 309 000	1 309 000	...	...	1 547 941	...
...	1 909 000	1	74 999	1 984 000	1 984 000	...	...	2 147 941	...
Office national du film									
Subventions									
Opérations de l'Office national du film									
Subventions pour aider à payer le coût de certains événements cinématographiques d'importance, qui ont lieu au Canada et qui sont d'intérêt national ou international, selon l'avis du conseil d'administration									
...	15 000	...	...	15 000	11 500	3 500	...	7 500	...

Contributions									
Opérations de l'Office national du film									
Pour aider des organismes sans but lucratif offrant des programmes de formation cinématographique et participer à la promotion de la cinématographie canadienne									
...	304 000	...	...	304 000		269 658	34 342	...	376 778
...	319 000	...	...	319 000	Total du programme	281 158	37 842	...	384 278
Bibliothèque nationale									
Subventions									
...	11 000	...	...	11 000	Fédération internationale des associations de bibliothécaires	11 000	...	...	11 000
...	61 000	...	...	61 000	Système international de données sur les publications en série	55 076	5 924	...	61 000
...	72 000	...	...	72 000	Total—Subventions	66 076	5 924	...	72 000
Contributions									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	380 000
...	72 000	...	...	72 000	Total du programme	66 076	5 924	...	452 000
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice									
Subventions									
Bureau de la coordonnatrice									
Programme de promotion de la femme —Subventions à des organismes féminins et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes dans la société canadienne									
...	8 165 000	...	...	8 165 000		8 165 000	...	...	8 599 000
...	8 165 000	...	...	8 165 000	Total du programme	8 165 000	...	...	8 599 000
...	418 213 260	124 254 002	9 287 674	551 754 936	Total du portefeuille ministériel	551 685 245	69 691	...	487 504 538

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère						
Programme de l'identité canadienne						
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)						
Développement culturel et patrimoine						
Recettes provenant des services des musées et du patrimoine	1 125 000	1 356 739	1 262 192			
Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens	434 000	370 853	...			
Total du programme—Budgétaire	1 559 000	1 727 592	1 262 192			
Programme Parcs Canada						
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)						
Exploitation						
Fonds renouvelable pour les unités d'entreprise de Parcs Canada	55 535 000	55 394 994	49 910 439			
Fonds renouvelable pour les périmètres urbains de Parcs Canada	4 980 000	3 566 467	2 934 882			
	10 156 000	7 186 829	...			
Total du programme—Budgétaire	70 671 000⁽¹⁾	66 148 290	52 845 321			
Total du ministère—Budgétaire	72 230 000	67 875 882	54 107 513			
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes						
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)						
Radiodiffusion						
Télécommunications	9 533 334	9 533 334	...			
Haute direction	7 797 677	7 797 677	7 813 000			
Soutien de l'organisation	6 754 000	6 754 000	2 992 000			
	6 037 755	6 037 755	2 654 000			
Total du programme—Budgétaire	30 122 766⁽²⁾	30 122 766	13 459 000			
Office national du film						
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)						
Opérations de l'Office national du film						
Production de films	1 600 000	1 851 423	11 097 906			
Ventes de copies	2 500 000	2 745 587	...			
Location, redevances et divers	3 700 000	3 299 346	...			
Services de distribution	1 050 000	1 395 620	...			
Total du programme—Budgétaire	8 850 000	9 291 976	11 097 906			
Commission de la fonction publique						
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)						
Programmes de formation						
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel						
Frais de cours et services	12 500 000	6 954 253	14 444 256			
Subventions	2 798 000	2 998 000	...			
Total du programme—Budgétaire	15 298 000	9 952 253	14 444 256			
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	126 500 766	117 242 877	93 108 675			

(1) Ce montant a été augmenté de 56 965 000 \$ à 70 671 000 \$ au cours de l'exercice.

(2) Ce montant a été augmenté de 29 893 000 \$ à 30 122 766 \$ au cours de l'exercice.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Programme des services de gestion ministériels		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	159 094	1 777 774
Total des recettes fiscales	159 094	1 777 774
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	54	790 744
Recouvrements de dépenses de fonctionnement	...	23 796
Recouvrements de paiements de transfert	...	282 586
Divers	960 981	844 607
	961 035	1 941 733
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	764 641	542 126
Diverses recettes non fiscales	13 133	93 041
Total des recettes non fiscales	1 738 809	2 576 900
Total du programme	1 897 903	4 354 674
Programme de l'identité canadienne		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	57 114	7 892
Frais de services —		
Certification de film canadien et de bande magnétique	...	367 024
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	1 553
Diverses recettes non fiscales —		
Produits des loteries fédérales/provinciales	51 313 568	50 614 070
Divers	45 839	49 427
	51 359 407	50 663 497
Total du programme	51 416 521	51 039 966
Programme Parcs Canada		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	3 733 755	1 586 248
Total des recettes fiscales	3 733 755	1 586 248

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	...	41 855
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	281 118	...
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	631 420	...
	912 538	41 855
Privilèges, licences et permis	1 329	7 841
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	534 033
Diverses recettes non fiscales	242 828	371 773
Total des recettes non fiscales	1 156 695	955 502
Total du programme	4 890 450	2 541 750
Total du ministère	58 204 874	57 936 390
Bureau d'information du Canada		
Recettes non fiscales—		
Diverses recettes non fiscales	30	...
Total du programme	30	...
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	27 624	19 329
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	67 756	185 329
	95 380	204 658
Privilèges, licences et permis —		
Frais de licences en radiodiffusion	61 193 683	74 235 044
Frais de télécommunications	3 508 878	...
	64 702 561	74 235 044
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	26 245	2 687
Diverses recettes non fiscales	70 775	1 236
Total du programme	64 894 961	74 443 625

Archives nationales du Canada**Recettes fiscales—**

Taxe sur les produits et services	4 952	5 447
Total des recettes fiscales	4 952	5 447

Recettes non fiscales—

Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	10 898	39 001
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	...	56 667
	10 898	95 668
Frais de services—		
Reçus des services de photoduplication	118 855	123 208
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	211 354	229 869
Diverses recettes non fiscales	2 850	2 052
Total des recettes non fiscales	343 957	450 797
Total du programme	348 909	456 244

Commission des champs de bataille nationaux**Recettes fiscales—**

Taxe sur les produits et services	4 325	2 362
Total des recettes fiscales	4 325	2 362

Recettes non fiscales—

Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	...	23
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	52	1 821
Diverses recettes non fiscales —		
Article 29.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques	342 919	254 342
Diverses recettes non fiscales	18 286	16 686
	361 205	271 028
Total des recettes non fiscales		

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Dépense de services	9 233	4 305
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	11 706	9 577
	20 939	13 882
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 516	12 754
Total du programme	23 455	26 636
Sommaire du portefeuille ministériel		
Recettes fiscales —		
Taxe sur les produits et services	4 244 019	3 777 416
Total des recettes fiscales	4 244 019	3 777 416
Recettes non fiscales —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 294 184	2 684 847
Privilèges, licences et permis	64 703 890	74 242 885
Frais de services	2 374 708	2 461 562
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 042 147	1 346 556
Diverses recettes non fiscales	52 102 767	51 475 464
Total des recettes non fiscales	122 517 696	132 211 314
Total du portefeuille ministériel	126 761 715	135 988 730

SECTION 18

COMPTES PUBLICS DU CANADA
1996-1997

Pêches et Océans

Ministère

Office de commercialisation du poisson
d'eau douce

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités . .	18.2
Sommaire du portefeuille ministériel	18.4
Programmes par activité	18.6
Paievements de transfert	18.7
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	18.10
Recettes	18.10

Ministère

Objectif

L'objectif du programme est de mettre en oeuvre des politiques et des programmes qui soutiennent les intérêts économiques, écologiques et scientifiques du Canada concernant les eaux marines et les eaux intérieures; de voir à la conservation, au développement et à l'utilisation économique durable des ressources halieutiques du Canada dans les eaux marines et intérieures, au profit de ceux qui vivent ou bénéficient de ces ressources; de fournir un service maritime sécuritaire, efficace et respectueux de l'environnement qui répond aux besoins des Canadiens dans une économie mondiale; et de coordonner les politiques et les programmes du gouvernement du Canada qui touchent les océans.

Description des activités

Garde côtière canadienne

Les éléments clés du programme de la garde côtière canadienne sont :

- les services à la navigation maritime qui fournissent, exploitent et entretiennent un système d'aides à la navigation courte distance, des aides à la navigation longue distance, qui veillent au développement et à l'entretien des voies navigables en plus d'assurer la protection du droit du public à la navigation;
- les services de communications et de gestion de la circulation maritime qui offrent des services de communications pour la sécurité et les échanges avec le public et se chargent de la gestion et de la réglementation de la circulation maritime. Des informations et des renseignements sur les déplacements des bateaux dans les eaux canadiennes sont communiqués aux autres organismes gouvernementaux;

- les opérations de déglçage qui fournissent une aide à la circulation aux bateaux qui naviguent dans les eaux envahies par les glaces, des informations sur le cheminement des glaces, un appui aux ports et aux installations et des services de lutte contre les inondations;
- le service de sauvetage et d'intervention environnementale qui offre des services de recherche et de sauvetage et possède des compétences en matière de préparation en cas d'urgence; fait la promotion de la sécurité nautique auprès des intéressés dans le public; et intervient en cas de problèmes de pollution liés au transport par bateau en supervisant les activités de nettoyage réalisées par le secteur privé ou en se chargeant directement de la gestion des interventions en cas de déversement, selon la gravité de la situation;
- l'activité appui aux autres objectifs gouvernementaux qui englobe les autres activités et opérations du gouvernement fédéral dans le secteur maritime, y compris les services exclusifs aux autres ministères et organismes gouvernementaux, la gestion des glaces, les renseignements sur la circulation maritime et la coordination du programme annuel de transport maritime dans l'est de l'Arctique.

Opérations des pêches

L'activité Opérations des pêches englobe toutes les fonctions fédérales de gestion des pêches dans les provinces et territoires du Canada, à l'intérieur de la zone canadienne de 200 milles et dans les eaux adjacentes, y compris les réseaux hydrographiques et les lacs du Canada, sauf dans les cas où les pouvoirs en matière de gestion des pêches intérieures ont été délégués aux provinces ou aux

territoires. Sont comprises la gestion de la portion canadienne des rivières transfrontalières, la gestion partagée des pêches d'interception dans les eaux internationales ainsi que la gestion des pêches autochtones, sportives et commerciales dans les eaux côtières du Canada.

Sciences

L'activité Sciences comprend la collecte, l'analyse et l'interprétation de données dans les domaines de la biologie des pêches, des sciences aquacoles et de l'océanographie, de l'habitat du poisson et de l'environnement marin et de l'hydrographie. À l'aide de cette analyse et de cette interprétation, l'activité Sciences du MPO fournit des conseils opportuns à l'appui de la gestion pour la conservation, la protection et l'utilisation durable des ressources marines et aquatiques et pour la navigation sécuritaire.

Services d'inspection

Les services d'inspection ont pour responsabilité d'élaborer, de formuler et de mettre en oeuvre des politiques, des règlements et des programmes nationaux visant à assurer que le poisson et les produits de poisson canadiens satisfont aux normes voulues en matière de classement, de manutention, d'appellation, de transformation, de qualité et de salubrité; ils veillent également à ce que le poisson et les produits de poisson importés satisfassent aux normes acceptables en matière d'appellation, de qualité et de salubrité.

Affaires internationales

Négocier des accords internationaux en vue de promouvoir les intérêts du Canada dans le domaine des pêches sur les plans de la conservation et du commerce, en coopération avec d'autres ministères de

l'État; négocier et appliquer des traités et des accords internationaux concernant les relations bilatérales et multilatérales dans le secteur des pêches avec d'autres pays; de même que formuler et présenter les positions canadiennes en matière de commerce dans le secteur des pêches.

Politiques intégrées et soutien de programmes

Les responsabilités de l'activité Politiques intégrées et soutien de programmes comprennent l'orientation du programme au niveau de la haute direction, les services de gestion intégrés et régionaux, la gestion de l'actif et la fourniture de services stratégiques et administratifs; la coordination globale des politiques et des programmes fédéraux ayant trait aux océans; ainsi que l'élaboration et la promulgation des règlements du ministère appliqués à l'échelon national.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Objectif

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	970 345 000	...	...	970 345 000	Ministère				
...	...	39 606 438	...	39 606 438	1 Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	1a Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	17 986 883	17 986 883	1b Virement de 17 986 883 \$ du crédit 5 (Pêches et Océans)				
...	970 345 000	39 606 439	17 986 883	1 027 938 322	Virement du crédit 5				
...	...	1	...	1	Total—Crédit 1	992 180 652	35 757 670	...	954 729 859
...	...	17 026	...	17 026	2b Annuler le Régime d'assurance des bateaux de pêche, mis sur pied aux termes du crédit 540, Loi des subsides n° 5 de 1955	...	1	...	...
...	117 484 000	...	...	117 484 000	3b Radier des comptes du Canada, certaines créances envers Sa Majesté la Reine du chef du Canada au montant de 17 026 \$	17 025	1	...	...
...	...	2 689 200	...	2 689 200	5 Dépenses en capital				
...	...	...	(17 986 883)	(17 986 883)	5a Dépenses en capital				
...	117 484 000	2 689 200	(17 986 883)	102 186 317	Virement au crédit 1				
...	162 613 500	...	...	162 613 500	Total—Crédit 5	94 406 910	7 779 407	...	149 446 403
...	48 645	...	...	48 645	10 Subventions et contributions	159 969 316	2 644 184	...	78 845 799
...	200 000	...	(200 000)	...	(S) Ministre des Pêches et Océans —Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...	46 422
...	72 777 000	...	2 785 000	75 562 000	(S) Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche	...	...	...	...
...	...	...	18 439	18 439	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	75 562 000	...	...	69 421 144
...	...	...	760 645	760 645	(S) Honoraires—Agence de recouvrement	18 439	...	...	16 969
875 281	...	...	1 415 949	2 291 230	(S) Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	760 645	...	...	99 605
875 281	1 323 468 145	42 312 666	4 780 033	1 371 436 125	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	887 996	103 234	1 300 000	974 139
150 000	...	...	...	150 000	Total budgétaire	1 323 851 628	46 284 497	1 300 000	1 253 580 340
...	...	...	...	...	L38b Avances au Régime d'assurance des bateaux de pêche afin d'aider les pêcheurs, crédit 540, Loi des subsides n° 5 de 1955. Limite 150 000 \$ (Net)	...	150 000 ⁽¹⁾
875 281	1 323 468 145	42 312 666	4 780 033	1 371 436 125	Total du ministère—	1 323 851 628	46 284 497	1 300 000	1 253 580 340
150 000	...	...	...	150 000	Budgétaire	...	150 000	...	...
					Non budgétaire				

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

L30b Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce .

Le total de tous montants empruntés par l'Office en vertu de l'autorisation de l'article 16 est limité à 30 000 000 \$ (Net)

25 000 000	...	...	...	25 000 000		(5 000 000)	...	30 000 000	2 200 000
25 000 000	...	...	...	25 000 000	Total du programme—Non budgétaire	(5 000 000)	...	30 000 000	2 200 000
					Total du portefeuille ministériel—				
875 281	1 323 468 145	42 312 666	4 780 033	1 371 436 125	Budgétaire	1 323 851 628	46 284 497	1 300 000	1 253 580 340
25 150 000	...	...	...	25 150 000	Non budgétaire	(5 000 000)	150 000	30 000 000	2 200 000

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Le Régime d'assurance des bateaux de pêche a été abrogé en vertu de la Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997 (crédit 2b).

Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Garde côtière canadienne	506 782 530	478 926 456	69 928 117	62 717 394	1 692 000	1 547 716	33 256 000	27 297 866	...	...	545 146 647	515 893 700
Opérations des pêches	175 511 029	172 574 063	...	...	159 788 700	157 336 610	...	...	...	...	335 299 729	329 910 673
Sciences	213 539 555	213 216 510	...	...	787 800	739 990	...	...	...	...	214 327 355	213 956 500
Services d'inspection	30 516 333	30 081 814	...	...	...	...	...	...	...	...	30 516 333	30 081 814
Affaires internationales	4 668 800	4 622 068	...	...	...	...	...	...	...	...	4 668 800	4 622 068
Politiques intégrées et soutien de programmes	209 597 061	199 109 252	32 258 200	31 689 516	345 000	345 000	723 000	1 756 895	...	...	241 477 261	229 386 873
Régime d'assurance des bateaux de pêche	...	...	...	...	...	...	...	...	150 000	...	150 000	...
Sous-total—												
Budgétaire	1 140 615 308	1 098 530 163	102 186 317	94 406 910	162 613 500	159 969 316	33 979 000 ⁽¹⁾	29 054 761	...	...	1 371 436 125	1 323 851 628
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	150 000	...	150 000	...
Recettes affectées aux dépenses	(33 979 000)	(29 054 761)	...	...	...	...	(33 979 000)	(29 054 761)	...	...	...	...
Total du ministère—												
Budgétaire	1 106 636 308	1 069 475 402	102 186 317	94 406 910	162 613 500	159 969 316	...	...	...	...	1 371 436 125	1 323 851 628
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	150 000	...	150 000	...
Office de commercialisation du poisson d'eau douce—												
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	25 000 000	(5 000 000)	25 000 000	(5 000 000)
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	1 106 636 308	1 069 475 402	102 186 317	94 406 910	162 613 500	159 969 316	...	...	...	...	1 371 436 125	1 323 851 628
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	25 150 000	(5 000 000)	25 150 000	(5 000 000)

(1) Ce montant a été augmenté de 32 979 000 \$ à 33 979 000 \$ au cours de l'exercice.

Paievements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Subventions									
Opérations des pêches									
...	...	...	5 000	5 000	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion, et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	5 000	...	...	...

...	192 600	...	(500)	192 100	Sciences Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion, et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	192 100	...	...	580 460

...	...	...	...	...	Affaires internationales Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	2 500

...	152 000	...	(152 000)	...	Politiques intégrées et soutien de programmes Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion, et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	...	...	...	30 000
...	344 600	...	(147 500)	197 100	Total—Subventions	197 100	...	...	612 960

Contributions									
Garde côtière canadienne									
...	192 000	...	...	192 000	Contribution à la Société canadienne de la Croix-Rouge pour son programme de sécurité nautique	146 355	45 645	...	203 000
...	1 500 000	...	...	1 500 000	Paievement aux associations régionales du Service auxiliaire canadien de sauvetage maritime pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes de prévention des accidents et d'éducation	1 401 361	98 639	...	1 375 733
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	25 000
...	1 692 000	...	...	1 692 000		1 547 716	144 284	...	1 603 733

Opérations des pêches									
...	146 300	...	(70 700)	75 600	Contributions en vertu de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions du Québec pour la mise en oeuvre d'un programme d'essai et d'expérimentation touchant les pêches et l'aquaculture	60 038	15 562	...	291 844
...	...	...	78 546 200	78 546 200	Programme de contribution en vue d'un programme de rachat de permis de pêche commerciale du saumon du Pacifique	78 546 126	74	...	...

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							\$
...	10 200 000	...	...	10 200 000	9 699 252	500 748	...	10 722 546
...	1 028 000	...	...	1 028 000	1 094 380	(66 380)	...	639 759
...	612 000	...	(160 000)	452 000	431 174	20 826	...	96 000	
...	115 096 000	...	(83 997 000)	31 099 000	30 692 434	406 566	...	28 944 122	
...	3 155 000	...	3 997 000	7 152 000	5 778 111	1 373 889	...	...
...	415 100	...	...	415 100	415 100	...	...	407 000
...	171 600	...	(171 600)	...	...	...	...	...
...	...	...	1 260 000	1 260 000	1 102 830	157 170	...	860 328
...	...	...	28 426 300	28 426 300	28 400 121	26 179	...	28 235 197
...	...	...	37 000	37 000	37 000	...	...	165 243
...	1 092 500	...	...	1 092 500	1 075 044	17 456	...	1 769 387
...	...	...	...	...	...	...	...	3 036 266
...	131 916 500	...	27 867 200	159 783 700	157 331 610	2 452 090	...	75 167 692	
Sciences									
...	5 700	...	20 000	25 700	18 700	7 000	...	13 002	

...	570 000	...	...	570 000	Contributions à des organismes qui réalisent des projets, des programmes ou des activités visant à soutenir la durabilité des pêches	529 190	40 810	...	68 412
...	575 700	...	20 000	595 700		547 890	47 810	...	81 414
Politiques intégrées et soutien de programmes									
...	228 000	...	(138 000)	90 000	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion, et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	90 000	...	...	59 000
...	27 856 700	...	(27 661 700)	195 000	Contributions à l'appui d'une participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de gestion des pêches coopératives et aux consultations liées aux ententes de pêches des Autochtones	195 000	...	...	286 000
...	200 000	...	(200 000)	...	(S) Obligations contractées en vertu de la Loi sur les prêts aux entreprises de pêche	...	...	...	...
...	...	...	60 000	60 000	Contribution au projet de construction de quai à South Indian Lake	60 000	...	...	240 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	795 000
...	28 284 700	...	(27 939 700)	345 000		345 000	...	...	1 380 000
...	162 468 900	...	(52 500)	162 416 400	Total—Contributions	159 772 216	2 644 184	...	78 232 839
Sommaire du portefeuille ministériel par activité									
...	1 692 000	...	...	1 692 000	Garde côtière canadienne	1 547 716	144 284	...	1 603 733
...	131 916 500	...	27 872 200	159 788 700	Opérations des pêches	157 336 610	2 452 090	...	75 167 692
...	768 300	...	19 500	787 800	Sciences	739 990	47 810	...	661 874
...	...	...	...	...	Affaires internationales	...	...	...	2 500
...	28 436 700	...	(28 091 700)	345 000	Politiques intégrées et soutien de programmes	345 000	...	...	1 410 000
...	162 813 500	...	(200 000)	162 613 500	Total du portefeuille ministériel	159 969 316	2 644 184	...	78 845 799

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Garde côtière canadienne			
Droits de services maritimes	21 000 000	17 024 306	...
Transport maritime dans l'est de l'Arctique	9 000 000	5 537 622	8 462 131
Partenariats fédéraux-provinciaux	1 000 000	...	...
Dédutions des employés pour la location de logements	482 000	335 049	384 871
Activités des ateliers de Prescott	90 000	11 564	46 426
Sommes recouvrées auprès du ministère de l'Environnement pour des services de télécommunications maritimes et services d'hélicoptères	14 000	...	5 554
Recettes du trafic radiomaritime	1 198 000	1 460 172	1 260 393
Règlement sur les petits bâtiments	70 000	60 051	77 525
Revenus provenant de locations et de concessions	...	1 174 783	...
Divers	402 000	1 694 319	1 285 059
	33 256 000	27 297 866	11 521 959
Politiques intégrées et soutien de programmes			
Produits des ventes	...	...	4 011
Revenus provenant de locations et de concessions	...	...	2 240
Revenus provenant de services optionnels	...	...	89 386
Recouvrements auprès d'autres ministères de l'État et autres	723 000	1 756 895	999 872
	723 000	1 756 895	1 095 509
Total du ministère—Budgétaire	33 979 000⁽¹⁾	29 054 761	12 617 468
Office de commercialisation du poisson d'eau douce			
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Remboursements de prêts	...	9 200 000	21 900 000
Total du programme—Non budgétaire	...	9 200 000	21 900 000
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	33 979 000⁽¹⁾	29 054 761	12 617 468
Non budgétaire	...	9 200 000	21 900 000

(1) Ce montant a été augmenté de 32 979 000 \$ à 33 979 000 \$ au cours de l'exercice.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	1 853 692	744 672
Total des recettes fiscales	1 853 692	744 672
Recettes non fiscales—		
Revenus de placements — ⁽¹⁾		
Prêts, placements et avances —		
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	150 739	122 924
Producteurs canadiens de poissons de fond congelés	25 000	12 500
Entreprises de traitement de poissons de fond	...	12 500
	175 739	147 924
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	2 461 455	1 417 356
Divers	1 941 301	983 886
	4 402 756	2 401 242
Privilèges, licences et permis —		
Frais	1 764 215	2 658 838
Licences	40 272 082	20 942 710
Baux huîtriers	59 086	38 447
Boette	33 823	13 530
Enregistrements des vaisseaux et des pêcheurs	3 498 531	2 629 772
Ports pour petites embarcations —		
Postes, amarrage et baux	2 799 984	3 041 975
Licences	340 208	548 012
Autres recettes d'amarrage	309 039	374 374
	49 076 968	30 247 658
Frais de services —		
Location de terrains, bâtiments, véhicules et machines	267 354	265 832
Divers	2 435 265	735 802
	2 702 619	1 001 634
Produits des ventes —		
Produits des ventes de boettes	556 421	788 423
Produits des ventes de publications	2 338 603	1 762 803
Ventes diverses	65 083	537 598
	2 960 107	3 088 824

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 415 949	1 204 213
Diverses recettes non fiscales —		
Saisies et confiscations	345 436	631 637
Amendes	1 966 089	1 479 320
Divers	28 218 959	260 854
	30 530 484	2 371 811
Total des recettes non fiscales	91 264 622	40 463 306
Total du portefeuille ministériel	93 118 314	41 207 978

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 19

COMPTES PUBLICS DU CANADA
1996-1997

Ressources naturelles

Ministère

Commission de contrôle de l'énergie
atomique

Énergie atomique du Canada, Limitée

Société de développement du Cap-
Breton

Office national de l'énergie

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités . .	19.2
Sommaire du portefeuille ministériel	19.5
Programmes par activité	19.8
Paiements de transfert	19.10
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	19.14
Recettes	19.14

Ministère

Objectif

Contribuer à l'essor économique du Canada en fournissant aux Canadiens et aux Canadiennes des connaissances scientifiques et économiques d'expert, et en favorisant le développement durable et l'exploitation rationnelle des ressources naturelles ainsi que la compétitivité des industries de l'énergie, des forêts, des mines et de la géomatique.

Description des activités

Sciences de la Terre

Exécute son programme par l'entremise de deux grandes organisations scientifiques, la Commission géologique du Canada et Géomatique Canada. La Commission géologique du Canada développe, entretient et interprète les connaissances et l'infrastructure géoscientifiques nationales qui sont nécessaires pour, d'une part, fournir aux Canadiens de l'expertise et des conseils scientifiques fiables sur des questions concernant le développement durable des ressources minérales du Canada ainsi que la santé et la sécurité publiques et, d'autre part, pour favoriser la compétitivité des industries minières et des autres industries géoscientifiques canadiennes. Géomatique Canada établit et entretient un système de référence spatial canadien et gère l'arpentage des terres fédérales effectué à contrat; assure le maintien de la frontière canado-américaine; rassemble et met à jour des renseignements topographiques et géographiques sur le territoire canadien; prépare, publie et diffuse des cartes topographiques, des cartes et des publications aéronautiques, des photographies aériennes, des répertoires géographiques ainsi que l'Atlas national du Canada; révisé, traite, constitue et diffuse des données de télédétection par satellite; déve-

loppe et démontre des technologies et des applications de télédétection afin de faciliter la gestion de nos ressources naturelles et la surveillance de l'environnement. L'activité, Sciences de la Terre, est dirigée et assistée par des fonctions de gestion et de soutien qui comprennent le bureau du sous-ministre adjoint, et par des fonctions d'élaboration de politiques et d'appui stratégique comme la planification et la coordination, la diffusion d'information et les services d'information, l'expansion des affaires et les services d'administration interne.

Forêts

En partenariat avec une vaste gamme de membres du secteur forestier et au moyen d'un réseau national d'installations de S-T, l'activité mène des recherches scientifiques et dispense des services techniques dans les domaines des ressources forestières, de la protection, de l'environnement forestier, et de l'utilisation du bois; appuie de nouvelles techniques pour la gestion des écosystèmes forestiers, la mise au point de nouvelles stratégies de lutte antiparasitaire et l'étude des nouvelles méthodes de gestion des forêts modèles; coordonne les initiatives en matière de politiques ayant trait aux intérêts canadiens et aux objectifs nationaux dans le domaine forestier; favorise un climat de réglementation, de commerce et d'investissement fondé sur des méthodes scientifiques valables et encourage l'utilisation efficace des ressources, la protection de l'environnement et le progrès social; règle les questions techniques ayant un effet sur le commerce des ressources naturelles afin d'améliorer et de garantir l'accès canadien aux marchés étrangers; encourage la collaboration nationale et internationale sur les questions liées aux ressources et à l'environnement; contribue aux stratégies canadiennes pour respecter les engagements internationaux; fournit des conseils

techniques à d'autres ministères fédéraux au sujet de la gestion des terres forestières fédérales et des questions ayant un impact sur le développement durable des forêts du Canada; fournit des renseignements et des rapports sur l'état des forêts et la foresterie; assure le leadership et fournit pour l'activité un soutien au sous-ministre et au ministre; et élabore des indicateurs afin de signaler les progrès aux Canadiens et à la collectivité internationale.

Minéraux et métaux

Élabore et applique une formule intégrée de planification des programmes et des politiques sur les minéraux, conformément au concept du développement durable; donne au ministre, aux hauts fonctionnaires, aux autres ministères, aux autres gouvernements et à l'industrie des conseils et du soutien en matière de politiques sur les questions liées aux minéraux et aux métaux, les marchés, l'économie, la fiscalité et l'impact environnemental; négocie, coordonne et administre les ententes sur l'exploitation minérale qui sont conclues avec les provinces; gère, en collaboration avec le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, les ententes conclues avec les territoires; élabore, met en oeuvre, coordonne et gère des programmes et des initiatives qui visent des produits minéraux précis; fait progresser les intérêts canadiens dans le domaine des minéraux et des métaux sur la scène internationale; fournit de l'information et des analyses aux investisseurs étrangers afin que le Canada soit en mesure d'attirer le capital requis pour assurer le développement économique de ses ressources minérales; surveille et prévoit les niveaux d'activité des industries cibles ainsi que les répercussions de divers programmes sur ces dernières; recueille des statistiques et fournit des données économiques, scientifiques et techniques exactes et opportunes sur les secteurs des minéraux et des métaux.

Effectue et parraine, en association avec l'industrie, d'autres ministères, des universités et des instituts de recherche, des travaux de recherche-développement (R-D) et de génie portant sur l'exploitation minière, l'extraction et le traitement des minéraux, la métallurgie, l'utilisation des métaux et des matériaux ainsi que leur recyclage et l'atténuation de leur impact environnemental et ce, dans le but de réaliser des transferts technologiques au profit du secteur privé; recueille et diffuse des renseignements sur les activités de R-D et de démonstration dans les ministères et organismes fédéraux et provinciaux, dans l'industrie, dans les universités et à l'échelle internationale.

Règle partout au pays la fabrication, l'importation, l'entreposage et la vente d'explosifs en inspectant les fabriques et les poudrières, en leur délivrant des licences, en mettant à l'essai des explosifs et en autorisant leur utilisation; donne des conseils techniques à d'autres organismes gouvernementaux (au niveau provincial, fédéral et international); donne des cours de formation sur la manipulation sûre des explosifs et l'intervention en cas d'alerte à la bombe.

Énergie

Élabore et met en oeuvre une approche intégrée d'élaboration et de planification de la politique de l'énergie; donne au ministre des conseils stratégiques sur le régime fiscal canadien, les marchés de l'énergie, le transport et l'entreposage de l'énergie; mène des analyses et des études sur les ressources énergétiques et sur les marchés intérieurs et internationaux de l'énergie; analyse les aspects financiers et économiques de grands projets énergétiques; négocie des ententes avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et l'in-

dustrie; fait valoir les intérêts du secteur canadien de l'énergie sur la scène internationale; élabore et met à jour des plans d'urgence en cas de crise énergétique; évalue les sources d'énergie non classiques du Canada; élabore des initiatives visant à favoriser le développement durable et l'utilisation rationnelle de l'énergie au Canada; effectue des analyses et fournit des renseignements sur le rendement financier et les investissements de l'industrie pétrolière canadienne; mène le processus de sélection d'un site pour l'élimination des déchets nucléaires faiblement radioactifs; fait valoir les intérêts du Canada dans le domaine du changement climatique et donne des conseils au Ministre au sujet des obligations légales et réglementaires relatives à l'administration des terres domaniales. En association avec l'industrie, des universités et des instituts de recherche, effectue et parraine de la recherche-développement sur les technologies de l'énergie, dans le but de réaliser des transferts technologiques et d'intégrer aux politiques, aux programmes et à la réglementation des principes scientifiques fiables; cela comprend l'exploitation d'un éventail abordable et durable de sources d'énergie pour faire durer le fonds d'hydrocarbures (sables bitumineux, gaz naturel, récupération du pétrole lourd), l'exploitation judicieuse de toutes les sources d'énergie (industrie, transport, immeubles et collectivités) et l'utilisation accrue des énergies de remplacement et des énergies renouvelables.

Administration

Détermine l'orientation générale à adopter, sur les plans de la stratégie et de la gestion, pour aligner les objectifs ministériels sur les priorités gouvernementales et ministérielles, pour fixer les buts à atteindre et suivre les progrès, et pour gérer les ressources qui sont allouées de façon efficace et

efficace. Ce programme comprend les fonctions suivantes : planification stratégique; coordination des politiques et gestion des questions liées aux politiques à l'échelle du ministère; liaison avec le Cabinet et le Parlement; orientations et services concernant les finances, l'administration, les ressources humaines, la gestion de l'information et la technologie de l'information; conseils, services et élaboration de stratégies en matière de communications; administration des activités liées aux politiques et aux évaluations environnementales; appui au conseiller scientifique principal; vérification interne et évaluations de programmes.

Commission de contrôle de l'énergie atomique

Objectif

S'assurer que l'énergie atomique au Canada est toujours utilisée en tenant compte de la santé, de la sécurité, de la sécurité matérielle et de l'environnement, et appuyer la participation du Canada aux activités internationales de non-prolifération des armes nucléaires.

Description de l'activité

Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures internationales de contrôle de l'énergie atomique

L'élaboration de la réglementation portant sur l'exploitation, le contrôle, la surveillance et l'autorisation de la production, de l'application et de l'utilisation de l'énergie atomique; la réglementation de l'extraction, de l'affinage, de la production, du traitement, de l'importation, de l'exportation, du transport, de la possession, du droit de propriété, de l'utilisation ou de la vente

de substances prescrites; l'établissement des normes à respecter, l'évaluation des requérants de permis pour savoir s'ils sont capables de respecter ces normes et de les maintenir, et l'inspection pour s'assurer de la conformité; la conduite de travaux dirigés de recherche et de développement pour obtenir les renseignements essentiels à la bonne exécution des activités de délivrance de permis et de conformité; et la désignation, en vertu de la Loi sur la responsabilité nucléaire, des installations nucléaires et la prescription de l'assurance de base que doivent posséder les exploitants de ces installations; la mise au point de techniques et d'appareils spécialisés de garanties d'utilisation pacifique des réacteurs CANDU au Canada et à l'étranger, en collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au Traité sur la non-prolifération des armements nucléaires.

Énergie atomique du Canada, Limitée

Objectif

Développer l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Société de développement du Cap-Breton

Objectif

Relever et réorganiser l'industrie houillère de l'Île du Cap-Breton afin de la rendre économiquement viable.

Office national de l'énergie

Objectif

Réglementer, conformément à l'intérêt public, les domaines des secteurs du pétrole, du gaz et de l'électricité liés :

- i) à la construction et à l'exploitation de pipe-lines et de lignes internationales de transport d'électricité,
- ii) aux activités de transport, aux droits et aux tarifs des pipe-lines,
- iii) aux exportations de pétrole, de gaz et d'électricité, ainsi qu'aux importations de gaz et de pétrole,
- iv) assurer la réglementation des activités liées au gaz et au pétrole des terres domaniales non autrement régies par des commissions mixtes, et conseiller le ministre des Ressources naturelles Canada sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources énergétiques.

Description de l'activité

Réglementation et consultation en matière d'énergie

- Consultation et enquête : mettre à profit le savoir-faire et les bases de données de l'ONÉ pour fournir des renseignements et des analyses sur le contrôle, l'économie, l'utilisation, le transport, la commercialisation et l'exploitation du pétrole, du gaz naturel et de l'électricité, y compris des ressources en hydrocarbures des régions pionnières, et mener des enquêtes sur les

aspects de la situation énergétique nord-américaine qui sont pour le maintien de la sécurité énergétique et du bien-être économique du Canada.

- Réglementation des installations : veiller à ce que la construction et l'exploitation des gazoducs, des oléoducs et des lignes de transport d'électricité relevant de la compétence fédérale se déroulent de façon rapide, sûre, efficace et saine du point de vue environnemental.
- Réglementation du transport, des droits et des tarifs : veiller à ce que les droits exigibles par les sociétés pipelinières relevant de la compétence fédérale soient justes et raisonnables et que les services pipeliniers soient fournis sur une base continue, sans distinction injuste et d'une manière économique.
- Commerce de l'énergie : veiller à ce que les intérêts canadiens soient protégés sur le marché nord-américain de l'électricité, du gaz et du pétrole.
- Réglementation du pétrole et du gaz dans les régions pionnières : établir et maintenir un régime de réglementation pour les régions pionnières.
- Gestion du programme et des services : fournir un appui efficace et des avis aux membres de l'Office, aux cadres, aux employés et aux parties de l'extérieur de sorte que les objectifs du programme soient atteints.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	400 570 000	...	...	400 570 000	1				
...	...	24 854 952	...	24 854 952	1b				
...	400 570 000	24 854 952	...	425 424 952					
...	19 992 000	...	...	19 992 000	5				
...	51 537 408	...	...	51 537 408	10				
...	...	6 000 000	...	6 000 000	10b				
...	51 537 408	6 000 000	...	57 537 408					
...	49 000	...	(355)	48 645	(S)	48 645	...	...	48 645
...	30 968 000	...	1 185 000	32 153 000	(S)	32 153 000	...	...	34 930 000
...	2 000 000	(2 000 000)	...	...	(S)	...	...	...	6 000 000
14 241 600	6 000 000	...	(6 000 000)	14 241 600	(S)	339 094	...	13 902 506	5 075 920
28 701 802	6 500 000	...	(6 500 000)	28 701 802	(S)	4 261 759	...	24 440 043	5 229 989
...	1 657 000	...	6 457	1 663 457	(S)	1 663 457	...	...	1 840 800
...	680 000	184 000	(5 530)	858 470	(S)	858 470	...	...	759 217
...	2 500 000	...	1 870 418	4 370 418	(S)	4 370 418	...	...	4 715 051
...	5 000	110 000	(943)	114 057	(S)	114 057	...	...	23 952 547
4 657 422	512 000	...	(512 000)	4 657 422	(S)	(1 175 640)	...	5 833 062	1 995 218

...	...	19 847 000	...	19 847 000	(S)	Paiement de péréquation au compte de recettes extracôticières de la Nouvelle-Écosse	19 847 000	...	...	...
...	...	...	1 960	1 960	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	1 960	...	...	188 564
209 000	...	...	1 076 592	1 285 592	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 137 192	...	148 400	290 519
...	...	...	6 689	6 689	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	6 689	...	...	3 411
47 809 824	522 970 408	48 995 952	(8 871 712)	610 904 472		Total budgétaire	548 902 014	17 678 447	44 324 011	826 144 851
...	66 000 000	...	...	66 000 000	L15	Prêts conformément au Projet de développement Hibernia (Brut)	66 000 000	...	...	66 000 000
47 809 824	522 970 408	48 995 952	(8 871 712)	610 904 472		Total du ministère—	548 902 014	17 678 447	44 324 011	826 144 851
...	66 000 000	...	...	66 000 000		Budgétaire	66 000 000	...	...	66 000 000
						Non budgétaire				
						Commission de contrôle de l'énergie atomique				
...	40 233 000	...	...	40 233 000	20	Dépenses du programme				
...	...	1 904 550	...	1 904 550	20a	Dépenses du programme				
...	...	1 474 000	...	1 474 000	20b	Dépenses du programme				
...	40 233 000	3 378 550	...	43 611 550		Total—Crédit 20	40 730 113	2 881 437	...	39 088 221
18 199	...	...	4 133	22 332	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	22 332	...	...	...
...	3 690 000	...	141 000	3 831 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 831 000	...	...	3 411 000
18 199	43 923 000	3 378 550	145 133	47 464 882		Total du programme—Budgétaire	44 583 445	2 881 437	...	42 499 221
						Énergie atomique du Canada, Limitée				
...	174 054 000	...	...	174 054 000	25	Paiements à Énergie atomique du Canada, Limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				

Société de développement du Cap-Breton										
...	...	43 500 000	...	43 500 000	27a	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton à affecter par ladite Société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	43 500 000	...	...	...
35 000 000	...	...	...	35 000 000	L40a	Avances à la Société en vertu de la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, paragraphe 19(3). Limite 50 000 000 \$ (Net)	(15 000 000)	...	50 000 000	10 000 000
...	...	43 500 000	...	43 500 000	Total du programme--		43 500 000	...	...	...
35 000 000	...	...	...	35 000 000	Budgétaire		(15 000 000)	...	50 000 000	10 000 000
Office national de l'énergie										
...	27 237 000	...	...	27 237 000	30	Dépenses du programme	23 843 569	3 393 431	...	23 232 072
...	2 880 000	...	110 000	2 990 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 990 000	...	...	2 673 000
...	...	...	20 470	20 470	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	20 470	...	...	...
14 168	...	...	11 337	25 505	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 195	12 973	11 337	5 894
14 168	30 117 000	...	141 807	30 272 975	Total du programme--Budgétaire		26 855 234	3 406 404	11 337	25 910 966
47 842 191	771 064 408	119 274 502	(8 584 772)	929 596 329	Total du portefeuille ministériel--		861 294 693	23 966 288	44 335 348	1 069 149 038
35 000 000	66 000 000	...	...	101 000 000	Budgétaire		51 000 000	...	50 000 000	76 000 000
					Non budgétaire					

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section I de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

Ministère												
Sciences de la Terre	174 072 081	173 968 073	140 810	140 810	2 264 579	2 263 300	1 836 164	1 836 164	...	...	174 641 306	174 536 019
Forêts	97 678 472	96 605 373	3 481 493	3 325 764	27 129 898	27 058 920	516 358	516 358	...	...	127 773 505	126 473 699
Minéraux et métaux	54 706 030	53 654 012	950 560	947 483	7 534 551	7 534 550	8 087 910	8 087 910	...	...	55 103 231	54 048 135
Énergie—												
Budgétaire	86 132 011	84 986 543	1 337 068	1 116 866	90 355 184	42 907 441	5 407 695	5 407 695	...	...	172 416 568	123 603 155
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	66 000 000	66 000 000	66 000 000	66 000 000
Administration	62 180 371	57 551 526	14 082 069	13 820 620	50 000	44 500	...	...	...	...	76 312 440	71 416 646
Fonds renouvelable de Géomatique												
Canada	21 777 422	16 405 195	...	52 479	...	...	17 120 000	17 633 314	...	...	4 657 422	(1 175 640)
<hr/>												
Sous-total—												
Budgétaire	496 546 387	483 170 722	19 992 000	19 404 022	127 334 212	79 808 711	32 968 127	33 481 441	...	...	610 904 472	548 902 014
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	66 000 000	66 000 000	66 000 000	66 000 000
Recettes affectées aux dépenses	(32 968 127)	(33 481 441)	...	...	...	...	(32 968 127)	(33 481 441)	...	...	...	...
<hr/>												
Total du ministère—												
Budgétaire	463 578 260	449 689 281	19 992 000	19 404 022	127 334 212	79 808 711	...	...	...	...	610 904 472	548 902 014
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	66 000 000	66 000 000	66 000 000	66 000 000
<hr/>												
Commission de contrôle de l'énergie atomique												
Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures internationales de contrôle de l'énergie atomique	46 815 130	43 933 694	...	...	649 752	649 751	...	...	...	...	47 464 882	44 583 445
Total du programme—Budgétaire	46 815 130	43 933 694	...	...	649 752	649 751	...	...	...	...	47 464 882	44 583 445
<hr/>												
Énergie atomique du Canada, Limitée—												
Budgétaire	197 454 000	197 454 000	...	...	...	...	...	...	...	...	197 454 000	197 454 000
<hr/>												
Société de développement du Cap-Breton—												
Budgétaire	43 500 000	43 500 000	...	...	...	...	...	...	...	...	43 500 000	43 500 000
<hr/>												

Office national de l'énergie

Réglementation et consultation
en matière d'énergie

30 272 975 26 855 234 30 272 975 26 855 234

Total du programme—Budgétaire

30 272 975 26 855 234 30 272 975 26 855 234

**Total du portefeuille ministériel—
Budgétaire**

781 620 365 761 432 209 19 992 000 19 404 022 127 983 964 80 458 462

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Subventions									
Sciences de la Terre									
...	231 500	...	(78 855)	152 645	151 680	965	...	120 460	
...	...	1 000 000	...	1 000 000	1 000 000	...	...	...
...	231 500	1 000 000	(78 855)	1 152 645	1 151 680	965	...	120 460	
Forêts									
...	12 506	...	(7 506)	5 000	5 000	...	...	10 000
...	39 006	...	(39 000)	6	...	6	...	...
...	25 000	...	...	25 000	23 000	2 000	...	23 000
...	76 512	...	(46 506)	30 006	28 000	2 006	...	33 000	
Minéraux et métaux									
...	103 000	...	(4 120)	98 880	98 880	...	...	106 753
Énergie									
...	130 000	...	...	130 000	130 000	...	...	130 000
...	123 000	...	(95 720)	27 280	27 000	280	...	6 000	
...	253 000	...	(95 720)	157 280	157 000	280	...	136 000	
Administration									
...	...	...	50 000	50 000	44 500	5 500	...	36 000
...	664 012	1 000 000	(175 201)	1 488 811	1 480 060	8 751	...	432 213	
Contributions									
...	700 000	...	(21 521)	678 479	678 478	1	...	686 773	

...	188 600	...	244 855	433 455	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	433 142	313	...	280 661
...	888 600	...	223 334	1 111 934		1 111 620	314	...	967 434
Forêts									
...	20 800	...	375 496	396 296	Contributions pour la recherche forestière et le développement du secteur forestier	394 125	2 171	...	464 016
...	40 000	...	20 000	60 000	Association forestière du Canada	55 000	5 000	...	60 000
...	1 820 598	...	50 000	1 870 598	Institut canadien de recherches en génie forestier	1 870 598	...	...	2 038 434
...	110 295	...	...	110 295	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour l'Accord sur l'énergie forestière	108 198	2 097	...	110 433
...	4 606 280	...	17 500	4 623 780	Contribution à la société Forintek du Canada	4 623 780	...	...	5 004 643
...	47 025	...	45 000	92 025	Contribution au Centre interservices des feux de forêt du Canada	91 349	676	...	91 349
...	4 726 282	...	(394 335)	4 331 947	Contributions en vertu du plan pour l'est du Québec et en vertu des ententes auxiliaires conclues conformément aux ententes pour le développement économique et régional aux fins du rajustement économique et socio-économique	4 299 115	32 832	...	44 324 005
...	3 500 000	...	...	3 500 000	Contribution à la Fondation nationale communautaire de l'arbre	3 500 000	...	...	6 750 000
...	75 000	...	...	75 000	Contribution à l'Université de la Colombie-Britannique	75 000	...	...	100 000
...	12 007 516	...	32 435	12 039 951	Contribution globale pour les partenaires du développement durable des forêts	12 013 755	26 196	...	13 174 569
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	301 600
...	26 953 796	...	146 096	27 099 892		27 030 920	68 972	...	72 419 049
Minéraux et métaux									
...	196 000	...	...	196 000	Université Queen's pour le Centre des études sur les ressources	196 000	...	...	196 000
...	6 376 000	...	826 146	7 202 146	Contributions à l'industrie aux termes des ententes sur le développement minéral—Québec	7 202 146	...	...	8 826 327
...	61 000	...	(23 475)	37 525	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	37 524	1	...	307 124
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 323 293
...	6 633 000	...	802 671	7 435 671		7 435 670	1	...	10 652 744
Énergie									
...	205 000	...	...	205 000	Contribution à l'appui d'un programme de bourses d'études de l'Université Laval	204 179	821	...	190 000
...	2 000 000	(2 000 000)	...	...	(S) Paiements à Pipeline Interprovincial Incorporée relativement aux déficits qu'elle a subis dans le cadre de la construction et de l'exploitation du prolongement jusqu'à Montréal du réseau de pipe-line interprovincial	...	...	...	6 000 000
...	234 000	...	(83 059)	150 941	Contribution à l'appui des investissements économiques en vue de réduire les coûts énergétiques dans le cadre du programme des initiatives en matière de bâtiments fédéraux	110 000	40 941	...	197 665
...	531 000	...	(87 710)	443 290	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	441 992	1 298	...	153 000
...	3 350 000	...	(83 453)	3 266 547	Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement	1 627 731	1 638 816	...	2 378 996

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	6 754 000	...	(1 607)	6 752 393	Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement dans le cadre des initiatives du Plan vert	5 070 879	1 681 514	...	6 410 788
14 241 600	6 000 000	...	(6 000 000)	14 241 600	(S) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production et au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse	339 094	...	13 902 506	5 075 920
28 701 802	6 500 000	...	(6 500 000)	28 701 802	(S) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de Terre-Neuve	4 261 759	...	24 440 043	5 229 989
...	1 657 000	...	6 457	1 663 457	(S) Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	1 663 457	...	...	1 840 800
...	680 000	184 000	(5 530)	858 470	(S) Contribution à l'Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	858 470	...	...	759 217
...	2 500 000	...	1 870 418	4 370 418	(S) Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse	4 370 418	...	...	4 715 051
...	5 000	110 000	(943)	114 057	(S) Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures	114 057	...	...	23 952 547
...	4 665 000	...	(1 011 571)	3 653 429	Contribution à l'appui des programmes de recherche et de développement de l'énergie industrielle pour faire de la recherche et augmenter l'efficacité de l'utilisation de l'énergie	2 913 673	739 756	...	4 250 317
...	659 000	...	270 500	929 500	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie	927 732	1 768	...	860 785
...	...	19 847 000	...	19 847 000	(S) Paiement de péréquation au compte de recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse	19 847 000	...	...	...
...	...	5 000 000	...	5 000 000	Contribution aux Laboratoires MDS	...	5 000 000	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	132 558 113
42 943 402	35 740 000	23 141 000	(11 626 498)	90 197 904		42 750 441	9 104 914	38 342 549	194 573 188
...	...	...	...	...	Administration	...	...	...	5 000
42 943 402	70 215 396	23 141 000	(10 454 397)	125 845 401	Total—Contributions	78 328 651	9 174 201	38 342 549	278 617 415
...	1 120 100	1 000 000	144 479	2 264 579	Sommaire du ministère par activité				
...	27 030 308	...	99 590	27 129 898	Sciences de la Terre	2 263 300	1 279	...	1 087 894
...	6 736 000	...	798 551	7 534 551	Forêts	27 058 920	70 978	...	72 452 049
42 943 402	35 993 000	23 141 000	(11 722 218)	90 355 184	Minéraux et métaux	7 534 550	1	...	10 759 497
...	...	...	50 000	50 000	Énergie	42 907 441	9 105 194	38 342 549	194 709 188
42 943 402	70 879 408	24 141 000	(10 629 598)	127 334 212	Administration	44 500	5 500	...	41 000
					Total du ministère	79 808 711	9 182 952	38 342 549	279 049 628

Commission de contrôle de l'énergie atomique

Subventions

Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures internationales de contrôle de l'énergie atomique

Subventions à l'appui d'organismes sans but lucratif qui perfectionnent les normes de sécurité nucléaire

...	15 000	...	(6 000)	9 000	9 000	14 500
-----	--------	-----	---------	-------	-------	-----	-----	--------

Contributions

Application du Règlement sur le contrôle de l'énergie atomique et participation aux mesures internationales de contrôle de l'énergie atomique

Contributions pour le programme d'aide en main-d'oeuvre à titre gracieux et pour obtenir les biens et services nécessaires à l'exécution du programme d'appui canadien à l'Agence internationale de l'énergie atomique

...	550 000	...	(47 833)	502 167	502 166	1	...	497 850
-----	---------	-----	----------	---------	---------	---	-----	---------

Contribution destinée au Centre international pour la recherche sur le cancer, à l'appui de l'Étude internationale concertée sur le risque de cancer chez les travailleurs de l'industrie nucléaire

...	40 000	40 000	40 000	40 000
-----	--------	-----	-----	--------	--------	-----	-----	--------

Contribution au programme de l'Institut nucléaire de Suède pour DECOVALEX II

...	58 845	58 845	58 845
-----	-----	-----	--------	--------	--------	-----	-----	-----

Contribution au programme de l'Institut de radioprotection de Suède

...	25 000	25 000	25 000	10 000
-----	-----	-----	--------	--------	--------	-----	-----	--------

Contribution à l'Université de l'Illinois à l'appui du Système d'information sur l'exposition professionnelle (ISOE)

...	14 740	14 740	14 740
-----	-----	-----	--------	--------	--------	-----	-----	-----

Éléments non requis pour l'exercice en cours

...	77 240
-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	--------

...	590 000	...	50 752	640 752	Total—Contributions	640 751	1	...	625 090
-----	---------	-----	--------	---------	----------------------------	---------	---	-----	---------

...	605 000	...	44 752	649 752	Total du programme	649 751	1	...	639 590
-----	---------	-----	--------	---------	---------------------------	---------	---	-----	---------

42 943 402	71 484 408	24 141 000	(10 584 846)	127 983 964	Total du portefeuille ministériel	80 458 462	9 182 953	38 342 549	279 689 218
------------	------------	------------	--------------	-------------	--	------------	-----------	------------	-------------

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Sciences de la Terre			
Privilèges, licences et permis	...	6 814	...
Produits des ventes	...	684 453	...
Frais de services	...	1 038 998	...
Diverses recettes	...	105 899	...
	...	1 836 164	...
Forêts			
Autres	617 000	...	166 173
Privilèges, licences et permis	...	352 503	...
Produits des ventes	...	115 059	...
Diverses recettes	...	48 796	...
	617 000	516 358	166 173
Minéraux et métaux			
Privilèges, licences et permis	...	1 415 531	...
Produits des ventes	...	574 562	...
Frais de services	...	6 088 973	...
Diverses recettes	...	8 844	...
	...	8 087 910	...
Énergie			
Produits des ventes	...	22 390	...
Frais de services	...	5 376 277	...
Diverses recettes	...	9 028	...
	...	5 407 695	...
Fonds renouvelable de Géomatique Canada	17 120 000	17 633 314	13 107 002
Total du ministère—Budgétaire	17 737 000⁽¹⁾	33 481 441	13 273 175
Société de développement du Cap-Breton			
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Remboursement d'avances de la Société	...	20 000 000	...
Total du programme—Non budgétaire	...	20 000 000	...
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	17 737 000⁽¹⁾	33 481 441	13 273 175
Non budgétaire	...	20 000 000	...

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Recettes fiscales—		
Taxes sur les produits et services	1 091 878	1 001 927
Total des recettes fiscales	1 091 878	1 001 927
Recettes non fiscales—		
Revenus de placements — ⁽¹⁾		
Prêts, placements et avances —		
Énergie atomique du Canada, Limitée	735 815	997 457
Société de développement du Cap-Breton	827 592	304 731
Interconnexion régionale de réseaux de transport de l'électricité—		
Nouveau-Brunswick	517 562	528 791
Institut de recherche de l'Hydro-Québec	...	1 374 633
	2 080 969	3 205 612
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses —Achat de biens et de services	913 649	1 327 513
Recouvrements de dépenses —Achat de capital	13 237	6 623
Recouvrements de paiements de transfert —Subventions et assistance en capital	1 020	61 970
Recouvrements de paiements de transfert au programme de stimulation de l'exploration minière au Canada et au programme d'encouragement du secteur pétrolier	...	535 059
Recouvrements des autres paiements de transfert	268 298	1 106 970
Recouvrements de paiements de transfert pour les provinces et territoires	...	125 166
Divers	256	300
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent —		
Redressements—Biens et services	1 364 138	2 474 701
Redressements—Paiements de transfert	6 964 926	330 264
	9 525 524	5 968 566
Privilèges, licences et permis —		
Redevances sur les licences, permis et droits d'auteur	7 863 392	6 013 161
Licences et permis	8 180 169	7 505 976
Frais d'inspection et d'examen	...	656 735
Divers	...	301 793
	16 043 561	14 477 665
Frais de services —		

(1) Ce montant a été diminué à 32 968 127 \$ au cours de l'exercice.

Recettes—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent		
	\$	\$		\$	\$		
Services techniques et scientifiques	...	10 380 802	Commission de contrôle de l'énergie atomique	Recettes non fiscales—			
Autres frais	1 570	32 975			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Frais de conférences, séminaires et ateliers	...	415 600			Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	111 622	138 391
Services de consultants	...	126 773			Divers	81 438	25 658
	1 570	10 956 150				193 060	164 049
Produits des ventes —			Privilèges, licences et permis —				
Données de levés, gazetiers, etc.	...	17 875	Amendes	2 650	4 229		
Revue et publications	...	245 370	Frais de services —				
Graphiques, cartes et plans	445 794	605 629	Recouvrement des frais	36 940 839	30 274 308		
Ensembles de roches et de minéraux	...	17 985	Formation	1 499 405	589 470		
Information cartographique	...	5 442	Divers	59	...		
Produits ERS	...	13 802		38 440 303	30 863 778		
Essais certifiés	...	380 397	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 133	18 199		
Données aéromagnétiques	...	154 042	Diverses recettes non fiscales —				
Ouverture de dossiers	...	124 015	Accès à l'information	276	9 807		
Produits d'informatique	...	27 240	Pertes et bénéfices de change	...	27		
Divers	...	2 647	Frais d'administration de chèques sans provision	75	...		
	445 794	1 594 444	Divers	13 962	1 126		
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État —				14 313	10 960		
Produits du centre de distribution des biens de l'État	1 065 655	231 899	Total du programme	38 654 459	31 061 215		
Produits du projet pilote	10 937	184 496	Office national de l'énergie				
	1 076 592	416 395	Recettes non fiscales—				
Diverses recettes non fiscales —			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —				
Rétrocessions extracôticières	112 877	823 663	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	61 088	76 585		
Frais généraux du Fonds renouvelable de Géomatique Canada	1 831 842	1 963 428	Redressements des créiteurs de l'exercice précédent	27 599	22 702		
Location de bâtiments	19 130	123 960		88 687	99 287		
Location de travaux, de machines et de matériel	183 195	390 779	Privilèges, licences et permis	725	475		
Intérêt sur arriérés de débiteurs	16 686	7 974	Frais de services	...	25		
Frais d'administration de chèques sans provision	5 837	...	Produits des ventes	4 104	6 990		
Pipeline Interprovincial Limitée	1 500 000	...	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	11 337	14 168		
Divers	144 100	95 792	Diverses recettes non fiscales	24 496 790	23 454 690		
	3 813 667	3 405 596	Total du programme	24 601 643	23 575 635		
Total des recettes non fiscales	32 987 677	40 024 428					
Total du ministère	34 079 555	41 026 355					

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Sommaire du portefeuille ministériel		
Recettes fiscales —		
Taxes sur les produits et services	1 091 878	1 001 927
Total des recettes fiscales	1 091 878	1 001 927
Recettes non fiscales —		
Revenus de placements	2 080 969	3 205 612
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	9 807 271	6 231 902
Privilèges, licences et permis	16 046 936	14 482 369
Frais de services	38 441 873	41 819 953
Produits des ventes	449 898	1 601 434
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 092 062	448 762
Diverses recettes non fiscales	28 324 770	26 871 246
Total des recettes non fiscales	96 243 779	94 661 278
Total du portefeuille ministériel	97 335 657	95 663 205

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 20

COMPTES PUBLICS DU CANADA
1996-1997

Revenu national

SOMMAIRE

	Page
Objectif du programme et description des activités	20.2
Sommaire du portefeuille ministériel	20.3
Programme par activité	20.4
Paiements de transfert	20.5
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	20.5
Recettes	20.6

Objectif

Faire en sorte que toutes les taxes, tous les droits et tous les autres frais et prélèvements connexes soient, de façon équitable et en temps voulu, imposés, perçus et, s'il y a lieu, remboursés; accroître la compétitivité des entreprises canadiennes en appliquant des instruments très divers de la politique commerciale du gouvernement ainsi qu'en facilitant le tourisme, le commerce et les échanges internationaux; faire en sorte que la souveraineté et les lois canadiennes soient respectées aux frontières, et protéger la société canadienne en général, notamment les entreprises et les particuliers, contre l'entrée des personnes et des marchandises dangereuses ou non admissibles; appuyer les programmes et les objectifs sociaux et économiques du gouvernement, tels que la compétitivité, en appliquant de façon juste et équitable la législation pertinente, notamment les accords et traités internationaux ainsi que les lois et règlements fédéraux et provinciaux.

Description des activités

Aide aux clients et établissement des cotisations

Afin de sensibiliser les clients à leurs droits et obligations; établir et maintenir à jour une liste d'enregistrement des clients; leur fournir les formulaires et les renseignements nécessaires pour la production de déclarations exactes dans les délais prescrits; répondre aux demandes de renseignements des clients; traiter leur déclaration et établir leur cotisation dès la réception; faire part des résultats aux clients par l'envoi d'avis de cotisation; acheminer les versements; reporter aux comptes des clients toutes les cotisations et tous les versements; et faire une vérification limitée d'éléments qui ont été acceptés au stade de la cotisation. L'ac-

tivité comprend aussi un rôle consultatif auprès des autres ministères de l'État à l'égard de la faisabilité administrative de nouvelles mesures législatives et de nouvelles conventions fiscales en voie de négociation; des activités relatives à l'enregistrement des organismes de bienfaisance, et à l'agrément des régimes de pension et de revenu différé et de la prestation de décisions anticipées sur les conséquences fiscales de transactions éventuelles.

Services frontaliers des douanes et application des politiques commerciales

Faire en sorte que la souveraineté et les lois canadiennes soient respectées aux frontières et assurer la prestation des services des douanes à la frontière et au secteur commercial conçus pour faire valoir et appuyer les objectifs du gouvernement en matière de politique étrangère et socio-économique du pays, et de ce fait, protéger l'industrie et la société canadiennes en contrôlant la circulation des gens, des marchandises et des biens qui entrent au Canada ou qui en sortent; favoriser la compétitivité de l'industrie canadienne en assurant que lui soient accordés tous les avantages prévus dans les divers accords internationaux et autres instruments des politiques commerciales du gouvernement; et appuyer la politique économique intérieure, tel que le développement industriel, en appliquant les mesures du gouvernement concernant le dégrèvement tarifaire sur l'importation de certaines marchandises.

Vérification et exécution

Afin de réaliser un ensemble de programmes liés à la vérification et à l'exécution de l'observation des lois fiscales. Ces programmes comprennent divers examens, vérifications et enquêtes destinés à améliorer l'observation et à assurer l'équité du régime d'autocotisation.

Recouvrements des recettes

Dans le but de percevoir les prélèvements d'impôt, les droits et les autres montants, y compris le recouvrement des sommes retenues à la source par les employeurs pour le compte des employés, et les soldes impayés résultant de la cotisation ou de la nouvelle cotisation de revenus, de la TPS, ainsi que les prélèvements et les droits impayés. Cette activité comprend également l'émission de décisions à savoir si les particuliers ont droit à des prestations en vertu du Régime de pensions du Canada (loi) et de la Loi sur l'assurance-emploi, et autres déterminations à la demande du ministère du Développement des ressources humaines.

Appels

Afin de procurer aux clients une voie de recours, y compris la résolution des avis d'opposition et les appels en effectuant un examen indépendant des cotisations ou des nouvelles cotisations contestées par un client; y compris aussi le traitement des demandes de détermination de l'admissibilité présentées par les employeurs ou les employés en vertu des dispositions du Régime de pensions du Canada (loi) et de la Loi sur l'assurance-emploi.

Administration et technologie de l'information

Assurer une direction administrative et une gamme de services d'appui et de services centralisés qui ne sont pas attribués aux autres activités. Ces services comprennent les services de traitement électronique des données et la technologie de l'information, la vérification interne et l'évaluation des programmes, la gestion financière, la gestion des ressources, les services de bureau, la sécurité, les ressources humaines, la formation, les laboratoires et les services juridiques.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements						
...	1 834 363 000	...	...	1 834 363 000	1	Dépenses de fonctionnement			
...	...	67 458 359	...	67 458 359	1a	Dépenses de fonctionnement			
...	...	54 328 314	...	54 328 314	1b	Dépenses de fonctionnement			
...	1 834 363 000	121 786 673	...	1 956 149 673		Total—Crédit 1	1 853 489 475	102 660 198	... 1 817 933 206
...	12 277 000	...	...	12 277 000	5	Dépenses en capital			
...	...	464 000	...	464 000	5a	Dépenses en capital			
...	...	845 000	...	845 000	5b	Dépenses en capital			
...	12 277 000	1 309 000	...	13 586 000		Total—Crédit 5	13 203 399	382 601	... 61 275 135
...	92 750 000	...	...	92 750 000	10	Contributions			
...	...	10 000 000	...	10 000 000	10b	Contributions			
...	92 750 000	10 000 000	...	102 750 000		Total—Crédit 10	94 865 275	7 884 725	... 91 763 435
...	48 645	...	...	48 645	(S)	Ministre du Revenu national —Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	... 48 645
...	222 783 000	...	8 526 000	231 309 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	231 309 000	...	... 209 583 000
...	42 000 000	...	100 193	42 100 193	(S)	Versements d'allocations spéciales pour enfants (Loi sur les allocations spéciales pour enfants)	42 100 193	...	... 40 134 823
152 200	...	...	323 597	475 797	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	295 175	28 422	152 200 277 414
...	...	...	904 926	904 926	(S)	Montants adjugés par une cour	904 926	...	... 361 671
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	... 520 292
152 200	2 204 221 645	133 095 673	9 854 716	2 347 324 234		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	2 236 216 088	110 955 946	152 200 2 221 897 621

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

Programme par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Aide aux clients et établissement des cotisations	506 137 000	504 674 305	...	...	144 850 193	136 965 468	...	...	...	...	650 987 193	641 639 773
Services frontaliers des douanes et application des politiques commerciales	399 315 200	391 320 600	13 586 000	13 203 399	...	...	...	...	...	...	412 901 200	404 523 999
Vérification et exécution	488 169 784	464 085 915	...	...	...	...	...	...	...	...	488 169 784	464 085 915
Recouvrements des recettes	220 431 380	206 973 711	...	...	...	...	...	...	...	...	220 431 380	206 973 711
Appels	59 102 706	57 748 531	...	...	...	...	...	...	...	...	59 102 706	57 748 531
Administration et technologie de l'information	644 861 593	590 373 781	...	...	...	...	...	...	...	...	644 861 593	590 373 781
Recettes affectées aux dépenses	...	...	...	...	...	...	129 129 622	129 129 622	...	...	(129 129 622)	(129 129 622)
Sous-total	2 318 017 663	2 215 176 843	13 586 000	13 203 399	144 850 193	136 965 468	129 129 622	129 129 622	...	...	2 347 324 234	2 236 216 088
Recettes affectées aux dépenses	(129 129 622)	(129 129 622)	...	...	...	...	(129 129 622)	(129 129 622)	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	2 188 888 041	2 086 047 221	13 586 000	13 203 399	144 850 193	136 965 468	...	...	...	...	2 347 324 234	2 236 216 088

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
...	42 000 000	...	100 193	42 100 193					
Subventions									
Aide aux clients et établissement des cotisations									
(S) Versements d'allocations spéciales pour enfants					42 100 193	...	...	40 134 823
Contributions									
Aide aux clients et établissement des cotisations									
Contributions à la province de Québec pour les frais de l'administration commune des taxes de vente fédérale et provinciale					94 865 275	7 884 725	...	91 763 435	
...	92 750 000	10 000 000	...	102 750 000					
...	134 750 000	10 000 000	100 193	144 850 193	Total du portefeuille ministériel	136 965 468	7 884 725	...	131 898 258

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Recettes affectées aux dépenses			
Régime de pensions du Canada	69 154 000	55 795 622	50 005 000
Assurance-emploi	51 163 000	73 334 000	65 131 000
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	120 317 000⁽¹⁾	129 129 622	115 136 000

⁽¹⁾ Ce montant a été augmenté à 129 129 622 \$ au cours de l'exercice.

Recettes

	Exercice en cours		Exercice précédent			Exercice en cours		Exercice précédent	
	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Recettes fiscales—									
Impôt sur le revenu —									
Des particuliers —									
Retenues à la source	39 753 569 564	39 790 495 803							
Autres perceptions	23 528 406 818	20 376 539 277							
	63 281 976 382	60 167 035 080							
Des sociétés	16 854 805 103	14 739 120 578							
Des non résidents	2 137 690 153	1 610 874 349							
Autres	709 280 637	493 002 779							
	82 983 752 275	77 010 032 786							
Taxe sur les produits et services (TPS)	40 669 563 707	37 990 171 682							
TPS sur facturation de biens et services	203 820	330 873							
Crédit aux particuliers	(2 872 080 664)	(2 798 940 905)							
	37 797 686 863	35 191 561 650							
Moins : décret de remise de la taxe gouvernementale remboursements/escomptes et intérêt payé	872 962 992	861 487 818							
	18 909 215 373	18 013 320 710							
	19 782 178 365	18 874 808 528							
	18 015 508 498	16 316 753 122							
Taxe de vente—									
Produits domestiques	(1 527 079)	693 211							
Produits importés	34 448	4 611							
	(1 492 631)	697 822							
Moins : prélèvements remboursements	35 394	17 942							
escomptes	25 181 487	140 622 490							
	855 634	2 232 529							
	26 072 515	142 872 961							
Services de télécommunications	326	345							
	(27 564 820)	(142 174 794)							
Taxe de vente—Ristourne sur stock	63 147	(54 681)							
	(27 627 967)	(142 120 113)							
Droits de douane à l'importation	3 114 207 939	3 676 900 668							
Impôt aux provinces	9 003 051	9 017 933							
	3 123 210 990	3 685 918 601							
Moins : prélèvements remboursements	253 408 163	435 529 103							
virements aux provinces	183 769 893	270 304 629							
	9 042 633	9 120 031							
	446 220 689	714 953 763							
	2 676 990 301	2 970 964 838							
Droits d'accise—									
Spiritueux parvenus à maturité	356 054 087	367 618 188							
Spiritueux non parvenus à maturité	3 518 923	3 746 437							
Bière	526 061 750	542 939 158							
Spiritueux rafraîchissants	2 576 134	2 410 543							
Cigarettes	1 323 562 516	1 245 891 305							
Cigares	1 853 287	1 933 678							
Tabac manufacturé	60 968 971	56 509 270							
Tabac canadien naturel en feuilles	269 053	339 006							
Licences et divers	269 314	1 535 758							
	2 275 134 035	2 222 923 343							
Moins : remboursements	18 059	12 185							
	2 275 115 976	2 222 911 158							
Impôt sur les revenus pétroliers —									
Pétrolier	(791 556)	...							
Redevance relative aux ressources	28 932 112	6 511 209							
	28 140 556	6 511 209							
Taxe d'accise—Carburants moteurs—Essence	3 997 668 765	3 963 602 830							
Moins : remboursements	940 927	906 597							
	3 996 727 838	3 962 696 233							
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel —									
Essence d'aviation et combustible pour avion à réaction	69 574 524	69 034 700							
Combustible diesel	368 295 186	362 841 493							
	437 869 710	431 876 193							
Moins : escomptes	(4 469 561)	(2 859 362)							
	442 339 271	434 735 555							
Autres taxes et droits d'accise —									
Taxes à la fabrication —									
Cigarettes	587 290 382	581 925 157							
Cigares	17 026 546	14 457 305							
Tabac	39 625 995	39 978 826							
Remboursements transitoires sur les produits du tabac	467	15 910							
Bijoux	55 884 533	52 038 172							
Automobiles	5 335 237	3 375 746							
Accessoires pour fumeurs	5 360 651	4 018 243							
Climatiseurs pour automobiles	109 234 555	94 659 588							
Vins	119 258 719	108 874 412							
Divers	7 102 907	12 980 437							
	946 119 992	912 323 796							

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre	96 367	75 863	Produits des ventes —		
Moins : prélèvements	930 905	799 540	Produits des ventes	54 127	175 604
autres remboursements et intérêt payé	55 573 986	136 266 774	Vente d'articles non réclamés, seaux, etc.	290 831	563 215
	56 504 891	137 066 314	Étiquettes de spiritueux (année)	...	36 000
	889 711 468	775 333 345	Autres	99 417	28 769
Taxe sur le transport aérien	736 375 063	680 292 053		444 375	803 588
Pénalité	401 108	783 013	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	323 597	320 226
Intérêt	464 528	1 647 826	Diverses recettes non fiscales —		
	737 240 699	682 722 892	Amendes —		
Moins : virement au ministère des Transports pour un crédit aux dépenses	737 240 699	682 722 892	Taxe sur les produits et services	79 919 482	67 384 665
	...	...	Autres	6 863 425	3 033 509
Total des recettes fiscales	111 280 658 216	103 557 818 133	Intérêt —		
Recettes non fiscales—			Taxe sur les produits et services	78 776 330	67 559 527
Revenus de placements —			Autres	8 129 429	9 714 346
Autres comptes —			Saisies (douanes)	33 150	238 605
Bâtiments et terrains publics —Location	441 108	339 268	Services de saisies (enquête)	1 765 969	2 023 194
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			Saisies (ports)	6 858 541	8 192 989
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 909 066	1 287 826	Boutiques hors taxe	3 552 560	3 341 097
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	9 037 036	1 400 854	Amendes et confiscations	7 999 808	9 563 357
	10 946 102	2 688 680	Accès à l'information	19 599	30 786
Privilèges, licences et permis —			Frais d'arrêts légaux	17 390	4 063
Licences de courtiers en douane	435 074	407 417	Frais d'usage divers	30 428	22 045
Frais de services —			Ententes anticipées (prix de transfert)	154 049	155 605
Frais réglés	1 220 661	1 206 592	Location d'espace de stationnement	249 439	224 922
Frais de photocopies pour déclarations d'organismes de charité	5 749	103	Allocation familiale, Colombie-Britannique	2 458 500	...
Rapport spécial sur statistique d'impôt	26 548	34 281	Recouvrement d'avantages sociaux des employés	20 452 000	16 743 698
Voyage à l'étranger	137 715	94 343	Autres	23 967 943	17 502 799
Frais d'inspection	5 772	3 100		241 248 042	205 735 207
Frais de recouvrement pour conférence et séminaire	781	1 866	Total des recettes non fiscales	289 145 819	215 345 542
Frais d'entrepôt de douane	932 799	754 640	Total du portefeuille ministériel	111 569 804 035	103 773 163 675
Frais de crédit des taxes provinciales	29 496 223	...			
Frais de services spéciaux	1 363 840	1 417 124			
Autres frais	2 117 433	1 539 107			
	35 307 521	5 051 156			

SECTION 21

COMPTES PUBLICS DU CANADA
1996-1997

Santé

Ministère

**Conseil de contrôle des renseignements
relatifs aux matières dangereuses**

Conseil de recherches médicales

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités . .	21.2
Sommaire du portefeuille ministériel	21.5
Programmes par activité	21.7
Paievements de transfert	21.8
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	21.13
Recettes	21.13

Ministère**Objectif**

Le Programme de santé vise à protéger, à préserver et à améliorer tous les aspects de la santé des Canadiens.

Description des activités**Innocuité et qualité des aliments et nutrition**

Définit, évalue et gère les risques et les avantages que les aliments présentent pour la santé humaine pour s'assurer que les aliments au Canada sont sains, nutritifs et de haute qualité; donne son avis à ces égards.

Innocuité, qualité et efficacité des médicaments

Définit, évalue et gère les risques et les avantages pour la santé humaine associés à la fabrication, à la vente et à l'utilisation des médicaments et des cosmétiques; donne son avis à ces égards.

Qualité et risques environnementaux

Définit, évalue et gère les risques et les avantages pour la santé et la sécurité que présentent les milieux naturels et technologiques, les matériels médicaux et les dispositifs émettant des radiations, ainsi que les produits chimiques et autres produits de consommation; donne son avis à ces égards.

Surveillance de la santé nationale

Assure la direction et la coordination nationales des activités de définition, de surveillance, d'enregistrement et de prévention des maladies humaines, et d'enquête sur ces maladies, dans le cadre de programmes nationaux de surveillance et de lutte contre la maladie, y compris la surveillance de l'apparition et de la cause de maladies transmissibles et non transmissibles.

Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire

Protège la santé humaine, la sécurité et l'environnement en réduisant au minimum les risques associés aux pesticides tout en favorisant l'accès à des outils de lutte antiparasitaire tels que les produits de contrôle ainsi que toutes autres méthodes de lutte antiparasitaire.

Programmes et services

Met en oeuvre des programmes et joue un rôle d'orientation nationale en matière de promotion de la santé, de prévention de maladies et de condition physique, contribue à la recherche et au développement de compétences spécialisées dans les domaines de la santé physique et mentale, des services sociaux et de la condition physique, donne une orientation nationale et des services professionnels et consultatifs pour favoriser la mise au point, l'application et la révision de programmes de santé et de programmes sociaux, et mène des activités liées au SIDA, à l'abus des drogues, à la violence familiale, aux femmes, aux aînés et aux enfants, particulièrement ceux qui sont exposés.

Services de santé des Indiens et des populations du Nord

Aide les Inuit, les Indiens inscrits et les habitants du Yukon à atteindre un niveau de santé comparable à celui des autres Canadiens qui vivent dans des endroits similaires en dispensant elle-même ou en faisant dispenser à cette population des biens et des services de santé qui ne sont prévus ni dans les programmes ou régimes d'assurance-maladie provinciaux ou territoriaux, ni dans d'autres régimes d'assurance de tiers.

Santé des fonctionnaires fédéraux

Protège et préserve la santé des fonctionnaires fédéraux en milieu de travail en mettant en oeuvre un programme de services de santé au travail et d'hygiène du milieu en vertu des pouvoirs délégués par le Conseil du Trésor.

Services de consultation et d'évaluation en matière de santé

Aide les Canadiens et les voyageurs à protéger et à préserver leur santé ou détermine si, du point de vue médical, ils ont droit à certains avantages ou types de permis, en donnant des avis professionnels et de l'aide en matière de médecine aéronautique civile, de services d'urgence, de services consultatifs médicaux et de services de quarantaine et de réglementation.

Politique et consultation

Favorise la mise sur pied et l'application de programmes de santé, fait des recherches et des analyses axées sur la politique de la santé; met au point et coordonne le processus de planification stratégique au sein du ministère; gère les stratégies de consultation et coordonne les consultations fédérales-provinciales-territoriales; gère le Bureau sur la santé des femmes; coordonne l'application des lois sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels au ministère; définit la position du Canada sur les questions de santé internationales; donne son avis sur les relations bilatérales avec les gouvernements étrangers; se tient au courant des questions de santé internationales; gère l'évaluation des programmes; coordonne les activités de communication du ministère; et fournit des services techniques pour aider le ministère à s'acquitter de ses responsabilités de communication.

Assurance-santé

Applique la Loi canadienne sur la santé, surveille et évalue la conformité des régimes provinciaux et territoriaux d'assurance-maladie à la Loi canadienne sur la santé, approfondit les connaissances sur les régimes et les programmes d'assurance-maladie, assiste ces régimes et programmes et fournit des conseils en matière de politiques au sujet de la Loi canadienne sur la santé

Description de l'activité

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés recueille des renseignements sur les prix demandés au Canada par les titulaires de brevets à l'égard des médicaments brevetés, analyse ces données et prend des mesures afin que soient réduits les prix jugés excessifs; il obtient ces résultats soit de façon informelle grâce à la conformité volontaire, soit de façon officielle au moyen d'audiences et de l'émission d'ordonnances correctives. Le Conseil fait également rapport annuellement au Parlement sur l'évolution des prix de tous les médicaments et sur la recherche et le développement dans l'industrie pharmaceutique au Canada.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements						
...	914 763 000	...	...	914 763 000	Ministère				
...	...	23 920 246	...	23 920 246	1 Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	(27 758 800)	(27 758 800)	1a Dépenses de fonctionnement				
...	914 763 000	23 920 246	(27 758 800)	910 924 446	Virement au crédit 10				
...	31 024 000	...	...	31 024 000	Total—Crédit 1	895 536 892	15 387 554	...	983 182 031
...	...	...	(7 909 700)	(7 909 700)	5 Dépenses en capital				
...	31 024 000	...	(7 909 700)	23 114 300	Virement au crédit 10				
...	585 030 000	...	...	585 030 000	Total—Crédit 5	22 919 442	194 858	...	50 842 101
...	...	427 261	...	427 261	10 Subventions et contributions				
...	...	20 200 300	...	20 200 300	10a Virement de 240 000 \$ du crédit 5 (Santé)				
...	...	...	27 758 800	27 758 800	10b Virement de 27 758 800 \$ du crédit 1 (Santé) et de 7 669 700 \$ du crédit 5 (Santé)				
...	...	...	7 909 700	7 909 700	Virement du : crédit 1				
...	585 030 000	20 627 561	35 668 500	641 326 061	crédit 5				
...	48 645	...	...	48 645	Total—Crédit 10	639 886 329	1 439 732	...	565 038 383
...	45 983 000	...	1 760 000	47 743 000	(S) Ministre de la Santé—Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...	48 645
...	...	...	903 245	903 245	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	47 743 000	...	...	41 946 610
...	...	...	(96 000 600)	(96 000 600)	(S) Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	903 245	...	...	...
44 448	...	...	730 592	775 040	(S) Versements à l'égard des services de santé assurés et des services complémentaires de santé	(96 000 600) ⁽¹⁾⁽²⁾	7 240 526 000
44 448	1 576 848 645	44 547 807	(92 606 763)	1 528 834 137	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	729 419	...	45 621	578 088
					Total du ministère—Budgétaire	1 511 766 372	17 022 144	45 621	8 882 161 858
					Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses				
...	1 091 000	...	...	1 091 000	15 Dépenses du programme	962 284	128 716	...	1 259 413
...	127 000	...	...	127 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	127 000	...	...	113 000
...	...	...	110 862	110 862	(S) Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	110 862	...	...	14 890
...	1 218 000	...	110 862	1 328 862	Total du programme—Budgétaire	1 200 146	128 716	...	1 387 303

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Conseil de recherches médicales									
...	6 318 000	...	...	6 318 000	20	Dépenses de fonctionnement			
...	...	294 765	...	294 765	20a	Virement de 1 705 235 \$ du crédit 25 (Santé)			
...	...	...	1 705 235	1 705 235		Virement du crédit 25			
...	6 318 000	294 765	1 705 235	8 318 000		Total—Crédit 20	8 110 101	207 899	...
...	235 468 000	...	...	235 468 000	25	Subventions			
...	...	1	...	1	25b	Subventions			
...	...	...	(1 705 235)	(1 705 235)		Virement au crédit 20			
...	235 468 000	1	(1 705 235)	233 762 766		Total—Crédit 25	233 754 971	7 795	...
391	...	...	6 867	7 258	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	391	6 867
...	538 000	...	...	538 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	538 000	...	...
391	242 324 000	294 766	6 867	242 626 024		Total du programme—Budgétaire	242 403 072	216 085	6 867
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés									
...	2 680 000	...	...	2 680 000	30	Dépenses du programme			
...	...	143 950	...	143 950	30a	Dépenses du programme			
...	...	34 000	...	34 000	30b	Dépenses du programme			
...	2 680 000	177 950	...	2 857 950		Total—Crédit 30	2 812 249	45 701	...
44	...	...	111	155	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	111	...	44
...	289 000	...	...	289 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	289 000	...	...
44	2 969 000	177 950	111	3 147 105		Total du programme—Budgétaire	3 101 360	45 701	44
44 883	1 823 359 645	45 020 523	(92 488 923)	1 775 936 128		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	1 758 470 950	17 412 646	52 532
									9 137 952 574

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Les paiements du Financement des programmes établis pour 1996-1997 sont rapportés sous une nouvelle autorisation législative sous le portefeuille ministériel des Finances.

(2) Ce montant représente des récupérations d'abattement de points d'impôt fédéraux dans le cadre d'accords de non-participation.

Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Innocuité et qualité des aliments et nutrition	43 766 921	42 727 415	751 096	751 096	...	...	1 968 413	928 907	...	...	42 549 604	42 549 604
Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	52 801 969	50 494 475	458 684	458 684	...	...	27 056 000	24 748 506	...	...	26 204 653	26 204 653
Qualité et risques environnementaux	44 927 487	44 213 065	1 231 156	1 231 156	1 250 202	1 250 202	4 459 000	3 744 578	...	...	42 949 845	42 949 845
Surveillance de la santé nationale	40 362 251	40 362 251	1 946 398	1 946 398	80 000	80 000	...	...	...	...	42 388 649	42 388 649
Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire	26 898 381	25 803 547	66 108	66 108	...	...	298 587	292 553	...	...	26 665 902	25 577 102
Programmes et services	59 489 190	58 544 390	79 409	79 409	169 041 311	169 041 262	...	...	...	...	228 609 910	227 665 061
Services de santé des Indiens et des populations du Nord	574 816 505	567 018 372	9 371 900	9 365 111	417 974 600	416 782 519	11 364 000	9 581 467	...	...	990 799 005	983 584 535
Santé des fonctionnaires fédéraux	22 995 384	22 969 782	816 972	673 761	...	...	953 200	927 598	...	...	22 859 156	22 715 945
Services de consultation et d'évaluation en matière de santé	5 306 124	5 053 072	49 049	49 049	...	...	556 000	302 948	...	...	4 799 173	4 799 173
Politique et consultation	19 108 570	17 714 370	553 633	553 633	16 154 338	16 154 338	...	...	...	...	35 816 541	34 422 341
Assurance-santé	1 466 756	1 466 756	25 447	25 447	(96 000 600)	(96 000 600)	...	...	...	...	(94 508 397)	(94 508 397)
Gestion du programme	107 903 654	101 825 531	16 035 797	15 990 939	36 825 610	36 578 008	1 064 965	976 617	...	...	159 700 096	153 417 861
Sous-total	999 843 192	978 193 026	31 385 649	31 190 791	545 325 461	543 885 729	47 720 165	41 503 174	...	...	1 528 834 137	1 511 766 372
Recettes affectées aux dépenses	(47 720 165)	(41 503 174)	...	...	...	...	(47 720 165)	(41 503 174)	...	...	...	...
Total du ministère—Budgétaire	952 123 027	936 689 852	31 385 649	31 190 791	545 325 461	543 885 729	...	...	...	...	1 528 834 137	1 511 766 372
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses—												
Budgétaire	1 325 669	1 196 953	3 193	3 193	...	...	...	...	...	...	1 328 862	1 200 146
Conseil de recherches médicales												
Subventions et bourses	...	...	...	...	233 762 766	233 754 971	...	...	...	...	233 762 766	233 754 971
Administration	8 710 258	8 573 230	153 000	74 871	...	...	...	...	...	...	8 863 258	8 648 101
Total du programme—Budgétaire	8 710 258	8 573 230	153 000	74 871	233 762 766	233 754 971	...	...	...	...	242 626 024	242 403 072
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés—												
Budgétaire	3 111 381	3 065 636	35 724	35 724	...	...	...	...	...	...	3 147 105	3 101 360
Total du portefeuille ministériel—	965 270 335	949 525 671	31 577 566	31 304 579	779 088 227	777 640 700	...	...	...	...	1 775 936 128	1 758 470 950

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Subventions									
Innocuité et qualité des aliments et nutrition									
...	15 000	...	(15 000)	...	...	...	...	...	...
Qualité et risques environnementaux									
...	100 000	...	...	100 000	100 000	...	...	100 000	...
...	5 000	...	...	5 000	5 000	...	...	5 000	...
...	105 000	...	...	105 000	105 000	...	...	105 000	...
Programmes et services									
Subventions aux organismes nationaux bénévoles de santé en vue de partager les coûts de fonctionnement des bureaux nationaux									
...	2 749 000	...	...	2 749 000	2 749 000	...	...	2 662 175	...
Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche									
...	8 929 000	...	(4 056 632)	4 872 368	4 872 319	49	...	6 913 514	...
Subvention au Centre canadien de lutte contre les toxicomanies pour continuer ses activités de prévention, d'éducation publique, de traitement et de réadaptation dans le domaine de l'abus de l'alcool et des drogues									
...	500 000	...	250 000	750 000	750 000	...	...	1 420 000	...
Subvention à l'Institut national du cancer du Canada afin de permettre l'octroi de subventions de recherche dans le cadre du Défi à la recherche sur le cancer du sein									
...	2 000 000	...	...	2 000 000	2 000 000	...	...	2 000 000	...
Subventions aux organisations et institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société en vue de mener des évaluations communautaires ou d'élaborer des propositions sur l'exécution d'un programme d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles									
...	1 840 000	...	(643 514)	1 196 486	1 196 486	...	...	1 764 423	...
...	16 018 000	...	(4 450 146)	11 567 854	11 567 805	49	...	14 760 112	...
Services de santé des Indiens et des populations du Nord									
Subventions sous forme de bourses à des particuliers d'ascendance indienne ou inuit pour les aider dans leurs études débouchant sur des carrières dans le domaine de la santé									
...	300 000	...	...	300 000	294 000	6 000	...	264 250	...
Politique et consultation									
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif, admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé									
...	922 000	...	(325 000)	597 000	597 000	...	...	515 000	...

...	1 100 000	...	255 938	1 355 938	Subvention au Centre international de recherche sur le cancer	1 355 938	...	...	1 359 291
...	...	11 000 000	...	11 000 000	Subvention à la Fondation canadienne de recherche sur les services de santé, afin d'aider à l'établissement et à la gestion du Fonds de recherche sur les services de santé	11 000 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	93 000
...	2 022 000	11 000 000	(69 062)	12 952 938		12 952 938	...	...	1 967 291
...	18 460 000	11 000 000	(4 534 208)	24 925 792	Total—Subventions	24 919 743	6 049	...	17 096 653
Contributions									
Innocuité et qualité des aliments et nutrition									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	7 000
Innocuité, qualité et efficacité des médicaments									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	514 070
Qualité et risques environnementaux									
...	...	...	1 145 202	1 145 202	Contributions à des organismes à but non lucratif oeuvrant dans des activités concernant la protection de la santé	1 145 202	...	...	1 549 980
Surveillance de la santé nationale									
...	...	...	80 000	80 000	Contributions à des organismes à but non lucratif oeuvrant dans des activités concernant la protection de la santé	80 000	...	...	90 000
Programmes et services									
...	28 462 000	427 261	4 718 252	33 607 513	Contributions à des personnes et à des organismes à l'appui d'activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets pilotes en hygiène publique	33 607 513	...	...	35 174 139
...	13 432 000	...	2 844 250	16 276 250	Contributions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche	16 276 250	...	...	22 645 573
...	12 238 000	...	(404 088)	11 833 912	Contributions à toutes les institutions, les corporations, les sociétés (à l'exception des ministères, des organismes et des sociétés du gouvernement du Canada), y compris les universités et les hôpitaux canadiens, les ministères et organismes provinciaux et municipaux et les sociétés de professionnels de la santé ainsi que les citoyens canadiens et les immigrants reçus, à l'appui du Programme national sur le SIDA	11 833 912	...	...	12 422 243
...	18 000 000	...	(237 566)	17 762 434	Contributions aux groupes d'ânés, aux organisations sans but lucratif, aux associations professionnelles, aux institutions d'enseignement, aux organismes de services de la santé ou sociaux, aux autres organismes parapublics, au monde des affaires, au monde du travail, aux gouvernements provinciaux et territoriaux et aux administrations locales pour : améliorer la santé, le bien-être, et l'autonomie des ânés vivant des situations de risque et prévenir les situations de risque; appuyer des projets innovateurs qui intègrent un plan d'évaluation et de partage des résultats; favoriser la création de nouveaux partenariats entre les ânés, les entreprises, les gouvernements et les organismes non gouvernementaux	17 762 434	...	...	10 861 838

...	57 960 000	...	(1 022 988)	56 937 012	Contributions à des organismes communautaires à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention précoce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement d'enfants vulnérables d'âge préscolaire au Canada
-----	------------	-----	-------------	------------	---

...	907 000	...	...	907 000	Contributions au gouvernement de Terre-Neuve pour le coût de la prestation des soins aux communautés indiennes et inuit	907 000	...	...	907 000
...	1 053 000	...	(13 600)	1 039 400	Contributions à des associations ou des groupes indiens et inuit pour les consultations au sujet de la santé des Indiens et des Inuit	895 193	144 207	...	943 519
...	18 587 000	...	(2 700 000)	15 887 000	Contribution au gouvernement du Yukon pour la construction de l'Hôpital général de Whitehorse	15 887 000	...	...	13 970 000
...	413 047 000	9 200 300	(4 572 700)	417 674 600		416 488 519	1 186 081	...	398 697 890
Politique et consultation									
...	1 458 600	...	(929 600)	529 000	Contributions aux provinces, aux territoires et aux associations et aux organismes reconnus à l'échelle nationale pour l'élaboration de systèmes d'information en matière de bien-être social ou de santé	529 000	...	...	297 742
...	2 672 400	...	...	2 672 400	Contribution à l'Institut canadien d'information en matière de santé	2 672 400	...	...	1 781 600
...	4 131 000	...	(929 600)	3 201 400		3 201 400	...	...	2 079 342
Assurance-santé									
(S) Versements aux termes de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces :									
...	...	...	(2 022 000)	(2 022 000)	Loi canadienne sur la santé —Dédution	(2 022 000)	...	...	...
...	...	...	(90 299 200)	(90 299 200)	Programme des services de santé assurés	(90 299 200)	...	...	5 721 260 000
...	...	...	(3 679 400)	(3 679 400)	Programme des services complémentaires de santé	(3 679 400)	...	...	1 519 266 000
...	...	...	(96 000 600)	(96 000 600)		(96 000 600) ⁽¹⁾⁽²⁾	7 240 526 000
Gestion du programme									
...	...	...	4 804 400	4 804 400	Contributions pour les services intégrés de soins de santé communautaire aux communautés indiennes et inuit	4 710 805	93 595	...	...
...	...	...	31 491 100	31 491 100	Contributions au nom des Indiens et des Inuit, ou à leur égard, pour le coût de la construction, de l'agrandissement ou de la rénovation d'hôpitaux, d'installations de soins et d'autres établissements ainsi que pour l'acquisition de matériel de soins et de matériel connexe	31 337 093	154 007	...	...
...	...	...	530 110	530 110	Contributions à des organismes à but non lucratif impliqués dans des activités relativement à la protection de la santé	530 110	...	...	...
...	...	...	36 825 610	36 825 610		36 578 008	247 602	...	...
...	566 570 000	9 627 561	(55 797 892)	520 399 669	Total—Contributions	518 965 986	1 433 683	...	7 788 467 730
Sommaire du ministère par activité									
...	15 000	...	(15 000)	...	Innocuité et qualité des aliments et nutrition	...	...	...	7 000
...	...	...	...	...	Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	...	...	...	514 070
...	105 000	...	1 145 202	1 250 202	Qualité et risques environnementaux	1 250 202	...	...	1 654 980
...	...	...	80 000	80 000	Surveillance de la santé nationale	80 000	...	...	90 000
...	165 410 000	427 261	3 204 050	169 041 311	Programmes et services	169 041 262	49	...	159 763 560
...	413 347 000	9 200 300	(4 572 700)	417 974 600	Services de santé des Indiens et des populations du Nord	416 782 519	1 192 081	...	398 962 140
...	6 153 000	11 000 000	(998 662)	16 154 338	Politique et consultation	16 154 338	...	...	4 046 633
...	...	...	(96 000 600)	(96 000 600)	Assurance-santé	(96 000 600)	...	...	7 240 526 000
...	...	...	36 825 610	36 825 610	Gestion du programme	36 578 008	247 602	...	...
...	585 030 000	20 627 561	(60 332 100)	545 325 461	Total du ministère	543 885 729	1 439 732	...	7 805 564 383

Conseil de recherches médicales

Subventions

Subventions et bourses

...	235 468 000	...	(1 705 235)	233 762 765	Subventions et bourses pour appuyer la recherche	233 754 971	7 794	...	243 186 879
...	...	1	...	1	Subvention à la Fondation canadienne de recherche sur les services de santé	...	1	...	...
...	235 468 000	1	(1 705 235)	233 762 766	Total du programme	233 754 971	7 795	...	243 186 879
...	820 498 000	20 627 562	(62 037 335)	779 088 227	Total du portefeuille ministériel	777 640 700	1 447 527	...	8 048 751 262

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Ministère			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Innocuité et qualité des aliments et nutrition	2 082 000	1 042 494	231 000
Innocuité, qualité et efficacité des médicaments	27 529 000	24 748 506	10 626 000
Qualité et risques environnementaux	4 321 000	3 744 578	2 746 086
Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire	185 000	178 966	...
Services de santé des Indiens et des populations du Nord	16 300 000	9 581 467	14 955 618
Santé des fonctionnaires fédéraux	...	927 598	...
Services de consultation et d'évaluation en matière de santé	250 000	302 948	85 125
Gestion du programme	466 000	976 617	562 585
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	51 133 000⁽¹⁾	41 503 174	29 206 414

⁽¹⁾ Ce montant a été réduit à 47 720 165 \$ au cours de l'exercice.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	511 256	31 497
Total des recettes fiscales	511 256	31 497
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Remboursements des achats de biens et de services	3 142 095	1 718 143
Recouvrements des dépenses en capital	64 813	5 643
Recouvrements des paiements de transfert	1 159 371	2 217 260
Divers	2 204	...
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	7 660 206	8 342 360
	12 028 689	12 283 406
Privilèges, licences et permis —		
Frais—Analyses des aliments et des médicaments	7 900	11 081
Frais de services —		
Services pour patients internes	3 947	4 198
Services pour patients externes	1 158 682	1 626 823
Accords à frais partagés	3 936 643	3 080 325
Logement du personnel	742 073	906 026
Concessions	101 344	69 171
Divers	108 753	246 294
	6 051 442	5 932 837
Produits des ventes —		
Recettes diététiques	49 136	115 757
Recettes pharmaceutiques	98 279	207 193
Divers	590	703
	148 005	323 653
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	730 592	568 824
Diverses recettes non fiscales —		
Amendes : aliments et drogues	131 000	130 727
Saisies : aliments et drogues	50	48
Amendes : opium et narcotiques	3 431 828	3 443 379
Saisies : opium et narcotiques	12 200	(26 337)
Intérêt—Croix bleue (Services de santé non assurés)	1 050 953	...

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Intérêt sur comptes en souffrance	28 167	...
Divers	4 316 394	213 866
	8 970 592	3 761 683
Total des recettes non fiscales	27 937 220	22 881 484
Total du ministère	28 448 476	22 912 981
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 257	266
Frais de services	443 613	379 783
Total du programme	444 870	380 049
Conseil de recherches médicales		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de bourses d'exercices antérieurs	397 742	577 520
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	...	6 869
	397 742	584 389
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 867	391
Diverses recettes non fiscales —		
Divers	50	10
Total du programme	404 659	584 790

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 008	883
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	111	81
Diverses recettes non fiscales —		
Amendes	55	87 014
Total du programme	3 174	87 978
Sommaire du portefeuille ministériel		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	511 256	31 497
Total des recettes fiscales	511 256	31 497
Recettes non fiscales —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	12 430 696	12 868 944
Privilèges, licences et permis	7 900	11 081
Frais de services	6 495 055	6 312 620
Produits des ventes	148 005	323 653
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	737 570	569 296
Diverses recettes non fiscales	8 970 697	3 848 707
Total des recettes non fiscales	28 789 923	23 934 301
Total du portefeuille ministériel	29 301 179	23 965 798

SECTION 22

COMPTES PUBLICS DU CANADA

1996-1997

Solliciteur général

Ministère

Service canadien du renseignement de
sécurité

Service correctionnel

Commission nationale des libérations
conditionnelles

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Gendarmerie royale du Canada

Comité externe d'examen de la Gendar-
merie royale du Canada

Commission des plaintes du public
contre la Gendarmerie royale du
Canada

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités . .	22.2
Sommaire du portefeuille ministériel	22.5
Programmes par activité	22.8
Paiements de transfert	22.10
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	22.13
Recettes	22.13

Ministère**Objectif**

Assurer la direction de la politique d'ensemble pour les programmes du portefeuille ministériel et exercer des fonctions d'examen ayant rapport aux organismes du portefeuille ministériel.

Description des activités**Ministère du Solliciteur général**

Le ministère conseille le solliciteur général et le sous-solliciteur général en matière de stratégies et de planification centrale; il élabore une politique et prépare des conseils en ce qui concerne la police et la sécurité; il met au point la politique d'antiterrorisme, ce qui comprend notamment l'élaboration, la coordination et la mise en oeuvre du Plan national de lutte contre le terrorisme, et il élabore une politique visant le secteur correctionnel et donne des conseils à ce sujet; il fournit des services à la haute direction, des services de communications, de planification et de gestion des ressources ainsi que des services judiciaires, financiers et administratifs.

Bureau de l'inspecteur général du Service canadien du renseignement de sécurité

Le Bureau de l'inspecteur général du SCRS s'assure que le SCRS respecte les politiques opérationnelles du service; examine les activités opérationnelles, présente au solliciteur général un certificat annuel sur les opérations du service et entreprend sur demande des révisions d'activités spécifiques requises.

Service canadien du renseignement de sécurité**Objectif**

Fournir au gouvernement du Canada des renseignements pour la sécurité.

Description de l'activité**Service canadien du renseignement de sécurité**

Recueille, analyse et conserve des informations et des renseignements sur les activités susceptibles de menacer la sécurité du Canada, fait rapport et donne des conseils au gouvernement du Canada au sujet de ces menaces, et fournit des évaluations de la sécurité.

Service correctionnel**Objectif**

Contribuer, en tant que composante du système de justice pénale, à la protection de la société en incitant activement et en aidant les délinquants à devenir des citoyens respectueux des lois tout en exerçant un contrôle raisonnable, sûr, sécuritaire et humanitaire.

Description des activités**Opérations correctionnelles**

Prestation de services essentiels liés à chaque étape de la peine du délinquant, y compris toute période de liberté sous condition. Parmi ces services, on retrouve la prestation de soins de santé physique aux détenus ainsi que des soins de santé mentale tant aux détenus qu'aux délinquants en liberté sous condition; la surveillance et le contrôle des détenus

de pair avec la sécurité physique et périmétrique; les opérations de gestion des cas; la surveillance dans la collectivité et l'assistance postpénale.

Programmes correctionnels

Prestation d'une gamme de programmes conçus pour promouvoir la réintégration des délinquants, y compris la formation académique et professionnelle; l'emploi et le perfectionnement professionnel; des services et des programmes d'aumônerie; ainsi que d'autres programmes conçus pour répondre à divers besoins culturels, sociaux, spirituels et de perfectionnement personnel.

Services techniques et services aux détenus

Prestation de fonctions liées directement aux services d'alimentation, de vêtements et de logement des détenus ainsi qu'à la construction, à l'entretien et au fonctionnement des établissements correctionnels. Parmi ceux-ci on retrouve les biens et services qui contribuent au soutien des activités pénitentiaires; l'ingénierie et le maintien des usines, des installations de programmes et du transport; services de gestion des programmes d'immobilisation.

Gestion et administration

Prestation de services intégrés tels la planification stratégique, les politiques intégrées, la recherche, les communications, l'évaluation des programmes, la vérification, les services juridiques et les services à la haute direction. De plus, cette activité renferme les services de gestion tels le personnel, les finances, les systèmes, l'administration et la coordination de la planification des opérations et des ressources.

CORCAN

Prestation d'activités de formation de main-d'œuvre, d'expérience du travail et de services d'emploi conformes aux besoins des délinquants pour faciliter la réinsertion socioprofessionnelle du délinquant.

Commission nationale des libérations conditionnelles

Objectif

Exercer des pouvoirs légaux et des pouvoirs de réglementation pour accorder et contrôler la mise en liberté sous condition des personnes qui purgent des peines d'emprisonnement et présenter des recommandations en vue de l'octroi de pardons et de l'exercice de la prérogative royale de clémence.

Description de l'activité

Opérations de la Commission

Conformément aux dispositions de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et d'autres lois pertinentes, la Commission nationale des libérations conditionnelles est un organisme administratif autonome qui octroie, refuse et dirige la mise en liberté sous condition accordée à des détenus incarcérés dans les pénitenciers fédéraux, et elle recommande l'exercice de la prérogative royale de clémence ainsi que l'octroi de pardons. En outre, la Commission nationale des libérations conditionnelles exerce les mêmes pouvoirs et responsabilités, à l'exception de l'octroi d'absences temporaires, aux détenus sous juridiction provinciale incarcérés dans les provinces qui n'ont pas de commission provinciale de libération conditionnelle.

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Objectif

L'objectif du programme est d'agir en tant qu'ombudsman pour toute question correctionnelle de compétence fédérale en révisant de façon indépendante les plaintes des délinquants liées aux décisions, recommandations, actes ou omissions du commissaire du Service correctionnel, ses préposés ou agents par rapport à l'application de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et en menant des enquêtes à leur sujet, afin de contribuer à la gestion efficace, juste et humaine des peines des délinquants pour lesquels le solliciteur général est responsable.

Description de l'activité

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Le Bureau maintient un processus d'enquête indépendant, objectif, approfondi et opportun afin de répondre aux problèmes soulevés par les délinquants qui relèvent de la juridiction fédérale et le personnel des services correctionnels afin de faciliter le règlement des préoccupations individuelles et collectives des délinquants; formule des recommandations au commissaire du Service correctionnel et au solliciteur général sur les résultats des enquêtes, y compris les mesures de redressement; par l'entremise du solliciteur général, présente un rapport annuel aux deux Chambres du Parlement et comparait, le cas échéant, devant le Sénat et les Comités permanents de la Chambre sur la justice et le solliciteur général.

Gendarmerie royale du Canada

Objectif

Faire respecter les lois, prévenir le crime, maintenir la paix, l'ordre et la sécurité.

Description des activités

Police opérationnelle

Englobe divers programmes d'application de la Loi offerts aux gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux. Elle collabore avec les services de police accrédités et fournit des services au public.

Police de protection

Assure les services de protection et de sécurité aux dignitaires canadiens et étrangers, aux biens de l'État, aux événements d'envergure ainsi qu'aux aéroports désignés et s'occupe de la recherche, de la conception et de l'évaluation de méthodes et d'équipement de sécurité.

Services judiciaires

Appuient tous les services de police canadiens en leur fournissant des cours de techniques policières spécialisés ainsi que des services de laboratoire judiciaire, d'identité judiciaire et d'information.

Gestion générale

Assure l'interaction de la planification stratégique et générale, l'élaboration des politiques, de la planification financière et de l'évaluation des programmes. Elle assume le contrôle des activités en coordonnant les secteurs des communications, des affaires publiques, de l'accès à l'information, des liaisons ministérielles, des examens externes et des appels.

Administration

Chargée de l'organisation et de la gestion des ressources humaines du ministère, des programmes de formation, de la dotation en personnel, des services de santé et des services linguistiques, de l'administration de la gestion du matériel et des programmes et des services de biens immobiliers.

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada**Objectif**

Assurer l'examen externe des appels de certains types de griefs, des cas de discipline graves, de renvoi et de rétrogradation soumis devant le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.

Description de l'activité

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, qui doit rendre compte annuel -

lement de ses activités au Parlement, se définit en une tierce partie impartiale qui révisé équitablement les cas portés devant lui. Le Comité peut tenir des audiences, appeler des témoins à comparaître, faire prêter serment, recevoir et accepter en preuve tous documents ou autres renseignements qu'il trouve acceptables. Les conclusions et recommandations du président, ou du Comité, sont envoyées aux parties et au commissaire de la Gendarmerie royale du Canada.

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada**Objectif**

Permettre au public de déposer des plaintes en ce qui a trait à la conduite de membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions et de faire examiner ces plaintes de manière impartiale par un organisme externe indépendant.

Description de l'activité

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

La Commission des plaintes du public contre la GRC est un organisme indépendant et impartial qui reçoit et examine les plaintes dont elle est saisie. Elle peut effectuer des enquêtes, tenir des audiences publiques, sommer des témoins à comparaître, faire prêter serment, admettre les preuves qu'elle juge recevables et transmettre ses conclusions et recommandations au commissaire de la GRC et au solliciteur général du Canada. Le président de la Commission présente chaque année au solliciteur général un rapport où figurent un résumé des activités et une liste des recommandations de l'année, pour qu'il soit déposé devant chaque Chambre du Parlement.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements						
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	19 617 000	...	...	19 617 000	Ministère				
...	...	1 110 020	...	1 110 020	1 Dépenses de fonctionnement				
...	...	1	...	1	1a Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	10 499 999	10 499 999	1b Virement de 10 499 999 \$ du crédit 5 (Solliciteur général)				
...	19 617 000	1 110 021	10 499 999	31 227 020	Virement du crédit 5				
...	52 247 200	...	...	52 247 200	Total—Crédit 1	29 001 988	2 225 032	...	31 507 636
...	...	100 000	...	100 000	5 Subventions et contributions				
...	...	...	(10 499 999)	(10 499 999)	5a Contributions				
...	52 247 200	100 000	(10 499 999)	41 847 201	Virement au crédit 1				
...	48 645	...	...	48 645	Total—Crédit 5	40 246 207	1 600 994	...	39 744 319
...	1 829 000	...	70 000	1 899 000	(S) Solliciteur général—Traitement et allocation pour automobile	48 645	...	...	48 645
...	...	...	9 719	9 719	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 899 000	...	...	1 845 000
...	...	...	...	...	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	9 719	...	...	7 511
...	73 741 845	1 210 021	79 719	75 031 585	Total du ministère—Budgétaire	71 205 559	3 826 026	...	73 153 111
...	165 554 000	...	...	165 554 000	Service canadien du renseignement de sécurité				
25 000	...	...	107 800	132 800	10 Dépenses du programme	165 439 770	114 230	...	184 154 499
...	...	...	...	...	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	132 800	...	...	97 103
25 000	165 554 000	...	107 800	165 686 800	Total du programme—Budgétaire	165 572 570	114 230	...	184 251 602
...	843 646 000	...	...	843 646 000	Service correctionnel				
...	...	32 810 500	...	32 810 500	15 Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement				
...	...	...	5 600 000	5 600 000	15a Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement				
...	843 646 000	32 810 500	5 600 000	882 056 500	Virement du CT, crédit 5 ⁽¹⁾				
...	170 447 000	...	...	170 447 000	Total—Crédit 15	867 177 269	14 879 231	...	856 228 325
18 209 540	2 827 000	...	(2 827 000)	18 209 540	20 Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital	161 017 694	9 429 306	...	176 149 502
...	201 000	...	(201 000)	...	(S) Fonds renouvelable CORCAN	(118 917)	...	18 328 457	(934 276)
...	...	...	...	...	(S) Pensions et autres avantages sociaux des employés	...	...	...	15 566

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	75 157 000	...	2 876 000	78 033 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	78 033 000	...	...	66 564 000
175 278	...	...	344 677	519 955	(S) Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	425 094	...	94 861	347 744
...	...	...	8 022	8 022	(S) Remise des prêts	8 022	...	...	14 766
...	...	...	5 116	5 116	(S) Montants adjugés par une cour	5 116	...	...	899 431
...	...	...	495 015	495 015	(S) Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs	495 015	...	...	487
18 384 818	1 092 278 000	32 810 500	6 300 830	1 149 774 148	Total budgétaire	1 107 042 293	24 308 537	18 423 318	1 099 285 545
32 043	...	...	...	32 043	L14b Prêts à des personnes sous surveillance obligatoire et aux libérés conditionnels en vertu du Compte des prêts aux libérés conditionnels. Loi n° 3 de 1982-1983 portant affectation de crédits. Limite 50 000 \$ (Net)	(604)	...	32 647	(6 569)
18 384 818	1 092 278 000	32 810 500	6 300 830	1 149 774 148	Total du programme—	1 107 042 293	24 308 537	18 423 318	1 099 285 545
32 043	...	...	...	32 043	Budgétaire	(604)	...	32 647	(6 569)
					Non budgétaire				
					Commission nationale des libérations conditionnelles				
...	21 295 000	...	...	21 295 000	25 Dépenses du programme				
...	...	1 122 064	...	1 122 064	25a Dépenses du programme				
...	21 295 000	1 122 064	...	22 417 064	Total—Crédit 25	21 700 785	716 279	...	23 325 366
...	2 560 000	...	98 000	2 658 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 658 000	...	...	2 511 000
...	23 855 000	1 122 064	98 000	25 075 064	Total du programme—Budgétaire	24 358 785	716 279	...	25 836 366
					Bureau de l'enquêteur correctionnel				
...	1 132 000	...	...	1 132 000	30 Dépenses du programme				
...	...	9 544	...	9 544	30b Dépenses du programme				
...	1 132 000	9 544	...	1 141 544	Total—Crédit 30	1 125 849	15 695	...	1 185 141
...	138 000	...	...	138 000	(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	138 000	...	...	125 000
...	1 270 000	9 544	...	1 279 544	Total du programme—Budgétaire	1 263 849	15 695	...	1 310 141

...	839 295 000	...	...	839 295 000	35	Application de la Loi—Dépenses de fonctionnement							
...	...	55 767 083	...	55 767 083	35b	Virement de 4 431 500 \$ du crédit 40 (Solliciteur général)							
...	...	...	4 431 500	4 431 500		Virement du : crédit 40							
...	...	...	9 130 213	9 130 213		CT, crédit 5 ⁽¹⁾							
...	839 295 000	55 767 083	13 561 713	908 623 796		Total—Crédit 35	906 839 858	1 783 938	...	873 433 158			
...	129 035 000	...	...	129 035 000	40	Application de la Loi—Dépenses en capital							
...	...	...	(4 431 500)	(4 431 500)		Virement au crédit 35							
...	129 035 000	...	(4 431 500)	124 603 500		Total—Crédit 40	124 404 184	199 316	...	177 310 224			
...	217 490 000	...	(12 658 055)	204 831 945	(S)	Pensions et autres prestations des employés —Membres de la Gendarmerie royale du Canada	204 831 945	...	...	199 908 412			
...	15 220 000	...	582 000	15 802 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 802 000	...	...	14 670 000			
2 365 401	...	...	5 933 959	8 299 360	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 353 880	48 676	1 896 804	5 796 045			
2 365 401	1 201 040 000	55 767 083	2 988 117	1 262 160 601		Total du programme—Budgétaire	1 258 231 867	2 031 930	1 896 804	1 271 117 839			
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada													
...	745 000	...	...	745 000	45	Dépenses du programme							
...	...	37 650	...	37 650	45a	Dépenses du programme							
...	745 000	37 650	...	782 650		Total—Crédit 45	601 244	181 406	...	631 743			
...	43 000	...	...	43 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	43 000	...	...	39 000			
...	788 000	37 650	...	825 650		Total du programme—Budgétaire	644 244	181 406	...	670 743			
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada													
...	3 275 000	...	...	3 275 000	50	Dépenses du programme							
...	...	116 830	...	116 830	50a	Dépenses du programme							
...	3 275 000	116 830	...	3 391 830		Total—Crédit 50	3 287 506	104 324	...	3 319 308			
...	256 000	...	...	256 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	256 000	...	...	229 000			
...	3 531 000	116 830	...	3 647 830		Total du programme—Budgétaire	3 543 506	104 324	...	3 548 308			
Total du portefeuille ministériel—													
20 775 219	2 562 057 845	91 073 692	9 574 466	2 683 481 222		Budgétaire	2 631 862 673	31 298 427	20 320 122	2 659 173 655			
32 043	...	...	...	32 043		Non budgétaire	(604)	...	32 647	(6 569)			

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.

Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Ministère du Solliciteur général	31 963 349	29 435 358	426 335	725 852	41 847 201	40 246 206	...	...	...	...	74 236 885	70 407 416
Bureau de l'inspecteur général du Service canadien du renseignement de sécurité	775 249	772 203	19 451	25 940	...	...	...	...	...	...	794 700	798 143
Total du ministère—Budgétaire	32 738 598	30 207 561	445 786	751 792	41 847 201	40 246 206	...	...	...	...	75 031 585	71 205 559
Service canadien du renseignement de sécurité—												
Budgétaire	165 686 800	165 572 570	...	...	...	...	...	...	...	...	165 686 800	165 572 570
Service correctionnel												
Opérations correctionnelles —												
Budgétaire	542 561 305	523 964 829	388 466	303 778	625 654	624 654	...	...	...	...	543 575 425	524 893 261
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	32 043	(604)	32 043	(604)
Programmes correctionnels	115 887 906	118 543 199	59 349	60 075	457 500	458 934	...	...	...	...	116 404 755	119 062 208
Services techniques et services aux détenus												
	160 396 628	160 154 445	152 682 636	143 694 269	1 504 577	1 501 372	...	...	...	...	314 583 841	305 350 086
Gestion et administration	140 814 658	142 115 962	16 060 929	15 612 295	125 000	127 398	...	...	...	...	157 000 587	157 855 655
CORCAN	75 374 176	64 646 533	1 703 364	1 703 364	...	...	58 868 000	66 468 814	...	...	18 209 540	(118 917)

Sous-total—												
Budgétaire	1 035 034 673	1 009 424 968	170 894 744	161 373 781	2 712 731	2 712 358	58 868 000	66 468 814	...	...	1 149 774 148	1 107 042 293
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	32 043	(604)	32 043	(604)
Recettes affectées aux dépenses	(58 868 000)	(66 468 814)	...	...	...	...	...	...	(58 868 000)	(66 468 814)	...	...
Total du programme—												
Budgétaire	976 166 673	942 956 154	170 894 744	161 373 781	2 712 731	2 712 358	...	...	...	...	1 149 774 148	1 107 042 293
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	32 043	(604)	32 043	(604)
Commission nationale des libérations conditionnelles												
Opérations de la Commission	25 075 064	24 358 785	...	...	...	...	...	...	...	...	25 075 064	24 358 785
Total du programme—Budgétaire	25 075 064	24 358 785	...	...	...	...	...	...	...	...	25 075 064	24 358 785
Bureau de l'enquêteur correctionnel—												
Budgétaire	1 279 544	1 261 102	...	2 747	...	...	...	...	...	...	1 279 544	1 263 849

Gendarmerie royale du Canada

Police opérationnelle	1 135 697 496	1 134 671 628	56 413 761	56 214 446	...	...	738 282 241	738 282 241	...	...	453 829 016	452 603 833
Police de protection	135 002 582	134 877 260	1 598 835	1 598 835	...	...	...	...	...	...	136 601 417	136 476 095
Services judiciaires	254 814 917	254 418 949	26 281 373	26 281 373	386 080	261 284	2 753 042	2 753 042	...	...	278 729 328	278 208 564
Gestion générale	53 705 506	54 049 131	16 976 256	16 976 256	...	...	...	...	...	...	70 681 762	71 025 387
Administration	260 842 241	258 780 334	23 333 275	23 333 275	38 143 562	37 804 379	...	...	...	...	322 319 078	319 917 988
Sous-total	1 840 062 742	1 836 797 302	124 603 500	124 404 185	38 529 642	38 065 663	741 035 283	741 035 283	...	...	1 262 160 601	1 258 231 867
Recettes affectées aux dépenses	(741 035 283)	(741 035 283)	...	...	...	...	(741 035 283)	(741 035 283)	...	...	...	...

Total du programme—Budgétaire 1 099 027 459 1 095 762 019 124 603 500 124 404 185 38 529 642 38 065 663 1 262 160 601 1 258 231 867

**Comité externe d'examen de la
Gendarmerie royale du Canada—
Budgétaire**

795 650	644 244	30 000
---------	---------	--------	-----	-----	-----	-----	-----

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Subventions									
...	509 795	...	...	509 795	Ministère du Solliciteur général				
...	451 807	...	...	451 807	Société John Howard	509 796	(1)	...	40 500
...	834 542	...	...	834 542	Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry	451 807	...	...	...
...	...	...	...	...	Autres organismes nationaux de bénévolat actifs dans le secteur de la justice pénale	834 542	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	1 582 861
...	1 796 144	...	...	1 796 144	Total—Subventions	1 796 145	(1)	...	1 623 361
Contributions									
...	49 540 000	...	(10 499 999)	39 040 001	Ministère du Solliciteur général				
...	911 056	100 000	...	1 011 056	Paiements aux provinces, territoires, municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de l'État et aux groupes inuit conformément au programme de services de police des Premières nations	37 622 688	1 417 313	...	36 940 976
...	...	...	...	...	Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du Solliciteur général	827 373	183 683	...	901 544
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	278 438
...	50 451 056	100 000	(10 499 999)	40 051 057	Total—Contributions	38 450 061	1 600 996	...	38 120 958
...	52 247 200	100 000	(10 499 999)	41 847 201	Total du ministère	40 246 206	1 600 995	...	39 744 319
Service correctionnel									
Subventions									
...	54 000	...	...	54 000	Opérations correctionnelles				
...	...	...	...	...	Subvention au Collège de médecine de l'Université de la Saskatchewan pour l'obtention d'une place en psychiatrie	53 479	521	...	47 876
...	100 000	...	...	100 000	Gestion et administration				
...	201 000	...	(201 000)	...	Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents	102 398	(2 398)	...	120 571
...	301 000	...	(201 000)	100 000	(S) Pensions et autres avantages sociaux des employés	...	...	...	15 566
...	355 000	...	(201 000)	154 000	Total—Subventions	155 877	(1 877)	...	184 013

					Contributions				
					Opérations correctionnelles				
...	280 000	...	291 654	571 654	Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires	571 175	479	...	589 662
-----					Programmes correctionnels				
...	430 000	...	27 500	457 500	Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires	458 934	(1 434)	...	408 440
-----					Services techniques et services aux détenus				
...	...	...	1 504 577	1 504 577	Contributions pour la construction effectuée par les provinces ou municipalités	1 501 372	3 205	...	350 856
-----					Gestion et administration				
...	6 000	...	19 000	25 000	Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires	25 000	...	...	...
...	716 000	...	1 842 731	2 558 731	Total—Contributions	2 556 481	2 250	...	1 348 958
-----					Sommaire du programme par activité				
...	334 000	...	291 654	625 654	Opérations correctionnelles	624 654	1 000	...	637 538
...	430 000	...	27 500	457 500	Programmes correctionnels	458 934	(1 434)	...	408 440
...	...	...	1 504 577	1 504 577	Services techniques et services aux détenus	1 501 372	3 205	...	350 856
...	307 000	...	(182 000)	125 000	Gestion et administration	127 398	(2 398)	...	136 137
...	1 071 000	...	1 641 731	2 712 731	Total du programme	2 712 358	373	...	1 532 971
-----					Gendarmerie royale du Canada				
					Subventions				
					Administration				
...	1 900	...	...	1 900	Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada	3 854	(1 954)	...	...
...	1 900	...	...	1 900	Association internationale des chefs de police	1 900	...	...	2 207
...	1 000 000	...	...	1 000 000	Paielements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la Gendarmerie royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions	658 863	341 137	...	624 808
...	31 000 000	...	(4 529 122)	26 470 878	(S) Pensions aux termes de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada	26 470 878	...	...	28 513 144
...	8 000 000	...	2 587 083	10 587 083	(S) Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions	10 587 083	...	...	9 242 788
...	100 000	...	(18 199)	81 801	(S) Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions	81 801	...	...	80 222
...	40 103 800	...	(1 960 238)	38 143 562	Total—Subventions	37 804 379	339 183	...	38 463 169

Contributions

Services judiciaires

Contributions aux élèves qui ne sont pas membres de la
Gendarmerie royale du Canada et qui suivent des cours
au Collège canadien de police

...	386 080	386 080	261 284	124 796	...	290 533
-----	----------------	-----	-----	----------------	----------------	----------------	-----	----------------

Sommaire du programme par activité

...	386 080	...	...	386 080	261 284	124 796	...	290 533
...	40 103 800	...	...			

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Service correctionnel			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
CORCAN	58 868 000	66 468 814	55 674 115
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Compte des prêts aux libérés conditionnels	...	12 608	21 424
Total du programme—			
Budgétaire	58 868 000	66 468 814	55 674 115
Non budgétaire	...	12 608	21 424
Gendarmerie royale du Canada			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Police opérationnelle			
Police socio-préventive contractuelle	721 219 000	715 901 208	704 275 568
Police des Autochtones	...	22 381 033	25 742 377
	721 219 000	738 282 241	730 017 945
Services judiciaires			
Système de récupération de renseignements judiciaires	3 461 000	2 753 042	2 534 753
Gestion générale			
Divers	40 000	...	...
Total du programme—Budgétaire	724 720 000⁽¹⁾	741 035 283	732 552 698
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	783 588 000	807 504 097	788 226 813
Non budgétaire	...	12 608	21 424

(1) Ce montant a été augmenté à 741 035 283 \$ au cours de l'exercice.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Ministère		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	103	42
Total des recettes fiscales	103	42
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	200 757	19 343
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 346 362	352 430
	1 547 119	371 773
Frais de services	959	1 175
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	9 719	4 621
Diverses recettes non fiscales	1 468	595
Total des recettes non fiscales	1 559 265	378 164
Total du ministère	1 559 368	378 206
Service canadien du renseignement de sécurité		
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	870 177	204 174
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	470 879	654 924
	1 341 056	859 098
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	107 800	120 083
Diverses recettes non fiscales	103 532	36 374
Total du programme	1 552 388	1 015 555
Service correctionnel		
Recettes fiscales—		
Taxe sur les produits et services	802 273	785 391
Total des recettes fiscales	802 273	785 391
Recettes non fiscales—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 162 394	3 597 249
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	818 428	2 154 073
	1 980 822	5 751 322

Recettes—Suite

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Privilèges, licences et permis —			Gendarmerie royale du Canada		
Locations	32 907	166 506	Recettes fiscales—		
Chambre et pension—Détenus	445 678	456 067	Taxe sur les produits et services	222 295	239 748
	478 585	622 573	Total des recettes fiscales	222 295	239 748
Frais de services —			Recettes non fiscales—		
Service de blanchisserie	473	2 405	Revenus de placements —		
Entretien des détenus—Contrat (accords fédéraux-provinciaux)	995 743	126 804	Autres comptes —		
Services psychiatriques—Contrat	493 886	974 702	Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger —		
Frais d'accès à l'information	662	1 263	Intérêt	19 406	1 075
	1 490 764	1 105 174	Virement des bénéfices	11 395	12 998
Produits des ventes —				30 801	14 073
Vente de cantine—Détenus	8 570 506	8 852 942	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Vente de produits manufacturés	43 612	52 994	Remboursement par les provinces pour diverses enquêtes	(18 705)	10 548
	8 614 118	8 905 936	Remboursement pour services rendus à d'autres ministères de l'État	198 555	262 505
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	344 677	391 804	Remboursement pour réparation aux véhicules automobiles	196 593	248 191
Diverses recettes non fiscales —			Recouvrements de firmes privées	1 603 861	1 284 175
Amendes et confiscations	199 933	182 950	Divers	1 456 277	24 532
Commissions sur la perception de la taxe de vente provinciale	3 179	2 947		3 436 581	1 829 951
Commandes téléphoniques	361 965	...	Privilèges, licences et permis —		
Réclamations de l'État	10 060	28 764	Location de bâtiments et terrains publics	6 593 746	6 337 814
Gain net de change	21 015	60	Stationnement payé	61 294	40 313
Vente de repas	111 327	83 255		6 655 040	6 378 127
Divers	443 798	77 423	Frais de services —		
	1 151 277	375 399	Accès à l'information	3 775	3 117
Total des recettes non fiscales	14 060 243	17 152 208	Produits des ventes —		
Total du programme	14 862 516	17 937 599	Vente de matériel aux manufacturiers	...	771 712
Commission nationale des libérations conditionnelles			Vente de vêtements et d'équipements légers aux membres	322 870	343 539
Recettes non fiscales—			Vente de vêtements et d'équipements légers aux provinces pour des membres auxiliaires	...	188 837
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			Mess de la Gendarmerie royale du Canada —Repas —		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	153	Déductions sur la liste de paye	1 721 947	1 269 282
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	13 657	8 212	Récépissés de caisse imposables	538 567	609 730
	13 657	8 365	Récépissés de caisse non imposables	581 061	741 390
Frais de services —			Versements de pension quotidienne aux Mess	533 594	486 297
Droits des demandeurs de réhabilitation	730 500	615 650	Vente de munitions aux membres	198	10 174
Divers	609	246	Vente de fournitures d'alcootest	10 723	12 211
	731 109	615 896	Vente—Rapport d'accident/photo	134 180	122 058
Total du programme	744 766	624 261	Frais—Abonnement trimestriel	148 454	49 463
			Ventes diverses	86 169	81 548
				4 077 763	4 686 241

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 933 959	5 407 046			
Diverses recettes non fiscales —					
Paiement au fonds de pension des officiers de la Gendarmerie royale du Canada	15 955	17 563			
Paiement pour représentations du Carrousel	71 804	67 290			
Réparations de dommages imposés à des membres —Véhicules automobiles	8 365	8 355			
Paiement pour services de formation au Dépôt	72 393	125 362			
Indemnisation provenant de l'impôt provincial sur les ventes	100	90			
Remboursement d'assurance —Membres accidentés, blessés	6 379	133			
Divers	18 481	77 753			
	193 477	296 546			
Total des recettes non fiscales	20 331 396	18 615 101			
Total du programme	20 553 691	18 854 849			
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada					
Recettes non fiscales—					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —					
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	...	42			
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	1 000	2 046			
Total du programme	1 000	2 088			
			Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
			Recettes non fiscales—		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	2 006	...
			Total du programme	2 006	...
			Sommaire du portefeuille ministériel		
			Recettes fiscales—		
			Taxe sur les produits et services	1 024 671	1 025 181
			Total des recettes fiscales	1 024 671	1 025 181
			Recettes non fiscales —		
			Revenus de placements	30 801	14 073
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	8 322 241	8 822 597
			Privilèges, licences et permis	7 133 625	7 000 700
			Frais de services	2 226 607	1 725 362
			Produits des ventes	12 691 881	13 592 177
			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	6 396 155	5 923 554
			Diverses recettes non fiscales	1 449 754	708 914
			Total des recettes non fiscales	38 251 064	37 787 377
			Total du portefeuille ministériel	39 275 735	38 812 558

SECTION 23

COMPTES PUBLICS DU CANADA
1996-1997

Transports

Ministère

Office des transports du Canada

Tribunal de l'aviation civile

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités . .	23.2
Sommaire du portefeuille ministériel	23.5
Programmes par activité	23.8
Paievements de transfert	23.9
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	23.14
Recettes	23.15

Ministère

Objectif

Veiller à l'établissement et à l'exploitation d'un système national de transport sécuritaire et efficace qui contribue à la réalisation des objectifs gouvernementaux et exploiter des éléments précis du système.

Description des activités

Politiques et coordination

L'activité, Politiques et coordination, est chargée des fonctions suivantes : coordonner la politique sur les transports, qui comprend les modes de transport maritime, aérien et de surface et les sociétés d'État; fournir des services de secrétariat; faire respecter la Loi sur l'accès à l'information, la Loi sur la protection des renseignements personnels et la Loi canadienne sur les droits de la personne; planifier et élaborer les politiques stratégiques à court et à long terme; effectuer les analyses économiques; veiller à la recherche et au développement; gérer l'aide financière pour les systèmes de transport maritime, aérien et de surface, y compris VIA Rail, le programme des wagons-trémies, les ententes de développement économique et régional (EDÉR), les services de traversiers comprenant Marine Atlantique, d'exploitants privés et d'autorités provinciales, la Société canadienne des ports et l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent (y compris les Ponts Jacques-Cartier et Champlain).

Marine

L'activité, Marine, englobe l'élaboration, la promulgation et l'application de politiques, de règlements et de normes ayant trait au transport

maritime commercial; la planification d'urgence; l'aménagement, l'administration et l'entretien des havres et des ports publics; et la prévention de la pollution.

D'autres activités sont également assurées par des sociétés d'État et d'autres entités des services de pilotage dans les eaux canadiennes; l'élaboration, l'exploitation et l'entretien de neuf commissions de port et l'exploitation du navire N.M. Arctic.

Aviation

L'activité, Aviation, est chargée de la réglementation et du contrôle des activités de l'aviation civile et du système de navigation aérienne; de la promotion de la sécurité dont la détection des conditions dangereuses; et de la prestation de services de vol à Transports Canada, y compris le système civil de navigation aérienne, et à d'autres organismes et ministères fédéraux.

Aéroports

L'activité, Aéroports, est chargée d'élaborer, de maintenir et d'exploiter les services et les installations des aéroports civils du Canada, en appliquant une gestion commerciale pour atteindre éventuellement l'autonomie. Les opérations aéroportuaires portent sur la prestation de services aux passagers et aux aéronefs comme les services d'intervention d'urgence et la maintenance et l'entretien des installations aéroportuaires dont les aérogares, les installations de stationnement, les pistes, les routes et l'équipement mécanique et électrique. Transports Canada continue à s'occuper de huit grands aéroports internationaux et de 130 autres aéroports nationaux, régionaux et locaux en agissant comme propriétaire, en les exploitant, en les subventionnant, ou par une combinaison quelconque de ces

modes de fonctionnement. L'exploitation de quatre de ces huit aéroports internationaux (Vancouver, Edmonton, Calgary, Montréal) a été transférée aux administrations aéroportuaires locales en 1992.

Surface

Le groupe de la surface est chargé des tâches suivantes : l'élaboration, la mise en oeuvre et le contrôle des politiques et des programmes concernant la réglementation de la sécurité routière et ferroviaire et des véhicules automobiles, le transport des marchandises dangereuses ainsi que l'élaboration, la préparation et le maintien des pratiques et des plans d'urgence pour les modes de transport de surface durant les urgences nationales.

Administration du ministère

L'activité, Administration du ministère, fournit orientation et gestion au ministère et aux sociétés d'État par l'intermédiaire des bureaux des adjoints principaux et des cabinets du ministre et du sous-ministre. Le sous-ministre adjoint (SMA) des finances et de l'administration contrôle et dessert le ministère, de façon centralisée, au chapitre des finances, de la planification et de la programmation, du recouvrement des coûts et de l'évaluation économique, des services administratifs généraux, des systèmes de gestion, des communications et de l'informatique et de la gestion des biens et des services des marchés. Le SMA du personnel contrôle et fournit de façon centralisée les services de personnel et de formation au ministère. Citons, parmi les autres services, la vérification interne, l'examen et l'évaluation des programmes, les affaires publiques, le contentieux, ainsi que la sûreté et la planification d'urgence. L'Office du transport du grain de l'Ouest assure, en

ce qui a trait à certains aspects précis du réseau de manutention et de transport des grains, le transport rapide, efficace et organisé des grains produits dans l'Ouest canadien vers leurs points de vente et leurs points d'exportation.

Système de navigation aérienne

L'activité, Système de navigation aérienne, assure un écoulement rapide, sûr et ordonné de la circulation aérienne et assure la disponibilité et la fiabilité de systèmes de surveillance radar et de communication aux fins du contrôle de la circulation aérienne, des services de vol et des aides à la navigation pour les aéronefs dans l'espace aérien, les voies aériennes et les routes aériennes nationales.

Office des transports du Canada

Objectif

L'Office a pour but de contribuer, par la réglementation économique des transporteurs et des modes de transport de compétence fédérale, à la mise en place d'un réseau de transport national efficient et efficace qui sert les besoins des expéditeurs, des transporteurs et des voyageurs.

Description des activités

Transport ferroviaire

Les activités comprennent l'évaluation des projets de rationalisation du réseau ferroviaire, notamment les avis de cession de lignes ferroviaires et le règlement des demandes de modifications de l'infrastructure ferroviaire. Elles comprennent également le règlement des différends, des plaintes

et des demandes des expéditeurs, des transporteurs, des voyageurs et autres parties intéressées par la tenue d'enquêtes non officielles et officielles, par la médiation et le recours à des mécanismes d'arbitrage des propositions finales, le dépôt de contrats confidentiels, l'examen et le dépôt de divers documents tarifaires et autres documents connexes, conformément aux lois et aux règlements pertinents du gouvernement fédéral ainsi que l'examen, suite à une objection, concernant des projets d'acquisition et de fusion d'entreprises de transport ferroviaire canadiennes et l'octroi de certificats ferroviaires. Ces activités comprennent en outre le paiement de subventions en guise de soutien aux services de transport et la détermination des coûts et des pertes ferroviaires, des tarifs de marchandises et le calcul des prix compensatoires conformément à la législation, la vérification des frais facturés à VIA, et des pertes encourues à l'égard de l'exploitation de trains de voyageurs autres que ceux de VIA et d'embranchements, ainsi que la réglementation des pratiques comptables des chemins de fer.

Transport aérien et transports accessibles

Cette activité comprend l'octroi de licences aux transporteurs aériens canadiens et étrangers pour l'exploitation de services au Canada, l'application des exigences découlant des règlements et des licences de l'Office ainsi que des accords internationaux, la participation à la négociation et à la mise en oeuvre d'accords internationaux de services aériens, le règlement rapide et peu coûteux, conformément à la législation pertinente, des différends entre expéditeurs, voyageurs, transporteurs et autres parties intéressées, la tenue d'enquêtes, dans les cas d'opposition, sur les projets d'acquisition et de fusion impliquant des

transporteurs aériens, la tenue d'enquêtes relative aux plaintes et l'élaboration de règlements pour veiller à ce que les conditions de transport ne constituent pas un obstacle indu à la mobilité des personnes handicapées.

Transport maritime et routier

L'activité «Transport maritime et routier» comprend l'octroi de licences à certains types de transporteurs maritimes canadiens et étrangers pour l'exploitation de services intérieurs et l'application des exigences découlant des règlements et des licences de l'Office, le règlement des différends et l'enquête sur les différends opposant les expéditeurs, les voyageurs, les transporteurs et autres parties intéressées, la tenue d'enquêtes, dans les cas d'opposition, sur les projets d'acquisition et de fusion des transporteurs maritimes et d'entreprises de camionnage, l'administration de la Loi dérogatoire de 1987 sur les conférences maritimes, le traitement des demandes d'un permis d'exploitation d'un productoduc, l'examen des propositions tarifaires concernant le pilotage contre lesquelles une opposition a été déposée, et l'administration de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique et de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes.

Membres et soutien de la réglementation

Cette activité comprend les membres de l'Office, les services juridiques et les services de soutien de la réglementation à l'appui des activités de réglementation de l'Office. Elle comprend également les fonctions reliées à l'examen annuel du suivi et de l'analyse de l'industrie visant les répercussions de l'approche de réglementation économique du gouvernement sur le réseau de transport canadien.

Administration

Cette activité comprend la Direction générale des services de gestion ainsi que les directions de la vérification interne et des communications, lesquelles fournissent une gamme complète de processus de gestion et de services administratifs, de la façon la plus efficace et la plus économique possible conformément à la politique administrative du gouvernement.

Tribunal de l'aviation civile**Objectif**

Pourvoir au milieu de l'aviation un processus indépendant permettant la révision des décisions d'application des règlements ou de délivrance des permis prises par le ministre des Transports.

Description de l'activité**Révisions et appels**

Assure le fonctionnement d'un Tribunal de l'aviation civile indépendant chargé de répondre aux demandes provenant du milieu de l'aviation concernant la révision des décisions d'application des règlements ou de délivrance des permis prises par le ministre des Transports aux termes de la Loi sur l'aéronautique; et tenir des audiences pour les appels. À la fin d'une audience, le Tribunal peut confirmer la décision du ministre, substituer sa décision à celle rendue par le ministre ou renvoyer l'affaire au ministre pour réexamen.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements						
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
...	410 722 000	...	...	410 722 000	1				
...	...	185 922 700	...	185 922 700	1a	Dépenses de fonctionnement			
...	...	...	(9 999 999)	(9 999 999)		Dépenses de fonctionnement			
						Virement au crédit 20			
...	410 722 000	185 922 700	(9 999 999)	586 644 701		Total—Crédit 1	434 090 140	152 554 561	... (84 720 805)
...	449 282 000	...	...	449 282 000	5	Dépenses en capital			
...	...	23 131 700	...	23 131 700	5a	Dépenses en capital			
...	...	...	(12 999 999)	(12 999 999)		Virement au crédit 10			
...	449 282 000	23 131 700	(12 999 999)	459 413 701		Total—Crédit 5	273 091 447	186 322 254	... 296 943 953
...	406 518 900	...	...	406 518 900	10	Subventions et contributions			
...	...	6 288 000	...	6 288 000	10a	Contribution			
...	...	1	...	1	10b	Virement de 12 999 999 \$ du crédit 5 (Transports)			
...	...	...	12 999 999	12 999 999		Virement du crédit 5			
...	406 518 900	6 288 001	12 999 999	425 806 900		Total—Crédit 10	414 423 143	11 383 757	... 390 885 802
...	31 918 000	...	...	31 918 000	15	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	27 910 284	4 007 716	... 28 540 280
...	87 200 000	...	...	87 200 000	20	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.			
...	...	1	...	1	20b	Virement de 9 999 999 \$ du crédit 1 (Transports)			
...	...	...	9 999 999	9 999 999		Virement du crédit 1			
...	87 200 000	1	9 999 999	97 200 000		Total—Crédit 20	97 200 000	...	... 99 984 298
...	248 504 000	...	...	248 504 000	25	Paiements à VIA Rail Canada Inc.	235 804 000	12 700 000	... 300 977 000
...	2 000 000	...	...	2 000 000	30	Paiements à l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pour le pont de Valleyfield	...	2 000 000	... ..
...	...	1	...	1	33a	Autoriser le ministre des Transports, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, à garantir le paiement de montants ne dépassant pas en totalité, la somme de 3 000 000 \$ payable en vertu d'un prêt conclu par l'Administration de pilotage des Laurentides au cours de l'année civile 1996	...	1	... ..
...	...	1	...	1	34b	Autoriser le ministre des Transports, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, à garantir le paiement de montants n'excédant pas en tout temps, la somme globale de 1 000 000 \$ payable en vertu d'un prêt conclu par l'Administration de pilotage des Laurentides au cours de l'année civile 1997	...	1	... ..

Sommaire du portefeuille ministériel—Fin

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires								
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$	
...	1 500 000	...	...	1 500 000	35				
					35a	Paiements à la Société canadienne des ports				
...	...	1 000 000	...	1 000 000		Modifier le crédit 35 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 pour 1996-1997 pour inclure paiements à la Société canadienne des ports pour les pertes d'exploitation du port de Churchill				
...	1 500 000	1 000 000	...	2 500 000		Total—Crédit 35	2 500 000	1 921 410
...	...	23 052 458	...	23 052 458	37a	Faire grâce de certaines dettes dues à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, s'élevant à 23 052 458 \$, et représentant des ajustements au solde débiteur que lui doivent deux sociétés d'État				
...	...	6 317 538	...	6 317 538	38b	Radier une créance du Fonds de prêts interportuaires de la Société canadienne des ports, totalisant 6 317 538 \$, soit l'équivalent de la remise de la dette par la Société canadienne des ports de prêts consentis à la Société du port de Québec				
...	...	1	...	1	39b	Radier une créance de la Société du port de Prince Rupert, s'élevant à 2 438 325 \$, somme qui représente des recettes cédées par l'État par suite du remboursement anticipé de prêts				
...	48 645	...	...	48 645	(S)	Ministre des Transports—Traitement et allocation pour automobile			
...	6 664 000	...	(2 508 640)	4 155 360	(S)	Abolition des péages sur le pont Victoria (crédit 107, Loi des subsides n° 5 de 1963)				
...	96 598 000	...	3 697 000	100 295 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
...	...	291 666 667	(2)	291 666 665	(S)	Paiements à NAV CANADA durant la période de transition en vertu de la Loi sur la commercialisation des services de navigation aérienne civile				
...	...	...	1 183 091	1 183 091	(S)	Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs			
...	...	...	49 566	49 566	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement			
2 108 000	...	...	1 119 851	3 227 851	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État			
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours			
2 108 000	1 740 955 545	537 379 068	3 540 866	2 283 983 479		Total budgétaire	1 913 895 336	368 968 292	1 119 851	2 249 230 417
10 000 000	...	...	...	10 000 000	(S)	(L) Prêts à la Société canadienne des ports pour fonds de roulement en vertu de la Loi sur la Société canadienne des ports, articles 26 et 52. Limite 10 000 000 \$ (Net)			

10 000 000	...	...	...	10 000 000	(S)	(L) Prêts en vertu de la Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, article 28.	...	...	10 000 000	...
...	...	...	...	...		Limite 10 000 000 \$ (Net)	...	...	...	999 785 340
20 000 000	...	...	...	20 000 000		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	20 000 000	999 785 340
						Total non budgétaire	...	...	20 000 000	999 785 340
						Total du ministère—				
2 108 000	1 740 955 545	537 379 068	3 540 866	2 283 983 479		Budgétaire	1 913 895 336	368 968 292	1 119 851	2 249 230 417
20 000 000	...	...	...	20 000 000		Non budgétaire	...	...	20 000 000	999 785 340
						Office des transports du Canada⁽¹⁾				
...	22 150 000	...	...	22 150 000	45	Dépenses du programme	...	...	...	...
...	...	1 737 000	...	1 737 000	45a	Dépenses du programme	...	...	...	...
...	22 150 000	1 737 000	...	23 887 000		Total—Crédit 45	22 252 387	1 634 613	...	27 633 468
...	7 309 000	(5 509 000)	(446 724)	1 353 276	(S)	Paiements aux compagnies de chemins de fer et de transport en vertu de la Loi sur les chemins de fer	1 353 276	...	...	9 706 680
...	...	3 200 000	(1 639 064)	1 560 936	(S)	Paiements aux compagnies de chemins de fer en vertu de la Loi de 1987 sur les transports nationaux	1 560 936	...	...	9 676 214
...	2 548 000	...	98 000	2 646 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 646 000	...	...	3 017 000
14 290	...	...	9 116	23 406	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	...	14 290	9 116	...
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	247 384 064
14 290	32 007 000	(572 000)	(1 978 672)	29 470 618		Total du programme—Budgétaire	27 812 599	1 648 903	9 116	297 417 426
						Tribunal de l'aviation civile				
...	832 000	...	...	832 000	40	Dépenses du programme	778 811	53 189	...	777 168
...	70 000	...	...	70 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	70 000	...	...	62 000
...	902 000	...	...	902 000		Total du programme—Budgétaire	848 811	53 189	...	839 168
						Total du portefeuille ministériel—				
2 122 290	1 773 864 545	536 807 068	1 562 194	2 314 356 097		Budgétaire	1 942 556 746	370 670 384	1 128 967	2 547 487 011
20 000 000	...	...	...	20 000 000		Non budgétaire	...	...	20 000 000	999 785 340

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

⁽¹⁾ Antérieurement Office national des transports.

Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Politiques et coordination —												
Budgétaire	457 163 289	437 709 323	626 000	311 863	366 386 760	357 397 590	60 000	212	...	...	824 116 049	795 418 564
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	20 000 000	...	20 000 000	...
Marine	61 007 592	60 984 318	14 149 800	13 052 046	14 050 000	13 076 602	16 103 000	25 723 394	...	...	73 104 392	61 389 572
Aviation	200 116 700	157 871 518	18 975 200	6 282 909	384 700	196 075	43 598 200	38 481 592	...	...	175 878 400	125 868 910
Aéroports	276 969 893	274 844 808	124 969 800	121 331 570	330 612 465	329 860 245	326 534 800	324 567 746	...	...	406 017 358	401 468 877
Surface	37 599 676	36 709 842	3 500 000	3 457 690	7 695 000	7 648 279	310 000	311 204	...	...	48 484 676	47 504 607
Administration du ministère	115 007 105	110 203 424	14 604 000	14 514 483	2 500 000	2 066 377	6 219 000	8 316 702	...	...	125 892 105	118 467 582
Système de navigation aérienne	565 963 598	439 626 762	282 588 901	114 140 886	...	...	218 062 000	189 990 424	...	...	630 490 499	363 777 224
Sous-total—												
Budgétaire	1 713 827 853	1 517 949 995	459 413 701	273 091 447	721 628 925	710 245 168	610 887 000	587 391 274	...	...	2 283 983 479	1 913 895 336
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	20 000 000	...	20 000 000	...
Recettes affectées aux dépenses	(610 887 000)	(587 391 274)	...	...	...	...	(610 887 000)	(587 391 274)	...	...	...	...
Total du ministère—												
Budgétaire	1 102 940 853	930 558 721	459 413 701	273 091 447	721 628 925	710 245 168	...	...	...	...	2 283 983 479	1 913 895 336
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	20 000 000	...	20 000 000	...
Office des transports du Canada⁽¹⁾												
Transport ferroviaire	6 511 000	5 396 290	97 000	138 859	2 914 212	2 914 212	...	...	...	...	9 522 212	8 449 361
Transport aérien et transports accessibles	6 180 000	5 635 420	87 000	154 132	...	...	...	...	...	...	6 267 000	5 789 552
Transport maritime et routier	1 007 000	483 764	33 000	1 800	...	...	...	...	...	...	1 040 000	485 564
Membres et soutien de la réglementation	5 583 000	2 896 962	70 000	63 333	4 000	4 000	...	...	...	...	5 657 000	2 964 295
Administration	6 756 406	9 899 583	228 000	224 244	...	...	...	...	...	...	6 984 406	10 123 827
Total du programme—Budgétaire	26 037 406	24 312 019	515 000	582 368	2 918 212	2 918 212	...	...	...	...	29 470 618	27 812 599
Tribunal de l'aviation civile												
Révisions et appels	902 000	848 811	...	...	...	...	...	...	...	...	902 000	848 811
Total du programme—Budgétaire	902 000	848 811	...	...	...	...	...	...	...	...	902 000	848 811
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	1 129 880 259	955 719 551	459 928 701	273 673 815	724 547 137	713 163 380	...	...	...	...	2 314 356 097	1 942 556 746
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	20 000 000	...	20 000 000	...

(1) Antérieurement Office national des transports.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans			Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements						
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Subventions									
Politiques et coordination									
...	22 004 700	...	(204 700)	21 800 000	Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	21 799 814	186	...	21 322 197
...	5 000 000	...	...	5 000 000	Subvention à la province de Terre-Neuve et du Labrador pour les services de traversier le long de la côte sud de Terre-Neuve et de la péninsule Great Northern	5 000 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	19 000 000
...	27 004 700	...	(204 700)	26 800 000		26 799 814	186	...	40 322 197
Marine									
...	...	1	12 999 999	13 000 000	Province du Nouveau-Brunswick relativement aux installations de traversier sur l'Île du Grand Manan	13 000 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	10 067 493
...	...	1	12 999 999	13 000 000		13 000 000	...	...	10 067 493
Aviation									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	13 050
Administration du ministère									
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	15 700
...	27 004 700	1	12 795 299	39 800 000	Total—Subventions	39 799 814	186	...	50 418 440
Contributions									
Politiques et coordination									
...	10 885 000	...	(2 348 100)	8 536 900	Contributions à la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	8 523 439	13 461	...	9 547 820
...	19 000 200	...	(1 700 200)	17 300 000	Paiement à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition et la location à bail de wagon-trémies afin de transporter du grain dans l'Ouest canadien	17 116 058	183 942	...	18 207 173
...	19 735 500	...	(11 235 500)	8 500 000	Contribution à la ville de Montréal pour des travaux de construction sur le boulevard Henri-Bourassa	8 500 000	...	...	...
...	1 743 000	...	(381 650)	1 361 350	Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme :				
...	17 000 000	...	1 300 050	18 300 050	Nouvelle-Écosse	1 361 319	31	...	15 000
...	21 000 000	...	5 823 250	26 823 250	Nouveau-Brunswick	18 300 001	49	...	32 700 000
					Terre-Neuve—Routes régionales	26 823 237	13	...	20 999 999

...	...	...	517 500	517 500	Entente pour le développement du réseau routier de l'Outaouais	517 500	...	...	...
...	35 000 000	...	641 450	35 641 450	Accord sur l'autoroute transcanadienne —Terre-Neuve	35 641 420	30	...	29 999 999
...	6 664 000	...	(2 508 640)	4 155 360	(S) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal	4 155 360	...	...	5 044 228
...	1 500 200	...	(211 500)	1 288 700	Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre- Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada	1 287 199	1 501	...	1 333 266
...	4 000 000	...	(2 463 550)	1 536 450	Aide de transition suite à l'élimination des subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique :	1 536 435	15	...	2 289 198
...	17 000 000	...	(1 977 000)	15 023 000	Terre-Neuve	15 023 000	...	...	9 024 240
...	40 000 000	...	(1 500 000)	38 500 000	Nouvelle-Écosse	38 500 000	...	...	25 961 778
...	5 000 000	...	(1 287 400)	3 712 600	Nouveau-Brunswick	3 712 600	...	...	...
...	12 000 000	...	4 000 000	16 000 000	Île-du-Prince-Édouard	16 000 000	...	...	11 000 000
...	100 403 000	6 288 000	11 464 650	118 155 650	Québec	118 155 650	...	...	...
...	1 807 000	...	(937 000)	870 000	Initiative stratégique d'investissement en capital — Routes	870 000	8 222 285	...	115 466 217
					Havres et quais		...	...

...	...	...	215 500	215 500	Programme de cotisation pour le Due Diligence	215 374	126	...	...
...	...	...	300 000	300 000	Programme d'entretien du principal pont de Québec	300 000	...	...	...
...	...	...	75 000	75 000	Alexander MacKenzie Voyageur Route Association	75 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	4 796 951
...	334 377 700	6 288 000	(1 078 940)	339 586 760		330 597 776	8 988 984	...	299 700 810
<hr/>									
...	...	...	1 000 000	1 000 000	Marine				
...	...	...	50 000	50 000	Fonds de cession des ports	76 602	923 398	...	...
...	...	...	1 050 000	1 050 000	Ogden Point—Ville de Victoria, C-B	...	50 000	...	...
...	...	...	...	...		76 602	973 398	...	...
<hr/>									
...	...	...	384 700	384 700	Aviation				
...	...	...	...	...	Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes	196 075	188 625	...	74 132
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	243 062
...	...	...	384 700	384 700		196 075	188 625	...	317 194
<hr/>									
...	8 225 100	...	(3 003 000)	5 222 100	Aéroports				
...	4 036 000	...	12 458 000	16 494 000	Contributions à l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres aéroports :				
...	25 000 000	...	(15 600 000)	9 400 000	Programme initial	4 723 911	498 189	...	19 032 566
...	...	...	...	...	Aéroports qui ne font pas partie du Réseau national d'aéroports aux termes de la Politique nationale des aéroports	16 295 676	198 324	...	...
...	...	...	...	...	Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	9 398 551	1 449	...	1 692 748
...	404 700	...	(94 000)	310 700	Contributions afin d'aider à l'établissement ou à l'amélioration des aéroports municipaux, locaux, commerciaux et locaux ou autres aéroports et des installations connexes —				
...	222 000	...	578 000	800 000	Principales contributions —				
...	2 765 000	...	116 500	2 881 500	Terre-Neuve—Construction de pistes et d'installations connexes au Labrador (Davis Inlet, Charlottetown Square Island, Black Tickle, Paradise River, Fogo Island, Fox Harbour, Cartwright, Makkovik, Mary's Harbour, Nain, Rigolet, Port Hope Simpson, Postville, Hopedale et Williams Harbour)	291 619	19 081	...	430 851
...	...	...	3 000 000	3 000 000	Autres contributions pour aider à l'établissement ou à l'amélioration d'aéroports municipaux, locaux, commerciaux et locaux ou autres aéroports, et des installations connexes	799 112	888	...	9 564 535
...	...	...	17 500	17 500	Initiative stratégique d'investissement en capital —Aéroports	2 881 033	467	...	4 431 879
...	...	...	46 000	46 000	Paiement aux autorités de l'aéroport de Toronto en ce qui concerne le retrait de la Gendarmerie royale du Canada de fournir des services de maintien de la sécurité et de l'ordre	3 000 000	...	...	...
...	...	...	741 000	741 000	Cotisations d'équilibre en capital :				
...	...	...	33 000	33 000	Aéroport de Campbell River	17 184	316	...	...
...	...	...	...	...	Aéroport de St Catherine	45 584	416	...	...
...	...	...	...	...	Aéroport de Gillam	740 910	90	...	...
...	...	...	...	...	Aéroport de Hamilton	...	33 000	...	...
...	...	291 666 667	(2)	291 666 665	(S) Paiements à NAV CANADA durant la période de transition en vertu de la Loi sur la commercialisation des services de navigation aérienne civile	291 666 665	...	...	...
...	40 652 800	291 666 667	(1 707 002)	330 612 465		329 860 245	752 220	...	35 152 579

Paiements de transfert—Fin

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
					Surface				
...	7 545 000	...	(50 000)	7 495 000	Paiements à l'appui des améliorations apportées aux croisements, approuvées aux termes de la Loi sur la sécurité ferroviaire	7 448 279	46 721	...	8 216 835
...	150 000	...	50 000	200 000	Contributions à l'Association des chemins de fer du Canada dans le cadre du programme Opération Gareautrain	200 000	...	...	200 000
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	46 462
...	7 695 000	...	...	7 695 000		7 648 279	46 721	...	8 463 297
					Administration du ministère				
...	3 068 000	...	(568 000)	2 500 000	Contributions tirées du Fonds de réserve d'amélioration du réseau	2 066 377	433 623	...	1 869 861
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	7 850
...	3 068 000	...	(568 000)	2 500 000		2 066 377	433 623	...	1 877 711
					Système de navigation aérienne				
...	384 700	...	(384 700)	...	Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes	...	...	...	...
...	386 178 200	297 954 667	(2 303 942)	681 828 925	Total—Contributions	670 445 354	11 383 571	...	345 511 591
					Sommaire du ministère par activité				
...	361 382 400	6 288 000	(1 283 640)	366 386 760	Politiques et coordination	357 397 590	8 989 170	...	340 023 007
...	...	1	14 049 999	14 050 000	Marine	13 076 602	973 398	...	10 067 493
...	...	...	384 700	384 700	Aviation	196 075	188 625	...	330 244
...	40 652 800	291 666 667	(1 707 002)	330 612 465	Aéroports	329 860 245	752 220	...	35 152 579
...	7 695 000	...	...	7 695 000	Surface	7 648 279	46 721	...	8 463 297
...	3 068 000	...	(568 000)	2 500 000	Administration du ministère	2 066 377	433 623	...	1 893 411
...	384 700	...	(384 700)	...	Système de navigation aérienne	...	...	...	...
...	413 182 900	297 954 668	10 491 357	721 628 925	Total du ministère	710 245 168	11 383 757	...	395 930 031
					Office des transports du Canada⁽¹⁾				
					Contributions				
					Transport ferroviaire				
...	7 309 000	(5 509 000)	(446 724)	1 353 276	(S) Paiements aux compagnies de chemin de fer et de transport de montants établis selon les dispositions de l'article 270 de la Loi sur les chemins de fer	1 353 276	...	...	9 706 680

...	...	3 200 000	(1 639 064)	1 560 936	(S) Paiements aux compagnies de chemin de fer en vertu de la Loi de 1987 sur les transports nationaux	1 560 936	...	...	9 676 214
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	209 801 651
...	7 309 000	(2 309 000)	(2 085 788)	2 914 212		2 914 212	...	...	229 184 545
...	...	...	...	...	Transport maritime et routier				
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	37 582 412
...	4 000	...	...	4 000	Membres et soutien de la réglementation				
...	...	...	...	...	Paiements au groupe de recherche sur les transports au Canada	4 000	...	...	...
...	7 313 000	(2 309 000)	(2 085 788)	2 918 212	Total—Contributions	2 918 212	...	...	266 766 957
...	7 309 000	(2 309 000)	(2 085 788)	2 914 212	Sommaire du programme par activité				
...	...	...	...	...	Transport ferroviaire	2 914 212	...	...	229 184 545
...	4 000	...	...	4 000	Transport maritime et routier	...	...	...	37 582 412
...	...	...	...	...	Membres et soutien de la réglementation	4 000	...	...	...
...	7 313 000	(2 309 000)	(2 085 788)	2 918 212	Total du programme	2 918 212	...	...	266 766 957
...	420 495 900	295 645 668	8 405 569	724 547 137	Total du portefeuille ministériel	713 163 380	11 383 757	...	662 696 988

(S) Paiement de transfert législatif.

(1) Antérieurement Office national des transports.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent		Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels		Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Ministère							
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)							
Politiques et coordination							
Divers	...	212	35 520				
Marine							
Droits de quai et de port	16 103 000	14 754 151	11 324 848				
Droits d'immatriculation et de sécurité des navires	6 831 000	7 070 157	5 480 440				
Divers	...	3 899 086	4 175 644				
	22 934 000	25 723 394	20 980 932				
Aviation							
Ventes, locations et licences	11 622 000	6 518 262	5 448 142				
Redevances En route internationales	...	...	67 935 879				
Autres frais de services	...	4 457 877	1 682 593				
Sommes recouvrées de l'activité marine/garde côtière canadienne pour services d'hélicoptères et de télécommunications	14 260 000	13 938 546	13 063 295				
Approbations réglementaires	453 000	501 398	645 045				
Sommes recouvrées des services de l'environnement pour entretien électronique/observations météorologiques	...	...	60 802				
Autres recouvrements	1 195 000	1 197 818	1 315 111				
Recouvrements du ministère de la Défense nationale pour services d'entretien de la flotte pour les vols officiels	7 365 000	829 226	6 069 942				
Recouvrements de Système de navigation aérienne	...	2 799 679	...				
Provision pour service d'aéronef et formation de vols	6 668 000	8 238 786	...				
Taxe de transport aérien	...	...	682 722 892				
	41 563 000	38 481 592	778 943 701				
Aéroports							
Locations	42 902 000	41 203 645	44 657 554				
Concessions	83 649 000	81 455 522	98 678 916				
Frais d'atterrissage	79 340 000	84 782 686	91 901 211				
Frais généraux d'aérogare	44 607 000	45 067 943	54 833 500				
Divers	9 155 000	6 889 620	11 491 435				
				Paiements reliés aux baux	44 647 000	64 555 588	65 633 816
				Sommes recouvrées des services de navigation aérienne pour services d'entretien et de logement	...	96 749	121 915
				Sommes recouvrées du programme des services de l'environnement pour services de météorologie	...	17 645	108 286
				Sommes recouvrées de la Gendarmerie royale du Canada	...	498 348	503 822
				Administrations aéroportuaires locales sur les biens mobiliers	...	...	(130)
				Divers—Autres ministères de l'État	645 000	...	...
					304 945 000	324 567 746	367 930 325
				Surface			
				Sécurité routière et réglementation automobile	310 000	254 497	508 554
				Divers	...	56 707	90 192
					310 000	311 204	598 746
				Administration du ministère			
				Divers	...	165 961	110 204
				Recouvrements de services de traitement de l'information et autres services d'informatique	9 370 000	5 235 969	8 173 906
				Recouvrements des coûts de perfectionnement de la gestion et d'autres cours de formation au département	...	2 914 772	21 714 830
					9 370 000	8 316 702	29 998 940
				Système de navigation aérienne			
				Redevances En route internationales	207 339 000	176 623 076	...
				Ventes, locations et licences	1 604 000	842 280	...
				Autres frais de services	770 000	2 272 110	...
				Sommes recouvrées de Garde côtière canadienne — Hélicoptère et services de télécommunications	375 000	...	...
				Provision pour formation (revenus et recouvrements)	21 501 000	10 058 483	...
				Divers	176 000	194 475	...
					231 765 000	189 990 424	...
				Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	610 887 000	587 391 274	1 198 488 164

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ministère			Frais de services	1 621	...
Recettes fiscales—			Produits des ventes	1 516 074 279	173 157
Taxe sur les produits et services	31 218 803	29 062 228	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 119 851	2 615 915
Taxe de transport aérien	737 240 699	...	Diverses recettes non fiscales —		
Total des recettes fiscales	768 459 502	29 062 228	Amendes	1 055 970	1 579 996
Recettes non fiscales—			Permis	42 392	41 788
Revenus de placements —			Divers	10 274 378	7 896 244
Prêts, placements et avances —				11 372 740	9 518 028
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada —			Total des recettes non fiscales	1 555 362 783	51 683 626
Intérêt	...	6 617 644	Total du ministère	2 323 822 285	80 745 854
Autres ventes d'actions du CN	2 118 949	700 000	Office des transports du Canada⁽¹⁾		
Société canadienne des ports —			Recettes fiscales—		
Intérêt	28 339	33 021	Taxe sur les produits et services	1 154	1 421
Dividendes	...	316 239	Total des recettes fiscales	1 154	1 421
Fonds de prêts interportuaire —			Recettes non fiscales—		
Virement des bénéficiaires	...	5 326 411	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Société du port de Montréal —			Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	2 360 740	7 580 462
Intérêt	220 323	256 925	Recouvrements d'avances de voyage	...	187
Dividendes	3 196 656	2 442 349	Recouvrements des comptes de fournisseurs	1 026 590	116 338
Société du port d'Halifax —				3 387 330	7 696 987
Dividendes	451 284	178 577	Frais de services —		
Société du port de Prince Rupert —			Frais pour services rendus à des compagnies	828	571
Intérêt	1 180 734	1 617 984	Accès à l'information	20	15
Dividendes	24 265	15 662		848	586
Société du port de Saint John —			Produits des ventes —		
Intérêt	524 024	2 125 208	Produits des ventes des ordres et décisions	18 146	22 809
Société du port de Vancouver, La —			Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	9 116	14 290
Intérêt	154 896	179 703	Diverses recettes non fiscales —		
Dividendes	...	3 262 900	Divers	2	132
Société du port de St John's —			Total des recettes non fiscales	3 415 442	7 734 804
Dividendes	10 907	...	Total du programme	3 416 596	7 736 225
Compagnie de navigation Canarctic Limitée	306 000	...			
Commissaires du port de Hamilton —					
Intérêt	8 766	10 828			
	8 225 143	23 083 451			
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —					
Autres	7 038 632	3 880 338			
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	11 529 767	12 392 746			
	18 568 399	16 273 084			
Privilèges, licences et permis —					
Amendes—Règlement sur la circulation aérienne et Loi sur l'aéronautique	750	19 991			

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Sommaire du portefeuille ministériel		
Recettes fiscales —		
Taxe sur les produits et services	31 219 957	29 063 649
Taxe de transport aérien	737 240 699	...
Total des recettes fiscales	768 460 656	29 063 649
Recettes non fiscales —		
Revenus de placements	8 225 143	23 083 451
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	21 955 729	23 970 071
Privilèges, licences et permis	750	19 991
Frais de services	2 469	586
Produits des ventes	1 516 092 425	195 966
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 128 967	2 630 205
Diverses recettes non fiscales	11 372 742	9 518 160
Total des recettes non fiscales	1 558 778 225	59 418 430
Total du portefeuille ministériel	2 327 238 881	88 482 079

(1) Antérieurement Office national des transports.

SECTION 24

COMPTES PUBLICS DU CANADA
1996-1997

Travaux publics et Services gouvernementaux

Ministère

**Société canadienne d'hypothèques et de
logement**

Société canadienne des postes

Monnaie royale canadienne

SOMMAIRE

	Page
Objectif des programmes et description des activités . .	24.2
Sommaire du portefeuille ministériel	24.5
Programmes par activité	24.9
Paiements de transfert	24.11
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . .	24.13
Recettes	24.14

Ministère

Programme des services immobiliers

Objectif

Gérer un portefeuille diversifié comprenant les propriétés immobilières d'usage commun et général et d'autres actifs afin de fournir des locaux et des services connexes aux locataires fédéraux, aux clients et aux autres usagers et d'optimiser les investissements du gouvernement dans ces biens. Fournir aux clients des services communs dans les domaines de l'immobilier, de l'architecture et du génie, aux taux du marché.

Description des activités

Logement fédéral

Gérer les immeubles de bureaux et les installations d'usage commun afin d'assurer des milieux de travail sécuritaires et productifs aux fonctionnaires fédéraux et d'optimiser les investissements faits par le gouvernement dans ces biens.

Propriétés fédérales

Gérer les investissements gouvernementaux dans les biens immobiliers sous la garde du ministre et le dessaisissement de ceux-ci, et voir au paiement des subventions en remplacement de l'impôt municipal ou provincial.

Architecture et génie

Fournir, aux taux du marché, des services d'architecture et de génie dans le domaine immobilier pour les travaux de construction et de rénovation ainsi que des services de conseillers professionnels, de développement technologique, des services environnementaux, des services de dra-

gage et de la flotte, ainsi que des levés hydrographiques pour assurer le soutien des autres activités du programme et des autres ministères.

Gestion de l'immobilier

Fournir, aux taux du marché, les services immobiliers liés à la gestion, à l'exploitation, à l'entretien et à la réparation des biens immobiliers fédéraux.

Propriétés et dessaisissement

Fournir aux organismes gardiens de l'administration fédérale, aux taux du marché, divers services immobiliers tels l'achat, l'évaluation, les enquêtes, l'aménagement et l'aliénation des installations et des propriétés appartenant à l'État ainsi que des services consultatifs.

Coordination du programme

Assurer l'orientation et le cadre stratégiques pour la gestion du programme et donner des conseils en matière de politique et d'opération au ministre et au comité de direction du ministère.

Services de soutien

Rendre compte du coût des services de soutien administratif et de direction qui sont fournis par le Programme des approvisionnements et des services et qui sont nécessaires aux activités d'architecture et de génie, de gestion immobilière et de propriétés et de dessaisissements.

Programme des approvisionnements et des services

Objectif

Contribuer à optimiser les ressources, à faire respecter les principes d'équité et d'intégrité dans la gestion des affaires publiques et à soutenir les

objectifs gouvernementaux en assurant ou en facilitant la prestation d'une vaste gamme de services essentiels de qualité supérieure dans les domaines des approvisionnements, des ressources humaines, des finances, de la traduction, des services gouvernementaux, des télécommunications et d'informatique de même que d'autres services gouvernementaux centraux.

Dans le cadre du Programme des approvisionnements et des services, on assure onze services centraux du gouvernement et de gestion ministérielle qui sont répartis en sous-activités gérées et dispensées dans l'ensemble du ministère. Le programme comprend également des sous-activités qui sont désignées comme des organismes de services spéciaux. Il s'agit de services intégrés qui sont mis sur pied à l'administration centrale afin de répondre aux besoins variés des clients, conformément aux normes qui ont été établies par les clients en matière de services et d'affectation des ressources.

Le programme est divisé en trois activités : les services centraux et communs du gouvernement, la

fonction publique, approvisionnements, relations publiques et marchés de services d'imprimerie, distribution des biens de la Couronne, services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique et, enfin, les autres services centraux du gouvernement.

- L'activité de la gestion ministérielle se divise en trois sous-activités : services exécutifs et de gestion ministérielle, ressources humaines et soutien régional.
- L'activité des organismes de services spéciaux comprend le Groupe Communication Canada, Conseils et Vérification Canada, et le Bureau de la traduction.

Description des activités

Services centraux et communs du gouvernement

Cette activité offre des services centraux et communs du gouvernement à divers clients afin de répondre à des besoins variés. Ces services sont offerts à plus de cent ministères et organismes au Canada, en Europe et aux États-Unis. L'activité comprend sept sous-activités reliées à des services centraux et à des services communs. Les services sont assurés de façon intégrée à l'administration centrale afin de répondre aux besoins très diversifiés des clients, conformément à des normes établies régissant le service à la clientèle et l'affectation des ressources. Des ressources spécialisées à l'administration centrale sont affectées à chaque sous-activité et une partie des ressources est attribuée aux directions régionales. Les services (sous-activité) suivants sont fournis dans le cadre de la présente activité :

- services du receveur général;
- rémunération de la fonction publique;

- approvisionnements;
- relations publiques et marchés de services d'imprimerie;
- distribution des biens de l'État;
- services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique;
- autres services centraux du gouvernement.

Gestion ministérielle

Cette activité offre une vaste gamme de services de soutien et de gestion à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Cette activité comprend les sous-activités suivantes : services exécutifs et de gestion ministérielle, ressources humaines et soutien régional. Elle comprend les cabinets du ministre et du sous-ministre et les services des finances, des communications, de la vérification et de l'examen, des ressources humaines, des immobilisations, de la gestion du matériel, de la sécurité, du règlement des différends contractuels, des politiques et de la planification ministérielles, de la recherche sur l'opinion publique et des services juridiques, ainsi que le groupe de la mise en oeuvre et le Bureau de la secrétaire générale.

Organismes de services spéciaux

Cette activité fournit des services efficaces et efficients qui sont axés sur les pratiques du secteur privé et ce, afin de satisfaire aux besoins des clients.

Cette activité comprend différents organismes de services spéciaux (OSS) de TPSGC qui offrent, contre une rémunération à l'acte, une vaste gamme de services facultatifs aux ministères et orga-

nismes. Les OSS offrent également certains services obligatoires qui sont financés par crédit. Les services qui sont offerts par ces organismes comprennent : des services d'imprimerie, d'édition et une vaste gamme de services de communications; des services de traduction et d'autres services linguistiques; et des services de consultation, de vérification et services connexes. Parmi les OSS, nous retrouvons :

- Groupe Communication Canada;
- Conseils et Vérification Canada;
- Bureau de la traduction.

Programme des sociétés d'État

Objectif

Autoriser et effectuer des paiements à certaines sociétés d'État conformément aux ententes approuvées par le gouverneur en conseil.

Description de l'activité

Société du Vieux-Port de Montréal Inc.

Maintenir la mise en valeur des terrains du Vieux-Port de Montréal grâce à la mise en place d'infrastructures, d'équipements et de services.

Queens Quay West Land Corporation

Objectif

L'objectif de la Queens Quay West Land Corporation est de fonctionner comme une société de gestion et d'aliénation de biens immobiliers du site Harbourfront à Toronto.

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Objectif

Favoriser la construction de nouvelles maisons, la réparation et la modernisation de maisons existantes, ainsi que l'amélioration des conditions de logement et de vie.

Société canadienne des postes

Objectif

L'objectif de la Société est de mettre sur pied et d'exploiter un service postal.

Monnaie royale canadienne

Objectifs

- Fabriquer des pièces de monnaie du Canada et prendre des mesures pour en assurer la fabrication et l'approvisionnement;
- fabriquer des pièces de monnaie de pays étrangers;
- fondre, essayer, affiner, acheter et vendre de l'or, de l'argent et d'autres métaux pour le compte du Canada; et
- fabriquer des médailles, plaques et autres choses qui contribuent aux pouvoirs de la Monnaie.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans				Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires	Redressements et virements	Total disponible pour emploi					
\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$	\$	\$
Ministère									
Programme des services immobiliers									
...	888 883 000	...	...	888 883 000	1				
...	...	...	546 293	546 293					
...	888 883 000	...	546 293	889 429 293					
Total—Crédit 1									
						879 453 937	9 975 356	...	919 557 624
2a Fonds renouvelable pour l'aliénation des biens immobiliers — Annuler le crédit 2b (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996									
...	...	1	...	1		...	1	...	...
...	278 647 000	...	...	278 647 000	5				
...	...	12 400 000	...	12 400 000	5b				
...	278 647 000	12 400 000	...	291 047 000					
Total—Crédit 5									
						290 011 244	1 035 756	...	228 807 297
10 Fonds renouvelable des Services immobiliers (antérieurement Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie, et de l'immobilier) — Activités à l'appui des objectifs généraux du gouvernement									
...	2 589 000	...	...	2 589 000	(S)	2 589 000	...	...	2 589 000
(S) Fonds renouvelable des Services immobiliers (antérieurement Fonds renouvelable des Services d'architecture, de génie et de l'immobilier)									
394 947 724	(19 737 000)	17 148 000	2 589 000	394 947 724		20 468 755	...	374 478 969	37 363 985
394 947 724	(17 148 000)	17 148 000	2 589 000	397 536 724		23 057 755	...	374 478 969	39 952 985
Total—Fonds renouvelable des Services immobiliers									
(S) Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices									
...	425 557 000	...	(24 008 265)	401 548 735	(S)	401 548 735	...	...	397 949 944
5 000 000	...	...	...	5 000 000	(S)	(36 150 249)	32 902 861 ⁽²⁾	8 247 388	...
(S) Fonds renouvelable pour l'aliénation des biens immobiliers									
(S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés									
...	1 889 000	...	72 000	1 961 000	(S)	1 961 000	...	...	1 487 000
...	...	...	303	303	(S)	303	...	...	317
(S) Honoraires—Agence de recouvrement du secteur privé									
...	...	...	383 246	383 246	(S)	383 246	...	...	31 540
(S) Remboursements de montants portés aux recettes d'exercices antérieurs									
482 415	...	...	1 798 181	2 280 596	(S)	1 601 287	111 705	567 604	279 294
...	...	...	...	...		...	...	...	465 409
Crédits non requis pour l'exercice en cours									
400 430 139	1 577 828 000	29 548 001	(18 619 242)	1 989 186 898		1 561 867 258	44 025 679	383 293 961	1 588 531 410
Total du programme—Budgétaire									
Programme des approvisionnements et des services									
14b Rajuster à la baisse les comptes du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction d'un montant de 16 600 000 \$ représentant des pertes de fonctionnement qui se sont produites au cours des trois années de transition vers l'autonomie									
...	...	1	...	1		...	1	...	...

...	428 319 000	...	...	428 319 000
...	...	36 775 535	...	36 775 535
...	...	4 076 440	...	4 076 440
...	...	...	8 073 724	8 073 724
...	428 319 000	40 851 975	8 073 724	477 244 699

15 Dépenses du programme
15a Dépenses du programme
15b Dépenses du programme
Virement du CT, crédit 5⁽¹⁾

Total—Crédit 15

16a Groupe Communication Canada —

467 614 632 9 630 067 ... 469 973 065

7 807 286	...	...	...	7 807 286	L15b	Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables. Limite 22 000 000 \$ (Net)	4 141 442	...	3 665 844	(610 592)
49 305 864	...	...	...	49 305 864	(S)	(L) Loi sur l'administration des biens saisis de 1993, article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 \$ (Net)	1 863 820	...	47 442 044	(689 496)
...	...	...	...	...		Crédits non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	(1 724 007)
57 113 150	...	...	...	57 113 150		Total non budgétaire	6 005 262	...	51 107 888	(3 024 095)
506 843 910	471 109 645	24 324 610	28 413 231	1 030 691 396		Total du programme—	549 274 317	9 630 072	471 787 007	530 856 876
57 113 150	...	...	...	57 113 150		Budgétaire	6 005 262	...	51 107 888	(3 024 095)
						Non budgétaire				
...	3 000 000	...	...	3 000 000	20	Programme des sociétés d'État				
...	...	800 000	...	800 000	20b	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.				
...	3 000 000	800 000	...	3 800 000		Total—Crédit 20	3 800 000	...	...	3 500 000
...	6 500 000	...	...	6 500 000	25	Paiements à la Queens Quay West Land Corporation				
...	...	200 000	...	200 000	25a	Paiements à la Queens Quay West Land Corporation				
...	6 500 000	200 000	...	6 700 000		Total—Crédit 25	6 700 000	...	...	7 500 000
...	9 500 000	1 000 000	...	10 500 000		Total du programme—Budgétaire	10 500 000	...	...	11 000 000
907 274 049	2 058 437 645	54 872 611	9 793 989	3 030 378 294		Total du ministère—	2 121 641 575	53 655 751	855 080 968	2 130 388 286
57 113 150	...	...	...	57 113 150		Budgétaire	6 005 262	...	51 107 888	(3 024 095)
						Non budgétaire				
...	1 972 803 000	...	...	1 972 803 000	30	Société canadienne d'hypothèques et de logement				
...	(270 900 000)	...	270 900 000	...	(S)	Dépenses de fonctionnement	1 967 287 332	5 515 668	...	1 939 524 020
...	...	...	...	...		(L) Avances consenties en vertu de la Loi nationale sur l'habitation (Brut)	...	...	...	...
...	1 972 803 000	...	...	1 972 803 000		Total du programme—	1 967 287 332	5 515 668	...	1 939 524 020
...	(270 900 000)	...	270 900 000	...		Budgétaire	...	...	...	...
						Non budgétaire				
...	14 000 000	...	...	14 000 000	35	Société canadienne des postes				
...	...	1	...	1	36a	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	14 000 000	...	...	14 000 000
...	14 000 000	1	...	14 000 001		Autoriser la Société canadienne des postes à emprunter, d'autres sources que l'État, un montant ne dépassant pas 300 000 000 \$ pour l'exercice financier 1997-1998	...	1	...	...
...	...	...	...	...		Total budgétaire	14 000 000	1	...	14 000 000
420 000 000	...	...	...	420 000 000	(S)	(L) Prêts à la Société en vertu de la Loi sur la Société canadienne des postes, articles 28, 29 et 30. Limite globale 500 000 000 \$ (Net)	...	...	420 000 000	...
...	14 000 000	1	...	14 000 001		Total du programme—	14 000 000	1	...	14 000 000
420 000 000	...	...	...	420 000 000		Budgétaire	...	...	420 000 000	...
						Non budgétaire				

Programmes par activité

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère												
Programme des services immobiliers												
Fonds renouvelable des Services immobiliers	2 882 550 547	2 646 006 134	5 591 000	4 207 419	37 663 823	37 663 823	2 525 988 000	2 663 222 383	...	...	399 817 370	24 654 993
Fonds renouvelable pour l'aliénation des biens immobiliers	5 000 001	5 775 136	...	...	...	...	...	41 925 385	...	...	5 000 001	(36 150 249)
Logement fédéral	1 038 103 450	1 029 868 347	254 083 000	256 766 813	...	...	267 423 809	267 423 809	...	...	1 024 762 641	1 019 211 351
Propriétés fédérales	67 905 287	67 819 680	36 964 000	33 244 431	421 548 735	421 548 735	17 869 521	17 869 521	...	...	508 548 501	504 743 325
Coordination du programme	52 820 840	51 171 078	...	...	785	...	1 763 240	1 763 240	...	...	51 058 385	49 407 838
Sous-total	4 046 380 125	3 800 640 375	296 638 000	294 218 663	459 213 343	459 212 558	2 813 044 570	2 992 204 338	...	...	1 989 186 898	1 561 867 258
Recettes affectées aux dépenses	(2 813 044 570)	(2 992 204 338)	...	...	...	...	(2 813 044 570)	(2 992 204 338)	...	...	...	...
Total du programme—Budgétaire	1 233 335 555	808 436 037	296 638 000	294 218 663	459 213 343	459 212 558	...	...	...	...	1 989 186 898	1 561 867 258
Programme des approvisionnements et des services												
Services centraux et communs												
du gouvernement	1 058 746 441	861 361 298	15 416 700	35 310 839	...	...	466 190 992	505 660 622	...	...	607 972 149	391 011 515
Gestion ministérielle	215 915 961	208 728 389	7 686 000	3 633 501	...	...	118 675 151	118 675 151	...	...	104 926 810	93 686 739
Organismes de services spéciaux	495 279 587	337 605 050	6 104 000	2 230 030	...	...	283 591 150	275 259 017	...	...	217 792 437	64 576 063
Fonds renouvelable de la production de défense	100 000 000	...	...	...	...	...	...	...	...	...	100 000 000	...
Étendre la portée du crédit L29g de Finances	...	...	...	...	...	...	...	...	7 807 286	4 141 442	7 807 286	4 141 442
Administration des biens saisis	...	...	...	...	...	...	...	...	49 305 864	1 863 820	49 305 864	1 863 820
Sous-total—												
Budgétaire	1 869 941 989	1 407 694 737	29 206 700	41 174 370	...	...	868 457 293	899 594 790	...	...	1 030 691 396	549 274 317
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	57 113 150	6 005 262	57 113 150	6 005 262
Recettes affectées aux dépenses	(868 457 293)	(899 594 790)	...	...	...	...	(868 457 293)	(899 594 790)	...	...	...	...
Total du programme—												
Budgétaire	1 001 484 696	508 099 947	29 206 700	41 174 370	...	...	...	...	...	...	1 030 691 396	549 274 317
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	57 113 150	6 005 262	57 113 150	6 005 262
Programme des sociétés d'État												
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	3 800 000	3 800 000	...	...	...	...	...	...	...	...	3 800 000	3 800 000
Queens Quay West Land Corporation	6 700 000	6 700 000	...	...	...	...	...	...	...	...	6 700 000	6 700 000
Total du programme—Budgétaire	10 500 000	10 500 000	...	...	...	...	...	...	...	...	10 500 000	10 500 000
Total du ministère—												
Budgétaire	2 245 320 251	1 327 035 984	325 844 700	335 393 033	459 213 343	459 212 558	...	...	...	...	3 030 378 294	2 121 641 575
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	57 113 150	6 005 262	57 113 150	6 005 262

Programmes par activité—Fin

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Recettes affectées aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponible pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Société canadienne d'hypothèques et de logement—												
Budgétaire	1 972 803 000	1 967 287 332	...	...	...	...	...	...	...	...	1 972 803 000	1 967 287 332
Société canadienne des postes—												
Budgétaire	14 000 001	14 000 000	...	...	...	...	...	...	...	...	14 000 001	14 000 000
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	420 000 000	...	420 000 000	...
Monnaie royale canadienne—												
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	49 825 505	(76 115)	49 825 505	(76 115)
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	4 232 123 252	3 308 323 316	325 844 700	335 393 033	459 213 343	459 212 558	...	...	...	...	5 017 181 295	4 102 928 907
Non budgétaire	...	...	...	...	...	...	...	...	526 938 655	5 929 147	526 938 655	5 929 147

Paiements de transfert

Provenance des autorisations					Utilisation des autorisations				
Disponibles des exercices antérieurs	Indiquées dans		Redressements et virements	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent	
	Budget des dépenses principal	Budgets des dépenses supplémentaires							
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Ministère									
Programme des services immobiliers									
Subventions									
Fonds renouvelable des Services immobiliers									
...	...	...	37 646 426	37 646 426	Subventions compensatoires en impôt fonciers, déboursées au compte de la Société canadienne des postes et des tiers	37 646 426	...	...	35 049 917
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	471 565
...	...	...	37 646 426	37 646 426		37 646 426	...	...	35 521 482
...	425 557 000	...	(24 008 265)	401 548 735	Propriétés fédérales				
...	425 557 000	...	13 638 161	439 195 161	(\$ Subventions aux municipalités et autres autorités taxatrices	401 548 735	...	...	397 949 944
					Total—Subventions	439 195 161	...	...	433 471 426
Contributions									
Fonds renouvelable des Services immobiliers									
...	...	...	6 182	6 182	Travaux de réparation maritimes déboursés au compte des ministères clients	6 182	...	...	21 930
...	...	...	11 215	11 215	Association canadienne de normalisation déboursé au compte de Coordination du programme	11 215	...	...	12 000
...	...	...	17 397	17 397		17 397	...	...	33 930
...	...	...	20 000 000	20 000 000	Propriétés fédérales				
...	...	...	...	...	Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton	20 000 000	...	...	...
...	...	...	...	...	Éléments non requis pour l'exercice en cours	...	...	...	4 000 000
...	...	...	20 000 000	20 000 000		20 000 000	...	...	4 000 000
...	12 000	...	(11 215)	785	Coordination du programme				
...	12 000	...	20 006 182	20 018 182	Association canadienne de normalisation déboursé au compte du Fonds renouvelable des Services immobiliers	...	785	...	...
					Total—Contributions	20 017 397	785	...	4 033 930
Sommaire du programme par activité									
...	...	...	37 663 823	37 663 823	Fonds renouvelable des Services immobiliers	37 663 823	...	...	35 555 412
...	425 557 000	...	(4 008 265)	421 548 735	Propriétés fédérales	421 548 735	...	...	401 949 944
...	12 000	...	(11 215)	785	Coordination du programme	...	785	...	...
...	425 569 000	...	33 644 343	459 213 343	Total du programme	459 212 558	785	...	437 505 356

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Ministère			
Programme des services immobiliers			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Fonds renouvelable des Services immobiliers	2 525 988 000	2 663 222 383	2 897 867 009
Fonds renouvelable pour l'aliénation des biens immobiliers	...	41 925 385	...
Logement fédéral	239 316 000	267 423 809	263 104 166
Propriétés fédérales	24 805 000	17 869 521	25 996 912
Coordination du programme	1 067 000	1 763 240	1 675 648
Total du programme—Budgétaire	2 791 176 000⁽¹⁾	2 992 204 338	3 188 643 735
Programme des approvisionnements et des services			
Budgétaires (recettes disponibles pour être dépensées)			
Services centraux et communs du gouvernement			
Sommes recouvrées d'acquisitions, de livraison, de provision et/ou de disposition de biens et services	467 817 000	505 660 622	570 491 776
Gestion ministérielle			
Les sommes recouvrées de la provision des services pour l'appui aux fonctions de receveur général ainsi que dans les domaines de la rémunération, la dotation, les finances et les services de conseil	103 079 000	118 675 151	116 238 988
Organismes de services spéciaux			
Sommes recouvrées de la provision des ventes de biens et services à d'autres ministères de l'État et organismes, la consultation et la vérification	283 590 000	275 259 017	238 208 564
Total budgétaire	854 486 000⁽²⁾	899 594 790	924 939 328

	Exercice en cours		Exercice précédent
	Budgets des dépenses	Réels	Réels
	\$	\$	\$
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Recouvrement—Caisse d'avance fixe	...	1 746 256	1 773 010
Recouvrement—Biens saisis	...	24 999 832	10 523 746
Compte de prêts pour la production de défense	...	...	1 724 007
Total non budgétaire	...	26 746 088	14 020 763
Total du programme—			
Budgétaire	854 486 000	899 594 790	924 939 328
Non budgétaire	...	26 746 088	14 020 763
Total du ministère—	3 645 662 000	3 891 799 128	4 113 583 063
Budgétaire	...	26 746 088	14 020 763
Non budgétaire	...	26 746 088	14 020 763
Monnaie royale canadienne			
Non budgétaires (retrées disponibles pour être dépensées)			
Recouvrement des prêts	...	76 115	2 673 065
Total du programme—Non budgétaire	...	76 115	2 673 065
Total du portefeuille ministériel—	3 645 662 000	3 891 799 128	4 113 583 063
Budgétaire	...	26 822 203	16 693 828
Non budgétaire	...	26 822 203	16 693 828

(1) Ce montant a été augmenté à 2 813 044 570 \$ au cours de l'exercice.

(2) Ce montant a été augmenté à 868 457 293 \$ au cours de l'exercice.

Recettes

	Exercice en cours	Exercice précédent		Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$		\$	\$
Ministère			Programme des approvisionnements et des services		
Programme des services immobiliers			Recettes fiscales—		
Recettes fiscales—			Taxe sur les produits et services	7 151 197	4 004 726
Taxe sur les produits et services	4 137 544	7 440 684	Total des recettes fiscales	7 151 197	4 004 726
Total des recettes fiscales	4 137 544	7 440 684	Recettes non fiscales—		
Recettes non fiscales—			Revenus de placements — ⁽¹⁾		
Revenus de placements — ⁽¹⁾			Prêts, placements et avances —		
Autres comptes —			Monnaie royale canadienne	9 295	16 166
Viking Rideau Corporation	...	195 537	Société canadienne des postes	7 764 000	7 764 000
Réseau des Chemins de fer nationaux du Canada	15 741	132 081	Autres comptes —		
Intérêt sur prêts et hypothèques	125 913	...	Dividende de la Société canadienne des postes	10 000 000	...
Revenu de location de propriétés —			Canada Lands Company Limited —Action remboursée	10 900 000	...
Location d'aire de stationnements	42 707	32 214		28 673 295	7 780 166
Location de terrain vacant	4 582	4 998			
Bâtiments résidentiels	120 337	701 291			
	309 280	1 066 121	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
			Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	(228 251)	(1 278 841)
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —			Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	870 364	716 124
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 795 243	4 338 754		642 113	(562 717)
Redressements des crédateurs de l'exercice précédent	9 165 112	7 282 475			
	10 960 355	11 621 229	Frais de services —		
			Frais—Accès à l'information	19 173	21 888
Privilèges, licences et permis —					
Bénéfices de bassins de radoub	4 441 611	2 134 534	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	778 061	1 258 403
Bénéfices du New Westminster Railway Bridge	...	(37 151)			
	4 441 611	2 097 383	Diverses recettes non fiscales —		
			Somme restituée par remords de conscience	3 055	...
Produits des ventes —			Dons à l'État	318 440	263 647
Ventes de biens de surplus à d'autres que la Corporation de			Dons à l'État—Martens	...	650
disposition des biens de l'État	...	1 416	Immeuble saisie	10 000 000	...
Vente d'immeubles	13 633 957	23 585 466	Secteur des services de gestion et services opérationnels —		
	13 633 957	23 586 882	Recettes provenant du Trésor	5 081 276	...
			Divers	1 086 259	8 281 587
				16 489 030	8 545 884
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 798 181	298 832	Total des recettes non fiscales	46 601 672	17 043 624
			Total du programme	53 752 869	21 048 350
Diverses recettes non fiscales —			Total du ministère	106 002 489	97 254 869
Remboursement de subventions compensatoires en impôts					
fonciers—Aéroports privés	16 178 571	11 442 589			
Divers	790 121	18 652 799			
	16 968 692	30 095 388			
Total des recettes non fiscales	48 112 076	68 765 835			
Total du programme	52 249 620	76 206 519			

Recettes—Fin

	Exercice en cours	Exercice précédent
	\$	\$
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Recettes non fiscales—		
Revenus de placements — ⁽¹⁾		
Prêts, placements et avances —		
Société canadienne d'hypothèques et de logement	631 773 282	680 107 292
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs —		
Recouvrements—Rénovation urbaine	3 371 931	187 712
Diverses recettes non fiscales	28 023 247	16 166 066
Total du programme	663 168 460	696 461 070
Sommaire du portefeuille ministériel		
Recettes fiscales —		
Taxe sur les produits et services	11 288 741	11 445 410
Total des recettes fiscales	11 288 741	11 445 410
Recettes non fiscales —		
Revenus de placements	660 755 857	688 953 579
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	14 974 399	11 246 224
Privilèges, licences et permis	4 441 611	2 097 383
Frais de services	19 173	21 888
Produits des ventes	13 633 957	23 586 882
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 576 242	1 557 235
Diverses recettes non fiscales	61 480 969	54 807 338
Total des recettes non fiscales	757 882 208	782 270 529
Total du portefeuille ministériel	769 170 949	793 715 939

⁽¹⁾ Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 25

COMPTES PUBLICS DU CANADA
1996-1997

Index

REMARQUE—LES CHIFFRES EN **CARACTÈRES GRAS**
RENVOIENT AUX SECTIONS DE CE VOLUME

A

ACTIF À COURT TERME, voir volume I, section 7

Administration, Programme d', (Affaires indiennes et du Nord canadien), **3**

Administration centrale de la fonction publique, Programme relatif à l', **7**

Administration du pipe-line du Nord, **2**

Affaires du Nord, Programme des, **3**

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL, **2**

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN, **3**

Affaires indiennes et inuit, Programme des, **3**

Agence canadienne d'évaluation environnementale, **11**

Agence canadienne de développement international, **2**

Agence de promotion économique du Canada atlantique, **14**

Agence spatiale canadienne, **14**

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE, **4**

ANCIENS COMBATTANTS, **5**

Anciens combattants, Programme des, **5**

Approvisionnements et des services, Programme des, **24**

Archives nationales du Canada, **17**

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, **1.43**

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, **1.66**

Autorisations disponibles des exercices antérieurs, **1.78**

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, **1.87**

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État, **1.89**

AUTRES INFORMATIONS DIVERSES, voir volume II (partie II), section 13

A —Fin

AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT, voir volume II (partie II), section 12

AUTRES INFORMATIONS RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS, voir volume I, section 10

B

Banque de développement du Canada, **14**

Bibliothèque du Parlement, **16**

Bibliothèque nationale, **17**

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports, **8**

Bureau de l'enquêteur correctionnel, **22**

Bureau d'information du Canada, **17**

Bureau du surintendant des institutions financières, **12**

Bureau fédéral de développement régional (Québec), **14**

C

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, **10**

Centre canadien de gestion, **8**

Centre de recherches pour le développement international, **2**

Chambre des communes, **16**

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION, **6**

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, **8**

Comité du tribunal des droits de la personne, **15**

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, **22**

Commissaire à la magistrature fédérale, **15**

Commissaire aux langues officielles, **8**

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada, **15**

Commission canadienne des affaires polaires, **3**

Commission canadienne des droits de la personne, **15**

C —Suite

Commission canadienne du lait, **4**

Commission de contrôle de l'énergie atomique, **19**

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, **6**

Commission de la capitale nationale, **17**

Commission de la fonction publique, **17**

Commission des champs de bataille nationaux, **17**

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada, **22**

Commission des relations de travail dans la fonction publique, **8**

Commission du droit d'auteur, **14**

Commission mixte internationale, **2**

Commission nationale des libérations conditionnelles, **22**

COMPTES CONSOLIDÉS, voir volume I, section 4

COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE, voir volume I, section 8

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice, **17**

Conseil canadien des normes, **14**

Conseil canadien des relations du travail, **10**

Conseil consultatif sur la situation de la femme, **17**

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés, **21**

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses, **21**

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, **17**

Conseil de recherches en sciences humaines, **14**

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, **14**

Conseil de recherches médicales, **21**

Conseil des Arts du Canada, **17**

CONSEIL DU TRÉSOR, **7**

Conseil national de recherches du Canada, **14**

CONSEIL PRIVÉ, **8**

C —Fin

CONSTRUCTION OU ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE, voir volume II (partie II), section 7

CONSTRUCTION OU ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES, voir volume II (partie II), section 6

Contributions de l'employeur aux régimes d'assurance, Programme de, **7**

Corporation commerciale canadienne, **2**

Cour canadienne de l'impôt, **15**

Cour fédérale du Canada, **15**

Cour suprême du Canada, **15**

D

DÉBITEURS, voir volume II (partie II), section 4

DÉFENSE NATIONALE, **9**

Dépenses ministérielles par article courant, **1.13**

Dépenses ministérielles par catégorie, **1.4**

Description des activités, Objectifs des programmes et—Voir section ministérielle appropriée

Détail des autres dépenses de programmes des autres portefeuilles ministériels, **1.12**

Détail des autres paiements de transfert, **1.11**

Détail des montants disponibles pour être dépensés—Voir section ministérielle appropriée

DETTE PORTANT INTÉRÊT, voir volume I, section 6

Développement de l'industrie et des sciences, Programme du, **14**

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, **10**

Directeur général des élections, **8**

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, **14**

E

Énergie atomique du Canada, Limitée, **19**

ENVIRONNEMENT, **11**

État des recettes et dépenses, **1.3**

E —Fin

ÉTATS FINANCIERS DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET D'AUTRES ENTITÉS, voir volume II (partie II), section 2

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES, voir volume II (partie II), section 1

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU CANADA ET OPINIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL, voir volume I, section 1

Éventualités du gouvernement et programmes financés par l'administration centrale, Programme des, **7**

F

Fédéral de paiements de transfert aux provinces, Programme, **12**

FINANCES, 12

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE, voir volume II (partie II), section 9

G

Gendarmerie royale du Canada, **22**

GOUVERNEUR GÉNÉRAL, 13**I**

Identité canadienne, Programme de l', **17**

INDUSTRIE, 14

INFORMATIONS FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES, voir volume I, section 2

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES, voir volume II (partie II), section 3

Investissement dans les ressources humaines et d'assurance, Programme d', **10**

J**JUSTICE, 15****M**

Monnaie royale canadienne, **24**

Musée canadien de la nature, **17**

Musée canadien des civilisations, **17**

Musée des beaux-arts du Canada, **17**

Musée national des sciences et de la technologie, **17**

O

Objectifs des programmes et description des activités—Voir section ministérielle appropriée

Office de commercialisation du poisson d'eau douce, **18**

Office des transports du Canada, **23**

Office national de l'énergie, **19**

Office national du film, **17**

P

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR, voir volume II (partie II), section 10

PAIEMENTS DE TRANSFERT, voir volume II (partie II), section 8

Paiements de transfert—Voir section ministérielle appropriée

Parcs Canada, Programme, **17**

PARLEMENT, 16

PASSIF À COURT TERME, voir volume I, section 5

PATRIMOINE CANADIEN, 17**PÊCHES ET OCÉANS, 18**

Politiques financières et économiques, Programme des, **12**

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES, voir volume I, section 9

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS, voir volume II (partie II), section 11

Programmes par activité—Voir section ministérielle appropriée

P —Fin

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel, **1.29**

Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel, **1.35**

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives), **1.38**

R

Récapitulation des dépenses externes par article courant, **1.20**

Récapitulation des dépenses externes par catégorie, **1.10**

Récapitulation des recettes externes par catégorie principale, **1.27**

Recettes—Voir section ministérielle appropriée

RECETTES, DÉPENSES ET DÉFICIT ACCUMULÉ, voir volume I, section 3

Recettes ministérielles par catégorie principale, **1.21**

RESSOURCES NATURELLES, **19**

REVENU NATIONAL, **20**

S

SANTÉ, **21**

Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne, **2**

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, **8**

Sécurité du revenu, Programme de la, **10**

Sénat, **16**

S —Fin

Service canadien du renseignement de sécurité, **22**

Service correctionnel, **22**

Service de la dette publique, Programme du, **12**

Services axés sur le marché, Programme des, **14**

Services généraux, Programme des, **10**

Services de gestion ministériels, Programme des, **17**

Services immobiliers, Programme des, **24**

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX, voir volume II (partie II), section 5

Société canadienne d'hypothèques et de logement, **24**

Société canadienne des postes, **24**

Société d'assurance-dépôts du Canada, **12**

Société d'expansion du Cap-Breton, **14**

Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, **17**

Société de développement du Cap-Breton, **19**

Société du Centre national des Arts, **17**

Société du crédit agricole, **4**

Société pour l'expansion des exportations, **2**

Société Radio-Canada, **17**

Sociétés d'État, Programme des, **24**

SOLLICITEUR GÉNÉRAL, **22**

Sommaire du portefeuille ministériel—Voir section ministérielle appropriée

Spécial, Programme (Finances), **12**

Statistique Canada, **14**

T

TABLEAUX SOMMAIRES, **1**

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, **8**

TRANSPORTS, **23**

Travail, Programme du, **10**

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX, **24**

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs, **10**

Tribunal canadien du commerce extérieur, **12**

Tribunal de l'aviation civile, **23**

Tribunal de la concurrence, **14**

Tribunal des anciens combattants (révision et appel), Programme du, **5**

V

Vérificateur général, **12**